

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER

2^e ANNÉE

JANVIER, FÉVRIER, MARS

1862

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

**Convention pour renouer les relations interrompues entre
l'Espagne et la république de Venezuela.**

Les conférences répétées qui ont eu lieu entre le ministre d'État de Sa Majesté Catholique et le soussigné envoyé de la république de Venezuela, ont convaincu le gouvernement de la *Reine* des sentiments d'affection et de bonne amitié qui animent celui de la susdite république, et du fait que la plus grande partie des dommages éprouvés par les sujets espagnols sont principalement dus à la malheureuse situation dans laquelle se trouve depuis longtemps cet État.

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ne voulant pas aggraver cette position, mais désirant au contraire contribuer par les moyens légitimes en son pouvoir, à ce qu'elle change ou du moins s'améliore, en donnant à son gouvernement la force qui résulte de la bonne in-

telligence avec les autres États, force qui s'amoin-drit ou se perd par les conflits internationaux, est convenu de rétablir les relations interrompues, sur de solides fondements, dignes de l'honneur des deux peuples, offrant de sûres garanties à leurs intérêts respectifs et conformes aux principes du droit des gens, malheureusement oubliés et méconnus au milieu des perturbations civiles.

Les deux gouvernements désirant donc que le plus ferme accord se rétablisse entre deux peuples unis par tant de liens et dont l'origine, les sentiments et le bien-être réclament la bonne amitié, sont convenus, celui d'Espagne, par le ministre d'État dûment autorisé, et celui de Venezuela, représenté par don Fermin Toro, revêtu à cet effet des facultés nécessaires, des bases suivantes :

1° Le gouvernement de la république de Venezuela, indemniserà les sujets de Sa Majesté Catholique des dommages causés par les employés de ladite république, ou par les forces dont ils dépendent après intervention des preuves nécessaires fournies par les intéressés ;

2° Les auteurs ou complices d'assassinats commis sur des sujets espagnols seront poursuivis et châtiés conformément aux lois ;

3° Lorsque dans certains cas il sera légalement prouvé que les autorités locales dépendantes du gouvernement n'auront pas prêté la protection due aux sujets de Sa Majesté Catholique, en ayant entre les mains les moyens suffisants pour le faire, le gouvernement de la république de Venezuela fournira une indemnité correspondante aux dommages causés par les factions ou les autorités illégales.

4° Les sujets espagnols lésés par les factions sont obligés de justifier de la négligence des autorités légitimes, dans l'adoption des moyens opportuns pour protéger leurs intérêts et leurs personnes, châtier ou réprimer les coupables ;

5° Le gouvernement de la république de Venezuela, donnera aux sujets espagnols la protection nécessaire pour justifier des dommages qu'ils auront soufferts et de leur origine.

6° Le règlement de toutes les réclamations qui ont surgi ou surgiront pour les dommages mentionnés, sera adopté par les deux gouvernements, conformément aux sentiments de droiture et de bonne foi et les principes de justice dont ils sont animés.

En foi de quoi, le ministre d'État de Sa Majesté Catholique et le représentant de la république du gouvernement de Venezuela, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, signent deux documents identiques et exerçant les mêmes effets réciproques auprès des chancelleries de leurs gouvernements respectifs ; la ratification formelle et explicite des gouvernements est réservée, afin que les bases consignées dans le présent arrangement servent de règles inaltérables dans les

négociations pendantes, ainsi que dans celles qui à l'avenir pourraient être suscitées; en foi de quoi les soussignés ont apposé leurs sceaux.

Santander, 12 août 1861.

(L. S.) *Signé* : SATURNINO CALDERON COLLANTES.

(L. S.) *Signé* : FERMIN TORO.

Les ratifications ont été échangées à Madrid le 16 novembre 1861.

Traité de commerce entre l'Italie et la Turquie, signé à Constantinople le 10 juillet 1861 et ratifié le 9 septembre.

Ce traité est en tout semblable à ceux signés entre la France et la Turquie (voir *Archives diplomatiques*, tome III, page 341) et entre la Grande-Bretagne et la Turquie (voir tome IV, page 5).

Traité de commerce entre la Belgique et la Turquie, signé à Constantinople le 10 octobre 1861.

Même observation que ci-dessus.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Adresse de la Diète du royaume triple et un de Dalmatie, Croatie
et Esclavonie, votée par la Diète réunie à Agram (Zagabre), le
24 septembre 1861.**

Majesté Apostolique, Impériale, Royale!

Notre Roi et très-saint Seigneur!

La nation du triple royaume de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, profondément affligée, depuis douze ans, de la suspension, très-malheureuse et fatale sous tous les rapports, de sa constitution plus que millénaire, a enfin entendu la parole rassurante de Votre Majesté, qui, par un rescrit du 23 février 1861, adressé au ban des trois royaumes, a bien voulu ordonner la convocation en assemblée spéciale de la Diète du triple royaume, afin de constituer ses rapports de droit public en ce qui concerne la Hongrie et l'Autriche respectivement.

Mais avant que nous, députés siégeant à Agram, la capitale, depuis le 13 avril 1861, en vertu du vote de la nation, nous répondions à ces hautes propositions et à d'autres rescrits qui s'y réfèrent et que Votre Majesté a adressés à cette Diète, au sujet des rapports politiques du triple royaume, nous croyons nécessaire d'exposer brièvement, en la présence de Votre Majesté, tous les principes et toutes les vues qui émanent de la vie politique et nationale du peuple des trois royaumes, de manière que nous puissions déterminer le point d'appui sur lequel nous nous sommes toujours reposés dans toute notre œuvre, car nous avons voulu rester un organe fidèle en harmonie avec l'esprit et avec les exigences de notre nation.

Le pivot sur lequel roule notre vie politique, et vers lequel la nation des trois royaumes a toujours dirigé ses plus sacrés comme ses plus chères aspirations, c'est le statut et la liberté, c'est l'indépendance politique, c'est aussi l'intégrité du territoire du royaume triple et un de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie.

Sire, la constitution du triple royaume s'est développée dans le passé éloigné de sa vie publique et nationale, a survécu aux souverains élus par la nation, et, grâce à la libre volonté de la nation, a passé sous le sceptre des rois de Hongrie, et ensuite dans l'auguste maison de Votre Majesté.

C'est vers le commencement du douzième siècle, après l'extinction de la dynastie des Trpimir et des Drzislav, que notre nation a jugé à propos d'appeler au trône le roi arpadien Koloman et ses successeurs légitimes; le triple royaume n'a point sacrifié le moindre droit fondamental de sa constitution, de son indépendance politique ou de son intégralité; car, avant tout, les liens qui l'ont rattaché à la Hongrie, consistaient uniquement en la personne d'un roi commun, de même que, lors de l'union politique de la nation du royaume triple et un avec d'autres nations de la Hongrie, ce lien n'était pas même signifié par le symbole d'une seule et commune couronne; au contraire, les rois de race arpadienne, couronnés rois de Hongrie avec la couronne de Saint-Étienne, suivant la coutume et le serment du roi Koloman, se couronnaient en qualité de rois dalmatico-croatico-esclavons avec la couronne Zvonimir, consacrée par le pape Grégoire VII. Et pourtant une telle union était exprimée par une commune législation ou administration, car, d'une part, le royaume triple et uni avait sa diète propre, tout à fait indépendante, et dans laquelle les rois de Hongrie s'étaient obligés à intervenir personnellement comme rois du triple royaume. Chacun d'eux promettait : « Quand je viens auprès de vous pour me faire couronner, ce ne sera pas pour traiter avec vous des affaires du royaume. » D'un autre côté, il y avait à la tête de ces royaumes un woïwode ou ban, lieutenant du roi (*prorex*), indépendant du palatin, chef suprême de la Hongrie, administrant le triple royaume avec des pouvoirs réels.

C'est cette indépendance et cette liberté politique que les rois de la dynastie arpadienne non-seulement ont garanties au triple royaume, mais encore tous les autres rois élus, et pour preuve rappelons le décret II, art. 13 (1464) du roi Mathias, le décret I (1492), art. 1, du roi Vladislav II, et l'art. I, « *Art. Nobil, regni Slavoniæ* », de 1434.

Quand nos pères, délibérant le 1^{er} janvier 1527 à la diète tenue à Cettina, après la mort malheureuse de son roi Louis II, ont fait une convention avec les plénipotentiaires de Ferdinand I^{er}, roi hongrois-

bohémien et archiduc d'Autriche, et que, pour base des stipulations, ils eurent offert au même roi Ferdinand I^{er} et à ses légitimes successeurs la couronne et le trône des trois royaumes, ce fut alors que les destinées, le statut, l'intégrité, l'indépendance et la liberté du triple royaume uni furent confondus avec l'auguste maison de Votre Majesté, laquelle, par cette convention synallagmatique, s'est obligée dans l'illustre personne de son prédécesseur, « à confirmer, conserver et maintenir, dans toute leur intégrité, les prérogatives, les droits, les libertés et les décrets concernant le susdit royaume. »

Plus tard, lorsque nos pères, dans la diète tenue à Agram, au mois d'avril de l'an 1712, eurent délibéré de faire passer encore dans la ligne féminine de l'auguste maison régnante le droit de succession au trône et à la couronne du triple royaume, ils le firent spontanément et dans la ferme conviction de leur propre liberté politique et de leur indépendance, exprimées toutes deux dans ces mémorables paroles adressées, dans la représentation du 15 mars 1712, au roi Charles III : « *Ce n'est ni la violence, ni la captivité, qui nous a attachés aux Hongrois, mais c'est volontairement et de notre plein gré que nous nous sommes assujettis, non pas à leur gouvernement, mais à leur roi.* » Aussi les ambassadeurs, pour récompense, exigeaient-ils du roi « le diplôme de sécurité perpétuelle sur tous droits, privilèges, prérogatives, coutumes reçues de tous ces royaumes que Sa Majesté et ses augustes héritiers et successeurs des deux sexes s'engageaient à conserver, protéger et maintenir inviolables. » Et de fait, le célèbre souverain ayant accueilli favorablement cet éclatant témoignage de soumission et d'attachement de notre nation envers l'auguste dynastie, par son gracieux rescrit du 16 mai 1712, a octroyé au triple royaume, en son nom et au nom de ses successeurs légitimes, le diplôme désiré, appelé « *Diploma securitatis perpetuæ*, » dans lequel il promettait solennellement de sauvegarder nos intérêts et de ne rien omettre de tout ce qui pourrait contribuer au bien-être de la maison d'Autriche, afin d'en manifester la bienveillance et la clémence héréditaires. « *Vobis vicissim firmissime spondemus, non solum vostra vobis jura, privilegia et immunitates (franchises) a Nobis successoribusque nostris inviolabiliter semper conservatum, sed nec præterea quidquam omissum iri, quod ad ingenitam Austriaci sanguinis benignitatem et clementiam demonstrandam, regnorumque optime meritorum commoda ulterius provehenda facere queunt.* »

Sire ! C'est par ces traités, légalement valides et faits entre notre nation et ses illustres souverains, que la vie politique du triple royaume est consacrée, et que sa pleine liberté politique et son indépendance lui sont garanties. La base sur laquelle repose la constitution du royaume triple et uni n'est donc que le pacte politique qui

accorde des droits, mais qui impose aussi des obligations aux parties contractantes.

C'est précisément sur cette base, également défendue par le pouvoir royal et par la liberté nationale, que les diètes du triple royaume ont toujours fonctionné et déployé leur activité législative; en effet, toutes les affaires particulières de la vie politique tombaient dans sa sphère d'action, soit qu'elles se rapportassent à la justice, à l'administration, à l'enrôlement, à la force armée, soit qu'elles eussent trait à d'autres établissements politiques, relativement auxquels nos diètes ont toujours décidé valablement et avec ce droit souverain partagé entre le roi et la nation.

Maintenant qu'il nous soit permis de parler brièvement de l'activité qu'ont déployée toutes nos diètes par rapport aux affaires particulières de la vie politique, et cela spécialement à l'époque heureuse du gouvernement de l'auguste maison de Habsbourg et de Lorraine. Les diètes du triple royaume, tout à fait indépendantes alors, établissaient les impôts, les augmentaient, les diminuaient ou ne les votaient pas; elles créaient des lois sur le mode de répartition et de perception, comme le font voir clairement les résolutions innombrables des diètes respectives, et en particulier l'art. 1 de 1538, de 1567; l'art. II de 1748; l'art. 28 de 1749; l'art. 25 de 1755, de 1757; l'art. 5 de 1761; l'art. 4 de 1767; l'art. 1 de 1770, et autres des diètes tenues à Krizevac, Agram (Zagabre), et Varazdino. Les diètes du triple royaume contractaient des emprunts à l'avantage de ces trois royaumes, et, sans leur consentement, le roi ne pouvait pas les entreprendre, comme le prouvent l'art. 1 de la diète de 1762, mois de février, tenue à Varazdino, et l'art. 1 de la même année, au mois de mars, à Agram. Enfin les diètes elles-mêmes créaient des lois ayant trait aux douanes provinciales, aux contributions impériales et au trentième.

De cette manière, les diètes des trois royaumes décidaient indépendamment les affaires relatives à la milice, levaient les forces armées nationales, suivant des lois et des coutumes propres, accordaient ou refusaient les contingents requis, et créaient des lois *ad hoc* et pour la défense des forteresses intérieures. A cet égard citons plus particulièrement les résolutions des diètes de 1537 et 1538; art. 2-15 de la diète de Krizevac; de 1567, à Agram 10°; Rudolphe a. 1681, art. 12; déc. III, Léopold I^{er}, en 1681, art. 66, déc. I, de Marie, en 1741, art. 59; art. 1-2 de 1757; art. 1 de 1758; art. 2-3 de 1759, des diètes d'Agram et de Varazdino.

Les diètes du triple royaume contractaient encore des alliances avec d'autres pays, et indépendamment, par exemple, les diètes du mois de septembre 1608 et d'octobre 1620, à Agram. Enfin les diètes

du triple royaume exerçaient de l'influence sur la politique extérieure, dans le sens du décret I de Léopold 1^{er} de l'an 1681, 4, et en ce qui concernait les intérêts et les droits de notre nation. C'est pourquoi elles décidaient elles-mêmes, suivant le procès-verbal de l'art. 11 de la diète tenue en 1737 à Glina, que dans tout traité de paix, outre le roi hongrois et dalmatico-croatico-slavon et la Porte Ottomane, il interviendrait aussi un représentant de ces trois royaumes.

Le rayon juridictionnel de l'activité législative des diètes du triple royaume fut dans la suite des temps de plus en plus limité, et toutes les affaires particulières de la vie politique passèrent presque entièrement à la compétence des diètes communes de Hongrie et de Croatie, uniquement parce que les états et les ordres des trois royaumes, opprimés par l'absolutisme de Joseph II durant dix années, cherchaient de cette manière plus de garanties pour le statut, en s'unissant plus étroitement au royaume de Hongrie, convaincus qu'avec leurs forces réunies, ils réussiraient sans peine à résister aux attaques toujours nouvelles de la politique absolutiste de l'Autriche. Mais même au milieu des sinistres événements de ce temps, nos aïeux n'ont pas perdu de vue leur indépendance, car non-seulement ils se réservaient le droit de publier dans la diète des trois royaumes les lois créées à la commune hongroise et de reconnaître uniquement pour valides celles qu'on ne pouvait excepter ; mais encore ils s'employaient énergiquement à conserver intact leur droit même au sein des diètes communes, de décider indépendamment sur les plus importants arguments. La preuve la plus lumineuse qu'alors seulement ils accordèrent de traiter les affaires des impôts au sein des diètes communes de Hongrie et de Croatie, c'est quand fut ajouté le règlement suivant : « Mais toujours séparément des impôts de la Hongrie, » art. 59 de l'an 1790-91 ; d'où il suit d'une manière palpable que le triple royaume n'a jamais renoncé à son ancien droit d'asseoir les impôts, mais qu'il veut l'exercer seulement au sein des diètes de Hongrie et de Croatie. Mais lorsque dans ces diètes les états et les ordres du royaume de Hongrie hésitaient à reconnaître l'ancien droit de ces royaumes à contribuer seulement de moitié pour les impôts fixés par la Hongrie, la diète du triple royaume alors ne tardait pas un instant à se déclarer contre cette prétention ; ainsi dans les commencements de juin 1791, elle fit cette disposition, à Agram, qu'à l'avenir la nation des trois royaumes devait, au sein de la diète hongroise, se mettre en accord immédiat avec le roi seul, quant à la répartition des impôts dans le triple royaume.

Dans la diète tenue le 12 du mois de mai et jours suivants, en 1790, il fut jugé à propos d'avancer dans l'union avec le royaume de Hongrie pour ce qui regarde la haute administration, et toujours en raison

de la solidarité des intérêts communs. Sans exiger qu'on restituât au triple royaume son conseil royal de lieutenance, supprimé le 30 juillet 1779, la même diète, dans l'instruction adressée à ses représentants, décida qu'on s'emploierait à ériger un conseil royal de lieutenance, commun à la Hongrie ainsi qu'aux trois royaumes, composé de membres hongrois et croates, responsables auprès des diètes respectives qui auraient à les élire. Mais cette proposition ne trouvant pas d'appui au sein de la diète commune, nos députés adhérèrent provisoirement au conseil royal de lieutenance hongrois, avec cette condition, qu'un nombre proportionnel de ressortissants de ces trois royaumes y fût employé (art. 58, 1790-91).

Sire! Tandis que le triple royaume, sans porter atteinte à ses anciens droits, recherchait dans une union politique plus étroite avec le royaume de Hongrie une garantie de son statut particulier et de sa liberté nationale, il fut menacé d'un grand danger par de fortes tendances centralisatrices en Hongrie à cette époque. Ces tendances devinrent pour le triple royaume d'autant plus dangereuses, que de jour en jour la nationalité madgyare aspirait à prédominer. De là éclata ce conflit entre le royaume de Hongrie et ces trois royaumes, qui, dès lors, par amour pour leur propre existence, commencèrent à soupirer après le retour des relations primitives de droit public avec ce pays confédéré.

Pour ce motif déjà, la diète de 1845 résolut, art. 10, de demander de restituer au triple royaume son conseil royal de lieutenance, et de plus son administration suprême nationale, avec l'organisation d'une section particulière dans la chancellerie royale de Hongrie; dans les autres dicastères et suprêmes judicatures, qui restaient communs, on devait demander qu'on employât un nombre correspondant de nos nationaux, habiles à parler la langue du pays, tandis que la diète suivante de l'année 1847 réclama, par l'art. 6, la réorganisation et la constitution définitive de la diète des royaumes de Dalmatie, de Croatie et d'E clavonie.

Mais ces tendances aussi justes que légales de la nation des trois royaumes rencontrèrent un grand obstacle dans la centralisation madgyare, qui enfin, dans ses lois de 1847-48, porta un coup mortel à la liberté et à l'indépendance de la nation de ces trois royaumes. C'est pour cela précisément que notre nation n'a jamais publié ses lois dans sa Diète, jamais elle ne les a reconnues, mais en leur lieu et place elle a, sur la base de son droit public relevé par l'influence salutaire de l'esprit de la liberté commune qui se manifesta alors, organisé sur des principes libéraux sa vie politique nationale. L'année 1848, fatale aux trônes et aux États ébranlés jusque dans leurs fondements, et l'absolutisme des douze années successives introduit

en Autriche, ont détruit les rapports politiques du triple royaume, ont rompu et enseveli toutes les institutions constitutionnelles qui s'étaient accrues avec la vie politique de la nation ; c'est ainsi que fut arrêtée la régénération politique de ces trois royaumes basée d'après les principes ci-dessus cités. Les paroles nous manquent pour exprimer notre vive douleur et notre profonde affliction, car nous ne sommes que l'écho des sentiments de notre nation qui se voit privée arbitrairement de son antique constitution, confirmée par le serment de tant d'illustres rois, garantie par des traités bilatéraux, et assujettie sans pitié aucune à ce misérable absolutisme qui lui a enlevé tout ce qu'elle avait de cher et de sacré, qui a foulé aux pieds tout ce qu'elle conservait le plus précieusement, qui l'a tuée matériellement et moralement, qui a réussi enfin à éteindre jusqu'à la dernière étincelle de cette confiance avec laquelle notre nation est toujours restée aux côtés de notre roi.

Nous protestons solennellement contre la suspension arbitraire de notre statut, sans que nous l'ayons nullement provoquée ; nous repoussons toutes les conséquences qui découlent d'un tel état de chose, ou qui, au détriment de nos droits pourraient en découler ; nous cesserions bien volontiers de rouvrir les cruelles plaies qui font souffrir notre nation, et au moment même où, après une longue séparation inconstitutionnelle, nous nous présentons aux pieds du trône de Votre Majesté, nous croyons encore devoir vous exposer un droit non moins sacré que l'indépendance de ces royaumes, nous voulons dire l'intégrité territoriale.

Sire ! A l'exemple des diètes précédentes, cette diète a aussi, depuis qu'elle fonctionne, attiré l'attention toute spéciale sur l'intégrité territoriale des trois royaumes ; mais jusqu'ici ses efforts et ses justes désirs n'ont pas encore été couronnés de succès. La Dalmatie, depuis le 17 octobre 1797, époque où elle fut assujettie au sceptre de votre auguste maison, a été l'objet de plaintes continuelles au sein des diètes du triple royaume, comme aussi dans les diètes communes de Hongrie et de Croatie. Faisant valoir leurs droits sur ce pays, elles exigeaient qu'il fût réuni au royaume de Croatie et Slavonie. De même, la Diète du triple royaume tenue à Agram, en avril 1802, chargea ses députés à la Diète commune de Hongrie, d'instructions particulières. « Quoniam sub glorioso suæ Majestatis regimine Dalmatiæ per Rem-
« publicam prius tenetam possessor, revindicta foret, et nunc ad sa-
« cram Regni Hungariæ coronam pro tenore juramenti inauguratio-
« nalis a sua Majestate nuncupati, redire deberet, domini abegati omni
« conatu adhibito agent, ut integrans hæc regnorum pars, iisdem
« jure postliminii, sub legali ab auctoritate banali dependentia, reap-
« plicetur. » Les députés feront tous leurs efforts pour que cette partie intégrante des royaumes, par droit de réintégration (*postliminii*)

revienne sous la dépendance et sous l'autorité légale du ban. Ce lien de droit public, François I^{er}, d'impérissable mémoire, l'a reconnu, et, dans son gracieux rescrit du 17 octobre 1802, il remit seulement à des temps plus tranquilles l'exécution de ce lien politique reconnu. Les Diètes subséquentes des trois royaumes et surtout celles de 1807, art. 6; de 1840, art. 15; de 1845, art. 9; et de 1848, art. 5, exigèrent formellement que la Dalmatie fût réunie de fait à la Croatie et à l'Esclavonie. Ces exigences légitimes de la part des Diètes du triple royaume ont été appuyées par les Diètes communes de Hongrie et de Croatie. La diète même de 1802 n'a pas manqué d'insérer parmi ses « charges » (*gravamina*) l'incorporation de la Dalmatie dès le troisième point. La diète des années 1825-1827 la mit en tête de l'ordre du jour parmi ses quatorze « charges méritant la préférence; » c'est ce que renouvelèrent les États et les ordres à la Diète de 1830, avec l'adresse spéciale du 17 octobre, où fut prise cette résolution; telle est la manière dont Sa Majesté a manifesté sa propre disposition à exécuter le troisième point du diplôme d'inauguration, en réunissant et en incorporant les parties au delà de la Save, c'est encore ainsi que, aujourd'hui, elle a bien voulu se référer à l'adresse du 17 octobre de cette année, et promettre fermement que l'incorporation de la Dalmatie suivrait à son temps. Fidèle à cette solennelle promesse, le roi François I^{er}, nomma, suivant l'art. 5, une commission *ad hoc* chargée d'élaborer le projet sur la manière dont la Dalmatie et quelques autres parties devraient être incorporées à la couronne.

Votre Majesté, reconnaissant encore comme ses illustres prédécesseurs le lien qui unit la Dalmatie, Raguse et Cattaro avec les îles de Quarnero, a daigné annoncer à cette Diète, par la gracieuse proposition du 26 février 1861, que les représentants de la Dalmatie ont été envoyés pour choisir des députés pour la Diète des trois royaumes, pour y établir sur le mode de réunion projetée; mais la représentation de ce royaume fut l'œuvre d'une loi électorale tout à fait injuste pour la population croate de la Dalmatie, ainsi qu'on le pressentait depuis sa publication; il arriva que le parti anti-national et contraire à l'union sut prédominer, tandis que le parti national qui représente quatre cent mille Slaves d'origine pure, fut opprimé, sans rappeler que le premier eut l'appui de la bureaucratie toute puissante.

Depuis lors, bien que nous ayons, dans l'adresse particulière du 1^{er} mai de cette année, renouvelé nos justes vœux, c'est en vain que nous en avons attendu la satisfaction, non-seulement pour les exigences de notre ancien statut, l'espérance de la nation tout entière des trois royaumes, mais encore en raison de tant de diplômes d'inauguration.

De cette manière, les frontières croates et slavonnes ont été sépa-

rées de la mère patrie, et ne sont une partie intégrante seulement que de nom. Ces parties qui se trouvent maintenant sous le commandement militaire et qui furent un temps des comitats libres, sont devenues par la force de la nécessité même l'avant-garde armée de la civilisation chrétienne contre la barbarie turque. Au nom de la croix sainte, au nom de sa liberté, notre nation a été pendant plusieurs siècles des premières à s'armer et à verser son sang. Mais, comme il n'est plus besoin de confins militaires, puisque l'empire turc a besoin lui-même de secours pour exister, notre nation a enfin désiré de jouir du bénéfice de la paix et de la vie civile. A peine la paix de Carlovitz eut-elle limité les invasions turques dans ces parties, que le roi Léopold I^{er}, dans son glorieux rescrit du 10 juillet 1703, fit connaître à notre nation croate l'heureuse nouvelle que, pour la récompenser des sacrifices qu'elle avait faits et des services rendus, il lui rendait tous les confins du Banast, ceux de Carstadt et de Krisio. La reine Marie-Thérèse, d'heureuse mémoire, promit également, dans l'art. 49 de 1741, d'incorporer à la Croatie le territoire de Lik et Corbavia, et Léopold II, par sa résolution du 13 janvier 1791, et François I^{er}, par l'art. 18 de l'an 1792, ont promis aussi d'incorporer les confins de Varazdino et la partie située entre les routes Joséphine et Caroline.

Mais, malgré toutes ses promesses solennelles, les confins militaires subsistent toujours comme un monument de l'absolutisme militaire en Europe, et comme une oasis inconstitutionnelle dans un État régi par un statut; nous ne voulons pas ici assombrir la situation précaire de nos confins, mais seulement exprimer que cette Diète, dans sa quarante-deuxième session, le 15 juillet de cette année, a rédigé à l'unanimité l'adresse des confins en date du 5 juillet, et qu'elle l'appuie maintenant avec énergie au nom de la nation tout entière avec la conscience du droit et de la justice, ce que Votre Majesté pourra comprendre par l'adresse particulière que nous avons décidé de présenter à Votre Majesté, de concert avec l'article de loi touchant la réorganisation constitutionnelle des confins.

Nous appuyant sur la loi, sur les contrats bilatéraux et sur les serments royaux, nous avons démontré d'une manière claire le droit irrécusable du royaume triple et un à une constitution; nous espérons dans le saint amour de la justice de notre roi et très-clément seigneur, qui ne saurait rester sourd à de si justes désirs et aux exigences légitimes de son peuple toujours fidèle des trois royaumes; nous, députés de la nation, et en son nom et de tout notre pouvoir, en présence de Dieu et du monde, nous exigeons et nous ne cesserons jamais d'exiger la reconnaissance péremptoire du triple royaume de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, et la restitution définitive de son statut plus que millénaire, avec son intégrité territoriale.

Tels sont les vœux, telle est la voix de la nation tout entière; c'est l'expression de ses plus urgents besoins, et elle ne voudra ni ne pourra y renoncer tant qu'il lui restera de fidèles sujets.

Nous nous attachons à ces principes constitutionnels incontestables; mais nous ne pouvons que répondre aux très-gracieuses propositions et aux rescrits que Votre Majesté a adressés à la Diète, avec cette sincérité et cette vigueur d'esprit qui répondent si bien, et aux exigences constitutionnelles de la nation et aux intérêts bien entendus de l'auguste maison régnante.

Le très-gracieux rescrit royal du 16 février de l'année courante, n° 152, par laquelle Votre Majesté a convoqué cette Diète, commence ainsi : « Que Votre Majesté, en vertu du diplôme, du 20 octobre 1830, activait nouvellement les institutions constitutionnelles des royaumes de Croatie et d'Esclavonie. »

Sire! Reconnaisant avec joie que, véritablement, des institutions constitutionnelles du moins en partie ont été rendues à la nation, nous observons avec une grande affliction qu'on n'a pas seulement rendu à ces mêmes royaumes leurs droits principaux de constitution, comme de voter les impôts et les levées de soldats, lesquels droits ont toujours été exercés tant au sein des Diètes propres que dans les Diètes communes hongroises et croates, mais qu'au grand détriment de nos anciennes prérogatives on nous a enlevé ce droit pour les transférer au conseil de l'empire de récente création.

Nous avons démontré plus haut qu'au royaume triple et un appartient, de droit ancien, la pleine législation et l'administration autonome correspondante; et nous reportant aux lois relatives sanctionnées par les rois et aux résolutions des Diètes, nous avons pareillement motivé que dans les Diètes des trois royaumes on a délibéré et résolu indépendamment ce qui regarde la milice, les finances, les relations extérieures, l'administration du pays, tout ce qui se rattache enfin à la vie politique d'une nation libre et d'un pays indépendant. Dans ce but, nous pouvions citer une multitude de lois votées dans les Diètes propres des années 1636, 1434, 1492, 1527, 1538, 1567, 1571, 1604, 1609; 1635, 1643; 1681, 1700; 1712, 1717; 1723, 1725; 1733, 1737, 1739, 1741, 1749, 1755, 1757, 1759 et 1770, comme encore dans les communes diètes hongro-croates des années 1504, 1537, 1547, 1602, 1622, 1625, 1630, 1635, 1638, 1645, 1647, 1649, 1650, 1681, 1715, 1723 et autres, et toutes ont manifesté une seule tendance, une seule pensée, un but unique, c'est l'expression claire de cet axiome politique conservé dans tous les changements de notre vie politique : Rien de nous, sans nous, « Nihil de nobis, sine nobis. » Mais il suffira de se rappeler l'art. 12 de l'an 1790-91 de la Diète hongroise-croate, par lequel l'expression qui vient d'être citée

et qui constitue le principe capital et la garantie de notre ancien statut, devient loi formelle avec cette disposition : « *Legum ferendarum, abrogandarum et interpretandarum, potestatem legitime coronato principi SS. et OO. ad Comitatus legitime confluentibus, communem esse, nec extra illa exerceri posse.* » (En nous fondant) sur ce pouvoir commun de créer et d'abroger les lois, qui ne peut s'exercer en dehors des assemblées, on ne pourra douter de la justice des plaintes que nous avons élevées.

On voit donc que nos droits les plus essentiels de constitution, comme de disposer des substances et des vies, n'ont pas été restitués à ces royaumes ; rappelons que les comitats, ces fondements du statut et du constitutionalisme, ni les autres districts libres n'ont reçu complètement l'autonomie qui leur convient, et passons sous silence que, aux yeux de la Diète constitutionnellement convoquée, on extorque par l'exécution militaire des impôts inconnus dans notre nation et établis par des voies illégales ; sans parler de cet état très-anormal, il existe dans ces royaumes à côté des autorités constitutionnelles, d'autres autorités contraires aux statuts et qui entravent l'activité constitutionnelle des premières, au point de la rendre impossible. Dans un tel état de choses, nous ne pouvons nullement reconnaître qu'on ait rendu à ces royaumes leurs institutions constitutionnelles ; avant le diplôme du 20 octobre 1860, rappelé dans la proposition ci-dessus de Votre Majesté, nous ne pouvons le regarder autrement que comme un passage de l'absolutisme à l'administration constitutionnelle, raison pour laquelle les royaumes de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, ont passé, en principe seulement, au camp du constitutionalisme qui leur a été enlevé dans le cours des douze années écoulées.

Mais quand nous considérons plus profondément que, dans le diplôme même, on regarde l'état inconstitutionnel des douze dernières années comme une suspension exceptionnelle du droit constitutionnel, à cause du provisoire ; quand nous réfléchissons que le même diplôme invoque à son appui la pragmatique sanction comme un droit fondamental pour l'antique dynastie comme pour les provinces qui lui sont soumises, alors nous ne pouvons pas bien comprendre par quelle conséquence, au moyen de ce même diplôme, on a limité et restreint le statut séculaire du triple royaume-uni. Aussi à la base du droit constitutionnel positif et inébranlable, ne peut-on ressusciter la vie constitutionnelle de ces trois royaumes, qu'en lui restaurant complètement leur statut antérieur. Toute autre restitution d'un de leurs droits constitutionnels n'est pas la restauration du statut, mais bien une continuation de cet état de choses exceptionnel, condamné par Votre Majesté elle-même, seulement avec de certaines concessions arbitraires. Un tel renversement de notre droit public se trouve en

contradiction manifeste avec les serments solennels déjà cités de tant d'illustres souverains qui ont confirmé les pactes politiques; aussi devons-nous avouer que, de la manière dont nos pères ont accompli fidèlement tous les devoirs requis dans ces conventions réciproques, nous nous appliquerons de toutes nos forces à les accomplir aussi à l'avenir avec le plus grand zèle et dans leur plénitude. Mais la manière même dont nos pères, avec toute leur puissance, gardaient et défendaient les droits ayant trait à ces royaumes en vertu du statut, nous servira aussi de guide, et fils soumis, nous sommes prêts à les maintenir et à les défendre énergiquement.

Votre Majesté s'est plu encore à nous faire savoir, par le très-gracieux rescrit du 26 février de cette année, que conformément à l'article 58 de 1789-1, elle avait jugé à propos de convoquer la diète actuelle. Mais encore dans cette disposition de Votre Majesté il est naturellement porté atteinte à notre ancien statut, et vous voudrez bien reconnaître par le rescrit du roi Maximilien, d'heureuse mémoire, en date du 29 novembre 1567, confirmant les articles de la diète de ces royaumes et les délibérations de cette même année. Il est dit dans ce rescrit : « Intellexerunt status et ordines indictionem et publicationem diætæ seu conventûs : horum regnorum , instar regni Hungariæ suum Cæsaream majestatem. Cùm autem id libertati SS. et OO. apertissime derogare videatur.... Quemadmodum Sacra Majestas Cæsareæ ipsos banos in veteri consuetudine indicendæ regnicolaris regnorum suorum diætæ clementer conservare velle sese benigne obtulit, dummodo semper a banis ipsis hac de re prius admoneatur, et quarumnum rerum tractandarum causam generalis ipsa diæta indicenda sit, edoceatur. » D'où il résulte que l'article 58 de 1790-91 de la diète hongro-croate n'a pas été annulé, car il contient formellement : « Generales regnorum Dalmatiæ Croatiae et Slavoniæ congregationes cum previo annutu (consentement) regio, celebrandæ venient. » On voit que le droit « d'indiquer et de convoquer la diète de ces royaumes était conféré aux bans, pourvu qu'eux-mêmes en prévinsent le roi et l'informassent des choses à traiter. » Aussi avons-nous lieu d'exprimer notre affliction de ce qu'en dépit de l'article précité, la diète croate-slavonne ait seulement été convoquée, tandis que la Dalmatie aurait dû en faire partie et être expressément indiquée. — Comme à de zélés gardiens de tous nos droits politiques, il nous appartient de protester hautement contre le sens et contre l'esprit des expressions rapportées dans cette proposition royale, d'autant plus qu'elles pourraient être basées sur la supposition qu'elle contraste avec la liberté, l'indépendance et l'intégrité du triple royaume-uni de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, et avec le droit réuni à la dignité du ban.

Ce qui n'a pas non plus échappé à notre vigilance, et ce qui nous a été peu agréable, c'est de voir que l'expression diplomatique de « triple royaume uni, de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie ne figure pas dans la proposition royale, et que le statut de ces royaumes, même à présent, ne soit pas étendu à la Dalmatie, avec Raguse et Cattaro, dans le sens des traités politiques susénoncés, et des lois des années 1527, 1712, 1790-91.

Contraints d'élever une protestation solennelle à cet égard, toujours pour la défense de nos droits constitutionnels et publics, nous prions très-humblement Votre Majesté de vouloir bien donner satisfaction aux justes désirs et aux exigences légitimes de la nation toujours fidèle des trois royaumes, sous tous les rapports, et surtout pour ce qui est de l'union de la Dalmatie, comme nous vous en avons déjà prié dans notre adresse spéciale du 1^{er} mai. Ces prières et ces désirs sont exprimés plus au long dans cette adresse, et nous ne faisons que les renouveler. Notre ferme conviction, nous le répétons, c'est que l'agrandissement et la force de la nation des trois royaumes contribuent à fortifier et à raffermir votre trône élevé.

Par la même proposition royale du 26 février, nous avons été envoyés pour discuter avant tout les rapports de droit public du triple royaume vis-à-vis de la Hongrie, après avoir procédé à la solennelle installation du ban, et à l'élection du protonotaire et du voïwode de ces royaumes. Avec la soumission de sujets, nous vous annonçons maintenant que cette diète a consenti simplement à ce que le ban élu par Votre Majesté, le baron Joseph Sokcévîé, soit installé dans sa banale suivant l'ancienne coutume statutaire, mais qu'elle s'est réservé de faire revivre à la première occasion et d'exercer le droit de ces royaumes, en vertu duquel la diète est autorisée à leur proposer un certain nombre de personnes propres à l'autorité banale, comme fait voir entre autres rescrits, celui du roi Ferdinand V, de 1520, l'article 6 de la diète du triple royaume, en 1741, et l'article 61 (1756).

Nous avons élu, suivant l'ancienne coutume, et suivant le droit qui appartient à la diète des trois royaumes, le capitaine suprême ou voïwode et, dans la session de la diète du 15 juillet, nous avons proclamé unanimement comme tel, le ban, M. le baron Sokcévîé, lequel, en sa qualité de voïwode de ces royaumes, a nommé un vice-capitaine du triple royaume, le lieutenant-général Georges comte Jelacié de Buzim, et vice-ban Giovanni Zidarié; tous les deux, en la présence de la diète, ont prêté le serment prescrit par la loi. En ce qui concerne l'élection du protonotaire, la diète s'est réservé le droit de l'élire à temps et suivant le besoin.

Votre Majesté prendra en considération ce que nous avons décidé relativement au royaume de Dalmatie, Croatie et Slavonie vis-à-vis de

la couronne et du royaume de Hongrie, et voudra bien se référer à la conclusion respective se trouvant dans l'adresse spéciale que nous remettons à Votre Majesté, et dans laquelle nous exprimons ouvertement l'idée que toutes les exigences et les conditions exposées dans cette conclusion ressortent logiquement du droit public politique du triple royaume, auquel dans cette circonstance nous avons dû nous tenir fermement, comme c'est notre devoir sacré. En nous reportant au rescrit que vous avez fait parvenir, en date du 30 octobre 1860, au ban, le baron Sokcévîé, et en considérant notre mutuelle union de sept cents ans, nous avons décidé que la conclusion susdite fût communiquée à la diète hongroise pour en prendre connaissance, et nous vous prions avec le plus grand dévouement de vouloir bien la présenter comme proposition royale à la diète de Hongrie pour le vote relatif, et dans le cas où cette dernière prendrait l'initiative dans l'argument, suivant son droit, de vouloir bien nous communiquer sa remontrance pour la discussion ultérieure. Mais ayant appris à regret que vous aviez dissous la diète hongroise, nous vous supplions de vouloir bien convoquer à nouveau la diète hongroise, et cela encore en vertu de nos conventions.

Par votre gracieux rescrit du 11 mai 1861, conformément à la très-humble remontrance adressée par cette diète dans la séance du 29 avril, on nous a communiqué les documents d'abdication de S. M. le roi Ferdinand V, en date du 2 décembre 1848, et de S. A. l'archiduc François-Charles, du 1^{er} décembre 1848, et la Diète, après examen, a reconnu qu'ensuite de l'abdication de S. M. le roi Ferdinand V, et de S. A. l'archiduc François-Charles, dans le sens de la pragmatique sanction, acceptée par le triple royaume indépendant, comme nous l'avons exposé, le droit de succession dans les provinces allemandes-slaves, comme aussi dans le triple royaume, auxquelles il est joint par l'union personnelle seulement appartient à Votre Majesté, mais la Diète a cru devoir faire observer dans le temps que les actes d'abdication susénoncés auraient dû, dans le terme de six mois, être communiqués à la diète du royaume de Hongrie et du triple royaume, suivant la coutume légitime établie par l'article 28 de 1740 de la diète des trois royaumes, et suivant les prescriptions de l'article 3 de l'année 1790-91, et aussitôt après le couronnement de Votre Majesté; c'est cette omission respective qui mit le comble à ce misérable absolutisme, et qui conduisit l'État à sa ruine définitive. C'est avec déplaisir que nous avons vu certaines expressions contenues dans ces actes d'abdication; craignant surtout que de cette expression de « couronne impériale d'Autriche, et de tous les royaumes à icelle soumis, » on n'ait conclu peut-être que le triple royaume y est d'une certaine manière assujetti. Nous regrettons vivement que, dans ces actes, il n'ait

pas été fait mention expresse de la couronne et du trône de Hongrie et du royaume de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie, lesquels royaumes, d'après le contenu exprès de la pragmatique sanction et la nôtre et celle de la Hongrie, sont entrés seulement en union personnelle avec les provinces héréditaires autrichiennes, et lesquels suivant l'acte gracieux de l'empereur François I^{er}, en date du 17 août 1804, sont restés dans l'entière possession de leurs titres, prérogatives, privilèges, liens et droits, lors de l'érection de l'empire d'Autriche, création inconstitutionnelle et dépourvue du consentement de notre diète et de celle de la Hongrie. Dans cette conjoncture, la diète actuelle est contrainte de repousser vivement loin d'elle toutes les conséquences qui pourraient entraîner les omissions susdites, comme aussi de protester solennellement contre de semblables procédés à l'avenir, priant Votre Majesté de vouloir bien conserver leur pleine valeur aux droits légitimes de ces trois royaumes à cet égard.

Invités enfin par l'auguste proposition du 26 février de l'année courante à élire les représentants pour le couronnement imminent de Votre Majesté, et à nous rendre à Budera, les membres de la diète se sont réjouis des expressions employées par Votre Majesté en cette occasion et concernant son couronnement, en vertu des lois constitutionnelles, comme roi de Hongrie, et simultanément de Dalmatie, Croatie et Slavonie, et se sont flattés d'obtenir avant tout un diplôme d'inauguration, et séparément pour le triple royaume, dans le sens de l'article 49 de l'an 1622. Comme le couronnement de Votre Majesté pourrait avoir lieu après avoir émis le diplôme relatif d'inauguration, et que ce serait à peine possible, alors même que le triple royaume recouvrerait pleinement le statut et l'intégrité nationale, nous supplions itérativement Votre Majesté, avec toute révérence, de bien vouloir restituer au triple royaume la pleine constitution et l'intégrité nationale, et en outre d'enlever les obstacles qui nuisent au couronnement si désiré de Votre Majesté. Dans le cas où ce couronnement ne pourrait pas s'effectuer en commun avec la Hongrie, le triple royaume se réserve le droit de couronner séparément Votre Majesté, conformément aux conventions synallagmatiques et politiques et à la pragmatique sanction, toujours sous les conditions par nous énoncées.

Par les lettres autographes des 14 et 27 mars dernier, Votre Majesté a fait savoir à cette diète que, pour rendre leur ancienne splendeur aux royaumes de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie, elle organisait un dicastère politique sous le nom de conseil royal de lieutenance pour lesdits royaumes, et cela à l'instar du conseil royal de lieutenance hongrois, et qu'elle instituait aussi et investissait la table banale des royaumes de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie.

Nous accueillons ces dispositions très-bienveillantes de Votre Majesté comme une preuve qu'elle a égard au triple royaume et à son ancienne constitution, en lui reconnaissant une administration propre, tant politique que judiciaire, aux organes suprêmes nationaux, et nous considérons comme notre devoir sacré de faire observer avant tout que nous regardons seulement comme provisoire l'organisation du conseil royal de lieutenance, et que, conformément au statut de ces royaumes, et surtout aux articles 14 et 18, § 1 de l'an 1790-91, il doit être responsable vis-à-vis de la nation, et conséquemment de notre diète des trois royaumes. En vertu de l'article 1 et 2 de notre diète de l'année 1767, ce conseil doit s'organiser et se régler suivant les expressions de la loi constitutionnelle émanée pour le conseil de lieutenance hongrois. Ainsi, dans le dicastère provisoire aulique dalmato-croato-slavon, nous ne voyons qu'une institution tout à fait temporaire, qui doit subsister dans sa présente organisation, tant que par la voie constitutionnelle il n'en sera pas disposé autrement. Comme la diète du triple royaume, conformément au droit qui lui appartient, et en vertu de l'article 18, § 1 de l'an 1790-91, et de l'article 1 et 2 de la diète nationale de 1767, a décidé d'élaborer dans la diète de la présente année un article de loi sur sa propre autorité nationale suprême, devant être responsable vis-à-vis de la diète des trois royaumes, et le remettre à la sanction de Votre Majesté, elle s'est empressée de vous adresser une résolution spéciale, et de vous prier de changer au plus tôt le dicastère provisoire aulique dalmato-croato-slavon en une chancellerie royale aulique dalmato-croato-slavonne, qui doit rester vis-à-vis du ministère central de l'empire dans le même rapport d'indépendance où devait se trouver la chancellerie royale aulique hongroise jusqu'en 1848, et à laquelle, en outre de la responsabilité établie par l'article 18 de 1790-91, on devrait accorder toutes les attributions qu'avait la chancellerie royale aulique hongroise jusqu'en 1848, lui confiant aussi, suivant notre adresse spéciale, l'administration des ports de notre littoral, avec le fond de pension maritime qui est à présent entre les mains du gouvernement central maritime de Trieste.

De la même manière nous considérons l'institution de la table banale des royaumes de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie comme provisoire et valable jusqu'à ce que nos tribunaux soient définitivement réorganisés. Dans cette conjecture, nous ne pouvons pas négliger de prier humblement Votre Majesté, dans l'adresse ci-jointe, par rapport au passé du triple royaume ayant eu une administration judiciaire dans toutes les instances supérieures, et en considération de notre résolution sur nos futurs rapports avec le royaume de Hongrie, avec lequel nous nous sommes réservé la justice intérieure, de vou-

loir bien organiser à Agram la table (ou bureau) des sept, comme cour provisoire suprême pour les royaumes de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie, et cela tant que, par la voie constitutionnelle, il n'aura pas été procédé à une réorganisation judiciaire et définitive.

Une circonstance encore, et nous ne saurions nullement la passer sous silence, c'est que nous voyons, dans ces lettres autographes, la dénomination de royaumes héréditaires, appliquée simplement au triple royaume de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie, devenu à sa manière un État héréditaire, en accueillant la pragmatique sanction de 1712, mais jamais dans le sens des autres provinces autrichiennes, désignées par « pays héréditaires, » et formant partie intégrante de la Confédération germanique, dont n'a jamais fait partie le triple royaume; dans ce sens, il ne saurait donc être appelé province héréditaire.

Par la proposition royale du 12 mars 1861, nous avons été invités à choisir dans notre sein neuf représentants capables et paisibles pour se rendre à Vienne de la part de la Croatie et de la Slavonie, et à discuter à la Diète le règlement péremptoire de la manière dont à l'avenir on doit choisir et envoyer les députés de ces royaumes au conseil de l'empire.

Sire ! notre roi très-clément ! Nous avons la plus ferme conviction que le triple royaume, dans le sens attaché aux traités politiques des années 1527 et 1712 et aux lois de 1790-91, est indépendant de tout autre royaume ou province, et sous le rapport législatif, et sous le rapport administratif, et que l'ancienne constitution du triple royaume se trouvant seulement en union personnelle avec les autres royaumes et provinces de la monarchie, n'a jamais été interrompue de droit. Considérant surtout que la nation n'ayant jamais perdu cette constitution sur laquelle s'appuient non-seulement ses droits, mais encore ceux du trône, quand bien même elle serait régie par des principes subversifs, nous pouvons seulement dire que nous ne pouvons pas envoyer des députés au conseil de l'empire octroyé, et par cela seul dangereux à toute notre vie légitime constitutionnelle.

Notre résolution ne porte pas atteinte à notre fidélité et à notre loyauté, dont nous vous avons tant de fois donné des preuves éclatantes. Car aussi fidèles au statut qu'au roi, nous nous sommes toujours fait le devoir le plus sacré de défendre les droits du souverain comme ceux de la nation, droits fondés sur le statut et sur la loi ; nous le savons, tout péril qui menace le statut menace aussi bien le droit de la nation que celui du trône. Nous retranchant derrière la constitution, nous nous plaçons aussi du côté du roi. En défendant nos droits et la loi, nous sauvegardons aussi en même temps le droit de Votre Majesté notre très-clément roi. Voilà ce que nous avons toujours fait, voilà ce que nous ne cessons de faire à cette époque de

bouleversement où l'on entend raisonner dans les parlements et dans les bouches des premiers hommes d'État cet axiome si mal appliqué : « *Salus reipublicæ suprema lex esto*, » tandis qu'on voit en Europe une théorie plus terrible, celle des « faits accomplis. »

Qu'il nous soit permis d'exposer en peu de mots les vues avec lesquelles nous considérons, devant notre conscience et devant Dieu, suivant notre devoir, le diplôme auguste du 20 octobre 1860, auquel se réfère Votre Majesté dans sa proposition royale.

Nous voudrions bien volontiers considérer ce diplôme comme rendant à la nation son statut et tous ses droits politiques afférents ; car s'il existe une nation sous le soleil qui a été dépouillée de son antique statut, sans avoir commis de faute, et qui est pour cela en droit d'exiger le retour au constitutionnalisme et la restauration de son intégrité, c'est bien assurément la nation du royaume triple et un, qui pour défendre sa propre indépendance et sa nationalité, a pris les armes en 1848 et défendu le trône constitutionnel de Votre Majesté. Mais la lecture du diplôme nous fait voir précisément le contraire ; aussi ne pouvons-nous pas le considérer autrement que comme un acte du devoir souverain, avec lequel aurait dû s'interrompre l'absolutisme illégal qui a duré douze années tout entières, et comme un acte reconnaissant la non-intervention du droit constitutionnel de ces royaumes.

Disposant arbitrairement et avec plein pouvoir, vous nous commandez de regarder ledit diplôme comme une loi fondamentale d'État, tandis que nos droits les plus essentiels, comme de disposer des substances et des vies, ainsi que d'autres attributions très-importantes, sont au contraire, à notre insu et sans notre consentement, transférés à un corps législatif pour nous tout à fait étranger. Un tel ordre arbitraire, unilatéral et procédant d'un plein pouvoir, s'oppose aux traités légaux et juridiques stipulés entre l'auguste maison régnante et la nation des trois royaumes, dans les années 1527 et 1712, et est contraire à la loi tant de fois mentionnée, de 1790-91, art. 12, suivant laquelle le légitime souverain peut, seulement du consentement de la nation réunie en diète, interpréter les lois, les changer ou les abroger. Le diplôme, il est vrai, se réfère à la sanction pragmatique, mais fait aussi appel au plein pouvoir, ce qui est une contradiction manifeste, puisque en vertu de la sanction pragmatique même, comme contrat bilatéral, le pouvoir arbitraire est exclu. Par ce motif est contraire à la loi, et conséquemment non-avenue pour la nation du triple royaume, toute institution n'émanant pas de la Diète du royaume triple et un, et n'étant pas sanctionnée par le roi légitime constitutionnel.

Cette juridiction législative que, conformément à notre statut

propre, nous avons toujours exercé, n'est restreinte à aucune affaire, car avant notre pouvoir législatif, elles s'étend à toutes les plus anciennes attributions politiques, comme nous l'avons démontré ci-dessus. Nous avons encore fait voir que, dans le sens de notre droit public, ces trois royaumes ne sont jamais entrés dans les provinces autrichiennes non hongroises par aucun bien réel, mais que nos rapports coïncident en cela seul que nous avons un commun souverain de la même famille. Nos traités politiques stipulés dans les années 1527 et 1712 par nos ancêtres avec l'auguste maison heureusement régnante, présente une preuve convaincante de la libre volonté et de l'indépendance de la nation. Ces deux traités eux-mêmes se sont corroborés par la réserve expresse de tous les droits antérieurs et de sa propre position politique qui a subsisté jusqu'alors, et il n'y a pas de trace que ces institutions publiques aient été changées le moins du monde, ou que les rapports de droit public et la position politique jusqu'alors occupée par les trois royaumes aient pu être modifiés à l'égard des susdites provinces. Au contraire, la liberté et l'indépendance du royaume triple et un, furent aussi, dans les derniers temps, solennellement reconnues par une loi fondamentale, tant pour la Hongrie que pour le triple royaume, en 1790-91, art. 12, et jamais l'ancien statut des royaumes de Dalmatie, de Croatie et de Slavonie déjà subsistant du temps de nos rois constitutionnels, n'a souffert même une interruption légale, mais il a été modifié suivant les exigences du triple royaume et l'esprit de l'époque, et toujours d'une manière indépendante et par le moyen de notre propre force législative.

C'est donc pour ce motif que nous ne saurions céder sur des objets qui tombent dans le rayon juridique de notre législature, à la compétence d'un corps législatif octroyé et par cela même incapable de nous offrir les garanties que nous présente notre statut, consolidé par les traités. Aussi dans le diplôme du 20 octobre 1860, nous ne saurions rien apercevoir, si ce n'est une lésion du droit public et de la constitution du triple royaume.

D'après ces raisons, la majeure partie desquelles entre dans le rayon du droit, nous allons en exposer d'autres d'une nature politique. Depuis deux cents ans se manifestent à Vienne continuellement certaines tendances constantes de la politique gouvernementale, qui se sont développées de plus en plus et qui se frayent leur passage par tous les moyens, soit ouvertement, soit en secret, et toujours à la faveur des circonstances, pour parvenir à leurs fins. Nous ne saurions mieux désigner cette politique qu'en disant qu'elle est l'expression d'un plan arrêté, dont le but est d'imposer à tous les royaumes, provinces et nations de la monarchie autrichienne, diverses de leur nature, une seule et même forme, et d'assujettir les forces centralisées à des intentions

et à des intérêts qui ne sont ni ne sauraient être les intérêts de la majorité de ces mêmes royaumes, provinces et nations.

La conséquence immédiate de cette idée politique, c'est que, privant d'importance le centre vers lequel gravitaient ces mêmes royaumes et provinces, elle a cru nécessaire d'en chercher un autre en dehors de la monarchie elle-même, et précisément là où la minorité des provinces autrichiennes se trouve unie par un certain lien politique. Grâce à cette politique qui ne se modèle ni sur l'organisation de l'État ni sur la vocation spéciale des royaumes et provinces de la monarchie, on a donné les mêmes institutions à tous ces royaumes et à ces provinces sans se soucier aucunement si elles froissaient la vie indépendante de ces nations diverses, et si elles pourront jamais contribuer à leur félicité.

Cette politique est parvenue à son apogée et à sa véritable expression dans ce fatal système gouvernemental et dans cette période d'absolutisme de douze années, lequel est condamné par le cri unanime de toutes les nations, et qui dans cet intervalle et en dépit des efforts suprêmes, n'a pas su conduire la monarchie à la prospérité, mais à sa ruine prochaine et complète. Loin de reconnaître une telle politique, nous avons toujours élevé nos plaintes et nos protestations contre elle, et nous croyons de notre devoir aujourd'hui de protester encore et toujours, sous quelque forme qu'elle se manifeste.

Ne voyant dans le conseil de l'Empire qu'un nouvel acheminement à cette politique, ou une métamorphose de la centralisation absolue du gouvernement, de concert avec cette politique esquissée plus haut, nous n'avons pu, pour les raisons exposées et par rapport à la fédération que nous avons décidé de former étroitement avec le royaume de Hongrie, arriver à une autre conclusion, si ce n'est que nous ne pouvons nullement envoyer des députés au conseil de l'Empire. En résumé, les dispositions ou décisions qui auraient été prises par le conseil de l'Empire, ou qui le seraient à l'avenir, pour le royaume triple et un, ne pourront avoir, ni maintenant, ni jamais, une force légale obligatoire.

Sire ! Encore que la nation du triple royaume soit toujours prête à traiter et à s'entendre uniquement avec Votre Majesté comme avec son propre roi, et par le moyen de sa Diète, légalement convoquée, suivant les principes du statut propre, sur toutes les questions internationales, quelle qu'en soit la nature, qui pourraient surgir entre le royaume triple et un et les autres provinces ou royaumes, elle ne laisse pas d'être convaincue pour cela qu'elle rendrait un bien faible service et à elle-même et à votre auguste maison, si, en raison de certains besoins de la monarchie réclamés par la politique susénoncée, et frappant de mort notre développement naturel, elle sacrifiait

précisément cette liberté et cette indépendance, dépôt sacré et précieux de ses ancêtres. Nous supplions donc Votre Majesté de vouloir bien considérer, tant le non-envoi de députés au conseil de l'Empire, que nos autres résolutions adressées simultanément à Votre Majesté dans une représentation séparée, avec la prière de leur donner votre sanction provisoire jusqu'au couronnement, uniquement comme l'expression de notre fidélité inébranlable envers notre statut propre, auquel nous avons dû nous attacher d'autant plus vivement en toute conjoncture, afin que nous n'ayons pas à redouter le terrible reproche de nos contemporains et de nos descendants.

De Votre Majesté Apostolique, les très-humbles sujets.

*La Diète du royaume triple et un de Dalmatie,
de Croatie et de Slavonie.*

Fait à Agram, le 24 septembre 1861.

Rescrit royal sur l'adresse de la Diète de Croatie et de Slavonie.

Nous François-Joseph I^{er}, etc.

Honorés, chers et fidèles sujets!

Par notre députation composée du vice-président de la Diète, protonotaire du comitat d'Agram, le baron Charles de Kuslau, et du représentant de notre ville royale libre de Pozega, deuxième vice-chef du comitat de Pozega, Frédéric de Kraljevich, a été présentée respectueusement à Notre Majesté, le 9 octobre de cette année, l'adresse très-humble de vos fidèles, datée : « Agram, le 24 septembre 1861 », et en outre il nous est parvenu peu de temps avant, par la voie ordinaire, une deuxième très-humble adresse de vos fidèles, datée : « Agram, 27 septembre de l'année courante. »

Dans ces deux documents vos fidèles ont cru nécessaire d'expliquer le droit constitutionnel de nos très-chers royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie, tel qu'il s'est développé des faits historiques, d'après votre opinion, et en même temps d'indiquer juridiquement la position que vos fidèles croient devoir occuper vis-à-vis des principes politiques établis par nous depuis le 20 octobre de l'année passée; et aussi, de me communiquer vos désirs et vos décisions concernant l'administration publique, l'indépendance, l'intégrité et la langue nationale de nos susdits royaumes; pour les soumettre respectivement à notre très-gracieuse sanction royale.

Après un examen minutieux, approfondi et consciencieux des documents ci-dessus, nous voulons bien volontiers prendre la peine de

vous donner par la présente notre très-gracieuse et royale réponse ; mais avant tout nous croyons devoir signaler une circonstance et assurer très-gracieusement avec notre parole royale, vos fidèles, aussi bien que tous nos amis et vassaux dans nos susdits royaumes, qu'il n'a jamais été et ne sera jamais dans notre intention d'enlever, au moyen de l'établissement et de l'exécution des principes manifestés dans le diplôme du 20 octobre de l'année passée, des droits anciennement fondés, pouvant encore être en vigueur, ni d'introduire d'autres changements relativement à la manière dont ils doivent être exécutés, que ceux qui sont rigoureusement exigés pour maintenir l'unité et la souveraineté de notre monarchie.

Nous avons toujours regardé comme un des devoirs les plus sacrés pour un souverain en vue de l'esprit puissamment progressif de l'administration publique, en Europe, aussi bien qu'en considération de la position matérielle intérieure du royaume entier, que, par la grâce de Dieu nous gouvernons comme Empereur, et enfin en vue de la communauté des intérêts d'État les plus importants de tous les peuples qui nous ont été confiés par la Providence, communauté qui a duré depuis des siècles, et qui dans les derniers temps s'est resserrée encore davantage grâce aux moyens de communication inconnus autrefois, en vue du changement dans les opinions et pour satisfaire aux exigences morales de ces peuples dans tous nos royaumes et territoires, d'établir de nouvelles institutions libérales ou de remettre d'anciennes lois en vigueur ; cependant appuyé sur l'esprit éclairé de nos peuples, nous avons sujet d'attendre avec confiance qu'en considération des traités et déterminations inviolables tendant à l'unité de la dynastie et du royaume entier, ils voulussent reconnaître avec empressement les principes politiques, que nous avons jugé indispensable d'établir par notre diplôme du 20 octobre de l'année passée, pour garantir cette même unité du royaume entier.

Ne devons-nous donc pas nous attendre avec certitude que nos peuples, et non-seulement ceux auxquels notre très-haute résolution a procuré de nouveaux avantages politiques, de nouveaux bienfaits ; mais encore ceux qui ont par là été réintégrés en principe dans la possession de leurs anciennes institutions, reconnaîtraient et comprendraient l'à-propos, la sagesse ou, il faut le dire, la nécessité politique de ces principes d'État établis par nous ; ainsi nous ne pouvions et nous ne devons pas douter un instant que la diète d'un peuple qui a brillé dans tous les temps par la fermeté de son caractère, par sa fidélité à toute épreuve et son attachement pour nos glorieux ancêtres, aussi bien que pour Notre Majesté ; d'un peuple, qui proclamait en outre par ses désirs et par ses résolutions prises à la Diète de l'année 1848 ces mêmes principes politiques contenus dans notre diplôme

du 20 octobre de l'année passée et par là, bien que seulement d'une manière indirecte, a suggéré la pensée fondamentale de ce même diplôme. Nous le répétons, nous ne pouvions et nous ne devons pas douter un instant que la Diète d'un peuple si fidèlement attaché à la vertu de ses ancêtres et aux traditions de son passé manifesterait son approbation de ces principes politiques exigés par le temps et les circonstances.

Et en effet, si l'on juge libre de toute prévention, la position politique équivoque du triple royaume n'a-t-elle pas été réglée, n'a-t-elle pas trouvé enfin cet équilibre, si nécessaire pour la vie politique des peuples, dans ces principes constitutionnels fondamentaux si souvent mentionnés, et qui, d'après un jugement sain, comme on devait s'y attendre a dû nécessairement ramener la Diète à ses résolutions de l'année 1848 relativement à nos principes du 20 octobre de l'année passée ?

Car bien que nous reconnaissons les louables efforts et les recherches historiques des publicistes, il est cependant incontestable que le droit public de notre royaume, tel qu'il s'est développé par les plus diverses alternatives de l'histoire jusqu'à l'arrivée des événements de 1848, ne saurait soutenir aucune comparaison avec le droit public tel qu'il devrait se former après le développement complet de nos principes politiques, soit par rapport à l'autonomie et l'administration judiciaire, soit à l'égard de l'ensemble de sa législation et les garanties qui en ressortent pour sa continuation comme pays et peuple indépendant, avec sa langue nationale, ses frontières territoriales constitutionnellement reconnues, ses mœurs et ses coutumes.

En un mot, plein de confiance, nous espérons que nos fidèles sujets dans ces royaumes, trouvant dans ces principes politiques la plus sûre garantie pour leur développement national et un avenir plus beau et plus profitable, verraient dans notre diplôme toute autre chose qu'une formule de droit sèche et inanimée, mais bien une nécessité politique et en même temps pour notre triple royaume un accomplissement rationnel des vœux et des propositions exprimés par la Diète dès l'année 1848.

Notre cœur paternel a donc ressenti une douleur profonde en voyant que nos espérances les mieux fondées sous ce rapport ne se sont pas réalisées.

Car c'est avec affliction que nous avons dû voir dans les documents soumis à Notre Majesté par vos fidèles, que la Diète d'un peuple aussi loyal, aussi prudent et aussi fidèle que celui de notre bien-aimé triple royaume a tâché de résoudre sur-le-champ si exclusif et pour cela si aride, du droit positif, cité par vous sans avoir égard aux événements de l'année 1848 et aux résolutions de la Diète d'alors, cette question si importante pour le triple royaume aussi bien que pour l'ensemble

de la monarchie, c'est-à-dire la question de sa position constitutionnelle vis-à-vis du reste de nos États au lieu d'avoir uniquement égard à ses propres avantages et à ses besoins politiques.

Traiter ainsi des questions générales de droit public ne saurait jamais et nulle part amener un résultat profitable, si dans un État les intérêts les plus importants se trouvent en jeu, si le bonheur et le malheur de milliers d'hommes dépendent de la continuation heureuse et profitable d'une constitution, si le bonheur et l'avenir d'une multitude de nobles peuples qui sont susceptibles de vie tant qu'ils sont susceptibles de civilisation, ou si même la paix et le développement libre d'une partie du monde sont entièrement liés avec la conservation d'une grande organisation politique incrustée dans la vie des peuples jusqu'à la moelle, et si enfin cette organisation ne peut absolument se passer de certaines stipulations et de certains changements constitutionnels pour conserver sa position ou même pour continuer son existence.

Sans pour cela porter un jugement sur la validité ou la non validité des monuments judiciaires que vos fidèles ont mentionnés, plusieurs de ces documents sont en eux-mêmes déjà vénérables par leur grande antiquité. Nous sommes cependant persuadé que si vos fidèles avaient considéré tranquillement et sans passion les intérêts politiques et nationaux de notre bien-aimé triple royaume, votre décision sur les questions de droit importantes, dont nous venons de parler, aurait été tout à fait opposée. Au lieu de cela vos fidèles ont préféré d'occuper vis-à-vis de l'ensemble de nos États une position purement négative, et de poser une question de droit bien sèche à la place des véritables intérêts du pays, méconnaissant tout à fait que tout droit matériel est naturellement sujet à de multiples changements progressifs, tels que l'exigent les intérêts nationaux et politiques des peuples et des États dans les temps différents.

C'est aussi en jugeant de ce point de vue et justement parce que l'intérêt politique et national de nos bien-aimés royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie l'exigeait qu'en 1527 et 1712 vos ancêtres, non moins prudents que vaillants, ont modifié les lois en vigueur jusqu'alors en faveur de notre très-puissante dynastie aussi bien que pour le bien du pays.

Cet exemple louable et noble de vos ancêtres chevaleresques a aussi été suivi par la diète, assemblée dans l'année 1848, qui avec une loyauté courageuse se dévouant pour l'unité de la monarchie tout entière et pour la garantie de cette unité et de l'indépendance nationale a expressément reconnu par plusieurs décrets et représentations comme absolument nécessaire l'alliance immédiate avec le gouvernement du royaume impérial et la participation à l'administration des

affaires les plus importantes et communes à tout le royaume. Les procédés de la diète actuelle si différents de l'exemple loyal et politique des ancêtres peut s'expliquer en partie par l'agitation constante des temps ou parce que, malgré nos intentions les plus pures et au grand regret de notre cœur paternel, nous avons été forcé, par les orages politiques sévissant de toutes parts au commencement de notre règne, de réunir dans nos mains puissantes toute l'autorité du gouvernement afin de sauver l'État. Ce qui a donné lieu à nos ennemis implacables de continuer dans l'obscurité, en inspirant la défiance, les hostilités vaincues en champ ouvert avec le secours chevaleresque de notre bien-aimé triple royaume lui-même.

Mais après avoir déjà il y a un an basé le royaume, que la Providence nous a confié, sur des principes libéraux, il nous était permis d'attendre des hommes sérieux et loyaux de notre royaume uni, qu'en raison de leurs intérêts politiques et nationaux et par égard à notre très-puissante dynastie et aux intérêts communs du royaume, ils voulassent bien mettre à la place de sentiments hostiles un jugement sain et prudent et remplacer par la confiance, qui seule peut tout sauver, cette méfiance qui empoisonne et entrave tout.

Après un examen calme et confiant des rapports judiciaires fondés sur les faits, nous pouvons nous attendre avec certitude à ne plus rencontrer cette assertion tout à fait inexacte que le triple royaume n'est uni avec nos autres royaumes et territoires par aucun lien commun, mais uniquement par notre très-auguste personne comme leur souverain commun.

Est-ce que notre triple royaume n'a donc pas en tout temps été représenté à l'étranger avec nos autres royaumes et territoires? N'a-t-il pas, nous le disons avec satisfaction et nous nous plaçons à le reconnaître, versé son sang le plus pur sur le champ de bataille de la monarchie tout entière en dedans et en dehors de ses frontières? N'a-t-il pas toujours ressenti en bien ou en mal toutes les variations de l'état financier de toute la monarchie? Et cette vie en commun dans la prospérité ou dans le malheur, depuis des siècles, les secours réciproques que les peuples se sont prêtés entre eux, le sacrifice commun de leurs biens et de leur sang pour l'ensemble, n'ont-ils donc pas formé un lien intime, qui, resserré outre cela par les milliers de fils des intérêts privés, aurait créé une alliance réelle et indissoluble, quand bien même — ce qui est pourtant sans doute le cas, — il n'aurait pas été dans l'esprit et la lettre de la pragmatique sanction de construire une monarchie indivisible et inséparable de tous les royaumes et territoires réunis sous la domination de notre très-auguste dynastie.

D'un autre côté vos fidèles demandent la restauration complète de l'ancien statut, il paraît avoir échappé à votre attention qu'un retour

à cette ancienne constitution qui est, comme on le sait, exclusivement féodale, ne peut plus être possible.

Non-seulement il ne convient plus au temps présent et il n'est certainement pas dans les intérêts du triple royaume de soumettre le peuple comme autrefois aux charges féodales, et de l'exclure de ses droits de posséder et de parvenir aux emplois; et par contre d'accorder aux états féodaux, comme autrefois, la libération du service militaire et l'exemption des impôts, aussi bien que de les investir des autres droits et privilèges historiques, de les rétablir ainsi pour leur confier exclusivement toutes les fonctions de la vie politique du royaume.

La partie de l'ancienne constitution du triple royaume qui a trait aux relations réciproques entre ce territoire et notre royaume de Hongrie a été, soit par vos propres résolutions, soit par les événements des dix années passées, si profondément modifiée, que sous ce rapport un retour à l'ancien régime est devenu impossible. Si donc nous dirigeons votre attention sur ces parties inséparables de l'ancienne constitution, ce n'est nullement comme s'il y avait lieu de craindre de vous voir en contradiction avec l'esprit du temps présent et avec les réformes exécutées dans le royaume dès l'année 1848, désirer retourner à l'ancienne constitution ou croire seulement un instant à une telle possibilité. Notre but en ceci est seulement de montrer à vos fidèles, par ces exemples qui sautent aux yeux, combien l'on se met en contradiction avec les exigences du temps et les intérêts les plus sacrés du royaume ou même avec ses propres opinions et désirs exprimés ailleurs, si, sans avoir égard au revirement complet qui s'est produit dans le droit public du pays en l'année 1848, on veut seulement faire valoir et faire sonner bien haut un ancien droit qui est devenu impossible.

En montrant cette impossibilité manifeste d'un retour absolu à l'ancien régime, nous croyons mériter les remerciements de notre bien-aimé peuple du triple royaume, si nous nous efforçons encore loyalement, et comme c'est notre devoir, de résister avec fermeté à toute tentation, quelle qu'elle puisse être, de rétablir la constitution d'après les anciennes conditions, parmi lesquelles on ne peut, d'après toutes les théories judiciaires, compter que celles qui ont existé immédiatement avant l'année 1848, et aussi dorénavant de tenir de toutes nos forces à nos principes politiques fondamentaux du 20 octobre 1848.

C'est bien à regret, mais nous nous voyons obligé de vous déclarer que relativement aux sujets que, d'après l'article 2 de notre diplôme, nous ne voulions traiter et décider dorénavant qu'avec la participation convenablement réglée de nos peuples, vous avez manqué de prendre la part qui convenait au triple royaume; mais nous ne

croyons nullement qu'à cause de votre non-participation aux délibérations la validité de ces principes politiques, avec toutes leurs suites et conséquences pour le triple royaume, puisse être révoquée en doute.

Maintenant, passant aux points spéciaux de la très-humble représentation qui nous a été soumise, nous croyons avant tout devoir assurer vos fidèles encore cette fois avec notre royale parole, que nous avons toujours regardé les confins militaires croates et slaves, à l'exemple de nos ancêtres et d'après nos très-augustes promesses souvent répétées, comme une partie intégrante de notre triple royaume, et que nous continuerons de la regarder ainsi.

Le système des confins militaires, tel qu'il fonctionne actuellement et, par conséquent, ce territoire étant administrativement séparé de l'ensemble de la monarchie, est non-seulement pour la souveraineté tout entière, mais encore pour l'influence politique et l'avenir de ce triple royaume d'une si grande importance, qu'il est à peine nécessaire de faire remarquer en passant afin de le rendre clair à nos fidèles, qu'il n'est pas à propos pour des raisons de haute convenance et pour des intérêts politiques de modifier maintenant tant soit peu ce système.

Comme nous n'avons jamais refusé notre sollicitude paternelle à cet état important, nous avons dernièrement, à l'occasion de la très-humble adresse des députés des frontières qui a aussi été appuyée par vos fidèles, provoqué des délibérations au sein de notre ministère de la guerre sur les améliorations bien entendues à apporter aux pays des frontières. Le résultat de ces délibérations satisfera, comme nous l'espérons, aux justes désirs des habitants des frontières autant que cela peut avoir lieu dans les circonstances présentes.

C'est aussi notre ferme volonté de ne pas nous arrêter là, mais d'après les besoins du temps, à mesure que les rapports avec la monarchie commencent à se dessiner plus nettement et à prendre une forme reconnue, de trouver et d'établir encore des points de contact et de rapprochement dans l'administration et la législation des frontières militaires et de l'ensemble de la monarchie.

En ce qui concerne la position de notre royaume de Dalmatie vis-à-vis de nos royaumes de Croatie et de Slavonie, nous avons déjà, dans nos décrets du 5 décembre 1860 et du 26 février 1861, montré nos dispositions de nous conformer aux désirs qui nous ont été exprimés à ce sujet par les susdits royaumes, et nous avons en même temps indiqué la voie par laquelle l'union de la Dalmatie avec la Croatie et la Slavonie pourrait être réglée d'une manière satisfaisante par la libre entente des représentants de ces royaumes.

Il est cependant bien connu de vos fidèles que la Diète de notre royaume de Dalmatie a refusé jusqu'à présent d'envoyer à cet effet

des députés à la Diète de Slavonie et de Croatie, et lors même que nous ne voulons pas maintenant examiner la valeur et la justice des influences et des motifs qui ont empêché jusqu'à présent le rapprochement désiré de la Dalmatie avec la Croatie et la Slavonie ; il est bien loin de notre pensée de vouloir exercer la moindre contrainte, mais il nous reste seulement à indiquer de nouveau la voie que nous avons déjà signalée pour traiter ce sujet. Nous nous empresserons volontiers, aussitôt que la position constitutionnelle de la Croatie et de la Slavonie, vis-à-vis de l'ensemble de la monarchie, sera réglée définitivement et de manière à satisfaire aux intérêts de cette monarchie aussi bien qu'à ceux du triple royaume, d'engager la Diète de Dalmatie encore une fois d'envoyer des députés pour délibérer avec les Diètes de Croatie et Slavonie sur l'alliance plus intime de notre triple royaume, et de soumettre le résultat à notre décision.

Nous nous voyons déjà maintenant obligé, dans l'intérêt de nos bien-aimés royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie, de rappeler que l'alliance de ces royaumes, issus d'une même souche, ne saurait s'accomplir ni produire d'excellents fruits pour ces royaumes aussi bien que pour l'ensemble de la monarchie, à moins que les races ne se confondent et que la manière de voir politique, après plusieurs siècles de séparation devenue très-différente dans ces pays, ne soit prise en considération et ramenée à une plus complète unité.

Il dépendra donc d'une diète future de la Croatie et de la Slavonie, au lieu de nous demander la jonction de la Dalmatie avec l'intégrité territoriale de nos royaumes, de préparer plutôt la voie par de sages mesures et de consulter les intérêts et les désirs particuliers des habitants eux-mêmes de la Dalmatie.

La remarque de vos fidèles, alléguant que la disposition de la loi de l'empereur Maximilien du 29 novembre 1567 n'est pas modifiée par l'article de loi 58 de la Diète 1797, par rapport à la convocation de la Diète, semble évidemment basée sur une erreur : car non-seulement elle est en contradiction avec la règle bien connue « *Lex posterior derogat priori* », mais encore avec la teneur bien claire de cette loi plus récente d'après laquelle (comme d'ailleurs dans tous les États monarchiques), uniquement « *Cum previo annutu regio* », c'est-à-dire avec le consentement préalable du roi, le ban est autorisé à convoquer la Diète.

Nous avons appris et nous approuvons l'installation du ban de notre lieutenant général Joseph baron de Sokscewich, et son élection à la dignité de capitaine du pays ; de plus, les nominations que le ban a jugé à propos de faire du vice-ban Jean Zidarié de Sudoréa et du vice-capitaine notre lieutenant général George comte de Ielacich de Buzim, et la prestation de serment de ces fonctionnaires.

En ce qui concerne le vœu de vos fidèles de pouvoir à l'exemple des anciennes Diètes, le cas échéant, proposer des personnes propres à la dignité de ban de la couronne, nous ne sommes pas en mesure d'accorder cette demande ; cependant nous ne voyons aucune objection que, la Diète justement assemblée, et cette dignité se trouvant vacante, la Diète ne puisse, comme autrefois, seulement recommander (commendare) des personnes qui lui conviendraient.

Nous n'avons aucune observation à faire sur la continuation du droit de la Diète de choisir un protonotaire, si le besoin s'en faisait sentir. Nous accordons de même notre auguste et royale sanction aux résolutions que vos fidèles ont prises et soumises à notre approbation relativement à la position actuelle de nos royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie vis-à-vis de notre royaume de Hongrie, aussi bien qu'à l'égard de la base des délibérations futures avec ce royaume. Nous nous empresserons de les soumettre, sous la forme d'une proposition royale, à la délibération de la prochaine Diète de Hongrie pour la convocation de laquelle nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir.

Nous avons aussi appris avec joie l'empressement de vos fidèles de s'intéresser à notre couronnement, et c'est notre plus ardent désir que les obstacles qui, contre notre intention, ont retardé jusqu'à présent cet acte sacré et solennel, puissent être aplanis aussitôt que possible pour votre satisfaction aussi bien que pour le bonheur de nos bien-aimés sujets.

Tant que les rapports entre notre royaume de Hongrie et nos royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie ne seront pas réglés, il ne nous est pas possible, quelle que soit la joie que votre désir nous cause, de donner notre consentement au couronnement isolé comme roi de ces derniers royaumes, tel que le demandent vos fidèles.

Depuis que vos fidèles ont reconnu la dignité ou table banale et le conseil de gouvernement que nous avons rétablis, ces autorités doivent être regardées comme des autorités légales dans toute l'étendue de la Croatie et de la Slavonie, aussi longtemps qu'il n'en sera pas disposé autrement par la voie constitutionnelle.

Pour donner d'ailleurs à notre triple royaume une autre preuve de notre sollicitude paternelle, et pour le tranquilliser complètement sur sa position autonome à l'avenir, nous nous faisons un plaisir d'informer vos fidèles que prochainement nous prendrons des mesures afin de changer notre decasterium croate-slavon provisoire en une chancellerie royale croate-slavonne, et pour instituer, sur les causes jugées en Croatie et en Slavonie, une dernière instance propre à ces pays. Nous devons attribuer à une inquiétude, peut-être excusable à cause de l'agitation de notre temps, que vos fidèles aient pris en

mauvaise part la désignation de notre triple royaume comme royaumes héréditaires (*regna hereditaria*), dont nous nous sommes servi dans notre rescrit royal. Car d'un côté ces royaumes ne sont depuis 1527, et surtout depuis l'année 1712, évidemment si on le prend dans le sens propre, pas autre chose que des royaumes héréditaires, et ils sont très-justement désignés ainsi (*regna hereditaria*), conjointement avec le royaume de Hongrie, dans plusieurs endroits du code hongrois (*corpus juris*) ; d'un autre côté, il est clair, et on n'a jamais affirmé le contraire dans le rescrit dont nous parlons, que ce ne sont pas tous nos pays, mais seulement quelques-uns légalement désignés par nos royaumes héréditaires qui font partie de la confédération germanique.

Enfin, pour ce qui concerne la résolution de la Diète au sujet de la langue nationale comme langue exclusive pour les affaires, l'administration et l'instruction, c'est bien notre ferme volonté de conserver à la langue nationale dans l'administration, dans l'église et dans l'école la place qu'elle a bien le droit d'occuper ; et de lui assurer le plus grand développement possible ; nous ne sommes cependant pas de l'avis que tous les tribunaux du pays, ni les administrations militaires et financières dans leurs affaires officielles, ni toutes les sociétés publiques dans leurs écrits, ni enfin tous les citoyens de l'État séjournant dans le royaume et appartenant effectivement à une autre langue, puissent être obligés à se servir exclusivement de la langue nationale dans tous leurs rapports et dans leurs transactions.

C'est à notre grand regret que nous déclarons ne pas pouvoir donner notre sanction royale à la résolution telle qu'elle nous est actuellement présentée. Nous attendons la conciliation sur cette question, et en même temps sur beaucoup d'autres questions vitales du pays qui n'ont malheureusement pas encore été résolues, de la prochaine Diète, qu'avec le secours de Dieu nous convoquerons aussitôt que possible, afin qu'elle puisse délibérer sur notre présent rescrit royal et nous soumettre les articles que nous venons de sanctionner dans la rédaction usuelle d'après les articles de la loi, et afin que cette même Diète puisse, sur les questions qui n'ont pas encore trouvé leur solution et laissent, à notre grand regret, le pays encore plus longtemps dans un état précaire et provisoire, entreprendre des délibérations, et, comme nous l'espérons, les mener à bonne fin.

Considérant la durée extraordinaire de la Diète actuelle, et les résultats législatifs obtenus étant en si faible proportion avec le temps qu'elle a siégé, nous la déclarons dissoute par les présentes et nous engageons vos fidèles en même temps, aussitôt après la réception de ce présent rescrit royal, de regarder leurs droits et pleins pouvoirs, comme membres ou représentants de la Diète, comme annulés, et de retourner dans leurs foyers.

Notre ban lieutenant général le baron Joseph de Sokscewich, dans sa position de président légitime de la Diète, aussi bien qu'en sa qualité de notre commissaire royal, charge que nous lui avons conférée à cet effet, est autorisé à faire exécuter les mesures qui se réfèrent à la dissolution de la Diète.

Tout en attendant avec confiance de vos fidèles qu'ils voudront bien lui obéir de bon gré comme à leur chef légitime, nous nous abandonnons à l'espoir que vos fidèles rapporteront dans leurs foyers cet esprit de modération, de tranquillité et de réflexion si désirable.

D'ailleurs, nous vous renouvelons l'assurance de notre grâce impériale et royale et de notre faveur.

Signé dans notre capitale et résidence de Vienne le 8 novembre 1861.

Déclaration du ministre d'État, M. de Schmerling, dans la séance de la Chambre des députés du 17 décembre 1861, conférant provisoirement au conseil de l'Empire (reichsrath) restreint la même compétence financière qu'au conseil de l'Empire intégral.

Sa Majesté Apostolique ayant, le jour même où la constitution du 26 février a été publiée, convoqué le Reichsrath pour sa première session, il fallut, comme cette haute assemblée le sait, inviter toutes les diètes de l'empire à le constituer, l'article 7 de la loi fondamentale statuant que les membres de la Chambre des députés seront nommés par les diètes provinciales. C'est ce qui a été fait dans tous les pays de la monarchie, sauf dans la principauté de Transylvanie. Les obstacles qui dans ce pays s'opposaient à la réunion de la diète sont notoires. En raison de cette circonstance que l'invitation en forme de procéder à l'élection des députés n'a pas encore été adressée à cette diète, le Reichsrath, bien que convoqué comme Reichsrath intégral, n'a pas été jusqu'ici en position de se considérer comme complètement constitué comme tel, et, par cette raison, il n'a pu encore prétendre au droit de voter sur les objets désignés dans l'article 10 du statut fondamental.

L'assemblée qui siège dans les deux chambres n'a donc discuté jusqu'ici, en qualité de Reichsrath restreint, n'ayant que les attributions que lui donne l'article 11 du statut fondamental, qualité qui lui appartient incontestablement, qu'une série de lois et de questions appartenant à cette catégorie, sans pouvoir arriver à l'affaire qui intéresse l'empire plus que toutes les autres et à laquelle le premier rang devrait appartenir en vertu de sa nature même, savoir : à la fixation du budget de 1862. Dans cette situation, et en présence de la nécessité qui saute aux yeux d'amener enfin la clôture de la session actuelle du

Reichsrath, qui a rempli déjà les deux tiers de l'année, la question qui s'est présentée en premier lieu a été de savoir si on pouvait espérer que le Reichsrath serait en position, sitôt que les affaires qui doivent être traitées encore seront terminées, de se considérer comme Reichsrath intégral et de procéder à la discussion du budget. Bien qu'il suffise d'une série de mesures administratives pour écarter les difficultés qui s'opposent encore à la réunion de la diète de Transylvanie; et que, naturellement, le gouvernement de Sa Majesté fasse tous ses efforts pour vaincre tous les obstacles et résoudre toutes les questions dans un esprit d'équité capable de satisfaire toutes les parties, il ne saurait néanmoins se refuser à la conviction certaine que le but indiqué ne pourra être atteint dans le courant de la session. Nous nous trouvons donc dans le cas prévu par l'article 13 de la loi fondamentale, d'où naît, pour le moment, le droit de fixer par voie d'ordonnance le projet de budget de 1862. Le ministère ne peut faire autrement que de constater expressément et formellement ce droit par une déclaration franche et sans détour. Cependant Sa Majesté ne veut pas, dans des affaires qui, en règle, ont besoin de la coopération d'un autre élément du pouvoir législatif, conclure du retard temporaire qu'a éprouvé la constitution de l'organe qui aurait le droit de donner son assentiment constitutionnel au budget, au droit d'agir par lui-même sans restriction, bien que ce droit soit fondé dans la constitution; au contraire, Sa Majesté attache un grand prix à ce que l'empire étant entré une fois dans la voie constitutionnelle, le premier projet de budget qui sera mis en vigueur, depuis cette époque, subisse cet examen libre et public qui, d'une part, présente toutes les garanties pour les intérêts publics, et qui, d'autre part, doit servir le gouvernement en augmentant la confiance en la sincérité de ses intentions et de ses efforts.

On a pris particulièrement en considération la circonstance que nos institutions constitutionnelles sont dans la phase de leur premier développement, et que si des questions préparatoires arrêtaient encore la constitution du Reichsrath intégral, on ne devait pas omettre néanmoins de faire ce qui pouvait être fait convenablement dans la situation des choses.

Comme conséquence, les peuples fidèles à Sa Majesté des royaumes et pays qui ont envoyé leurs députés au Reichsrath conformément à la constitution, peuvent compter à bon droit, en se fondant sur la patente de convocation du 26 février et sur le discours du trône du 1^{er} mai 1861, qu'ils ne seront pas gênés par suite d'obstacles qui ne proviennent pas de leur faute dans l'exercice des droits les plus importants que leur confère le statut fondamental et qui intéressent autant la prospérité des individus que la puissance de l'ensemble de la

monarchie, et comme le gouvernement est convaincu que ni l'esprit ni le texte de la constitution ne contiennent rien qui empêche Sa Majesté de restreindre volontairement dans le cas particulier actuel le droit subsidiaire de fixer le budget qui découle pour elle de l'article 13 de la constitution, cette restriction volontaire que l'on suppose, offrant une preuve nouvelle de la volonté de Sa Majesté d'agir dans l'esprit du principe constitutionnel, même quand les dispositions de la loi fondamentale permettraient une exception à la règle; Sa Majesté, reconnaissant la justesse de ces considérations juridiques et politiques, a daigné autoriser son ministère et le charger de présenter le projet de budget pour l'année 1862, et les résultats de la gestion financière de 1860, avec les propositions financières qui s'y rattachent au Reichsrath actuellement en session, exceptionnellement et sans préjudice du traitement futur des affaires financières de l'empire, et en ajoutant que Sa Majesté veut accorder dans le présent cas exceptionnel, à la délibération constitutionnelle de ces propositions, pour les royaumes et pays ici représentés, le même effet qu'auraient les résolutions du Reichsrath constitué intégralement et suivant les termes de la constitution. En portant à la connaissance de la haute assemblée cette autorisation impériale, il ne nous reste qu'à déclarer expressément qu'il va de soi que le ministère prend sur lui vis-à-vis du Reichsrath intégral la responsabilité de cette présentation du budget exceptionnellement commandée par les circonstances dans le sens de l'article 13 du statut fondamental, et que maintenant le ministre des finances va procéder à l'exposé de ces propositions.

Le ministre des finances a pris ensuite la parole et donné lecture d'un exposé des lois financières présentées aux chambres, exposé dont la lecture a duré plus de deux heures. En voici le résumé. La première partie comprend les comptes des finances pour 1860; il est clos par un déficit de 65 millions de florins qui ont été couverts par le versement des restes dus sur l'emprunt national, par l'indemnité sarde pour la dette publique, par l'emprunt lombardo-vénitien de 1850, par une partie de l'emprunt de 1860, et par des assignations hypothécaires. La deuxième partie est relative aux résultats de la gestion financière de 1861; le déficit évalué primitivement à 40 millions, s'élèvera à 109 1/2, les recettes étant restées de 10 millions au-dessous des évaluations, et les dépenses les ayant dépassées de 59 millions, dont 50 pour le budget de l'armée, qui se monte à 150 millions en tout. Le déficit de 1861 a été couvert par 21 millions venant de l'indemnité lombarde, 12 millions et demi de l'emprunt avec primes, 26 millions et demi de l'emprunt sur les contributions, 22 millions d'assignations hypothécaires, 12 millions de papier-monnaie, 10 millions provenant des dépôts, et 4 millions fournis par les caisses de l'État.

La troisième partie de l'exposé de M. de Plener s'occupe du projet de budget pour l'année 1862. Le budget des recettes est évalué à 354 millions 500 000 florins, dont, pour l'administration, 99 millions 750 000 florins; pour l'armée et la marine, 108 500 000; pour les intérêts de la dette 106 250 000; pour l'amortissement 18 millions; pour les dépenses diverses 21 millions. Le budget des

recettes comprend 296 millions dont 105 500 000 florins provenant des impôts directs; 176 millions 500 000 des contributions indirectes; 7 500 000 des produits du domaine de l'État; en outre on demande pour l'armée un crédit extraordinaire de 45 millions; pour la marine, un crédit extraordinaire de 7 850 000 florins, ce qui porte le déficit total du budget de 1862 à 110 millions 186 000 florins.

Dans la quatrième partie de son exposé, le ministre examine les moyens de couvrir le déficit et fait connaître ses vues sur le rétablissement du cours des valeurs. Le ministre propose une prolongation du privilège de la Banque, le remboursement en argent des 20 millions que l'État doit à la Banque en vingt termes échéant de mois en mois; l'amortissement successif et régulier de la dette publique par le remboursement de certaines dettes se montant à 189 millions. Voici du reste le texte de la convention que M. de Plener demande de conclure avec la Banque :

Art. 1^{er}. Le privilège de la Banque est prorogé.

Art. 2. L'État remboursera à la Banque les 20 millions de florins que celle-ci lui a prêtés en argent, en vingt termes mensuels dont le premier écherra à la fin du premier mois après la conclusion de la convention.

Art. 3. Les 44 millions de florins que l'État doit à la Banque pour l'amortissement des certificats d'anticipation seront restitués d'ici à l'année 1870.

Art. 4. La Banque sera indemnisée jusqu'à concurrence de 90 millions par le produit annuel de la vente des domaines de l'État; il devra être vendu des domaines, chaque année, pour une somme déterminée; si on en vend moins, l'État aura à payer comptant ce qui manquera.

Art. 5. L'État abandonne à la Banque, pour la couvrir du surplus de ce qui lui est dû, la somme de 23 millions, en numéraire, sur l'emprunt de 1862.

Art. 6. La Banque prête à l'État, pour la durée de son privilège, une certaine somme qui ne sera pas exigible pendant ce temps. (D'après les évaluations, cette somme se monterait à 80 millions.)

Art. 7. La Banque restituera à l'État les 30 millions de l'emprunt de Londres déposés en garantie, ainsi que le reste de l'emprunt de 1860.

Art. 8. La Banque s'engage à aliéner, d'ici à une époque fixe, les titres de chemins de fer et d'indemnité foncière provenant du fonds d'amortissement.

Art. 9. L'autorisation accordée en 1858 d'émettre des billets jusqu'à concurrence du triple de l'encaisse sera restreinte à une somme déterminée. Tous les billets émis au delà de cette somme devront être complètement couverts par l'encaisse métallique.

Art. 10. L'indépendance de la Banque vis-à-vis de l'État est garantie; la Banque sera placée sous la surveillance d'une commission du Reichsrath, qui sera en même temps chargée de la surveillance de la dette publique.

Dépêche du comte de Rechberg à M. le chevalier de Hulsemann, ministre d'Autriche à Washington, en date de Vienne, le 18 décembre 1861.

Le différend survenu entre le gouvernement des États-Unis et celui de la Grande-Bretagne par suite de l'arrestation de MM. Mason et Slidell, effectuée par le capitaine du navire de guerre américain *San-*

Jacinto à bord du paquebot anglais *Trent*, n'a pu manquer de fixer la plus sérieuse attention du cabinet impérial.

Plus nous attachons d'importance au maintien des bonnes relations entre les États-Unis et l'Angleterre, plus nous avons dû regretter un incident qui est venu ajouter une aussi grave complication à une situation déjà hérissée de tant de difficultés.

Sans avoir l'intention d'entrer ici dans un examen de la question de droit, nous ne saurions pourtant méconnaître que, d'après les notions de droit international adoptées par toutes les puissances, et que le gouvernement américain lui-même a souvent prises pour base de sa conduite, l'Angleterre ne pouvait guère se dispenser, dans le cas présent, de réclamer contre l'atteinte portée à son pavillon, et d'en demander une juste réparation. Il nous semble, au surplus, que les demandes formulées à cet égard par le cabinet de Saint-James n'ont rien de blessant pour le cabinet de Washington, et que celui-ci pourra faire acte d'équité et de modération sans le moindre sacrifice pour sa dignité.

En prenant conseil des règles qui guident les relations internationales, ainsi que des considérations d'une politique éclairée plutôt que des manifestations produites par une surexcitation du sentiment national, le gouvernement des États-Unis, nous nous plaçons à l'espérer, apportera dans son appréciation tout le calme que la gravité du cas exige, et jugera convenable de s'arrêter à un parti qui, en préservant d'une rupture les rapports entre deux grands États avec lesquels l'Autriche est également liée d'amitié, sera propre à prévenir les graves perturbations que l'éventualité d'une guerre ne pourrait manquer d'entraîner, tant pour chacune des parties contendantes que pour les affaires du globe en général.

Veuillez, monsieur le chevalier, porter les réflexions qui précèdent à la connaissance de M. Seward et nous rendre compte de la manière dont M. le ministre aura accueilli votre communication.

Recevez, etc., etc.

DE RECHBERG.

GRAND-DUCHÉ DE BADE.

**Discours d'ouverture de la session des chambres, prononcé
par le grand-duc le 30 novembre 1861.**

Nobles seigneurs et chers amis, d'accord avec mon peuple et plein de reconnaissance pour l'amour qu'il ne cesse de me témoigner, je vous souhaite cordialement la bienvenue. La grâce divine m'a permis d'ouvrir la Diète dans des circonstances heureuses; elle a maintenu

la paix et répandu de nombreuses bénédictions sur mon pays. Le commerce, l'industrie et l'agriculture, prenant un rapide essor, ont augmenté la prospérité générale, et les progrès de notre industrie ont été reconnus par des témoignages éclatants bien au delà de nos frontières. La navigation et le commerce se trouvent placés dans des conditions beaucoup plus favorables depuis qu'on est parvenu à obtenir la réduction, depuis longtemps demandée, des droits de navigation sur le Rhin, ainsi que la suppression des droits de transit, et à rendre possible une réduction des droits de navigation sur des rivières de second ordre. Mon gouvernement espère pouvoir amener d'autres améliorations fondées sur les rapports de concurrence.

L'état des finances publiques est satisfaisant. On a pu se procurer jusqu'ici à des conditions avantageuses les ressources nécessaires à la construction des chemins de fer votés par les Chambres. Tous les chemins de fer en construction seront livrés à la circulation dans la prochaine période du budget, et mon gouvernement emploie tous ses soins à opérer les jonctions avec les chemins de fer limitrophes, si utiles aux communications générales. Les produits des postes et des chemins de fer ont été si favorables, que de nouvelles améliorations pourront être réalisées dans l'administration des postes. L'activité croissante de la vie publique, si elle reste fidèle à l'esprit de modération, assure un développement prospère à nos institutions politiques.

Ce que j'ai promis à mon peuple dans un moment solennel s'est réalisé en partie, et j'invoque pour le reste la coopération de mes fidèles États pour accomplir successivement toutes ces grandes tâches. Mon gouvernement est parvenu, grâce à l'activité qu'il a déployée, à assurer l'exécution complète de la loi sur la position des Églises dans l'État.

Vous partagerez la vive joie que j'éprouve de ce que les complications avec le pouvoir ecclésiastique catholique ont été résolues d'une façon qui satisfera aux prétentions légitimes de toutes les parties; on a pu rendre le service permanent du culte à de nombreuses paroisses, et aux ecclésiastiques la position digne qui est indispensable à l'accomplissement de leur haute mission. L'Église évangélique protestante unie a renouvelé son institution selon l'esprit de cette même loi. Les résolutions importantes du dernier synode général sont en voie d'exécution rapide. Ainsi cette loi, en même temps qu'elle a garanti, par la liberté complète des consciences, le développement de la vraie conviction religieuse et qu'elle a donné aux Églises elles-mêmes une vie libre et indépendante, a porté les fruits les plus heureux pour la paix religieuse.

La nouvelle situation des Églises exige la transformation de l'autorité à laquelle est confiée la direction de l'instruction publique. Vous

lui accorderez volontiers les ressources qui lui sont nécessaires, ainsi que les affectations destinées à avancer les sciences et les arts, et à assurer une éducation capable de fortifier l'esprit et le corps.

Pour faciliter un développement plus libre dans les branches les plus importantes de la vie publique et ouvrir des voies légales à la participation active du peuple aux affaires publiques, on vous présentera dans cette session, malgré le peu d'espace qui nous sépare de la session dernière, des projets de lois importants.

Une loi sur l'industrie supprimera les entraves qui s'opposent encore à l'essor complet du travail individuel. En même temps on demandera votre sanction pour les règles précises sur le droit de domicile dans les communes du grand-duché. Un projet de loi concernant l'administration devra donner une émulation féconde à cette partie de l'organisme public, et, sans diminuer la force nécessaire au gouvernement, accorder aux parties intéressées une action coopératrice dans les affaires qui touchent de plus près à leurs intérêts. D'autres projets auront pour objet de soumettre à des règles fixes le pouvoir de la police en matière pénale et de le transmettre aux tribunaux. Dans la procédure, on attend depuis 1851 la réalisation définitive des principes sanctionnés alors, mais qui n'ont été mis en pratique que partiellement. Pour répondre à cette attente légitime, on proposera des mesures semblables à celles qui ont été établies déjà, à la satisfaction générale, dans d'autres États allemands. Pour combler une lacune de la Constitution, on vous présentera une loi sur la régence qui prévoit des événements que la volonté de Dieu peut infliger au trône.

Les demandes de mon gouvernement pour les besoins militaires se renfermeront en général dans la limite des crédits votés dans la dernière session. Cependant il sera nécessaire d'augmenter la solde insuffisante des sous-officiers et soldats. En raison de la sollicitude que vous avez témoignée jusqu'ici pour l'entretien de mes troupes, cette dépense vous paraîtra inévitable.

La réussite de nos efforts pour la prospérité de notre cher pays natal restera inséparable, néanmoins, de l'avenir de notre patrie allemande. Le besoin se fait de plus en plus sentir de fortifier la puissance et la considération de l'Allemagne, afin que, dans toutes les vicissitudes de la destinée, elle puisse remplir sa haute mission historique.

Comment la satisfaction des intérêts nationaux et politiques de ce grand peuple serait-elle possible, si ce n'est par une organisation solide et active, qui procure à l'Allemagne une volonté unitaire capable de maintenir sa puissance et son droit, et assure par cela même un appui inébranlable à l'indépendance des États particuliers ?

Quelles que soient les difficultés qu'offre l'accomplissement de cette

tâche, je compte fermement que vous appuierez les efforts de mon gouvernement dans ce but. En présence des luttes constitutionnelles d'un État allemand, mon gouvernement, d'accord avec les vœux de mes fidèles États, a pu élever au sein de la Diète fédérale la voix en faveur d'un arrangement conforme au droit. Il poursuivra avec constance ce qu'il a entrepris dans la limite du droit qui lui appartient.

Nobles seigneurs et chers amis, j'ouvre cette session avec la conscience qu'une confiance réciproque guidera vos délibérations. Soyez toujours pénétrés de cette vérité, prouvée par les faits, que la garantie la plus assurée du maintien et de la consolidation de l'ordre social réside dans le perfectionnement progressif des forces variées de l'État, dans leur emploi raisonné en vue de la prospérité générale et dans la volonté de tous les citoyens d'accomplir fidèlement leurs devoirs.

La bénédiction du ciel veuille accompagner vos travaux!

CHINE.

DOCUMENTS RELATIFS AU DÉCÈS DE L'EMPEREUR ET A L'AVÈNEMENT
DE SON SUCCESSEUR¹.

Décret au sujet des présents qui doivent être offerts au nouvel empereur.

Anciennement les gouverneurs généraux, les gouverneurs, les administrateurs préposés aux droits sur le sel, les chefs de douanes des diverses provinces envoyaient comme présents les produits des diverses provinces de l'empire. Nous désirons que cet usage ne soit pas suivi dans la présente occasion. Vivant sous la tente, conformément aux prescriptions du cérémonial de deuil, troublé dans notre esprit au point de ne pouvoir ni nous livrer au sommeil, ni manger avec tranquillité, nous ordonnons aux gouverneurs généraux de renvoyer de trois ans l'exposition des présents, surtout de ceux consistant en comestibles. Ce temps écoulé, ils recevront de nouveaux ordres à ce sujet.

Décret relatif au deuil de la cour impériale.

Les princes et les dignitaires de l'empire ont été amenés par leur

1. Extraits de la *Gazette de Pékin* du 27 août 1861.

souci du bien public à soumettre à mon approbation un rapport sur le deuil impérial. Ce rapport avance qu'il est très-difficile d'observer les usages nécessaires au deuil durant trois années, et que le nombre qui doit être conservé doit être compté plutôt par jours que par mois. Après la lecture de ce rapport, nous abandonnons nos jours toujours plus violemment à la douleur et à la désolation. Ayant reçu tant de marques d'amour et de tendresse de la part de notre père décédé, et étant maintenant en possession de son précieux héritage, nous sommes contraint de penser que nous devons vouer au deuil le reste de nos jours et ne jamais laisser l'affliction sortir de la mémoire de notre cœur reconnaissant, et que même ainsi nous ne pouvons lui rendre la dix-millième partie des faveurs dont il a daigné combler ses serviteurs. Et le deuil suffit-il pour exprimer le respect et la gratitude filiale ? Et, si nous lisons dans le livre de Li-Tsine ¹ que le deuil fixé pour le Fils du Ciel est de trois années, comment oserions-nous manquer à cet ordre vénérable ? Et, si le nombre des mois était remplacé par nous par des jours, notre âme retrouverait-elle sa tranquillité ? En conséquence, à l'exception des employés et des basses classes qui portent le deuil conformément à des règles établies, nous et le reste du peuple seront tenus de suivre ces lois très-anciennes qui prescrivent pour une période de trois années l'expression extérieure de nos sentiments. Quant aux sacrifices qui devront être offerts dans les temples du Ciel, de la Terre et des Ancêtres, ainsi qu'aux cérémonies publiques que nous sommes tenu d'observer, nous serons autorisé d'y paraître malgré la continuation du deuil, aucune exagération ni négligence n'étant permises de notre part. En même temps, des délibérations ultérieures auront lieu sur le genre de deuil le plus approprié, et les règles à suivre à cet égard seront examinées de très-près par le secrétaire d'État des cérémonies, et par les divers bureaux administratifs institués pour cette question. Nous réfléchirons.

**Décret signé par le dernier empereur Ki-Siang ²,
peu de jours avant sa mort.**

Depuis le moment où le dernier empereur, Siang-Tyoung-Tschen ², inspiré par les sentiments d'un paternel amour, de clémence et de grâce, nous a élevé aux splendeurs du trône impérial, nous avons toujours considéré comme notre suprême devoir de craindre le Ciel, de suivre l'exemple des ancêtres, et de nous occuper infatigablement

1. Le livre des cérémonies, un des cinq ouvrages sacrés des Chinois.

2. Nom posthume de Tao-Kouang, décédé en 1850. Ki-Siang est le nom posthume de Hien-Foung, décédé en août 1861.

des affaires du gouvernement, de montrer de la commisération à notre peuple, et d'agir d'après l'exemple des trois grands et parfaits éléments, le ciel, la terre et les corps célestes ; d'apprécier généralement toute chose sublime, et de réprimer en nous-même tous les sentiments d'une coupable présomption. Nous étant fixé cette ligne de conduite, nous avons ordonné aux autorités de la capitale et des provinces de placer dans des positions éminentes tous les hommes doués de talent et capables de s'avancer par la pénétration de leur intelligence ; et, accordant la liberté de la parole, nous avons autorisé tous les fonctionnaires, tant supérieurs qu'inférieurs, à nous parler sur des sujets d'importance relativement à l'administration de la monarchie.

Constamment, depuis notre avènement au trône, depuis le premier moment de notre règne jusqu'à la présente heure, nous avons eu chaque jour dix mille différentes affaires sur les bras, et, examinant chaque chose séparément, lisant les rapports, écoutant les explications verbales, nous n'avons laissé passer aucune heure sans emploi utile durant ces onze années. Lorsqu'une province souffrait de l'inondation, nous avons accordé un regard favorable aux rapports du gouverneur général, et, dès qu'il nous parvenait de l'autre côté de l'empire la nouvelle d'une sécheresse, ou qu'un délai était demandé pour le paiement de l'impôt foncier, nous nous sommes empressé d'avoir pitié de nos sujets et de leur témoigner notre bonté et notre libéralité. Cependant voici onze ans maintenant qu'une rébellion a éclaté dans l'empire, et elle a continué jusqu'à ce jour sa marche pernicieuse. S'étendant aussi loin que Liang-Tiong et Tien-Houang-Foung ¹, elle embrasse les provinces de Hoo-Pei, Hou-Nang, Fou-Tsiang, Houang-Touang, Houang-Si, Houi-Tjoon, qui sont occupées par des masses énormes de rebelles, et, malgré les exterminations réitérées qui en ont été faites dans les provinces de Tsiang-Song, Hang-Houe, Tje-Tsiang, une grande partie de l'intérieur (de l'empire) reste dans un état de trouble.

Méditant sans cesse sur les calamités de cette guerre intestine, nous n'avons de repos ni le jour ni la nuit ; nous ne pouvons manger notre pain en paix, ni nous livrer tranquillement au sommeil ; la force de notre intelligence a été consumée par l'affliction et la souffrance ; la défaillance s'est étendue aux forces corporelles, et l'état de notre âme et son habitation terrestre sont également détériorés. Dans le huitième mois de l'année dernière, après le départ pour la chasse d'automne, nous avons pris pour résidence le palais de Yehol, et Houng-Tsing-Vane-Ilgne, aidé de plusieurs, a réglé à notre entière satisfaction les relations avec les étrangers, et tout est devenu de nouveau tranquille.

1. Dans la province Tchi-li.

Dans le premier mois de cette année, la proclamation annonçant notre prochain retour dans la capitale était à peine publiée que la maladie dont nous souffrions depuis quelque temps en vint à augmenter chaque jour d'intensité, et un nouveau manifeste dut avertir le peuple du renvoi de notre voyage. Nous avons cru que notre santé serait suffisamment rétablie par ce temps pour nous permettre de retourner dans la capitale, et y donner, conjointement avec les princes et les dignitaires de l'empire, notre sérieuse attention aux affaires courantes de l'État. Mais qui aurait pu prévoir qu'au commencement de l'été, à la suite de chaleurs excessives, nos forces physiques seraient, en peu de jours, abattues au point de rendre notre état de santé incurable, et nous enlever toute espérance de rétablissement? Tel a été cependant le décret du Ciel. Prenant en considération la haute importance du vaisseau céleste (le trône) remis à notre charge, nous croyons le moment arrivé pour nous de le transmettre au plus digne des hommes.

En conséquence, le seizième jour (21 août), nous avons appelé en notre présence le directeur suprême des affaires des ancêtres, son secrétaire attaché, l'aide de camp de ma suite, et les membres du conseil suprême, et avons ordonné de rédiger une proclamation pour élever au rang d'héritier du trône notre fils aîné Tsai-Tzoung; et nous avons commandé aux dignitaires susdits de le guider dans la conduite du gouvernement et d'employer tous leurs efforts au service de notre successeur. Nous enjoignons par les présentes l'observation de cet ordre comme étant notre testament et notre dernière volonté.

L'héritier de la couronne, dirigé par les maximes de la raison, par le sentiment de la commisération envers son peuple, et par un haut respect envers les auteurs de ses jours, sera obligé de porter l'illustre titre de sa dignité avec le plus grand respect pour les devoirs qui lui sont imposés par cette charge sacrée. C'est seulement en ayant de pareils sentiments qu'il pourra accomplir convenablement les devoirs de sa vocation. N'est-il pas écrit dans Chan-Tsin ¹ : « La connaissance des hommes donne le gouvernement des hommes? »

Maintenant que les opérations militaires avancent toujours à l'est et à l'ouest de l'empire, et que le peuple, abandonnant ses demeures, erre autour d'elles dans une misère sans espoir, le premier soin, le soin immédiat de notre successeur doit être de répandre l'instruction parmi la population. Après l'accomplissement de ce premier et pressant devoir, il devra faire les armements nécessaires pour la guerre, placer dans les hautes fonctions des hommes de capacité et de valeur, et délivrer la surface de la terre de la vile et ignoble tourbe des rebelles. Et pour-quoi ne lui serait-il pas possible de diriger sur cet objet tous les moyens et tous ses efforts?

1. Un des cinq classiques chinois.

O vous, princes et dignitaires de l'État, tant vous qui avez suivi la cour que vous qui êtes restés à Pékin, j'en appelle à vous pour que vous gardiez pure la conscience de notre successeur. Nous vous enjoignons de vivre en paix entre vous, et de concourir d'accord à le conseiller pour le mieux ; et, si vous vous rappelez cette recommandation, vous n'aurez pas de peine à atteindre le plus haut degré de la perfection dans la conduite des affaires publiques.

Et vous, commandants de mon armée dans les différentes provinces, commandants en chef, gouverneurs généraux, gouverneurs provinciaux, vous qui avez reçu tant de faveurs de notre main, vos efforts devront être plus grands que jamais à purifier la surface de la terre des rebelles qui l'obscurcissent. Vous devez exterminer ces créatures ; vous suppléerez aux vœux que vous avez omis d'accomplir en pacifiant l'univers et en rendant au peuple la tranquillité. Et mon âme s'en réjouira dans son repos céleste.

Le deuil sera porté vingt-sept jours, selon les règles établies. La présente proclamation sera rendue publique et affichée dans les rues des villes de l'Empire.

Donné la onzième année de notre règne, le septième mois, le dix-septième jour.

Manifeste du nouvel Empereur.

Grâce à la faveur et à la bienveillance du défunt Empereur, notre père, et en conséquence de ses mérites, qui sont aussi infinis que les cieux, nous, le fils de son amour, avons reçu l'héritage qui nous a été légué. Sa vie sacrée avait à peine dépassé l'âge de trente ans. Quoique nous ayons passé notre enfance auprès de sa personne Impériale, et eu le bonheur de croître au milieu de sa tendresse et de sa sollicitude paternelle, nous pensions que sa vie se prolongerait jusqu'à cent ans au moins. L'été dernier notre père souffrait d'un rhume ; mais, ayant rétabli sa santé par la multitude d'allègements que fournit la science, il sentit en automne sa vigueur assez revenue pour être en état de se rendre à Yèhé pour la chasse. Mais, l'esprit de rébellion prévalant dans les provinces, ses jours et ses nuits furent remplis par les soucis du gouvernement, et, ayant eu une rechute de son ancienne maladie, son état alla de mal en pire, aggravé aussi par les effets du froid. Dans le quatrième mois, l'excessive chaleur augmenta ses souffrances, et sa respiration devint graduellement plus faible.

Le seizième jour de ce mois (21 août), malgré le déclin général de ses forces, domptant les angoisses causées par sa maladie, il appela en sa présence les princes de l'Empire, et leur commanda d'écrire avec le pinceau de vermillon l'ordre proclamant notre élévation à la dignité

d'héritier et de successeur du trône. Ceci, son testament et sa dernière volonté, nous ayant été annoncés, nous commençâmes à trembler, à sangloter et à fondre en larmes. Cependant nous étions toujours soutenu par l'espérance que le danger passerait et que nous aurions le bonheur de jouir de sa bienveillance et de ses conseils, comme dans les plus heureux jours.

Mais à peine les derniers mots de son testament et de sa dernière volonté étaient-ils dictés, que les ravages de la maladie s'étendirent avec plus de violence que jamais, et le dix-septième jour du mois, à trois heures du matin, il monta au ciel sur un dragon. Dans notre profond abattement, nous avons embrassé la terre avec nos mains, en invoquant le ciel ; nous avons sangloté et gémi, et les larmes et les gémissements seront dorénavant l'occupation de notre vie.

Réfléchissant avec un profond respect à la carrière de notre père décédé, nous trouvons que depuis son avènement au trône, et pendant les onze années de son règne, il s'est conduit en maître prudent, discret, soigneux et laborieux ; qu'il ne s'est accordé de loisir ni le jour, ni la nuit, et qu'au milieu d'une foule inexprimable d'affaires, il n'a pas un seul jour négligé son devoir d'adorer le ciel, d'imiter ses ancêtres, d'aimer ses sujets et de se vouer à leur bien-être.

Poursuivant le cours de cette réflexion, nous trouvons qu'il a toujours usé d'indulgence dans le paiement des taxes et des droits ; qu'il s'est constamment efforcé d'entourer le trône d'hommes doués de capacité et de talent ; que le bonheur de l'État, et l'alimentation de ses sujets ont été les objets constants de ses soins et de ses pensées.

Quiconque a un cœur sensible, ne peut résister à l'accès de mélancolie et de tristesse à la pensée de la personne et du caractère du défunt. Et nous ? est-il possible de compter les larmes de sang que nous répandons jour et nuit, et de raconter les terribles angoisses déchirant notre cœur qui souffre l'agonie.

Ayant assumé des devoirs tellement élevés dans un âge aussi tendre, nous ne pouvons que nourrir de vastes espérances pour l'avenir. Nous prions les fonctionnaires de la capitale et des provinces, militaires et civiles, supérieures et inférieures d'agir comme nos fidèles coopérateurs dans la tâche du gouvernement, et, unissant leurs efforts aux nôtres, de nous assister honnêtement et consciencieusement dans l'administration de l'État. Nous requérons les commandants militaires qu'ils maintiennent une stricte discipline parmi leurs troupes, et qu'ils exterminent les rebelles le plus tôt possible. Les gouverneurs généraux et les gouverneurs des provinces, de leur côté, sont tenus de traiter le peuple avec bonté et affabilité. Que l'on exécute mes commandements et l'âme de mon bien-aimé père, qui est au ciel, sera en paix.

Quant au temps du deuil, le dernier Empereur, notre père, l'avait

fixé à vingt-sept jours, mais notre cœur ne peut accepter un terme aussi étroit. Conformément aux plus anciens usages, le deuil sera porté par nous pendant trois ans, et il ne sera pas dit que l'on nous aura trouvé fautif dans le déploiement de la reconnaissance et du respect dus à la mémoire du défunt. Nonobstant notre résolution, les grandes cérémonies publiques, l'accomplissement des sacrifices dans les temples du ciel, de la terre et des ancêtres ne seront pas interrompus par le deuil.

Quant à la manière dont ces cérémonies devront être accomplies, et quant à la question de savoir si nous nous y rendrons en personne, ou si nous y serons représenté par les fonctionnaires, ces différents points ont été soumis à l'examen des bureaux compétents, qui soumettront à notre approbation le résultat de leurs mûres délibérations.

Ce document doit être publié dans la capitale et dans les provinces¹.

Un autre décret élève à la dignité d'Impératrices douairières, la mère de l'Empereur et une autre femme de souverain décédé.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Extrait de la séance de la Diète de Francfort, concernant la délibération de l'envoyé de Hanovre, en réponse à celle de la Prusse dans la séance du 14 novembre, relativement à la création d'une flottille pour la protection des côtes de la mer du Nord.

L'envoyé du Hanovre fait une déclaration relative à la déclaration de la Prusse du 14 de ce mois touchant la motion de Hanovre en vue de la formation d'une flottille de chaloupes canonnières pour la protection des côtes allemandes de la mer du Nord. Cette déclaration porte que le gouvernement royal, parfaitement d'accord avec la Prusse quant au but, c'est-à-dire à la protection des côtes allemandes, a l'espoir que la même harmonie de vues subsistera quant aux moyens.

Le gouvernement royal, dans la note prussienne faisant allusion à

1. Des doutes ont été soulevés au sujet de l'authenticité du testament de l'Empereur, mort éloigné de sa capitale, et entouré d'une camarilla ayant intérêt à prolonger pendant un nouveau règne l'influence conquise sous Hieng-Foung. Ce qui a surtout fait naître ces soupçons, c'est d'abord qu'avant la fuite de l'Empereur de Pékin, c'était un de ses frères, et non son fils, enfant, qui passait pour devoir être son héritier, et ensuite que les membres du conseil de régence formé avant la rentrée à Pékin du nouvel Empereur étaient choisis parmi les courtisans qui ont accompagné l'Empereur dans sa fuite. Ce conseil a été dissous après la rentrée du jeune souverain à Pékin, à la fin d'octobre ou au commencement de novembre 1861, et le prince Kong a été reconnu comme régent de l'Empire.

la marche lente des négociations à ce sujet et se référant au mémorandum du 20 janvier 1860, d'après lequel la flottille ne forme qu'une partie du système de défense des côtes, par laquelle note la Prusse invite les villes Anséatiques, à la date du 15 juillet de cette année, à s'entendre avec elle au sujet de l'équipement d'une flottille, voit l'application du même moyen que le gouvernement royal a proposé le 31 octobre pour hâter la solution de la question, c'est-à-dire la séparation de la flottille de l'ensemble du système de défense des côtes et un traitement isolé de cette question.

D'après les vues du gouvernement royal, les deux motions diffèrent surtout en ce que la séparation de la flottille proposée par le Hanovre serait à effectuer par la Diète même et par voie fédérale, tandis que la séparation projetée par le gouvernement royal de Prusse devrait avoir lieu sans l'immixtion de la Diète et au moyen d'une entente entre les différents États.

Le gouvernement royal de Hanovre ne voit pas que ces deux modes de séparation exercent une influence différente sur le reste du système de défense, et, tout en développant ses vues premières, croit devoir maintenir l'opinion qui a servi de base à ses propositions, à savoir que la question de la flottille peut être distraite du traitement de l'ensemble du système de défense ; le gouvernement royal est convaincu, d'ailleurs, qu'un traitement isolé de la question de la flottille peut seul conduire promptement à une solution.

L'envoyé royal fait ressortir finalement que si la motion du Hanovre n'a en vue que le territoire non prussien, cela provient de ce que le gouvernement royal de Prusse a déclaré à plusieurs reprises qu'il voulait se charger à ses propres frais de la protection des côtes prussiennes.—Suivent des éclaircissements relatifs aux objections soulevées dans la déclaration prussienne contre la tendance restreinte de la motion du Hanovre.

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Correspondance entre le Conseil fédéral et S. Exc. le ministre des affaires étrangères de France, au sujet de l'incident de la vallée des Dappes, en 1861.

Note du conseil fédéral au ministre suisse à Paris.

Monsieur,

Nous venons d'être informés par le conseil d'État du canton de Vaud que, dimanche 27 octobre, un fort détachement de gendarmerie fran-

çaise et des soldats de la garnison du fort des Rousses, armés et sous le commandement d'un officier de gendarmerie, ont pénétré dans la localité vaudoise des Cressonnières suisses.

D'après les rapports ci-joints de M. le préfet de Nyon, la première cause d'une violation de territoire aussi flagrante doit être cherchée dans la circonstance suivante :

Un individu, nommé Fournier, condamné par le tribunal de police de Nyon pour avoir maltraité une femme, s'est soustrait à sa peine en prenant la fuite. A ce qu'il paraît, la gendarmerie française croyait que Fournier se trouvait dans la vallée des Dappes et que la police vaudoise avait l'intention de l'arrêter là. Du moins, l'officier de gendarmerie française ayant vu un caporal de gendarmerie vaudoise qui était accouru de Saint-Cergues, au bruit répandu de l'occupation des Cressonnières suisses par la force armée française, lui demanda s'il était venu pour arrêter Fournier. Ce même officier déclara ensuite qu'il s'opposerait à cette arrestation ainsi qu'à celle d'un autre individu, le braconnier Lamiquique, attendu que par de tels actes il serait porté atteinte aux droits de souveraineté que la France a sur le territoire en question.

Ce n'est pas ici le lieu de se livrer à de longues investigations sur la question de droit, laquelle a, comme l'on sait, été débattue à fond et le sera encore sans doute plus tard. La question de droit est d'ailleurs complètement résolue pour ce qui concerne la Suisse, et le point de vue de celle-ci ne saurait être l'objet d'un doute quelconque. Ce dont il s'agit, c'est le fait flagrant d'une violation de territoire contre laquelle nous devons vous charger de réclamer énergiquement auprès de S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères (Thouvenel).

Vous insisterez, en conséquence, pour que la force armée française évacue immédiatement le village des Cressonnières suisses et se retire au delà des frontières, pour autant que cela n'aurait pas déjà eu lieu. De plus, vous chercherez à obtenir qu'une satisfaction convenable soit donnée à la Suisse pour cette violation de territoire et qu'il soit pris des mesures en vue de prévenir pour la suite des actes de la nature de ceux qui font l'objet de la présente note, actes qui ne peuvent que compromettre au plus haut degré et d'une manière regrettable les rapports d'amitié qui doivent exister entre les États voisins.

Il est à espérer que le ministère impérial fera d'autant moins de difficulté de condescendre à cette demande qu'il doit lui importer pareillement d'éviter tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence entre les populations des deux pays.

En vous priant, etc.

Le président de la confédération,
J.-M. KNUSEL.

Berne, le 31 octobre 1861.

*Note du ministre des affaires étrangères de France
au ministre suisse à Paris.*

Monsieur le ministre,

Je m'empresse de vous annoncer qu'il résulte des renseignements fournis à S. Exc. M. le maréchal ministre de la guerre par le général commandant la 7^e division militaire que, si des mesures ont été combinées sur notre frontière pour empêcher que les autorités du canton de Vaud pussent procéder par la force, contrairement au *statu quo*, à l'exécution, sur le territoire contesté de la vallée des Dappes, d'un arrêt rendu par le tribunal de Nyon, il n'est pas exact que des gendarmes ou des soldats français aient pris une position, même momentanée, sur un point quelconque de ce canton. L'assertion de M. le général Faucheux est aussi catégorique que possible, et je ne m'explique pas dès lors les faits qui ont pu donner lieu à la réclamation du conseil fédéral.

Agréez, etc.

Paris, le 8 novembre 1861.

THOUVENEL.

Note du conseil fédéral au ministre suisse à Paris.

Monsieur,

Notre dépêche du 31 octobre vous a donné connaissance de la violation de territoire qui a eu lieu le 27 du même mois dans la vallée des Dappes, où des gendarmes et des soldats français du fort des Rousses ont pénétré dans la localité vaudoise des Cressonnières suisses, dans l'intention de s'opposer à une arrestation que l'on supposait devoir être opérée par la police vaudoise.

Nous vous avons chargé de demander la satisfaction usitée dans de pareils cas et fondée sur le droit des gens, en insistant pour qu'il fût pris des mesures propres à prévenir le renouvellement de faits aussi regrettables.

Ainsi qu'il est à votre connaissance, le ministère français, se fondant sur un rapport du commandant de la 7^e division militaire, a cru devoir prétendre qu'il n'y a pas eu de violation de territoire, que la localité des Cressonnières suisses, ni aucun point de la vallée, n'a été même momentanément occupé par des gendarmes et des soldats français, la gendarmerie française ayant été uniquement postée auprès de la frontière, à proximité de la vallée des Dappes, afin de s'opposer, le cas échéant, à l'arrestation déjà mentionnée. Tel est l'exposé qui a d'ailleurs été plus tard, en partie du moins, modifié par le gouvernement français, dans les communications qui ont été faites dès lors.

Comme cette assertion était en contradiction flagrante avec le rapport des commissaires suisses qui, le 2 novembre, se sont rendus sur les lieux où ils ont soumis le cas à une enquête scrupuleuse, il devait nous importer d'être fixés au sujet de prétentions si divergentes, d'autant plus qu'on avait tout motif d'admettre que le commandant de la division française n'avait pas été dûment renseigné par ses subordonnés et que ceux-ci n'avaient pas rendu compte des faits tels qu'ils se sont réellement passés.

Aussi n'avons-nous pas hésité à déléguer derechef nos commissaires et ils nous ont fait sur leur seconde mission le rapport que nous avons l'honneur de porter à votre connaissance.

Si l'on compare les deux rapports des commissaires, du 2 et du 13 novembre, l'incident du 27 octobre peut se résumer dans les points suivants :

1° Le tribunal de police du district de Nyon se trouva appelé, le 24 septembre 1861, à prononcer un jugement contre un nommé Jean Fournier, demeurant à la Jaquette suisse, vallée des Dappes, et Fournier fut condamné à vingt jours de prison pour avoir maltraité la veuve Regard et son fils. Ce jugement devint exécutoire le 11 octobre 1861.

2° Il paraît que la gendarmerie française, qui avait reçu des instructions, croyait que l'exécution devait suivre immédiatement et qu'il serait en conséquence incontinent procédé à l'arrestation de Fournier. Afin de l'empêcher, un détachement de gendarmerie française, ainsi qu'un piquet de soldats de la garnison du fort des Rousses, se transportèrent, le dimanche 27 octobre, à la localité vaudoise des Cressonnières suisses.

3° Un caporal de gendarmerie vaudoise, qui était accouru au bruit de cette invasion, fut interpellé par l'officier de gendarmerie sous les ordres duquel était tout le détachement, qui lui demanda s'il était venu dans l'intention d'opérer l'arrestation de Fournier. Ayant reçu une réponse négative, l'officier déclara qu'il s'opposerait, même par la force, à une pareille arrestation, tout comme d'ailleurs il ne pouvait permettre que de semblables mesures de police fussent prises par les autorités suisses dans la vallée des Dappes.

4° Après avoir acquis la conviction qu'il ne s'agissait pas de l'arrestation de Fournier, les gendarmes et les soldats français repassèrent la frontière dans la soirée même du 27 octobre.

L'examen du second rapport des commissaires donne la conviction que l'incident du 27 octobre est bien tel qu'il a été raconté par M. le préfet de Nyon et déjà confirmé dans leur premier rapport. MM. les commissaires ont pu, il est vrai, remarquer que, depuis leur première apparition dans la vallée, il s'était produit un changement chez une

partie des habitants. La portée que l'on veut attacher à l'événement du 27 octobre a eu pour effet d'intimider, en quelque sorte, des personnes qui, lors du premier interrogatoire, se sont prononcées en toute franchise et ont cru plus tard devoir observer une certaine réserve, dans la crainte que, suivant les circonstances, on ne vînt ensuite les rendre responsables de leurs déclarations.

Néanmoins, on a obtenu des dépositions d'un caractère si positif qu'il n'est pas permis de mettre en doute l'exactitude du premier exposé. Il n'existe pas non plus le moindre motif de douter de la véracité des témoins, car on ne voit pas ce qui aurait pu les engager à dénaturer le fait et à donner des déclarations contraires à la vérité. Aussi leurs dépositions confirment-elles de la manière la plus formelle la présence, aux Cressonnières suisses, de gendarmes et de soldats français armés, tout comme elles décrivent, en général, l'incident tel qu'il est raconté dans le premier rapport des commissaires.

Des témoins ajoutent que, pendant la journée du 27 octobre, des gens du poste frontière français ont pénétré par groupes sur le territoire suisse pour découvrir les gendarmes vaudois, que l'on supposait cachés dans les bois.

Si, par les motifs indiqués, certains habitants des Cressonnières sont plus réservés dans leurs dépositions qu'ils ne l'étaient le 2 novembre, s'ils ne se prononcent pas d'une manière aussi précise et catégorique que le font d'autres témoins, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'ils conviennent, en tous cas, d'avoir vu au moins le lieutenant et le brigadier de la gendarmerie française sur le territoire suisse.

En présence de l'exposé si clair de nos commissaires, nous n'hésitons nullement à maintenir notre réclamation du 31 octobre et à renouveler la demande qui y était contenue d'une satisfaction convenable et des mesures propres à prévenir le retour de pareilles violations de territoire.

Le ministre français s'est montré disposé à entrer en négociations avec la Suisse, soit sur la question principale, soit sur un mode de vivre, tout en donnant à entendre que les mesures dernièrement ordonnées et qui ont fait l'objet des plaintes de la Suisse devraient être maintenues par les autorités françaises aussi longtemps que l'exigerait l'état des choses.

Autant il importe à la Suisse de vivre en bonne intelligence avec ses voisins, autant elle désire entretenir avec eux de bons rapports et contribuer à les rétablir, alors qu'ils viendraient à être troublés, autant le conseil fédéral ne peut se trouver engagé à ouvrir des négociations aussi longtemps qu'il existe une déclaration dans laquelle il

doit voir une menace. Il ne peut consentir à faire dépendre les négociations d'une condition dont l'accomplissement aurait pour effet d'annuler comme une usurpation une souveraineté exercée depuis longues années par la Suisse dans la vallée des Dappes.

Il nous paraît convenable de dire ici quelques mots sur la question du *statu quo*, puisque ce point a tout récemment été soulevé par la France. Il semble qu'il s'est introduit ici des malentendus qui exigent nécessairement une explication. Le *statu quo* paraît être compris par la France dans le sens que les droits de souveraineté, l'administration de la justice ou la police ne devraient être exercés dans la vallée des Dappes ni par l'un ni par l'autre des deux États. Ce point de vue n'est point justifié par les antécédents. Nous nous sommes étendus au long à ce sujet dans une note du 21 juin dernier à la légation française, et il ne sera pas hors de propos de rappeler ici les considérations qui ont été exposées à cette occasion.

Il est constaté par les actes que, jusqu'en 1851, les autorités vaudoises ont exercé sans obstacle la juridiction pénale et civile sur la vallée des Dappes. Les autorités du district de Nyon ont traité ce territoire de la même manière que les autres parties du district. Dans les registres consultés, il n'existe aucun indice que, jusqu'à l'époque citée, l'exercice des fonctions judiciaires par les autorités vaudoises ait donné lieu à un conflit quelconque. Une opposition ne survint qu'en 1851, à l'occasion d'une saisie opérée au préjudice d'un nommé Janin pour une réclamation de la caisse d'épargne de Nyon. Alors, dans l'espérance d'arriver à un arrangement sur les différends relatifs à la question principale, il a été donné l'ordre de surseoir pour le moment à toute démarche juridique et d'éviter ainsi ce qui pourrait rendre cette affaire encore plus compliquée. Tel est le fait invoqué dès lors, en particulier en 1852 et en 1859, comme formant une espèce de *statu quo* entre les deux pays.

Cette manière de voir n'est cependant pas suffisamment fondée, car lorsque pendant plus de 35 ans la juridiction a été exercée sans opposition, une suspension de la justice dans un cas donné, en considération des rapports de son voisinage, ne saurait impliquer aucun préjudice de droit pour la Suisse, et à ce titre la compétence de ses tribunaux, soit de ceux du canton de Vaud, ne peut être l'objet d'un doute sérieux.

Tel est le point de vue auquel le conseil fédéral considère la question du *statu quo*. Ce point de vue est, suivant lui, une nécessité, si l'on ne veut pas que la vallée des Dappes tombe dans l'anarchie la plus complète. Par l'expression de *statu quo* nous ne saurions donc entendre un état d'absolue neutralité, dans le sens que toute autorité supérieure eût à cesser son action. Il ne saurait être dans les inten-

tions du gouvernement impérial, nous en avons la conviction, de vouloir favoriser une situation aussi exceptionnelle; ce n'est pas lui qui voudrait créer entre les deux pays une circonscription territoriale jouissant du singulier privilège d'être affranchie de tout ordre légal, et dont les habitants pourraient se faire un titre pour prétendre à l'impunité de tous délits passés ou futurs.

En vous invitant à donner ultérieurement les explications qui pourraient être nécessaires, appuyées par les pièces de l'enquête, nous vous autorisons, etc.

Berne, le 23 novembre 1861.

Le président de la confédération,
J.-M. KNUSEL.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR. ·

Lettres du président au ministre de France à Quito, au sujet d'un protectorat français sur la République.

Quito, 7 décembre 1859.

Mon cher Monsieur,

J'ai vu votre réponse et celle de M. Quevedo à la lettre dans laquelle M. de San Quirico vous exprime mon désir de voir la république de l'Équateur sous la protection de la France et de l'Espagne.

Vous comprenez que pour imprimer une marche décisive et officielle à une si grande affaire, il était indispensable de savoir, au préalable, d'une manière certaine, si les représentants des deux puissances européennes désignées pouvaient, en vertu de leurs instructions, accepter ce que nous aurions fait et de connaître les conditions de cette acceptation.

Mais du moment où, l'autorisation leur manquant, ils se sont bornés à en référer à leurs gouvernements respectifs sous toute réserve, nous attendrons la réponse qui leur sera faite, bien qu'elle puisse tarder, et nous profiterons du premier moment opportun pour entamer alors une négociation en règle.

En ce qui me regarde personnellement, je puis même dire en ce qui concerne tous les hommes d'ordre, le bonheur de ce pays dépendrait de sa réunion à l'empire français sous des conditions analogues à celles qui existent entre le Canada et la Grande-Bretagne, sauf des différences qu'il serait nécessaire d'introduire par la force des circonstances.

Nous sommes fatigués de lutter contre une soldatesque effrénée et contre la turbulence de la démagogie. Nous nous efforçons en vain de

contenir l'anarchie qui nous déshonore, nous appauvrit, et nous voyons à regret s'avancer rapidement le torrent dévastateur de la race anglo-américaine.

Nous trouverions, sous les auspices de la France, la civilisation dans la paix, et la liberté dans l'ordre, biens dont jamais la *faible et débile Espagne* ne saurait nous faire jouir.

Si nous avions l'assurance que l'énergique volonté de l'Empereur nous prêtât son concours, nous n'hésiterions pas à travailler sans relâche à obtenir de la Convention nationale qui devra se réunir, le triomphe de nos idées. Mais si nous ne devons pas compter sur cette certitude, nous ne pourrons rien faire, ou, au moins, nous ne pourrions que peu obtenir.

Si vous jugez convenable de communiquer cette lettre, entièrement réservée et confidentielle, au Gouvernement français, je vous y autorise. Je vous assure que j'emploierai tout moyen honorable pour parvenir à réaliser la prospérité de mon malheureux pays. Je vous supplie seulement de ne rien laisser savoir à M. Quevedo, car j'ai de nombreux et puissants motifs pour croire qu'il manque de noblesse et de loyauté.

Je profite de cette occasion pour vous prier d'agréer, etc., etc.

Signé : Gabriel Garcio MORENO.

A M. TRINITÉ, chargé d'affaires de France à Guayaquil.

Quito, 14 décembre 1859.

Mon cher Monsieur,

J'ai vu votre lettre à M. de San Quirico du 7 courant; sous la même date, je vous ai écrit pour vous manifester franchement mes idées au sujet du protectorat de la France, idées que je me fais fort de réaliser dans le cas où vous nous appuieriez au nom du Gouvernement impérial. Si la réunion de la Convention nationale était beaucoup retardée ou arrêtée, et si la République courait le danger de se dissoudre par l'infâme trahison du général Franco, le plus expéditif serait de convoquer directement le peuple, afin qu'il décidât s'il accepte ou non le projet que je vous ai indiqué. Je suis certain que ce district pour le moins, c'est-à-dire la moitié de l'Équateur, accueillerait avec enthousiasme ma proposition, et j'attends pour me mettre à l'œuvre que vous me disiez : « En avant. »

Mes amis, MM. Manuel Gomez de La Torre et Joseph Maria Aviles, sont partis aujourd'hui pour Guayaquil. Ils vont plutôt pour gagner du temps que dans l'espoir de former un gouvernement qui sauvegarde l'honneur et l'existence de l'Équateur, chose que n'admettront ni Castilla ni Franco. Vous pouvez vous entendre avec M. Gomez de

La Torre, qui est instruit de tout ce que je vous ai écrit, et qui, en outre, est autorisé à admettre la protection officielle de la France. Vous pouvez régler avec lui tout ce que vous jugerez convenable, et ainsi nous abrègerons la perte énorme de temps que nous cause le courrier.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : Gabriel Garcia MORENO.

A M. TRINITÉ, chargé d'affaires de France à Guayaquil.

Quito, le 24 décembre 1859.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier votre réponse en date du 14 de ce mois, et je préfère aujourd'hui vous écrire en français, parce que je crains n'avoir pas réussi à me faire comprendre en espagnol. En effet, je ne propose pas un protectorat d'honneur, qui serait sans doute à la charge de la France. Il ne s'agit pas non plus d'une garantie que, il faut le dire, ont demandée bien des fois les chefs ambitieux de ces malheureuses républiques. Il s'agit maintenant, non pas de l'intérêt du gouvernement dont je suis membre, mais de l'intérêt de ce pays-ci, qui veut être délivré du fléau des révolutions perpétuelles, en s'associant à une grande puissance dont il puisse partager le repos et la civilisation. Il s'agit aussi de l'intérêt de la France, puisqu'elle serait la maîtresse de cette belle contrée, qui ne saurait être inutile pour elle.

Or, voici ce que je pense faire, et ce que je ferai aussitôt que vous me donnerez confidentiellement l'assurance de l'appui du gouvernement de S. M. I.

Le Gouvernement provisoire de Quito demandera au peuple s'il veut s'unir à l'empire français, sous le nom que vous voudrez bien m'indiquer d'avance; et je suis sûr de l'acquiescement du peuple, tant il est fatigué des malheurs des révoltes, et tant il hait être entraîné par la force à la suite du gouvernement péruvien. Nous tâcherons de gagner du temps en attendant; mais il vaudrait mieux agir bientôt, et il serait heureux pour l'Équateur que vous, ou le chef de la station navale française, puissiez prendre sur vous la responsabilité de la démarche que je propose de faire, c'est-à-dire l'assurance de ne pas être délaissés.

J'écirais à M. Salvator que je suis tout disposé à faire pour lui tout ce qui lui sera agréable, s'il veut suivre nos exhortations de ne pas causer des embarras au gouvernement. Ce sera le meilleur moyen de vous témoigner, à vous et à lui, du cas que je fais de votre recommandation.

Agréez, Monsieur, je vous prie, les assurances de ma considération très-distinguée.

Signé : Gabriel Garcia MORENO.

NOTE. Les *Archives* ont publié, t. IV, p. 418, une note du gouvernement péruvien contre les projets d'annexion à l'Espagne attribués au gouvernement de l'Équateur. Ces accusations paraissent reposer en partie sur les trois lettres ci-dessus. Un des membres du Congrès de l'Équateur, don Guillermo Franco, a basé sur ces lettres au ministre de France une accusation de haute trahison contre le président Moreno. La France a refusé les offres faites par Moreno. Ce serait donc dès lors que, d'après les accusations du Pérou, il aurait renouvelé ces offres à l'Espagne.

ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

Message du président Davis au Congrès des États confédérés.

Les quelques semaines qui se sont écoulées depuis votre ajournement nous ont conduits si près de la fin de l'année, que nous pouvons dès maintenant résumer ses résultats généraux. Le coup d'œil rétrospectif que nous jetons sur cette année doit remplir nos cœurs de gratitude envers la Providence, pour l'abondance avec laquelle elle a récompensé le travail de nos agriculteurs, tandis que jamais l'industrie des États confédérés n'a non plus été plus prospère.

Les nécessités du temps ont créé de nouvelles branches de manufactures, et donné une nouvelle impulsion à celles qui étaient déjà en activité. Les moyens des États confédérés pour manifester chez eux les objets nécessaires aux besoins et au confort de la vie, augmentent à mesure que le conflit continue, et nous devenons graduellement indépendants du reste du monde pour l'approvisionnement des munitions et des provisions qui nous sont indispensables pour la guerre.

Les opérations de l'armée, qui seront bientôt partiellement interrompues par l'approche de l'hiver, ont été une grande protection pour notre pays, et ont jeté un grand lustre sur ses armes, au milieu des vicissitudes de plus d'une campagne difficile, qui est pour nos braves volontaires un titre à la gloire et à notre reconnaissance. Depuis le commencement jusqu'à l'époque actuelle, la guerre a pris de plus larges proportions, et embrassé de nouveaux champs. Elle s'étend maintenant des rives de Chesapeake aux confins du Missouri et de l'Avizona.

Des points les plus reculés, aide nous a été demandée. Soudainement, nous y avons répondu assez promptement, non-seulement pour éloigner le danger en présence de forces supérieures, mais aussi pour refouler l'invasion. Lorsque la guerre a commencé, l'ennemi possé-

dait certains points stratégiques et certaines places fortes dans les États confédérés. Il nous était supérieur en nombre, en ressources; il avait bien plus de provisions de toutes sortes et de munitions que nous. Nous avons organisé et complété des établissements militaires.

La marine, et pour la plus grande partie, l'armée, autrefois communes au Nord et au Sud, étaient entre les mains de l'ennemi. Pour pouvoir tenir tête, il nous fallait non-seulement créer une armée en face de la guerre elle-même, mais encore l'équiper et la mettre en état de tenir la campagne. Ce dût être un grand sujet de félicitations pour nous que l'esprit des volontaires et que le patriotisme du peuple nous aient mis à même, grâce à la Providence, de surmonter toutes les difficultés.

Une suite de glorieuses victoires à Bethel, Bull-Run, Manassas, Springfield, Lexington, Leesburg et Belmont, a arrêté la nation perverse que la soif du gain et la convoitise du pouvoir avait attirée sur notre sol, et a prouvé que le nombre cesse de compter lorsqu'il est dirigé contre un peuple combattant pour le droit sacré de se gouverner lui-même et pour le privilège de rester hommes libres.

Après sept mois de guerre, non-seulement l'ennemi n'a pas réussi à étendre son occupation sur notre sol, mais encore de nouveaux États et de nouveaux territoires ont été ajoutés à notre confédération; en même temps, loin de nous conquérir, comme il nous en menaçait, l'ennemi a été forcé, sur plus d'un point, de prendre la défensive, et si l'on comparait les deux États belligérants sous le rapport des hommes et des moyens financiers et militaires, les États confédérés sont maintenant beaucoup plus forts que lorsque la lutte a commencé.

Depuis votre ajournement, le peuple du Missouri a conduit la guerre, en face de difficultés presque sans pareilles, avec une ardeur et un succès dignes de lui et de la grande cause pour laquelle il combat. Depuis cette époque aussi, le Kentucky est devenu le théâtre d'hostilités. Non-seulement les forces fédérales ont refusé de reconnaître le droit de cet État à rester neutre, et ont insisté pour qu'il prenne part à la guerre, mais encore elles l'ont envahi dans le but d'attaquer les forces confédérées.

Les persécutions les plus tyranniques ont été faites à la population du Kentucky; on s'est emparé de plusieurs de ses citoyens les plus éminents, on les a fait languir dans des prisons étrangères, sans leur faire connaître leurs accusateurs ou les accusations portées contre eux, tandis que d'autres ont été forcés d'abandonner leurs foyers, leurs familles et leurs propriétés, et de chercher un refuge sur la terre étrangère.

Voyant que les États confédérés étaient sur le point d'envahir le Kentucky, et que le peuple de cet État, après s'être laissé illusionner par

une sécurité trompeuse, était sans armes et en danger d'être subjugué par les forces fédérales, nos armées entrèrent dans cet État pour repousser l'ennemi et l'empêcher d'occuper certains points stratégiques qui lui auraient donné de grands avantages dans la lutte, conduite justifiée, non-seulement par les nécessités de la défense, mais encore par le désir des Kentuckiens.

Jamais l'intention du gouvernement confédéré n'a été de conquérir le Kentucky, ni d'exercer une pression sur le peuple ; mais au contraire nos généraux ont déclaré qu'ils retireraient leurs troupes si le gouvernement fédéral voulait retirer les siennes. Une proclamation a été faite, exprimant le désir de neutralité du Kentucky et l'intention d'appuyer les vœux des Kentuckiens dès qu'ils seraient libres de les exprimer.

Ces déclarations furent appuyées par moi, et je regarderais la marche de nos troupes dans le Kentucky comme ayant eu un excellent effet, si elle donnait aux populations du Kentucky la facilité de manifester librement leur volonté, et de décider de leur destinée selon leurs vœux. L'armée a été le principal instrument dans la grande lutte dans laquelle nous sommes engagés. Mais la marine a été aussi très-efficace dans la proportion de ses moyens. Les officiers de la marine n'ayant pas l'occasion d'utiliser leurs talents sur mer, ont servi avec zèle et bravoure à terre et sur les eaux de l'intérieur. On trouvera les détails de leurs services dans les rapports des secrétaires de la guerre et de la marine.

Le transport des malles a soulevé beaucoup de difficultés, qui seront entièrement exposées dans le rapport du directeur général des postes. L'absorption des moyens ordinaires de transport par les troupes et les approvisionnements militaires, l'insuffisance des chemins de fer par l'accumulation des affaires résultant des opérations militaires et de l'interception des communications par eau, par suite de la présence de la flotte ennemie, l'impuissance et même le refus des entrepreneurs de satisfaire aux conditions de leurs traités, les difficultés inhérentes à l'établissement d'un système aussi vaste, aussi compliqué que celui qu'exige le service postal pour chaque ville et chaque village sur un territoire aussi étendu que le nôtre, se sont tous réunis pour faire obstacle aux plus énergiques efforts du directeur général des postes, dont le zèle, l'activité, la capacité ont été mis à la plus grande épreuve. Quelques-unes de ces difficultés ne peuvent être surmontées qu'avec le temps et une condition améliorée du pays, lorsque la paix sera rétablie ; mais il peut être remédié à d'autres par la législation, et votre attention est appelée sur les recommandations contenues au rapport du chef de ce département.

La situation du Trésor sera sans doute, de votre part, l'objet d'une

sérieuse enquête. Je suis heureux de dire que le système financier adopté déjà a fort bien fonctionné jusqu'ici, et qu'il promet de bons résultats pour l'avenir. Quant à la mesure dans laquelle des billets peuvent être émis, le gouvernement peut emprunter de l'argent sans intérêt, et faciliter ainsi la conduite de la guerre.

Cette quantité de billets se règle sur l'étendue dans laquelle ils peuvent circuler, et cela dépend encore du montant des dettes pour lesquelles ils sont recevables, et dus non-seulement au gouvernement confédéré et d'État, mais encore aux corporations et aux individus ; ils sont payables par cet intermédiaire. Il en peut circuler au pair une grande quantité.

Il y a tout lieu de croire que le bill du Trésor confédéré devient rapidement cet intermédiaire. Le paiement ponctuel de l'intérêt a été garanti par l'acte que vous avez passé à la dernière session, et qui impose un chiffre de taxe qui doit fournir des moyens suffisants à cet effet.

Pour que la guerre soit poursuivie avec succès, il est indispensable qu'il soit pourvu aux moyens de transport des troupes et des approvisionnements militaires, autant qu'il sera possible, de manière à ne point interrompre le mouvement commercial entre nos populations, ni entraver leur activité productive. Pour atteindre ce but, il faut surveiller soigneusement et perfectionner les moyens de transport d'une partie de notre pays à l'autre. Ceci doit être de la part de l'État et du gouvernement confédéré l'objet d'une vive sollicitude, autant que cela est en leur pouvoir.

Nous avons déjà deux principaux systèmes de transport du nord au sud, l'un de Richmond, le long de la mer, et l'autre par la Virginie occidentale à la Nouvelle-Orléans. Un troisième pourra être obtenu en complétant un réseau de 40 milles environ, entre Danville, dans la Virginie, et Gainsborough, dans la Caroline du Nord. La construction de cette ligne, comparativement courte, nous donnerait une bonne route du nord au sud, dans l'intérieur des États confédérés, et nous procurerait une population et des ressources militaires dont nous sommes dépourvus en grande partie.

Nous devrions augmenter considérablement la sûreté et la capacité de nos moyens pour le transport des hommes et des approvisionnements militaires. Si la construction de la voie était jugée par le Congrès, comme par moi, indispensable pour pouvoir continuer la guerre avec succès, l'action du gouvernement ne serait pas dès lors restreinte par une objection constitutionnelle qui s'attacherait au travail d'un objet commercial. Il est nécessaire de porter son attention sur les moyens d'en favoriser la prompte exécution, en donnant un appui efficace à la compagnie organisée pour sa construction et son administration.

Si nous ménagions nos moyens et que nous fissions un sage usage de nos ressources, il serait difficile d'assigner une limite à la durée de la guerre que nous pourrions faire contre l'ennemi que nous rencontrons aujourd'hui. Tous les efforts qu'il a faits pour nous isoler et nous envahir doivent épuiser ses ressources, tandis qu'ils servent à compléter et à varier les productions de notre système industriel.

La reconstruction qu'il cherche à opérer par la force devient chaque jour de plus en plus impossible. Ce n'est point que les causes qui ont porté à nous séparer existent dans la plénitude de leur force, mais parce qu'elles ont été corroborées, et que tout ce qui pouvait rester de doute dans les esprits sera dissipé complètement par les événements futurs.

Si, au lieu de la dissolution digne, c'était une rébellion dans laquelle nous fussions engagés, nous pourrions trouver une ample apologie de la ligne de conduite que nous avons adoptée dans les scènes qui se passent maintenant aux États-Unis. Notre pays regarde maintenant avec un étonnement méprisant ceux avec lesquels il a été récemment associé. Il recule avec aversion devant l'idée de renouveler une telle alliance.

Quand on voit le président faire la guerre sans l'assentiment du Congrès; quand on considère les juges menacés parce qu'ils maintiennent l'acte de l'*habeas corpus*, si sacré aux hommes libres; quand on voit la justice et la loi foulées sous le talon éperonné de l'autorité militaire, et les hommes honnêtes et les femmes innocentes traînés dans des prisons lointaines; quand on voit toutes ces choses tolérées et même applaudies par des gens qui ont eu une pleine jouissance de la liberté, il y a quelques mois seulement, il semble qu'il doit y avoir quelque altération profonde dans le caractère de ce peuple.

Il nous suffit de vivre en paix avec de telles gens; mais la séparation est définitive, et nous avons déclaré que nous voulons notre indépendance sans accepter d'autre alternative. La nature des hostilités qu'ils soudoient contre nous doit être flétrie de barbare partout où on la connaît. Ils ont bombardé des villages sans défense, sans permettre aux femmes et aux enfants de fuir, et, dans une circonstance, ils ont choisi la nuit, comme le moment où ils pourraient le mieux les surprendre endormis et en sécurité.

L'incendie et le pillage, la destruction des maisons et des propriétés privées, des outrages du caractère le plus monstrueux, même sur des personnes non armées, ont marqué leur passage sur leurs frontières et dans notre territoire. Nous aurions dû être avertis par là qu'ils étaient disposés à faire la guerre contre nous de la manière la plus cruelle, et dans l'esprit le plus impitoyable.

Nous ne nous étions pas préparés à les voir organiser une vaste expédition navale dans un dessein avoué, non-seulement de pillage, mais pour soulever une guerre servile au milieu de nous. S'ils convertissent leurs soldats en incendiaires et en voleurs, et s'ils nous enveloppent dans une sorte de guerre qui réclame comme victimes les femmes et les enfants, ils doivent s'attendre à être traités comme des Outlaws et des ennemis de l'humanité.

Il y a certains droits de l'humanité qui doivent être respectés même dans la guerre, et celui qui refuse de les reconnaître perd ses titres à être considéré comme prisonnier de guerre, et doit s'attendre à être traité comme un violateur de toutes les lois humaines et divines. Mais, non contents de méconnaître à l'intérieur tous les droits garantis par le droit des gens, ils ont étendu ces forfaits dans d'autres sphères.

Les gentlemen distingués qu'avec votre approbation dans la dernière session j'ai chargé de représenter la Confédération auprès de certaines cours étrangères, ont été récemment arrêtés par le capitaine d'un vaisseau de guerre des États-Unis, à bord d'un steamer anglais, quand ils se rendaient d'un port neutre de la Havane en Angleterre. Les États-Unis se sont encore arrogé une juridiction générale sur la pleine mer, et abordant un bâtiment anglais sous pavillon de son pays, ils ont violé le droit des ambassadeurs, regardé presque par tous comme sacré, même parmi les nations barbares, en s'emparant de nos ministres, tandis qu'ils étaient sous la protection d'une nation neutre.

Sur ce bâtiment et sous ce pavillon, ces messieurs étaient autant sous la protection du gouvernement britannique que s'ils eussent été sur le sol anglais, et la prétention des États-Unis de s'en emparer dans les rues de Londres aurait été aussi bien fondée que celle de les saisir dans l'endroit où ils ont été pris. Si c'eût été des manufacturiers et même de simples citoyens des États-Unis, ils n'auraient pas été arrêtés sur un bâtiment anglais ou sur le sol anglais, si ce n'est en raison des termes d'un traité et d'après les formes prescrites pour l'extradition des criminels.

Mais les droits les plus sacrés paraissent avoir perdu tout respect à leurs yeux. Quand M. Faulkner, ministre des États-Unis en France, nommé avant la sécession de la Virginie, son État natal, est revenu sans défiance à Washington, pour rendre ses comptes et remplir tous les engagements qu'il avait contractés, il a été perfidement arrêté et emprisonné à New-York.

La confiance sans réserve avec laquelle il avait recours à son gouvernement a été trahie, et son désir de remplir ses devoirs envers eux n'a servi qu'à lui nuire. En entreprenant cette guerre, nous n'avons ni

demandé aide, ni recherché en dehors des alliances offensives et défensives. Nous avons demandé une place reconnue dans la famille des nations; mais, en faisant cela, nous n'avons prétendu à rien sans offrir par contre un équivalent convenable.

Les avantages de l'intercourse sont réciproques parmi les nations, et en cherchant à établir des relations diplomatiques, nous ne nous sommes efforcés que de placer cette intercourse sous la règle des lois publiques.

Nous avons peut-être le droit (si nous avons voulu l'exercer) de demander si le principe que les blocus, pour être obligatoires, doivent être efficaces, ce principe solennellement proclamé par les grandes puissances de l'Europe à Paris, doit être généralement mis en vigueur ou appliqué seulement à certaines parties.

Lorsque les États confédérés, dans la dernière session, se sont ralliés à la déclaration qui réaffirme ce principe de droit international, si longtemps reconnu par les publicistes et les gouvernements, nous avons certainement supposé qu'il devait être universellement exécuté.

Le droit habituel des nations dérive de leur pratique plutôt que de leurs déclarations, et si ces déclarations ne doivent être exécutées que dans des cas particuliers, suivant le bon plaisir de ceux qui les font, alors le commerce du monde, loin d'être subordonné au règlement d'une loi générale, deviendra sujet au caprice de ceux qui l'exécutent ou le suspendent à volonté.

Si telle doit être la conduite des nations à l'égard de cette loi, il est clair qu'elle deviendra ainsi une règle pour le faible et non pour le fort. Dans la pensée que de telles vues doivent être celles des nations neutres de la terre, j'ai fait réunir les preuves qui constatent complètement l'entière inefficacité du blocus présumé de nos côtes, et je ferai mettre ce rapport sous les yeux des gouvernements qui nous donneront le moyen de nous faire entendre du monde.

Mais quoi que nous devons gagner à l'exécution de cette loi, si solennellement proclamée par les grandes puissances de l'Europe, nous ne faisons pas dépendre de cette exécution la poursuite heureuse de la guerre. Tant que les hostilités continueront, les États confédérés montreront qu'ils peuvent constamment, et de mieux en mieux, fournir à leurs troupes des vivres, des habillements et des armes.

S'ils sont forcés de renoncer à bien des jouissances du luxe et à quelques comforts de la vie, ils auront du moins la consolation de savoir qu'ils deviennent ainsi de plus en plus indépendants du reste du monde. Si, dans cette marche, le travail dans les États confédérés se trouve graduellement éloigné des grands produits du Sud, qui ont tant fourni au commerce du monde, qu'ils en ont fait d'eux des pro-

ducteurs rivaux au lieu de consommateurs avantageux, ils ne seront pas les seuls ni les principaux perdants, par suite du changement de leur industrie.

Bien qu'il soit vrai que la production du coton des États du Sud ne puisse qu'être complètement tranchée par le renversement total de notre système social, il est clair cependant qu'une longue continuation du blocus pourrait, par une diversion du travail et l'emploi divers des capitaux, diminuer assez les approvisionnements pour ruiner tous les intérêts des pays étrangers qui dépendent de cet article. Pour un travailleur distrait de la culture du coton dans le Sud, peut-être quatre fois autant de travailleurs en d'autres pays qui avaient jusqu'ici trouvé leur existence dans les diverses manipulations du coton, seront forcés aussi de changer de genre de travail.

Tandis que la guerre qui nous est faite pour nous enlever notre autonomie ne pourra jamais atteindre ce but, il restera à voir jusqu'à quel point elle pourra révolutionner le système industriel du monde, portant la souffrance en d'autres terres aussi bien que dans notre patrie.

En attendant, nous continuerons cette lutte, comptant humblement sur la Providence, aux regards scrutateurs de laquelle nous ne pouvons pas cacher les secrets de nos cœurs, et aux décrets de qui nous nous soumettons avec confiance. Quant au reste, nous dépendrons de nous-mêmes.

La liberté est toujours acquise à quiconque a la volonté inébranlable de l'avoir, et nous avons lieu de connaître la force provenant de la conscience que nous avons non-seulement de la grandeur, mais encore de la justice de notre cause.

Signé : DAVIS.

Richmond, 18 novembre 1861.

Résolutions du congrès des États Confédérés, prises le 15 août 1861, concernant certains points de droit maritime et définissant la position des États confédérés d'Amérique à ce sujet.

Attendu que les plénipotentiaires de Grande-Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie ont, dans une conférence tenue à Paris le 16 avril 1856, rendu certaines des déclarations relatives au droit maritime, afin qu'elles leur servent de règles uniformes pour tous les cas pouvant se présenter qui tombent sous l'application des principes ainsi proclamés;

Et attendu qu'il est désirable non-seulement d'arriver autant que possible à une règle certaine et uniforme dans le droit maritime,

mais aussi de maintenir ce qui, dans les usages internationaux, est juste et convenable, les États confédérés d'Amérique croient important de déclarer d'après quels principes ils désirent se diriger dans leurs relations avec les autres peuples.

En conséquence, le Congrès des États confédérés a résolu ce qui suit :

1° Le droit de course (*privateering*) est maintenu tel qu'il est établi par la pratique et reconnu par les lois internationales ;

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, sauf la contrebande de guerre ;

3° La marchandise neutre, sous pavillon ennemi, n'est pas sujette à la saisie, sauf la contrebande de guerre ;

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour prévenir l'accès de la côte par l'ennemi.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Message du président des États-Unis.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants,

Au milieu des troubles politiques sans précédents, nous avons lieu d'éprouver une vive gratitude envers Dieu, pour l'excellence de la santé publique et l'abondance de nos récoltes.

Relations extérieures.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que, vu les exigences particulières du temps, nos relations avec les nations étrangères ont été l'objet d'une profonde sollicitude, suscitée principalement par nos affaires intérieures. Une portion déloyale du peuple américain s'est livrée durant toute l'année à une tentative pour diviser et détruire l'Union. Une nation qui souffre des divisions intestines est exposée à perdre le respect de l'étranger ; tôt ou tard, un des deux partis (sinon tous deux) est amené à invoquer l'intervention étrangère. Les nations ainsi engagées à intervenir ne savent pas toujours résister aux conseils d'une opportunité apparente et d'une ingénieuse ambition, bien que les mesures adoptées sous ces influences manquent rarement d'être malheureuses et funestes pour ceux qui les adoptent.

Les citoyens déloyaux des États-Unis qui ont offert la ruine de leur pays pour prix de l'aide et de l'appui qu'ils sollicitaient au dehors, ont trouvé moins d'accueil qu'ils ne s'y attendaient probablement. S'il est exact de supposer, comme paraissent l'avoir fait les insurgés, que,

dans la circonstance actuelle, les nations étrangères, mettant de côté toutes les obligations morales, sociales et diplomatiques, devaient agir dans l'unique et égoïste vue de rétablir au plus vite le commerce et notamment les acquisitions de coton, ces nations, dans tous les cas, ne paraissent pas avoir considéré que le moyen le plus direct d'atteindre leur but fût la destruction de l'Union plutôt que son rétablissement. Si nous pouvions croire que les nations étrangères ne s'inspirent pas de principes plus élevés que celui-là, je suis parfaitement certain qu'on pourrait évoquer une autre argumentation pour leur montrer qu'elles pourront atteindre leur but d'une manière plus directe et plus facile en aidant à écraser cette rébellion, qu'en l'encourageant.

Le levier principal sur lequel comptaient les insurgés pour exciter chez les nations étrangères l'hostilité contre nous est, comme je l'ai déjà dit, l'embarras du commerce. Les nations, cependant, ont probablement vu dès le commencement que c'était de l'Union que venait notre commerce extérieur aussi bien que notre commerce intérieur. Elles ne peuvent guère avoir manqué de reconnaître que c'est de la tentative de désunion que vient la difficulté commerciale actuelle et qu'une nation forte promet une paix plus durable, un commerce plus étendu, plus riche et plus sûr, que ne saurait le faire cette même nation, brisée en fragments hostiles.

Mon but n'est pas de passer en revue nos discussions avec les États étrangers, parce que, quels que puissent être leurs vœux ou leurs dispositions, l'intégrité de notre pays et la stabilité de notre gouvernement ne dépendent pas d'eux, mais bien de la loyauté, des vertus, du patriotisme, de l'intelligence du peuple américain. Le Congrès trouvera ci-joint notre correspondance extérieure, sauf les réserves d'usage. J'ose espérer qu'elle montrera que nous avons déployé prudence et libéralité vis-à-vis des puissances étrangères, évité les causes d'irritation et maintenu avec fermeté nos droits et notre honneur.

Puisqu'il est clair, toutefois, qu'ici comme dans tout autre État, des dangers du dehors s'attachent nécessairement aux difficultés du dedans, je recommande l'adoption d'amples et efficaces mesures pour entretenir sur tous les points les travaux de défense publique. Dans cette recommandation générale, les mesures relatives à la défense de notre ligne de côtes se présentent d'elles-mêmes à l'esprit. J'appelle au même titre l'attention du Congrès sur nos grands lacs et sur nos fleuves. On pense que quelques fortifications et quelques dépôts d'armes, combinés avec quelques améliorations dans les ports et les voies de navigation sur des points bien choisis de ces lacs et ces fleuves, seraient d'une grande importance pour la défense et la conservation nationales.

J'appelle l'attention sur les vues exprimées par le secrétaire de la guerre dans son rapport sur le même sujet général.

Nouvelle route militaire.

Je considère comme important que les régions loyales du Tennessee oriental et de la partie occidentale de la Caroline du Nord, soient reliées par chemin de fer au Kentucky et aux autres portions loyales de l'Union. Je recommande en conséquence au Congrès, comme mesure militaire, de pourvoir à l'établissement de cette route aussi rapidement que possible. Le Kentucky y coopérera sans nul doute et choisira la ligne la plus convenable, par l'intermédiaire de sa législature. L'extrémité septentrionale de cette route devra se raccorder avec quelque chemin de fer déjà existant, et il est facile de déterminer si elle ira soit de Lexington ou de Nicholasville à Cumberland Gap, soit de Lebanon ou de la ligne du Tennessee dans la direction de Knoxville, soit par quelque autre tracé différent.

Avec la coopération du Kentucky et du gouvernement général, le travail peut être achevé dans un temps très-bref, et lorsqu'il sera fait, il ne sera pas seulement d'une immense utilité pour le présent, ce sera encore une amélioration permanente, dont l'avenir remboursera largement les frais.

Traités de commerce.

Quelques traités ayant principalement en vue les intérêts du commerce et sans grande importance politique, ont été négociés et seront soumis à la ratification du Sénat. Bien que nous n'ayons pas réussi à amener quelques-unes des puissances commerçantes à l'adoption de certains adoucissements désirables dans les rigueurs de la guerre maritime, nous avons fait disparaître tous les obstacles qui entravaient cette réforme d'humanité, sauf ceux qui sont d'une nature purement temporaire et accidentelle.

Affaire du navire anglais *Perthshire*.

J'appelle votre attention sur la correspondance échangée entre le ministre de Sa Majesté Britannique, accrédité près ce gouvernement, et le secrétaire d'État, relativement à la détention du navire anglais *Perthshire*, par le steamer des États-Unis *Massachusetts*, au mois de juin dernier, pour infraction supposée au blocus. Comme cette détention a été occasionnée par une interprétation évidemment erronée des faits et comme la justice requiert que nous ne fassions aucun acte de belligérant non fondé sur un droit strict et non sanctionné par la loi publique, je recommande qu'il soit voté un crédit pour satisfaire aux demandes raisonnables des propriétaires du navire.

Réclamations contre la Chine.

Je réitère la recommandation adressée au Congrès par mon prédécesseur, au mois de décembre dernier, relativement à la disposition à faire du surplus qui restera probablement après avoir soldé les réclamations de citoyens américains contre la Chine, conformément aux décisions des commissaires nommés par l'acte du 3 mars 1859.

Si, toutefois, on ne jugeait pas convenable de suivre cette recommandation, je suggérerais d'autoriser la capitalisation du surplus dont je viens de parler en bonnes valeurs, en vue de faire face à telles autres réclamations qui ne sauraient guère manquer de s'élever, de la part de nos citoyens contre la Chine, dans le cours de notre vaste commerce avec cet empire.

Le commerce et les pirates.

Par l'acte du 5 août dernier, le Congrès a autorisé le Président à donner pour instructions aux commandants de tous les navires qui pourraient le faire, de se défendre contre les pirates et même de les capturer. Cette autorisation n'a été appliquée que dans un seul cas.

Pour protéger plus efficacement notre vaste et riche commerce, dans les mers orientales spécialement, il me semble qu'il serait également convenable d'autoriser les commandants de voiliers à reprendre toute prise que les pirates auraient pu faire en navires des États-Unis ou leurs cargaisons. Les cours consulaires établies dans les pays orientaux prononceraient sur les prises, si les autorités locales n'y trouvent pas d'inconvénient.

Reconnaissance d'Haïti et de Libéria.

S'il existe quelque raison valable pour que nous refusions plus longtemps de reconnaître l'indépendance et la souveraineté d'Haïti et de Liberia, je ne puis pour ma part la discerner. Ne voulant pas toutefois inaugurer une politique nouvelle à l'égard de ces pays sans l'assentiment du Congrès, je sou mets à votre examen l'opportunité d'un crédit pour maintenir un chargé d'affaires auprès de ces nouveaux États. Il ne saurait y avoir de doutes que des traités favorables avec eux pourraient nous assurer d'importants avantages commerciaux.

Le trésor.

Les opérations du trésor, pendant la période qui s'est écoulée depuis votre ajournement, ont été conduites avec un succès signalé. Le patriotisme du peuple a mis à la disposition du gouvernement les grandes ressources que demandaient les exigences publiques. Une partie considérable de l'emprunt national a été prise par des citoyens appartenant aux classes industrielles, que leur foi en leur pays, et

leur zèle à le délivrer de ses périls actuels ont engagés à venir en aide au gouvernement avec leur modeste pécule. Ce fait impose des obligations particulières d'économie dans les dépenses et d'énergie dans l'action.

Le revenu de toutes sources, y compris les emprunts, pour l'exercice finissant au 30 juin 1861, a été de 86 835 900 dollars. Les dépenses pour la même période, y compris les paiements à compte de la dette publique, ont été de 84 578 034 dollars. Il restait dans le trésor au 1^{er} juillet une somme de 2 257 065 dollars.

Pendant le premier trimestre du présent exercice finissant au 30 septembre, les recettes de toutes sources ont été de 102 532 509 dollars. Les dépenses ont été de 98 239 733 dollars. Il restait au 1^{er} octobre un encaisse de 4 292 776 dollars.

Le secrétaire du trésor soumettra au Congrès le budget pour les trois trimestres restants de l'année, et pour l'exercice 1863, en même temps que ses vues sur les moyens de faire face aux exigences de ces budgets. Il est consolant de savoir que les dépenses rendues nécessaires par la rébellion n'excèdent pas les ressources de la population loyale, et de penser que le patriotisme qui a soutenu le gouvernement jusqu'ici, continuera à le soutenir, jusqu'à ce que la paix et l'union répandent encore une fois leur bénédiction sur le pays.

Armée.

J'en réfère respectueusement au rapport du secrétaire de la guerre pour les détails relatifs à la force numérique de l'armée, et pour des recommandations ayant pour objet une augmentation de son efficacité et de la bonne administration des diverses branches du service confié à ses soins. Il m'est agréable de reconnaître que le patriotisme du peuple a été à la hauteur des circonstances, et que le nombre des soldats qui se sont présentés dépasse de beaucoup la force que le Congrès m'avait autorisé à appeler en campagne. J'en réfère avec plaisir à ces parties du rapport qui font allusion au degré convenable de discipline déjà atteint par nos troupes, et à l'excellente condition sanitaire de l'armée entière.

La recommandation du secrétaire pour une organisation de la milice sur une base uniforme, est un sujet d'une importance vitale pour le salut futur du pays, et est soumise à la sérieuse attention du Congrès. Le grand accroissement de l'armée régulière, joint à la défection qui a si considérablement diminué le nombre de ses officiers, donne une importance particulière à la recommandation d'augmenter les cadres des corps de cadets à recevoir à l'académie militaire. C'est par pure omission, je présume, que le Congrès a manqué à pourvoir de chapelains les hôpitaux occupés par les volontaires.

Mon attention a été appelée sur ce sujet, et j'ai été amené à écrire le texte d'une lettre qui a été adressée aux personnes, et aux dates respectivement désignées dans le tableau annexé marqué A, qui contient également le texte de ladite lettre. Ces personnes, je le sais, sont entrées en fonctions à l'époque désignée pour chacune d'elles dans le tableau, et s'en sont toujours fidèlement acquittées depuis lors. Je recommande donc qu'elles soient dédommagées et nommées en même temps aux fonctions de chapelains dans l'armée.

Je suggère de plus qu'on prenne des mesures générales pour nommer des chapelains qui desservent les hôpitaux aussi bien que les régiments.

Marine.

Le rapport du secrétaire de la marine présente en détail les opérations de cette branche du service, l'activité et l'énergie qui ont caractérisé son administration, et le résultat des mesures qui ont été prises pour augmenter son efficacité et sa force. Tels ont été ses accroissements par suite des constructions et des achats, qu'on peut presque dire qu'une marine a été créée et mise en état de service depuis que nos difficultés ont surgi.

Outre le blocus de nos côtes si étendues, des escadres plus nombreuses que celles qui ont jamais été rassemblées sous notre pavillon, on été mises à flot et ont accompli des exploits qui ont accru notre renommée sur mer.

J'appellerai votre attention spéciale sur la recommandation du secrétaire tendant à une organisation plus parfaite de la marine, par l'introduction de grades nouveaux dans le service. L'organisation présente est défectueuse et ne donne pas de résultats satisfaisants. Les suggestions soumises par le département, si elles sont adoptées, obvieront, je crois, aux difficultés qu'elles signalent, et inaugureront un meilleur système dans la marine en même temps qu'elles augmenteront son efficacité.

La Cour suprême.

Il y a trois sièges vacants à la Cour suprême, deux par suite de la mort des juges Daniel et Mac Lean, un troisième par suite de la démission du juge Campbell. Je me suis abstenu jusqu'ici de remplir les sièges vacants par des nominations pour des raisons que je vais expliquer aujourd'hui. Deux des juges à remplacer résidaient dans les limites des États maintenant envahis par la révolte, de manière que si leurs successeurs étaient choisis dans les mêmes localités, ils ne pourraient pas en ce moment faire le service de leurs circuits ; et même beaucoup des hommes les plus propres à ces fonctions ne voudraient pas se hasarder probablement à accepter de servir, même ici, sur les bancs de la Cour suprême.

Je n'ai point voulu fixer tous les choix dans le Nord, parce que je me serais mis ainsi moi-même dans l'impossibilité de faire justice au Sud au retour de la paix, bien que je puisse faire remarquer que transférer au Nord un des sièges qui ont jusqu'à ce jour été dans le domaine du Sud, ne serait pas injuste, eu égard au territoire et à la population.

Durant la longue et brillante carrière judiciaire du juge Mac Lean, son circuit s'est transformé en un véritable empire, trop vaste pour permettre à quelque juge que ce soit d'exercer sur les Cours de son ressort plus qu'une surveillance nominale : sa population s'étant élevée d'un million quatre cent soixante-dix mille dix-huit en 1830, à six millions cent cinquante un mille quatre cent cinq en 1860. De plus, le pays en général est trop grand pour que notre organisation judiciaire actuelle réponde à ses besoins.

Si l'on avait un égard complet à l'uniformité, ce système demande que tous les États soient pourvus de Cours de circuit, que surveillent les juges suprêmes ; tandis que, dans le fait, le Wisconsin, le Minnesota, l'Iowa, le Kansas, la Floride, le Texas, la Californie et l'Orégon n'ont jamais eu de Cours semblables.

On ne peut porter remède à ce vice d'organisation sans changer notre système, parce que l'addition de juges à la Cour suprême, en nombre suffisant pour doter toutes les parties du pays de cours de circuits, créerait une Cour trop nombreuse pour un corps judiciaire quelconque, et donnerait en même temps naissance à ce mal, qu'elle s'augmenterait encore à mesure que de nouveaux États entreraient dans l'Union.

Les Cours de circuits sont utiles ou elles ne le sont pas. Si elles sont utiles, aucun État ne doit en être privé. Si elles ne le sont pas, aucun État ne doit en avoir. Il faut en établir dans tous les États, ou les abolir dans tous.

Trois modifications se présentent à mon esprit ; chacune d'elles, je crois, serait une amélioration sur notre système actuel. La Cour suprême doit avoir un nombre convenable de membres dans tous les cas.

Alors et premièrement, tout le pays peut être divisé en circuits de grandeur raisonnable, les juges suprêmes rendant la justice dans un nombre de circonscriptions correspondant à leur propre nombre, et des juges de circuit indépendants devant s'occuper de tout le reste.

Ou bien, deuxièmement, les juges de la Cour suprême n'auront plus à s'occuper des circuits, et des juges de circuit seront nommés pour tous les circuits.

Ou enfin, en troisième lieu, on peut se passer des Cours de circuit

abandonner entièrement les fonctions judiciaires aux cours de districts et à une Cour suprême indépendante.

Révision du code.

Je recommande respectueusement à la considération du Congrès la présente condition du Code des lois, avec l'espoir que le Congrès saura trouver un remède facile à beaucoup d'inconvénients et de dépenses qui embarrassent constamment ceux qui sont chargés de son administration pratique.

Depuis l'organisation du gouvernement, le Congrès a passé quelque cinq mille actes et résolutions accessoires, qui remplissent plus de six mille pages d'une impression serrée, et sont éparses dans un grand nombre de volumes. Un certain nombre de ces actes ont été passés avec précipitation, et sans être suffisamment approfondis, de sorte que leurs dispositions sont souvent obscures en elles-mêmes, ou en contradiction entre elles, ou au moins assez équivoques pour rendre très-difficiles, même aux personnes les mieux informées, d'en déterminer le sens précis.

Il me paraît très-important que les lois du Code soient aussi claires et aussi intelligibles que possible, et qu'elles soient réduites à une aussi grande concision qu'il est compatible avec la complète exécution et la précision des intentions de la législature, et avec la netteté de son langage. Cet objet, étant bien rempli, faciliterait grandement les travaux de ceux dont le devoir est de contribuer à l'administration des lois. Il en résulterait un bienfait permanent pour le peuple, qui aurait sous les yeux, dans une forme plus accessible et plus intelligible, les lois qui touchent si profondément à ses intérêts et à ses devoirs. Je suis informé par quelques personnes, dont je respecte l'opinion, que tous les actes du Congrès, actuellement en force et d'une portée générale, pourraient être révisés et rédigés en un volume ou deux au plus. Je recommande respectueusement au Congrès d'examiner cette question, et, s'il approuve ma suggestion, d'arrêter le plan le plus propre à assurer le but proposé.

Une des conséquences inévitables de l'insurrection actuelle, est la suppression absolue sur beaucoup de points de tous les moyens ordinaires d'administrer la justice civile dans la forme des lois existantes. Tel est le cas en tout ou en partie dans les États insurgés ; et, à mesure que nos armées s'avancent dans certaines parties de ces États, le mal pratique devient plus apparent. Il n'y a ni cours ni fonctionnaires, auxquels puissent s'adresser les citoyens d'autres États pour faire valoir leurs réclamations légitimes contre les citoyens des États insurgés. Il y a ainsi une somme considérable de dettes résultant de ces réclamations.

Quelques personnes en estiment le montant à 200 millions de dollars, dus pour la plupart par des insurgés en rébellion ouverte à des citoyens loyaux qui font actuellement de grands sacrifices pour appuyer le gouvernement.

J'ai été vivement sollicité d'établir, par le pouvoir militaire, des tribunaux pour administrer une justice sommaire dans des cas semblables. J'ai jusqu'ici refusé de le faire, non parce que je ne doutais en aucune façon que le but à atteindre, — la perception des dettes, — fût juste et légitime en lui-même, mais parce que je n'ai pas voulu aller au delà de ce qu'exigeait la pression de la nécessité dans un exercice inusité du pouvoir. Mais les pouvoirs du Congrès sont, à mon avis, à la hauteur de l'anomalie de la situation, et pour cette raison, je réfère toute cette matière au Congrès avec l'espoir qu'il pourra tracer un plan pour l'administration de la justice dans toutes les parties des États et des territoires insurgés qui peuvent être sous le contrôle du gouvernement, soit par un retour volontaire à la fidélité et à l'ordre, soit par la puissance de nos armes ; ces dispositions, cependant, ne doivent pas être une institution permanente, mais un expédient temporaire, qui doit cesser aussitôt que les tribunaux ordinaires pourront être rétablis sur le pied de paix.

Réclamations.

Il est important de pourvoir, s'il est possible, à quelques moyens plus convenables pour le règlement des réclamations contre le gouvernement, particulièrement en vue de l'accroissement de leur nombre à raison de la guerre.

Il n'est pas moins du devoir du gouvernement de rendre prompte justice contre lui-même en faveur des citoyens, que de l'administrer entre les particuliers.

L'instruction et la décision concernant les réclamations quant à leur nature appartient au département judiciaire ; en outre, il est évident que l'attention du Congrès devra être plus occupée que de coutume, pendant quelque temps, au sujet des grandes questions nationales.

L'intention qui a présidé à l'organisation de la Cour des réclamations a été principalement d'éloigner cette branche d'affaires des chambres du Congrès ; mais, tandis que l'action de la Cour est un moyen effectif et utile pour l'instruction, elle manque à un haut degré des moyens d'accomplir l'objet de sa création, par le défaut de pouvoir pour rendre ses jugements définitifs.

Pleinement pénétrés de la délicatesse, pour ne pas dire du danger de ce sujet, je recommande à votre scrupuleuse considération d'examiner si ce pouvoir de rendre des jugements définitifs ne peut pas

être utilement conféré à la Cour, avec la réserve du droit d'appel sur les questions de droit à la Cour suprême, et avec telles dispositions dont l'expérience peut avoir démontré la nécessité.

Postes.

J'appelle l'attention sur le rapport du maître général des postes, ce qui suit étant un aperçu sommaire de la situation de ce département.

Le revenu de toutes sources, durant l'exercice finissant au 30 juin 1861, y compris l'allocation annuelle permanente de sept cent mille dollars pour le transport des objets transmis par la poste en franchise, a été de neuf millions quarante-neuf mille deux cent quatre-vingt-seize dollars et quarante cents soit à peu près 2 p. 100 de moins que le revenu de 1860.

Les dépenses ont été de treize millions six cent mille sept cent cinquante-neuf dollars, présentant une diminution de plus de 8 p. 100 sur l'année précédente, et laissant un excédant de dépenses sur le revenu du dernier exercice de plus de cinq cent cinquante-sept mille quatre cent soixante-deux doll. et soixante onze cents. Le revenu brut, pour l'année finissant au 30 juin 1863, est estimé à une augmentation de 4 p. 100 sur celui de 1861, faisant huit millions six cent quatre-vingt-trois mille dollars, auxquels il faut ajouter les bénéfices du département pour le transport des objets en franchise, soit : sept cent mille dollars; ce qui porte le total à neuf millions trois cent quatre-vingt-trois mille dollars.

L'ensemble des dépenses pour 1863 est estimé à douze millions cinq cent vingt-huit mille dollars, laissant un déficit supposé de 3 145 000 dollars, auquel il devra être pourvu par le trésor en addition à la subvention permanente.

District de Colombie.

La présente insurrection démontre, à mon avis, que l'extension de ce district au delà du Potomac, à l'époque où la capitale a été établie ici, était éminemment sage, et, par conséquent, que l'abandon de cette portion qui fait partie de l'État de Virginie a été maladroit et dangereux.

Je sou mets à votre considération la proposition de récupérer cette partie du district, et de le réintégrer dans ses frontières primitives, au moyen de négociations avec l'État de Virginie.

Département de l'intérieur.

Le rapport du secrétaire de l'intérieur, avec les documents qui l'accompagnent, expose la situation des diverses branches des affaires publiques ressortissant à ce département. L'influence onéreuse de

l'insurrection s'est principalement fait sentir dans les opérations des bureaux des brevets et des terres publiques.

Les recettes au comptant des ventes de terre publiques, durant l'année passée, ont excédé les dépenses du système qui régit les propriétés nationales seulement d'environ 200 000 doll. Les ventes ont été entièrement suspendues dans les Etats du Sud, tandis que l'interruption dans les affaires du pays et l'éloignement d'un grand nombre d'hommes distraits du travail pour le service militaire, ont arrêté la culture dans les nouveaux États et dans les territoires du Nord-Ouest.

Bureau des brevets.

Les recettes du bureau des brevets ont diminué en neuf mois environ de 100 000 doll., ce qui a rendu nécessaire, pour le soutenir, une grande réduction dans le personnel qui y est employé.

Pensions.

Les exigences du bureau des pensions seront largement augmentées par l'insurrection. De nombreuses demandes de pensions, basées sur les accidents de la présente guerre, ont déjà été faites.

Il y a des raisons de croire que beaucoup de ceux qui sont maintenant inscrits sur le rôle des pensions et qui reçoivent les secours du gouvernement sont dans les rangs de l'armée insurgée, ou lui donnent aide et confort.

Le secrétaire de l'intérieur a ordonné la suspension des paiements à ces personnes sur la preuve de leur déloyauté. Je recommande au Congrès d'autoriser ce fonctionnaire de faire rayer leur nom du rôle des pensions.

Les Indiens.

Les relations du gouvernement avec les tribus indiennes ont été gravement troublées par l'insurrection, particulièrement dans la surintendance du Sud, et dans celle du Nouveau-Mexique.

Le pays indien au sud du Texas est au pouvoir des insurgés du Kansas et de l'Arkansas.

Les agents des États-Unis nommés depuis le 4 mars pour cette surintendance n'ont pas pu atteindre leurs postes, tandis que le plus grand nombre de ceux qui étaient en fonctions avant cette époque ont épousé la cause de l'insurrection, et ont assumé l'exercice du pouvoir en vertu de commissions émanées des chefs insurgés.

Il a été annoncé dans la presse qu'une portion de ces Indiens ont été organisés en corps militaires et sont attachés à l'armée insurgée.

Quoique le Gouvernement n'ait pas d'information officielle à ce sujet, des lettres ont été écrites au commissaire des affaires indiennes

par plusieurs chefs éminents, donnant l'assurance de leur fidélité aux États-Unis, et exprimant le désir de la présence des troupes fédérales pour les protéger.

On croit que, du moment où les troupes fédérales reprendront possession du pays, les Indiens cesseront toute démonstration hostile, et renoueront leurs relations primitives avec le Gouvernement.

Agriculture.

L'agriculture, qui est évidemment le plus grand intérêt de la nation, n'a pas un département ni un bureau, mais un simple office de commis y attaché dans le Gouvernement.

Quoiqu'il soit heureux que ce grand intérêt soit assez indépendant par sa nature pour n'avoir rien exigé de plus du Gouvernement, je demande respectueusement au Congrès d'examiner s'il ne serait pas de l'intérêt général de lui accorder spontanément quelque chose de plus.

Des rapports annuels, exposant la condition de notre agriculture, de notre commerce et de nos manufactures, présenteraient un fonds de renseignements d'une grande utilité pratique pour le pays.

Tout en ne faisant aucune suggestion de détail, je hasarde cette opinion qu'un bureau d'agriculture et de statistique pourrait être organisé avec avantage.

Traite.

L'exécution des lois pour la suppression de la traite des esclaves africains a été attribuée au département de l'intérieur. C'est un sujet de félicitations que les efforts qui ont été faits pour la suppression de ce trafic inhumain ont été suivis récemment d'un succès inaccoutumé.

Cinq navires armés pour la traite des esclaves ont été saisis et condamnés. Deux officiers engagés dans la traite, et une autre personne compromise dans l'équipement d'un bâtiment destiné à cet usage, ont été condamnés et soumis à la peine de l'amende et de l'emprisonnement, et un capitaine, qui avait pris un chargement d'Africains à bord de son navire, s'est vu déclarer coupable au plus haut degré d'offense à nos lois, dont le châtimement est la peine de mort.

Territoires.

Les territoires de Colorado, Dakotah et Vevado, créés par le dernier Congrès, ont été organisés, et l'administration civile y a été inaugurée sous des auspices dont il y a lieu de se féliciter, quand on considère que le levain de la trahison avait déjà pénétré dans quelques-unes de ces contrées vierges, lorsque les officiers fédéraux y sont arrivés. L'abondance des ressources naturelles de ces territoires, avec la sécurité et la protection qu'y apporte un Gouvernement organisé, y con-

duiront sans doute une large immigration, lorsque la paix aura rendu les affaires du pays à leurs canaux accoutumés.

Je vous sou mets les résolutions de la législature du Colorado, qui démontrent l'esprit patriotique du peuple de ce territoire. Il y a lieu d'espérer que l'autorité des États-Unis sera maintenue dans l'avenir sur tous les territoires aussi bien qu'elle y est dès à présent établie. Je recommande leurs intérêts et leur protection aux soins éclairés et généreux du Congrès. Je recommande à la faveur du Congrès les intérêts du district de Colombie. L'insurrection a causé beaucoup de souffrances et de sacrifices à ses habitants, et, comme ils n'ont pas de représentant dans le Congrès, ce corps ne doit pas méconnaître les justes réclamations qu'ils peuvent adresser au Gouvernement.

Exposition de l'industrie.

A votre dernière session, une résolution a été adoptée, autorisant le Président à prendre des mesures pour faciliter une représentation convenable des intérêts industriels des États-Unis à l'Exposition de l'industrie de toutes les nations, qui doit avoir lieu à Londres dans l'année 1862.

Je regrette de dire que je n'ai pas pu donner une attention personnelle à ce sujet, qui est à la fois si intéressant en lui-même, et si largement et si intimement lié à la prospérité matérielle du monde. Par l'intermédiaire des secrétaires de l'État et de l'intérieur, un plan ou système a été tracé et partiellement approfondi; vous en recevrez communication.

Projets de colonisation noire.

Aux termes et en vertu de l'acte du Congrès ayant pour titre : « Loi pour la confiscation des propriétés employées dans un but insurrectionnel, » voté le 6 août 1861, on a considéré comme annulé le droit réclamé par certaines personnes au travail de certaines autres personnes. Nombre de ces dernières ainsi libérées sont déjà à la charge des États-Unis, et il faut pourvoir à leur sort d'une manière ou d'autre. En outre, il n'est pas impossible que certains États passent des lois semblables pour leur propre bénéfice, ce qui mettrait à leur charge le soin de disposer de personnes de la même classe. En pareil cas, je recommande que le Congrès autorise l'acceptation de ces personnes, de la part desdits États, d'après un mode d'évaluation quelconque, comme équivalent proportionnel des taxes directes, ou d'après tout autre plan qui pourra être réglé respectivement avec lesdits États.

Ainsi acceptées par le Gouvernement général, les personnes en question seraient immédiatement considérées comme libres. A tout événement, des mesures doivent être prises pour coloniser sur un ou plusieurs points, dans un climat approprié, soit les deux classes d'in-

dividus dont j'ai parlé, soit la première seulement, si la seconde venait à ne pas exister. Il serait bon aussi de considérer si la population de couleur libre qui se trouve déjà dans les Etats-Unis ne pourrait pas individuellement être comprise dans cette colonisation.

L'exécution de ce plan peut entraîner un achat de territoire et aussi des allocations d'argent en dehors de celles nécessaires à l'acquisition territoriale. Ayant acquis à plusieurs reprises des territoires depuis soixante ans, le pouvoir constitutionnel de le faire n'est plus une question. Ce pouvoir fut pour la première fois mis en question par M. Jefferson, qui néanmoins, lors de l'acquisition de la Louisiane, fit taire ses scrupules, en raison de l'opportunité. Si l'on veut prétendre que l'unique objet légitime d'une acquisition de territoire est de fournir un asile aux blancs, cette mesure répond à ce but, car l'émigration des gens de couleur laissera ici plus de place pour les blancs qui y resteront ou y viendront. M. Jefferson, toutefois, envisagea l'importance de l'acquisition de la Louisiane plutôt sous le rapport commercial et politique, que sous celui de terrain à donner à la population.

Dans toute cette proposition, y compris l'allocation d'argent pour l'acquisition du territoire, l'opportunité n'a-t-elle pas les proportions d'une nécessité absolue : celle que, sans cela, le gouvernement ne peut être perpétué?

Ce qui a été fait.

La guerre continue. En examinant la politique à adopter pour supprimer l'insurrection, j'ai eu à cœur et pris soin d'empêcher le conflit devenu inévitable, de dégénérer en une lutte révolutionnaire, violente et sans merci. J'ai donc, en conséquence, jugé convenable de mettre en toute circonstance l'intégrité de l'Union sur la première ligne, comme objet essentiel de la lutte de notre part, laissant aux décisions plus mûries du pouvoir législatif toutes les questions qui ne sont pas d'une importance militaire vitale.

Agissant au mieux de ma discrétion, je m'en suis tenu au blocus des ports qui sont au pouvoir des insurgés, au lieu de mettre en vigueur par une proclamation la loi du Congrès passée à la dernière session pour la clôture de ces ports.

Pour obéir aux conseils de la prudence aussi bien qu'aux obligations de la loi, au lieu d'outrepasser la loi du Congrès pour la confiscation des propriétés, j'y ai strictement adhéré. Si une nouvelle loi sur le même sujet est proposée, il y aura lieu d'en peser mûrement la convenance. *Il faut sauver l'Union*, et tous les moyens qui peuvent conduire à ce but doivent être employés. Nous ne devons pas nous hâter de considérer comme indispensables des mesures extrêmes et radi-

cales qui peuvent atteindre les États loyaux aussi bien que ceux qui ne le sont pas. Le discours d'inauguration, au début de cette administration, et le message au Congrès lors de la session extraordinaire, ont été principalement consacrés à la controverse intérieure d'où sont sorties l'insurrection et la guerre. Rien de nouveau ne s'offre, soit à retrancher des principes ou des idées générales exposés dans ces documents, soit à y ajouter.

Le dernier rayon d'espoir de maintenir pacifiquement l'Union expira avec l'attaque du fort Sumter, et une revue générale de ce qui s'est passé depuis lors peut n'être pas sans profit. Ce qui était tristement incertain alors est beaucoup mieux défini et plus distinct aujourd'hui. La marche des événements suit évidemment la bonne direction. Les insurgés prétendaient être puissamment appuyés au nord de la ligne de Mason et Dixon, et les amis de l'Union n'étaient pas sans appréhension sur ce point. La question fut toutefois bientôt réglée définitivement et de la bonne manière. Au sud même de la ligne, le noble État de Delaware montra le bon chemin dès le début. Le Maryland fut entraîné contre l'Union, nos soldats furent assaillis, des ponts brûlés, des chemins de fer arrachés sur son territoire, et pendant un temps nous fûmes dans l'impossibilité d'amener un seul régiment dans la capitale à travers sa circonscription. Aujourd'hui, ses ponts et ses chemins de fer sont réparés et ouverts au gouvernement. Il a déjà donné six régiments à la cause de l'Union, sans en donner aucun à l'ennemi. Dans une élection régulière, sa population a soutenu l'Union par une majorité plus grande et un vote plus considérable que tous ceux enregistrés précédemment en faveur de n'importe quel candidat et sur n'importe quelle question.

Le Kentucky de son côté, douteux pendant un temps, est aujourd'hui décidément et, je crois, immuablement rangé du côté de l'Union.

Le Missouri est relativement tranquille, et je crois qu'il ne peut être envahi une fois de plus par les insurgés. Ces trois États du Maryland, du Kentucky et du Missouri, dont aucun n'avait promis un seul soldat d'abord, ont maintenant une armée qui ne s'élève pas à moins de quarante mille hommes en campagne pour l'Union; tandis qu'il n'y a pas assurément plus d'un tiers de ce nombre, parmi leurs citoyens, qui soit en armes contre Elle. Encore ce dernier chiffre repose-t-il sur des données et des à peu près douteux.

Après une lutte quelque peu sanglante de quelques mois, l'hiver trouve les populations unionistes de la Virginie occidentale maîtresses de leur pays.

Une force insurgée d'environ quinze cents hommes dominait depuis des mois l'étroite région péninsulaire qui constitue les comtés d'Ac-

comac et de Nerthampton, et qui est connue sous le nom de rivage oriental de la Virginie. Elle dominait aussi quelques campagnes voisines du Maryland. Elle a mis bas les armes, et le peuple de ces contrées a renouvelé son serment d'allégeance à l'Union et accepté la protection de son vieux drapeau. Par ce succès, il n'y a plus d'insurrection en armes au nord du Potomac ou à l'est de la Chesapeake.

Nous avons conquis aussi un pied à terre sur chacun des points isolés de la côte du Sud, à Hatteras, à Port-Royal, à l'île Tybée près de Savannah; à l'île aux Vaisseaux. Nous avons également des informations générales au sujet de mouvements populaires en faveur de l'Union dans la Caroline du Nord et le Tennessee. Ces faits démontrent que la cause de l'Union gagne constamment du terrain dans le Sud.

Les généraux.

Depuis votre dernier ajournement, le lieutenant général Scott a résigné le commandement en chef de l'armée. Pendant le cours de sa longue existence, la nation n'a pas méconnu son mérite, et aujourd'hui même, en me rappelant avec quelle fidélité, quelle capacité, quelle valeur, il a continuellement servi le pays depuis des temps reculés dans notre histoire, alors que peu de ceux qui vivent maintenant étaient nés, jusqu'à ce jour, je ne puis que croire que nous sommes encore ses débiteurs. Je sou mets donc à votre appréciation quelle nouvelle marque de reconnaissance lui est due, marque que nous devons à nous-mêmes en notre qualité de peuple reconnaissant.

La retraite du général Scott imposait à l'Exécutif le devoir de nommer à sa place un général en chef de l'armée. C'est une heureuse circonstance que personne dans le cabinet ni dans le pays n'a manifesté — autant que je sache — quelque différence d'opinion au sujet de la personne sur laquelle ce choix devait tomber.

Le commandant en retraite avait à plusieurs reprises exprimé son jugement en faveur du général Mac Clellan pour cette haute position; et la nation semblait le confirmer unanimement. La nomination du général Mac Clellan répond donc à tous égards au choix du pays, aussi bien qu'à celui de l'exécutif. En conséquence, il y a les meilleures raisons pour espérer qu'il lui sera accordé la confiance et le cordial appui ainsi promis et impliqués par le vœu général, et sans lesquels il ne peut servir son pays avec une aussi entière efficacité.

On a dit qu'un mauvais général vaut mieux que deux bons. Ces mots sont vrais si l'on entend par eux qu'une armée est mieux dirigée par une seule intelligence, quoique inférieure, que par deux intelligences supérieures, mais d'idées et de projets différents. La même chose est vraie dans toutes les opérations combinées dans lesquelles

ceux qui y sont engagés ne peuvent avoir qu'un but commun en vue, mais peuvent seulement différer par le choix des moyens. Dans une tempête en mer, personne à bord ne peut désirer que le bâtiment sombre, et il n'est cependant pas rare que tous ne périssent à la fois, parce que tous veulent ordonner et que nul n'est autorisé à exercer un contrôle supérieur.

Théories politiques.

Le fait que l'insurrection est en grande partie, sinon tout à fait, une guerre contre le premier principe du gouvernement populaire — les droits du peuple — ce fait continue à se développer. On en trouve l'évidence péremptoire dans les documents publics les plus sérieux et les plus mûrement réfléchis, aussi bien que dans le ton général des insurgés. Dans ces documents nous découvrons des restrictions au droit de suffrage existant, et l'on y dénie au peuple tout droit de participer au choix des officiers publics, excepté des membres du Corps législatif; ces idées sont soutenues par des arguments travaillés et tendant à prouver que le grand contrôle du gouvernement par le peuple est la source de tout mal politique.

On fait parfois allusion à la monarchie elle-même, comme à un refuge possible contre le pouvoir du peuple. Dans ma position actuelle, à peine pourrais-je être justifié, si j'omettais d'élever une voix d'avertissement contre l'approche du retour du despotisme.

Il est inutile de faire ici une démonstration générale en faveur des institutions populaires, mais il est un point qui s'y rattache moins immédiatement que beaucoup d'autres et pour lequel je vous demande un moment d'attention. C'est l'effort qui se fait pour placer le capital sur le même pied, sinon sur un pied plus élevé, que les autres parties de la fortune publique dans la structure du gouvernement.

On prétend que le travail n'est profitable qu'autant qu'il est associé au capital; que personne ne travaille à moins que le propriétaire du capital n'intéresse celui-ci d'une manière quelconque dans le travail. Cela admis, on se demande s'il est préférable que le capital prenne les travailleurs à loyer et les porte ainsi à travailler de leur propre consentement, ou qu'il les achète, et les amène à travailler sans leur propre consentement. Ces termes étant posés, on en conclut naturellement que tous les travailleurs sont ou des ouvriers loués, ou ce que nous appelons des esclaves, et, par suite, on prétend que quiconque est une fois loué comme ouvrier est attaché à cette condition pour la vie.

Or, il n'y a pas entre le capital et le travailleur les rapports prétendus, et il n'y a rien de semblable à l'obligation qui lierait un homme libre pour la vie à la condition de travailler à loyer.

Ces deux propositions sont fausses, et toutes les conclusions qu'on

en tire sont sans fondement. Le travail est antérieur au capital et il en est indépendant. Le capital n'est que le fruit du travail, et n'aurait jamais existé, si le travail n'avait pas existé auparavant. Le travail est supérieur au capital, et mérite une beaucoup plus haute considération. Le capital a ses droits, qui sont dignes de protection comme tous les autres droits. Et on ne nie pas qu'il n'y ait, et que probablement il ne doive y avoir toujours entre le travail et le capital une corrélation productive de bénéfices mutuels. L'erreur consiste à prétendre que tout le travail d'une communauté dépend de cette corrélation. Peu d'hommes possèdent un capital, et peu d'hommes se dispensent eux-mêmes du travail pour louer ou acheter avec leur capital d'autres hommes qui travaillent pour eux; et il y a une grande majorité qui n'appartient ni à l'une ni à l'autre de ces deux classes, et qui ne travaille pas pour les autres, pas plus qu'elle ne fait travailler les autres pour elle.

Dans la plus grande partie des États du Sud, la plupart des habitants de toute couleur ne sont ni esclaves ni maîtres, tandis que dans le Nord, la plupart ne louent ni ne sont loués. Les hommes avec leurs familles, leurs femmes, leurs fils et leurs filles, travaillent pour leur compte dans leurs fermes, dans leurs maisons, dans leurs ateliers, reçoivent pour eux-mêmes la totalité du produit de leur travail, et ne demandent les faveurs ni du capital d'une part, ni des travailleurs de louage ou des esclaves de l'autre.

On ne doit pas oublier qu'un nombre considérable de personnes mêlent leur travail personnel au capital, c'est-à-dire travaillent de leurs propres mains, et en même temps achètent ou louent d'autres personnes pour travailler pour leur compte. Mais c'est là une classe mixte et non pas une classe distincte. Son existence ne porte atteinte à aucun des principes émis.

De plus, comme cela a déjà été dit, rien ne fait que l'ouvrier qui loue librement son travail soit renfermé pour la vie dans cette condition. Nombre d'hommes, aujourd'hui dans l'aisance, se louaient comme travailleurs il y a quelques années. Le débutant dans le monde, prudent et sans argent, travaille pendant un temps pour des gages, met de côté des économies pour acheter des outils et de la terre et travaille encore un peu pour son propre compte, puis enfin loue d'autres commençants pour l'aider.

Tel est le système juste, généreux et prospère, qui ouvre la voie à tous et donne à tous avec l'espérance l'énergie, le progrès et l'amélioration de leur sort. Il n'est pas d'hommes vivants auxquels on puisse davantage se fier qu'à ceux qui sont sortis de la pauvreté par leur travail; il n'en est pas qui soient moins portés à prendre ou à toucher quoi que ce soit qu'ils n'ont pas honnêtement gagné.

Qu'ils se gardent de livrer un pouvoir politique qu'ils possèdent déjà et qui, s'ils venaient à le rendre, serait employé à fermer la porte du progrès à leurs pareils, et à leur imposer à eux-mêmes de nouvelles inaptitudes, de nouvelles charges, jusqu'au jour où toute liberté serait perdue.

Depuis notre premier recensement national jusqu'au dernier, il s'est écoulé soixante-dix ans. A la fin de cette période, nous trouvons notre population huit fois ce qu'elle était au début. L'accroissement des autres choses que les hommes considèrent comme désirables a été encore plus grand.

Nous voyons ainsi d'un coup d'œil ce qu'a produit, dans un temps donné, le principe populaire, appliqué au gouvernement par le mécanisme des États et de l'Union; nous voyons aussi ce que ce principe, s'il est fermement maintenu, promet pour l'avenir. Il y a déjà parmi nous des hommes qui, si l'Union est conservée, vivront pour y compter deux cent cinquante millions d'âmes. La lutte que nous soutenons n'est donc pas pour aujourd'hui seulement, elle est pour un vaste avenir.

Confiants dans la Providence, et d'autant plus fermes et déterminés, travaillons à la grande tâche que les événements nous ont dévolue.

Washington, 3 décembre 1861.

ABRAHAM LINCOLN.

FRANCE.

**Dépêche de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères,
à M. Mercier, ministre de France à Washington.**

Paris, le 3 décembre 1861.

Monsieur, l'arrestation de MM. Mason et Slidell, à bord du paquebot anglais *le Trent*, par un croiseur américain, a produit en France, sinon la même émotion qu'en Angleterre, au moins un étonnement et une sensation extrêmes.

L'opinion publique s'est au plus tôt préoccupée de la légitimité et des conséquences d'un acte semblable, et l'impression qu'elle en a ressentie n'a pas été un instant douteuse. Le fait lui a paru tellement en désaccord avec les règles ordinaires du droit international, qu'elle s'est plu à en faire exclusivement peser la responsabilité sur le commandant du *San Jacinto*.

Il ne nous est pas donné encore de savoir si cette supposition est fondée, et le gouvernement de l'Empereur a dû, dès lors, examiner aussi la question que soulevait l'enlèvement des deux passagers du

Trent. Le désir de contribuer à prévenir un conflit imminent, peut-être, entre deux puissances pour lesquelles il est animé de sentiments également amicaux, et le devoir de maintenir, — à l'effet de mettre les droits de son propre pavillon à l'abri de toute atteinte, — certains principes essentiels à la sécurité des neutres, l'ont, après mûre réflexion, convaincu qu'il ne pouvait, en cette circonstance, rester complètement silencieux.

Si, à notre grand regret, le cabinet de Washington était disposé à approuver la conduite du commandant du *San Jacinto*, ce serait ou en considérant MM. Mason et Slidell comme des ennemis, ou en ne voyant en eux que des rebelles. Dans l'un comme dans l'autre cas, il y aurait un oubli extrêmement fâcheux de principes sur lesquels nous avons toujours trouvé les États-Unis d'accord avec nous.

A quel titre, en effet, le croiseur américain aurait-il, dans le premier cas, arrêté MM. Mason et Slidell? Les États-Unis ont admis avec nous, dans les traités conclus entre les deux pays, que la liberté du pavillon s'étendait aux personnes trouvées à bord, fussent-elles ennemies des deux parties, à moins qu'il ne s'agit de gens de guerre actuellement au service de l'ennemi. MM. Mason et Slidell étaient donc, en vertu de ce principe, que nous n'avons jamais rencontré de difficulté à faire insérer dans nos traités d'amitié et de commerce, parfaitement libres sous le pavillon neutre de l'Angleterre.

On ne prétendra pas, sans doute, qu'ils pouvaient être considérés comme contrebande de guerre. Ce qui constitue la contrebande de guerre n'est pas encore, il est vrai, précisément fixé, les limites n'en sont pas absolument les mêmes pour toutes les puissances; mais en ce qui se rapporte aux personnes, les stipulations spéciales qu'on rencontre dans les traités concernant les gens de guerre, définissent nettement le caractère de celles qui peuvent seules être saisies par les belligérants.

Or, il n'est pas besoin de démontrer que MM. Mason et Slidell ne sauraient être assimilés aux personnes de cette catégorie. Il ne resterait, dès lors, à invoquer, pour expliquer leur capture, que ce prétexte qu'ils étaient les porteurs des dépêches officielles de l'ennemi. Or, c'est ici le moment de rappeler une circonstance qui domine toute cette affaire et qui rend injustifiable la conduite du croiseur américain.

Le Trent n'avait pas pour destination un point appartenant à l'un des belligérants. Il portait en pays neutre sa cargaison et ses passagers, et c'était de plus dans un port neutre qu'il les avait pris. S'il était admissible que dans de telles conditions le pavillon neutre ne couvrit pas complètement les personnes et les marchandises qu'il transporte, son immunité ne serait plus qu'un vain mot : à chaque instant, le commerce et la navigation des puissances tierces auraient à souffrir de

leurs rapports innocents ou même indirects avec l'un ou l'autre des belligérants. Ces derniers ne se trouveraient plus seulement en droit d'exiger du neutre une entière impartialité, de lui interdire toute immixtion aux actes d'hostilité, ils apporteraient à sa liberté de commerce et de navigation des restrictions dont le droit international moderne s'est refusé à admettre la légitimité. On en reviendrait, en un mot, à des pratiques vexatoires contre lesquelles, à d'autres époques, aucune puissance n'a plus vivement protesté que les États-Unis.

Si le cabinet de Washington ne voulait voir dans les deux personnes arrêtées que des rebelles qu'il est toujours en droit de saisir, la question, pour se placer sur un autre terrain, n'en saurait être résolue davantage dans un sens favorable à la conduite du commandant du *San Jacinto*. Il y aurait, en pareil cas, méconnaissance du principe qui fait d'un navire une portion du territoire de la nation dont il porte le pavillon, et violation de l'immunité qui s'oppose à ce qu'un souverain étranger y exerce, par conséquent, sa juridiction. Il n'est pas nécessaire, sans doute, de rappeler l'énergie avec laquelle, en toute occasion, le gouvernement des États-Unis a défendu cette immunité et le droit d'asile qui en est la conséquence.

Ne voulant pas entrer dans une discussion plus approfondie des questions soulevées par la capture de MM. Mason et Slidell, j'en ai dit assez, je crois, pour établir que le cabinet de Washington ne saurait, sans porter atteinte à des principes dont toutes les puissances neutres sont également intéressées à assurer le respect, ni sans se mettre en contradiction avec sa propre conduite jusqu'à ce jour, donner son approbation aux procédés du *San Jacinto*. En cet état de choses, il n'a évidemment pas, selon nous, à hésiter sur la détermination à prendre.

Lord Lyons est déjà chargé de présenter les demandes de satisfaction que le cabinet anglais est dans la nécessité de formuler, et qui consistent dans la relaxation immédiate des personnes enlevées à bord du *Trent*, et dans l'envoi d'explications qui ôtent à ce fait son caractère offensant pour le pavillon britannique. Le gouvernement fédéral s'inspirera d'un sentiment juste et élevé en déférant à ces demandes. On chercherait vainement dans quel but, dans quel intérêt il risquerait de provoquer, par une attitude différente, une rupture avec la Grande-Bretagne.

Pour nous, qui verrions dans ce fait une complication déplorable à tous égards des difficultés avec lesquelles le cabinet de Washington a déjà à lutter, et un procédé de nature à inquiéter sérieusement toutes les puissances restées en dehors du conflit actuel, nous croyons donner un témoignage de loyale amitié au cabinet de Washington en ne lui laissant pas ignorer, en cette circonstance, notre manière de voir.

Je vous invite donc, monsieur, à saisir la première occasion de vous

en ouvrir franchement avec M. Seward, et s'il vous en fait la demande, de lui remettre une copie de cette dépêche.

Recevez, etc.

Signé : THOUVENEL.

ITALIE.

Protestation adressée par M. Targioni, envoyé de François II à Bruxelles, à M. Rogier, ministre des affaires étrangères, à l'occasion de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique.

Monsieur le ministre,

J'ai reçu la note en date d'hier, faisant suite à la communication officielle et verbale du 27 octobre dernier.

Votre Excellence m'annonce avoir été appelée par Sa Majesté le roi aux fonctions de ministre des affaires étrangères et me fait savoir que le gouvernement belge a résolu de ne point s'abstenir plus longtemps de reconnaître le titre de roi d'Italie pris par Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, et que, par cette circonstance, elle se trouve dans l'impossibilité d'entrer en relations officielles avec moi, représentant jusqu'ici Sa Majesté Sicilienne.

Le Roi, mon auguste souverain, sera, je n'en doute pas, péniblement affecté de cette résolution d'un gouvernement pour lequel il a nourri et manifesté en toute occasion la plus haute estime, et avec lequel il s'est constamment appliqué à maintenir les relations les plus amicales, d'autant plus que, dès le commencement de la révolution italienne, son gouvernement n'a jamais cessé d'en dévoiler le véritable but, ainsi que les conséquences désastreuses mais inévitables pour l'Europe entière, et particulièrement pour les États de second ordre; ceux-ci, en effet, pouvant se trouver exposés aux mêmes vicissitudes que subit présentement le royaume des Deux-Siciles, à cause d'un précédent qu'on ne manquerait pas de faire valoir, seraient privés même de la faculté d'invoquer le droit public et le droit de l'indépendance des nations en leur faveur. Quelle garantie auront-ils désormais que ce droit moderne du plus fort ne se retourne pas contre chacun des plus faibles?

Malgré l'inconcevable tolérance, la longanimité et même les inexplicables adhésions directes ou indirectes aux actes de la révolution et aux iniques violences et usurpations dont les différents États de la péninsule italienne ont été victimes, on doit s'attendre, si on a égard à la réprobation dont ils sont frappés par la grande majorité, à ce que

les gouvernements européens, mieux instruits et mieux éclairés sur les atrocités et les pillages qui s'y commettent, l'anarchie qui les dévore et la haine insurmontable que les populations, et particulièrement celles des Deux-Siciles témoignent par des faits incontestables contre la domination piémontaise, apprécieront la gravité de la situation et reconnaîtront enfin la nécessité de faire cesser d'aussi déplorables excès et de ramener l'ordre en Italie, garantie de la sûreté de tous les trônes, des institutions reconnues et du repos des peuples.

S'il était permis, en effet, à un gouvernement usurpateur, sous le prétexte d'utopies, de donner impunément l'exemple du mépris de la justice et de l'honnêteté, de fouler aux pieds les lois les plus sacrées, les traités les plus solennels et les principes fondamentaux du droit des gens, seule barrière que la raison peut opposer à la force brutale, secondée par la trahison, l'audace, l'astuce révolutionnaire et la mauvaise foi, l'humanité, malgré les progrès sans cesse vantés de la civilisation moderne, serait menacée de retomber dans l'état de barbarie d'où la religion et la philosophie l'ont retirée après de longs et pénibles efforts.

Au nom et par ordre de mon gouvernement, je renouvelle en cette occasion les protestations les plus formelles et les réserves les plus explicites en faveur des droits de Sa Majesté le roi François II et de son auguste dynastie à la couronne du royaume des Deux-Siciles et de l'indépendance de ses peuples.

La fin des relations officielles m'impose le devoir, que je m'empresse de remplir, d'exprimer à Votre Excellence ma profonde reconnaissance pour les témoignages de bienveillance dont j'ai été honoré par LL. EExc. les ministres de Sa Majesté le roi, votre auguste souverain, pendant la durée de ma mission, et dont je garderai toujours le plus précieux souvenir.

Je vous prie d'en être persuadé et d'agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération. E. TARGIONI.

Bruxelles, 7 novembre 1861.

**Note de sir James Hudson, ministre de la Grande-Bretagne
à Turin, au baron Ricasoli, ministre des affaires étrangères.**

Turin, 10 novembre 1861.

Monsieur,

Par une déclaration annexée à la Convention entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, du 29 août 1854, pour la liberté réciproque du cabotage, il était établi que les sujets et les navires des États-Unis des îles Ioniennes seraient admis aux bénéfices de cette convention dès que le parlement ionien aurait consenti à accorder des avantages réciproques aux sujets et aux bâtiments sardes.

Des difficultés imprévues n'ont pas permis jusqu'ici au gouvernement de la Reine, ma souveraine, d'obtenir du parlement ionien l'approbation d'un décret mettant à exécution les mesures de réciprocité en vue dans la déclaration en question. Cependant le lord haut-commissaire présentera de nouveau cette question au parlement ionien dans sa prochaine session.

En attendant, le sénat des îles Ioniennes a donné, avec la sanction de Son Excellence, l'ordre aux employés de la douane d'admettre provisoirement les marchandises du royaume d'Italie aux mêmes conditions que celles des nations les plus favorisées; et le lord haut-commissaire a, de son chef, donné les ordres d'étendre ces privilèges au pavillon italien en ce qui regarde le département sanitaire, qui comprend les droits de ports, de santé et de phare.

En informant, par ordre de mon gouvernement, Votre Excellence de ces circonstances, j'ai pour instruction de demander que, durant le temps qui peut s'écouler avant qu'une mesure de réciprocité soit adoptée par le parlement ionien pour la liberté du cabotage, le gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie veuille bien donner des ordres pour étendre provisoirement au commerce ionien les mêmes faveurs que celles provisoirement accordées au commerce italien dans les îles Ioniennes.

Agréez, etc.

JAMES HUDSON.

A l'honorable sir James Hudson, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Turin.

Turin, le 22 novembre 1861.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note que vous avez bien voulu m'adresser le 10 du mois courant, et par laquelle vous m'annoncez qu'en attendant que le parlement ionien soit en mesure de donner son assentiment à la liberté réciproque du commerce de cabotage dans les îles Ioniennes et les États de Sa Majesté le Roi, ainsi qu'il a été prévu par la convention conclue à Turin entre la Sardaigne et la Grande-Bretagne le 9 août 1854 et la déclaration qui y fait suite, des ordres ont été donnés par S. Exc. le lord haut-commissaire et le Sénat ionien pour l'admission provisoire des navires et marchandises du royaume d'Italie aux mêmes conditions établies pour les navires et marchandises de la nation la plus favorisée.

En vous remerciant, monsieur le ministre, de cette communication, je m'empresse de vous faire connaître, que conformément au désir que vous m'avez exprimé de la part du gouvernement britannique, les départements des finances et de la marine viennent de donner les instructions nécessaires aux autorités des différents ports du royaume, afin que les mêmes privilèges qui ont été accordés aux navires et aux marchandises de provenance italienne dans les ports ioniens soient provisoirement étendus dans les ports italiens aux navires et aux marchandises de provenance ionienne.

Je saisis en même temps cette occasion pour vous renouveler, monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

RICASOLI.

Lettre de M. le baron Ricasoli au conseil d'État du Tessin, au sujet d'expressions outrageantes pour le Tessin employées par le conseil de la commune italienne de Castello.

Turin, 17 novembre 1861.

Excellence,

Lorsque j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence ma lettre du 10 octobre, le manque de tact et l'extrême inconvenance de quelques expressions employées par le conseil municipal de Castello, dans son rapport sur la construction projetée de la route de Porlezza à la frontière suisse, ne m'avaient point échappé. Aussi, pour ce motif, avais-je donné l'ordre qu'il ne fût adressé à Votre Excellence dans l'expédition des actes que le rapport du gouverneur de Côme, dans lequel d'ailleurs la question était suffisamment élucidée pour mettre votre gouvernement dans le cas d'entrer en tractation sur la demande qui lui était adressée. Si Votre Excellence veut bien parcourir encore une fois ma lettre susdite, elle verra qu'elle ne mentionne en effet que le rapport du gouverneur de Côme, et observe un silence complet sur les citations de ce rapport. Malheureusement, par mégarde ou par un oubli de l'employé chargé de l'expédition de ma lettre du 10, celui-ci a mis sous enveloppe, outre le rapport susindiqué, les autres pièces annexées qui devaient rester au ministère.

Par cette explication que je m'empresse de lui donner sur le reçu de sa lettre du 13, Votre Excellence se convaincra, je l'espère, de mes regrets extrêmement vifs de ce qui est arrivé, et en même temps elle verra que je partage complètement son opinion au sujet du langage tenu par le conseil municipal de Castello : j'ajoute qu'une punition méritée ne manquera pas d'atteindre celui à qui elle revient.

En attendant, je me flatte de l'espérance que ces franches déclarations de ma part seront aussi envisagées par Votre Excellence comme propres à écarter l'obstacle qui est venu malheureusement s'opposer à ma demande du 16 octobre. Dans cette espérance, je me permets de vous prier de nouveau de prendre les mesures nécessaires pour pouvoir communiquer au gouvernement du roi les vues des autorités tessinoises et des populations intéressées à la route projetée de Porlezza à Lugano. Comme l'examen du préavis de la préfecture royale de Côme et des procès-verbaux des délibérations des communes de Vasolda peuvent vous être de quelque utilité à cet effet, j'ai l'honneur

de transmettre de nouveau ces pièces à Votre Excellence, avec la prière de me les retourner plus tard.

En renouvelant l'expression de mes sincères regrets, soit de la négligence dont je vous ai parlé, soit, et surtout, du fait qui a été la première cause des justes réclamations de votre gouvernement, je vous prie en même temps de recevoir l'assurance de ma haute considération.

RICASOLI.

NOTE. Le conseil d'État du canton du Tessin avait réclamé auprès du gouvernement du royaume d'Italie contre les expressions outrageantes à l'égard de son canton que contenait une pétition des communes italiennes du Valsoda, transmise au conseil d'État par le gouvernement italien, comme annexe, avec les pièces qui se rapportent à l'affaire mentionnée dans la note ci-dessus.

PORTUGAL.

Discours du roi de Portugal à la réunion des Cortès générales extraordinaires du royaume en prêtant serment.

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise, appelé inespérément à régler les destinées du peuple portugais, j'apprécie du plus profond de mon cœur la circonstance solennelle qui me fait me trouver au sein de la représentation nationale. Je consacrerai toute ma sollicitude au peuple portugais que j'ai appris à aimer dès ma tendre enfance, afin de concourir autant qu'il sera en moi à lui assurer la grande prospérité dont il est si digne. Je suivrai avec empressement les nobles exemples que m'a laissés mon frère chéri, dont nous regrettons si profondément la perte. La douleur que nous inspire à tous le fatal événement que nous déplorons est à la fois le témoignage le plus honorable consacré à la mémoire du roi don Pedro V, et le plus fort stimulant pour que nous nous efforcions tous, comme il l'a fait, de remplir nos devoirs. En cette occasion, j'exprime au roi mon auguste père toute ma reconnaissance pour le dévouement avec lequel, dans les plus douloureuses circonstances, il a accepté la régence de ce royaume durant ma courte absence. C'est une nouvelle preuve que la nation et moi nous avons reçue de son zèle et de sa bonne volonté. Ce peuple que j'ai l'honneur de présider est un peuple éclairé et digne, par son amour pour les institutions constitutionnelles, d'occuper un rang distingué parmi les nations les plus civilisées. L'appui qu'il a su donner à toutes les idées de civilisation prouve que sa destinée ne peut manquer de répondre aux vifs désirs de tous les Portugais. Le serment que je viens de prêter est l'expression sincère des sentiments de mon cœur. La fidélité aux institutions que nous avons

le bonheur de posséder nous assure la tranquillité du présent, et nous promet le bonheur de l'avenir. Fasse Dieu tout-puissant que le règne qui commence puisse mériter les bénédictions du ciel et les sympathies nationales ! J'attends beaucoup de la coopération éclairée des représentants de la nation en faveur des intérêts publics et pour me faciliter l'exécution de la mission qui m'a été confiée. La gratitude du peuple portugais, digne objet de la plus haute ambition, sera la juste récompense d'une si noble sollicitude.

22 décembre 1861.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Message du prince Alexandre-Jean, lu à l'ouverture de l'Assemblée élective de Moldavie¹.

Messieurs,

Par la double élection des 5 et 24 janvier 1859, ainsi que par les votes réitérés des corps législatifs, la nation romaine m'a conféré la haute mission de réaliser l'idée de l'union des Principautés.

Connaissant les difficultés que présente cette mission, la nation et ses mandataires m'ont confié le soin de choisir le moment le plus opportun et les moyens les plus sûrs pour l'accomplir.

Fier de la confiance de la nation, convaincu qu'une cause grande et juste ne saurait périr, pénétré de la sainteté de nos devoirs, comme prince et comme Roumain, je n'ai épargné aucun effort, j'ai appelé à mon aide toute la patience, toute la modération, toute la prudence si nécessaires pour consolider l'édifice de la nationalité roumaine.

Après trois ans d'efforts non interrompus, nous sommes cette fois bien fondés à croire que l'union nous est enfin acquise.

Mais pour ne pas perdre les fruits précieux que le pays attend avec une légitime impatience de la seule combinaison qui puisse assurer son avenir, il est indispensable, messieurs, que dans cette phase solennelle tous les Roumains, oubliant les discordes et les luttes nées de ce long état de transition où nous nous sommes trouvés, unissent leurs efforts dans la pensée commune de fonder le bonheur de la patrie.

Cet appel que je fais à l'esprit de concorde et de patriotisme des Roumains, je me plais à croire, messieurs, qu'il sera entendu de tous. C'est par là seulement que nous pourrons inaugurer sous d'heureux auspices l'ère nouvelle qui s'ouvre devant nous.

1. Un message identique a été adressé à l'Assemblée élective de Valachie, qui a été ouverte le même jour.

Je suis convaincu que les mandataires de la nation apporteront à cette œuvre tout le concours, et consacreront aux intérêts les plus urgents du pays le peu de temps qui nous sépare encore de l'heure où l'union sera réalisée.

La branche de l'administration qui a le plus souffert des difficultés inhérentes à cette époque de transition, c'est celle des finances.

Vous savez, messieurs, depuis mon avènement au trône, un seul budget a été voté, et cela six mois après l'ouverture de l'exercice pour lequel il avait été fait. L'année 1861 touche à sa fin, et le budget qui la concerne n'est pas voté.

Un état de choses aussi anormal, causé il est vrai par l'incertitude de notre situation politique, ne saurait se prolonger sans compromettre les plus graves intérêts de l'État et sans exercer même sur l'organisation politique à laquelle nous aspirons une influence funeste.

Un règlement financier basé sur les principes d'un contrôle sévère pour tout ce qui concerne l'emploi des fonds publics vient d'être adopté aussi en Moldavie, après une expérience d'un an qui en a été faite en Valachie. Ce règlement aura donc pour effet non-seulement d'établir l'uniformité du système financier en Roumanie, mais encore de renfermer les dépenses de l'État, plus strictement que par le passé, dans les limites des votes établis par l'assemblée.

Le budget de l'année 1862, qui doit vous être présenté par mon ministère, a été élaboré d'après le système de comptabilité établi par ce règlement.

D'après les principes financiers adoptés partout ailleurs, les budgets se votent avant l'ouverture des exercices auxquels ils se rapportent. Je recommande donc à l'attention la plus sérieuse de l'Assemblée le budget de l'année 1862.

Je vous annonce en même temps, Messieurs, que j'ai aussi adhéré aux votes des deux Assemblées, demandant leur réunion à Bukharest à l'effet de délibérer sur le projet de loi rurale élaboré par la commission centrale.

Que Dieu vous éclaire dans vos travaux, Messieurs, et qu'il vous tienne en sa sainte garde!

La session de l'assemblée de Moldavie (Valachie) pour l'année 1861-1862 est ouverte.

ALEXANDRE-JEAN,

Contre-signé : prince A.-C. MOUROUSSI, J.-N. CANTACUZÈNE, prince Alex.-A. CANTACUZÈNE, LÉON GHICA, C. SOUTZO.

Jassy, le 3/15 décembre 1861.

Pièces relatives à l'union des Principautés, 22 décembre 1861.*Proclamation du prince régnant aux Roumains.*

Roumains ! l'union est accomplie ! la nationalité roumaine est fondée ! Ce fait considérable, souhaité des générations passées, acclamé par les corps législatifs, appelé de nos vœux les plus ardents, a été reconnu par la Sublime Porte et les puissances garantes, et inscrit aux annales des nations. Le Dieu de nos pères a été avec notre pays et avec nous. Il a soutenu nos efforts et conduit la nation vers un avenir glorieux.

Dans les journées du 5 et du 24 janvier, vous avez placé toute votre confiance dans l'élus de la nation ; vous avez réuni vos espérances sur la tête d'un seul prince ; votre élu vous donne aujourd'hui une Roumanie une !

Vous aimez votre patrie ; vous saurez la rendre forte. *Vive la Roumanie !*

ALEXANDRE JEAN I^{er}.

Message du prince régnant aux chambres.

Messieurs les Députés,

A l'occasion de la récente ouverture de la session, je vous ai dit que l'union nous était enfin obtenue. Aujourd'hui, que j'ai reçu l'acte qui constitue la reconnaissance de l'union par la Sublime-Porte et les grandes puissances garantes, et son inscription au droit public européen, je proclame, d'une part, l'union par devant le pays, et vous invite, d'autre part, messieurs, à vous réunir avec l'assemblée moldave, votre sœur, le 24 janvier prochain, dans la ville de Bucharest.

Jusqu'alors, vu l'approche de la fin de l'année, je vous recommande, messieurs, d'assurer, d'accord avec mon gouvernement, la marche des différents services. Je vous annonce aussi que j'ai reçu la démission de mes ministres, mais qu'ils resteront en fonctions, afin d'expédier les affaires, jusqu'au jour prochain où je pourrai nommer un ministère unique pour la Roumanie.

Que Dieu bénisse vos travaux et vous ait en sa sainte garde !

ALEXANDRE JEAN.

Adresse de l'assemblée valaque à S. A. le prince régnant de Roumanie.

Sur le trône de Moldavie et de Valachie, où les Roumains vous avaient élevé, pour consacrer leur volonté de s'unir, Votre Altesse a fondé le trône de Roumanie.

Représentant d'une partie de cette belle Roumanie, qui prend aujourd'hui une place officielle parmi les nations européennes, nous venons déposer aux pieds

de Votre Altesse nos hommages de reconnaissance et de dévouement, et nous demandons à Dieu de vous conserver de longs jours sur ce trône, qui ne pourra plus être détruit qu'avec la vie de cinq millions de Roumains.

Discours de M. Catardji.

Messieurs,

Il est, dans la vie des hommes, des événements où la langue humaine est incapable d'exprimer les sentiments qui remuent l'âme; l'événement d'aujourd'hui est de ceux là; tous nous le sentons au fond de nos cœurs.

L'union est accomplie, nous a-t-on dit, messieurs. Cette parole est une grande parole. Elle contient en elle l'espoir de notre salut et l'avenir de notre pays. Voilà pourquoi elle a circulé comme une étincelle électrique à travers nos cœurs, et je suis sûr que si l'âme est immortelle comme notre Église nous l'enseigne, je suis sûr, dis-je, que nos aïeux aussi ont tressailli et que c'est avec des larmes de joie qu'ils nous bénissent du haut des cieux.

L'union est accomplie, messieurs! Cette union a été souhaitée des Roumains depuis longtemps que nous n'en avons souvenance: mais si elle a été souhaitée, elle n'a pas été faite, ou si elle a été faite, elle n'a duré qu'un moment.

Vous savez, en effet, messieurs, que, dans les temps passés, il y eut des hommes qui essayèrent de réaliser cette union, mais en vain! Et pourquoi? c'est facile à comprendre. La cause de leur insuccès était dans les moyens qu'ils ont employés: ces moyens, messieurs, étaient suivant l'esprit de leur siècle, la conquête, la puissance matérielle.

La puissance du siècle dans lequel nous vivons est la puissance morale, celle de la raison, de la fraternité, pour l'union des nationalités.

Notre union d'aujourd'hui s'abrite sous le bouclier de la raison et de la fraternité: or, vous savez, messieurs, que la raison nous vient de Dieu et que la fraternité entre les hommes est un des principaux commandements de notre religion.

Disons donc avec notre Église: « Ce que Dieu a uni, que les hommes n'osent pas le désunir. » Mais pour nous garantir contre un pareil danger, il ne suffit pas de l'union des deux terres, qui sont sœurs, il nous faut aussi l'union entre leurs enfants; à cette seule condition nous pourrions consolider à jamais le grand événement d'aujourd'hui, et conserver la place que nous venons de prendre parmi les nations européennes.

Sinon, messieurs, cette bénédiction de nos aïeux, qui nous regardent du sein de leur éternité, se changera en malédiction; et je déclare, tout le premier, que celui qui osera dorénavant jeter des tisons de discorde entre nous mérite notre malédiction et celle de nos descendants, la haine et le malédiction des nations qui nous regardent.

Le 24 janvier fut un pareil jour de fraternité, mais malheureusement nous n'étions pas préparés: aussi avons-nous éprouvé des déchirements, dès le lendemain. Alors il nous manquait la confiance, messieurs; bien des circonstances qu'il eût fallu laisser dans l'oubli ont servi à entretenir la méfiance.

Nous faisons mêmes vœux, nous avions même but et nous étions cependant désunis: les craintes des uns, l'audace trop grande des autres, s'interprétaient injustement, et voilà pourquoi le mal de la désunion était croissant.

Maintenant, messieurs, nous nous connaissons mieux; nous avons témoigné, je pense, que nous voulions la même chose, et n'étions divisés que par les moyens d'y parvenir.

Aujourd'hui donc nous inscrivons tous sur notre drapeau, en nous agenouillant: « *Tout pour le pays, rien pour nous!* »

Vive la Roumanie !

Vivent les puissances qui veillent sur le bonheur de notre pays !

Vive notre prince, qui seul, par sa persévérance, nous a donné encore une fois le moyen de crier : *Vive la Roumanie !*

Vive notre prince pour toujours, et qu'il soit toujours avec nous !

PRUSSE.♦

Dépêche de M. de Bernstorff, à M. de Gerolt, ministre de Prusse à Washington.

Berlin, le 25 décembre 1861.

Monsieur, les mesures belliqueuses que le président Lincoln a prises sur mer contre les États du Sud qui se séparent de l'Union, ont dû tout d'abord faire naître auprès du gouvernement royal la crainte qu'elles n'amènent naturellement des préjudices pour les intérêts légitimes des États neutres.

Malheureusement, cette crainte a complètement été justifiée par le fait de l'arrestation et de l'enlèvement violents de MM. Slidell et Mason, à bord du vaisseau neutre le *Trent*, commis par le commandant du navire de guerre des États de l'Amérique du Nord le *San Jacinto*.

Ce fait, ainsi que Votre Seigneurie le comprendra facilement, a provoqué en Angleterre et dans toute l'Europe le plus grand étonnement ; il a ému au plus haut degré non pas seulement les cabinets mais aussi l'opinion publique. Bien que cet acte ne touche sans doute immédiatement que l'Angleterre, il met néanmoins aussi en question un des droits les plus essentiels et les plus universellement reconnus du pavillon neutre.

Je puis me dispenser d'entrer ici dans la discussion du point de droit que ce fait soulève. En Europe, l'opinion publique s'est prononcée avec une rare unanimité et de la manière la plus décisive en faveur de la partie lésée. Nous même, nous n'avons tardé jusqu'ici à faire connaître à Votre Seigneurie notre opinion sur l'incident que parce que nous ne savions, en présence de l'absence de renseignements sûrs, si le capitaine du *San Jacinto* avait ou non agi en vertu d'instructions de son gouvernement.

Dans ce moment encore, nous préférons nous en tenir à la seconde hypothèse ; si toutefois c'est la première qui marque la véritable situation, nous nous verrions obligés d'attribuer à l'événement une signification sérieuse et d'y voir, à notre très-grand regret, non pas un fait isolé mais bien plutôt une menace contre des droits qui appartiennent à tous les neutres.

Les réclamations qui ont été adressées par l'Angleterre au cabinet américain, et de l'acceptation desquelles paraît dépendre le maintien de la paix, ne nous sont pas encore sûrement connues. En tant, cependant, que nous les connaissons, nous avons la conviction que l'Angleterre n'a élevé aucune prétention qui puisse équitablement froisser les sentiments du président Lincoln.

Sa Majesté le roi, qui est animé des désirs les plus sincères pour le bien-être des États-Unis de l'Amérique du Nord, m'a donné l'ordre de plaider la cause de la paix, par l'entremise de Votre Seigneurie, auprès du président Lincoln, avec toute l'énergie possible. Nous nous estimerions heureux si nous réussissions par ce moyen à contribuer à la solution pacifique d'un conflit d'où pourraient naître les plus grands dangers. Il est possible que le président, en ce moment, ait déjà pris et fait connaître sa décision. De quelque nature qu'elle puisse être, le gouvernement royal, en conséquence des relations de sincère amitié qui ont constamment existé entre la Prusse et les États-Unis, depuis la fondation de ces États, sera satisfait d'avoir fait connaître au cabinet de Washington, avec la plus entière franchise, son appréciation de l'incident survenu comme aussi le désir qu'il y rattache.

Je prie Votre Seigneurie de vouloir bien donner lecture sans retard, au secrétaire d'État à Washington, de la dépêche qui précède et de lui en donner copie s'il le désire.

J'attends votre prompte réponse au sujet de l'accomplissement de cette mission.

Recevez, etc.

BERNSTORFF.

RUSSIE.

Ordonnance de Sa Majesté l'empereur concernant l'institution d'un conseil des ministres, ainsi que l'ordre de la marche des affaires de son ressort¹.

S. M. l'empereur, considérant qu'en dehors des affaires d'administration générale de l'empire, qui réclament l'autorisation ou la confirmation suprême et qui sont soumises à Sa Majesté par l'organe du conseil de l'empire, du comité des ministres et des autres administrations supérieures de l'État, il existe un grand nombre d'affaires qui, par leur essence, doivent être présentées directement à Sa Majesté impériale par les ministres et les chefs d'administrations spéciales, — a jugé à propos, en vue d'observer un système général et

1. Promulguée par le sénat le 28 novembre 1861.

d'apporter l'unité nécessaire dans la décision des affaires de cette nature, de soumettre à la discussion et à l'examen préalable de tous les ministres et chefs supérieurs d'administration, réunis en sa présence, celles de ces affaires qui exigent une délibération en commun.

A ces fins, Sa Majesté Impériale a daigné instituer, sous sa présidence personnelle, un conseil spécial, composé des ministres et des chefs supérieurs d'administration, qui aura exclusivement à examiner, en présence de Sa Majesté, toutes les affaires de cette nature. Afin de maintenir un système général et l'unité d'action nécessaire dans tous les ministères et administrations supérieures, Sa Majesté Impériale a daigné prescrire les règles suivantes pour servir de guide audit conseil :

I. Les ministres et chefs supérieurs d'administrations spéciales auront à déférer à l'examen préalable du conseil des ministres réunis en présence de Sa Majesté Impériale.

1° Les propositions et projets d'organisation et d'amélioration des diverses branches du service confié à chacun des ministères et administrations supérieures ;

2° Les informations sur la marche des travaux concernant l'organisation et l'amélioration des diverses branches de service dirigées par les ministres et les chefs supérieurs d'administration, et les propositions ayant pour but d'écarter les difficultés qui pourraient surgir dans le cours de ces travaux ;

3° Les propositions préalables qui se produiraient dans les ministères et les administrations supérieures, quant à la nécessité d'abroger ou de modifier quelque une des lois en vigueur, en observant toutefois que les projets de loi rédigés à la suite de ces propositions, dans l'ordre susindiqué, soient déferés au conseil de l'empire par le ministère ou l'administration supérieure d'où elles émaneront ;

4° Les mesures exigeant le concours de différentes administrations, et qui, par leur essence, ne doivent pas être soumises à l'examen d'autres institutions supérieures de l'empire ;

5° Les informations concernant les actes administratifs les plus importants dans chaque ministère ou administration supérieure, qui réclameraient une entente collective. Ces informations sont portées au conseil des ministres, afin que chaque ministre et chef supérieur d'administration ait connaissance des principaux actes et dispositions émanés des autres ministères et administrations supérieures ;

6° Les conclusions des commissions spéciales instituées d'ordre suprême pour l'examen des comptes rendus des ministères et administrations supérieures ;

7° Enfin les affaires qui, par ordre spécial de Sa Majesté Impériale seront soumises à l'examen préalable et à la délibération du conseil des ministres.

II. Toutes les affaires sont portées au conseil des ministres chaque fois par suite d'un ordre spécial de S. M. l'empereur. Chaque ministre et chef supérieur d'administration en sollicite directement l'autorisation de Sa Majesté.

III. Le conseil des ministres se compose, sous la présidence personnelle de Sa Majesté Impériale, de tous les ministres et de ceux des chefs supérieurs d'administration qui jouissent des droits de ministre et siègent à ce titre au comité des ministres.

IV. D'autres personnes, spécialement désignées par S. M. l'Empereur, siégeront également au conseil des ministres.

V. Le secrétaire de l'empire assiste à toutes les délibérations du conseil des ministres. Il lui appartient de fournir, pour tous les objets qui concernent les questions législatives, les informations puisées dans les affaires traitées au conseil de l'empire, et d'y ajouter ses propres observations fondées sur ces données. La même faculté lui est attribuée pour toutes les questions qui se rattachent aux comités du Caucase, de Sibérie, et au comité supérieur d'organisation des classes rurales, dont il dirige présentement les affaires.

VI. La gestion des affaires du conseil des ministres est confiée au gérant des affaires du comité des ministres.

VII. Les affaires destinées par S. M. l'Empereur à être portées au conseil des ministres sont envoyées au gérant de ce conseil trois jours avant celui fixé par Sa Majesté pour la séance. Si un ministre ou un chef supérieur d'administration a l'intention de soumettre un rapport verbal, il doit communiquer au gérant, dans le même délai, une courte notice sur l'objet de son rapport.

VIII. Les membres du conseil recevront avec l'annonce de chaque séance un registre sommaire des affaires qui y seront traitées.

IX. Les affaires sont portées et exposées personnellement au conseil des ministres par les ministres et les chefs supérieurs d'administration. En cas d'empêchement de la part du ministre ou chef supérieur d'administration, l'affaire sera exposée par le gérant des affaires du conseil des ministres.

X. Si, après l'examen de l'affaire dans le conseil des ministres, l'Empereur juge à propos de prononcer une décision définitive, le ministre que l'affaire concerne inscrit lui-même la résolution suprême sur son rapport. Mais si la décision est complexe, ou exige un exposé spécial de toutes les opinions émises au conseil, le projet de cette décision sera rédigé par le gérant des affaires du conseil des ministres, qui, après s'en être entendu avec le ministre que l'affaire concerne, le soumettra à la confirmation de Sa Majesté Impériale. Ces décisions, lorsqu'elles concernent des questions législatives ou ayant trait aux comités du Caucase et de Sibérie, ainsi qu'au comité supérieur d'or-

ganisation des classes rurales, seront formulées par le gérant des affaires du conseil des ministres, après entente préalable avec le secrétaire de l'empire. La décision originale, revêtue de la confirmation impériale, sera conservée dans les archives du conseil des ministres et copie en sera délivrée au ministre qu'elle concerne.

Quand la décision sera inscrite de la main du ministre sur son propre rapport, il en délivrera une copie pour les archives du conseil. Dans l'un et dans l'autre cas, l'ordonnance suprême sera exécutée par le ministre qu'elle concerne, dans l'ordre suivi présentement pour les décisions suprêmes émises dans le travail personnel des ministres avec S. M. l'Empereur.

XI. Si Sa Majesté Impériale, sans prononcer de décision définitive, daigne ordonner de réexaminer l'affaire en dehors de sa présence, il sera formé une réunion ou commission consultative spéciale, composée de membres du conseil ou du comité des ministres, ou de personnes spécialement désignées à cet effet par S. M. l'Empereur. Le plus ancien des membres de cette réunion sera appelé à la présider. Le gérant des affaires du comité des ministres présentera à Sa Majesté de courts résumés du résultat de ces délibérations. Les décisions suprêmes provoquées par ces résumés seront communiqués aux membres qui auront pris part à la délibération et devront être exécutées dans l'ordre susindiqué, à l'exception du cas où Sa Majesté ordonnerait que l'affaire fût de nouveau examinée en sa présence par le conseil des ministres.

Le règlement actuel ne modifie en rien l'ordre de l'examen des affaires au conseil de l'empire, au comité des ministres et dans les autres institutions supérieures. Ils conservent leur sphère d'activité actuelle ainsi que l'expédition des affaires sur les bases établies jusqu'ici.

Sa Majesté Impériale a daigné ordonner que le présent règlement, concernant l'ordre et la marche des affaires soumises à l'examen du conseil des ministres, soit porté à la connaissance générale par le sénat dirigeant.

En même temps, Sa Majesté, en vue de diminuer la correspondance administrative, ayant jugé utile de réduire le nombre des affaires et simplifier autant que possible les règles et les formalités de leur expédition, tant dans le comité des ministres qu'en général dans les ministères et les administrations supérieures, a daigné ordonner au comité, aussi bien qu'aux ministres et chefs supérieurs d'administration, chacun en ce qui le concerne, de formuler des projets détaillés dans ce but, et de les soumettre à sa confirmation suprême dans l'ordre établi. S. M. l'Empereur reconnaît que la simplification dans l'expédition des affaires est en particulier d'une nécessité absolue, afin d'alléger les ministres d'une multitude d'affaires qui n'offrent que peu

d'importance et qui leur enlèvent toute possibilité de consacrer, en temps utile, l'attention nécessaire à des questions graves et de les diriger avec la suite persévérante qu'elles exigent.

L'original porte de la main de Sa Majesté Impériale :

« Exécuter »

Contre-signé : Le gérant des affaires
du conseil des ministres :

Tsarskoé-sélo, 12 novembre 1861.

KORNILOW.

Dépêche du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères de Russie, à M. de Balabine, ministre de Russie à Vienne, au sujet de l'affaire de la Suttorina.

Saint-Petersbourg, le 29 novembre — 10 décembre 1861.

Monsieur,

Sa Majesté l'empereur a appris avec peine la détermination que le gouvernement autrichien vient de prendre et d'exécuter dans la Suttorina.

Notre auguste maître se plaint à croire qu'en recourant à des mesures d'exécution aussi sommaires, sans s'être préalablement concerté avec les cours signataires du traité de Paris, le cabinet de Vienne n'a pas eu l'intention d'enfreindre les stipulations de ce traité, par lesquelles les grandes puissances se sont interdit toute intervention isolée dans les affaires qui concernent la Turquie.

Cependant, sans révoquer en doute les intentions du gouvernement autrichien, il ne saurait échapper à son attention qu'en s'écartant de cette règle dans la marche qu'il a suivie il a posé un précédent de nature à affaiblir un principe essentiel entré dans le droit public comme la garantie du repos de l'Orient et de la sécurité de l'Europe. Il n'y a point de faits insignifiants lorsqu'ils peuvent aboutir à un pareil résultat.

Nous ne pensons pas que les faibles ouvrages de défense élevés sur le territoire de la Suttorina aient pu menacer la sécurité des communications entre les possessions autrichiennes au point de donner un caractère d'urgence à la mesure prise par le cabinet de Vienne, et l'effet moral de cette mesure, qui, par les interprétations auxquelles elle donne lieu, affaiblit la position déjà si critique de populations dignes à tous égards de la pitié de l'Europe chrétienne, nous fait d'autant plus regretter qu'elle ait été prise sans une entente préalable avec les cabinets, entente qui en eût fixé la véritable signification.

Vous êtes invité, monsieur, à ne pas laisser ignorer à M. le comte de Rechberg cette impression de notre auguste maître, et à lui déclara-

rer que le cabinet impérial n'a pas cessé de se considérer comme solidaire du principe qui exclut toute intervention isolée dans les affaires de la Turquie.

Recevez, etc.

GORTSCHAKOFF.

SAXE.

Protestation du duc de Saxe-Meiningen contre la convention militaire conclue par le duc de Saxe-Cobourg avec le gouvernement prussien.

Votre Altesse, mue par le désir d'augmenter la force défensive de l'Allemagne par des arrangements militaires pratiques, a conclu par elle-même et sans communication préliminaire avec les chefs des autres lignes de notre maison la convention du 1^{er} juin de cette année avec la couronne de Prusse. Autant j'apprécie et reconnais la valeur dudit motif, et bien que je n'aie nullement l'intention de rester en arrière au cas où il s'agirait pour tous les princes allemands de faire un sacrifice commun à la cause commune, je ne puis admettre néanmoins que l'acte isolé de Votre Altesse et la renonciation individuelle à un des principaux droits de souverain, qui est tout à fait hors de proportion avec le résultat auquel on tend, soit le bon moyen pour atteindre ce grand but que je n'ai pas moins à cœur de voir réalisé.

Mais en tant que ladite convention pourrait préjudicier actuellement et dans l'avenir aux droits agnatiques de ma maison ducale à l'égard de l'ensemble de la maison de Gotha, je me vois obligé dans ces limites à déclarer que je ne puis reconnaître cette convention, à faire réserve vis-à-vis d'elle de tous les droits appartenant à ma maison ducale, et à signifier à Votre Altesse elle-même les présentes réserves et de faire remettre une copie de cette protestation aux ministères des autres maisons de Saxe. C'est avec grand regret que j'adresse la présente lettre à Votre Altesse, mais cela me paraît un devoir indispensable, d'autant plus que Votre Altesse n'a pas jugé à propos de limiter la durée de ladite stipulation à celle de son règne. Pour le reste, je profite de cette occasion de vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Meiningen, le 22 novembre 1861.

Contre-signé : KROSICK.

Réponse du duc de Saxe-Cobourg à cette protestation.*(Extrait.)*

Il a plu à Votre Altesse de m'informer que, quoique décidée à ne pas rester en arrière quand tous les princes allemands seront mis en demeure de faire simultanément des sacrifices communs à la cause commune, elle ne saurait approuver ma démarche isolée dans l'affaire de la convention militaire conclue avec la Prusse, et qu'elle croit devoir refuser son approbation à ladite convention.

J'ai agi dans la conviction que l'accomplissement des devoirs que nous impose impérieusement l'amour de notre patrie commune ne saurait être subordonné à une résolution commune des princes allemands, résolution qui, l'histoire nous l'apprend, ne sera jamais prise que sous la pression d'événements irrésistibles. Si Votre Altesse ne veut renoncer à rester en arrière que quand une même nécessité obligera tous les princes allemands à des sacrifices, je crains qu'elle ne contribue à préparer des événements qui nous enlèveront en même temps la liberté de notre décision et le calme de la réflexion.

Votre Altesse elle-même paraissait obéir à une conviction toute différente lorsque, il y a douze ans, et malgré les protestations d'une partie notable des gouvernements allemands, nous nous sommes engagés par un traité formel à déposer sur l'autel de la patrie certains droits souverains incompatibles avec l'indépendance et la prospérité de l'Allemagne. Maintenant Votre Altesse croit devoir refuser de reconnaître la convention militaire que j'ai conclue, reconnaissance que pour ma part je n'ai jamais demandée.

Aujourd'hui encore je ne saurais attacher de valeur juridique à cette reconnaissance ; car si, dans les dix années pour lesquelles la convention est conclue, les maisons royales d'Angleterre, de Belgique et de Portugal, et la ligne cadette ducale de ma maison devaient s'éteindre, ce dont le Tout-Puissant veuille nous préserver, et que par là les droits agnatiques de la sérénissime maison de Saxe-Meiningen dussent avoir leur effet, la reconnaissance de Votre Altesse ne serait pas plus nécessaire à cause de cela, pour un acte qui est du ressort du gouvernement, c'est-à-dire qui appartient aux attributions du souverain qui se trouvent limitées seulement par la constitution et non comme une matière de succession et d'aliénation par celles des agnats. Moi, du moins, je ne puis considérer les duchés de Cobourg et de Gotha comme un État formant un patrimoine privé, et les principaux droits de souveraineté comme objet d'un fidéi-commis. Plus je suis pénétré du sentiment de mes devoirs vis-à-vis de ma maison et de ma famille, plus je suis convaincu d'avoir agi dans l'intérêt bien entendu de mes successeurs, et que les restrictions que la souveraineté acquise comme

don de l'étranger peut s'imposer en faveur de la nation, ne dépendent pas du consentement des membres des familles princières, et que toute tentative de les en faire dépendre n'aurait pour résultat, si elle réussissait, que de fonder la domination de l'étranger sur l'Allemagne. Voilà pourquoi je ne suis pas en état, à mon grand regret, de donner suite à la protestation de Votre Altesse aimée, et ne cesserai aussi à l'avenir de chercher à réaliser les mesures propres à favoriser la prospérité de l'Allemagne, seul ou de concert avec d'autres princes allemands. En vous priant de vouloir accepter dans un sens amical ces observations que je me suis vu obligé de faire, je demeure avec une considération distinguée, etc.

Gotha, 4 décembre 1861.

Seconde lettre du duc de Saxe-Meiningen au duc de Saxe-Cobourg-Gotha.

Altesse Sérénissime, très-honoré cousin,

Votre Altesse a, dans la réponse qu'elle a bien voulu faire le 4 décembre à ma protestation contre la convention militaire du 1^{er} juin, déclaré qu'elle ne peut ni accorder une valeur juridique à ma réponse ni lui donner suite. Je me permets à ce sujet de faire observer que la valeur juridique et la portée de ma protestation ne dépendent point de l'importance que Votre Altesse veut bien leur accorder. Le juge qui, en son temps, aura à prononcer sur ces points en décidera. C'est pour la même raison que je n'ai pas à m'occuper non plus des suites que Votre Altesse voudra donner présentement à ma protestation. Il me suffit, pour la sauvegarde des droits de ma maison, d'avoir déposé une protestation dans laquelle je persiste. Pour le moment, je considère la question comme terminée par là.

Mais le contenu de la réponse de Votre Altesse m'amène à faire les observations suivantes :

Cette réponse rappelle que nous nous sommes engagés, il y a douze ans, par une convention publique expresse, à restreindre nos droits de souveraineté dans l'intérêt du salut de l'Allemagne. J'agissais alors d'accord avec les autres chefs des branches de la maison de Saxe-Ernestine. L'abandon de nos droits, que nous étions prêts à faire alors, nous voulions le faire à un pouvoir central, laissant aux princes et aux États particuliers une représentation conforme aux exigences du temps ; et, malgré le dissentiment d'une partie des princes allemands, on espérait trouver ainsi une base pour une constitution nouvelle de l'Allemagne. Aucune de ces conditions ne se retrouve dans la convention du 1^{er} juin. Conclue sans égard pour les agnats

intéressés par cette convention, elle n'est de nature ni à être imitée par la plus grande partie des États allemands, ni à former un pouvoir central. Je ne puis donc y voir un progrès. Je crois, au contraire, que la solution de la question allemande ne peut être qu'embrouillée et rendue plus difficile par la conclusion de conventions séparées, par lesquelles les petits États abdiquent certains droits de souveraineté en faveur d'États plus considérables. Ma protestation du 23 novembre n'est donc nullement en contradiction avec ma précédente manière d'agir ; et celle-ci explique le sens de ma déclaration que je ne songe pas à me soustraire à des sacrifices qui doivent être faits en commun à la cause commune. Or la convention du 1^{er} juin transporte à la couronne de Prusse des droits qui ne sont pas, ainsi que l'insinue Votre Altesse, nés de la dissolution de l'empire d'Allemagne, mais qui appartenaient déjà auparavant aux princes et étaient inhérents à la souveraineté. Ces droits souverains, d'après leur origine historique, font partie des fidéi-commis de la maison de Saxe-Gotha, et les agnats de Votre Altesse sont, selon moi, fondés à prétendre que, dans le cas où ils viendraient à succéder, le pays leur soit remis intégralement, non-seulement avec ses limites actuelles et ses biens domaniaux, mais avec ses droits souverains. Les agnats ont le droit de s'opposer à l'amoindrissement de ces droits de souveraineté comme à leur abandon. La convention étant faite, non pas pour le règne de Votre Altesse, mais pour dix ans, avec la stipulation d'une prolongation tacite, j'ai acquis par ce fait le droit de protestation. En la présentant, je n'examine pas la question de savoir si toutes les personnes désignées dans l'écrit du 4 décembre sont appelées, en vertu de la loi de succession en vigueur dans la maison de Saxe-Ernestine, à succéder dans le duché de Saxe-Cobourg-Gotha. Du reste, je puis assurer que ma protestation du 23 a son origine uniquement dans le but d'assurer les droits des agnats de ma maison contre un abandon des droits de souveraineté qui ne fait rien gagner à l'ensemble, soit en bien-être, soit en force défensive. Le développement ultérieur de la question allemande décidera qui, de Votre Altesse ou de moi, a vu juste dans cette affaire. Votre Altesse aura pu voir, par la communication du 4 décembre de l'envoyé de la Sixe royale, adressée au ministre d'État, M. de Seebach, que Sa Majesté le roi de Saxe s'associe à ma protestation du 23 novembre contre les éventualités prévues dans cet acte.

Agréé, etc.

TURQUIE.

Firman accordant l'union temporaire des Principautés-Unies, durant la vie du prince Couza, communiqué aux puissances garantes à la fin de novembre 1861.

Dans un Mémoire dernièrement soumis à notre Sublime-Porte, le prince Couza, hospodar des principautés unies de Valachie et de Moldavie, expliquait les grandes difficultés que son administration rencontrait dans le régime de deux assemblées générales et de deux ministères séparés, et les entraves qui en résulteraient pour le progrès de ces deux pays par suite de la réunion de l'hospodarat en sa personne.

Le développement et le progrès de la prospérité de ces pays et de leurs habitants étant l'objet de notre plus grande sollicitude, ledit Mémoire a été examiné par notre conseil des ministres avec toute l'attention qu'il méritait.

En effet, le système de l'administration de chacune de ces Principautés par un hospodar séparé formant la base de l'organisation actuelle de la Moldavie et de la Valachie, la réunion exceptionnelle des deux hospodarats dans la personne du prince Couza, a été naturellement considérée comme devant nécessiter certaines modifications d'une nature également exceptionnelle.

Mais comme la réunion des deux hospodarats dans une même personne a été reconnue d'une manière exceptionnelle, il devient dès lors évident que les modifications à apporter à la convention conclue à Paris, le 19 août 1858, doivent être conformes à la nature exceptionnelle et temporaire de cette reconnaissance.

En conséquence, notre gouvernement, ainsi que les grandes puissances garantes, nos augustes alliés et signataires de ladite convention, après s'être concertés à ce sujet, sont tombés d'accord sur la nécessité d'appliquer les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Tant que les deux hospodarats resteront réunis dans sa personne, le prince Couza gouvernera les Principautés avec le concours d'un seul ministère qui réunira les fonctions exercées jusqu'à présent par les ministères de Moldavie et de Valachie.

Art. 2. Les assemblées électives de Moldavie et de Valachie seront réunies en une seule. Les dispositions renfermées dans les articles 16 et 25 de la convention du 19 août 1858 restent applicables à cette assemblée, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent règlement. La présidence de l'assemblée appartiendra alternativement au métropolitain de Moldavie et à celui de Valachie.

Art. 3. La commission centrale de Fokschani ayant été créée dans le but d'assurer l'unité nécessaire dans l'action des deux ministères et des deux assemblées des Principautés, ses attributions seront suspendues pendant toute la durée de l'union de ces ministères et de ces assemblées.

Si toutefois le gouvernement des Principautés, d'accord avec l'assemblée élective, trouve qu'une haute assemblée, sous le nom de sénat ou sous toute autre dénomination, pourrait avantageusement être ajoutée à la constitution pour suppléer à la commission centrale ainsi suspendue, la Sublime-Porte prendra en considération toute proposition de ce genre qui pourrait être soumise à son appréciation.

Art. 4. Les changements qui pourraient être effectués dans la division administrative des Principautés laisseront intacte la frontière qui les a séparées jusqu'ici.

Art. 5. Il y aura dans chaque principauté un conseil provincial régulièrement convoqué, conseil qui doit être consulté sur toutes les lois et règlements d'un intérêt spécial à cette principauté. Ces conseils seront en outre chargés du contrôle de l'administration des fonds provinciaux. Leur composition et les autres attributions dont ils doivent être investis seront déterminées d'un commun accord entre l'hospodar et l'assemblée élective.

Art. 6. A la première vacance de l'hospodarat, les dispositions ainsi modifiées temporairement de ladite convention du 19 août reprendront de droit leur force suspendue.

L'administration sera dévolue au conseil des ministres qui l'exécutera dans les limites prescrites par l'article 11 de la convention du 19 août.

Si l'assemblée élective est réunie, ses fonctions seront immédiatement suspendues. Le conseil des ministres procédera sans délai à reconstituer, par de nouvelles élections faites conformément à la loi électorale qui sera alors en vigueur, l'assemblée élective de Moldavie et celle de Valachie.

Les élections devront être terminées dans le délai de quatre semaines, et les deux assemblées seront réunies chacune séparément, à Jassy et à Bucharest, dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront leur réunion, elles devront avoir procédé à l'élection d'un hospodar pour la principauté qu'elles représentent. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. Il est entendu que toutes les dispositions de la convention du 19 août, excepté celles qui sont temporairement modifiées, restent

en pleine vigueur. Le protocole signé dans les conférences de Paris le 6 septembre 1859 reste également en pleine vigueur pour les cas qui y sont prévus.

Ainsi qu'il a été clairement établi dans le préambule, les changements introduits par ce firman dans la convention du 19 août, d'accord avec les grandes puissances garantes, ne sont en vigueur que pendant la réunion des deux hospodarats dans la personne du prince Couza.

En cas de vacance dans l'hospodarat, on procédera conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

En foi de quoi ce firman, revêtu de notre hatti impérial, a été rendu.

Que le Très-Haut daigne dans sa bonté infinie rendre cette décision féconde en heureux résultats pour la prospérité des habitants desdites Principautés !

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE

AU SUJET DE LA REMISE DES ARCHIVES CONSULAIRES NAPOLITAINES AUX
CONSULS ESPAGNOLS, COMMUNIQUÉE AU PARLEMENT ITALIEN, LE 3 DÉ-
CEMBRE 1861.

**N° 1. Dépêche du chargé d'affaires italien à Lisbonne
au baron Ricasoli.**

Lisbonne, 13 août 1861.

Monsieur le baron,

En conformité de ma dépêche télégraphique d'aujourd'hui j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie et la traduction des pièces dont j'ai parlé.

Après la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal j'avais donné ordre au comte Bobone, consul d'Italie, d'écrire à tous les vice-consuls, ses dépendants, pour se faire remettre les archives des vice-consulats de l'ex-royaume des Deux-Siciles.

Le vice-consul italien à Tavira a répondu en envoyant copie de la circulaire que le consul d'Espagne à Faro a adressée au vice-consul espagnol à Tavira.

Je m'abstiens de tout commentaire sur ce fait. La haute sagesse de Votre Excellence pourra bien mieux que moi apprécier à sa juste valeur la conduite de l'Espagne à notre égard.

Signé : DELLA MINERVA.

N° 2. Lettre du vice-consul italien à Tavira.

Tavira, 8 août 1861.

Monsieur,

Me trouvant par l'autorisation de M. Joseph Joachim de Mattos chargé de la délégation consulaire de Sa Majesté le roi d'Italie dans cette ville, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, en réponse à la lettre adressée le 8 juillet audit seigneur Mattos, qu'après avoir pris connaissance de son contenu, je chercherai à remplir les recommandations énumérées au second paragraphe de cette lettre.

Quant au troisième, je crois convenable de faire tenir à Votre Excellence la copie d'une circulaire du consul d'Espagne à Faro.

C'est tout ce que j'en sais.

EMANUEL ANTONIO DAS CHAGAS.

Certifié conformé : le consul d'Italie,

COMTE BOBONE.

N° 3. Circulaire du consul espagnol à Faro.

Faro, 17 juillet 1861.

Excellence,

Le comte de Valence de Saint-Jean, chargé d'affaires d'Espagne en Portugal, me dit avoir reçu du gouvernement de Sa Majesté Catholique des instructions l'autorisant de se charger des archives et autres objets de cette nature appartenant au consulat général des Deux-Siciles à Lisbonne et lui ordonnant de me prévenir que j'aie à me charger des archives et autres effets consulaires des Deux-Siciles dans ce port. Les vice-consuls d'Espagne compris dans ce district consulaire pourront de même se charger des objets appartenant aux agents consulaires napolitains dans les lieux de leurs résidences respectives. Je communique cela à Votre Seigneurie en l'invitant de m'informer du résultat de cet ordre royal, afin que je puisse répondre au susdit chargé d'affaires.

Le consul d'Espagne : EMANUEL GOMES ROLDAN.

N° 4. Dépêche du baron Tecco, chargé d'affaires italien à Madrid, au baron Ricasoli.

Madrid, 19 août 1861.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence ma dépêche télégraphique chiffrée d'avant-hier, rendant compte de la première démarche faite, par moi, auprès du président du conseil, en conséquence

des ordres que j'ai reçus le 14 courant, par la dépêche télégraphique chiffrée de Votre Excellence.

Votre Excellence a pu relever avec satisfaction que, dans cette entrevue, le duc de Tetouan m'a déclaré ignorer complètement le prétendu ordre expédié par le cabinet au chargé d'affaires à Lisbonne, et contre lequel j'avais réclamé conformément à vos ordres.

J'ai rendu immédiatement compte de cette conversation et de cette déclaration au directeur de la correspondance politique au ministère des affaires étrangères, pour qu'il en prévienne le ministre d'État absent. Je n'avais pas autre chose à faire qu'à adresser au ministre un office, afin d'attirer son attention sur ce prétendu ordre ministériel, et j'ai en conséquence envoyé à M. Calderon Collantès l'office dont je vous envoie la copie.

J'espère que cette pièce obtiendra l'approbation de Votre Excellence, ainsi que le résultat désiré.

Signé : R. TECCO.

N° 5. Note du baron Tecco, ministre d'Italie, au ministre d'État, M. Calderon Collantès¹.

Madrid, 17 août 1861.

Monsieur le ministre d'État,

D'après un avis récemment parvenu au gouvernement du roi M. A. S., avis qui vient de m'être communiqué, la légation de Sa Majesté Catholique à Lisbonne aurait reçu l'ordre de faire retirer les archives des ci-devant consuls napolitains en Portugal par les consuls et vice-consuls espagnols résidents dans ce même royaume.

Une mesure telle que je viens de l'indiquer constituerait à coup sûr une double violation du droit des gens, directement contre l'Italie et son gouvernement national, et d'une manière moins directe, il est vrai, mais également grave contre le Portugal lui-même qui malgré lui s'y trouverait au surplus compromis. Aussi ne pouvais-je me persuader qu'une pareille mesure pût être ordonnée ou seulement autorisée par le gouvernement constitutionnel espagnol, qui d'ailleurs a précédemment donné à l'Italie, j'aime à le rappeler, des gages éclatants de loyauté parfaite, notamment lors de la lutte nationale qui mit fin à l'ancien gouvernement des Deux-Siciles.

Ces considérations me rendaient d'autant plus désireux d'obtenir au plus tôt possible des assurances positives que je pusse transmettre sans délai à mon gouvernement sur un sujet aussi grave que délicat. L'éloignement de Votre Excellence toutefois ne me permettant pas de

1. En Espagne le ministre des affaires étrangères a le titre de ministre d'État.

m'aboucher avec elle pour un objet si important, je ne dus pas hésiter à me rendre pour le même objet auprès de M. le président du conseil des ministres, qui s'est empressé de me déclarer, comme je m'y attendais, n'avoir pas la moindre connaissance de la mesure en question ou d'un ordre y relatif qui eût pu émaner du gouvernement de la reine.

Je me fis un devoir empressé de transmettre à mon gouvernement cette loyale déclaration qui suffit bien pour prouver que le cabinet espagnol est étranger à un ordre qui, sur un sujet si grave, ne pouvait certes en émaner à l'insu de son illustre chef. Il me reste cependant à appeler encore l'attention de Votre Excellence sur la portée de la scandaleuse intrigue qui a pu simuler un ordre du gouvernement de Sa Majesté Catholique. Je ne doute pas que Votre Excellence prendra les dispositions les plus promptes et convenables pour déjouer une pareille intrigue et qu'elle voudra bien me mettre à même de porter à la connaissance de mon gouvernement tout ce qui soit de nature à le rassurer complètement sur les suites qu'on pourrait encore en appréhender.

C'est dans ce confiant espoir que je prie Votre Excellence d'agréer les nouvelles assurances de ma très-haute considération.

Signé : R. TECCO.

**N° 6. Réponse de M. Calderon Collantès, ministre des affaires,
à M. Tecco, ministre d'Italie à Madrid.**

Saint-Ildefonse, 28 août 1861.

Monsieur,

Je me suis occupé avec la plus grande attention de la note que Votre Seigneurie m'a fait l'honneur de m'adresser le 17 courant, et j'y aurais répondu immédiatement si je n'avais eu l'espérance d'en conférer avec vous avant de vous écrire. Comme il ne vous a pas été possible de vous rendre à la résidence royale, ainsi que nous en avions le désir tous deux, je me vois obligé de traiter ce sujet par écrit.

Je crois sincèrement que le cabinet de Turin donne à cette affaire une importance qu'elle n'a pas.

Prêtant une foi entière à une nouvelle en grande partie inexacte, il affirme que le gouvernement de la reine a commis une double violation du droit des gens, en premier lieu contre l'Italie et son gouvernement; en second lieu, d'une manière moins directe, mais également grave, contre le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

Le fait parvenu à la connaissance du cabinet de Turin est que la légation d'Espagne à Lisbonne aurait reçu l'ordre de faire retirer par les consuls et vice-consuls de l'Espagne en Portugal les archives des consulats napolitains établis dans ce royaume.

Le cabinet (de Turin) a reçu dans le cours des deux dernières années des preuves non équivoques de la noblesse et de la droiture du gouvernement de la reine dans tous les cas relatifs aux très-graves questions qui s'agitent en Italie. Votre Seigneurie reconnaît la loyauté de ma conduite et je suis heureux d'en voir consigné le témoignage dans le document qui m'occupe.

Il m'est pénible de voir que, dans le même temps, le gouvernement que vous représentez ait accordé un facile accès à des informations inexactes.

Je dois donc rétablir les faits, afin de combattre convenablement les opinions émises par vous à leur sujet.

Le consul général de Sa Majesté Sicilienne à Lisbonne s'est adressé au chargé d'affaires de Sa Majesté la reine près la cour de Lisbonne pour lui demander qu'il obtienne de son gouvernement l'autorisation nécessaire à la réception des archives du consulat. Croyant très-prochaine la reconnaissance du royaume d'Italie par Sa Majesté Très-Fidèle et craignant de se voir retirer l'exequatur, le consul napolitain désirait sauver les documents formant les archives du consulat.

Il ne prétendait sans doute pas en opérer la consignation avant d'avoir été privé de son caractère public par les résolutions ci-dessus mentionnées.

Le gouvernement de la reine donna l'ordre à la légation de recevoir les archives avant qu'on eût eu recours au dernier extrême, c'est-à-dire avant le retrait de l'exequatur au consul. Rien ne fut prévu quant aux archives des autres consulats napolitains en Portugal. Le gouvernement de Sa Majesté ne voulut point ordonner des mesures générales. Il se proposa de résoudre successivement les demandes qui lui seraient adressées en se réglant selon les principes qu'il a devant les yeux, en ordonnant les dispositions susmentionnées.

Ces principes sont ceux qu'on a toujours observés, sinon dans des cas identiques, au moins dans des circonstances semblables, les mêmes principes qu'après l'ouverture de la guerre d'Italie le gouvernement espagnol a suivis sans que le gouvernement de Turin ait réclamé. Lorsque les relations entre deux gouvernements cessent, lorsqu'après cette interruption arrive la guerre et que les représentants respectifs se voient forcés d'abandonner leurs résidences, ils placent les sujets de leur pays sous la protection des représentants de puissances amicales ou neutres, en confiant en même temps les archives des légations à leur soin. Jamais de pareils faits n'ont donné lieu à des plaintes, et l'on aurait, au contraire, considéré un refus à ce sujet comme contraire aux égards que les nations et les gouvernements se doivent mutuellement et comme un oubli et un mépris des sentiments et des devoirs de l'humanité. Et, cependant, ce retrait des

archives d'un consulat dont les fonctions sont suspendues ou cessent définitivement pour raisons indépendantes de la volonté d'un souverain, a moins d'importance que l'acceptation de la représentation officielle de ce souverain pour protéger ses sujets dans les conflits qui peuvent surgir.

La nature du fait ne change même pas lorsque, à la place de ces agents, il s'agit des agents d'un gouvernement détruit par suite de changements radicaux survenus dans l'existence d'un peuple. Le fait ne revêt rien d'hostile et doit toujours être considéré comme un acte de protection qui, sans porter atteinte à l'exercice des pouvoirs du nouveau gouvernement, reste un témoignage de considération donné au gouvernement qui subit la disgrâce d'une chute. On tenterait, du reste, en vain de retirer les archives d'une légation ou d'un consulat contre la volonté de ceux qui en sont les dépositaires. Fidèles au gouvernement qui les a nommés, ils trouveront d'innombrables moyens de les soustraire à toutes les perquisitions et à toutes les réclamations. Le refus de les recevoir serait, du reste, un acte déshonorant pour le gouvernement qui s'y déciderait et sans utilité pour celui en faveur duquel on le prononcerait. Il n'est pas probable qu'indépendamment de cela les agents de ce gouvernement eussent réussi à avoir des archives que les agents du gouvernement déchu auraient persisté à leur cacher par un sentiment de fidélité.

Ces considérations ont dû influencer sur la conduite du gouvernement du roi Victor-Emmanuel lorsqu'il a accepté depuis le commencement de la guerre d'Italie des faits d'une plus grande importance que ceux dont il se plaint maintenant. Il serait inutile de les citer.

Cependant, je me permettrai, monsieur le baron, de vous rappeler que la légation de S. M. la reine, à Constantinople, est chargée de la représentation officielle du roi François II auprès de la Sublime-Porte, sans que le cabinet de Turin ait vu dans l'admission de cet acte de la part de la Porte une violation de principe du droit des gens, ni un manque des égards que l'Espagne n'a cessé de montrer envers le Piémont.

La situation respective des deux gouvernements est franche et nette, et l'esprit de modération qui les a guidés dans leurs relations a suffi pour éloigner toute chance de conflit. Votre Seigneurerie sait comment ont été résolues les questions qui ont surgi.

Le gouvernement de la reine ne peut abandonner la position qu'il occupe dès le commencement des complications italiennes. Resté neutre, malgré leur grande importance, il est venu pourtant en aide au droit reconnu des traités. Désirant l'indépendance et la liberté de l'Italie, il a toujours cru que, pour les fonder sur des bases sûres, on aurait dû se servir d'autres moyens et qui auraient conduit à des résultats plus stables, et moins contestés. Il y a eu donc des différences

d'appréciation, mais, malgré elles, aucune hostilité n'a eu lieu entre les deux gouvernements; les relations politiques et commerciales des deux peuples n'ont souffert aucune altération. Il n'est pas à craindre qu'un fait insignifiant en lui-même, et qui est, quel que soit son degré de gravité, du reste, la conséquence nécessaire d'autres faits qui l'ont précédé sans provoquer de réclamations, puisse altérer ces relations. Ce fait est, en outre, conforme aux principes du droit et aux usages diplomatiques constamment et universellement observés. Ce fait a paru d'une importance si mince et si bien justifié par tous les précédents que l'approbation du conseil des ministres a paru superflue; mais cette circonstance, qu'il me soit permis de vous le dire, n'est pas de la compétence de l'envoyé italien. Le ministre responsable ayant donné un ordre avec l'approbation de sa souveraine, il appartient au gouvernement, dont il fait partie, d'appuyer cet ordre ou de le faire modifier par suite des réclamations dont il devient l'objet.

J'ai eu l'honneur d'informer le gouvernement de Sa Majesté de votre réclamation, et les considérations que je viens d'exposer sont l'expression fidèle des sentiments qui l'animent, des idées qu'il a suivies, des principes qu'il considère comme légitimes.

Quant au gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, il ne s'est pas senti offensé de ce que la légation de la reine se chargeât des archives du consulat des Deux-Siciles avant le retrait de l'exéquatur au consul, et rien assurément n'est plus éloigné de l'esprit du gouvernement de la reine que de s'immiscer dans l'exercice de son pouvoir légitime, les relations entre leurs deux Majestés étant des plus satisfaisantes et des plus intimes. Sur ce point, monsieur le baron, vous avez exprimé une opinion qui n'est pas partagée par le cabinet de Lisbonne, puisque depuis la date de votre réclamation, et malgré la publicité qui lui a été donnée, il ne s'est pas plaint qu'aucun droit eût été violé. Le gouvernement de Votre Seigneurie reconnaîtra enfin que cette violation n'existe pas, et que celui de S. M. la reine n'a point démenti en cette occasion les principes de droiture, de modération et de justice qui, de tout temps, ont servi de règle à sa conduite.

Agrérez, etc.

**N° 7. Note de M. le baron Tecco au ministre d'État
M. Calderon Collantès.**

Madrid, 1^{er} septembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir l'office que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 28 du mois dernier en réponse à la communication que j'ai eu l'honneur de lui faire par ordre de mon gouvernement, en date

du 17 même mois. Tout en partageant d'abord sincèrement le regret de Votre Excellence de ce que quelques contrariétés ne m'aient pas permis d'avoir avec elle l'entretien réciproquement désiré, je m'en consolais cependant dans la pensée que, s'agissant à mon avis avant tout d'éclaircir une question de fait, Votre Excellence par une note écrite n'aurait pu que mieux me mettre à même de rassurer là-dessus mon gouvernement. J'espérai en même temps de voir confirmée dans cette note la supposition que j'avais indiquée dans mon précédent office à Votre Excellence et que la déclaration à ce sujet de M. le président du conseil me paraissait pouvoir autoriser, c'est-à-dire qu'il y eût eu quelque malentendu relativement au fait dénoncé à mon gouvernement d'un ordre enjoignant à la légation de Sa Majesté Chrétienne à Lisbonne de retirer les archives des ci-devant consulats sicilopolitains en Portugal.

Aussi, grande a été ma déconvenue, lorsque j'ai dû voir, en lisant la note précitée de Votre Excellence, que quoique l'ordre susmentionné n'eût pour le moment en vue que les archives consulaires napolitaines à Lisbonne, il ne restait cependant désormais plus aucun doute sur l'existence même d'un pareil ordre du gouvernement de Sa Majesté Chrétienne, ordre qui, plus ou moins étendu, ne saurait changer pour cela de nature.

Il ne me reste ainsi maintenant qu'à suivre Votre Excellence dans les considérations par lesquelles elle cherche à justifier le fait de l'ordre en question. Là-dessus toutefois, malgré le meilleur désir de trouver ces considérations fondées en droit, il m'est néanmoins impossible de confondre les égards personnels qu'on peut avoir pour le malheur d'un roi déchu avec des droits et des prérogatives qui n'ont pu lui appartenir qu'autant qu'il restât en place dans son royaume, droits et prérogatives qui ont dû passer depuis par la force des choses à qui a succédé au pouvoir.

Parmi ces droits figure en première ligne celui de protection pour les établissements publics de la nation, et surtout de ceux qui, comme les archives des consulats, sont des dépôts sacrés de la foi publique. Pourrait-on, en effet, sérieusement soutenir la prétention que de pareils établissements, dont la protection est le droit exclusif du chef de l'État et le premier devoir d'un gouvernement national, soient au contraire abandonnés comme propriété personnelle à un prince déchu pour qu'il puisse en disposer à son gré même après avoir perdu le pouvoir? Il me paraît superflu de relever davantage l'inadmissibilité absolue d'une pareille prétention.

Quant aux précédents, ou usages diplomatiques qui, d'après Votre Excellence, paraissaient autoriser le procédé du gouvernement espagnol dans le cas qui nous occupe, je regrette encore de ne pouvoir y

reconnaître rien qui, à mon avis, puisse justifier l'opinion de Votre Excellence. Vous faites appel, monsieur le ministre, à l'usage universellement reçu, dans le cas de rupture et de guerre entre deux nations, usage d'après lequel, lorsque les représentants respectifs des deux États en guerre doivent quitter leurs résidences, quelque mission de puissance neutre à la même résidence se charge d'ordinaire de la protection des nationaux et des archives des légations de la puissance belligérante. Il me suffira là-dessus de prier Votre Excellence de vouloir bien réfléchir que, dans le cas qu'il signale, la puissance qui assume une pareille protection ne peut le faire que d'après la demande même et l'autorisation du gouvernement de la nation, qui veut bien y avoir recours, tandis que, dans le cas qui vient de provoquer la réclamation de mon gouvernement, c'est justement le contraire qui a lieu.

Votre Excellence a recours enfin dans la même note à un argument *a majori* que je crains bien ne pas être de nature à atténuer le tort dont mon gouvernement croit avoir à se plaindre. Elle me fait observer qu'on aurait déjà toléré de notre part d'autres faits bien plus graves que celui qui nous occupe à présent, et à ce propos elle me cite un cas que j'ignorais complètement, d'après lequel la légation royale d'Espagne à Constantinople s'y trouverait maintenant également chargée de la représentation officielle du roi François II. Vous paraissez en tirer la conséquence, monsieur le ministre, qu'après avoir toléré sans réclamer un pareil fait, mon gouvernement ne saurait plus donner beaucoup d'importance à ce qui forme un objet bien moindre de réclamation en ce moment. Là-dessus je ne me crois aucunement autorisé à juger moi-même de l'importance relative des faits et des cas différents que le gouvernement du roi est seul à même d'apprécier d'après ce qu'il doit connaître de leurs circonstances respectives et peut-être aussi d'après d'autres considérations générales qui ne sont pas plus de mon ressort.

Je m'abstiendrai même bien volontiers aussi de revenir encore sur un point, quoique intimement lié comme grave circonstance au fait qui a provoqué la réclamation de mon gouvernement; je fais allusion à la circonstance que ce fait même s'est passé sur le territoire d'une puissance neutre, car si ce fait a pu être considéré par nous comme un acte hostile, on ne saurait ne pas reconnaître au Portugal le droit de se plaindre qu'un pareil acte ait été commis sur son territoire. Si cependant il ne s'est pas plaint, cela peut bien prouver à Votre Excellence que mon gouvernement dans son esprit de conciliation n'a point cherché à l'associer à sa plainte.

Désireux en mon particulier, comme je l'ai été toujours bien sincèrement, d'écarter autant qu'il peut dépendre de moi tout ce qui me

paraît de nature à menacer la bonne harmonie plus que jamais peut-être importante entre nos nationaux et nos gouvernements dans leur intérêt réciproque, je serai en tout cas heureux de prêter mon concours le plus dévoué pour faire disparaître le sujet actuel de plainte, si, comme j'aime à l'espérer, Votre Excellence, dans son esprit de rectitude et de conciliation auquel je me suis toujours plu à rendre justice, veut bien chercher aussi de son côté les moyens les plus convenables d'arriver à ce but salulaire.

En attendant, Votre Excellence comprendra la pénible obligation dans laquelle je crois me trouver dès à présent pour couvrir dans le cas actuel ma responsabilité, de formuler les réserves opportunes dans le but de sauvegarder les droits de mon gouvernement, de même que ceux des individus de ma nation qui pourraient être lésés, et plus particulièrement dans l'éventualité de perte même accidentelle de documents contenus dans les archives, pertes dont la remise à la légation de Sa Majesté Chrétienne à Lisbonne aurait pu être l'occasion.

Après avoir rempli cet indéclinable devoir de ma position, je prie encore Votre Excellence d'agréer les assurances de ma haute considération.

Signé : R. TECCO.

**N° 8. Note de M. le ministre d'État Calderon Collantès
au ministre d'Italie à Madrid.**

Sainte-Ildefonse, 13 septembre 1861.

Monsieur, la note que vous avez jugé convenable de m'adresser le 1^{er} de ce mois en réponse à la mienne du 28 août, reconnaît la vérité des principes que j'ai exprimés pour démontrer la nécessité et la convenance des ordres donnés par le gouvernement de la reine, qui autorisaient sa légation à Lisbonne à recevoir les archives du consulat général des Deux-Siciles.

Cet accord quant à la doctrine établie par le droit des gens et la pratique universelle dans les cas semblables à celui-ci est très-flatteur pour moi.

Votre Seigneurie reconnaît que, lorsqu'il y a eu interruption des relations entre deux gouvernements, les agents ou représentants d'un troisième gouvernement étranger à leurs débats peuvent, sur la demande de n'importe lequel des deux États contractants, non-seulement retirer les archives de ses consulats ou de ses légations, mais encore accepter la charge de protéger des nationaux, sans que cela puisse être envisagé comme un acte contraire à la plus stricte neutralité.

Cependant Votre Seigneurie affirme que ce qui a eu lieu à Lisbonne n'a aucune analogie avec ce qui arrive généralement lorsque surgissent

des dissidences entre des souverains qui se trouvent dans le plein exercice de leurs droits et de leurs prérogatives.

Votre Seigneurie considère le fait qui nous occupe au point de vue de ses sentiments personnels et des devoirs importants de sa charge; de là vient que vous mettez en doute des droits que l'Espagne reconnaît, et que vous vous appuyez sur d'autres qui ne sont pas encore reconnus. Bien que ce ne soit pas le moment de les discuter, ces droits n'ont pas, quelle que soit leur nature, l'étendue que vous leur attribuez.

Vous connaissez les principes qui dirigent à cet égard la politique du gouvernement de la reine et qui ont été formulés dans des documents adressés au gouvernement de votre auguste souverain. C'est conformément à ces principes qu'a été prise la décision qui a donné lieu à la note de Votre Seigneurie, et comme ils n'ont pas été modifiés, il est évident que les actes doivent s'y conformer.

Toutefois le gouvernement de la reine suivant la ligne de conduite qu'il s'est tracée n'a pas dévié un seul instant de la neutralité qu'il s'est proposé d'observer dans toutes les questions qui s'agissent dans le pays de votre auguste souverain, et en adoptant la mesure qui provoque les observations de Votre Seigneurie, sa circonspection a été telle qu'il a recommandé à la légation de Sa Majesté à Lisbonne de recevoir les archives du consulat des Deux-Siciles sans attendre qu'on en fût venu à la dernière extrémité, c'est-à-dire avant le retrait de l'*exequatur* de la part du gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

Votre Seigneurie oubliant d'apprécier cette circonstance à sa juste valeur présente comme une preuve de la modération de son gouvernement le fait de n'avoir pas jugé à propos d'associer le gouvernement portugais à ses plaintes. Sans examiner quel aurait été le résultat d'une pareille démarche ni si le Portugal aurait pu croire violés ses droits de souveraineté, il est constant qu'aucune observation soit directe soit indirecte n'a été adressée au gouvernement de la reine, et qu'après le temps qui s'est écoulé, il ne lui serait plus possible d'en formuler une.

Il y a donc quant à ce fait de la part du gouvernement portugais un consentement, non pas formel et écrit, mais clair et indubitable, ce qui suffit pour démontrer qu'aucun principe ni aucun intérêt ne fut blessé à l'endroit de ce gouvernement.

Votre Seigneurie qui connaît la convenance de passer par-dessus tout ce qui pourrait altérer l'harmonie entre le gouvernement de son auguste souverain et celui de la reine, désire éviter tout motif de trouble dans ces rapports, et vous observez avec raison que ces motifs n'ont jamais été plus périlleux que dans ce moment.

Cette manière de procéder, déjà ancienne chez vous, a toujours été

appréciée par le gouvernement de la reine. L'esprit de conciliation et la prudence dans l'attente ont constamment présidé aux mesures que des deux parts nous avons été obligés de prendre pour accomplir nos devoirs, et l'on ne saurait se départir de cet esprit de conciliation à propos d'une question fort mince en elle-même et qui le paraît encore plus lorsqu'on la compare aux autres questions non encore résolues.

Votre Seigneurie croit de son devoir de couvrir sa responsabilité en faisant les réserves nécessaires en faveur des droits qu'elle attribue à son gouvernement et de ceux de ces nationaux qui pourraient être éventuellement lésés par la perte accidentelle de quelques documents des archives napolitaines à la suite de leur consignation à la légation de la reine à Lisbonne.

Indubitablement celle-ci a assumé le devoir de conserver intégralement ces archives et de les consigner en son temps à qui de droit et sous ce rapport les réserves faites par Votre Seigneurie sont jusqu'à un certain point superflues. Le dépositaire de toute espèce d'objets contracte, en recevant le dépôt, l'obligation formelle de les restituer au déposant, ou à celui qui représente son droit soit par cession, soit en vertu de tout autre titre légitime d'acquisition. Ce principe de droit écrit est tellement notoire que son oubli serait une faute inexcusable, et exposerait à de justes censures et remontrances.

J'ai la plus entière confiance qu'aucun fait, aucun accident si léger qu'il soit du genre de ceux que vous craignez, n'aura lieu et ne donnera occasion à des réclamations de cette espèce. Dans cette conviction, je dois considérer comme terminé un incident qui, à mon avis, n'aurait pas dû donner lieu à des contestations, contestations qui, malgré leur modération actuelle et future, pourraient servir, en recevant une certaine publicité, à ouvrir le champ à des conjectures risquées ou malveillantes, à exciter la méfiance et à contribuer enfin à la perturbation du bon accord et des amicales relations des gouvernements, même quand ces gouvernements, dans la mesure de leurs intérêts réciproques, ont le désir de les conserver.

**N° 9. Note de M. le baron Tecco au ministre d'État
M. Calderon Collantès.**

Madrid, 17 septembre 1861.

Monsieur le ministre,

J'ai rempli le pénible devoir de transmettre au gouvernement du roi M. A. S. le texte de la note par laquelle Votre Excellence, en date du 13 courant, a bien voulu me faire connaître, quoique sous les formes de sa courtoisie habituelle, que le gouvernement de S. M. la reine

refuse de faire droit à la réclamation que j'avais dû lui présenter au sujet des archives sicilo-napolitaines retirées par son ordre en Portugal.

Tout en attendant là-dessus les instructions ultérieures de mon gouvernement, je craindrais cependant de ne pas justifier assez le précieux témoignage qu'il vous a plu, monsieur le ministre, de rendre à ma constante sollicitude, pour écarter, autant que cela puisse dépendre de moi, tout ce qui serait de nature à menacer la bonne entente entre nos deux gouvernements, si en cette occasion je ne tentais pas un dernier effort dans ce but.

Je le tenterais avec une confiance d'autant plus grande, qu'après avoir déjà dû remarquer avec satisfaction dans l'office précité de Votre Excellence, qu'elle se plaît d'abord à reconnaître tout à fait conformes aux principes de droit que vous professez, monsieur le ministre, ceux que j'ai invoqués moi-même, je ne saurais plus attribuer qu'à un malentendu la divergence absolue de nos conclusions respectives. Aussi, avec la faveur d'une attention non prévenue, dont j'ose prier Votre Excellence, j'aime à espérer encore que ce regrettable malentendu pourra être facilement découvert et éliminé.

Je continue à parcourir dans ce but la même note précitée de Votre Excellence, mais après son début si favorable, que je viens de signaler et qui paraissait me promettre dans sa suite et dans ses conclusions la même heureuse conformité, je dois m'arrêter tout à coup à l'endroit où vous semblez supposer, monsieur le ministre, que *je me suis, dans ma réclamation, appuyé sur des droits qui ne seraient point encore reconnus par l'Espagne.*

Et c'est ici même que je crois découvrir ce malentendu, car j'ai la confiance de n'avoir invoqué, de mon côté, que les principes du droit des gens, tel qu'il est compris dans tous les États libres et constitutionnels où l'on ne confond pas l'État lui-même avec la personne du prince lorsqu'il a cessé de régner, et c'est uniquement sur ce droit que j'ai réclamé la dévolution des archives consulaires de Naples au gouvernement du roi qui a succédé à celui de François II dans ce royaume.

Je soupçonne en même temps que Votre Excellence, dans le passage de la note que je viens de citer, ait pu avoir en vue simplement la question de reconnaissance formelle du royaume d'Italie par le gouvernement espagnol. J'en ai pourtant fait toujours moi-même abstraction, connaissant les égards délicats que mon gouvernement a désiré montrer envers cette auguste dynastie, vu ses liens de famille avec celle qui a cessé de régner à Naples, en laissant au gouvernement espagnol le choix du moment plus opportun pour effectuer une pareille reconnaissance.

Le droit donc que j'ai invoqué est bien indépendant d'une semblable formalité, car il repose sur le fait accompli par la volonté nationale, lorsqu'il y a un an, au cri d'Italie et de Victor-Emmanuel, les peuples, se levant à la fois du Lilybée au Vésuve, y firent disparaître la dynastie, qui avait confié en vain sur ses armées imposantes de terre et de mer, et acclamèrent le royaume italien.

Or, ce ne sera certes pas l'Espagne qui voudrait méconnaître le droit fondé sur le fait de la volonté nationale, fait sur lequel pose également le droit de sa dynastie actuelle, droit qu'au surplus, ici moins qu'ailleurs, on ne saurait considérer comme dépendant d'une reconnaissance étrangère, n'oubliant pas combien celle-ci s'y est fait attendre sans qu'on ne crût pas pour cela moins légitime le droit de S. M. Isabelle II, que la nation avait proclamé.

Ce ne serait non plus le cabinet éclairé de cette reine constitutionnelle qui, par une aberration inconcevable, pourrait soutenir la prétention d'un dégradant absolutisme, d'après laquelle les États seraient la propriété personnelle des princes. Si jadis un roi, au faite de sa puissance, ébloui par la splendeur de son trône et en présence du servilisme de son siècle, a pu étaler une pareille prétention en disant : *L'État c'est moi*, ce serait par trop ridicule que de supposer une égale prétention à un prince déchu qui se trouve dans les conditions de François II. Ce ne serait cependant rien moins que cette folle prétention qu'on lui attribuerait, si on voulait soutenir qu'il exerce son droit en prétendant disposer encore des archives consulaires en question, qui appartiennent à la nation et dont en conséquence son gouvernement peut seul disposer.

Ces simples considérations qui auront mis, j'espère, en évidence le premier et principal malentendu, serviront aussi pour en faire disparaître un second, qui me semble consister dans une analogie apparente que Votre Excellence a cru apercevoir entre le fait du gouvernement espagnol, recevant lesdites archives sur le désir de François II, et la consuetude, d'après laquelle, dans le cas de rupture entre deux gouvernements, un troisième neutre se charge d'ordinaire des archives de légations ou consulaires que l'un des deux gouvernements en rupture peut lui confier. Je ne saurais à ce sujet que reproduire encore la même remarque que j'ai déjà dû faire dans mon précédent office, c'est-à-dire, que le gouvernement qui se charge des archives dont il s'agit, ne saurait cependant le faire sans la volonté du gouvernement qui peut en disposer comme représentant la nation à qui ils appartiennent ; mais, dans le cas qui nous occupe, quel est donc le gouvernement qui ait le droit, maintenant, de disposer des archives napolitaines, si ce n'est pas l'italien, qui depuis un an est établi à Naples par la volonté nationale ?

On aurait un prétexte peut-être pour disputer, avec quelque apparence de raison, à ce dernier un pareil droit en faveur de François II, si ce prince eût pu réussir, au moins, à établir sur quelque point des provinces napolitaines un simulacre de gouvernement, tel qu'un autre prince, que je n'ai pas besoin de nommer, était parvenu à organiser et à maintenir assez longtemps sur quelques provinces de l'Espagne, dans les premières années du règne actuel; mais tel n'est pas même le cas de François II, puisque, malgré tous les efforts de la réaction et du brigandage que l'Europe absolutiste a déchaîné sur quelques-unes de ces provinces, pour parvenir à un pareil but, rien n'a pu être obtenu : partant l'analogie que Votre Excellence a cru signaler entre la consuetude internationale, ci-dessus mentionnée, et le cas des archives en question, ne me semble soutenable sous aucun rapport.

Quant à la circonstance, sur laquelle Votre Excellence veut bien appeler encore mon attention, que le gouvernement de la reine a eu soin d'ordonner à ses agents en Portugal de retirer les archives des consuls napolitains, avant qu'on leur retirât l'*exequatur*, il me suffira de remarquer que l'*exequatur* n'étant que l'autorisation aux consuls d'exercer leurs fonctions dans un État étranger, cette autorisation est périmée par le fait, du moment qu'a cessé le gouvernement qui a nommé ces consuls.

Au surplus, pour ce qui concerne la manière dont le gouvernement portugais ait pu envisager l'acte du gouvernement espagnol sur son territoire, je ne m'en occuperai pas davantage, tout en maintenant les raisons que j'ai signalées dans mes précédents offices, sur le droit qu'il aurait eu de s'en plaindre.

Je voudrais pouvoir me flatter que, d'après ce que je viens de soumettre encore à l'attention de Votre Excellence, au sujet du regrettable différend qui nous occupe, pût la persuader de l'urgence d'y remédier au plus tôt, et cela d'autant plus que les intérêts des particuliers qui se trouvent avoir des documents dans les archives en question, documents qui ne sauraient en attendant avoir leur cours légal, peuvent se trouver lésés par le retard chaque jour davantage, et c'est aussi sous ce point de vue que j'ai cru nécessaires les réserves que j'ai formulées dans mon précédent office.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les nouvelles assurances de ma haute considération.

Signé : R. TECCO.

**N° 40. Dépêche de M. Ricasoli, ministre des affaires étrangères,
à M. Tecco, ministre d'Italie, à Madrid.**

Turin, 6 octobre 1861.

Monsieur,

J'ai reçu les diverses communications que vous avez bien voulu m'adresser par le télégraphe ou par la poste, au sujet de la question épineuse de la consignation des archives consulaires des Deux-Siciles.

J'ai pris avec soin connaissance des notes échangées à ce sujet entre vous et le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique, et j'ai dû en déduire la conséquence qu'il y a de la part du gouvernement espagnol un parti irrévocablement pris de se refuser à un acte non-seulement de justice, mais basé sur les principes les moins contestables du droit international. Je ne reviendrai pas sur l'expression des faits qui ont donné lieu à cette affaire, et ne développerai pas non plus les principes de droit public qui doivent indubitablement lui servir de règle; vous avez déjà, dans les notes que vous m'avez transmises, accompli ce devoir avec une évidence et des raisons si fortes qu'il serait inutile d'insister davantage sur ce genre de considérations. Même pour ceux qui éprouvent le moins de bienveillance pour le gouvernement italien et pour les changements récents qui ont eu lieu en Italie, la distinction dans le cas actuel du gouvernement de droit et du gouvernement de fait est si claire et si décisive qu'elle suffit à elle seule pour résoudre la controverse. François II, quels que soient les droits qu'on veut lui reconnaître, peut-il protéger ses anciens sujets, pourvoir à leurs besoins, défendre leurs intérêts? La négative ne peut être douteuse pour personne. Le gouvernement seul est incontestablement dans la possibilité d'exercer une pareille protection, comme il en a le droit et l'obligation. Par suite de l'intervention du gouvernement de Sa Majesté Catholique dans les affaires italiennes, dix millions de nos conationaux voient compromise et endommagée une partie importante de leurs intérêts.

Le fait n'est nullement aussi insignifiant que M. Collantès semble le croire, puisque dans les archives consulaires des Deux-Siciles se trouvent les registres de nationalité de cette nombreuse partie des habitants du royaume d'Italie, les actes de leur état civil à l'étranger, leurs contrats, les sentences d'arbitres qui les concernent, un grand nombre de documents enfin, sans lesquels il serait difficile, parfois impossible au gouvernement italien, c'est-à-dire au seul qui puisse les protéger, de faire valoir leurs intérêts : dans ces archives se trouvent déposées encore des sommes d'argent qu'il faudra pourtant remettre à ceux à qui elles appartiennent.

En face de raisons de cette gravité, il me semble que, pour le gou-

vernement de Sa Majesté Catholique, l'affaire se réduit, en substance, à une question de préférence entre le principe du droit divin et celui de la souveraineté nationale.

La prédilection manifestée par le gouvernement espagnol en faveur du premier de ces principes me surprend d'autant plus que ce gouvernement, comme celui d'Italie, a son origine et sa base dans le principe de la souveraineté nationale. Mais le gouvernement italien, malgré la modération qui l'anime dans cette affaire, et malgré son désir de rester en bons termes avec la noble nation espagnole et, en laissant au temps et à la réflexion le soin d'amener le gouvernement de Sa Majesté Catholique à la reconnaissance du roi d'Italie, ne saurait consentir à des actes qui blessent directement le droit à lui conféré par la nation, et qui, en mettant ce droit en doute, l'empêchent dans l'accomplissement de ses devoirs.

Aucune puissance ne resterait indifférente dans un cas pareil et le gouvernement de Sa Majesté Catholique peut, dans l'histoire récente de son règne, rencontrer plus d'une occasion dans laquelle il eut recours à des protestations sévères et procéda même à des représailles pour des actes contraires à son droit national.

Je veux encore conserver l'espérance que les bonnes relations désirées par les deux parties ne sont pas sur le point d'être altérées, et j'espère encore que le gouvernement espagnol donnera à ses agents les instructions réclamées par notre bon droit. Si cependant ces espérances devaient être trompées, nous nous verrions avec douleur dans la nécessité de prendre telles résolutions qui nous seraient dictées par le juste sentiment de notre dignité, en en appelant sans hésitation à l'opinion publique de l'Europe éclairée et impartiale.

Signé : RICASOLI.

N° 11. Télégramme de M. Tecco au baron Ricasoli.

Madrid, 30 octobre 1861.

On consent ici à la consignation des archives napolitaines, mais seulement en ce qui concerne les intérêts des particuliers. On veut d'abord les consigner aux autorités locales. J'ai rejeté cette restriction et insisté pour la restitution pure et simple à nos agents.

Signé : TECCO.

N° 12. Dépêche du baron Ricasoli au baron Tecco.

Turin, 6 novembre 1861.

Monsieur le baron,

Dans le télégramme que je me suis empressé de vous envoyer hier, je vous annonçais à la fois l'intention de la France de continuer plus

efficacement ses bons offices auprès du cabinet de Madrid, et ma ferme volonté de ne consentir à aucune distinction entre la partie des archives napolitaines concernant exclusivement les intérêts des particuliers, et celle relative à des objets d'un ordre public et politique. Les motifs de ma détermination ne peuvent échapper à votre pénétration. La distinction que l'on voudrait introduire ne repose sur aucun fondement juridique. L'Espagne n'a pas plus de droit sur les documents d'un intérêt public que sur ceux d'un intérêt uniquement privé. Les uns et les autres sont également importants au gouvernement du roi; la consignation des uns et des autres est requise également par la conscience de notre droit et par le sentiment de notre dignité nationale. Une distinction pareille laisserait non résolue la question juridique, ou plutôt elle la trancherait dans un sens défavorable pour nous, car admettre la consignation seulement d'une partie des archives serait reconnaître implicitement à l'Espagne le droit de retenir l'autre.

Bien plus, cette distinction soulèverait dans la pratique de très-graves difficultés. Qui sera chargé de classer les documents en deux catégories distinctes? Cette séparation sera-t-elle livrée au bon plaisir de chacun des consuls espagnols qui se trouvera en possession d'archives napolitaines? Devra-t-on à cet effet instituer une commission mixte dans chacune des villes où se présentera le fait qui a donné lieu à l'affaire?

Évidemment ce mode d'agir serait fort peu convenable pour le gouvernement qui le subirait. L'Espagne jusqu'ici n'a été que simple dépositaire des archives des anciens consulats napolitains; en cette qualité elle n'a pas même droit de prendre connaissance du contenu des documents; admettre sa distinction, lui accorder la faculté de classer en catégories distinctes les documents en question, équivaldrait à lui concéder un droit de propriété.

La manière dont serait exécutée cette consignation restreinte et tronquée serait propre à faire surgir de nouvelles complications. En consignait les archives non pas aux agents du gouvernement du roi, mais aux autorités locales, on court le risque que celles-ci refusent de transmettre ces documents aux consuls italiens. Cela n'arriverait sans doute pas dans les pays qui reconnaissent le royaume d'Italie, mais il n'est pas certain que le fait qui a amené la difficulté actuelle ne se soit présenté qu'à Lisbonne, Constantinople, Alexandrie, Marseille, Alger, Londres. Le gouvernement sait qu'il en a été de même en d'autres lieux, par exemple à Gibraltar et à Tripoli. Bien que dans ces villes, les autorités locales reconnaissent la juridiction des consuls italiens, cet exemple suffit pour prouver qu'il n'est rien moins que certain que la consignation aux autorités locales ne produirait pas en plusieurs

lieux des difficultés qui obligeraient le gouvernement à soulever le même débat avec d'autres gouvernements.

Par ces considérations, monsieur le baron, je ne puis, sans porter atteinte à la dignité de l'Italie, accepter les dernières propositions du cabinet espagnol.

Signé : RICASOLI.

N° 13. Note de M. Tecco à M. Calderon Collantès.

Madrid, 12 novembre 1861.

Monsieur le ministre,

Trois mois sont près de s'être écoulés depuis le jour que, par ordre de mon gouvernement, j'ai dû m'adresser à Votre Excellence pour réclamer la restitution des archives consulaires siculo-napolitaines que les consuls espagnols avaient reçu ordre de retirer en Portugal et ailleurs.

Ma réclamation primitive, ainsi que mes successives instances à ce même objet se basèrent constamment sur le principe de droit incontestable, d'après lequel ces archives consulaires, de même que tout autre dépôt de la foi publique, étant une propriété sacrée de la nation à laquelle ils appartiennent, c'est son gouvernement, quel qu'il soit, qui seul a le droit, comme il en a le devoir, de les avoir sous sa main.

Le gouvernement italien, tout en revendiquant dans ce cas son bon droit au sujet desdites archives, n'a pas moins tenu à faire preuve constamment de son esprit de conciliation en se prêtant bien volontiers à tous les ménagements compatibles avec sa dignité, et notamment en consentant à la forme indirecte de dévolution de ces mêmes archives.

Ainsi lorsque la France, interposant ses bons offices dans la question, proposa que cette dévolution eût à se faire par l'entremise des autorités locales, le cabinet de Turin n'hésita pas à accepter l'expédient proposé ainsi que son application générale.

Mais si, par un égard délicat aux circonstances spéciales du gouvernement espagnol, et par reconnaissante déférence à la médiation officieuse de la France que son digne ambassadeur a conduite depuis ici avec une sollicitude au-dessus de tout éloge et hautement appréciée, le gouvernement du roi M. A. S. a bien pu transiger quant au mode et à la forme des procédés à employer pour la restitution desdites archives, il n'a cependant jamais cru pouvoir consentir à une restriction quelconque dans la restitution elle-même, et que par conséquent on pût lui en remettre seulement la partie concernant les intérêts particuliers en retenant celle qui concernerait la politique. Le principe de droit en effet ci-dessus signalé ne permet aucunement la distinction qu'on prétendrait faire entre les diverses parties des archives qui sont

toutes également propriété de la nation italienne, et partant, dès qu'on reconnaît le droit de son gouvernement national à disposer d'une de ses parties, il me paraît évidemment non logique de le lui contester sur l'autre.

Je ne dissimulerai cependant pas sur ce point spécial de la question un incident qui, légèrement considéré, aurait pu paraître l'avoir préjugée dans un sens divers. Lorsque le cabinet impérial de France commença son intervention officieuse, il se borna, il est vrai, à demander la remise aux autorités françaises de la partie seulement qui pouvait concerner les intérêts des particuliers. Mais évidemment cette demande primitive du gouvernement français avait en vue la seule protection des intérêts de ses nationaux, qui se trouvaient compliqués dans les actes des archives, et pour lesquels seulement il avait un titre à faire sa demande. Mais il n'a pas entendu préjuger par là le droit du gouvernement italien à revendiquer pour son compte la restitution complète desdites archives. Ce droit, au surplus, est parfaitement reconnu non-seulement par nos amis politiques, mais par les meilleurs amis de l'Espagne elle-même et de son gouvernement, qui ne m'ont pas caché leur opinion à ce sujet, ainsi que le désir et l'espoir qu'elle puisse être partagée par Votre Excellence.

C'est ce même désir que je ne saurais trop vivement exprimer moi-même dans ce moment, en présence du danger de voir terminer misérablement par une déplorable rupture un différend qui n'a déjà que trop duré. Ce serait aussi le moment où, j'aime à l'espérer, Votre Excellence aurait l'occasion de prouver de la meilleure manière l'efficacité des bonnes dispositions qu'elle s'est plu à me témoigner en mainte occasion, et cela en accueillant favorablement la demande que, par ordre de mon gouvernement, je suis en devoir de lui présenter aujourd'hui.

Le but de cette demande se borne à faire disparaître une formule restrictive concernant la dévolution des archives ci-devant mentionnées, dévolution qui se ferait dans la forme déjà convenue, mais qui devra être pure et simple et sans aucune restriction que le gouvernement du roi M. A. S. ne peut absolument consentir.

Si, après tous les efforts faits avec tant de bienveillante sollicitude par ce digne ambassadeur de France dans sa mission conciliative pour éviter une fâcheuse extrémité, si après les bons offices que je sais avoir été faits, dans le même but, par différents amis de ce gouvernement, si après tout on dût aboutir à une rupture, je devrais emporter la triste conviction que des influences fatales ont fait fermer les yeux sur toutes les considérations et les intérêts évidents qui conseilleraient la bonne harmonie entre les gouvernements constitutionnels de deux nations naturellement liées par des sympathies maternelles.

J'attends pourtant avec anxiété la réponse de Votre Excellence, que j'aime encore à espérer aussi prompte que favorable, et je vous prie, monsieur le ministre, d'agréer, etc.

Signé : R. Tecco.

N° 14. Note de M. Tecco à M. Calderon Collantès.

Madrid, 24 novembre 1864.

Monsieur le ministre,

Ayant dû porter à la connaissance de mon gouvernement la non-acceptation par le cabinet de Sa Majesté Catholique du dernier moyen conciliatoire proposé avec l'appui officieux de la France, pour mettre un terme au long différend des archives napolitaines, je viens de recevoir l'ordre de demander mes passe-ports pour quitter cette résidence.

En devant vous adresser aujourd'hui, monsieur le ministre, cette pénible demande, mes regrets en sont d'autant plus vifs qu'il y a peu de jours j'avais cru pouvoir considérer le différend même comme résolu, lorsque la formule, si heureusement trouvée par cet ambassadeur de France, et adoptée dans sa teneur textuelle par Votre Excellence, venait d'être par mon gouvernement complètement acceptée.

Au milieu de ces regrets cependant, j'emporte, en quittant l'Espagne, une grande consolation dans les sympathies aussi vives que spontanées, dont j'ai été heureux de rencontrer partout les constants témoignages dans cette généreuse nation si faite, par ses propres antécédents héroïques, pour apprécier justement les nobles efforts de l'Italie pour compléter et assurer son indépendance nationale. Ces sympathies si prononcées et réciproques, aussi bien que les intérêts si évidents de nos nations respectives, me font espérer que la triste interruption des bons rapports ordinaires entre les deux gouvernements ne sera pas de longue durée. En attendant, je suis autorisé à laisser M. le baron Cavalchini chargé des archives et des affaires de la mission.

Personnellement je ne puis qu'emporter à mon départ un reconnaissant souvenir de la courtoisie et des égards obligeants dont j'ai été l'objet de votre part, monsieur le ministre, ainsi que des autres fonctionnaires avec lesquels j'ai eu l'honneur de me trouver en rapport.

Je prie Votre Excellence d'agréer encore les nouvelles assurances de ma haute considération.

Signé : R. Tecco.

N° 15. Réponse de M. Calderon Collantès au baron Tecco.

Madrid, 25 novembre 1861.

Monsieur,

J'ai reçu la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier, et de laquelle il résulte que le cabinet de Turin n'accepte pas la dernière proposition faite par le gouvernement de la reine pour aplanir le différend relatif aux archives napolitaines. En conséquence de ce refus Votre Seigneurie a demandé ses passe-ports pour quitter cette cour, et annonce que M. le baron Cavalchini, secrétaire de légation, reste chargé des affaires et des archives de votre légation.

Le gouvernement de Sa Majesté regrette que le cabinet de Turin n'ait pas accepté les conditions proposées en dernier lieu par le gouvernement de Sa Majesté pour résoudre la question débattue au sujet des archives napolitaines, et qu'il ait pris la détermination que vous m'avez communiquée. Cependant le gouvernement a la conviction d'avoir fait, quant à lui, tout ce qu'il était possible de faire pour que le différend existant fût résolu d'une façon satisfaisante, ce qui était dans l'intérêt des deux pays. En remettant à Votre Seigneurie les passe-ports demandés, je me plais à lui signifier que le gouvernement de Sa Majesté gardera toujours un souvenir agréable de ses qualités personnelles, qui ont efficacement contribué à faciliter l'accomplissement de sa mission auprès de cette cour.

Agréez, etc.

Signé : S. CALDERON COLLANTÈS.

N° 16. Note-circulaire du baron Ricasoli aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger.

Turin, 30 novembre 1861.

Monsieur le ministre,

Le ministre de Sa Majesté à Madrid a reçu du gouvernement du Roi l'ordre de quitter cette capitale, en laissant à un secrétaire de légation le soin de pourvoir aux affaires courantes.

Je crois devoir donner aux légations de Sa Majesté quelques explications sur le fait qui vient de modifier l'état de nos rapports avec l'Espagne.

Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que le consul espagnol à Lisbonne avait reçu l'ordre de retirer les archives de l'ex-consulat napolitain. Cette mesure a donné lieu à une assez longue discussion entre les deux gouvernements. Elle avait été prise, à ce qu'il paraît,

à l'insu du président du cabinet espagnol, et M. Calderon Collantes, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique, s'était plu d'abord à la réduire à de très-petites proportions. Cependant il nous revint bientôt que des ordres semblables avaient été donnés à un assez grand nombre de consuls espagnols. Ayant ainsi acquis la conviction qu'il ne s'agissait pas d'un fait purement accidentel, mais d'une série de mesures annonçant un système bien arrêté de la part du ministre de Sa Majesté Catholique, le gouvernement du roi crut devoir adresser au cabinet de Madrid ses observations.

L'Espagne n'avait en effet aucun droit sur les archives napolitaines, devenues propriété du gouvernement italien, et le cabinet espagnol, qui avait déclaré ne vouloir intervenir en aucune manière dans les affaires de l'Italie, prêtait par cet acte un appui direct aux prétentions de l'ex-roi de Naples. Il prenait ainsi en réalité une position tout à fait différente de ses déclarations. Il conférait les droits de puissance belligérante à un prétendant tombé de son trône par suite d'une révolution, sorti de son ancien territoire après une capitulation régulière; il empêchait le gouvernement du roi Victor-Emmanuel d'exercer une partie des droits et de remplir une partie des obligations qui lui ont été déferés par la volonté des populations italiennes.

Par suite des sages conseils du gouvernement français, qui interposa amicalement ses bons offices, le gouvernement espagnol déclara qu'il était prêt à remettre aux autorités locales les documents concernant les intérêts particuliers des sujets italiens, mais il ajouta que, quant aux documents d'ordre public, il ne croyait pas pouvoir s'en dessaisir.

Après la discussion approfondie qui avait été entreprise sur la question de droit, cette distinction n'était pas admissible. Au point où se trouvaient les négociations, on n'aurait pu accepter la restitution d'une partie des documents sans reconnaître en même temps à l'Espagne le droit de retenir l'autre partie. La question de droit, celle qui était devenue la plus importante, aurait donc été tranchée implicitement d'une manière défavorable au gouvernement du roi. Il y eut un moment où le cabinet de Madrid parut reconnaître lui-même la justesse de cette raison. De son côté, le gouvernement du roi, reconnaissant des efforts que la France ne cessait de faire pour terminer amicalement ce démêlé, crut devoir se montrer d'autant plus conciliant dans la forme qu'il avait dû être ferme sur le fond de la question. Ce fut alors que M. Calderon Collantes proposa de remettre aux autorités locales tous les documents contenus dans les archives, en déclarant que le gouvernement espagnol avait acquis la conviction que ces papiers n'avaient trait qu'à des intérêts particuliers. En insistant pour une restitution directe, le gouvernement du roi aurait pu paraître

appeler un acte implicite de reconnaissance de la part de l'Espagne. Cette pensée était loin de nous, car les ministres de Sa Majesté ont un trop profond sentiment de la dignité du pays pour ne pas être convaincus que l'Italie ne voulait point d'une reconnaissance obtenue par de tels expédients. Je donnai donc mon adhésion à la solution proposée, en recommandant seulement au ministre du roi à Madrid d'insérer dans sa réponse quelques réserves destinées à prévenir toute interprétation erronée.

A mon grand étonnement, cette proposition de S. Exc. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique ne fut pas approuvée par ses collègues, et l'on demanda au baron Tecco de retirer les deux notes où la question de droit avait été développée. Évidemment, il était impossible d'accueillir cette demande sans y apposer une condition qui donnât à la transaction un caractère de parfaite réciprocité. Je n'acceptais donc la solution proposée que dans le cas où le gouvernement espagnol aurait renoncé, de son côté, à indiquer, dans les ordres qu'il donnerait à ses consuls, que les archives ne comprenaient pas de documents politiques. Le gouvernement espagnol s'étant refusé à admettre ce dernier moyen de conciliation, j'ai dû soumettre au roi l'ordre de rappeler son ministre de Madrid.

Ces explications vous mettront à même, monsieur le ministre, de donner au gouvernement de.... tous les renseignements qu'il peut désirer sur cette affaire. Vous saisirez, en outre, cette occasion pour faire remarquer l'attitude que le gouvernement du roi avait gardée envers l'Espagne jusqu'à ces derniers temps. Lorsqu'au mois de novembre 1860, le gouvernement de Sa Majesté Catholique rappela son ministre de Turin, le gouvernement du roi, voulant donner une preuve du prix qu'il attachait à la continuation de ses bons rapports avec la cour de Madrid, ne suivit pas l'exemple qui lui était donné et préféra déroger aux usages établis plutôt que d'interpréter dans un sens hostile la résolution du gouvernement espagnol. Depuis cette époque, quel que fût notre désir de voir le gouvernement de Sa Majesté Catholique rétablir complètement ses rapports avec nous, nous n'avons jamais, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, sollicité de la part du gouvernement espagnol un acte de reconnaissance qu'il aurait été naturel d'attendre de lui, vu l'analogie des événements qui se sont passés en Italie avec ceux qui ont raffermi en Espagne la monarchie constitutionnelle. Nous nous sommes, de plus, abstenus soigneusement de faire retomber jusqu'au gouvernement espagnol la responsabilité des encouragements que des tentatives désespérées contre l'ordre des choses établi en Italie recevaient de quelques sujets de Sa Majesté Catholique. Nous avons gardé le même silence sur les insultes qu'une partie de la presse espagnole prodiguait chaque jour

au gouvernement et à la personne même de Sa Majesté notre auguste maître.

En rappelant notre ministre de Madrid, nous n'avons donc cédé ni à un mouvement de dépit, ni à un sentiment de susceptibilité excessive. Cette détermination nous a été imposée par le devoir de sauvegarder la dignité nationale, qui ne saurait permettre sans protestation que la cour de Madrid continue à blesser les droits et à froisser les intérêts d'un peuple lié à l'Espagne par une amitié séculaire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : RICASOLI.

Dépêche adressée par le ministre d'État aux agents de l'Espagne à l'étranger pour expliquer les causes de la suspension des relations diplomatiques entre le gouvernement de la reine Isabelle et celui de Victor-Emmanuel.

Madrid, 6 décembre.

La suspension des relations diplomatiques existantes entre le gouvernement de la reine et le cabinet de Turin est aujourd'hui un fait. La cause de cette circonstance regrettable est la soi-disant question des archives napolitaines. L'esprit de modération gardé pendant la durée de ces négociations par le gouvernement de Sa Majesté n'a pas suffi pour résoudre les difficultés d'une façon satisfaisante pour les deux pays. Le représentant de la Sardaigne à cette cour a demandé ses passeports, et le gouvernement de Sa Majesté s'est trouvé obligé d'accéder à cette demande. Pour ces motifs, je trouve nécessaire de donner quelques explications, autant pour votre gouverne que pour mettre le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité à même de se former une juste opinion sur l'origine et les péripéties de la question des archives napolitaines. La politique franche et honorable observée par le gouvernement de la reine pendant le cours des événements qui se sont passés récemment dans la péninsule italienne est suffisamment connue.

En maintenant une stricte et absolue neutralité, il indiquait clairement ses vues et ses desseins. Le gouvernement d'une nation catholique dont le souverain est actuellement à la tête de la dynastie des Bourbons, et auquel sont réservés, en vertu de traités solennels, des droits importants dans la monarchie des Deux-Siciles, ne pouvait regarder avec indifférence des actes qui, d'une part, ont privé le saint-père de ses États et qui, d'autre part, ont enlevé de leur trône les princes de la famille des Bourbons en Italie. Quand les événements arrivés dans les Deux-Siciles ont obligé la royale famille de Naples à défendre dans la forteresse de Gaëte ses incontestables droits, et quand cette forteresse fut sur le point de tomber, plusieurs agents consulaires de S. M. Fran-

çois II demandèrent à ceux de S. M. Catholique de se charger, dans leurs résidences respectives, des archives consulaires confiées à leurs soins, jusqu'à ce que les questions soulevées dans les Deux-Siciles fussent réglées par l'Europe.

Le gouvernement de S. M. Catholique, après en avoir référé à ses agents, n'a pas trouvé de difficulté à les autoriser à accepter le dépôt qu'on désirait leur confier. Le gouvernement de S. M. Catholique, en adoptant cette résolution, avait présent à l'esprit ce qui s'est toujours fait dans des circonstances analogues, les droits et les usages admis quand les relations sont suspendues entre deux gouvernements, quand la suspension est suivie de la guerre, que les représentants diplomatiques, se trouvant obligés de quitter leur poste, recommandent aux représentants des puissances neutres et amies la protection de leurs sujets dans le pays, et confient à leurs soins la garde des archives de leurs légations.

Le gouvernement de Sa Majesté n'ignorait pas les difficultés que le gouvernement *de fait* d'un pays peut rencontrer quand il veut obtenir la possession des archives d'une légation ou d'un consulat malgré les désirs du dépositaire, puisque si ce dernier reste fidèle au gouvernement qui l'a nommé, il peut toujours trouver le moyen de les cacher. D'un autre côté, le refus de recevoir un pareil dépôt serait un acte indigne de la part de celui qui est opposé au gouvernement *de fait* et sans utilité pour le gouvernement auquel il est donné. Le gouvernement de Sa Majesté est convaincu que dans une circonstance analogue aucune puissance de l'Europe n'eût agi d'une façon différente.

Pour cette raison le gouvernement a prescrit la ligne de conduite indiquée plus haut, se réservant dans l'avenir de remettre les archives au parti qui aurait le droit de les recevoir. Les archives du consulat général de Naples ayant été déposées à la légation espagnole de Lisbonne avant que le gouvernement portugais n'eût reconnu le royaume d'Italie, et, en conséquence, avant l'enlèvement de l'*exequatur* à son agent des Deux-Siciles, le gouvernement de Sa Majesté Sarde a demandé des explications sur ce point. Le gouvernement de Sa Majesté s'est empressé de les fournir ; cependant la légation de Sardaigne persista à réclamer les archives des consulats napolitains comme la propriété du nouveau royaume d'Italie. Le gouvernement de Sa Majesté, qui n'a pas reconnu le fait sur lequel était basée la demande, et qui, quelle que soit la nature de cet acte, n'a pas eu la preuve que le représentant du Piémont prétendait lui donner, ne voulut pas accéder à cette demande.

La discussion a continué pendant quelque temps sur ce terrain, aussi bien que sur celui qui avait été précédemment mis en avant. Le gouvernement de Sa Majesté s'est toujours montré animé par cet esprit de conciliation ; mais cet esprit n'a pas été imité en toutes occa-

sions par la légation de Sardaigne. En deux occasions elle a exprimé son opinion quant à la base politique sur laquelle, dans son opinion, la monarchie espagnole repose, et sur la crainte que quelque influence fatale n'empêche qu'un accord satisfaisant ne s'établisse entre les deux; et quoiqu'elle ait employé dans diverses conférences des expressions d'une nature inconvenante, ou qui semblaient telles, néanmoins les notes sont restées sans réponse, et j'ai fait remarquer au baron Tecco que ces expressions étaient indignes de lui, par suite de l'interprétation qu'on aurait pu leur donner.

Même après cette manifestation de ma part, les notes auraient été renvoyées, si le gouvernement de Sa Majesté n'avait pas été résolu à observer la plus grande modération, et s'il n'avait pas espéré qu'elles seraient retirées quand la question aurait été définitivement réglée.

En attendant, le chargé d'affaires de France, en exécution des ordres de son gouvernement, m'a informé, d'une manière amicale et confidentielle, que le chevalier Nigra, représentant du roi Victor-Emmanuel auprès de l'Empereur des Français, avait demandé à M. Thouvenel d'employer sa médiation officieuse afin que la reine ordonnât de rendre les documents intéressant des particuliers, qui existaient dans les archives des consulats à Marseille et à Alger. Les premiers n'avaient pas été déposés dans les mains du consul de la reine à Marseille; mais si même la demande était limitée aux secondes, le gouvernement de Sa Majesté a pensé qu'il ne pouvait pas y satisfaire sans le consentement de S. M. le roi François II.

Étant informé du fait, et Sa Majesté ayant laissé le gouvernement de S. M. Catholique parfaitement libre d'agir du mieux qu'il le pourrait, et ayant exprimé sa conviction qu'il respecterait les droits lui appartenant, le gouvernement de Sa Majesté a consenti au transfert des documents qui intéressaient des particuliers. Il a cru qu'en agissant ainsi, sans violer ses principes et sans changer la position qu'il avait prise, il a satisfait immédiatement aux désirs du cabinet impérial de France, avec lequel il entretient des relations très-étroites, et aux prétentions du gouvernement du roi Victor-Emmanuel.

Après qu'a été adoptée cette résolution, qui paraissait satisfaire toutes les parties, le baron Tecco a déclaré que les instructions qu'il avait reçues de son gouvernement étaient précises, et que la reddition pure et simple des archives n'était pas suffisante. Cette contradiction inattendue entre la demande faite par le gouvernement impérial, sur les instances du chevalier Nigra, et celle que le baron Tecco a mise en avant pour obéir aux ordres du gouvernement, a donné lieu à de nouvelles conférences et négociations.

Il y a eu des moments où, en conséquence des notes auxquelles j'ai déjà fait allusion, elles ont été sur le point d'être rompues, et où le re-

présentant a été sur le point de demander ses passe-ports; mais les nouvelles explications qu'il m'a données et le désir de conciliation qui n'a jamais abandonné le gouvernement de Sa Majesté, ont amené les deux à examiner quelque nouveau moyen de satisfaire toutes les parties.

Il consistait en ceci, que le gouvernement de Sa Majesté s'étant assuré qu'il n'y avait pas de documents politiques dans ces archives, les autres seraient remis sur la présentation d'une autre note du baron Tecco, dans laquelle le principe serait mis de côté et la solution placée sur le terrain de la pratique et des convenances.

On posa aussi comme condition indispensable que le représentant du roi Victor-Emmanuel retirerait ses deux dernières notes, dans lesquelles il a donné à la discussion un caractère étrange et peu convenable. L'arrangement qu'on vient de mentionner a été déposé devant le cabinet de Turin, et en réponse il a proposé que le gouvernement de S. M. Catholique retirerait également toutes ses notes, fondant ses prétentions sur le principe de réciprocité, lequel certainement n'était ni admissible ni applicable à la question. Il n'était pas possible au gouvernement de S. M. Catholique d'accepter cette proposition. Les deux notes qui étaient des réponses aux premières notes du baron Tecco avaient formé la base des négociations diplomatiques, et comme elles ne contenaient que des idées justes et des observations exprimées dans un langage convenable, il n'était pas possible pour le gouvernement de la reine de les retirer, en les mettant sur la même ligne que les troisième et quatrième notes du baron Tecco, dans lesquelles il avait dépassé les limites assignées au langage diplomatique.

Néanmoins le gouvernement de Sa Majesté a persisté dans sa première suggestion. Les notes susmentionnées devaient être retirées, et la question devait être présentée dans une note nouvelle sous une autre forme. Cela n'étant pas fait, toute solution devenait impossible. Le cabinet de Turin n'a pas répondu à la suggestion, et le baron Tecco a demandé ses passe-ports en termes courtois. Le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas hésiter à obtempérer à cette demande. Les négociations qui avaient produit ce résultat avaient été longues et embarrassantes.

La presse, naturellement, s'est emparée de la question, et chacun, lui donnant le caractère et la gravité qui s'accordaient avec ses principes politiques et ses intérêts, en vint à la considérer comme une simple question de parti. Les choses en vinrent à un point tel qu'il fut annoncé comme positif que des manifestations populaires en faveur du cabinet de Turin suivraient le départ du représentant du roi Victor-Emmanuel. Le gouvernement de S. M. Catholique, qui compte toujours sur la loyauté et la cordialité de tous les habitants de cette capitale,

n'avait pas de raison pour les redouter; mais il était évident qu'on avait projeté d'exercer une sorte de pression indécente et intolérable sur l'esprit du gouvernement. La retraite du baron Tecco était devenue une nécessité pour lui-même et pour le gouvernement de la reine.

Sans la désirer ou sans y pousser, le gouvernement ne pouvait pas consentir à d'autres concessions que celles que, sans manquer à ses principes, il avait déjà acceptées pour prévenir une rupture. Cette rupture étant aujourd'hui un fait, le gouvernement de Sa Majesté laisse aux autres gouvernements amis et alliés à juger les faits qui ont eu lieu. Certes, dès le début de la question, on a cherché à lui donner une importance qu'elle ne possède pas en réalité. Qui dira celui qui a donné au mot le plus insignifiant, au fait le plus léger, aux incidents les plus indifférents, une importance étrangère au véritable caractère qu'ils possédaient? La question aurait pu être traitée avec une réserve convenable; avant d'écrire chaque note, on aurait pu la discuter verbalement et peut-être en venir à une conclusion différente de celle qu'elle a aujourd'hui. Mais, à part toutes ces considérations, le gouvernement de Sa Majesté, dans la ligne de conduite qu'il a suivie, n'a eu que deux objets en vue, l'un de maintenir intacts les principes qu'il professe et de rester dans la ligne qu'il s'est tracée; l'autre, de ne pas porter préjudice à des individus dont les intérêts avaient des rapports avec les documents existant dans les archives.

Ces objets devaient être atteints par le plan arrêté, et l'abandon de la question de principes soulevée dans les notes du baron Tecco. Mais quand cela n'a pas été accepté, et quand le cabinet de Turin a considéré que la question était assez sérieuse pour ordonner le retrait de son représentant, le gouvernement de la reine s'est cru obligé de déclarer, sans aucune réserve, que ce fait ne modifiait en aucune façon sa politique à l'égard des questions sérieuses qui sont agitées en Italie, ni son intention d'observer envers le gouvernement de Turin le respect compatible avec les diverses positions dans lesquelles les deux gouvernements étaient placés.

Vous voudrez bien saisir la première occasion pour faire connaître ces explications au gouvernement du souverain près duquel vous êtes accrédité; et vous êtes autorisé à lire, si c'est nécessaire, toute cette dépêche au ministre des affaires étrangères. Que Dieu vous garde de longues années.

Signé : CALDERON COLLANTÈS.

QUATRIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RÉTROSPECTIFS

SUR QUELQUES POINTS

DU DROIT MARITIME.

Message du président des États-Unis, le 4 décembre 1854.

(Extrait.)

Droit maritime.

Une longue expérience a montré qu'en général, lorsque les principales puissances de l'Europe sont en guerre, les droits des neutres sont en danger. Cette considération amena, dans le cours de la guerre de l'indépendance, la formation de la fameuse confédération de la neutralité armée, dont le premier objet fut de maintenir la doctrine que le pavillon couvre la marchandise, excepté en cas de contrebande de guerre, doctrine qui, dès le commencement de notre existence comme nation, a été l'idée constante de nos hommes d'État. Soit à une époque, soit à une autre, toutes les puissances maritimes ont reconnu ce principe par quelque stipulation solennelle, et l'on pouvait espérer qu'il arriverait à être universellement admis et respecté comme une règle de la loi internationale; mais le refus d'une puissance l'empêcha, et dans la première grande guerre qui suivit — celle de la Révolution française — ce principe ne fut pas observé par les États belligérants de l'Europe. Néanmoins il est généralement admis comme bon et salubre, si bien qu'au début de la guerre actuelle, la Grande-Bretagne et la France ont annoncé leur intention de l'observer pour le présent, non toutefois comme un droit international reconnu, mais comme une simple concession provisoire. La coopération de ces

deux puissantes nations maritimes, dans l'intérêt du droit des neutres, m'a paru appeler et justifier, de la part des États-Unis, un nouvel effort pour faire de la doctrine en question un principe de loi internationale, au moyen de conventions spéciales entre les diverses puissances d'Europe et d'Amérique. En conséquence, ce gouvernement a soumis à ceux d'Europe et d'Amérique une proposition embrassant non-seulement la règle que le pavillon couvre la marchandise, mais aussi la maxime moins contestée que des marchandises neutres, autres que de la contrebande de guerre, bien que trouvées à bord d'un bâtiment ennemi, doivent être exemptes de confiscation.

La Russie agit avec promptitude dans cette affaire, et il fut conclu entre ce pays et les États-Unis une convention¹ stipulant l'observance des principes ci-dessus énoncés, non-seulement entre les deux nations, mais aussi entre elles et toutes les autres qui souscriront des stipulations semblables. Aucune des autres puissances n'a pris encore jusqu'ici de décision à ce sujet. Je ne sache pas cependant qu'il ait été fait aucune objection aux stipulations proposées : elles ont, au contraire, été reconnues essentielles à la sécurité du commerce neutre, et le seul obstacle apparent à l'adoption générale de ces principes est la possibilité qu'on y veuille mettre des conditions inadmissibles.

Le roi des Deux-Siciles a exprimé à notre ministre à Naples qu'il était prêt à accepter notre proposition relative aux droits des neutres et à passer une convention à ce sujet².

Le roi de Prusse approuve entièrement un projet de traité tendant au même but, qui lui a été soumis; mais il propose un article additionnel stipulant la renonciation au système des corsaires. Cet article est vivement désiré, par des raisons faciles à comprendre, par les nations qui ont une organisation navale proportionnée à leur commerce extérieur. Si on l'adoptait comme règle internationale, le commerce d'une nation ayant des forces navales comparativement restreintes serait à la merci de son ennemi, en cas de guerre avec une puissance d'une supériorité navale tranchée. Le simple exposé de la situation dans laquelle se trouveraient les États-Unis après avoir abdiqué le droit d'avoir recours aux corsaires, dans l'événement d'une guerre avec une puissance de grande suprématie navale, montrera que notre gouvernement ne saurait prêter l'oreille à une pareille proposition. La marine de la première puissance maritime de l'Europe est au moins le décuple de celle des États-Unis. Le commerce extérieur des deux pays est à peu près égal et à peu près également

1. Signée le 22 juillet 1854 et ratifiée le 31 octobre, cette convention se trouve dans la continuation du Recueil de Martens, par Samwer. Tome XVI, partie I, page 571.

2. Cette convention a été signée le 13 janvier 1855 et ratifiée le 14 juillet suivant. Voir le Recueil de Samwer, vol. XVI, partie I, page 569.

exposé aux déprédations de l'ennemi. Dans une guerre entre cette puissance et les États-Unis, sans recours de notre part à notre marine marchande, les moyens de notre ennemi, pour porter dommage à notre commerce, seraient dix fois plus grands que nos moyens de représailles. Nous ne pourrions tirer notre pays de cette inégalité avec un pareil ennemi qu'en abandonnant désormais notre politique de paix actuelle, et qu'en devenant une grande puissance navale. Notre pays ne se trouverait pas dans une situation meilleure dans une guerre avec une des puissances navales secondaires. Bien que la disproportion navale fût moindre, la plus grande étendue de notre immense commerce donnerait à toutes le même avantage sur nous.

La proposition de nous engager à ne pas recourir aux corsaires, au cas où ce pays serait entraîné dans une guerre avec une grande puissance navale, ne peut être accueillie, pas plus que ne le serait une proposition tendant à nous engager à ne pas accepter les services de volontaires pour les opérations de terre. Quand l'honneur ou les droits d'une nation exigent qu'elle prenne une attitude hostile, elle compte avec confiance sur le patriotisme de ceux de ses citoyens non engagés dans la carrière militaire pour augmenter son armée et sa marine, de manière à les mettre l'une et l'autre à la hauteur de la circonstance qui la force à les faire agir. La proposition d'abdiquer le droit d'employer des corsaires est ouvertement fondée sur le principe que la propriété particulière de non-combattants inoffensifs, bien qu'ennemis, devrait être exempte des ravages de la guerre; mais l'abdication proposée ne contribuerait que faiblement à la réalisation de ce principe, qui exigerait également que cette propriété particulière ne pût être saisie et molestée par des bâtiments de guerre nationaux. Si les grandes puissances de l'Europe s'accordent à proposer, comme règle de loi internationale, que la propriété particulière sur l'Océan soit exempte de la saisie par les croiseurs armés aussi bien que par les corsaires, les États-Unis sont prêts à s'entendre avec elles sur cette large base.

FRANKLIN PIERCE.

Congrès de Paris.

PROTOCOLE N° XXII.

Séance du 8 avril 1856.

(Extrait.) Présents : les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

M. le comte Walewski propose au Congrès de terminer son œuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable dans le droit

international, et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance.

« Le Congrès de Westphalie, ajoute-t-il, a consacré la liberté de conscience; le Congrès de Vienne, l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves.

« Il serait digne du Congrès de Paris de mettre fin à de trop longues dissidences en posant les bases d'un droit maritime uniforme en temps de guerre. Les quatre principes suivants atteindraient complètement ce but :

« 1^o Abolition de la course;

« 2^o Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre;

« 3^o La marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable, même sous pavillon ennemi;

« 4^o Les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs. »

M. le comte de Clarendon rappelle qu'ainsi que la France, l'Angleterre, au commencement de la guerre, a cherché par tous les moyens à en atténuer les effets, et que, dans ce but, elle a renoncé, au profit des neutres, durant la lutte qui vient de cesser, à des principes qu'elle avait jusque-là invariablement maintenus. Il ajoute que l'Angleterre est disposée à y renoncer définitivement, pourvu que la course soit également abolie pour toujours; que la course n'est autre chose qu'une piraterie organisée et légale, et que les corsaires sont un des plus grands fléaux de la guerre, et que notre état de civilisation et d'humanité exige qu'il soit mis fin à un système qui n'est plus de notre temps. Si le Congrès tout entier se ralliait à la proposition de M. le comte Walewski, il serait bien entendu qu'elle n'engagerait qu'à l'égard des puissances qui auraient accédé, et qu'elle ne pourrait être invoquée par les gouvernements qui auraient refusé de s'y associer.

En ce qui concerne les principes de droit maritime dont M. le premier plénipotentiaire de la France a proposé l'adoption, M. le comte de Buol déclare qu'il en apprécie l'esprit et la portée, mais que, n'étant pas autorisé par ses instructions à donner un avis sur une matière aussi importante, il doit se borner, pour le moment, à annoncer au Congrès qu'il est prêt à solliciter les ordres de son souverain.

M. le baron de Manteuffel déclare connaître assez les intentions du roi, son auguste maître, pour ne pas hésiter à exprimer son opinion,

quoiqu'il n'ait pas d'instructions à ce sujet, sur les questions dont le Congrès a été saisi.

Les principes maritimes, dit M. le premier plénipotentiaire de la Prusse, que le Congrès est invité à s'approprier, ont toujours été professés par la Prusse, qui s'est constamment appliquée à les faire prévaloir, et il se considère comme autorisé à prendre part à la signature de tout acte ayant pour objet de les faire admettre définitivement dans le droit public européen. Il exprime la conviction que son souverain ne refuserait pas son approbation à l'accord qui s'établirait dans ce sens entre les plénipotentiaires.

MM. les plénipotentiaires de Russie ajoutent qu'ils prendront les ordres de leur cour sur la proposition soumise au Congrès relativement au droit maritime.

M. le comte Walewski se félicite d'avoir engagé les plénipotentiaires à échanger leurs idées sur les questions qui ont été discutées. Il avait pensé qu'on aurait pu, utilement peut-être, se prononcer d'une manière plus complète sur quelques-uns des sujets qui ont fixé l'attention du Congrès; mais, tel quel, l'échange d'idées qui a eu lieu n'est pas sans utilité.

M. le premier plénipotentiaire de la France établit qu'il en ressort en effet :

.

5° Qu'enfin l'accueil fait par tous les plénipotentiaires à l'idée de clore leurs travaux par une déclaration de principes en matière de droit maritime, doit faire espérer qu'à la prochaine séance ils auront reçu de leurs gouvernements respectifs l'autorisation d'adhérer à un acte qui, en couronnant l'œuvre du Congrès de Paris, réaliserait un progrès digne de notre époque.

PROTOCOLE N° XXIII.

Séance du 14 avril 1856.

(Extrait.) Présents : les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie.

M. le comte Walewski rappelle qu'il reste au Congrès à se prononcer sur le projet de déclaration dont il a indiqué les bases dans la dernière réunion, et demande aux plénipotentiaires qui s'étaient réservé de prendre les ordres de leurs cours respectives à cet égard s'ils sont autorisés à y donner leur assentiment.

M. le comte de Buol déclare que l'Autriche se félicite de pouvoir con-

courir à un acte dont elle reconnaît la salubre influence, et qu'il a été muni des pouvoirs nécessaires pour y adhérer.

M. le comte Orloff s'exprime dans le même sens ; il ajoute toutefois qu'en adoptant la proposition faite par M. le premier plénipotentiaire de la France, sa cour ne saurait s'engager à maintenir le principe de l'abolition de la course et à le défendre contre les puissances qui ne croiraient pas devoir y accéder.

MM. les plénipotentiaires de la Prusse, de la Sardaigne et de la Turquie ayant également donné leur assentiment, le Congrès adopte le projet de rédaction annexé au présent protocole et en renvoie la signature à la prochaine réunion.

PROTOCOLE N° XXIV.

Séance du 16 avril 1856.

(*Extrait.*) Présents : les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Il est donné lecture du projet de déclaration annexé au protocole de la dernière réunion ; après quoi, et ainsi qu'ils l'avaient décidé, MM. les plénipotentiaires procèdent à la signature de cet acte.

Sur la proposition de M. Walewski, et reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de maintenir l'indivisibilité des quatre principes mentionnés à la déclaration signée en ce jour, MM. les plénipotentiaires conviennent que les puissances qui l'ont signée, ou celles qui y auront accédé, ne pourront entrer à l'avenir, sur l'application du droit maritime en temps de guerre, en aucun arrangement qui ne repose à la fois sur les quatre principes objet de ladite déclaration.

Sur une observation faite par MM. les plénipotentiaires de la Russie, le Congrès reconnaît que la présente résolution, ne pouvant avoir d'effet rétroactif, ne saurait invalider les conventions antérieures.

**Déclaration du Congrès de Paris sur le droit maritime,
datée du 16 avril 1856.**

Les plénipotentiaires qui ont signé le traité de Paris du 30 mars 1856, réunis en conférence,

Considérant :

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables ;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière donne lieu, entre les neutres et les belligérants, à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits ;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important;

Que les plénipotentiaires assemblés au Congrès de Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs gouvernements sont animés, qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard.

Dûment autorisés, les susdits plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but, et, étant tombés d'accord, ont arrêté la déclaration solennelle ci-après :

1° La course est et demeure abolie ;

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ;

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les gouvernements des plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette déclaration à la connaissance des États qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris, et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les puissances qui y auront accédé.

Fait à Paris, le seize avril mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Signé* A. WALEWSKI.

(L. S.) *Signé* BOURQUENEY.

(L. S.) *Signé* BUOL-SCHAUENSTEIN.

(L. S.) *Signé* HUBNER.

(L. S.) *Signé* CLARENDON.

(L. S.) *Signé* COWLEY.

(L. S.) *Signé* MANTEUFFEL.

(L. S.) *Signé* HATZFELDT.

(L. S.) *Signé* ORLOFF.

(L. S.) *Signé* BRUNNOW.

(L. S.) *Signé* CAVOUR.

(L. S.) *Signé* DE VILLAMARINA.

(L. S.) *Signé* AALI.

(L. S.) *Signé* MEHEMMED-DJEMIL.

Note de M. Marcy, secrétaire d'État, adressée à M. de Sartiges, ministre de France à Washington, en réponse à la communication faite par celui-ci de la déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856.

Département d'État. Washington, 28 juillet 1856.

Le soussigné, secrétaire d'État des États-Unis, a soumis au président la Déclaration concernant le droit maritime adoptée à Paris le 16 avril 1856 par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la France, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie, que le comte de Sartiges, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France, a présentée, de la part de l'empereur des Français au gouvernement des États-Unis, dans le but d'obtenir son adhésion aux principes y contenus.

Il y a près de deux ans, le président a soumis, non-seulement aux puissances représentées dans le dernier congrès de Paris, mais à toutes les autres puissances maritimes, la deuxième et la troisième proposition contenues dans la Déclaration, et a recherché leur consentement à ces propositions pour les leur faire adopter comme des principes permanents de droit international. Ces propositions étaient les suivantes :

1° Le navire libre fait la marchandise libre, c'est-à-dire que les propriétés ou marchandises appartenant aux sujets ou aux citoyens d'une puissance ou d'un État en guerre ne sont pas soumises à la saisie ou à la confiscation lorsqu'elles se trouvent à bord de navires neutres, à l'exception des articles de contrebande de guerre ;

2° La propriété des neutres à bord des vaisseaux ennemis n'est pas soumise à la confiscation, à l'exception de la contrebande de guerre.

Quatre des gouvernements avec lesquels des négociations ont été ouvertes au sujet des propositions ci-dessus, ont déclaré les accepter. D'autres ont préféré ne pas entrer en matière avant le rétablissement de la paix, époque selon eux plus propice à l'examen de questions internationales de ce genre. La décision des plénipotentiaires réunis à Paris a pour effet de mettre à néant les négociations pendantes avec les États-Unis, si l'on accepte les deux propositions énoncées dans le Protocole n° 24, à savoir : 1° que les quatre points sont indivisibles ; 2° que les puissances signataires de la déclaration ou y ayant accédé ne pourront entrer dans aucun arrangement en ce qui concerne l'application des droits des neutres, en temps de guerre, sans rester fidèles aux quatre principes qui forment l'objet de ladite déclaration. Comme l'indivisibilité des quatre principes et la limitation des attributs de la souveraineté dans les négociations avec d'autres puissances, ne font pas partie de la Déclaration, toute nation est libre de rejeter l'un ou

l'autre d'entre eux, et de se prononcer sur la déclaration sans restriction aucune, en y accédant partiellement ou en totalité.

Il convient à toutes les puissances, dans les négociations sur ce sujet important, de prendre cette distinction en considération, et, si elles le jugent convenable, de s'y conformer. Toutes les puissances accédant à la Déclaration et aux restrictions subséquentes contenues dans le vingt-quatrième Protocole, contractent une obligation qui leur enlève la liberté de consentir aux propositions à elles soumises par les États-Unis, à moins de faire en même temps abandon d'un principe de droit maritime qui n'a jamais été contesté : celui de se servir de corsaires en temps de guerre.

Le deuxième et le troisième principe, formulés par la Déclaration, étant ceux soumis aux autres puissances par le gouvernement des États-Unis, nous sommes très-désireux de les voir introduits par un consentement général dans le code du droit maritime, et placés hors de toute controverse ultérieure. Un résultat pareil, qui assure tant d'avantages au commerce des nations neutres, aurait pu être raisonnablement atteint sans la décision du Congrès de Paris, qui en soumet l'obtention à de trop grands sacrifices, à l'abandon d'un droit que l'on peut regarder comme essentiel à la liberté des mers.

Le quatrième point de la déclaration, portant que « les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire l'accès de la côte à l'ennemi, » peut difficilement être considéré comme rentrant dans la classe des objets dont le Congrès avait à s'occuper ; cette règle n'était pas depuis longtemps regardée comme incertaine ou comme la cause de conflits déplorables.

Si des disputes ont eu lieu quant aux blocus, l'incertitude était dans les faits et non dans la loi. Les nations qui ont eu recours aux blocus sur le papier ont rarement, et n'ont même jamais entrepris de justifier leur conduite par les principes ; elles ont généralement admis l'illégalité de cette pratique et indemnisé les parties lésées. Ce que l'on doit entendre par « une force réellement suffisante pour interdire l'accès de la côte ennemie » a été une question fréquemment et rigoureusement débattue, et certainement la Déclaration, en répétant simplement une maxime incontestée de droit maritime, n'enlève rien au sujet de sa difficulté (*embarrassment*). La question de la quotité de force requise pour constituer un blocus effectif reste sans solution, et aussi sujette à discussion qu'avant l'adoption de la Déclaration par le Congrès de Paris.

Quant au droit de se servir de corsaires, que le premier point de la Déclaration déclare aboli, il était encore moins incertain, si possible. Le droit de recourir à des corsaires est aussi évident que celui

de se servir de vaisseaux de guerre, et aussi incontestable que tout autre droit appartenant à des belligérants. Le bien fondé (*policy*) de cette loi a été occasionnellement mis en question, mais non pas par les meilleures autorités; quant à la loi même, elle a été universellement admise, et la plupart des nations n'ont pas hésité d'en profiter, et elle est aussi bien appuyée par l'usage et l'opinion publique, que toute autre loi du code maritime.

Il n'est guère de règle internationale qui n'ait été occasionnellement suspendue ou modifiée par les nations dans leurs traités particuliers en ce qui concernait l'application de la règle à leur égard. Toutefois on ne trouve que deux traités dans lesquels les parties contractantes soient convenues de s'abstenir de l'emploi de corsaires lorsqu'elles seraient en guerre. Le premier est le traité conclu en 1675 entre le roi de Suède et les États-Généraux des Provinces-Unies. Peu de temps après la conclusion du traité, les parties contractantes entrèrent en guerre l'une contre l'autre, et la stipulation relative aux corsaires fut entièrement mise de côté des deux parts. Le second est le traité de 1785, entre les États-Unis et le roi de Prusse. Lors du renouvellement de ce traité, en 1799, la clause portant que l'on ne recourrait pas aux corsaires fut omise. Dans le dernier demi-siècle, il n'a été pris aucun arrangement, soit par traité, soit autrement, pour abolir ce droit jusqu'à la récente décision des plénipotentiaires réunis à Paris.

En s'occupant de la course, le Congrès a dépassé le but proposé, lequel était, comme on l'avait déclaré, de mettre fin à l'incertitude sur certains points de droit maritime, et de couper court par là, entre les neutres et les belligérants, à des différences d'opinion, et conséquemment à des difficultés sérieuses et même des conflits.

Relativement à la course, les mesures du Congrès ont le caractère d'un acte de législation qui chercherait à changer un principe bien établi de droit international.

Le commerce est doublement intéressé dans la reconnaissance des deux principes soumis par les États-Unis à toutes les puissances maritimes, et il est très-regrettable que les puissances représentées au Congrès de Paris, en les approuvant pleinement, aient rendu leur adoption difficile en les unissant à un autre principe inadmissible, et en faisant dépendre nécessairement le rejet du tout du rejet d'un seul des points admis. Il ne sera fait probablement aucune objection sérieuse d'aucun côté à trois des principes contenus dans la déclaration; quant au quatrième, il a dû être prévu qu'une résistance vigoureuse lui serait opposée.

La raison d'être de la loi qui permet de recourir à la course a été mise en question par des motifs qui n'obtiennent pas l'assentiment de ce gouvernement.

Sans entrer dans une complète discussion sur ce point, le soussigné mettra en regard de l'objection ordinaire et principale soulevée contre la course une autorité hautement et particulièrement respectée en France. Dans son commentaire de l'ordonnance de Louis XIV, Valin dit : « Bien que cette manière de faire la guerre soit légitime et honorable, elle n'en a pas moins été désapprouvée par de prétendus philosophes. A leur avis, ce n'est pas là un moyen dont doivent se servir l'État ni le souverain, parce que les profits retirés de la course par les particuliers sont illicites et honteux. Mais c'est là le langage de mauvais citoyens, qui, sous le masque imposant d'une fausse sagesse et d'une conscience astucieusement sensible, cherchent à égarer l'opinion du public, en cachant le secret motif qui donne naissance à leur indifférence pour le bien et l'avantage de l'État. Ils sont aussi dignes de blâme que méritent d'être loués ceux qui exposent généreusement leur propriété et leur vie aux dangers de la course. »

Dans un ouvrage d'une grande réputation publié en France presque en même temps qu'avaient lieu les délibérations du Congrès de Paris, il est déclaré que « la délivrance de lettres de marque est un acte qui a été constamment en usage chez les belligérants. Les corsaires sont *bona fide* des vaisseaux de guerre, montés par des volontaires auxquels, en guise de récompense, le souverain fait abandon de leurs prises, de même que l'on assigne parfois aux troupes de terre une partie des contributions de guerre levées en pays conquis (Pistoye et Duverdy, *Des prises maritimes*)¹. »

On ne peut pas nier qu'il ne soit résulté de l'usage de la course des abus et des ennuis pour le commerce des neutres; il en était ainsi anciennement plus que dans les derniers temps. Mais lorsqu'il s'agit de changer une loi, les maux qui en résultent incidemment doivent être mis en rapport avec ses bienfaits et ses avantages. Si ces bienfaits et ces avantages peuvent être obtenus par un autre moyen et sans léser d'autres droits, ces abus occasionnels peuvent alors justifier un changement, quelque ancienne et fermement établie que soit la loi.

Les raisons qui ont conduit le Congrès de Paris à déclarer la course abolie ne sont pas énoncées, mais il est à présumer que ce sont celles qui sont avancées ordinairement contre l'exercice des droits des belligérants.

L'influence du christianisme et les progrès de la civilisation ont considérablement adouci la sévérité des anciens usages de la guerre. La guerre est maintenant l'affaire des gouvernements. C'est l'autorité publique qui fait et qui dirige la guerre; il n'est pas permis aux individus d'y prendre part, à moins d'y être autorisés par leurs gouvernements.

Il est généralement admis dans les usages modernes de la guerre, au moins en ce qui concerne les opérations sur terre, que les personnes et les biens des non-combattants doivent être respectés. Le pillage irrégulier ou l'appropriation, sans indemnité, de la propriété individuelle par une armée, lors même qu'elle serait en possession du pays ennemi, est contraire aux usages des temps modernes. L'opinion publique éclairée condamnerait cette manière d'agir, à moins qu'elle ne fût autorisée par des circonstances spéciales. Toutes les considérations qui militent en faveur de ce principe dans la conduite de la guerre sur terre, en favorisent l'application quant aux personnes et à la propriété, sur mer, des ressortissants des États belligérants.

Il est juste de présumer que c'est le ferme désir d'améliorer les usages sévères de la guerre, en exemptant sur l'Océan la propriété privée de la saisie, de même qu'elle l'est sur terre, qui a conduit principalement le Congrès à insérer, dans la Déclaration, le principe que la course est et demeure abolie. Le soussigné a reçu du Président l'ordre de déclarer qu'il est prêt à accorder son consentement à ce principe de l'exemption sans restriction de la propriété privée, sur mer comme sur terre. Le soussigné ne saurait mieux exprimer les vues du président à ce sujet, qu'en rappelant le langage tenu par lui dans son message annuel au congrès du 4 décembre 1854¹.

La proposition de nous engager à ne pas recourir aux corsaires, au cas où ce pays serait entraîné dans une guerre avec une grande puissance navale, ne peut être accueillie, pas plus que ne le serait une proposition tendant à nous engager à ne pas accepter les services de volontaires pour les opérations de terre. Quand l'honneur ou les droits d'une nation exigent qu'elle prenne une attitude hostile, elle compte avec confiance sur le patriotisme de ceux de ses citoyens non engagés dans la carrière militaire pour augmenter son armée et sa marine, de manière à les mettre l'une et l'autre à la hauteur de la circonstance qui la force à les faire agir. La proposition d'abdiquer le droit d'employer des corsaires est ouvertement fondée sur le principe que la propriété particulière de non-combattants inoffensifs, bien qu'ennemis, devrait être exempte des ravages de la guerre; mais l'abdication proposée ne contribuerait que faiblement à la réalisation de ce principe, qui exigerait également que cette propriété particulière ne pût être saisie et molestée par des bâtiments de guerre nationaux. Si les grandes puissances de l'Europe s'accordent à proposer, comme règle de loi internationale, que la propriété particulière sur l'Océan soit exempte de la saisie par les croiseurs armés, aussi bien que par les corsaires, les États-Unis sont prêts à s'entendre avec elles sur cette large base.

Les raisons en faveur de la doctrine qui exempte la propriété privée de la saisie pendant la guerre ont été considérées dans notre âge éclairé comme tellement décisives que cette doctrine a été adoptée par une partie des peuples civilisés; tandis qu'il serait difficile de trouver

1. Voy. plus haut, p. 141.

des raisons substantielles pour la distinction, maintenant admise dans la pratique, entre la propriété sur terre et la propriété maritime.

Si la déclaration adoptée à Paris se propose d'abolir cette distinction et de préserver également des ravages de la guerre la propriété des sujets des belligérants sur mer comme elle l'est sur terre, elle a manqué son but en ne plaçant pas la propriété particulière des belligérants hors de l'atteinte des vaisseaux de guerre comme hors de celle des corsaires. Si cette propriété doit rester exposée à la saisie de la part des vaisseaux appartenant à la marine de la partie adverse, il est très-difficile de comprendre pourquoi elle ne serait pas exposée de la même manière à être saisie par les corsaires qui, en fait, ne sont qu'une autre branche de la force publique déléguée par la nation.

Si le principe de capturer la propriété privée sur l'Océan et sa condamnation en qualité de prise était abandonné, cette propriété devrait être assurée contre toute molestation de la part des vaisseaux de guerre aussi bien que des corsaires; mais dans le cas de l'adhésion à ce principe, il serait pire qu'inutile de limiter le droit de prise à une catégorie quelconque de la force publique des belligérants. Cette distinction ne se peut baser sur aucun principe solide; on ne saurait tracer à son égard de ligne de démarcation bien définie, et il n'est aucun tribunal compétent à la décision duquel la question pût être renvoyée pour être réglée. La prétention que cette distinction se fonde sur le motif que des navires n'appartenant pas d'une manière permanente à la marine régulière sont plus enclins à mépriser les droits des neutres que ceux faisant partie de cette marine, n'est pas confirmée par des expériences récentes. Si l'on avance comme raison que la participation aux prises est calculée de façon à stimuler la cupidité, cette objection particulière tombe par le fait que cette passion est excitée aussi par la distribution de l'argent des prises aux officiers et équipages de la marine régulière. Toute nation autorisant les corsaires est aussi responsable de leur conduite que de celle de sa marine régulière, et prendra, par motif de prudence, des précautions et sûretés convenables contre les abus.

Veut-on, au contraire, essayer de faire cette distinction, il sera très-difficile, impraticable même de définir quelle classe particulière de la force publique maritime doit être considérée comme rentrant dans celle des corsaires. Des « contestations regrettables, » nombreuses et d'un arrangement difficile surgiraient de la tentative de distinguer entre les corsaires et les vaisseaux de guerre.

Si l'on veut faire cette distinction, chaque nation a incontestablement le droit de déclarer quels vaisseaux constituent sa marine, et quelles sont les conditions requises pour leur donner le caractère de vaisseaux publics. Il ne serait ni sage ni prudent d'abandonner à une puissance étrangère la décision et la surveillance à cet égard; cependant cette

décision serait naturellement entre les mains des puissances navales prédominantes qui auraient le pouvoir de faire prévaloir leurs vues. Il n'y a rien de choquant à insister pour que les puissances plus faibles évitent autant que possible un pareil arbitrage et maintiennent avec fermeté toute barrière existante qui les préserve d'embarras de cette nature.

Aucune nation se respectant elle-même ne permettra à une autre, belligérante ou neutre, de déterminer le caractère des forces qu'elle juge bon d'employer dans la poursuite des hostilités, et elle n'agirait pas sagement en faisant abandon volontaire du droit de recourir à tous les moyens sanctionnés par le droit international qui, selon les circonstances, peuvent être avantageux pour la défense ou pour l'attaque.

Les États-Unis considèrent l'établissement permanent d'une marine et d'une armée considérables comme nuisible à la prospérité nationale et menaçant pour la liberté civile ; il constitue une dépense lourde pour la nation et, selon l'avis de ce gouvernement, il constitue jusqu'à un certain point une menace contre la paix internationale. Une grande force, toujours prête à être employée dans un but de guerre, est une tentation de s'y lancer. La politique des États-Unis a toujours été opposée à un établissement de ce genre, et elle l'est aujourd'hui plus que jamais, et ils ne pourront jamais être amenés à un changement de la loi internationale qui nécessiterait de leur part le maintien en temps de paix d'une puissante marine et d'une armée considérable. S'ils se trouvaient forcés de revendiquer leurs droits par les armes, ils se contenteraient, dans l'état actuel des relations internationales, de s'appuyer, quant aux opérations sur terre, sur des corps de volontaires, et, quant à la protection de leur commerce, en grande partie sur leur marine marchande. Si le pays était privé de ces ressources, il se verrait forcé de changer sa politique et de prendre une attitude militaire en face du monde. En s'opposant à la tentative d'un changement dans le droit international qui produirait un résultat pareil, les États-Unis jettent les regards au delà de leur propre intérêt, et ils y font entrer celui de toutes les nations qui ne possèdent pas une marine prépondérante. La situation de ces dernières est semblable à celle des États-Unis, et la protection de leur commerce ainsi que le maintien des relations internationales les appelle aussi fortement que les États-Unis à résister au changement proposé dans la loi actuelle du droit international. Pour ces nations, l'abandon du droit de se servir de corsaires aurait des conséquences très-contraires à leur prospérité commerciale, sans leur offrir aucune compensation. On ne peut certainement pas avancer en faveur de cet abandon, de meilleures raisons que pour le droit ci-dessus mentionné de se servir de volontaires, et la proposition de se dessaisir du premier n'est pas mieux accueillie

par le président que celle de se dessaisir du second. Cette opinion au sujet de l'importance des corsaires pour la généralité des nations, à l'exception de celles possédant un grand établissement naval, n'est pas seulement justifiée par l'histoire, elle est soutenue par de hautes autorités. Le passage suivant du traité des prises maritimes auquel je me suis référé plus haut, mérite surtout l'attention : « Les corsaires ont surtout de l'utilité pour les puissances dont la marine est inférieure à celle de leurs ennemis. Les belligérants ayant un grand et puissant établissement naval peuvent parcourir les mers avec leurs propres vaisseaux de guerre, tandis que les États dont les forces navales sont moins puissantes et moins étendues, ne pourraient pas, livrés à leurs propres forces, soutenir une guerre maritime. En équipant des corsaires, au contraire, ils peuvent réussir à infliger à l'ennemi un dommage équivalent à celui qu'ils souffrent eux-mêmes. Par ce motif, les gouvernements ont été fréquemment conduits à favoriser par toute espèce de moyens l'armement de corsaires. Il est même arrivé que des souverains, non contents de délivrer des lettres de marque ont aussi pris un intérêt dans l'armement. C'est ainsi que Louis XIV a souvent procédé, et s'est même parfois réservé une part dans les prises. »

Cela ne doit certainement pas exciter la moindre surprise, que de grandes puissances maritimes soient prêtes à mettre de côté l'emploi des corsaires qui leur est comparativement inutile, à la condition que des puissances plus faibles consentent à se dessaisir des moyens les plus efficaces de défendre leurs droits maritimes. Selon l'opinion de ce gouvernement, il serait sérieusement à craindre, en cas d'abandon de l'usage de la course, que la domination des mers fût livrée à celles des puissances qui ont pour politique d'entretenir une marine considérable et qui ont les moyens de le faire. La seule qui possède une supériorité navale décisive deviendrait la maîtresse toute-puissante de l'Océan, et par l'abolition de la course, sa domination serait encore plus assurée. Une pareille puissance, engagée dans une guerre avec une nation inférieure en forces, n'aurait besoin de rien faire pour la sécurité et la protection de son commerce, mais seulement à s'occuper de la marine régulière de l'ennemi. Celle-ci serait tenue en échec par une moitié au moins des forces maritimes, et l'autre pourrait balayer le commerce ennemi de la surface de l'Océan. Les effets désastreux pour les États faibles d'une grande supériorité maritime ne seraient pas diminués par le fait que cette supériorité serait partagée entre trois ou quatre puissances. Incontestablement il est dans l'intérêt des États faibles de montrer leur désapprobation et de résister à une mesure qui a pour effet d'augmenter le développement des grandes marines régulières.

En discutant les effets de la suppression de la course, il est inévitable de dire un mot de la condition actuelle des nations. Un exemple se présente immédiatement en ce qui concerne deux peuples dont le commerce est presque égal quant au mouvement et à son extension dans le monde. Comme puissances commerciales, elles approchent de l'égalité; mais comme puissances navales, elles sont dans une position des plus disparates. La marine régulière de l'une excède de beaucoup celle de l'autre. En cas d'une guerre entre les deux nations, l'une n'aurait besoin que d'une partie peu considérable de sa marine pour interdire à l'autre la défense ou l'attaque, et elle pourrait employer le reste à détruire le commerce de la puissance plus faible. Les conséquences funestes de cette inégalité des forces navales seraient compensées en partie par l'usage des corsaires. Alors chaque partie attaquant partout le commerce de l'autre, chacune serait obligée de distribuer ses vaisseaux dans un but de protection. Voilà ce qui, à quelque modification près, arriverait dans toute guerre où il existerait une grande inégalité entre les belligérants.

L'histoire jette beaucoup de lumière sur cette question. La France, à une période rapprochée, était sans marine, et dans ses guerres avec la Grande-Bretagne et avec l'Espagne, toutes deux alors puissances maritimes, elle recourut avec un succès signalé à la course, et non-seulement pour la défense, mais pour l'attaque. La Hollande lui fournit plusieurs corsaires, et c'est grâce à cette force qu'elle remporta sur mer un avantage décisif sur ses ennemis. Tant qu'elle s'est trouvée dans cette condition, il aurait été difficile d'attendre de la part de la France une proposition contre la course, ou un appui en faveur de son abolition. Or la condition de plusieurs des petites puissances à l'égard des puissances maritimes ne diffère guère de celle de la France au milieu du seizième siècle. Dans une période postérieure, sous le règne de Louis XIV, plusieurs expéditions furent accomplies uniquement au moyen de corsaires, qui furent employés d'une manière très-efficace dans le cours des hostilités contre les puissances navales.

En tout temps, ceux qui ont eu la prépondérance sur l'Océan s'efforceront de régler les usages de façon à servir leurs propres intérêts et leurs projets ambitieux. L'Océan est la propriété commune des nations, et au lieu de consentir à une mesure qui assurerait l'ascendant maritime à un petit nombre, peut-être même à une seule d'entre elles, chacune doit maintenir avec ténacité tous les moyens en sa possession pour défendre l'héritage commun. Une puissance prédominante sur l'Océan est plus menaçante pour le bien-être des autres qu'une puissance prédominante sur terre, et toutes sont semblablement intéressées à s'opposer à une mesure calculée pour faciliter l'établissement permanent d'une domination pareille, qu'elle soit exercée par une

seule, ou qu'elle soit partagée entre plusieurs. Les dommages qui surgiraient vraisemblablement de l'abandon de la domination des mers à une ou plusieurs nations possédant des marines considérables, résultent simplement de l'usage de soumettre la propriété privée à la saisie de la part des belligérants. La justice et l'humanité demandent l'abandon de cet usage, et exigent que la règle admise quant à la propriété sur terre soit étendue à celle rencontrée sur la haute mer.

En conséquence, le président propose d'ajouter à la première proposition de la déclaration de Paris les mots suivants : « Et que la propriété privée des sujets ou des citoyens d'un belligérant soit exemptée sur mer de la saisie par les vaisseaux de guerre de l'autre belligérant, sauf ce qui concerne la contrebande de guerre. » Ainsi amendée, le gouvernement des États-Unis l'adoptera avec les trois autres propositions contenues dans la déclaration.

J'ai reçu l'ordre du président d'annoncer qu'il accorde son assentiment à la deuxième, troisième et quatrième proposition, indépendamment de la première, si l'amendement était jugé inacceptable. Cet amendement est appuyé par des considérations si puissantes, et le principe qu'il invoque, dans les opérations militaires, a reçu sur terre une sanction si prolongée et si énergique, que le président se refuse à croire qu'il puisse être fait à son admission une opposition sérieuse. Mais sans la modification du premier principe, il ne peut se persuader qu'il serait sage et prudent de changer la loi existante en ce qui concerne le droit de la course. Si l'amendement n'était pas adopté, il conviendrait aux États-Unis de s'entendre au sujet du traitement que recevraient leurs corsaires de la part des puissances signataires de la déclaration de Paris ou qui pourraient y accéder lorsque ces corsaires auront occasion de visiter les ports de ces puissances. Les États-Unis réclameront en leur faveur, en se basant sur le droit, les mêmes égards qui leur étaient accordés à eux-mêmes, et qui étaient étendus aux corsaires par la loi internationale en vigueur avant que le Congrès eût tenté de la modifier.

Comme objet connexe à celui du débat actuel, il ne sera pas inutile de remarquer que l'on devrait prendre en considération les réclamations équitables des neutres et modifier, sinon abandonner, la doctrine relative à la contrebande de guerre. Des peuples qui conservent leurs rapports pacifiques ne devraient pas être lésés dans leurs relations commerciales par ceux auxquels il a plu de se jeter dans les voies de la guerre, pourvu toutefois que les citoyens des nations en paix ne compromettent pas leur caractère de neutres par une intervention directe dans les opérations militaires des belligérants. Les lois concernant les sièges et les blocus remédient, semble-t-il, à tous les actes des neutres et satisfont à toutes les réclamations des parties en guerre. Ces lois

interdisent tout commerce avec les places assiégées et les ports bloqués. Toute autre intervention dans les affaires des neutres, n'ayant pas pour objet de jeter sur eux le blâme d'un état d'hostilité existant, est contraire aux vœux de la justice. Si cette vue pouvait être adoptée et observée réellement par toutes les nations civilisées, le droit de visite (*search*), qui a été la cause de tant d'inconvénients et de tant de dommages pour le commerce des neutres, serait restreint seulement aux cas de soupçon justifié de vouloir faire le commerce avec des places actuellement assiégées ou bloquées.

L'humanité et la justice demandent que les calamités résultant de la guerre soient strictement limitées aux belligérants eux-mêmes et à ceux qui y participent volontairement, et que, par contre, les neutres qui s'abstiennent de bonne foi de cette participation (*complicity*) soient laissés libres de poursuivre leur commerce ordinaire avec les belligérants, en dehors des restrictions se rapportant aux articles qui y rentrent.

Quoique les États-Unis ne se proposent point de déranger les autres négociations pendantes relatives aux droits des neutres en insistant sur ce changement dans la loi de la contrebande de guerre, ils se déclarent prêts à lui donner leur sanction, dès qu'il aura la perspective d'un accueil favorable de la part des autres puissances.

Agréez, etc.

Signé : L. MARCY.

Message du président des États-Unis, le 2 décembre 1856.

(Extrait.)

Droit maritime.

Peu de temps après le commencement de la dernière guerre en Europe, le gouvernement américain a soumis à l'examen de toutes les nations maritimes deux principes pour la garantie du commerce neutre : l'un, que le pavillon neutre couvrit les biens de l'ennemi, sauf les articles de contrebande de guerre ; l'autre, que la propriété neutre à bord de bâtiments marchands de parties belligérantes fût exempte de condamnations, sauf les articles de contrebande.

Ces principes n'étaient pas présentés comme de nouvelles règles de droit international ayant été généralement réclamées par les neutres, quoique non toujours admis par les belligérants. Une des parties engagées dans la guerre, la Russie, et diverses puissances neutres, accédèrent volontiers à ces propositions ; et les deux autres principales parties belligérantes, la Grande-Bretagne et la France, ayant consenti à les observer à cette occasion, une favorable opportunité sembla s'offrir d'obtenir leur reconnaissance générale, tant en Europe qu'en Amérique. Mais la Grande-Bretagne et la France, conjointement avec la plupart des États de l'Europe, tout en s'abste-

nant de rejeter, ne voulurent pas cependant agir affirmativement d'après les ouvertures des États-Unis.

Tandis que la question en était là, les représentants de Russie, de France, d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse, de Sardaigne et de Turquie, assemblés à Paris, s'occupèrent de la question des droits maritimes et é mirent une déclaration contenant les deux principes que le gouvernement américain avait soumis près de deux ans auparavant à la considération des puissances maritimes, y ajoutant les propositions ci-après : « Les lettres de marque sont et demeurent abolies, et les blocus pour être obligatoires devront être effectifs, c'est-à-dire, maintenus par une force suffisante pour prévenir l'accès de la côte par l'ennemi. » A cette déclaration, composée de quatre points dont deux avaient été antérieurement proposés par les États-Unis, le gouvernement américain a été invité à accéder par toutes les puissances représentées à Paris, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Turquie. Il ne peut certainement pas être fait d'objection à la dernière des deux propositions additionnelles, celle relative au blocus. Elle n'est que la définition de ce qui constituera l'investissement effectif d'une place bloquée, définition toujours réclamée par ce gouvernement, qui réclamait des indemnités pour les pertes alors qu'une violation pratique de la règle ainsi définie avait été préjudiciable à notre commerce. En ce qui touche l'article restant de la déclaration de la conférence de Paris, à savoir : « que les lettres de marque sont et demeurent abolies, » je ne saurais attribuer aux puissances représentées dans la conférence de Paris autre chose que des vues libérales et philanthropiques dans cet essai de changer la règle incontestable du droit maritime en ce qui touche les lettres de marque.

Cette proposition avait sans doute pour objet d'impliquer l'approbation du principe que la propriété privée sur l'Océan, tout en pouvant appartenir aux citoyens d'un État belligérant, serait exemptée de la capture. Si cette proposition avait été rédigée de manière à donner plein effet au principe, je me serais empressé d'y acquiescer au nom des États-Unis. Mais cette mesure ne répond pas au but qu'on se propose. Il est vrai que si elle était adoptée, la propriété privée sur l'Océan serait mise à l'abri d'un mode de pillage, mais elle demeurerait exposée à un autre mode qui pourrait être employé avec une efficacité considérable. Les moyens agressifs des grandes puissances navales se trouveraient accrus par là, et les moyens de défense des autres seraient réduits.

Bien que l'abandon du mode de poursuivre les hostilités au moyen de lettres de marque, comme le propose la conférence de Paris, soit réciproque, cependant, dans la pratique, ce serait l'abandon d'un droit de peu d'importance pour une catégorie d'États, mais d'import-

tance essentielle pour une autre et plus considérable catégorie. On n'a pas dû penser qu'une mesure répondant si peu à l'accomplissement de l'objet en vue et si inégale dans ses effets recevrait la sanction de toutes les puissances maritimes. La propriété privée demeurerait exposée aux dépradations des croiseurs publics armés.

J'ai exprimé l'empressement de ma part à accéder à tous les principes consignés dans la déclaration de la conférence de Paris, à la condition que celui relatif à l'abandon des lettres de marque fût assez amandé pour réaliser l'objet que l'on se proposait évidemment, c'est-à-dire de mettre la propriété privée, sur l'Océan, à l'abri de la prise par l'ennemi.

A cette fin, on propose d'ajouter à la déclaration : « Que les lettres de marque sont et demeurent abolies, » l'amendement ci-après : « Et la propriété privée des sujets et citoyens d'une partie belligérante sur les hautes mers sera affranchie de la prise par les navires publics armés de l'autre belligérant, sauf le cas de contrebande. » Cet amendement a été soumis non-seulement aux puissances qui avaient requis notre sanction à la déclaration de l'abolition des lettres de marque, mais encore à tous les autres États maritimes, et n'a été repoussé par aucun ; il est vu d'un œil favorable par tous ceux qui ont envoyé des représentants.

La plupart des gouvernements, regardant avec faveur la proposition des États-Unis, ont différé une action définie, uniquement dans le but de se consulter avec d'autres États qui ont figuré à la conférence de Paris. J'ai la satisfaction d'annoncer néanmoins que l'empereur de Russie a entièrement et explicitement approuvé cette modification, qu'il travaillera à s'efforcer d'obtenir la sanction d'autres puissances, et que des assurances d'une semblable nature ont été reçues au sujet de la disposition de l'empereur des Français. Le présent aspect de cette importante question nous permet de nourrir l'espoir qu'un principe si humain dans sa nature, si juste et si égal dans ses effets, si essentiel à la prospérité des nations commerciales, si en harmonie avec les sentiments de cette période si éclairée du monde, obtiendra l'approbation de toutes les puissances maritimes et sera ainsi incorporé dans le code du droit international.

Mes vues à ce sujet sont plus complètement exposées dans la réponse du secrétaire d'État aux dépêches adressées à notre gouvernement, surtout à la dépêche de la France.

FRANKLIN PIERCE.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

II

PREMIÈRE PARTIE.

FRANCE.

**Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session
de 1862, le 27 janvier 1862.**

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

L'année qui vient de s'écouler a vu, malgré certaines inquiétudes, la paix se consolider. Toutes les rumeurs propagées à dessein sur des prétentions imaginaires sont tombées d'elles-mêmes devant la simple réalité des faits.

Mes relations avec les puissances étrangères me donnent la plus entière satisfaction, et la visite de plusieurs souverains a contribué encore à resserrer nos liens d'amitié. Le roi de Prusse, en venant en France, a pu juger par lui-même de notre désir de nous unir davan-

tage à un gouvernement et à un peuple qui marchent d'un pas calme et sûr vers le progrès.

J'ai reconnu le royaume d'Italie avec la ferme intention de contribuer par des conseils sympathiques et désintéressés, à concilier deux causes dont l'antagonisme trouble partout les esprits et les consciences.

La guerre civile qui désole l'Amérique est venue compromettre gravement nos intérêts commerciaux. Cependant, tant que les droits des neutres seront respectés, nous devons nous borner à faire des vœux pour que ces dissensions aient bientôt un terme.

Notre établissement en Cochinchine s'est consolidé par la valeur de nos soldats et de nos marins. Les Espagnols, associés à notre entreprise, trouveront, je l'espère, dans ces contrées, le prix de leur courageux concours. Les Annamites résistent faiblement à notre domination, et nous ne serions en lutte avec personne, si, au Mexique, les procédés d'un gouvernement sans scrupules ne nous avaient obligés de nous réunir à l'Espagne et à l'Angleterre pour protéger nos nationaux et réprimer des attentats contre l'humanité et le droit des gens.

Il ne peut sortir de ce conflit rien qui soit de nature à altérer la confiance dans l'avenir. Libre de préoccupations extérieures, j'ai porté plus spécialement mon attention sur l'état de nos finances.

Un exposé sincère¹ vous en a fait connaître la véritable situation. Je ne dirai à ce sujet que quelques mots.

Le public s'est ému du chiffre de 963 millions, auquel s'est élevé la dette flottante; mais cette dette, en l'arrêtant désormais, n'a rien d'inquietant, car elle avait déjà atteint ce chiffre avant 1848, alors que les revenus de la France étaient loin d'approcher de ce qu'ils sont aujourd'hui. D'ailleurs, qu'on retranche de cette somme, d'abord, les 652 millions qui grevaient l'État à une époque antérieure à l'Empire; ensuite, les 78 millions remboursés aux rentiers à l'époque de la conversion; enfin, les 233 millions montant des découverts qu'ont amenés dans les deux derniers exercices des expéditions lointaines, et qu'il eût été possible de demander à un emprunt, on verra que, depuis le commencement de l'Empire, grâce, il est vrai, aux consolidations successivement opérées, les découverts ne se sont pas accrus en proportion des nécessités auxquelles il a fallu pourvoir et des avantages obtenus depuis dix ans.

En effet, messieurs, il ne serait pas juste d'oublier :

L'accroissement de dépenses exigé par le service annuel des emprunts contractés pour deux guerres qui n'ont pas été sans gloire;

1. Voir *Archives diplomatiques*, 1861, tome IV, page 386.

Les 622 millions employés par le Trésor aux grands travaux d'utilité publique, indépendamment de trois milliards affectés par les compagnies à l'achèvement de 6553 kilomètres de chemins de fer ;

L'exécution du réseau télégraphique ;

L'amélioration du sort de presque tous les serviteurs de l'État ;

L'augmentation du bien-être du soldat ; les cadres de l'armée mis en proportion de ce qu'exige, en temps de paix, la dignité de la France ;

La transformation de la flotte et de tout notre matériel d'artillerie ;

La réédification de nos édifices religieux et de nos monuments publics.

Ces dépenses ont imprimé à tous les travaux utiles, sur la surface de l'empire, une impulsion féconde. N'avons-nous pas vu les villes se transformer, les campagnes s'enrichir par les progrès de l'agriculture, et le commerce extérieur s'élever de deux milliards 600 millions à cinq milliards 800 millions ? Enfin, par le seul accroissement de la prospérité publique, les revenus de l'État se sont accrus de plusieurs centaines de millions.

Cette énumération nous montre toute l'étendue des ressources financières de la France, et, pourtant, quelle que fût l'origine des découverts, quelque légitimes que fussent les dépenses, il était prudent de ne plus les augmenter.

Dans ce but, j'ai proposé au Sénat un moyen radical, qui confère au Corps législatif une plus grande faculté de contrôle et l'associe de plus en plus à ma politique. Mais cette mesure n'était point, comme il est facile de s'en convaincre, un expédient pour alléger ma responsabilité : c'était une réforme spontanée et sérieuse devant nous forcer à l'économie.

En renonçant au droit d'ouvrir des crédits supplémentaires et extraordinaires dans l'intervalle des sessions¹, il était cependant essentiel de se réserver la faculté de pourvoir à des nécessités imprévues. Le système des virements en fournit les moyens, et il a l'avantage de limiter cette faculté aux besoins vraiment urgents et indispensables.

L'application sévère de ce nouveau système nous aidera à asseoir notre régime financier sur des bases inébranlables. Je compte sur votre patriotisme et vos lumières pour seconder mes efforts par un concours empressé.

Le budget vous sera présenté dès l'ouverture de la session.

Ce n'est pas sans regret que je me suis décidé à vous proposer le remaniement de plusieurs impôts ; mais par l'accroissement de nos revenus, l'aggravation, j'en suis convaincu, ne sera que temporaire.

1. Voir la *lettre* de l'Empereur au comte Walewski, ministre d'État. *Archives* 1861, tome IV, p. 385.

Vous voudrez bien vous occuper d'abord du projet de loi relatif à l'échange des titres de la rente 4 1/2 pour 100, projet qui a pour but, en conciliant équitablement les intérêts du Trésor et ceux de ses créanciers, de préparer l'unification de la dette.

Je vous ai exposé, messieurs, loyalement l'état des choses.

Vous le savez, à chaque occasion où se présentait une réforme utile, j'en ai pris résolûment l'initiative. Cependant je n'en maintiendrai pas moins intactes les bases fondamentales de la Constitution qui a déjà valu au pays dix années d'ordre et de prospérité.

Le sort de tous ceux qui sont au pouvoir, je ne l'ignore pas, est de voir leurs intentions les plus pures méconnues, leurs actes les plus louables dénaturés par l'esprit de parti. Mais les clameurs sont impuissantes lorsqu'on possède la confiance de la nation et qu'on ne néglige rien pour la mériter. Ce sentiment, qui se manifeste en toutes circonstances, est ma récompense la plus précieuse et fait ma plus grande force. Survient-il de ces événements imprévus, tels que la cherté des subsistances et le ralentissement du travail, le peuple souffre; mais, dans sa justice, il ne me rend pas responsable de ses souffrances, parce qu'il sait que toutes mes pensées, tous mes efforts, toutes mes actions tendent sans cesse à améliorer son sort et à augmenter la prospérité de la France.

Ne nous faisons pas illusion sur ce qui nous reste à accomplir; mais, en même temps, félicitons-nous d'avoir traversé dix années au milieu du calme des populations satisfaites, et de l'union des grands corps de l'État. Persévérons dans notre tâche avec énergie, et confions-nous dans la Providence, qui nous a toujours donné des signes visibles de sa protection.

Exposé de la situation de l'Empire, présenté au Sénat et au Corps législatif, le 28 janvier 1862.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Affaires politiques.

L'année 1861 n'a été exempte ni d'inquiétudes ni de troubles; mais si l'on a pu tirer de fâcheux présages d'un ensemble de faits et de circonstances qui semblaient effectivement contenir les germes de graves complications, les cabinets ont surmonté ces difficultés, et il convient de rendre hommage à la sagesse avec laquelle ils ont su maintenir le caractère amical de leurs rapports. C'est à ce but que le gouvernement de l'Empereur, pour sa part, n'a cessé de consacrer ses efforts, et il se félicite de voir que la communauté d'intérêts établie entre les peuples par le développement de la civilisation tend à atté-

nuer chaque jour davantage l'effet que la diversité des principes produisait autrefois sur la marche générale des affaires de l'Europe.

L'Italie avait été, surtout dans les premiers mois de l'année, le principal objet des préoccupations. Les puissances se montraient toutefois portées à prendre le principe de non-intervention pour règle de conduite à l'égard de la péninsule, et l'Autriche elle-même, éclairée sur les vœux de l'Europe, par les déclarations que le gouvernement français avait provoquées à Varsovie, annonçait l'intention de conserver une attitude expectante, aussi longtemps qu'elle ne serait point amenée à en sortir par une agression de l'Italie. Il était d'un grand intérêt pour le cabinet de Turin de seconder ces dispositions, en conjurant, autant qu'il était en son pouvoir, tout incident de nature à compromettre brusquement la paix. Le gouvernement impérial ne lui fit entendre que des conseils propres à l'affermir dans la résistance qu'il opposait aux impatiences des partis, et si l'Italie n'a pas retrouvé le calme intérieur qu'un système politique solidement assis peut seul lui donner, elle n'a pas, du moins, suscité les perturbations dont l'Europe avait d'abord paru menacée.

Ces craintes se trouvant écartées, le gouvernement de l'Empereur était amené à se préoccuper de la position exceptionnelle et nécessairement transitoire que la suspension de ses rapports officiels avec le cabinet de Turin faisait à la France dans la péninsule. Étranger aux événements qui avaient préparé l'annexion de la partie méridionale de l'Italie au Piémont, le gouvernement de l'Empereur avait cru de son devoir de témoigner qu'il désapprouvait plus particulièrement l'envahissement de l'Ombrie et des Marches, et il avait rappelé de Turin le ministre de Sa Majesté¹. Fidèle néanmoins au principe de non-intervention qu'il avait adopté pour lui-même et qu'il recommandait à toutes les puissances, le gouvernement impérial n'entendait nullement réagir par la force contre des faits dont il lui suffisait d'avoir décliné la responsabilité. Il demeure, en effet, convaincu que toute organisation imposée à l'Italie par une influence étrangère, au lieu d'apaiser les esprits, ne ferait que les agiter davantage, et qu'il importe avant tout de laisser au temps et aux événements le soin d'éclairer la Péninsule sur les institutions qui conviennent le mieux à son génie.

Se plaçant à ce point de vue, le gouvernement de l'Empereur devait considérer le rétablissement de ses rapports avec le cabinet de Turin comme subordonné uniquement aux intérêts de la France et aux nécessités de sa politique. Il ne s'en était point caché avec les autres grandes puissances. Dans les communications diplomatiques

1. Voir la dépêche de M. Thouvenel pour le rappel du baron de Talleyrand. 13 septembre 1860. *Archives diplomatiques*, 1861, tome I, p. 380.

qu'il leur avait faites, il s'était, au contraire, réservé expressément une entière liberté d'appréciation touchant la reconnaissance du roi Victor-Emmanuel sous son nouveau titre.

Le cabinet impérial n'aurait pu ajourner indéfiniment sa résolution sans des inconvénients dont les intérêts des deux pays, et peut-être aussi les intérêts généraux eux-mêmes, n'auraient pas tardé à se ressentir. Le voisinage de la France et de l'Italie crée entre les deux États des rapports de toute nature. Notre commerce avec la péninsule est considérable ; nos ports de la Méditerranée sont en relations quotidiennes avec les ports italiens. Ces liens nécessaires, qui, dans les circonstances normales, imposent au gouvernement français des démarches nombreuses, exigeaient une vigilance et une protection plus actives encore dans des conjonctures exceptionnelles. L'annexion au Piémont de pays avec lesquels nous avions des conventions distinctes nous créait des obligations particulières, car nous avions à veiller à ce que les changements introduits dans le régime de la navigation et des douanes ne pussent préjudicier ni à nos échanges ni à notre pavillon. Enfin, au milieu même des agitations qui n'avaient point cessé dans l'Italie méridionale, et dont nos nationaux, répandus en si grand nombre dans cette partie de la péninsule, pouvaient avoir à souffrir, il était utile que nous fussions en mesure de leur prêter, au besoin, un appui efficace, et de soutenir, le cas échéant, leurs réclamations.

Nous devions, en outre, considérer l'influence que l'interruption prolongée de nos rapports avec l'Italie exerçait déjà dans la péninsule. L'incertitude dont nos intentions restaient entourées contribuait à entretenir le malaise qui avait succédé à l'ardeur de la lutte. Une plus longue abstention de notre part eût été interprétée de manière à faire échouer les efforts du gouvernement du roi Victor-Emmanuel pour constituer une administration régulière, et n'eût servi qu'à aggraver, sans profit pour personne, les difficultés contre lesquelles il avait à lutter. Il y avait donc lieu pour nous de reconnaître le roi d'Italie, et le moment de prendre une décision était arrivé.

Le gouvernement de l'Empereur avait pensé que cette circonstance pourrait être favorable pour s'occuper d'un intérêt qu'il n'a perdu de vue dans aucune occasion. Il se proposait, en faisant connaître ses dispositions au cabinet de Turin, d'ouvrir des pourparlers sur la situation du saint-siège et de négocier un arrangement propre à assurer au gouvernement pontifical des garanties qui nous eussent permis de retirer nos troupes de Rome dans un temps donné.

Mais la mort de l'homme d'État éminent qui dirigeait le cabinet de Turin est venue, en créant à l'Italie des difficultés nouvelles, ajouter encore à la force et au caractère pressant des considérations qui portaient la France à reconnaître le gouvernement italien. Plus les con-

jonctures présentaient de gravité et pouvaient faire naître des espérances contradictoires, plus les partis fondaient de prévisions et de calculs sur les résolutions du gouvernement de l'Empereur. L'ajournement de la reconnaissance eût été regardé comme un encouragement offert à la guerre civile, et bientôt peut-être l'Italie eût été livrée à un état d'anarchie compromettant pour le repos de l'Europe elle-même. D'autre part, si la reconnaissance était devenue plus urgente, il était aussi plus difficile qu'auparavant de négocier avec le cabinet de Turin, à peine reconstitué, l'arrangement auquel nous avions d'abord désiré la subordonner. Voulant, toutefois, satisfaire à la double nécessité dont il avait à tenir compte, le gouvernement de l'Empereur s'est décidé à séparer l'affaire de Rome de celle de la reconnaissance de l'Italie et à établir sans retard des rapports diplomatiques avec le gouvernement italien, en maintenant nos troupes à Rome et en réservant ainsi tout entière la question de l'occupation.

Le gouvernement impérial n'avait pas douté un seul instant que sa détermination ne fût appréciée par toutes les puissances comme elle devait l'être. L'Europe y a vu, en effet, un acte à la fois nécessaire et opportun, commandé par la position de la France et inspiré par une sollicitude prévoyante pour le maintien de la paix générale.

Il reste aujourd'hui au gouvernement de Sa Majesté un vœu à former, c'est que l'ordre se raffermisse et se consolide dans toutes les parties du royaume d'Italie. On ne saurait trop déplorer les manifestations stériles qui ont continué d'agiter les anciennes provinces napolitaines. Plus nuisibles qu'utiles au drapeau dont elles se couvrent, elles n'ont d'autre résultat que de perpétuer le désordre et de faire répandre le sang italien. Par suite de la position que notre armée occupe à Rome, le gouvernement de l'Empereur s'est trouvé dans le cas de tracer à ce sujet des instructions au commandant en chef des troupes françaises, et il l'a invité à prendre les dispositions nécessaires pour mettre obstacle à ce que le territoire confié à notre garde serve de point de ravitaillement aux bandes qui opèrent dans le voisinage de la frontière pontificale.

Rien ne serait plus propre à ramener le calme dans les esprits que la cessation de l'état d'antagonisme dans lequel se maintiennent la papauté et l'Italie et la réconciliation de deux causes dont le désaccord partage les opinions et les consciences dans le monde entier. Guidé par cette pensée, le gouvernement de l'Empereur attachait du prix à s'éclairer sur les dispositions actuelles de la cour pontificale. Il a désiré s'assurer si, en présence d'un ordre de choses déjà reconnu par beaucoup de puissances, et qu'aucune ne songe à troubler, le saint-siège croirait devoir persister dans les objections qu'il a opposées jusqu'ici au règlement de ses rapports avec le gouvernement italien.

Le cabinet impérial s'en est ouvert avec la cour de Rome, en lui offrant un concours entièrement libre d'engagements. Il ne seconderait, d'ailleurs, qu'une transaction renfermant pour le souverain pontife toutes les garanties désirables de sécurité et d'indépendance. Si le saint-siège entraînait dans cet ordre d'idées, il trouverait le gouvernement de Sa Majesté prêt à coopérer de tous ses efforts à un rapprochement non moins favorable aux intérêts de la catholicité qu'à la pacification de la péninsule. Mais il nous faut malheureusement constater que nos ouvertures, cette fois encore, n'ont pas obtenu l'accueil que la loyauté de nos intentions nous autorisait à attendre.

Lorsque le corps expéditionnaire français a quitté le Liban, l'Empereur a jugé opportun de renforcer de plusieurs vaisseaux son escadre sur les côtes de Syrie, et cette disposition, venant à l'appui du langage que nous avons tenu à Constantinople, a suffi pour prévenir de nouveaux conflits. Mais la pacification matérielle du Liban n'était qu'une partie de la tâche dévolue aux puissances. Les événements de 1860 avaient démontré la nécessité d'une réorganisation administrative, en mettant en lumière les inconvénients du règlement sous le régime duquel la montagne avait été placée par suite de mesures prises de 1842 à 1846. Cette combinaison, qui partageait le pays en deux circonscriptions distinctes, l'une pour les Maronites et l'autre pour les Druses, avait porté une fâcheuse atteinte à l'unité du Liban et compromis son existence comme agglomération de peuples ayant jusqu'alors vécu d'une vie commune.

Antérieurement à l'année 1840, la montagne était gouvernée par un pouvoir unique, chrétien et indigène. Dans l'opinion du gouvernement de l'Empereur, il convenait de se rapprocher, autant que les circonstances le permettraient, d'un système d'administration justifié par l'expérience. Le régime qu'il s'agissait de remplacer était, toutefois, le résultat d'une entente établie à Constantinople en 1842 entre les représentants des grandes cours et la Porte, et le gouvernement de Sa Majesté devait s'attendre à ce qu'il ne fût pas abandonné sans être défendu. Si toutes les puissances reconnaissaient l'opportunité d'y apporter de sérieuses modifications, toutes n'étaient pas d'avis qu'il fût essentiellement contraire au maintien de la paix entre les Maronites et les Druses. Plusieurs cabinets se demandaient si les tristes conséquences dont nous le rendions responsable ne venaient pas de ce qu'il n'avait point reçu tous les développements qu'il comportait, et si l'on ne trouverait pas des garanties de tranquillité dans la création de nouveaux centres administratifs, dont l'objet eût été de séparer de plus en plus les intérêts. Ce plan était combiné avec un déplacement des populations elles-mêmes, qui, répandues aujourd'hui

sans distinction de religion et de race, sur la plupart des points du Liban, eussent été respectivement transplantées dans la circonscription administrative que l'on proposait d'attribuer à chacune d'elles. Les puissances reconnurent avec le gouvernement de l'Empereur que cette sorte de désagrégation ethnographique, possible sans doute dans un pays habité par des tribus nomades, était impraticable dans une contrée où l'attachement au sol est général, et qu'elle ne serait pas moins ruineuse pour les Druses que pour les Maronites.

L'évidence des objections que soulevait ce système de désagrégation réconcilia tous les cabinets avec l'idée, fermement défendue par le gouvernement impérial, de l'unité d'un pouvoir chrétien.

La plupart des puissances demeuraient cependant opposées au choix d'un chef indigène, et elles insistaient pour qu'il fût interdit par une clause formelle. A la suite d'une nouvelle discussion, dans laquelle le gouvernement de l'Empereur a maintenu jusqu'à la fin sa manière de voir, mais qui, en se prolongeant, eût retardé l'entente plus longtemps que ne le permettait l'état précaire du Liban au moment du rappel de nos troupes, toutes les puissances se sont ralliées à une transaction qui, sans faire de l'indigénat un principe, ne le frappe pas non plus d'exclusion comme on l'avait proposé.

Le Liban sera donc administré par un gouverneur chrétien dont le pouvoir, s'étendant sur toute la montagne, embrassera l'ensemble des populations dont elle est formée, et aucune disposition n'empêche qu'il soit choisi parmi les chrétiens indigènes. En limitant à trois ans la durée de ses fonctions, les puissances se sont, d'ailleurs, réservé de s'entendre avec la Porte lorsqu'il y aura un nouveau gouverneur à désigner. Cette combinaison, qui implique un recours en quelque sorte périodique à leur jugement, permettra de profiter des données de l'expérience, et ne peut, nous l'espérons, qu'être un jour favorable aux opinions que nous avons soutenues.

Les Principautés-unies du Danube n'ont rien perdu à attendre du temps le développement des institutions dont elles ont été dotées par la Conférence de Paris. Dans ces délibérations, le gouvernement de l'Empereur avait défendu l'union de la Moldavie et de la Valachie comme réclamée par le vœu du pays et renfermant des garanties d'ordre et de prospérité; mais il y avait lieu de prendre en considération particulière l'opinion de la puissance suzeraine, et la Porte s'étant montrée contraire à une union complète et immédiate des deux Principautés, la conférence, tout en établissant entre elles certains liens, avait laissé leurs administrations séparées.

La nomination d'un seul et même hospodar, non prévue par la convention du 19 août 1858, avait eu pour conséquence d'ajouter encore aux difficultés que rencontrait la mise en vigueur de l'ordre

de choses dont elle contenait les bases. Ces difficultés n'ont pas tardé à faire naître dans les Principautés un malaise inquiétant pour la tranquillité publique, et l'hospodar a jugé de son devoir d'exposer la situation à la Porte. Il insistait plus spécialement sur les entraves qui résultaient pour la marche de son gouvernement de la nécessité de traiter avec deux assemblées et d'avoir deux ministères distincts.

Cette démarche a été favorablement accueillie par la Porte, et, prenant l'initiative des ouvertures à faire aux puissances, le gouvernement ottoman a proposé de réaliser l'union administrative et législative pour la vie de l'hospodar actuel. Le gouvernement de l'Empereur n'a pas hésité à approuver une proposition conforme à l'opinion qu'il a constamment proclamée dans les diverses discussions dont les Principautés ont été le sujet, et, en faisant connaître son sentiment aux autres cabinets, il a prêté à la communication de la Porte tout le concours qui dépendait de lui. A la suite d'une longue négociation, les représentants des puissances à Constantinople sont tombés d'accord avec les ministres du Sultan sur les termes d'un firman qui consacre l'union administrative et législative des Principautés et met le nouvel ordre de choses en harmonie avec l'acte constitutif de leur organisation.

La Porte attachait du prix à établir le caractère viager de ces concessions, et, d'après le firman qui en définit la portée, elles ne sont, en effet, accordées que pour la vie du prince régnant. Les cours garantes, toutefois, ont pensé qu'en présence des modifications déjà apportées temporairement à la convention, pour obéir à des nécessités évidentes, la prévoyance conseillait, dans toutes les hypothèses, de s'en référer à une entente ultérieure qui permit de prendre en pleine connaissance de cause des résolutions définitives. Les cabinets seront, en conséquence, appelés, à l'échéance déterminée par le firman, à se concerter avec le gouvernement ottoman pour apprécier la situation de la Moldo-Valachie et décider si elle comporte un retour pur et simple aux termes de la convention, ou si elle ne réclame pas, au contraire, le maintien de l'union comme base désormais permanente des institutions des Principautés. L'avenir de ce pays ne dépend plus, aujourd'hui, que de la sagesse avec laquelle il saura le préparer.

En dehors des affaires d'Italie et d'Orient, nos rapports avec les cabinets européens n'ont donné lieu qu'à un petit nombre d'incidents. Le gouvernement de l'Empereur a continué de porter dans ses relations avec la Suisse les sentiments d'amitié dont il s'est toujours inspiré à l'égard de la Confédération helvétique. Il s'est vu néanmoins dans la nécessité d'adresser au gouvernement fédéral différentes réclamations motivées par des difficultés locales survenues sur la frontière commune ou dans les cantons limitrophes.

Le gouvernement suisse s'est ému, de son côté, d'une simple mesure de précaution destinée à réserver éventuellement le *statu quo* dans la vallée des Dappes. Cette mesure, sans avoir pris un seul instant le caractère d'une occupation, avait été interprétée d'abord comme une violation de territoire. Les éclaircissements transmis au gouvernement fédéral ont rétabli le véritable caractère des faits, et démontré que le but du gouvernement de Sa Majesté n'a nullement été de poursuivre par la force le règlement du litige dont la vallée des Dappes est demeurée l'objet entre la France et la Suisse depuis 1815.

A divers reprises, des pourparlers ont été engagés par la France en vue d'arriver à un arrangement amiable, et le gouvernement de l'Empereur avait lui-même ouvert, en 1853, des négociations à cet effet avec la Confédération helvétique. Il n'a pas cessé de penser que cette question doit être résolue par la seule voie de la discussion diplomatique. Il aime, d'ailleurs, à se persuader que les explications fournies au gouvernement fédéral exerceront une heureuse influence sur ses dispositions et que, pour rendre aux relations des deux pays leur caractère d'amitié mutuelle, nous pouvons nous en rapporter avec confiance au bon sens du peuple suisse.

Le différend qui s'est élevé entre la Confédération germanique et le Danemark au sujet des duchés de l'Elbe, et qui, l'an dernier, à pareille époque, menaçait de se compliquer d'une exécution fédérale, s'est maintenu sur le terrain de la discussion. Les éventualités que pouvait amener le recours aux moyens coercitifs ont été écartées, grâce à l'esprit de conciliation qui a heureusement prévalu au moment où le débat semblait devoir entrer dans une phase plus grave. La cour de Danemark s'étant prêtée à un expédient qui permettait à l'Allemagne de suspendre indéfiniment les mesures d'exécution, la procédure commencée par la Diète à ce sujet a été abandonnée, et des pourparlers se sont ouverts entre les cabinets de Vienne et de Berlin, d'une part, et celui de Copenhague, de l'autre, pour préparer les bases d'un arrangement. Le gouvernement de l'Empereur, tout en s'abstenant d'intervenir directement dans une affaire restée jusqu'ici purement allemande, n'a cessé de donner les conseils les plus propres à disposer à un rapprochement les parties intéressées, et il voudrait pouvoir espérer que les négociations entamées auront un résultat prochain et satisfaisant.

Les graves complications intérieures qui se sont produites aux États-Unis n'ont pas altéré la cordialité de nos relations avec ce pays. Il était impossible, toutefois, que le conflit que nous avons vu naître avec peine n'entravât pas, en prenant d'aussi grandes proportions, nos transactions ordinaires avec les États-Unis et n'affectât même pas,

dans une certaine mesure, la sécurité de notre commerce. Le gouvernement de l'Empereur a donc eu à se préoccuper, dès les premiers moments, de ces conséquences inévitables de la crise américaine. Il ne pouvait hésiter sur l'attitude que lui commandaient les circonstances. Ayant, d'une part, le devoir de veiller à ce que les intérêts placés sous sa protection souffrissent le moins possible de la lutte engagée, désireux, d'autre part, de témoigner de son respect pour les droits intérieurs et l'indépendance d'une autre nation, il n'avait, pour atteindre ce double but, qu'une ligne de conduite à adopter : l'observation d'une stricte neutralité. En conséquence, tout, en faisant des vœux pour le maintien de l'union américaine dans les conditions qui avaient jusqu'à ce jour semblé assurer sa prospérité, tout en étant même disposé, s'il en était sollicité, à contribuer, par ses bons offices, à mettre fin à une lutte déplorable, il s'est empressé, d'un côté, de rappeler à ses nationaux quelles étaient les obligations que leur imposait la neutralité dont il réclamerait pour eux le bénéfice, et de formuler, de l'autre, les principes qu'il s'attendait à voir respecter par les belligérants. Nous avons obtenu, sous ce dernier rapport, des déclarations satisfaisantes, et s'il ne pouvait dépendre du gouvernement de l'Empereur de conjurer tous les embarras qu'entraîne toujours un état de guerre sur un point quelconque du globe, les principes dont les belligérants ont admis l'application auront, du moins, pour effet de prévenir les préjudices et les dommages qui, autrement, eussent encore aggravé les souffrances forcément amenées par l'état présent des choses.

Le gouvernement de l'Empereur s'est inspiré des mêmes vues et des mêmes sentiments dans l'incident récent qui a donné lieu de craindre un instant que la paix du monde ne fût plus profondément troublée encore. Fidèle à ses amitiés politiques comme aux traditions de la France, il a pensé qu'il devait exprimer officiellement, mais franchement, son avis sur un fait qui semblait mettre en question les droits et les garanties justement réclamés par les neutres, et qui exposait en même temps la Grande-Bretagne et les États-Unis à entrer en collision. En nous félicitant aujourd'hui, dans l'intérêt général, de la solution survenue, nous sommes, en ce qui nous concerne, heureux de l'assentiment que notre opinion a partout rencontré et des sentiments dont notre démarche nous a valu l'expression à Washington comme à Londres.

Les efforts que nous faisons depuis plusieurs années pour éviter une rupture avec le Mexique ont échoué devant le mauvais vouloir manifesté du gouvernement actuel. En voyant une anarchie croissante mettre incessamment en péril, sur tous les points du territoire mexicain, la vie et la fortune de nos nationaux, tandis que le gouvernement

qui leur devait protection non-seulement ne tenait nul compte de nos réclamations, mais annulait sans scrupule des engagements solennels qui nous assuraient au moins quelque réparation pour le mal passé, nous avons dû renoncer à une modération qu'on transformait en impuissance.

La Grande-Bretagne et l'Espagne, qui ainsi que nous, avaient à exiger du Mexique le redressement de nombreux griefs, se sont associées aux mesures de coercition qui, dès ce moment, devenaient pour nous le seul moyen de rappeler le Mexique au respect de ses engagements et de soustraire nos compatriotes à toutes les avanies qui rendaient leur situation chaque jour plus pénible et plus intolérable. Une convention conclue à Londres le 31 octobre dernier a réglé l'action combinée des trois puissances. Les escadres alliées ont déjà opéré leur réunion dans le golfe du Mexique, et le débarquement de nos forces expéditionnaires doit avoir dès à présent prouvé à nos nationaux que le gouvernement de l'Empereur s'était ému de leurs plaintes, et au gouvernement mexicain que notre longanimité était arrivée à son terme. Bien que ce soit là l'unique mobile et le seul but de l'expédition actuelle, nous n'aurions assurément que de la satisfaction à exprimer si l'intervention à laquelle les trois puissances se sont vues contraintes devait produire pour le Mexique lui-même une crise salutaire et de nature à favoriser la réorganisation de ce magnifique pays dans des conditions de force, de prospérité et d'indépendance qui lui font si complètement défaut.

Nos rapports avec les autres États de l'Amérique n'ont pas tous le même caractère. Ils n'ont pas cessé d'être parfaits avec le Brésil. Au Pérou, nous aimons à compter sur l'esprit d'équité avec lequel s'achèvera le règlement d'affaires qui ont été l'objet d'amicales négociations avec le cabinet de Lima. Le gouvernement actuel de l'Équateur nous témoigne des sympathies auxquelles nous sommes d'autant plus heureux de répondre que nous ne les avons pas rencontrées dans les administrations précédentes. Nos relations avec le Chili, avec la république d'Haïti et les États du Centre-Amérique continuent à être satisfaisantes. Celles que nous entretenons avec la Confédération argentine et le Paraguay ne se sont pas ressenties elles-mêmes des agitations nouvelles qui ont si malheureusement remis en question la tranquillité des provinces de la Plata.

Le gouvernement de l'Empereur se croyait fondé, l'année dernière, à émettre l'espoir que les demandes que nous avions à soutenir à Montévidéo ne tarderaient à être définitivement réglées. L'événement n'a pas justifié cette prévision. Il a fallu mettre un terme à la longue négociation que nous poursuivions, de concert avec le cabinet de Londres, dans un esprit de conciliation poussé jusqu'aux plus ex-

trêmes limites, mais dont le gouvernement de l'Uruguay était décidé à ne nous savoir aucun gré. La rupture de cette négociation laissera en suspens des réclamations considérables, qui depuis longtemps attendent satisfaction. Il ne saurait convenir au gouvernement de l'Empereur d'accepter indéfiniment cette situation, si les nouvelles attendues de Montevideo viennent la confirmer.

Il est fâcheux d'avoir à constater que sur d'autres points encore de l'Amérique du sud l'état des choses est loin de s'être amélioré dans l'année qui vient de s'écouler ; mais il est du devoir du gouvernement de l'Empereur de ne pas le dissimuler, puisqu'il peut en résulter pour lui la nécessité d'aviser à des mesures de protection plus efficaces pour ses nationaux. Dans la Nouvelle-Grenade, les premiers actes du gouvernement qu'une révolution récente a mis en possession de Bogota ont dû provoquer, de notre part, de sévères observations. Au Vénézuéla, nonobstant des déclarations qui nous autorisaient à croire que ce gouvernement désirait sincèrement se concilier notre bienveillance, nous en sommes encore à attendre l'examen sérieux de réclamations qui se recommandent cependant à notre juste sollicitude.

C'est avec plus de satisfaction que nous pouvons tourner nos regards vers l'extrême Orient. Il est facile d'entrevoir dès à présent les résultats qu'a préparés pour l'avenir la glorieuse expédition qui a conduit notre drapeau jusque dans la capitale de la Chine. Les instigateurs des perfidies qui avaient provoqué la guerre étrangère ont vainement essayé de réagir contre l'impression salutaire laissée par nos victoires. Ils avaient supposé que le moment où s'achevait notre évacuation du territoire chinois, et où un changement de règne plaçait sur le trône un souverain mineur, leur offrait une occasion favorable de faire passer entre leurs mains un pouvoir dont ils se seraient servis pour ramener la politique de la Chine à ses anciens sentiments de haine et de résistance contre les nations européennes. L'énergie et l'intelligence des hommes avec lesquels notre traité de paix avait été signé ont paralysé ces tentatives, et, en présence des événements qui se sont accomplis à Pékin, il est permis de penser que le gouvernement chinois a désormais franchement rompu avec les traditions du passé, et que les intérêts européens trouveront maintenant dans ses contrées lointaines les garanties dont ils sentaient si vivement le besoin.

Le Japon éprouve plus de difficultés à sortir de son isolement. Il n'a pu suffire de la conclusion des traités de commerce avec ce pays pour vaincre ses répugnances séculaires à tout rapport avec d'autres peuples. Il est manifeste, pourtant, que le gouvernement japonais a

compris l'impossibilité de revenir sur des faits accomplis et qu'il cherche à concilier les exigences de sa politique intérieure avec des obligations toutes nouvelles pour lui. Préoccupé de cette nécessité, il se propose d'envoyer, cette année, en France comme auprès des grandes cours de l'Europe, une ambassade chargée de l'éclairer sur les questions d'exécution qui se rattachent aux traités et qui se trouvent en sus pens.

Affaires commerciales.

L'année 1860 avait été signalée par la réforme de notre système économique et par le traité conclu avec la Grande-Bretagne¹, première et heureuse consécration des nouveaux principes qui devaient diriger désormais la politique commerciale de la France. La période dont nous allons retracer les principaux résultats n'a pas été moins utilement remplie. Le ministère des affaires étrangères, d'un commun accord avec les départements du commerce et des finances, s'est appliqué à faire prévaloir, dans les négociations qu'il a ouvertes ou continuées, la pensée généreuse dont s'était inspiré l'Empereur en supprimant les entraves qu'apportait le régime prohibitif au développement des relations internationales.

Ainsi que le faisait pressentir l'exposé présenté au Sénat et au Corps législatif à l'ouverture de la session dernière, le projet d'arrangement élaboré par les plénipotentiaires de la France et de la Belgique ne pouvait manquer d'aboutir. Les conventions de 1845 et de 1854, qui ne s'appliquaient qu'à un nombre limité de produits et qui maintenaient la plupart des restrictions inscrites au tarif général, avaient cessé depuis longtemps de suffire aux besoins des deux peuples, que la contiguïté des territoires et la conformité des intérêts préparaient à une alliance commerciale plus large dans sa base, plus féconde dans ses résultats. Le traité du 1^{er} mai 1861² est venu l'accomplir et réaliser, aussi complètement que le comporte la situation de la France et de la Belgique, une conception qui avait été, à une autre époque, repoussée comme une utopie d'économistes. Le nouvel arrangement garantit aux importations des deux pays le traitement avantageux déjà consacré pour nos échanges avec le Royaume-Uni; il contient en outre, quelques modifications empreintes du même caractère de libéralité et qui ne sont pas sans importance. C'est ainsi qu'il stipule des réductions de taxe en faveur d'une série d'articles qui étaient restés en dehors des conventions supplémentaires du 12 octobre et du 16 novembre 1860, et qui consistent pour la plupart

1. Voir le traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, avec tous les actes qui s'y rattachent. *Archives*, 1861, tome III, p. 5.

2. Voir le traité de commerce entre la France et la Belgique, avec toutes les pièces qui s'y rattachent. *Archives*, 1861, t. III, p. 161.

en matières nécessaires à l'industrie. Le régime des droits d'exportation a été également amélioré : les prohibitions ont disparu à la sortie comme à l'entrée.

Les plénipotentiaires de LL. MM. l'Empereur des Français et le Roi des Belges n'ont pas borné leur tâche à la conclusion d'un traité de commerce ; ils ont signé le même jour une convention maritime¹ qui renouvelait, en les élargissant, les stipulations de 1849, et une convention littéraire² qui a confirmé et précisé davantage les garanties que l'acte du 22 août 1852 assurait déjà, dans les deux pays, à la propriété des œuvres d'esprit ou d'art. La même protection a été heureusement étendue aux marques de fabrique, ainsi qu'aux modèles et dessins servant à l'industrie. Il était, en effet, essentiel que le cabinet de Bruxelles donnât cette légitime satisfaction aux vœux si souvent exprimés par la France, au moment où notre marché national allait s'ouvrir à tous les produits de l'industrie belge.

Le gouvernement de l'Empereur avait espéré pouvoir annoncer, au début de cette année, la conclusion de l'arrangement qui se négocie à Berlin avec la Prusse et les États faisant partie de l'union douanière allemande. Quel que puisse être, de part et d'autre, le désir d'arriver à un résultat favorable au développement des relations commerciales entre la France et l'Allemagne, la solution a été inévitablement retardée jusqu'à ce jour par les difficultés inhérentes à la constitution même du Zollverein et par la nécessité de concilier, autant que possible, les intérêts souvent divergents du grand nombre d'États dont se compose cette association.

L'intérêt de la navigation française a déterminé le gouvernement impérial à devenir partie contractante à la convention générale signée à Hanovre le 22 juin 1861³, et en vertu de laquelle les différentes Puissances dont les navires remontent l'Elbe jusqu'à Hambourg ont racheté les péages de stade. Ces péages, dont le maintien pouvait être difficile à justifier en principe, n'en étaient pas moins consacrés par le temps, et la France n'a pas cru devoir reculer devant un léger sacrifice de trésorerie pour en obtenir la suppression et affranchir d'une servitude onéreuse notre commerce maritime avec la plus riche des villes anséatiques.

Ce qui ne peut manquer de contribuer, sur un autre point de l'Allemagne, au développement de nos relations, c'est l'ouverture du pont fixe sur le Rhin entre Strasbourg et Kehl, dont notre convention de 1857 avec le grand-duché de Bade avait réglé les conditions d'éta-

1. Voir *Archives*, 1861, t. III, p. 196.

2. Voir *Archives*, 1861, t. III, p. 203.

3. Voir le traité concernant l'abolition du droit de stade et les protocoles. *Archives*, 1861, t. IV, p. 18.

blissement. Il est inutile de faire ressortir l'importance internationale de ce grand travail, qui supprime pour les voyageurs et les marchandises les retards et les difficultés provenant de l'interruption jusqu'alors obligée du parcours.

Dans sa légitime sollicitude pour les besoins de l'industrie française, le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru pouvoir mieux assurer l'approvisionnement en combustible de celles de nos manufactures de l'Est qui ne se trouvent pas à portée des charbons de la Belgique et de l'Angleterre, qu'en leur ouvrant une voie de communication économique avec le riche bassin houiller de Sarrebruck. C'est dans ce but qu'a été signée, le 4 avril 1861, avec la Prusse, une convention pour l'établissement du canal international de la Sarre¹.

Le gouvernement helvétique nous a témoigné le désir d'entrer en arrangement pour régler, à l'avantage des deux pays, leurs relations commerciales. De semblables ouvertures ne pouvaient qu'être accueillies. La question a été mise à l'étude, et il est permis d'espérer que nous ne tarderons pas à voir s'ouvrir la négociation.

Parmi les actes diplomatiques conclus avec les États du nord et du centre de l'Europe, et se rattachant aux intérêts dont l'étude et la défense ne forment pas la partie la moins importante de la mission du département des Affaires étrangères, il reste à mentionner ici la convention littéraire et artistique signée à Saint-Petersbourg le 6 avril 1861². Nous devons attacher d'autant plus de prix à cet arrangement, que la faveur avec laquelle les œuvres de la littérature française sont accueillies en Russie y assure un débouché considérable à notre commerce de librairie.

Si l'on suit maintenant au sud de l'Europe, pendant la même période, l'action de la diplomatie commerciale de la France, on se félicite de pouvoir lui attribuer deux actes importants : le traité de commerce signé le 29 avril dernier à Constantinople³, et la convention consulaire avec l'Espagne, dont les ratifications doivent être prochainement échangées.

Arrêtons-nous d'abord au traité avec la Turquie.

Pour peu qu'on étudie les stipulations de cet acte, dont la négociation n'a pas pris moins de cinq années, et qui entrera en vigueur le 13 mars prochain, on remarquera qu'il apporte d'heureuses modifications à la convention du 25 novembre 1838, qui avait réglé nos relations maritimes et commerciales avec la Porte.

Sous le régime antérieur, les marchandises importées en Turquie acquittaient un droit de 5 pour 100, et les produits exportés étaient

1. Voir cette convention. *Archives*, 1861, t. III, p. 334.

2. Voir cette convention. *Archives*, 1861, t. III, p. 337.

3. Voir ce traité. *Archives*, 1861, t. III, p. 341.

soumis à des taxes dont le chiffre s'élevait à 12 pour 100 de la valeur. Notre commerce et notre industrie avaient un très-grand intérêt à ce que les droits d'exportation fussent sensiblement diminués, au prix même d'une élévation des droits d'importation. En effet, les produits que nous tirons de l'Empire ottoman se composent presque exclusivement de denrées alimentaires et de matières premières mises en œuvre par notre industrie.

Ce résultat a été obtenu par le nouveau traité : désormais, les marchandises n'acquitteront plus, tant à l'entrée qu'à la sortie, qu'un droit uniforme de 8 pour 100, qui, pour les produits exportés, diminuera de 1 pour 100 chaque année, jusqu'à ce qu'il soit réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100.

D'un autre côté, la convention de 1838 frappait les articles introduits en Turquie, à destination d'autres pays d'un droit de 3 pour 100. Le traité de 1861 l'abaisse dès aujourd'hui à 2 pour 100, et stipule qu'il sera encore réduit de 1 pour 100 après un terme de huit ans. Ce dégrèvement n'est pas sans importance pour notre commerce de transit.

Tous les intérêts ont donc été sauvegardés par le pacte récemment conclu avec la Porte, et notre commerce est fondé à en attendre les résultats les plus satisfaisants.

L'application des traités intervenus, à diverses époques, entre la France et l'Espagne donnait lieu depuis longtemps à des difficultés qui portaient principalement sur les clauses de ces actes relatives aux attributions des consuls et à la condition civile des sujets des deux États. Désireux d'y mettre un terme, le gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Catholique ont résolu de négocier un arrangement spécial qui, comprenant tous les points en litige, remplaçât les traditions tombées en désuétude par des règles précises et facilement applicables, les privilèges douteux et contestés par des droits définis et reconnus, enfin qui fixât avec clarté, dans le sens le plus étendu et le plus favorable aux intérêts mutuels, les stipulations dont la révision avait paru opportune.

Cette négociation, d'une nature très-délicate, vient de se terminer heureusement par la conclusion d'une convention consulaire signée à Madrid le 7 janvier dernier.

Le nombre considérable de Français établis en Espagne, l'importance et l'intimité de nos relations avec un peuple voisin dont la prospérité se lie à la nôtre, donnent à cet arrangement d'autant plus de prix, qu'en dehors des points spéciaux auxquels il s'applique, il est permis de le considérer comme inaugurant un système nouveau et plus libéral, dont l'application est destinée à s'étendre, dans un avenir peu éloigné, nous l'espérons, aux échanges des deux pays. Leur développement progressif, malgré les nombreuses entraves qui sub-

sistent, démontre chaque jour la nécessité d'abaisser les barrières de douanes, nécessité que la jonction prochaine des chemins de fer français et espagnols rendra plus évidente encore.

Le formation du nouveau royaume d'Italie a changé les conditions de nos rapports commerciaux et maritimes avec la péninsule italienne. En effet, le tarif sarde a été étendu à tous les États placés aujourd'hui sous la souveraineté du roi Victor-Emmanuel, et, en même temps les traités de la France avec la Sardaigne, ont été substitués aux conventions particulières qui avaient réglé, antérieurement, nos relations avec le grand-duché de Toscane et le royaume des Deux-Siciles.

Toutefois, cette situation, acceptée d'un commun accord, à titre provisoire, devra bientôt faire place à un régime conventionnel en harmonie avec le développement des intérêts nouveaux qu'a fait naître la transformation politique de la péninsule.

Les bases d'un projet de traité sont dès à présent soumises à l'examen des plénipotentiaires de LL. MM. l'Empereur des Français et le roi d'Italie, et les conférences dans lesquelles seront examinées et discutées les questions diverses qu'il y aura lieu de résoudre en commun vont s'ouvrir très-prochainement.

En attendant l'issue favorable de ces négociations, le gouvernement de l'Empereur s'est concerté avec le gouvernement italien pour l'adoption de mesures transitoires destinées à maintenir, en y ajoutant même de nouveaux avantages, la situation acquise à la marine des deux pays, antérieurement aux annexions, pour la navigation d'escale.

La sollicitude du gouvernement de l'Empereur pour nos intérêts commerciaux et maritimes à l'étranger ne s'est pas moins activement exercée au delà des mers que sur le continent européen. Chaque fois qu'en Amérique des modifications douanières, décrétées ou votées d'urgence sous la pression d'embarras financiers insupportables des perturbations politiques, ont eu pour effet d'imposer au commerce français des charges illégales ou exagérées, elles ont immédiatement provoqué de notre part des réclamations pressantes.

A l'occasion, notamment, de la promulgation du dernier tarif des États-Unis, nous avons eu soin de représenter au gouvernement fédéral qu'il s'engageait dans une voie non moins contraire à la réalisation de ses plans budgétaires que préjudiciable à l'écoulement de nos produits sur les marchés américains. A Haïti, nos démarches ont empêché que la nouvelle législation des patentes ne fût exécutée dans ce qu'elle avait de nuisible aux établissements formés par des négociants français, et nous avons, en outre, obtenu la promesse de sa prochaine révision.

Un traité de commerce et de navigation signé avec le Pérou le 9 mars dernier, et dont les ratifications ont dû être récemment échangées à Lima, nous permet aujourd'hui de compter cette puissance au nombre des États transatlantiques chez lesquels les droits et les intérêts de nos nationaux, ainsi que les privilèges de nos agents consulaires, se trouvent placés sous la précieuse garantie du droit conventionnel.

La légation de l'Empereur en Chine a été chargée d'établir, de concert avec les autorités locales compétentes, les règlements qui doivent assurer aux engagements des coulies émigrants toutes les garanties désirables.

Le bénéfice de la stipulation intervenue depuis le traité de Pékin, entre l'Angleterre et la Chine, pour l'ouverture du Yang-tze-kiang au commerce britannique jusqu'à la ville si importante de Hang-kao, nous est de plein droit assuré par la clause générale qui nous accorde le traitement de la nation la plus favorisée.

Mais nos arrangements avec le Céleste-Empire ne produiront tous leurs effets que lorsque notre service consulaire aura été organisé sur des bases assez larges pour donner satisfaction aux légitimes exigences du commerce français. Ces bases, telles que les a déterminées une commission réunie sous la présidence du ministre des affaires étrangères, seront, quoique moins étendues que celles adoptées par l'Angleterre, suffisantes dans l'état actuel de nos relations avec l'extrême Orient.

Les dépenses qu'entraînera pour l'État la réorganisation projetée seront complètement compensées par le rapide accroissement de nos échanges sur tout le littoral et jusque dans le cœur de l'empire chinois.

Notre représentant au Japon, par ses constants efforts et de fréquentes conférences avec les chefs du gouvernement, a réussi à affranchir les opérations de nos négociants d'une partie des entraves inévitables au début de leurs rapports avec les indigènes. D'un autre côté, comprenant la nécessité d'assurer aux Français établis dans cet empire le bénéfice de la clause conventionnelle qui réserve à nos agents diplomatiques et consulaires la juridiction civile et criminelle sur leurs nationaux, le ministère des affaires étrangères a élaboré un projet de loi actuellement soumis au conseil d'État, et qui rend applicables au Japon les dispositions de la loi de 1852, relative à la compétence judiciaire de nos consuls en Chine.

Le même département s'est vu naturellement appelé à prendre part aux études qui ont précédé la concession des services de navigation à vapeur destinés à établir des relations directes et périodiques entre les ports de l'Empire et les riches contrées de l'Inde, de l'extrême Orient

et des Amériques. Il a prêté avec d'autant plus d'empressement son concours à la création de ces grandes entreprises, qu'elles lui apparaissent comme le seul moyen efficace de conquérir de nouveaux marchés pour notre industrie et de faire pénétrer en même temps dans les pays les plus reculés l'influence de notre politique, de nos idées et de notre civilisation.

DEUXIÈME PARTIE.

FRANCE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

RELATIFS

AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Communiqués par le gouvernement français au Sénat et au Corps législatif,
le 28 janvier 1862, à l'ouverture de la session législative.

AFFAIRES D'ITALIE.

LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS A LA RECONNAISSANCE DU ROYAUME
D'ITALIE PAR LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, PUBLIÉS DANS LES ARCHIVES
DIPLOMATIQUES, ANNÉE 1861.

Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato, ministre du roi François II à
Londres, l'avisant qu'il ne le reconnaît plus en qualité de représentant du roi des
Deux-Siciles, 20 février 1861..... tome II, page 87

Réponse du chevalier Fortunato à la lettre de congé de lord John Russell, 22 fé-
vrier 1861..... tome II, page 87

Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato, pour lui accuser réception de
sa lettre du 22 février 1861, 1^{er} mars 1861..... tome II, page 87

Résumé de la séance de la Chambre des députés, dans laquelle fut adopté le projet
de loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie, titre officiellement promul-
gué le 17 mars, 14 mars 1861..... tome II, page 99

Dépêche du Conseil fédéral au ministre suisse à Turin, l'avisant de la notification
faite le 23 par le ministre sarde, du changement de titre de Victor-Emmanuel et le
chargeant de remercier le gouvernement du roi de cette bienveillante communication,
23 mars 1861..... tome II, page 190

Protestation du grand-duc de Toscane contre le titre de roi d'Italie, 26 mars 1861.
..... tome II, page 390

Notification du marquis d'Azeglio, ministre de Victor-Emmanuel à Londres, à lord

- John Russell du changement de titre conféré au roi de Sardaigne par les chambres, 29 mars 1861..... tome II, page 211
- Lettre de lord John Russell au marquis d'Azeglio, en réponse à sa lettre du 29 mars, l'avisant qu'il le reconnaît en qualité de représentant du roi d'Italie, 30 mars 1861..... tome II, page 211
- Protestation du duc de Modène contre le titre de roi d'Italie pris par le roi Victor-Emmanuel, 30 mars 1861..... tome II, page 391
- Lettre de lord John Russell à sir James Hudson à Turin, l'avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Grande-Bretagne, 1^{er} avril 1861... tome II, page 212
- Lettre du consul d'Italie à Athènes au ministre Coundouriottis, ratifiant le changement de titre du roi Victor-Emmanuel, 8 avril 1861..... tome II, page 377
- Protestation de la duchesse de Parme contre le titre de roi d'Italie pris par le roi Victor-Emmanuel, 10 avril 1861..... tome II, page 393
- Lettre du ministre d'état Coundouriottis au consul italien à Athènes, l'avisant de la reconnaissance par la Grèce du royaume d'Italie, 11 avril 1861... tome II, page 377
- Protestation du pape Pie IX adressée à tous les représentants des puissances étrangères par le saint-siège contre le titre de roi d'Italie pris par Victor-Emmanuel, 15 avril 1861..... tome II, page 362
- Réponse du ministre des affaires étrangères de Turquie au ministre sarde au sujet du changement de titre du roi Victor-Emmanuel, 11 juin 1861... tome III, page 435
- Note de M. d'Avila, ministre des affaires étrangères de Portugal au chargé d'affaires de Victor-Emmanuel à Lisbonne reconnaissant le royaume d'Italie, 21 juin 1861..... tome III, page 305
- Discours du baron Ricasoli, président du conseil à la Chambre des députés de Turin, annonçant la reconnaissance par la France du royaume d'Italie, 25 juin 1861..... tome III, page 145
- Dépêche de M. Collantès, ministre des affaires étrangères d'Espagne à M. Mon, ministre d'Espagne à Paris en réponse à la note de M. Thouvenel du 6 juin, expliquant les motifs qui empêchent le gouvernement espagnol de reconnaître le royaume d'Italie, 25 juin 1861..... tome III, page 294
- Dépêche circulaire de M. d'Avila aux agents diplomatiques du roi don Pedro, les avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal, en maintenant cependant au Portugal le droit de faire partie, le cas échéant, d'un congrès chargé de régler l'organisation de ce nouveau royaume, 29 juin 1861..... tome III, page 306
- Reconnaissance du royaume d'Italie par la Turquie, 6 juillet 1861. tome III, p. 435
- Documents relatifs à la reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique, août 5, 3, 6 et 12 novembre 1861..... tome IV, page 357
- Résumé du discours prononcé dans la discussion de l'adresse par le baron van Zuylen, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, dans la séance de la Chambre des députés du 24 septembre 1861, au sujet de la reconnaissance de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie, 24 septembre 1861..... tome IV, page 251

**Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Rayneval,
chargé d'affaires de France à Turin ¹.**

Paris, le 15 juin 1861.

Monsieur, le roi Victor-Emmanuel a adressé à l'Empereur une lettre qui a pour objet de demander à Sa Majesté de le reconnaître comme roi d'Italie. L'Empereur a accueilli cette communication avec les sentiments de bienveillance qui l'animent envers l'Italie, et Sa Majesté est d'autant plus disposée à en donner un nouveau gage en accédant au

1. Cette dépêche se trouve dans les *Archives diplomatiques*, année 1861, tome III, p. 135.

vœu du roi, que notre abstention dans les circonstances actuelles pourrait faire naître des conjectures erronées, et être considérée comme l'indice d'une politique qui n'est pas celle du gouvernement impérial. Mais si nous tenons à ne pas laisser à ce sujet de doute sur nos intentions, il est toutefois des nécessités que nous ne pouvons perdre de vue, et nous devons prendre soin que notre reconnaissance ne soit pas interprétée d'une façon inexacte en Italie ou en Europe.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a caché, en aucune circonstance, ses opinions sur les événements qui ont éclaté l'an dernier dans la péninsule. La reconnaissance de l'état de choses qui en est résulté ne pourrait donc en être la garantie, de même qu'elle ne saurait impliquer l'approbation rétrospective d'une politique au sujet de laquelle nous nous sommes constamment réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins l'Italie serait-elle fondée à y trouver un encouragement à des entreprises de nature à compromettre la paix générale. Notre manière de voir n'a pas changé depuis l'entrevue de Varsovie, où nous avons eu l'occasion de la faire connaître à l'Europe comme au cabinet de Turin¹. En déclarant alors que nous considérons le principe de non-intervention comme une règle de conduite pour toutes les puissances, nous ajoutions qu'une agression de la part des Italiens n'obtiendrait pas, quelles que pussent en être les suites, l'approbation du gouvernement de l'Empereur. Nous sommes restés dans les mêmes sentiments, et nous déclinons d'avance toute solidarité dans des projets dont le gouvernement italien aurait seul à assumer les périls et à subir les conséquences.

Le cabinet de Turin, d'autre part, se rendra compte des devoirs que notre position nous crée envers le saint-siège, et je croirais superflu d'ajouter qu'en nouant des rapports officiels avec le gouvernement italien, nous n'entendons nullement affaiblir la valeur des protestations formulées par la cour de Rome contre l'invasion de plusieurs provinces des États pontificaux. Pas plus que nous, le gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne saurait contester la puissance des considérations de toute nature qui se rattachent à la question romaine et dominent nécessairement nos déterminations, et il comprendra, qu'en reconnaissant le roi d'Italie, nous devons continuer d'occuper Rome tant que des garanties suffisantes ne couvriront pas les intérêts qui nous y ont amenés.

Le gouvernement de l'Empereur a jugé nécessaire d'entrer, en un pareil moment, dans les explications les plus franches avec le cabinet de Turin. Nous avons la confiance qu'il en appréciera le caractère et l'objet.

1. Voir *Archives diplomatiques*, 1861, tome I, p. 387.

Vous voudrez bien, monsieur, donner lecture et remettre copie de cette dépêche à M. le baron Ricasoli.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques
de l'Empereur.**

Paris, le 18 juin 1861.

M....., le gouvernement de l'Empereur vient d'être amené à adopter à l'égard de l'Italie une détermination dont je crois nécessaire de bien préciser avec vous les motifs et la portée. Je n'ai rien à vous apprendre sur les raisons qui avaient provoqué l'interruption de nos rapports avec le cabinet de Turin. Les événements qui se sont succédé depuis lors ne pouvaient rien changer à nos appréciations. Cependant notre attitude donnait lieu à des conjectures nuisibles à la conservation de l'ordre en Italie comme au rétablissement de la confiance dans le maintien de la paix. Bien que les éventualités que l'on redoutait pour le commencement de cette année eussent été prévenues, grâce à l'accord des puissances et à la fermeté déployée dans ces derniers temps par le ministre éminent qui dirigeait le cabinet de Turin, l'Europe se ressentait elle-même de cet état de choses, qui n'était point étranger aux incertitudes de la situation générale.

Quelque temps déjà avant la mort¹ si regrettable de M. de Cavour, nous nous étions posé une question qui se présentait à notre esprit avec un caractère d'urgence de plus en plus manifeste : nous nous étions demandé si nous pouvions longtemps encore ajourner la reprise des rapports diplomatiques avec un pays auquel tant d'intérêts nous rattachent. Nous n'étions liés à cet égard par aucun engagement avec les autres puissances. Nous avions eu soin, au contraire, de nous réserver sur ce point une complète liberté d'action, et nous avons notamment fait connaître notre pensée tout entière aux grandes cours du continent à la suite de l'entrevue de Varsovie. Le gouvernement de l'Empereur pouvait donc librement obéir aux considérations sérieuses qui lui conseillaient de reconnaître le gouvernement italien.

Nous nous proposons, toutefois, de subordonner notre reconnaissance à la question romaine, c'est-à-dire d'y mettre des conditions qui nous permettent de retirer nos troupes de Rome, dans un avenir plus ou moins rapproché, sans avoir à redouter de nouvelles perturbations. Nous comptons faire dépendre des garanties de sécurité qui nous

1. 6 juin 1861.

seraient offertes pour le territoire laissé au gouvernement pontifical notre résolution définitive, et nous étions disposés à entrer en pourparlers avec le cabinet de Turin, pour obtenir préalablement de lui un arrangement qui répondît, en ce qui touche la position du saint-siège, à la sollicitude dont le gouvernement de Sa Majesté n'a cessé de l'entourer.

Mais la mort de M. de Cavour, en laissant dans la péninsule un vide si favorable aux agitations des partis, à peine comprimés par son dernier succès parlementaire, crée une situation dont la gravité a été comprise dans toute l'Europe. En présence de semblables conjonctures, le gouvernement du roi Victor-Emmanuel courrait le danger d'être débordé, et l'anarchie qui en serait le résultat pourrait avoir pour la paix les plus funestes conséquences. Un tel état de choses, lors même qu'il n'aurait pas pour effet immédiat de provoquer la guerre, en laissant libre carrière à ceux qui se sont annoncés en tant d'occasions comme voulant en prendre l'initiative, deviendrait nécessairement une source de difficultés et de complications extrêmement embarrassantes pour les puissances, et de nature à les diviser profondément.

Nous croyons suivre une voie plus conforme aux intérêts de l'Europe, comme à ceux de l'Italie et de la France, en contribuant, autant qu'il dépend de nous, à imprimer une autre direction aux événements, et, voulant satisfaire à la double nécessité qui s'impose à notre prévoyance, le gouvernement de l'Empereur s'est décidé à séparer la question de Rome de celle de la reconnaissance du roi d'Italie, afin de rétablir immédiatement nos rapports avec le cabinet de Turin. Je l'informe de la résolution de Sa Majesté par la communication ci-jointe; mais, en même temps, je lui fais connaître que les troupes françaises continueront d'occuper Rome. Dans cette communication, au reste, je n'ai pas manqué, en définissant la portée de notre détermination, de bien établir qu'elle ne suppose en aucune manière l'approbation d'une politique dont, à une autre époque, nous avons blâmé les actes. Il n'appartient qu'à l'avenir de prononcer sur l'organisation la plus propre à fixer les destinées de la péninsule. Mais, en laissant au temps le soin de préparer et de faire accepter des solutions qui ne sauraient réunir les conditions de la stabilité et de la durée, si elles ne sont le résultat des réflexions, de l'expérience et du libre jugement des Italiens eux-mêmes, il importe de conjurer ou d'atténuer, du moins autant que possible, les dangers de la situation présente, et d'apporter l'appui le plus efficace à la politique de paix que les puissances s'efforcent de faire prévaloir. En raison de la position de la France, nos devoirs comme nos intérêts sont plus particulièrement indiqués dans cette crise, et c'est cette pensée qui détermine le

gouvernement de l'Empereur à reconnaître dès à présent le roi d'Italie.

Signé : THOUVENEL.

Le baron Ricasoli, ministre des affaires étrangères d'Italie, à M. le comte de Gropello, chargé des affaires d'Italie, à Paris¹.

Turin, ce 21 juin 1861.

Monsieur le comte, le chargé des affaires de France est venu me donner communication de la dépêche dont vous trouverez ci-joint une copie.

Dans cette dépêche, Son Exc. le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur déclare que Sa Majesté Impériale est prête à nous donner un nouveau gage de ses sentiments de bienveillance en reconnaissant le royaume d'Italie. Il ajoute, toutefois, que cet acte aurait surtout pour but d'empêcher des conjectures erronées, et qu'il ne saurait impliquer l'approbation rétrospective d'une politique au sujet de laquelle le gouvernement de Sa Majesté Impériale s'est constamment réservé une entière liberté d'appréciation. Encore moins serions-nous fondés, d'après cette dépêche, à voir dans la reconnaissance de la France un encouragement à des entreprises de nature à compromettre la paix générale. Rappelant les déclarations du gouvernement français à l'époque de l'entrevue de Varsovie, M. Thouvenel répète qu'il continue à regarder le principe de non-intervention comme une règle de conduite pour toutes les puissances; mais il déclare que le cabinet des Tuileries déclinera d'avance toute responsabilité dans des projets d'agression dont nous aurions à assumer les périls et à subir les conséquences.

Passant ensuite à expliquer la position de la France vis-à-vis la Cour de Rome, M. Thouvenel rappelle que de puissantes considérations obligent le gouvernement impérial à continuer d'occuper Rome, tant que des garanties suffisantes ne couvriront pas les intérêts religieux que l'Empereur a justement à cœur de protéger, et il exprime la confiance que le gouvernement du roi saura apprécier le caractère et l'objet de ces franches explications.

Avant de vous faire connaître ma manière de voir sur les considérations développées dans la dépêche de M. Thouvenel, je dois vous prier, monsieur le comte, d'exprimer à M. le Ministre des affaires étrangères ma vive et profonde gratitude pour la précieuse marque de sympathie que l'Empereur est disposé à donner à notre cause

1. Cette dépêche a été publiée dans les *Archives*, année 1861, tome III, p. 143.

naionale, en reconnaissant le royaume d'Italie. Cet acte revêt dans les circonstances actuelles une valeur toute particulière, et les Italiens seront profondément touchés en voyant que Sa Majesté Impériale, bien qu'Elle n'ait pas modifié son jugement sur les événements qui se sont passés l'an dernier dans la péninsule, est disposée à donner à l'Italie, encore attristée d'un grand deuil national, une preuve si éclatante de sa haute et généreuse bienveillance.

En vous priant d'être l'organe de ces sentiments auprès du gouvernement de l'Empereur, je ne fais que suivre l'exemple du grand citoyen dont nous pleurons la mort.

J'apprécie, comme lui, à sa valeur la franchise avec laquelle le gouvernement de l'Empereur a bien voulu nous faire connaître sa manière de voir sur les événements qui pourraient survenir en Italie. Je ne saurais mieux répondre à cette preuve de confiance qu'en exprimant, avec une égale franchise et sans aucune réticence, toute ma pensée.

Chargé par la confiance du Roi de remplacer le comte de Cavour à la présidence du conseil et dans la direction de la politique extérieure, j'ai trouvé mon programme tout tracé d'avance dans les votes récents que les deux chambres du parlement ont eu l'occasion d'émettre sur les questions les plus importantes pour l'avenir de l'Italie. Après de longs et mémorables débats, le parlement, tout en affirmant d'une manière solennelle le droit de la nation à se constituer dans sa complète unité, a exprimé l'espoir que les progrès que la cause de l'Italie fait chaque jour dans la conscience publique amèneraient, peu à peu et sans secousse, la solution si ardemment souhaitée par les Italiens.

Cette confiance dans la justice de notre cause, dans la sagesse des gouvernements européens, ainsi que dans l'appui chaque jour plus puissant de l'opinion publique, que le comte de Cavour exprimait avec tant d'éloquence peu de temps avant sa mort, a passé tout entière dans l'administration que j'ai l'honneur de présider.

Le Roi et ses ministres sont toujours convaincus que c'est en organisant les forces du pays et en donnant à l'Europe l'exemple d'une marche sage et régulière, que nous réussirons à sauvegarder nos droits, sans exposer l'Italie à des agitations stériles, et l'Europe à de dangereuses complications.

Vous pouvez donc, monsieur le comte, rassurer complètement le gouvernement impérial sur nos intentions au sujet de la politique extérieure.

Néanmoins, les déclarations de M. Thouvenel relativement à la question romaine m'obligent à ajouter quelques mots à cet égard.

Vous savez, monsieur le comte, de quelle manière cette question est envisagée par le gouvernement du Roi. Notre vœu est de rendre à

l'Italie sa glorieuse capitale, mais notre intention est de ne rien ôter à la grandeur de l'Église, à l'indépendance du Chef auguste de la religion catholique.

Nous aimons, par conséquent, à espérer que l'Empereur pourra, dans quelque temps, rappeler ses troupes de Rome, sans que cette mesure fasse éprouver aux catholiques sincères des appréhensions, que nous serions les premiers à regretter. Les intérêts mêmes de la France, nous en avons la conviction, décideront le gouvernement français à prendre cette détermination. Tout en laissant à la haute sagesse de l'Empereur d'apprécier le moment où Rome pourra être sans danger laissée à elle-même, nous nous ferons toujours un devoir de faciliter cette solution, et nous espérons que le gouvernement français ne nous refusera pas ses bons offices pour amener la cour de Rome à accepter un accord qui serait fertile en conséquences heureuses pour l'avenir de la religion aussi bien que pour le sort de l'Italie.

Veuillez donner lecture et copie de cette dépêche à Son Exc. M. le Ministre des affaires étrangères.

Signé : RICASOLI.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Rayneval,
à Turin.**

Paris, 26 juin 1861.

Monsieur, le bruit s'étant répandu que le gouvernement de l'Empereur cherchait à obtenir la cession de l'île de Sardaigne, j'ai cru devoir inviter notre consul à Cagliari à saisir toutes les occasions de démentir cette assertion. Je vous envoie ci-joint, en copie, la dépêche que j'ai écrite à ce sujet à M. Gorsse, et dont vous pourrez faire usage ainsi que vous le jugerez convenable¹.

Signé : THOUVENEL.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 26 JUIN, A TURIN.

A M. le consul de France à Cagliari.

Paris, 11 juin 1861.

Monsieur, vous aurez remarqué que le bruit s'est un moment répandu de l'intention où serait le gouvernement de l'Empereur d'obtenir la cession de la Sardaigne, et que l'on a été jusqu'à prétendre que des agents français parcouraient l'île pour préparer les populations à

1. Voir aux *Archives* (année 1861), la dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel, qui lui a déclaré que le bruit de la cession de l'île de Sardaigne à la France était dénué de fondement, tome I, p. 438.

l'annexion de leur pays à la France. Vous savez, monsieur, que ces conjectures ne sauraient avoir aucun fondement, et que nous n'avons jamais donné le moindre prétexte autorisant à nous prêter un pareil dessein. Nous devons donc démentir hautement de si étranges assertions, qui tendent à faire suspecter notre loyauté; et je vous prie de saisir, de votre côté, toutes les occasions qui vous seront offertes pour empêcher qu'elles soient plus longtemps propagées dans votre résidence. Ces rumeurs ayant été reproduites par les correspondants des journaux de Londres, vous voudrez bien vous en expliquer très-nettement, dès que vous en trouverez le moment opportun, aussi bien avec votre collègue d'Angleterre qu'avec les autorités locales.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques
de l'Empereur.**

Paris, 4 juillet 1861.

Monsieur, le cabinet de Turin a répondu, vous le savez, à la dépêche par laquelle nous lui annoncions que le gouvernement de l'Empereur était disposé à reconnaître le roi d'Italie. Les explications dans lesquelles M. le baron Ricasoli a cru devoir entrer ne pouvant altérer le sens des déclarations que nous sommes résolus à prendre pour règle de notre conduite, rien ne s'opposait plus à ce que le gouvernement de Sa Majesté rendit sa détermination publique. Elle a donc été insérée au *Moniteur* du 25 juin, et elle a revêtu ainsi un caractère définitif.

Nous croyons pouvoir nous féliciter des appréciations dont elle a été l'objet en Europe. Les cabinets, aussi bien que l'opinion publique, l'ont généralement regardée comme favorable à la conservation de la paix; et c'est ainsi notamment qu'elle a été considérée à Berlin. Nous n'avons eu qu'à nous louer des sentiments de modération avec lesquels le gouvernement russe s'est exprimé. Le langage du cabinet de Vienne a été de même satisfaisant. Nous ne pouvions nous flatter de lui faire partager notre opinion sur l'état des choses en Italie; mais il a rendu pleine justice, et le gouvernement pontifical avec lui, aux déclarations dont nous avons accompagné à Turin la reconnaissance du roi Victor-Emmanuel, comme au maintien de nos troupes à Rome.

Ainsi, la résolution du gouvernement de l'Empereur a partout rencontré, suivant la différence des positions et des principes, l'accueil que nous avions espéré, et elle a été appréciée comme nous le désirions, là même où nous ne pouvions nous attendre à ce qu'elle fût envisagée du point de vue où nous nous sommes placés.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Rayneval,
à Turin.**

Paris, le 22 juillet 1861.

Monsieur, vous connaissez les menées que, d'après le cabinet de Turin, on organiserait à Rome en vue de soutenir et de propager les désordres dont les provinces de l'Italie méridionale sont le théâtre.

J'ai transmis à M. le marquis de Cadore les informations que m'a données M. le comte de Gropello; mais si nous jugeons conforme à notre devoir de nous opposer à des démonstrations préparées à l'abri de notre drapeau, nous considérons que nous ne sommes pas moins tenus de signaler à l'attention du gouvernement italien l'émotion causée par les mesures de rigueur attribuées aux commandants des troupes italiennes dans les provinces méridionales.

M. le baron Ricasoli a un sentiment trop élevé des obligations qu'il a assumées en acceptant de diriger le gouvernement italien, et il comprend trop combien il importe de respecter la conscience publique, pour ne pas admettre avec nous qu'il est urgent d'aviser aux moyens propres à dégager la responsabilité du cabinet qu'il préside des accusations dont il serait l'objet, si les violences qu'on reproche aux commandants des troupes italiennes d'avoir exercé sur des habitants inoffensifs pouvaient être commises impunément.

Signé : THOUVENEL.

Le comte de Rayneval à M. le ministre des affaires étrangères.

Turin, 25 juillet 1861.

Monsieur le ministre, au reçu de la dépêche que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous le n° 28, je me suis rendu chez M. le baron Ricasoli, et, après lui avoir fait connaître confidentiellement que Votre Excellence venait d'envoyer à M. de Cadore des instructions à l'égard des menées dont Rome était, disait-on, le foyer, je lui ai communiqué les observations que le gouvernement de l'Empereur croyait de son devoir de présenter au cabinet de Turin, au sujet des actes de cruauté attribués à quelques-uns des commandants de troupes italiennes dans les provinces méridionales. M. le président du conseil, en me priant de remercier beaucoup Votre Excellence des ordres qu'elle avait donnés à l'ambassade de l'Empereur à Rome, s'est empressé de me répondre, relativement aux violences féroces dont les généraux italiens étaient accusés, que, dans sa conviction, il n'y en avait pas un seul d'entre eux qui fût capable de les avoir ordonnées;

que le fait des paysans fusillés parce qu'ils avaient été trouvés porteurs de quelques morceaux de pain, avait été évidemment tiré de l'*Histoire de Naples* de Coletta pour être imputé à l'armée italienne, tandis que cette histoire le reprochait au général Manhés, chargé en 1810 de réprimer le brigandage dans les Calabres; que le cabinet avait toutefois prescrit au général Cialdini de donner immédiatement des explications au sujet des atrocités que l'on disait avoir été commises par les troupes placées sous ses ordres; que le gouvernement du roi, enfin, ayant en horreur les excès aussi inutiles que barbares que l'on racontait, les punirait rigoureusement dans le cas où ils auraient réellement eu lieu.

Agrérez, etc.

Signé : A. DE RAYNEVAL.

Le ministre des affaires étrangères à M. Benedetti, ministre de France à Turin.

Paris, le 26 novembre 1861.

Monsieur, le cabinet de Turin s'étant déterminé à communiquer au gouvernement italien, bien qu'elles fussent restées à l'état de projet, les pièces qu'il avait préparées en vue d'un accord avec le saint-siège, nous n'avons pas à exprimer d'opinion sur les motifs, tirés de ses convenances politiques ou de la situation parlementaire, qui l'ont dirigé dans cette circonstance. Je n'ai pas davantage à entrer pour le moment dans un examen détaillé de l'arrangement élaboré par M. le baron Ricasoli. Les documents qui s'y rapportent m'ayant été communiqués par vous à titre confidentiel, sur la demande du président du conseil, vous savez, monsieur, que le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru devoir se charger de les transmettre à Rome. Les circonstances, en effet, ne nous semblaient pas favorables à l'ouverture d'une négociation directe entre le gouvernement italien et le saint-siège, alors que l'un et l'autre, par des déclarations réitérées, se maintenaient sur le terrain qu'ils avaient adopté et qui les plaçait à des points de vue diamétralement opposés. La combinaison qui nous était soumise n'était guère de nature d'ailleurs à rapprocher les distances, et nous ne pouvions pas, en nous chargeant d'en saisir le saint-siège, paraître attacher nous-mêmes des espérances d'accommodement que nous ne partagions pas, à un projet de solution d'un caractère trop radical assurément, eu égard à l'état des esprits, pour servir de base à un arrangement.

Je fais des vœux sincères pour que la discussion qui va s'ouvrir dans les deux chambres, à Turin, ne sorte pas du cercle où tant d'intérêts sérieux commandent de la maintenir, et dont elle ne pourrait

s'écarter sans reculer encore le règlement de la question romaine. Une circonstance particulière donne à ces considérations un caractère d'opportunité. M. le marquis de la Valette devant se rendre à son poste dans le courant de cette semaine, il serait regrettable, ce me semble, que de nouveaux froissements, de nouvelles causes d'irritation, produisant sur l'esprit du saint-père leur impression naturelle, ne permissent pas à l'ambassadeur de l'Empereur, dès le début de sa mission, d'agir dans le sens d'une conciliation réclamée aussi impérieusement par les intérêts de l'Italie que par ceux de l'Eglise. Au point de vue plus général de sa position dans le monde, l'Italie d'ailleurs ne s'affaiblit-elle pas en proclamant elle-même, par la voix de ses représentants, qu'elle n'a pas de capitale possible parmi les villes grandes et illustres qu'elle possède, et que la Vénétie est le complètement indispensable de son territoire?

L'Italie, dans ses limites actuelles, a une tâche assez grande à remplir, et qui suffirait assurément à illustrer les hommes d'État qui la dirigent. Si, comme le souhaitent et l'espèrent bien sincèrement ses amis véritables, elle réussit à triompher, par de la fermeté et de la modération, des difficultés inséparables de toute transformation politique, elle ne tardera pas à rencontrer dans cette voie l'estime et la confiance de l'Europe. Les services rendus et notre constante sollicitude pour l'avenir de l'Italie nous autorisent à parler à cœur ouvert, et nous ne doutons pas que les conseils désintéressés que nous croyons pouvoir soumettre à son gouvernement ne soient accueillis par lui avec les mêmes sentiments de confiance et de cordialité qui nous les ont dictés.

Signé : THOUVENEL.

Le consul général de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, 1^{er} octobre 1861.

Monsieur le ministre, les journaux arrivés hier ici, et particulièrement de Paris et de Marseille, sont, en ce qui regarde les provinces napolitaines, tellement remplis d'exagérations ou de mensonges dans un sens hostile, que je crois devoir appeler sur ce point l'attention et la défiance de Votre Excellence.

Pour mon compte, je m'efforce d'observer une impartialité que n'ébranlent ni les fausses nouvelles, ni les fausses appréciations qu'on s'applique avec soin à me faire parvenir de divers côtés. Par exemple, on répète depuis quelques jours, et les journaux de Paris disent déjà, que plusieurs compagnies piémontaises ont mis bas les armes dans les Calabres devant la bande de Mitica et des 23 Espagnols débarqués sur la côte. Cette nouvelle est complètement fausse. Aujourd'hui même,

avant de commencer cette dépêche, j'ai envoyé l'élève consul, M. de Bellaigue, chez le général Cialdini pour lui poser nettement la question. Le lieutenant général a répondu : « Il n'y a pas un mot de vrai dans tout ceci ; j'ai, de plus, reçu cette nuit la nouvelle que la bande de Mitica est dispersée, et que le chef Mitica lui-même a été tué avec 60 de ses compagnons. »

J'ai reçu ce matin de Reggio une dépêche télégraphique de notre agent consulaire qui confirme la nouvelle relative à la bande de Mitica : elle est ainsi conçue : « Mitica tué avec plusieurs compagnons. — Bande dispersée. — Province tranquille. »

Votre Excellence trouvera ci-joint un rapport intéressant de notre agent dans les Abruzzes, M. de Rotrou, sur ces provinces.

Signé SOULANGE-BODIN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE NAPLES DU 1^{er} OCTOBRE.

L'agent consulaire de France à Avezzano à M. le consul général de France à Naples.

Avezzano, 25 septembre 1861.

Monsieur le consul général, le brigandage dans la partie des Abruzzes qui avoisine la frontière romaine est depuis quelque temps un peu moins actif. Mais nous n'avons l'espoir de le voir cesser que le jour où il ne recevra plus du dehors recrues, argent et direction. Chiavone a dans sa bande des gens de toutes nations, Français, Suisses, Allemands, Napolitains, restes des troupes de François II et du pape, mêlés aux mauvais sujets des pays environnants.

On dit qu'à la suite des divers engagements qui ont eu lieu pendant ces derniers jours, Chiavone est parti suivant son habitude pour Rome. On ne peut nier que les paysans ne soient en général bien disposés pour les brigands, et qu'ils ne leur rendent assez volontiers des services, mais ils sont peu disposés à suivre leur vie aventureuse ; ils applaudissent à leurs exploits quand ils n'en sont pas les victimes, et, en définitive, s'ils leur fournissent des vivres, c'est encore plus par peur que par sympathie.

La bourgeoisie n'a pas encore repris son assurance, et n'est pas très-persuadée que l'ancien régime ne reviendra pas.

Nous n'avons encore senti dans nos provinces que le mal de la révolution, et le gouvernement n'a pu encore réaliser un bien sérieux. Ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence obligée du système démoralisateur appliqué par Ferdinand II, pendant ces douze dernières années, avec une persistance remarquable. Depuis 1848, il n'avait eu qu'une pensée, qu'un but, rendre le retour au régime con-

stitutionnel impossible, par l'asservissement complet de la classe moyenne : l'avilissement calculé de la bourgeoisie, la licence autorisée et encouragée de la basse classe, devaient priver la première de toute confiance, de toute force et ressource en elle-même. Le retour sans transition au régime constitutionnel était d'autant plus périlleux que l'on avait eu grand soin, depuis douze ans, de faire disparaître tout ce qui pouvait, même de loin, aider à son rétablissement. Le bas peuple, dressé à ne reconnaître que les droits du roi, ne voyait rien au-dessus de lui; la loi, dans sa pensée, n'était que l'expression de la volonté du maître, ordinairement clément pour lui, toujours inflexible pour le bourgeois. En 1860, lorsqu'on faisait un appel de désespoir à cette constitution, on expliquait en même temps aux classes inférieures que ce n'était que le résultat des violences de la bourgeoisie, qui voulait de nouveau s'emparer de la puissance royale pour aggraver les charges du peuple, et se venger sur elle de ses longues souffrances. Il était naturel que celle-ci fût prête à défendre, par tous les moyens possibles, celui qu'on lui présentait comme la sauvegarde de son indépendance et son protecteur contre la tyrannie et l'insatiable avidité des bourgeois, avec lesquels elle était en antagonisme perpétuel dans toutes les relations de la vie. Il n'y a donc pas à s'étonner que cette basse classe vit la révolution s'effectuer avec un grand mécontentement; on doit au contraire être surpris qu'elle n'ait pas concouru d'une manière plus active à la défense d'une cause rendue commune entre elle et la royauté.

Pendant que Ferdinand II laissait à la basse classe une liberté presque illimitée, il adoptait pour la bourgeoisie un système qui devait infailliblement lui faire perdre toute son énergie et jusqu'à la conscience de ses devoirs civiques. Chacun était impitoyablement interné dans sa localité. C'est à grande peine que de temps en temps on permettait aux citoyens les mieux notés de se rendre au chef-lieu de la province. Les magistrats communaux étaient pour la plupart choisis en dehors de la bourgeoisie, ou tout au moins parmi ceux de cette classe dont les opinions étaient aussi serviles que l'incapacité était notoire : les élections communales n'avaient plus lieu. On avait étouffé jusque dans la racine tout ce qui pouvait rappeler les institutions libérales. La lecture du journal officiel avait fini par être interdite dans les cafés. On refusait aux pères de famille l'autorisation d'envoyer leurs fils dans les grands centres pour y terminer leur éducation. Les familles de chaque localité avaient fini par ne plus se voir pour ne pas exciter les soupçons d'une police toujours prête à s'alarmer. Les délits des bourgeois étaient punis comme des crimes, leur liberté sans cesse menacée. Il ne restait à cette classe, pour appliquer son intelligence, que le soin de ses mesquins intérêts personnels.

Le cabinet de Turin ne savait pas ces vérités. Il jugea les provinces napolitaines par l'esprit de Naples, qui leur est diamétralement opposé. A Naples, la force vitale s'était concentrée dans la bourgeoisie ; en province, elle est dans le peuple ; c'était donc à lui qu'il fallait parler : il fallait lui expliquer que ce qu'il avait eu jusqu'à ce jour n'était pas la liberté, parce qu'elle était sans garanties, que c'étaient ces garanties qu'on venait lui donner en lui rendant sa part effective de droits dans la société ; on devait lui faire comprendre l'abandon systématique dans lequel on l'avait laissé, le mal qui en était résulté pour ses propres intérêts, et frapper son imagination en adoptant les grandes mesures qui lui eussent prouvé qu'il entraît dans une ère de réparation et de justice.

A tant de causes de malaise vient se joindre celui qui résulte des mauvaises récoltes en céréales ; les blés ont été peu abondants, les maïs ont entièrement manqué, et ce sont ces derniers qui forment la base de la nourriture des paysans. Il faudrait qu'à tout prix on mît de suite en activité les grands travaux des voies ferrées et carrossables. Le manque de voies de communication dans nos pays est la source de maux incalculables. C'est encore le résultat du système de Ferdinand II. Si depuis un an on eût commencé des travaux, on eût gagné bien des sympathies dans les provinces.

La contre-révolution, n'ayant toutefois pu réussir avec tous les éléments de succès dont elle disposait, ne se rendra pas maîtresse de la situation en prolongeant l'agitation.

Signé ROTROU.

Le consul général de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, le 12 octobre 1861.

Monsieur le ministre, j'ai reçu hier de notre agent consulaire de Barletta (Pouille) une lettre, datée du 8, par laquelle il me faisait savoir que sa résidence, située dans l'intérieur des terres, à Cerignola, venait d'être envahie par les brigands. J'ai sans retard prié le général Cialdini d'envoyer des ordres par le télégraphe aux autorités militaires de la province Capitanate, afin qu'on portât secours à notre agent. Le général s'est empressé de se rendre à mon désir. Il m'a dit que ces brigands, qui pour la première fois descendaient vers les plaines et le littoral de l'Adriatique, devaient appartenir à la bande de Donatelli dit *Crocco*, serrée de près depuis quelque temps par les troupes qui battent les montagnes de Melfi et autres localités de la Basilicate. M. Fréjaville me parle dans sa lettre, indépendamment de la bande de Crocco, de trois autres bandes qui seraient composées cha-

cune d'une centaine d'hommes, subdivisées en compagnies et commandées la plupart par d'anciens galériens, qui se vantent d'avoir reçu récemment 60 000 ducats de l'étranger.

Signé SOULANGE-BODIN.

Le consul général de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, le 26 octobre 1861.

Averti par notre agent consulaire de Barletta que les fermes de M. le duc de la Rochefoucauld étaient menacées, j'ai avisé de suite la lieutenance générale. Je reçois aujourd'hui une lettre, datée du 24, de Cerignola, par laquelle l'administrateur de ces biens me fait connaître qu'il est toujours sous la menace des brigands, et m'adresse une copie de la lettre d'un chef de bande exigeant 8000 ducats et des chevaux.

D'après les journaux, 50 brigands, qui avaient envahi, le 21, la commune d'Ottajano, auraient enlevé et séquestré deux riches propriétaires.

Le prince Ottajano a été arrêté sur la dénonciation de brigands pris dans le voisinage de ses terres. Ce personnage, qui a été conduit à Avellino pour être confronté avec eux, affirme qu'au contraire il a toujours refusé tout secours d'argent ou de vivres aux bandes qui lui en ont demandé, et c'est à son refus qu'il attribue d'avoir été dénoncé par eux.

SOULANGE-BODIN.

Le consul général de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, le 9 novembre 1861.

Monsieur le ministre, la tranquillité continue de régner à Naples et dans les provinces napolitaines. On cite quelques faits de brigandage dans les Pouilles et du côté de Salerne et d'Avellino, mais il ne paraît pas qu'ils aient beaucoup de gravité. Les bandes qui commettent des désordres se subdivisent depuis quelque temps et ne s'aventurent qu'en petit nombre. Après avoir dévasté ou pillé des métairies et rançonné des propriétaires, elles se retirent aussitôt dans les montagnes.

L'exacte vérité est que si sa durée doit encore se prolonger, le brigandage, grâce à la vigueur déployée par le général Cialdini, n'est plus que brigandage et rien autre, et qu'on ne peut désormais, avec quelque apparence de raison, chercher à modifier son caractère dans l'opinion des Napolitains et de l'étranger. Au commencement de l'été, à l'époque où des décrets intempestifs furent lancés contre les congréga-

tions religieuses et les couvents, le clergé tout entier excitait les paysans à s'armer, et c'est alors que le drapeau blanc reparut dans diverses localités, et qu'on put craindre de voir les soldats débandés devenir de véritables insurgés bourbonniens. Ce péril a vite disparu, faute de chefs.

Les soulèvements de San Marco in Lamis, de Melfi, de Venosa avaient, bien qu'isolément, des apparences de guerre civile. Aujourd'hui, il n'est plus question que de brigands dans la plus ordinaire acception du mot, même dans les Abruzzes, sur les frontières romaines ; les propriétaires qui sont dévastés journellement en savent quelque chose. Notre agent consulaire des Abruzzes m'a écrit, à la date du 7 de ce mois, que, dans les journées du 4 et du 5, une centaine d'hommes de la bande de Chiavone sont entrés dans le village de Castelluccio, voisin de Sora, et qu'ils l'ont saccagé. Dans un autre endroit, appelé Castronero, ils ont enlevé le curé, vieillard octogénaire, qu'ils ont emmené dans la montagne, menaçant sa famille de lui envoyer ses oreilles le lendemain, si elle ne payait une rançon de cinq mille ducats. Notre agent me signale également qu'un autre village, Pietra Secca, a été pillé de même que Castronero. Un Espagnol de la bande de Borgès, arrêté à Potenza (Basilicate), écrivait, le 29 octobre, au consul d'Espagne à Naples : « Le général Borgès n'ayant pas trouvé « les Calabres dans l'état qu'on lui avait dépeint, a résolu de chercher « à gagner les États pontificaux en traversant les forêts et les cimes « des montagnes, et je ne sais ce que sont devenus nos compagnons. » On répand à ce sujet à Naples des bruits sans fondement qui ne trompent personne : tantôt c'est Borgès qui s'est emparé de Potenza, tantôt c'est le général commandant les provinces de Salerne qui, de son côté, est tenu en échec et contraint de se barricader dans la ville.

Signé SOULANGE-BODIN.

Le consul général de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, le 14 décembre 1861.

Monsieur le ministre, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence la copie de lettres qui m'ont été adressées par notre agent consulaire d'Avezzano, au sujet de la capture du général Borgès et de son exécution. Il résulte des déclarations de cet Espagnol et des papiers saisis sur lui que, trompé, dès son débarquement, sur la nature de l'entreprise qu'on lui aurait fait accepter, il a tenté de vains efforts pour transformer en guerre civile le brigandage des chefs Mitica, en Calabre, Crocco et autres, en Basilicate.

Déterminé à faire connaître l'état réel des choses au roi François II, il avait pris la route de Rome, avec vingt-trois compagnons, et était déjà parvenu à franchir une distance considérable et des obstacles de toute sorte, quand il fut pris et fusillé à Tagliacozzo, à quelques heures à peine de la frontière romaine.

Dans un rapport dont j'ai eu connaissance, le général la Marmora signale les principaux incidents de l'expédition de Borgès. Mis en suspicion dès son débarquement par le chef de bande Mitica, obligé de fuir et de se cacher dans un pays inconnu, après la défaite et la mort de ce chef il passe en Basilicate, et là, comme on le voit par les extraits de son journal, il ne peut rien organiser, et ne parvient à tirer parti ni de Crocco, « impitoyablement adonné, dit-il, à ses instincts féroces, » ni de Langlois, « homme sans valeur. »

Le général Borgès prend part à plusieurs rencontres ; il déclare dans ses notes qu'après la plus sérieuse des affaires de la Basilicate, celle de Pietragalla, les bandes ne comptaient pas plus de trois cent cinquante hommes armés. Après ces vaines tentatives, très-instructives d'ailleurs, de Calabre et de Basilicate, et après l'épisode de Tagliacozzo, qui se termine par une terrible exécution, ce qui mérite le plus l'attention, c'est la saisie des papiers et des lettres trouvées dans les bagages de Borgès. La pièce principale est l'ensemble des instructions et des indications émanant du général napolitain Clary. Le gouvernement italien publiera sans doute les documents qu'il jugera utile de faire connaître. Une circonstance curieuse, et que j'ai précédemment signalée à Votre Excellence, c'est que, durant près de trois mois, l'existence de Borgès a été un objet de doute, et que, depuis le jour où sa présence avait été constatée au sud des Calabres, on n'a jamais pu la vérifier ailleurs qu'à Tagliacozzo.

La mort du général Borgès et la publication des circonstances principales de son entreprise, surtout son insuccès à transformer un seul bandit en soldat, vont porter un coup sérieux au brigandage.

Le parti de la réaction aura beaucoup plus de peine désormais à faire des recrues. Il sera en même temps jugé sévèrement, quand on verra que, pas un général ou officier un peu connu de l'ancienne armée bourbonnienne n'ayant consenti à s'exposer, les principaux partisans du roi François II n'ont su faire autre chose que d'enrôler, en les trompant, quelques malheureux étrangers qui n'avaient rien de commun avec l'Italie.

Signé : SOULANGE-BODIN.

Le consul general de France à Naples à M. le ministre des affaires étrangères.

Naples, le 10 janvier 1862,

Monsieur le ministre, la situation politique des provinces napolitaines se dégage manifestement des résistances de la réaction, que l'on considère maintenant comme à peu près nulles, et des essais d'agitation des partis avancés; en même temps l'usage modéré, mais ferme au besoin et très-équitable que le préfet de Naples fait de son autorité, lui donne chaque jour la mesure, si ce n'est des résultats positifs et complets qu'on peut atteindre ici, du moins de l'affaiblissement de toute opposition active, organisée et capable de lutte ouverte.

Signé : SOULANGE-BODIN.

AFFAIRES DE ROME.

LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES DE ROME, PUBLIÉS DANS LES ARCHIVES DIPLOMATIQUES.

Note du cardinal Antonelli à Mgr Meglia chargé d'affaires du saint-siège à Paris, en réponse à la brochure, *La France, Rome et l'Italie*, 26 février 1861. tome II, page 56

Allocution du pape dans le consistoire du 16 mars 1861..... tome II, page 196

Dépêche du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères d'Autriche au prince de Metternich, ambassadeur à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel du 6 juin, prenant acte des assurances tranquillissantes données par M. Thouvenel, en faveur de l'indépendance et de la dignité du saint-siège, 16 juin 1861..... tome III, page 113

Dépêche du baron Ricasoli au comte Gropello, chargé des affaires d'Italie à Rome en l'absence de M. Nigra, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 15 juin, exprimant l'espoir d'une solution prochaine de la question romaine, 21 juin 1861. t. III, p. 143

Circulaire de M. Minghetti, ministre de l'intérieur du royaume d'Italie aux intendants des provinces, contre la signature éventuelle d'une protestation contre l'occupation de Rome par les Français, 26 juin 1861..... tome III, page 392

Protestation du cardinal Antonelli contre l'emprunt italien déclarant que le saint-siège n'entend point en reconnaître les effets en ce qui concerne l'État pontifical, 9 juillet 1861..... tome III, p. 296

Lettre de M. le baron Ricasoli, ministre des affaires étrangères d'Italie au cardinal Antonelli, accompagnant les propositions faites au pape, pour régler les rapports entre le royaume d'Italie et le souverain pontife, 10 septembre 1861. tome IV, page 401

Propositions faites par le baron Ricasoli au nom du roi Victor-Emmanuel au pape, pour régler les rapports entre le royaume d'Italie et le souverain pontife, précédées d'un exposé des motifs, 10 septembre 1861..... tome IV, page 401.

Dépêche du baron Ricasoli à M. Nigra, ministre d'Italie à Paris, l'invitant à communiquer au gouvernement français les propositions faites à la cour de Rome et à les faire transmettre par l'entremise de la France, 10 septembre 1861. tome IV, page 408

Allocution prononcée par le pape dans le consistoire secret du 30 septembre 1861..... tome IV, page 225

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont,
ambassadeur de l'Empereur à Rome.**

Paris, le 8 juin 1861.

Monsieur le duc, les ambassadeurs d'Autriche et d'Espagne m'ont adressé les communications dont vous trouverez ci-jointe la copie, et qui, conçues dans des termes presque identiques, ont pour objet d'appeler la sollicitude du gouvernement de l'Empereur sur la situation critique du saint-siège, et de lui offrir le concours de l'Autriche et de l'Espagne pour aviser aux moyens de mettre la papauté à l'abri de nouvelles perturbations et d'assurer son indépendance.

Ainsi que vous ne manquerez pas d'en faire la remarque, monsieur le duc, ces deux notes ne s'expliquent d'ailleurs ni sur les conditions qui dans l'opinion des cabinets de Vienne et de Madrid, seraient nécessaires pour sauvegarder cette indépendance, ni sur les moyens auxquels il conviendrait d'avoir recours pour atteindre le but indiqué.

Le gouvernement de Sa Majesté, avant de répondre aux ouvertures qui lui étaient faites, a dû se rendre un compte plus exact de la situation et des conséquences auxquelles pourrait aboutir le concert auquel il était convié. Or, à son avis, il n'y a que deux hypothèses qui soient admissibles.

La première consisterait à ne tenir aucun compte des événements accomplis, c'est-à-dire que les puissances catholiques régleraient entre elles les affaires de Rome, en dehors de l'Italie et sans sa participation. Mais qu'est-ce autre chose qu'un pareil système, sinon celui de l'intervention militaire avec tous ses dangers, avec la compromission de la paix générale à peu près certaine, en un mot avec toutes les complications dont la gravité comme la durée sont incalculables? Le gouvernement de l'Empereur ne saurait, pour ce qui le concerne, prêter les mains à une combinaison qui ouvrirait la voie à de telles éventualités.

Dans la deuxième hypothèse, la seule à nos yeux qui se présente avec un caractère vraiment pratique, on admettrait la participation de l'Italie, on entrerait en négociation avec le gouvernement qui la représente aujourd'hui, et les puissances catholiques réuniraient leurs communs efforts pour amener l'établissement et la consolidation d'un ordre de choses qui pût donner à la sécurité et à l'indépendance du saint-siège les garanties dont il a besoin, et qui ne sont pas moins dans le vœu du gouvernement de Sa Majesté que dans celui des cabinets de Vienne et de Madrid.

C'est en me plaçant à ce point de vue, monsieur le duc, que j'ai adressé à M. le prince de Metternich et à S. Exc. M. Mon la réponse

dont je joins ici copie. Vous voudrez bien vous inspirer des mêmes considérations, dans le cas où vous auriez occasion de vous expliquer au sujet de la double communication qui nous a été adressée de la part de l'Autriche et de l'Espagne.

Signé : THOUVENEL.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 8 JUIN.

M. Mon, ambassadeur d'Espagne, à S. Exc. M. Thouvenel¹.

Paris, le 28 mai 1861.

Monsieur le ministre, depuis que les événements de l'Italie ont donné lieu d'avoir des appréhensions pour la personne et pour les droits de Sa Sainteté, le gouvernement de la reine s'est empressé de faire remarquer au gouvernement de l'Empereur qu'il serait utile et opportun d'établir une entente entre les puissances catholiques pour venir en aide à des intérêts si respectables.

Le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru qu'une autre intervention que la sienne fût nécessaire pour obtenir le résultat que souhaitait le gouvernement de la reine et que tout le monde catholique avait à cœur.

Lorsque les troupes piémontaises ont occupé une partie des États pontificaux, et que le gouvernement de l'Empereur se vit obligé de renforcer le corps d'occupation de Rome et de retirer sa légation du Piémont, le gouvernement de la reine a manifesté de nouveau qu'il jugeait convenable et nécessaire de venir au secours du saint-père en réunissant les efforts de toutes les nations catholiques et en employant les moyens qu'on croirait les meilleurs pour sauvegarder des droits aussi sacrés.

Le gouvernement de l'Empereur, pénétré des mêmes sentiments que celui de la reine, et ayant réprouvé si hautement la conduite du Piémont, a cru cependant qu'il valait mieux attendre l'issue des autres événements politiques survenus dans la péninsule italienne, pour en venir ensuite avec plus de facilité à régler d'un commun accord les difficultés que ces événements ont suscitées dans les États du saint-siège.

L'Espagne, toujours désireuse d'agir d'accord avec le gouvernement de l'Empereur, attendait l'occasion qui lui était indiquée, lorsque la déclaration du premier ministre piémontais dans la chambre des députés de Turin a convaincu le gouvernement espagnol de l'urgente nécessité de faire face au péril qui menace de nouveau les droits de

1. Publié dans les *Archives*, année 1861, t. III, p. 291.

Sa Sainteté. D'après cette déclaration, la ville de Rome, capitale du monde catholique, doit être déclarée capitale d'un nouveau royaume et devenir la résidence du gouvernement et du roi de Piémont. Non-seulement le pape, par cette déclaration, serait dépouillé de la souveraineté qu'il a toujours exercée dans sa capitale, mais le monde catholique serait également dépossédé de la capitale qui lui appartient depuis tant de siècles, comme résidence du chef suprême de son Église. Les catholiques ont contribué de tout temps au maintien et à l'éclat de cette cité, et ils y ont élevé leurs principaux temples.

Mais, Rome étant occupée par une garnison française, le gouvernement de la reine a la confiance qu'aucun préjudice ne peut sortir pour le chef de l'Église de la déclaration faite dans la chambre des députés du royaume de Piémont, et le temps qui s'est écoulé sans que cette déclaration ait apporté aucun changement à la situation de la ville de Rome et des provinces gouvernées par le pape prouve combien étaient fondées les espérances que la reine d'Espagne avait placées dans le gouvernement de l'Empereur. Cette circonstance ne saurait suffire toutefois pour rassurer entièrement Sa Majesté Catholique sur les nouvelles perturbations qui pourraient compromettre la capitale du monde chrétien, et l'on pourrait craindre de voir ajourner indéfiniment la solution qui doit mettre un terme à la situation difficile où se trouve le saint-père, et qui doit lui rendre la liberté d'action dans ses États et en même temps l'indépendance nécessaire au libre exercice de sa mission sacrée dans le reste du monde. En outre, le gouvernement de la reine reconnaît combien il est raisonnable et utile que les catholiques prêtent leur concours à l'Empereur pour trouver les moyens les plus propres à la réalisation d'un but si noble et si vivement désiré de tous les catholiques.

Tels ont été de tout temps les sentiments de l'Espagne. Déjà, en 1848, lorsque des événements semblables avaient paru mettre en péril la vie et les droits du souverain-pontife, le gouvernement de la reine s'est empressé de prendre l'initiative pour la défense d'intérêts si chers, et d'unir ses troupes à celles de la France pour venir au secours du pape et de ses droits. On envoya donc, d'un commun accord, des troupes espagnoles et des troupes françaises en Italie; mais le général français a cru convenable que son armée entrât seule dans Rome et y maintînt seule l'ordre et les droits du pape, comme l'a fait depuis ce temps avec tant de gloire la nation française.

Il n'est donc pas nécessaire de modifier sur ce point la situation actuelle. Mais le gouvernement de la reine m'ordonne d'annoncer à Votre Excellence que, si le gouvernement de l'Empereur croit, comme celui de la reine, que le moment est venu d'employer l'action de toutes les puissances catholiques ou de quelques-unes, l'Espagne est

prête à contribuer pour sa part à la défense si urgente d'une cause si juste. La capitale du monde catholique n'appartient qu'aux nations catholiques; c'est la résidence du souverain pontife, chef de l'Église, et personne n'a le droit de l'en déposséder ou de la partager avec lui. C'est là qu'est ce trône que les nations catholiques ont fondé et qu'elles ont su pendant plusieurs siècles soutenir et défendre. Le gouvernement de l'Empereur, qui a fait tant d'efforts dans le même but, ne consentira en aucune façon à l'exécution des vues exprimées par M. de Cavour. Le gouvernement de la reine espère donc que l'Empereur voudra bien provoquer, s'il le juge comme nous nécessaire, une réunion des puissances catholiques ou de quelques-unes d'entre elles, pour adopter les mesures capables de prévenir les dangers dont est menacé le saint-siège, et pour conférer sur le moyen de terminer définitivement les conflits qui troublent le souverain pontife et empêchent l'exercice de son autorité légitime, au grand préjudice de tous les catholiques du monde, qui auraient à souffrir les conséquences d'une perturbation si grave et d'une dépossession si injuste.

Signé : MON.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU 8 JUIN.

**Le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche,
à S. Exc. M. Thouvenel¹.**

Paris, 28 mai 1861.

En présence des événements qui se déroulent en Italie depuis deux ans sous l'inspiration d'un parti subversif de tout ordre social et religieux, sous la pression d'un gouvernement oublieux des droits acquis les plus sacrés, l'Autriche, tout en protestant énergiquement à chaque nouvelle violation des traités, a cru devoir faire à la paix européenne le sacrifice de s'abstenir d'une intervention active dans les affaires de la Péninsule. C'est ainsi qu'ont pu s'effectuer des annexions qui étaient en opposition directe avec un traité à peine signé, et qui lésaient les intérêts et les droits de souverains amis et alliés.

Lorsque toutefois le Piémont, poursuivant son œuvre de spoliation, après avoir vainement tenté de provoquer des soulèvements dans les Marches et l'Ombrie, n'hésita pas à envahir à main armée les États du souverain pontife, sans déclaration de guerre et en usant de prétextes dont l'indignation de la majeure partie de l'Europe a fait justice, l'Autriche s'est émue des dangers que courait le chef de l'Église et les grands intérêts catholiques, qui sont inséparables du maintien de

1. Publié dans les *Archives*, année 1861, t. III, p. 111.

l'indépendance de la papauté, indépendance basée sur le pouvoir temporel.

D'accord avec l'Espagne, elle a recherché les moyens d'arrêter les envahissements sacrilèges du Piémont et de venir en aide au chef de l'Église, qui soutenait la lutte avec une si héroïque persévérance.

Les deux gouvernements se sont adressés dans ce but, l'automne dernier, au gouvernement de l'Empereur des Français. Bien que réprouvant hautement la conduite du Piémont et le lui témoignant par le rappel de son représentant à Turin, le cabinet des Tuileries a cru néanmoins qu'il valait mieux attendre l'issue des autres événements politiques survenus dans la péninsule italienne, pour en arriver ensuite avec plus de facilité à régler d'un commun accord les difficultés que ces événements ont suscitées dans les États du saint-siège.

Depuis lors la situation n'a fait que s'aggraver. Des paroles prononcées du haut d'une tribune par un ministre piémontais ne laissent plus aucun doute sur les projets que nourrit le gouvernement sarde, et le soussigné est plus que jamais convaincu de l'urgente nécessité de faire face aux périls qui menacent de nouveau le saint-siège. La ville de Rome, capitale du monde catholique, doit être déclarée capitale d'un nouveau royaume d'Italie, et devenir la résidence du gouvernement du roi de Piémont. Par la mise à exécution de ce projet insensé, non-seulement le pape serait dépouillé de son indépendance et de sa souveraineté, mais le monde catholique se verrait également dépouillé de la ville qui depuis les temps les plus reculés est le siège du chef suprême de son Église.

Il est vrai que, tant que l'armée française couvrira de sa protection le souverain pontife, une telle iniquité ne pourra se consommer, et de pareils desseins tomberont devant l'opposition énergique de la France, dont l'honneur se trouve engagé, dont tout le passé, dont les traditions sont garants qu'elle ne cédera pas la place à une autre puissance dont l'assistance n'aurait été ni réclamée ni acceptée par le saint-siège.

Mais est-il juste que le gouvernement de l'Empereur supporte seul les embarras et risques de cette protection, qui intéresse également la catholicité tout entière, disposée à en revendiquer sa part ?

Déjà en 1848, lorsque des événements semblables avaient paru mettre en péril les droits et la vie du souverain pontife, l'Autriche, l'Espagne et la France se sont empressées de prendre la défense d'intérêts si chers, et d'unir leurs drapeaux pour venir au secours du pape et de ses droits.

Mais, par suite de considérations militaires, il fut jugé plus convenable que l'armée française entrât seule dans la capitale de la chrétienté et y maintînt seule l'ordre public et les droits du pape, mis-

sion dont la France s'est acquittée depuis ce temps avec tant de gloire.

Si le gouvernement de l'Empereur, dans sa constante sollicitude pour les intérêts catholiques, trouve que le moment est venu de réunir les efforts des puissances catholiques en faveur de la souveraineté pontificale, l'Autriche et l'Espagne sont prêtes à contribuer de toutes leurs forces à assurer le salut d'une institution qui a reçu la consécration des siècles. La capitale du monde catholique n'appartient qu'aux nations catholiques. Résidence du souverain pontife, renfermant les établissements et les archives de la catholicité, personne n'a le droit de l'en spolier, et les puissances catholiques ont le devoir de l'y maintenir.

Assurément le gouvernement de l'Empereur des Français, dont les efforts persévérants ont été dirigés vers le même but, ne consentira en aucune façon à la réalisation des vues exprimées par M. de Cavour.

Le soussigné a donc le ferme espoir que l'Empereur voudra bien provoquer, s'il le juge comme lui nécessaire, une entente entre les trois puissances, afin d'adopter les mesures capables de prévenir les dangers de plus en plus graves dont sont menacés le saint-père et l'exercice de son autorité légitime, au grand préjudice de tous les catholiques du monde, qui auraient à supporter les conséquences d'une perturbation si grande et d'une dépossession si injuste.

Signé : METTERNICH.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE DU 8 JUIN.

Le ministre des affaires étrangères à S. Exc. M. l'ambassadeur d'Autriche et à S. Exc. M. l'ambassadeur d'Espagne¹.

Paris, 6 juin 1861,

M. . . . , j'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 28 mai, et dans laquelle elle m'exprime le désir des gouvernements de LL. MM. l'empereur d'Autriche et la reine d'Espagne de s'entendre avec le gouvernement de l'Empereur, en vue d'assurer d'une manière définitive, et par un accord des puissances catholiques, le maintien du pouvoir temporel du saint-siège. MM. les ambassadeurs d'Espagne et d'Autriche, de leur côté, se sont acquittés auprès de moi d'une démarche tendant au même but. Mon premier devoir était de placer sous les yeux de Leurs Majestés ces importantes communications, et je me trouve aujourd'hui en mesure d'y répondre.

1. Publié dans les *Archives*, année 1861, t. III, p. 131.

Les sentiments inspirés aux gouvernements de LL. MM. l'empereur d'Autriche et la reine d'Espagne par la position du saint-père sont entièrement conformes à ceux qu'éprouve lui-même le gouvernement de l'empereur. Il a déploré, autant qu'il l'a blâmée, l'agression dirigée contre les États pontificaux, et si les graves considérations politiques dont l'Autriche et l'Espagne ont également tenu compte à cette époque ne lui ont pas permis davantage de réagir contre des événements accomplis, il n'a rien négligé pour en limiter les conséquences. Le corps d'occupation de Rome a été augmenté sans retard, et le pape, pouvant demeurer dans sa capitale, au milieu de la tourmente qui agitait l'Italie, a dû à la présence des troupes françaises de conserver une partie de son territoire.

Le gouvernement de l'empereur, par des actes auxquels, je le constate avec satisfaction, les gouvernements de LL. MM. l'empereur d'Autriche et la reine d'Espagne n'hésitent pas à rendre hommage, a ainsi témoigné et témoigne toujours des profondes et invariables sympathies qui l'animent à l'égard du chef de l'Église. La situation précaire que les circonstances ont faite au pouvoir temporel du saint-siège n'en excite pas moins de pénibles préoccupations parmi les nations catholiques, et, comme il importe à la paix des consciences que d'aussi sérieuses questions ne restent pas trop longtemps suspendues sur le monde, il est certainement du devoir des gouvernements d'unir leurs efforts pour les simplifier et en faciliter la solution. Je ne croirais pas utile, toutefois, M. de discuter ici, avec le développement nécessaire, le système d'après lequel les États du pape et la ville de Rome constitueraient, pour ainsi dire, une propriété de mainmorte affectée à la catholicité tout entière, et placée, en vertu d'un droit qui n'est écrit nulle part, au-dessus des lois qui régissent le sort des autres souverainetés. Je me borne simplement à rappeler que les traditions historiques les plus anciennes, comme les plus récentes, ne paraissent pas sanctionner cette doctrine, et que l'Angleterre, la Prusse, la Russie et la Suède, puissances séparées de l'Église, ont signé à Vienne, au même titre que la France, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal, les traités qui restituaient au pape les possessions qu'il avait perdues.

Les plus hautes convenances, je me hâte de le proclamer, s'accordent avec les plus grands intérêts sociaux pour exiger que le chef de l'Église puisse se maintenir sur le trône occupé par ses prédécesseurs depuis tant de siècles. L'opinion du gouvernement de l'empereur est très-ferme à ce sujet, mais il pense aussi que le sage exercice de l'autorité suprême et le consentement des populations sont, dans les États romains comme ailleurs, les conditions premières de la solidité du pouvoir. Les dangers les plus graves qui menacent aujourd'hui

la souveraineté temporelle du saint-siège proviennent, il est vrai, du dehors, et, si l'occupation de Rome pourvoit aux nécessités du présent, l'avenir demeure exposé à des hasards que nous voudrions sincèrement conjurer. L'Autriche et l'Espagne, M. . . . nous convient à cette tâche, mais elles n'indiquent pas l'ensemble des moyens à employer pour l'accomplir, et quelques explications de leur part cependant seraient d'autant plus nécessaires que leur position vis-à-vis de l'Italie diffère, sous un certain aspect, de celle de la France.

Nous avons vu avec regret les stipulations de Villafranca et de Zurich ne pas recevoir leur complète exécution, et nous aurions souhaité que la monarchie des Deux-Siciles ne fût point renversée ; néanmoins la marche des événements, tout en contrariant ces vœux, n'a pas affecté le gouvernement de l'empereur d'une façon aussi directe que les cours de Vienne et de Madrid. Sans accorder notre approbation à ce qui s'est passé, sans vouloir couvrir de notre garantie l'existence du nouvel état de choses, aucun intérêt dynastique ne nous empêche de nouer des relations normales avec le royaume d'Italie, et l'obstacle à sa reconnaissance ne réside pour nous que dans les difficultés inhérentes aux affaires de Rome.

Nous est-il loisible d'espérer que l'Autriche et l'Espagne soient dès à présent disposées à se placer à ce point de vue, et que leur sollicitude pour le saint-siège l'emporte sur toute autre considération particulière ? Voilà une demande que je me fais plutôt encore que je ne l'adresse à Vos Excellences. Mais le doute même qu'elle soulève et les conséquences qui en découlent ne me permettent pas d'apprécier, avec autant d'exactitude qu'il le faudrait, la nature de l'action commune proposée par les gouvernements de LL. MM. l'empereur d'Autriche et la reine d'Espagne.

Je ne dissimulerai pas, M. . . . que le principe de non-intervention qui a sauvé la paix de l'Europe, excluant aujourd'hui, comme il y a un an, l'usage de la force, il existe à nos yeux une étroite connexité entre la régularisation des faits qui ont si considérablement modifié la situation de la Péninsule et la solution à donner à la question romaine. Le gouvernement de l'Empereur serait donc très-heureux d'apprendre que l'Autriche et l'Espagne jugeassent possible d'entrer aussi dans la seule voie qui lui semble devoir conduire, sans secousse nouvelle, à un résultat pratique ; mais il n'hésite pas, en toute hypothèse, à donner l'assurance qu'il n'adhérera pour sa part à aucune combinaison incompatible avec le respect qu'il professe pour l'indépendance et la dignité du saint-siège et qui serait en désaccord avec l'objet de la présence de ses troupes à Rome.

Signé THOUVENEL.

Le duc de Gramont à M. le ministre des affaires étrangères.

Rome, le 22 juin 1861.

Monsieur le ministre, j'ai communiqué à Son Éminence le cardinal secrétaire d'État la dépêche de Votre Excellence à M. le comte de Rayneval, pour lui annoncer que Sa Majesté, accueillant la demande que lui avait faite le roi Victor-Emmanuel dans une lettre autographe, avait résolu de reconnaître ce souverain comme roi d'Italie.

La cour de Rome était déjà informée depuis quelques jours de cette importante résolution et des réserves qui accompagnent la reconnaissance du nouveau royaume. J'ai la satisfaction d'annoncer à Votre Excellence qu'elle a été appréciée au Vatican avec un esprit de modération et de justice auquel je suis heureux de pouvoir rendre témoignage.

On pouvait s'attendre à ce que le premier ministre de Sa Sainteté accueillît la communication que j'étais chargé de lui faire, sans entrer dans une discussion rétrospective des événements accomplis, pour en signaler l'illégalité. Mais je crois reproduire exactement la pensée qui m'a été exprimée par le secrétaire d'État, en disant que, tout en regrettant que des considérations politiques aient imposé au gouvernement de l'Empereur la reconnaissance du royaume d'Italie, la cour de Rome apprécie avec autant de sagesse que de modération les difficultés et les périls que cette résolution a pour but de conjurer, et conserve une véritable gratitude pour les déclarations qui l'accompagnent, et surtout pour le maintien de la protection efficace dont elle est la première à faire dépendre aujourd'hui son existence.

Son Éminence, qui avait reçu d'autre part la communication des notes adressées à Votre Excellence par les ambassadeurs d'Autriche et d'Espagne, paraissait médiocrement satisfaite de l'incertitude de leur rédaction et des propositions vagues qui s'y trouvaient formulées.

Le cardinal avait remarqué dans la note espagnole un projet de garantie collective des puissances pour le territoire actuellement possédé par le saint-siège. Or non-seulement, disait-il, le saint-siège était résolu à ne jamais adhérer à des garanties partielles de son territoire, mais encore il se verrait forcé, dans le cas où un accord de ce genre s'établirait entre les puissances catholiques, de protester contre la différence que cet acte tendrait à établir entre le territoire garanti et le territoire non garanti.

Signé : GRAMONT.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le marquis de Cadore,
chargé d'affaires de France à Rome.**

Paris, le 6 juillet 1861.

Monsieur, j'ai lu, avec une satisfaction dont je me plais à consigner ici l'expression, le rapport dans lequel M. le duc de Gramont m'a rendu compte de l'entretien qu'il avait eu avec le cardinal Antonelli au sujet de la reconnaissance du titre de roi d'Italie. Le secrétaire d'État de Sa Sainteté a accueilli la communication de l'ambassadeur de Sa Majesté dans des termes qui ont d'autant plus de prix à nos yeux, que le pape lui-même a bien voulu charger le duc de Gramont de porter de sa part à l'Empereur les paroles d'amitié et de gratitude. Ces dispositions attestent la sagesse avec laquelle la cour de Rome, en présence de la gravité des événements, commence à apprécier aujourd'hui les difficultés de notre politique.

Mais, si nous rendons hommage à ces sentiments, nous avons le regret de constater une fois de plus que le même bon sens et la même modération sont malheureusement loin d'inspirer quelques-uns des prélats placés à la tête du clergé français, et que leur position même semblerait devoir préserver de certains entraînements contraires au caractère dont ils sont revêtus. L'évêque de Poitiers vient d'en donner un nouvel exemple dans un sermon qu'il a prononcé tout récemment le jour de la Saint-Pierre.

Je me plais à croire que le Souverain pontife, s'inspirant des considérations que suggèrent naturellement les principes de respect et d'autorité dont il est le premier gardien, ne verra pas avec indifférence de telles attaques dirigées par un évêque contre la personne d'un auguste souverain. N'avons-nous pas surtout le droit de nous étonner de voir ce prélat, évoquant les souvenirs de la persécution du prince des apôtres sous le troisième Hérode, aller chercher jusque dans le secours matériel que nous prêtons au saint-père un texte d'accusation contre Sa Majesté ? Mais nous en appelons au pape lui-même : est-ce que le vénérable successeur de saint Pierre se croit captif à l'ombre de notre drapeau, et pense-t-il qu'en montant la garde aux portes de sa capitale, ce soit sa liberté qu'oppriment les soldats de Napoléon III ?

Des attaques aussi injustes, des excitations aussi passionnées, parties de la bouche d'un évêque, sont d'une nature trop sérieuse pour qu'il ne soit pas du devoir du gouvernement de Sa Majesté, dans le double intérêt de sa dignité et de la paix publique dont il est responsable, d'aviser au moyen d'y mettre un terme. Pour ce qui me concerne, je considère comme un de mes devoirs les plus impérieux de vous

inviter à vous en expliquer franchement, en demandant au cardinal secrétaire d'État si l'Empereur, aux yeux du pape, est considéré comme un persécuteur ou comme un protecteur du saint-siège.

Vous voudrez bien, monsieur, entretenir S. Ém. le secrétaire d'État dans le sens des observations que je viens de vous indiquer, et vous lui laisserez copie de cette dépêche.

Signé : THOUVENEL.

Le marquis de Cadore à M. le ministre des affaires étrangères.

Rome, le 13 juillet 1861.

Monsieur le ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 6 de ce mois, et dans laquelle, après avoir exprimé toute sa satisfaction des paroles pleines de modération et de courtoisie que M. le duc de Gramont a recueillies de la bouche du saint-père et du cardinal Antonelli avant son départ, elle témoigne tous ses regrets de voir qu'un pareil exemple n'est malheureusement pas suivi par quelques membres éminents du clergé français.

Le langage de Votre Excellence ne pouvait qu'être affaibli par des commentaires; aussi me suis-je contenté de donner lecture et de laisser copie de cette dépêche au cardinal secrétaire d'État, en signalant les principaux passages à sa sérieuse attention. Son Éminence a paru se refuser à croire que les intentions de Mgr Pie aient été telles que les supposait le gouvernement de l'Empereur : ce n'étaient, suivant elle, que des citations historiques que chacun pouvait interpréter à sa manière, d'autant plus que l'usage est de faire le jour de la Saint-Pierre des sermons sur les persécutions subies par le prince des apôtres. Cependant le cardinal ne contestait pas le danger qu'il y avait, dans les circonstances actuelles, à prêter ainsi des armes à la malveillance et à la calomnie.

Quant au secours et à l'appui donné par l'Empereur au saint-siège, c'était là, et je crois devoir rapporter ici les paroles textuelles du cardinal, un fait *matériel, éclatant*, que personne ne pouvait chercher à nier ou à dénaturer, et il saisissait avec bonheur cette nouvelle occasion de répéter ce qu'il avait déjà dit à ce sujet à M. le duc de Gramont. Les sentiments personnels du saint-père étaient bien connus, puisqu'il avait chargé notre ambassadeur de porter l'expression de sa gratitude à Sa Majesté.

Son Éminence a terminé en disant qu'elle rendrait compte au saint-père de ce fâcheux incident.

Signé : CADORE.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le marquis de la Valette,
ambassadeur de l'Empereur à Rome.**

Paris, le 11 janvier 1862.

Monsieur le marquis, si j'ai cru devoir attendre vos premiers rapports pour vous adresser des instructions destinées à compléter celles qui vous ont été données verbalement avant votre départ, le moment est venu de vous indiquer dans leur ensemble les idées du gouvernement de l'Empereur sur la situation respective du saint-siège et de l'Italie. Les intérêts de la France se trouvent trop profondément affectés par l'antagonisme de deux causes que ses traditions politiques et religieuses recommandent à titre égal à ses sympathies, pour qu'elle puisse accepter indéfiniment la responsabilité d'un *statu quo* aussi nuisible à l'une qu'à l'autre, et renoncer à l'espoir d'ouvrir la voie à un arrangement.

Le gouvernement de l'Empereur n'a pas à exprimer de nouveau ses regrets des événements accomplis en Italie dans le courant de l'année 1860, et qui devaient inspirer au saint-père une vive et légitime douleur. La marche naturelle des choses humaines, cependant, les amène tôt ou tard à passer de l'ordre des sentiments dans l'ordre de la raison, et c'est sous ce dernier aspect que la politique se trouve à la fin forcée de les envisager. La question qui se pose aujourd'hui, monsieur le marquis, est donc celle de savoir si le gouvernement pontifical entend toujours apporter au règlement de ses rapports avec le régime nouveau établi dans la péninsule l'inflexibilité qui est le premier de ses devoirs comme le plus incontestable de ses droits dans les affaires de dogme, ou si, quel que soit d'ailleurs son jugement sur la transformation opérée en Italie, il se décide à accepter les nécessités qui dérivent de ce fait considérable.

En reconnaissant le royaume d'Italie, le gouvernement de l'Empereur a agi dans la conviction que l'hypothèse d'une restauration du passé n'était plus réalisable, et, sans parler des puissances qui ont cessé de rattacher au saint-siège le symbole de leur foi, les résolutions successives du Portugal, de la Belgique et du Brésil ont assurément la même signification. Parmi les monarchies catholiques, il n'en est ainsi que trois qui se soient abstenues de renouer des relations officielles avec la cour de Turin : ce sont l'Autriche, l'Espagne et la Bavière, et il est permis de supposer que la position particulière de ces puissances à l'égard des souverains dépossédés de Naples, de Parme, de Toscane et de Modène n'a pas été sans exercer une grande influence sur leur ligne de conduite. Aucun cabinet, d'ailleurs, ne songe à réagir par la force contre l'ordre de choses inauguré dans la

péninsule. Ouvertement proclamé ou tacitement admis, le principe de non-intervention est devenu la sauvegarde de la paix européenne, et la cour de Rome n'attend certainement pas d'un secours étranger les moyens de reconquérir les provinces qu'elle a perdues. Je vais plus loin : je me refuse à croire qu'elle consentît jamais à provoquer elle-même, dans un intérêt dont le succès serait au moins douteux, l'une des conflagrations les plus redoutables qu'eût encore enregistrées l'histoire. Les leçons de l'expérience, jointes aux considérations les plus propres à toucher le saint-siège, ne lui commandent-elles pas dès lors de se résigner, sans renoncer à ses droits, à des transactions de fait qui ramèneraient le calme dans le sein du monde catholique, renoueraient les traditions de la papauté qui a si longtemps couvert l'Italie de son égide, et y rattacheraient les destinées nouvelles d'une nation cruellement éprouvée et rendue après tant de siècles à elle-même ?

Je n'ai pas la prétention, monsieur le marquis, de discuter ici un mode de solution. Il me suffit de dire que le gouvernement de l'Empereur a conservé à cet égard une complète liberté de jugement et d'action, et que tout ce que nous avons à rechercher maintenant, c'est si nous devons nourrir ou abandonner l'espérance de voir le saint-siège se prêter, en tenant compte des faits accomplis, à l'étude d'une combinaison qui assurerait au souverain pontife les conditions permanentes de dignité, de sécurité et d'indépendance nécessaires à l'exercice de son pouvoir. Cet ordre d'idées admis, nous emploierions nos efforts les plus sincères et les plus énergiques à faire accepter à Turin le plan de conciliation dont nous aurions posé les bases avec le gouvernement de Sa Sainteté. L'Italie et la papauté cesseraient alors de se trouver dans des camps ennemis ; elles reprendraient bientôt l'une et l'autre leurs rapports naturels, et, grâce à des obligations d'honneur garanties par la parole de la France, Rome trouverait au besoin un appui nécessaire du côté même où le danger paraît la menacer aujourd'hui. Un tel résultat, monsieur le marquis, exciterait, nous en sommes convaincus, un vif sentiment de satisfaction et de reconnaissance dans la catholicité entière ; et je crois remplir un devoir en vous invitant à ne négliger aucune occasion de vous inspirer du contenu de cette dépêche, dans vos entretiens avec le cardinal Antonelli et le saint-père lui-même.

Signé : THOUVENEL.

Le marquis de la Valette à M. le ministre des affaires étrangères.

Rome, le 18 janvier 1862.

Monsieur le ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire sous la date du 11 de ce mois. J'ai trouvé, le

tendemain même, l'occasion d'entretenir le cardinal secrétaire d'État des considérations qui s'y trouvaient développées.

Votre Excellence sait que, pénétré des paroles que j'avais pu recueillir de la bouche même de l'Empereur, je m'étais attaché, dès ma première entrevue avec le saint-père, à me faire auprès de lui le fidèle et respectueux interprète des sentiments de profond intérêt dont je devais lui porter l'expression. Sans laisser d'illusions à Sa Sainteté sur une restauration du passé, sans oublier les exigences d'un présent si intimement lié à nos propres intérêts, je n'avais négligé aucune occasion de préparer le saint-siège, en termes généraux, à une transaction qui répondit à notre désir le plus sincère, celui de réconcilier Rome avec l'Italie. J'avais trouvé, d'ailleurs, dans l'accueil tout bienveillant dont j'étais l'objet, le droit de faire appel à la confiance de Sa Sainteté, et de provoquer de sa part l'expression d'espérances ou de vœux à la réalisation desquels le gouvernement de l'Empereur eût été heureux de pouvoir contribuer.

Votre Excellence sait aussi, par mes précédents rapports, que, tout en m'écoutant avec la plus affectueuse condescendance, le saint-père avait constamment répondu par ces mots qui déguisaient à peine ses refus : « Attendons les événements ; » et que, plus explicite dans ses paroles, le cardinal secrétaire d'État s'était prononcé contre toute transaction impliquant en fait l'abandon d'une portion quelconque des territoires perdus.

J'ai donc été plus affligé que surpris, lorsqu'à toutes les considérations que j'ai présentées, en m'inspirant des vues mêmes de Votre Excellence, le cardinal secrétaire d'État n'a cru pouvoir répondre que par la fin de non-recevoir la plus absolue.

« Toute transaction, m'a dit le cardinal, est impossible entre le saint-siège et ceux qui l'ont dépouillé. Il ne dépend pas plus du Souverain pontife qu'il n'est au pouvoir du sacré collège de céder la moindre parcelle du territoire de l'Église. »

J'ai fait observer à Son Éminence que j'écartais complètement la question de droit ; qu'en me rappelant ses précédentes affirmations, je ne m'attendais assurément pas à la voir transiger avec des principes dont elle m'avait déclaré ne pouvoir se départir. Mon seul but était de l'amener sur le terrain pratique des faits, d'offrir au gouvernement pontifical l'occasion de sortir, en réservant tous ses droits, d'une situation aussi désastreuse pour ses intérêts que menaçante pour la paix du monde chrétien. Ce but, que j'avais laissé entrevoir, soit au saint-père, soit à Son Éminence elle-même, était avant tout celui que poursuivait l'Empereur ; c'était dans ce sens qu'avaient été conçues mes premières instructions, c'était dans le même esprit que le gouvernement impérial venait de me les renouveler. Je n'avais pas

reçu l'ordre, ajoutais-je, de les communiquer textuellement au cardinal secrétaire d'État; elles étaient néanmoins trop conformes aux sentiments dont je m'étais si souvent fait l'organe pour que je ne me crusse pas implicitement autorisé à les mettre sous ses yeux. Je donnai effectivement lecture au cardinal de la dépêche de Votre Excellence.

« Je retrouve dans cette dépêche, m'a dit Son Éminence, l'expression de l'affectueux intérêt que vous n'avez cessé de nous témoigner. Il n'est pas exact cependant qu'il y ait désaccord entre le Souverain pontife et l'Italie. Si le saint-père est en rupture avec le cabinet de Turin, il n'a que d'excellents rapports avec l'Italie. Italien lui-même et le premier des Italiens, il souffre de ses souffrances, il assiste avec douleur aux cruelles épreuves qui frappent l'Église italienne.

« Quant à pactiser avec les spoliateurs, nous ne le ferons jamais. Je ne puis que le répéter, toute transaction sur ce terrain est impossible; quelles que soient les réserves dont on l'accompagne, de quelques ménagements de langage qu'on l'entoure, du moment où nous l'accepterions, nous paraîtrions la consacrer. Le Souverain pontife, avant son exaltation, comme les cardinaux lors de leur nomination, s'engagent par serment à ne rien céder du territoire de l'Église. Le saint-père ne fera donc aucune concession de cette nature; un conclave n'aurait pas le droit d'en faire; un nouveau pontife n'en pourrait pas faire; ses successeurs de siècle en siècle ne seraient pas plus libres d'en faire. »

Le ton très-calme, d'ailleurs, du cardinal secrétaire d'État annonçait une résolution d'autant plus inébranlable qu'elle puisait sa raison d'être dans un ordre d'idées qui échappe à la discussion. Je me bornerai à faire remarquer au cardinal Antonelli que le caractère même de sa déclaration m'imposait le devoir de lui demander si je pouvais la considérer et la transmettre au gouvernement de l'Empereur comme la réponse définitive du saint-siège. Après un moment de réflexion, Son Éminence s'offrit à en référer au saint-père, bien que, dans sa conviction, cette démarche fût superflue. C'était le profond sentiment de devoirs et d'obligation sacrés qui avait dicté à Sa Sainteté les déclarations solennelles dont ses encycliques ou ses allocutions avaient si souvent entretenu la catholicité tout entière. Le cardinal n'avait donc pas de peine à prévoir une réponse qu'il s'engageait d'ailleurs à me transmettre le lendemain même, soit par écrit, soit par l'intermédiaire d'un de ses prélats.

J'ai reçu effectivement ce matin du cardinal secrétaire d'État le billet dont Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction. Après avoir pris les ordres du saint-père, Son Éminence me dit n'avoir rien à ajouter, rien à retrancher à ses déclarations de la veille.

En résumé, monsieur le ministre, Votre Excellence posait cette question, dont je reproduis les termes mêmes : « Devons-nous nourrir l'espoir de voir le saint-siège se prêter, en tenant compte des faits accomplis, à l'étude d'une combinaison qui assurerait au Souverain pontife, des conditions permanentes de dignité, de sécurité et d'indépendance nécessaires à l'exercice de son pouvoir ? »

C'est avec un profond regret que je me vois obligé de répondre négativement; mais je croirais manquer à mon devoir en vous laissant une espérance que je n'ai pas moi-même.

Signé : LA VALETTE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 18 JANVIER.

Copie d'une lettre de S. Ém. le cardinal Antonelli à S. Exc.

M. le marquis de la Valette.

Monsieur et très-cher marquis, pour satisfaire à la promesse que je vous ai faite hier, lors de la visite dont vous m'avez honoré au Vatican, je me fais un devoir de vous déclarer que je n'ai rien ni à ajouter ni à retirer à la réponse que j'ai dû faire à la communication que Votre Excellence m'a adressée, en l'entourant des formes les plus courtoises.

Je saisis avec plaisir cette occasion pour vous renouveler l'assurance de l'estime la plus vraie et la plus sincère avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le serviteur.

Signé : ANTONELLI.

AFFAIRES DE SYRIE.

LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES DE SYRIE, PUBLIÉS D'ANS LES ARCHIVES DIPLOMATIQUES (ANNÉE 1861).

Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, pour proposer l'institution d'une commission chargée de rechercher les causes des derniers événements de Syrie et d'en conjurer le renouvellement, 6 juillet 1860..... tome I, page 392

Lettre du sultan à l'Empereur Napoléon III, au sujet des troubles de Syrie, 6 juillet 1860..... tome I, page 268

Note adressée aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, pour adhérer à l'envoi d'une commission européenne en Syrie, 20 juillet 1860..... tome I, page 269

Instructions adressées par le gouvernement turc aux gouverneurs des provinces, au sujet des massacres des chrétiens en Syrie, 22 juillet 1860..... tome I, page 266

Convention de Paris signée entre l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Turquie, pour la répression des troubles de Syrie avec les protocoles de la Conférence, 5 septembre 1860..... tome I, page 160

- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi de renforts en Syrie, 15 septembre 1860..... tome II, page 400
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet du séjour des troupes françaises en Syrie, 17 septembre 1860..... tome II, page 401
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, exprimant l'espoir que l'envoi de nouvelles troupes en Syrie ne sera pas nécessaire, 22 septembre 1860... tome II, page 402
- Dépêche du major Fraser à lord John Russell sur l'état des affaires en Syrie, 20 octobre 1860..... tome II, page 403
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, donnant les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de la Syrie par les troupes européennes, 7 novembre 1860..... tome II, page 402
- Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, pour suggérer à la Porte de demander à Fuad-Pacha quelles mesures il compte prendre pour assurer à l'avenir la protection des chrétiens en Syrie, 10 novembre 1860..... tome II, page 403
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie, 13 novembre 1860..... tome II, page 404
- Dépêche d'Aali-Pacha à M. Musurus, pour lui donner les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de la Syrie et à une augmentation des troupes françaises, 26 novembre 1860..... tome II, page 405
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet du gouvernement futur de la Montagne et du Liban, 11 décembre 1860..... tome II, page 404
- Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, rapportant une conversation avec l'ambassadeur de France, au sujet de l'évacuation de la Syrie, 1^{er} janvier 1861. t. II, p. 406
- Lettre de Fuad-Pacha au grand-vizir, repoussant l'accusation du général de Beaufort d'être de connivence avec les chefs druses, 2 janvier 1861..... tome II, page 406
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, annonçant que la France n'est pas disposée à rappeler ses troupes de Syrie, 4 janvier 1861..... tome II, page 407
- Dépêche de M. Fane à lord John Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg, au sujet de la prolongation de l'occupation française en Syrie, 7 janvier 1861..... tome II, page 412
- Lettre de l'Empereur Napoléon au général de Beaufort, commandant le corps expéditionnaire en Syrie, 6 janvier 1861..... tome I, page 355
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, faisant connaître la manière de voir du gouvernement britannique, au sujet de l'évacuation des troupes européennes de la Syrie, 9 janvier 1861..... tome II, p. 408
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet de l'occupation de la Syrie, 11 janvier 1861... tome II, p. 409
- Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz, au sujet de l'évacuation de la Syrie, 12 janvier 1861. tome II, p. 410
- Dépêche du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères de Prusse, au comte de Portalis à Paris, au sujet du rappel des troupes françaises de Syrie, 16 janvier 1861..... tome II, page 416
- Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, au sujet du langage à tenir à la Porte relativement au rappel des troupes françaises de Syrie, 17 janvier 1861. tome II, p. 411
- Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne et Constantinople, pour demander la réunion d'une nouvelle conférence, au sujet de l'occupation en Syrie. 18 janvier 1861 tome I, page 394
- Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, ambassadeur à Londres, proposant de réunir un congrès pour les affaires de Syrie, 16 janvier 1861... tome II, page 414
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France près des grandes puissances concernant l'évacuation de la Syrie, 18 janvier 1861 tome II, page 412
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la manière de voir du gouvernement britannique au sujet de l'évacuation de la Syrie, 19 janvier 1861.... tome II, page 412
- Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, pour faire connaître l'opinion du baron de Schleinitz, sur l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises, 19 janvier 1861..... tome II, page 413
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour lui faire connaître l'opinion du

- cabinet de Saint-James, relativement à la prolongation de l'occupation de la Syrie et à la proposition d'un congrès, 24 janvier 1861..... tome II, page 414
- Dépêche de M. Fane à lord John Russell, pour lui annoncer que le comte de Rechberg partage la manière de voir du cabinet de Saint-James, au sujet de l'évacuation de la Syrie, 24 janvier 1861..... tome II, page 417
- Dépêche du prince Gortschakoff au prince Labanoff Rostowski, ambassadeur de Russie à Constantinople, en faveur de la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie par la France, 25 janvier 1861..... tome II, page 97
- Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz, au sujet des affaires de Syrie, 26 janvier 1861. tome II, page 417
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet de l'évacuation de la Syrie, 28 janvier 1861. tome II, page 417
- Mémorandum de M. Musurus contenant les propositions d'Aali-Pacha, sur la conférence chargée de décider l'évacuation de la Syrie, 29 janvier 1861. tome II, page 418
- Mémorandum de lord John Russell, en réponse à celui de M. Musurus, 29 janvier 1861..... tome II, page 417
- Dépêche de M. Fane à lord John Russell, pour lui faire connaître l'opinion du comte de Rechberg sur la conférence proposée dans le but de prolonger l'occupation de la Syrie, 29 janvier 1861..... tome II, page 421
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la manière de voir de M. Thouvenel relativement à l'évacuation de la Syrie, 30 janvier 1861..... tome II, page 420
- Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Kisseleff, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel appuyant la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie par la France jusqu'à ce qu'elle ne soit plus jugée nécessaire et jusqu'à l'installation d'un nouveau pouvoir en Syrie, 1^{er} février 1861..... tome II, page 98
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, contenant des observations au sujet de la réunion de la conférence sur les affaires de Syrie, 4 février 1861. tome II, page 421
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour annoncer que la Porte consent à la réunion d'une nouvelle conférence sur les affaires de Syrie, 5 février 1861. t. II, p. 421
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, renfermant les instructions sur la conduite qu'il devra tenir dans la conférence sur les affaires de Syrie, 9 février 1861..... tome II, page 422
- Lettre de M. Thouvenel à lord Cowley, pour l'inviter à assister à la conférence pour régler les affaires de Syrie, 13 janvier 1861..... tome II, page 422
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la conduite qu'il doit tenir dans la conférence relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie, 19 février 1861. tome II, page 422
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de ce qui s'est passé dans la conférence relative aux affaires de Syrie, 19 février 1861. tome II, page 423
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet du rapport de la commission européenne de Beyrouth et de l'évacuation de la Syrie, 22 janvier 1861. tome II, page 428
- Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, sur la séance de la conférence du 19 février et sur l'état des affaires de Syrie, 25 février 1861..... tome II, page 428
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel en date du 25 février sur les affaires de Syrie, 27 février 1861.. tome II, page 432
- Dépêche de lord Bloomfield à lord John Russell, au sujet d'une conversation sur la prolongation de l'occupation de la Syrie, avec le comte de Rechberg, qui partage la manière de voir du cabinet de Saint-James, 28 février 1861..... tome II, page 434
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie, 1^{er} mars 1861..... tome II, page 433
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour lui annoncer que le cabinet britannique ne consent pas à la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du terme fixé par la convention du 5 septembre 1860, 2 mars 1861..... tome II, page 434
- Dépêche de lord Loftus à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet de la note circulaire française relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie, 2 mars 1861..... tome II, page 434
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, lui donnant des instructions sur la conduite qu'il a à tenir au sujet de la prolongation de l'occupation de la Syrie jusqu'au 5 juin. 7 mars 1861..... tome II, page 435

- Dépêche d'Aali-Pacha à Vefyk-effendi, lui donnant des instructions pour la conférence relative aux affaires de Syrie, 7 mars 1861..... tome II, page 435
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet d'un projet de convention communiqué par M. Thouvenel à Vefyk-effendi pour l'évacuation de la Syrie, 10 mars 1861..... tome II, page 436
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour protester contre l'occupation de la Syrie au delà du 5 juin, 11 mars 1861..... tome II, page 438
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, contenant un projet de convention pour la prolongation de l'occupation de la Syrie, 11 mars 1861..... tome II, page 439
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la rédaction de la convention relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie, 14 mars 1861... tome II, page 439
- Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de la conférence de ce jour sur la Syrie, 15 mars 1861..... tome II, page 441
- Convention entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et la Turquie, relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, avec les protocoles, 15 mars 1861..... tome II, page 328
- Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi des flottes française et anglaise combinées sur les côtes de Syrie, 16 mars 1861..... tome II, page 443
- Rapport de lord Dufferin, commissaire anglais en Syrie, à lord John Russell, 23 mars 1861..... tome II, page 371
- Dépêche de M. Thouvenel à M. de la Valette, ambassadeur à Constantinople, le priant d'aviser le gouvernement du sultan de l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises dans les délais fixés par la convention, et avertissant la Porte que la France reprend, dès l'évacuation, sa liberté d'action en cas de nouvelles persécutions contre les chrétiens, 3 mai 1861..... tome II, page 443
- Dépêche du prince Gortschakoff au comte Kisseleff, pour décliner toute responsabilité des conséquences de l'évacuation de la Syrie, 14 mai 1861.... tome II, page 445

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello,
ambassadeur de l'Empereur à Saint-Petersbourg.**

Paris, 16 février 1861.

Monsieur le duc, le plus récent rapport du commissaire de l'Empereur à Beyrouth me fait connaître le résultat d'une première délibération relative au Liban. J'ai dû remarquer l'opinion exprimée par le commissaire de Russie en faveur d'une subdivision administrative entre les chrétiens, fondée sur la différence des communions. Il me semble qu'aujourd'hui plus que jamais les populations chrétiennes de la Montagne ont besoin d'oublier leurs dissidences et que, pour elles, les institutions les meilleures sont celles qui seront les plus propres à concentrer leurs forces en unissant étroitement leurs intérêts. L'essai des deux caïmacamies maronite et druse n'a pas été heureux ; la création d'un troisième pouvoir ne serait pas, nous le croyons, de nature à atténuer le mal dont nous avons vu les funestes effets, et après une telle expérience, le retour à un pouvoir unique et chrétien nous paraît encore la combinaison la plus capable de satisfaire aux conditions d'une bonne administration dans le Liban.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello,
à Saint-Pétersbourg.**

Paris, 1^{er} mars 1861.

Monsieur le duc, la commission instituée en Syrie continue ses délibérations sur la réorganisation du Liban. Dans une dépêche précédente, je vous ai entretenu des vues émises à cette occasion par M. le délégué de Russie; M. Novikoff s'est maintenu sur le même terrain dans les nouvelles discussions qui ont eu lieu. Je dois donc insister sur une considération que je vous ai indiquée et qui est, à mon avis, essentielle : c'est que dans la réorganisation de la Montagne, l'intérêt des chrétiens de toutes les communions est le même; que les diviser, c'est les affaiblir, et que l'unité du pouvoir est pour tous une sauvegarde à laquelle ils doivent, sans distinction, les uns et les autres, attacher une égale importance. Je ne veux pas dire, monsieur le duc, qu'il n'y ait pas lieu de tenir compte, dans une juste mesure, de la position des chrétiens appartenant à la communion grecque; mais on peut y pourvoir par d'autres dispositions. Si nous ne voyons pas les éléments d'une caïmacamie grecque qui, d'ailleurs, n'embrasserait qu'un très-petit nombre de chrétiens de cette communion, les autres demeurant dispersés dans les diverses parties de la Montagne, nous sommes les premiers à reconnaître qu'il convient d'établir en leur faveur des districts ou des communes partout où il existe des centres de population qui le comportent. Ainsi, au moyen d'institutions municipales, comme le propose, au surplus, M. Béclard, les intérêts locaux peuvent être pleinement satisfaits sans préjudice pour le gouvernement général du Liban, et chaque communion peut obtenir les garanties auxquelles elle a droit de prétendre, sans compromettre la force dont l'autorité centrale aura besoin pour répondre aux nécessités d'une situation que les difficultés inhérentes à l'état des choses et le souvenir des événements de l'année dernière rendront longtemps difficile.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg et Berlin

Paris, 26 mars 1861.

M....., les travaux de la commission de Beyrouth sont aujourd'hui assez avancés pour qu'il y ait opportunité et même urgence à se préoccuper de l'entente que les puissances vont se trouver dans le cas d'établir avec la Porte pour l'organisation définitive du Liban.

Il ne se présentera point de difficultés, nous l'espérons, relativement au droit traditionnel et reconnu des populations de s'administrer elles-mêmes. Ce droit ne saurait être contesté; il doit former la base des institutions nouvelles dont la Montagne sera mise en possession. Nous voulons donc considérer l'accord sur ce point comme acquis à l'avance et ne pouvant être mis en question par aucune divergence de vues. Mais des discussions se sont élevées, dans le sein de la commission, sur la forme du pouvoir qu'il s'agira de constituer; je crois utile que les puissances s'entendent le plus tôt possible, afin de prévenir les délais qu'entraîneraient des dissentiments à cet égard entre leurs représentants à Constantinople. Il me paraît de même désirable qu'elles tombent d'accord sur le choix du chef auquel il conviendra de confier ce pouvoir.

Sur le premier de ces deux points, vous connaissez déjà, monsieur . . . , l'opinion du gouvernement de l'Empereur. Je vous en ai fait part en vous entretenant des combinaisons mises en avant dans le sein de la commission. Nous croyons à la nécessité d'un pouvoir unique. Nous sommes les premiers à reconnaître ce qu'il y a de respectable dans les intérêts de chacun des groupes principaux des populations du Liban, et combien il est juste d'y pourvoir au moyen d'institutions municipales. C'est en ce sens que le commissaire de l'Empereur à Beyrouth s'est prononcé dès le début de la discussion. Après l'expérience que l'on a faite de la division en deux caïmacamies, il nous semblerait peu sage de persévérer dans ce système et d'affaiblir davantage encore l'administration par une subdivision de plus.

L'unité du pouvoir est si conforme aux intérêts des chrétiens, elle a été si longtemps acceptée par les Druses, elle a assuré durant tant d'années la tranquillité du Liban, qu'elle nous paraît une condition essentielle de la pacification de la Montagne et la seule forme sous laquelle on puisse y reconstituer une autorité sérieuse.

A qui ce pouvoir devra-t-il être remis? C'est le second point sur lequel il me semble important que les puissances se mettent préalablement d'accord. Chrétien et indigène, telles sont les conditions que doit remplir, selon nous, le pouvoir appelé à être placé à la tête des Maronites et des Druses, et sur lesquelles il est utile que les puissances s'entendent aujourd'hui. Si en même temps elles peuvent tomber d'accord avec la Porte sur la personne même du chef de la Montagne, elles auront simplifié de la manière la plus heureuse les délibérations qui vont s'ouvrir à Constantinople aussitôt que le rapport des commissaires y sera parvenu.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur
à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin.**

Paris, 2 avril 1861.

Monsieur, les dernières dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser, touchant la réorganisation administrative du Liban, exprimaient la confiance d'une entente prochaine des commissaires, et je croyais pouvoir considérer comme dès à présent acquis à la discussion le principe de l'unité d'un pouvoir chrétien. Je me fondais sur le résultat lui-même des délibérations de la commission.

En effet, monsieur..., dans le courant de février, les délégués avaient arrêté et parafé une série de seize articles dont le premier portait l'établissement d'un gouverneur chrétien pour toute la Montagne. Le troisième avait pour objet l'abolition formelle du régime des caïmacamies. L'article 12 était venu confirmer ces dispositions, en traçant les nouvelles circonscriptions par district, de manière, d'une part, à donner satisfaction aux intérêts des divers groupes de population, et, de l'autre, à concilier la distribution des territoires avec l'existence d'un pouvoir unique et fort. Après de pareilles résolutions, et lorsque le travail de la commission semblait près d'être achevé, comment pouvions-nous conserver aucun doute sur le résultat final de cette discussion? Nous croyions avoir d'autant plus de raisons de regarder la pensée des délégués des puissances comme favorable au principe de l'unité du pouvoir, que des divergences d'opinions s'étaient d'abord produites, et que les dispositions dont je parle avaient été arrêtées à la suite de longues discussions, quand les partisans de la division en plusieurs caïmacamies avaient pu apprécier en pleine connaissance de cause les considérations auxquelles ils avaient fini par se rendre.

Je savais d'ailleurs que les cabinets de Vienne et de Berlin inclinaient à reconnaître avec nous la nécessité d'une autorité unique en même temps que chrétienne. Le gouvernement anglais me semblait devoir également l'agréer, puisque son commissaire y avait donné son adhésion. J'aimais enfin à me persuader que si le cabinet de Saint-Petersbourg avait d'abord accueilli l'idée d'une caïmacamie spéciale pour ses coreligionnaires, les intérêts évidents des chrétiens le rallieraient à notre sentiment, et je me plaisais à en trouver la preuve dans l'assentiment que M. Novikow avait accordé de son côté, comme lord Dufferin, à la combinaison élaborée par la commission. Je n'avais ainsi que des motifs d'augurer favorablement des conclusions de son travail, et d'espérer que la question serait réglée sans soulever aucun dissentiment sérieux.

Je n'ai donc pas reçu sans surprise la dépêche par laquelle M. Bécларd m'annonce que ses collègues, envisageant leurs premières résolutions comme non avenues, et se plaçant à un point de vue entièrement différent, se sont engagés dans un ordre d'idées opposé. Aux seize articles sur lesquels ils s'étaient entendus, après une délibération de plus d'un mois, et qui étaient rédigés en vue de l'institution d'un pouvoir unique, ils ont substitué trente-quatre articles entièrement nouveaux et qui sont basés sur une division de l'autorité en trois caïmacamies.

Par quelles considérations les commissaires d'Autriche, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont-ils été amenés à se déjuger de la sorte, ou plutôt quelles raisons donnent-ils du revirement qui s'est opéré dans leur manière de voir ? Les commissaires allèguent que, dans leur pensée, leur premier travail se rattachait à l'institution d'un gouvernement général de la Syrie, et que cette idée, étant aujourd'hui définitivement abandonnée, devait entraîner avec elle des dispositions qui n'auraient plus la même raison d'être.

Cette argumentation, monsieur, ne me surprend pas moins que la résolution qu'elle a pour objet de justifier. Nous étions loin de penser, en effet, que les bases formulées d'abord par la commission eussent un lien nécessaire avec le projet primitivement conçu par le commissaire d'Angleterre. Dès que ce projet a été connu, l'on a pu facilement prévoir les objections fondamentales qu'il devait soulever à Constantinople. Aussi avait-il été généralement jugé impraticable. Les commissaires ne l'ignoraient point, et, après un moment d'hésitation, ils étaient convenus de se borner à rechercher les conditions d'une réorganisation de la Montagne. D'après ce que M. Bécларd m'écrivait à la date du 24 février, ils s'étaient bornés à admettre que les dispositions relatives au Liban pourraient être ultérieurement rattachées, si on le jugeait utile, à un système général embrassant toute la Syrie. Lors donc que les commissaires traçaient le plan qu'ils répudient aujourd'hui, ils paraissaient bien éloignés de le subordonner à la création d'un vaste gouvernement de la Syrie dont le Liban n'eût été qu'une subdivision. Tout nous autorisait à croire qu'ils se proposaient uniquement au contraire d'indiquer les principes applicables à la réorganisation du Liban, sans exclure les avantages qui pourraient être accordés à la Syrie, mais sans en faire dépendre en rien les institutions de la Montagne, objet spécial de leur mission.

Je comprends moins encore, monsieur, l'argument invoqué par les commissaires, lorsque j'examine en eux-mêmes les seize articles sur lesquels ils étaient tombés d'accord. Je ne vois nullement par quel lien ce plan restreint se rattache nécessairement à l'idée d'une nouvelle administration en Syrie. Il ne porte aucune trace de cette

préoccupation ; il ne renferme aucune disposition qui ne soit parfaitement indépendante d'un semblable ordre de choses et qui ne puisse se concilier aussi bien avec le maintien des subdivisions actuelles de l'administration ottomane. Je vais plus loin : moins on peut espérer de faire prévaloir le projet d'une réformation importante dans le gouvernement de la Syrie, plus il est utile, à mon sens, d'avoir dans le Liban des institutions sagement combinées et une autorité forte. Plus il y a de probabilité que la Porte continuera de se refuser à l'arrangement suggéré par lord Dufferin, plus il est dans l'intérêt des populations chrétiennes de la Montagne de rester ou plutôt de redevenir unies sous une seule et même administration. « Nous avons l'espoir, disent les commissaires, de faire profiter tous les chrétiens de la Syrie des avantages que nous cherchions à assurer aux populations du Liban, et cette pensée nous a dirigés. » Mais, de ce qu'il y a lieu de craindre que les chrétiens étrangers à la Montagne soient privés des améliorations que la commission se proposait de réclamer pour eux, est-ce une raison pour ne plus porter la même sollicitude aux chrétiens du Liban ? N'est-ce pas au contraire un motif de plus de redoubler d'intérêt en leur faveur, et puisque la commission en est réduite à préparer les éléments d'une combinaison restreinte, de la vouloir d'autant plus conforme aux principes qu'elle avait d'abord posés ?

Il est donc impossible de souscrire à l'explication que les collègues de M. Béclard lui ont donnée d'un changement aussi complet d'opinions ; mais il l'est bien davantage encore d'accepter comme répondant à la pensée des puissances la nouvelle combinaison qu'ils ont imaginée. Elle repose sur cette idée qu'il convient d'attribuer à chaque groupe de population, à chaque communauté chrétienne dans le Liban, une administration distincte et séparée. Il y aurait en conséquence trois caïmacamies, l'une formée des Maronites, l'autre de tribus appartenant à la communion orientale ou grecque, la troisième des Druses. Chacune de ces agglomérations serait administrée par des chefs indigènes. Assurément, si cette division en caïmacamies avait pour effet de faire cesser l'enchevêtrement des races et de séparer les intérêts, elle mériterait d'être sérieusement examinée, car le mélange des Maronites et des Druses dans les mêmes centres de population est une des causes des haines dont les puissances ont aujourd'hui à réparer les effets et à prévenir le retour ; mais cette juxtaposition des Maronites, des Druses, des Métualis, des musulmans, des grecs et des grecs unis est telle qu'aucune circonscription n'y peut remédier, et que chacune des trois caïmacamies, de quelque manière que l'on en combine les limites, reste formée, dans une proportion plus ou moins considérable, de populations mixtes. Ainsi,

la caïmacamie maronite, sur une population totale de 182 000 âmes, en comprendrait plus de 37 000 appartenant soit à la communion grecque, soit aux tribus druses, métualis ou musulmanes. Dans la caïmacamie grecque, qui ne compterait d'ailleurs que 9000 âmes, il n'y aurait pas moins de 3500 habitants d'une autre religion, dont la plupart catholiques et les autres musulmans ou métualis. Enfin, la caïmacamie druse, dont la population serait de 54 000 âmes, renfermerait environ 21 000 maronites catholiques, près de 6000 grecs et de 4000 grecs-unis. Vous trouverez à ce sujet, monsieur....., des données précises dans la carte et le tableau statistique ci-joints, et, vous le verrez, en subdivisant le Liban d'après le nouveau plan des commissaires, on ne ferait que rendre plus sensible l'état mixte des populations, beaucoup moins apparent et moins fâcheux lorsque plus de 200 000 chrétiens de tout rite, parmi lesquels sont dispersés environ 45 000 druses, métualis et musulmans, se trouvent réunis sous une seule et même administration comprenant toute la Montagne.

Une objection si grave ne pouvait échapper aux commissaires. Leur première préoccupation a été d'y pourvoir, mais par quel moyen? C'est là que se manifeste plus visiblement encore, s'il est possible, l'irremédiable imperfection de leur plan. Ce plan ne répond pas aux conditions ethnographiques du Liban; que font-ils? Ils changent la nature des choses. Ils décident qu'il sera procédé à une séparation géographique des chrétiens et des druses; que les uns et les autres seront désagrégés, c'est-à-dire transplantés.

En vérité, monsieur, en inscrivant cette disposition en tête de leur nouveau projet, en la développant dans trois articles qui sont comme les préliminaires de leur travail, les délégués semblent avoir été conduits par la force des choses à faire l'aveu des difficultés insurmontables qu'il soulève. Ils parlent uniquement de la désagrégation des chrétiens et des druses. Je pourrais demander si, en posant ce principe, ils se croient libres d'en limiter l'application, et si, en se plaçant à ce point en dehors de la réalité, ils ne se trouveraient pas entraînés par la logique même plus loin qu'ils ne l'ont prévu. Pourquoi en effet la désagrégation des uns et non celle des autres? En supposant même que l'on ne vît pas des raisons aussi impérieuses pour séparer les catholiques des grecs, pourquoi laisser en contact avec les chrétiens les dix-sept mille métualis ou musulmans répandus dans la Montagne? Mais, je le répète, les auteurs de la combinaison que j'examine n'ont pas eu l'intention de pousser aussi loin les conséquences de leur principe. Satisfaits du nombre des trois caïmacamies, ils ne demandent pas et ne veulent pas savoir si les musulmans d'un côté, les grecs-unis de l'autre, ne seraient pas fondés aussi bien

que les grecs de la communion orientale à réclamer l'institution d'une quatrième et d'une cinquième caïmacamie, soit en repoussant de leur sein les populations d'un autre rite ou d'une autre race, soit en se réunissant à leurs coreligionnaires établis sur d'autres points. Encore une fois, les commissaires ont écarté cette question, et c'est aux maronites et aux druses respectivement qu'ils semblent vouloir limiter l'application de leur système. Bornons-nous donc, j'y consens, à en apprécier les effets dans les deux caïmacamies druse et maronite seulement.

Je n'hésite pas à le dire, monsieur, les résultats seraient désastreux aussi bien pour les druses que pour les maronites, si, avant tout, le système lui-même n'était impraticable. Je vous citais tout à l'heure des chiffres empruntés au tableau statistique ci-annexé. En vous y reportant, vous remarquerez que dans la caïmacamie maronite, à côté de 145 000 habitants de cette race, il n'y a pas moins de 5 000 druses, sans compter 16 000 grecs, 9 000 métualis et 7 000 musulmans, que je suppose, par une exception illogique au principe de la désagrégation, maintenus dans les lieux où ils sont fixés. La difficulté serait bien autrement grave encore dans la caïmacamie druse. Là, en effet, outre 4 000 grecs-unis et 6 000 grecs orthodoxes, il y aurait encore environ 21 000 mille maronites à désagréger ; car sur ce terrain même les maronites approchent du nombre des druses, qui n'atteignent qu'au chiffre de 23 500 âmes. Voilà donc, dans le seul territoire de la caïmacamie druse, 21 000 individus, et plus de 5 000 dans la caïmacamie maronite, qui seraient condamnés à quitter leur foyer, et à se voir transférés dans une autre partie de la Montagne. Les druses pas plus que les maronites ne sont des tribus nomades que l'on pourrait déplacer sans porter le trouble dans leurs habitudes et leurs intérêts. Les maronites, principalement, forment une population laborieuse, très-attachée au sol, ayant un vif sentiment de la propriété, et tenant à la fois à l'agriculture et à l'industrie par la culture du mûrier. La mesure que l'on propose, pour refaire la géographie de la Montagne, serait, dans de semblables conditions, une cause de perturbation dans les existences et de ruine dans les fortunes. Comment d'ailleurs devrait-elle s'opérer ? Quelle serait la base des compensations ? Sous quelles garanties s'accomplirait ce déplacement de 26 000 âmes abandonnant leurs habitations, leurs champs, leur industrie, pour aller former d'autres établissements ? La Commission se tait sur toutes ces questions. Elle se garde surtout de se réserver la responsabilité de l'exécution, elle en confie la surveillance à l'autorité locale, aux consuls à Beyrouth, ainsi qu'à une commission mixte, dans laquelle les diverses populations seraient représentées.

Je rends justice aux commissaires, monsieur, du moment où ils adoptaient l'idée de la division en caïmacamies, ils étaient naturellement conduits à l'idée de la désagrégation ; mais en suivant la combinaison dans ses conséquences, on peut en apprécier la valeur, et la nécessité de la séparation géographique dans le système suggéré en dernier lieu par la Commission suffirait pour montrer combien il est contraire à l'état réel des choses.

Rien ne nous paraît donc plus propre à ramener les opinions au système de l'unité du pouvoir entre les mains d'un chef indigène et chrétien. Puisque la séparation géographique des communions et des races est impossible à tous égards, et qu'il faut accepter la distribution des populations telle qu'elle est aujourd'hui, le problème consiste uniquement à trouver une organisation qui, en satisfaisant à tous les intérêts légitimes, contienne toutes les rivalités. Ces rivalités dégénèrent facilement en haines ardentes et en conflits armés entre tribus de races et de religions différentes, et si des divisions administratives mal combinées viennent non-seulement affaiblir l'autorité, mais en remettre une part à chacun des groupes rivaux, les luttes, loin d'être prévenues, seront encouragées ; c'est ce que l'on a vu sous le régime des deux caïmacamies. Si, au contraire, l'autorité est concentrée, il est dans sa nature comme dans son intérêt de consacrer tous ses efforts à faire vivre les populations en bonne intelligence, et, si elle sait être forte et respectée, elle y parvient. Ces deux combinaisons ne sont pas des théories ; elles ont été mises à l'épreuve et l'expérience a prononcé. Le pouvoir unique et chrétien avait fait régner la paix et le bien-être là où les deux caïmacamies ont depuis amené les plus sanglants désordres. Seul aussi, ce pouvoir nous paraît en état de réparer le mal qu'elles n'ont pas empêché.

La position des chrétiens dans le Liban justifie entièrement l'avantage que nous demandons pour eux. En les envisageant, abstraction faite des communions, leur nombre dépasse 200 000 âmes, tandis que celui des druses est seulement de 28 000, et que les musulmans, réunis aux métualis restent au-dessous de 17 000. Il est équitable de tenir compte de cette différence, et cette considération nous paraît rentrer dans la pensée des cabinets comme dans la situation même. Ce sont les chrétiens, en effet, qu'il s'agit de mettre à l'abri de nouveaux malheurs ; c'est en leur faveur que les puissances sont intervenues, et la nécessité de donner aux chrétiens une force défensive plus grande n'est que trop attestée par la passivité avec laquelle, malgré la supériorité du nombre, ils ont subi tous les outrages des druses, des métualis et des musulmans.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin.

Paris, 4 avril 1861.

Monsieur, les commissaires des Puissances à Beyrouth ont achevé la rédaction du projet que j'examinais avec vous dans ma dépêche du 2 avril ; ils ont ensuite procédé à la révision de l'ensemble, et je suis en mesure de vous transmettre aujourd'hui ce travail. Vous le trouverez annexé aux extraits ci-joints de la correspondance de M. Bédard, ainsi que les réserves formulées par lui relativement aux principes de l'organisation adoptée par ses collègues. Les développements que la Commission a donnés à son plan, de même que les modifications qu'elle y a apportées, ne sauraient changer notre sentiment sur la valeur des idées qui ont présidé à cette combinaison. Plus, au contraire, les délégués ont tenu à préciser leurs vues, plus il est devenu facile de saisir les objections qu'elles soulèvent, et nous ne pouvions désirer qu'ils vinssent plus promptement et plus complètement justifier, par leur propre aveu, les reproches fondamentaux que comporte le système émané de leurs délibérations.

Ce système, vous le savez, monsieur, repose sur la division du mont Liban en plusieurs caïmacamies, et la distribution du territoire en caïmacamies est elle-même basée sur la désagrégation des races chrétienne et druse. Cette séparation ethnographique a paru d'abord aux commissaires tellement essentielle, qu'ils en ont fait l'objet des trois premiers articles de leur plan. Déjà toutefois les explications qui avaient eu lieu à ce sujet dans le sein de la Commission nous avaient laissé apercevoir leur embarras et leurs hésitations. Ils avaient gardé un silence absolu touchant la désagrégation pour les métualis et les musulmans ; ils n'avaient parlé que des chrétiens et des druses, et cette mesure, qui devait atteindre plus particulièrement les maronites, se serait trouvée limitée aux deux caïmacamies maronite et druse. Les commissaires reculaient en quelque sorte devant les conséquences de leur principe. En revisant leur travail, ils ont fait plus. S'ils maintiennent le principe, par une contradiction à laquelle la force des choses les oblige, ils en abandonnent à peu près entièrement les conséquences. Ils proclament de nouveau, en tête de leur projet, que les chrétiens seront séparés des druses ; mais, dans l'article 3, après s'être déchargés de la responsabilité de l'exécution de la manière que je vous ai fait connaître, ils établissent que la désagrégation sera facultative, et ils combinent toutes les autres dispositions de leur projet, surtout en vue du refus des populations de se prêter à cette mesure.

Ainsi, la Commission pose une règle qu'elle présente d'abord comme la base de son système, puis, admettant immédiatement que le principe pourra ne pas être appliqué, c'est sur cette prévision qu'elle fonde l'édifice des institutions nouvelles de la Montagne.

Et, en effet, monsieur, si l'on examine le travail des commissaires, on retrouve cette pensée partout substituée à celle de la désagrégation. Ils raisonnent constamment dans la supposition de populations mixtes et d'éléments hétérogènes dont il est nécessaire de tenir compte dans l'ordre administratif comme dans l'ordre judiciaire, dans la constitution des communes comme dans l'organisation des districts. En un mot, le principe qui avait pour objet de justifier la création de trois caïmacamies, la désagrégation ethnographique, disparaît entièrement dans les développements que reçoivent les vues des commissaires, et nous nous retrouvons en présence des tribus de race différente que le hasard des circonstances a disséminées dans le Liban.

Dès lors, nos objections contre l'établissement de trois caïmacamies subsistent tout entières. Je m'expliquerais cette subdivision du pouvoir, si elle avait pour effet de tracer des circonscriptions dans lesquelles nous ne trouverions plus que des populations homogènes, et de remédier au mélange des races: mais, tout au contraire, elle le rend infiniment plus sensible sur plusieurs points, et notamment sur celui où l'inconvénient présente le plus de gravité, je veux dire dans la caïmacamie druse. Là, en effet, la désagrégation ne s'opérant pas, nous aurons une minorité druse administrant la majorité chrétienne, puisque à côté de 23 000 druses, ce territoire comprend d'une part 21 000 maronites, et de l'autre 4 000 grecs-unis et 6 000 grecs orthodoxes. L'établissement de cette caïmacamie mettrait 31 000 chrétiens à la discrétion de l'autorité druse, appuyée sur une population relativement très-inférieure en nombre.

Mais je ne veux pas rentrer, monsieur, dans un ordre de considérations que j'ai déjà parcouru avec vous. Je me borne à m'y référer, en appelant toutefois votre attention particulière sur les raisons données par M. Béclard à l'appui de ses réserves. Il fait ressortir à bon droit le peu de solidité d'un plan fondé sur l'hypothèse de la désagrégation, entièrement irréalisable, selon nous, déclarée purement facultative par la Commission, et cependant nécessaire pour que ce plan ait une raison d'être, principalement en ce qui concerne les rapports des chrétiens et des druses. Le commissaire de l'Empereur signale également combien peu serait motivée l'institution d'une caïmacamie grecque. Cette circonscription nouvelle, dont la Commission cherche les éléments dans l'adjonction arbitraire de deux territoires

formant ensemble une population totale de 9000 âmes, et comprenant seulement 5500 grecs, ne renfermait qu'une faible partie des 25 000 chrétiens de ce rite répandus dans le Liban. Je ne m'arrête point sur les autres contradictions relevées par le délégué français dans la note lue par lui à ses collègues, et je conclus à ce sujet, comme il le fait et comme je le faisais moi-même en vous communiquant ma première impression sur le plan des commissaires : la création des trois caïmacamies sans la désagrégation, qui est impossible, ne serait qu'une cause de division entre les populations chrétiennes ajoutée à l'antagonisme si malheureusement organisé entre les chrétiens et les druses par l'arrangement de Chekib-Effendi.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello,
à Saint-Petersbourg.**

Paris, le 15 avril 1861.

Monsieur le duc, M. le prince Gortchakoff admet comme hors de cause le principe de l'indépendance administrative du Liban, fondé sur le droit traditionnel des populations. D'autre part, il ne croit pas devoir insister pour l'établissement d'une caïmacamie grecque, pourvu que l'on assure aux chrétiens de ce rite de fortes garanties au moyen d'institutions municipales. Ces deux points ont beaucoup d'importance à nos yeux. Du principe de l'indépendance administrative découlent, en effet, tous les autres éléments essentiels de l'administration à créer dans la Montagne. En s'y attachant avec nous, le cabinet de Saint-Petersbourg nous semble naturellement amené à adopter toutes les conséquences que nous croyons pouvoir en tirer, à savoir l'unité du gouvernement et le choix d'un chef chrétien et indigène. L'idée d'une caïmacamie grecque avait un moment tenu son opinion en suspens; mais, en se rapprochant à cet égard de la nôtre, il fait disparaître le seul obstacle sérieux à une entente complète, car rien ne l'empêche plus d'apprécier tous les avantages d'une autorité unique confiée à un chef chrétien choisi dans le Liban.

De son côté, le cabinet de Vienne ne voit avec nous d'autre combinaison admissible que celle qui sera basée sur le principe de l'unité d'un pouvoir chrétien. Le chef auquel ce pouvoir devra être confié sera-t-il choisi dans la Montagne? Sur ce point ses idées sont moins arrêtées. Il considère toutefois cette dernière condition comme très-désirable, et nous avons tout lieu d'être satisfaits de la forme sous laquelle M. le comte de Rechberg a résumé à ce sujet sa pensée à l'ambassadeur de l'Empereur, en se prononçant *pour l'unité*

du pouvoir sous un chef dans tous les cas chrétien, et, s'il est possible, indigène.

Signé : THOUVENEL.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'ambassadeur de France à Constantinople, à M. le ministre des affaires étrangères.

Constantinople, 22 mai 1861.

Dans une réunion préparatoire, tenue aujourd'hui au palais de France, le principe d'un pouvoir unique et chrétien dans le Liban a été posé. Un débat très-long et très-animé s'est élevé sur l'indigénat; sir Henry Bulwer et le prince Labanoff ont été contre; l'internonce s'est déclaré pour, d'après les instructions de son gouvernement. Le comte de Goltz a dit ne pouvoir se prononcer faute d'instructions positives.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Le ministre des affaires étrangères à M. l'ambassadeur de France, à Constantinople.

Paris, le 25 mai 1861.

La Prusse n'a pas d'objection fondamentale contre l'indigénat, mais subordonne son assentiment à l'opinion définitive de la Porte.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Le ministre des affaires étrangères à M. l'ambassadeur de France, à Constantinople.

Paris, le 26 mai 1861.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, se ralliant à notre manière de voir, a invité ce matin, par le télégraphe, le prince Labanoff à se prononcer pour l'indigénat du chef du Liban.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

**L'ambassadeur de France, à Constantinople, à M. le ministre
des affaires étrangères.**

Constantinople, 28 mai 1861.

Le prince Labanoff a reçu l'ordre de se prononcer pour l'indigénat ; mais l'opinion contraire qu'il avait été invité à soutenir jusqu'ici affaiblit considérablement la valeur du concours qu'il est autorisé à me prêter dans la dernière phase de la négociation.

Dois-je refuser toute transaction ou accepteriez-vous cette rédaction « pouvoir unique, chrétien, » de telle sorte que l'indigénat ne serait ni imposé, ni exclu ? Parmi les candidats étrangers à la Montagne, le meilleur serait Daoud-Effendi, arménien catholique, dont les relations avec l'ambassade de France sont excellentes.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

**Le ministre des affaires étrangères à M. l'ambassadeur de France,
à Constantinople.**

Paris, le 28 mai 1861.

N'abandonnez l'indigénat qu'à la dernière extrémité, et du moment où une transaction sera devenue absolument nécessaire ; ne proposez votre formule qu'en établissant que les indigènes ne sont pas exclus dans l'avenir, et après vous être enquis auprès d'Aali-Pacha des chances de succès de la candidature de Daoud-Effendi.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

**L'ambassadeur de France, à Constantinople, à M. le ministre
des affaires étrangères.**

Constantinople, le 31 mai 1861.

Nous nous sommes réunis aujourd'hui chez Aali-Pacha, qui s'est énergiquement prononcé contre l'indigénat. M. l'ambassadeur d'Angleterre a fait une déclaration analogue. Le prince Labanoff et le baron de Prokesch ont déclaré que leurs cabinets se prononçaient en faveur de l'indigénat. Le comte de Goltz, en disant que son cabinet ne faisait pas d'objection à un gouvernement indigène, réservait cependant les *droits de la Porte*, et, dès le début de la discussion, annonçait qu'il

proposerait une transaction. Le débat a duré six heures, sans que personne abandonnât rien de ses prétentions réciproques; c'est alors que le comte de Goltz a proposé de rédiger ainsi l'article 1^{er} : Le Liban sera régi par un gouvernement chrétien nommé par la Porte, » rédaction qui n'impose ni n'exclut l'indigénat. On établirait, dans un protocole, que la Porte choisît un gouverneur chrétien investi de l'autorité pour trois ans. On ne pourrait le destituer sans jugement. Trois mois avant l'expiration du mandat, il y aurait de nouveau entente entre la Porte et les représentants. Ce n'est qu'après une très-vive lutte qu'Aali-Pacha a admis cette dernière clause. Il m'a donné spontanément l'assurance que le choix de la Porte s'arrêterait sur Daoud-Effendi. L'attitude de mes collègues, qui en réfèrent à leurs gouvernements, paraissait toute en faveur de cette transaction.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

**Le ministre des affaires étrangères à M. l'ambassadeur de France,
à Constantinople.**

Paris, le 1^{er} juin 1861.

L'Empereur vous autorise, si la réponse des autres cabinets ne laisse pas l'espoir d'une insistance énergique de leur part pour faire prévaloir l'indigénat, à vous rallier à la rédaction du ministre de Prusse. Il est bien entendu que notre adhésion suppose l'insertion dans un protocole des conditions dont vous me parlez. La seule raison qui nous détermine étant de faire cesser le plus tôt possible la situation précaire du Liban, faites en sorte que le gouverneur nommé parte sans nul retard. Je regarde comme essentiel que la Commission soit à Beyrouth au moment de son installation.

**L'ambassadeur de France, à Constantinople, à M. le ministre
des affaires étrangères.**

Thérapia, 4 juin 1861.

Monsieur le Ministre, par ma dépêche télégraphique du 30 mai, j'ai dû me borner à faire connaître à Votre Excellence l'attitude prise par chacun des membres de la conférence, dans la réunion préparatoire qui avait eu lieu le jour même chez Aali-Pacha, et j'ai brièvement indiqué les termes de la transaction proposée par le comte de Goltz, au sujet du nouveau pouvoir à instituer dans le Liban.

Dès que nous avons tous été réunis, Aali-Pacha a pris la parole. Il

a rappelé en peu de mots les circonstances dans lesquelles s'étaient produits les événements de l'année dernière, la lutte inégale et désastreuse dont le Liban avait été le théâtre, enfin les mesures arrêtées, d'un commun accord, pour amener la pacification de cette partie du territoire ottoman. Parlant ensuite des travaux de la Commission européenne, spécialement chargée de proposer les changements à introduire dans l'organisation de la Montagne, il a fait allusion successivement aux deux projets préparés par les soins de cette Commission, c'est-à-dire au projet du 20 mars, en quarante-sept articles, et à celui du 1^{er} mai, en seize articles. — « La Porte, a-t-il dit, préfère le premier de ces deux plans. Elle lui trouve, en effet, l'avantage de réserver la liberté d'action de la puissance souveraine, qui, devant être responsable, doit nécessairement être libre. Aussi, la Porte est-elle disposée, par l'organe de son ministre des affaires étrangères, à réclamer l'adoption de ce projet, d'après lequel le Liban serait partagé en plusieurs caïmacamies. »

Cette motion a été écartée à l'unanimité par les représentants des puissances.

Aali-Pacha s'est efforcé de prouver que l'institution des caïmacamies pouvait seule accorder une satisfaction complète et légitime aux intérêts des diverses communautés. — Mais, après avoir vivement insisté en faveur d'un plan dont son gouvernement lui avait confié la défense, il a conclu en annonçant qu'il ne lui était pas interdit de discuter l'autre hypothèse, celle dans laquelle un seul gouverneur chrétien serait placé à la tête de la Montagne.

Finalement, et à la suite d'observations présentées dans un sens identique par l'internonce et par moi-même, il a été décidé que la discussion s'ouvrirait immédiatement sur le projet du 1^{er} mai, élaboré en dernier lieu par la Commission de Beyrouth, après les instructions nouvelles provoquées par les démarches du gouvernement de l'Empereur, à Londres, à Vienne, à Berlin et à Saint-Pétersbourg.

Le prince Labanow ayant donné lecture de l'article 1^{er} ainsi conçu : le pouvoir administratif sera déferé à un gouverneur chrétien, choisi en dehors du Liban, Aali-Pacha a approuvé les termes de cet article, disant que, du moment où l'on se plaçait au point de vue du pouvoir unique et chrétien, il était indispensable que ce pouvoir fût refusé aux indigènes.

Sir Henry Bulwer s'est rangé à l'opinion d'Aali-Pacha. Les diverses dispositions du projet, a-t-il dit, étaient inséparables les unes des autres; leur adoption par les commissaires eux-mêmes avait été le résultat de concessions mutuelles, il n'admettait donc pas que l'on pût faire un choix parmi ces dispositions, écarter les unes et accepter les autres. Si le projet était agréé, il ne demandait pas mieux que d'y

adhérer également; mais son adhésion n'était acquise qu'au projet non amendé, surtout dans les points principaux.

J'ai soutenu la thèse contraire. Préoccupé avant tout, comme le gouvernement ottoman, ainsi qu'Aali-Pacha nous l'avait déclaré, du désir de pacifier le Liban et de prévenir le retour des récentes calamités, je devais rechercher les moyens les plus propres à atteindre ce but; or, je n'en voyais pas de plus efficace que de confier le gouvernement à un indigène, pris dans le sein de la majorité. Le baron de Prokesch a parlé dans le même sens.

Le comte de Goltz a déclaré ne pas s'opposer au choix d'un indigène, tout en réservant les droits de la puissance souveraine. Mais il s'est empressé d'ajouter qu'il comptait laisser à ses collègues le soin de présenter et de défendre des systèmes absolus; pour lui, plutôt disposé aux moyens termes, il se réservait, s'il y avait lieu, de faciliter les voies à une transaction.

Le prince Labanow est intervenu à son tour dans la discussion. Il avait reçu, a-t-il, de nouvelles instructions favorables au principe de l'indigénat; il ne pouvait donc que se conformer aux ordres de sa cour en votant pour le pouvoir unique, chrétien et indigène.

Aali-Pacha a fait ressortir de nouveau les dangers qui se rattachaient à cette combinaison. On a parlé, a-t-il dit, des privilèges du Liban; sans entrer dans l'examen de cette question, il suffit de considérer les souvenirs laissés par l'émir Béchir. Ce dernier a longtemps gouverné la Montagne; mais, comment l'a-t-il gouvernée? Par quels moyens? En s'appuyant sur les pachas de Saïda, et, notamment, sur le fameux Djezzar-Pacha. C'est ainsi que l'émir Béchir est parvenu à se défaire de ses rivaux. L'ordre, si souvent troublé, a été rétabli par lui, mais au prix de quelles cruautés? On sait combien de têtes ont été sacrifiées à ses impitoyables vengeances. Ses descendants, au nombre de cent vingt-trois, ont hérité du nom de leur aïeul, nullement de sa vigueur et de ses moyens d'action. Le triomphe de l'un d'eux ne serait qu'une prime accordée au népotisme, et soulèverait infailliblement contre cette famille privilégiée la jalousie et la haine, non-seulement des communautés non chrétiennes ou dissidentes, mais encore des autres principales familles maronites. L'esprit de parti, inséparable des intérêts de caste, et ravivé aujourd'hui par des passions plus ardentes que jamais, voilà ce que représenterait le gouvernement d'une famille indigène, et particulièrement d'un Cheab. Or, s'il est un pays où il soit sage de se prémunir contre les excès de l'esprit de parti, c'est le Liban, après les terribles secousses qu'il a essuyées; c'est là surtout qu'il importe de placer un chef étranger aux animosités locales et aux antipathies qui naissent de la diversité des races.

L'internonce d'Autriche a objecté que si des rivalités locales étaient à

craindre pour un indigène, rien ne prouvait, d'autre part, qu'un étranger ne fût pas exposé à avoir tout le monde contre lui.

Sir Henry Bulwer, après avoir annoncé qu'il allait exprimer une opinion dont il ne se départirait pas, a dit que, suivant lui, on attribuait beaucoup trop d'importance au rôle joué jusqu'en 1840 par l'émir Béchir, sur le caractère duquel les appréciations étaient, d'ailleurs, très-divergentes. On ne semblait même pas d'accord sur le point de savoir si l'émir Béchir était musulman ou chrétien. C'est qu'en effet ce personnage s'était montré l'un ou l'autre suivant les nécessités du moment. Que si, dans des circonstances toutes nouvelles, auxquelles répondaient des besoins nouveaux, on voulait néanmoins, sous prétexte de privilège et par une imitation intempestive du passé, confier le gouvernement à un indigène, on s'exposait à cette alternative : ou un excès de vigueur, ou un excès de faiblesse. Si le chef indigène est vigoureux, il abusera de sa force contre les communautés, églises ou sectes dont ses préjugés le feront l'adversaire naturel et tout-puissant. S'il est faible, au contraire, il sera bientôt renversé. Le maintien du bon ordre et le respect des droits de tous doivent dominer toute autre préoccupation. Or, de tels résultats sont chimériques tant que la responsabilité de la Porte n'est pas directement engagée, et, pour que cette responsabilité soit réelle et absolue, il ne faut pas que la Porte se dessaisisse de ses droits en faveur d'un indigène. Pour ces motifs, sir Henry Bulwer a cru devoir repousser formellement toute combinaison tendant à modifier le sens de l'article premier ; plutôt que de faire la moindre concession sur ce point, il préférerait prendre la résolution de s'abstenir.

Le moment était venu pour moi de répondre aux deux discours d'Aali-Pacha et de M. l'ambassadeur d'Angleterre.

L'un et autre, j'ai commencé par en faire la remarque, semblaient avoir pris à tâche de faire un choix entre les prérogatives du pouvoir souverain et les privilèges de la Montagne. Comme si les prérogatives eussent nécessairement exclu les privilèges, ils n'avaient pas hésité, pour maintenir les unes, à sacrifier les autres. Or, une telle argumentation me paraissait inadmissible. J'étais loin de méconnaître les droits de souveraineté du sultan sur tout le territoire de son empire ; mais, d'un autre côté, je pensais que la mission de la conférence ne consistait pas à dépouiller les habitants du Liban des immunités et des avantages que leur assurait une possession séculaire. Concilier l'existence de ces privilèges avec le respect dû à l'autorité souveraine, tel me paraissait plutôt être le sens de la négociation à laquelle nous étions appelés à prendre part. En ce cas, et comme aucun de nous ne poursuivait la satisfaction d'un intérêt exclusif, il était bien permis d'invoquer les droits du Liban, sans porter, pour cela, la moindre

atteinte à l'autorité du chef de l'empire. De quoi s'agissait-il en effet ? de veiller à ce que l'administration de la Montagne fût confiée par le sultan à l'un de ses sujets indigènes. Le choix et la désignation de ce chef étaient des actes qui n'en constituaient pas moins l'une des manifestations du pouvoir souverain. De ce côté, le principe était sauf et le prestige intact.

Je me suis attaché ensuite à faire valoir les avantages de l'indigénat, considéré comme élément d'ordre et de conservation. Fondé sur une tradition ancienne, l'indigénat du chef de la Montagne, une fois consacré par l'accord de toutes les puissances, me paraissait être pour le Liban et pour la Porte elle-même une sauvegarde plus efficace que le surcroît de responsabilité réclamé par l'ambassadeur d'Angleterre. Un chef indigène serait accepté par tous, pourvu qu'il fût pris, au sein de la majorité, dans l'une des grandes familles du pays. Les druses eux-mêmes se soumettraient sans hésiter au descendant de leurs anciens émirs. Il était à craindre, au contraire, qu'un chef chrétien pris en dehors de la Montagne ne parvînt jamais à exercer son ascendant, même sur ses coreligionnaires, à plus forte raison sur les communautés non chrétiennes. Peut-être ignorera-t-il la langue du pays ; à coup sûr, il sera complètement ignorant des mœurs, des usages et des traditions propres à la Montagne. De là, pour lui, des difficultés de tout genre, que la sympathie de ses administrateurs ne l'aidera certainement pas à vaincre. En 1842, lorsque le Liban subissait le contre-coup de la commotion produite en Syrie par la chute de la domination égyptienne ; lorsque l'émir Béchir était renversé après un règne de 50 années ; lorsque les diverses populations de la Montagne, cruellement punies des erreurs ou des entraînements qu'on imputait à leur chef, perdaient leur unité et se voyaient soumises au régime des caïmacams ; à cette époque néfaste pour le Liban, le principe de l'indigénat était néanmoins conservé. La Montagne, privée de son émir, recevait une nouvelle organisation ; divisée en deux gouvernements distincts, elle était confiée à deux caïmacams ; mais ces caïmacams étaient encore des indigènes. Victimes, comme leurs administrés, d'une organisation défectueuse, les caïmacams ont été incapables de réagir contre les dangers du partage de la Montagne. Ils n'ont pu qu'assister en témoins impuissants à la dissolution toujours croissante des éléments dont se composait l'ancienne unité, jusqu'au jour où ces éléments se sont entre-choqués avec une fureur inouïe. Il a fallu que les druses armés contre les chrétiens remplissent l'Europe du bruit de leurs forfaits et appelassent sur eux l'exécration du monde civilisé pour que l'on cherchât à se rendre compte de la situation du Liban. La lumière s'est faite sur les événements de 1860. Le régime des caïmacamies est jugé. Lorsqu'elle veut exclure les indigènes du

pouvoir et se réserver pour l'avenir une plus large part de responsabilité, la Porte semble avoir bien vite oublié jusqu'à quel point, soit par elle-même, en détruisant l'ancien ordre de choses, soit par ses agents, dont la culpabilité ou la complicité ont été judiciairement reconnues, elle est responsable des derniers massacres. Il s'agit pour elle, bien plus que pour les puissances qui l'assistent de leurs conseils, il s'agit d'une œuvre de réparation. Or, ce serait méconnaître, en quelque sorte, l'obligation qu'elle a assumée que d'exclure les indigènes du gouvernement de la Montagne.

A cette sortie animée en faveur d'une cause éminemment juste, sir Henry Bulwer a répliqué en disant que, d'après des informations dignes de foi, il pouvait affirmer que les chrétiens des différents rites préféreraient encore un gouverneur turc à tout autre. Aussi regrettait-il beaucoup que cette combinaison ne fût pas présentable. Elle eût mieux valu, à coup sûr, que celle d'un gouvernement chrétien qui, pour tous les éléments étrangers au christianisme, aurait un caractère oppressif.

Aali-Pacha est revenu sur les arguments déjà développés par lui contre l'indigénat. A l'entendre, le népotisme et l'esprit de parti étaient des écueils inévitables contre lesquels tout chef indigène viendrait fatalement échouer.

Le baron de Prokesch a répondu au grand vizir. « Il n'admettait pas, a-t-il dit, qu'on empirât la position des chrétiens. » Quand l'Europe intervenait à la suite de pareils désastres, on ne devait pas lui répondre en attaquant leurs privilèges. Ces privilèges, les druses eux-mêmes avaient contribué à les conquérir. Il ne fallait pas que leur conduite dans les derniers événements entraînât pour les chrétiens la perte du *self-government*. Ceux-ci, en face d'une telle usurpation, s'uniraient sans doute à leurs adversaires de la veille, et la Porte n'aurait plus que des ennemis dans la Montagne.

Le prince Labanow, à propos des droits des minorités, a dit que rien n'empêchait de stipuler des garanties en leur faveur. Il a ajouté que ces garanties étaient, d'ailleurs, suffisamment énoncées dans le projet.

J'ai fait observer que les craintes manifestées, soit par Aali-Pacha, soit par sir Henry Bulwer, portaient sur ce que le gouverneur indigène de la Montagne, élevé dans les principes surannés du système féodal, se livrerait à toutes sortes d'abus, et exercerait une tyrannie intolérable. Mais on oubliait que l'un des seize articles du projet en discussion, articles unanimement adoptés par tous les commissaires, avait précisément pour objet d'abolir le régime féodal. Ce point servait, en quelque sorte, de base à la nouvelle organisation, dont les dispositions de détail, parfaitement équitables, ne laissaient pas la

moindre place à l'arbitraire. Déjà fortement ébranlé dans la partie septentrionale du Liban, le régime féodal n'existait plus, pour ainsi dire, que sur le territoire de la caïmacamie druse. Là, il est vrai, la féodalité et ses excès, pour être supprimés, exigeaient de grands efforts. Mais c'était précisément ce que les commissaires européens avaient eu en vue dans leur projet de règlement. Or, un gouverneur chrétien et indigène, chargé, sous la garantie de l'Europe, d'appliquer des institutions conformes à l'esprit moderne et favorables à ses coreligionnaires, me paraissait être plus capable que tout autre de remplir dignement cette mission. Le règlement confié à sa vigilance serait tout à la fois entre ses mains une arme défensive contre les prétentions exagérées de ses partisans ou de ses proches, et un instrument de réforme et de réparation à opposer aux indigènes, chefs de l'aristocratie druse. D'autre part, ce gouverneur chrétien, ayant à se concilier le gros de la nation druse, qui, elle-même, ne pouvait que gagner à l'application des règles nouvelles, il était clair que tant d'intérêts communs tendraient plutôt à unir qu'à diviser le chef indigène et ses administrés.

Après quelques mots prononcés dans le même sens par le baron de Prokesch, Aali-Pacha s'est encore plaint de ce que je refusais à la Porte les garanties dont elle avait besoin. « Mettez-vous à notre place, a-t-il dit; déjà vous nous avez rendus responsables de ce qui s'était passé. Qu'un indigène soit nommé gouverneur de la Montagne, et, si de nouveaux désordres éclatent, on nous accusera encore d'incapacité, de connivence, de férocité. Des divisions se sont introduites dans le pays, et nous n'avons pas pu y remédier. Ces dissensions ont existé entre les maronites et les druses eux-mêmes, comme le prouvent les plaintes élevées contre l'ex-caïmacam chrétien. Le nouveau chef indigène, quel qu'il fût, appartiendrait nécessairement à un parti quelconque, et, pas plus que ses prédécesseurs, il ne serait à l'abri des inimitiés locales. Au point de vue de la stabilité, comme à tout autre point de vue, un étranger seul nous présente les garanties nécessaires. »

C'est alors que le comte de Goltz est intervenu dans le débat, avec sa tentative de transaction. « Pourquoi, a-t-il dit, exclure à tout jamais les indigènes? Peut-être, eu égard aux circonstances actuelles, un gouverneur indigène conviendrait-il moins à la Montagne qu'un gouverneur étranger. Mais si toute latitude sur ce point était laissée à la Porte, il ne devrait pas s'ensuivre de là que, plus tard, elle ne fût pas libre elle-même de porter son choix sur un des habitants. Cette disposition transitoire réserverait naturellement le point de droit, et aurait l'avantage de tout concilier. »

Le prince Labanow s'est livré à quelques réflexions sur la propo-

sition du ministre de Prusse, qu'il a plutôt appuyée que combattue.

Sir Henry Bulwer s'est également prononcé pour la transaction; mais en s'expliquant nettement à ce sujet, il avait, a-t-il dit, des ordres absolus qui lui enjoignaient de ne point admettre le principe de l'indigénat. Connaissant, d'autre part, les intentions de la Porte, il croyait pouvoir lui laisser le choix du gouverneur de la Montagne, et, par conséquent, se rallier à la proposition du comte de Goltz.

J'ai protesté, au contraire, et de toutes mes forces, contre les conséquences contraires aux privilèges de la Montagne qui pourraient découler de la transaction indiquée par mon collègue de Prusse.

Le comte de Goltz s'est vivement défendu d'avoir voulu priver les chrétiens d'un droit dont l'exercice serait tout au plus ajourné pour un certain laps de temps.

Aali-Pacha a rappelé que sa mission consistait à soutenir les quarante-sept articles amendés par Fuad-Pacha et non pas le projet relatif au pouvoir unique et chrétien. Il devait donc exprimer une réserve formelle au sujet de la proposition du comte de Goltz, qu'il accepterait tout au plus *ad referendum*. Peut-être cet expédient serait-il admis par son gouvernement, s'il avait pour effet de tout concilier; mais une condition essentielle, et sur laquelle il ne pouvait transiger, était que le choix du gouverneur de la Montagne fût entièrement laissé au sultan. Il repoussait d'avance toute clause de nature à enchaîner la liberté de son souverain.

L'internonce, à son tour, s'est montré assez favorablement disposé pour la transaction sur laquelle, cependant, il a dit avoir besoin d'en référer. Mais des garanties lui semblaient indispensables. « On pourrait par exemple, a-t-il ajouté, nommer un gouverneur pour trois ans. » Un indigène eût mieux valu que tout autre; mais il consentirait à la nomination d'un non-indigène à titre d'essai.

Sir Henry Bulwer, tout en répétant qu'il admettait la proposition, a vivement insisté sur ce que le droit de nomination appartenant exclusivement au sultan, il n'y avait pas lieu de limiter la durée des fonctions du chef de la Montagne. En fait de durée, il ne concevait que l'amovibilité absolue, qui, seule, était en harmonie avec la responsabilité de la Porte.

Toute la question, a dit le prince Labanow, était de savoir si l'exercice du droit d'amovibilité, dans la pratique, serait soumis à une entente préalable.

Le comte de Goltz a de nouveau cherché à préciser les termes de la transaction, de façon à n'imposer ni exclure le choix d'un indigène.

Après m'être élevé encore contre tout arrangement tendant à dé-

pouiller les habitants de la Montagne d'un droit dont la possession leur avait si longtemps appartenu, j'ai fait voir que si telle rédaction ne me paraissait pas même pouvoir être soumise à mon gouvernement, telle autre, au contraire, étant considérée par moi, sinon comme acceptable, du moins comme transmissible, je me déciderais peut-être à m'associer, dans cette mesure, et sous toute réserve, à la démarche simultanée qui serait faite auprès des cabinets respectifs. Supposant ainsi qu'il fût accordé que la Porte nommerait à son choix un gouverneur chrétien pour trois ans, la moindre garantie qu'on pût et qu'on dût expressément ajouter à cette disposition, était qu'avant l'expiration du terme stipulé, une nouvelle entente eût lieu entre la Porte et les puissances.

Votre Excellence sait quel a été le résultat de ce débat. La proposition du comte de Goltz, ainsi formulée par son auteur : « Le Liban « sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Porte et « relevant d'elle directement, » reste finalement subordonnée à la signature d'un protocole contenant les restrictions suivantes : « Le gouverneur chrétien, laissé au choix de la Porte, est investi de l'autorité « pour trois ans ; quoique amovible, ce fonctionnaire ne pourra être « révoqué qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration « de son mandat, une nouvelle décision sera prise, et la Porte « aura à s'entendre, à cet effet, avec les représentants des cinq puissances. »

Ce n'est pas, comme je l'ai déjà dit, sans beaucoup de résistance que sir Henry Bulwer et Aali-Pacha ont consenti à admettre ce dernier point. Tous mes collègues ont dû en référer à leurs gouvernements, et, pour la plupart, je ne me le dissimule pas, ils semblaient déjà entièrement gagnés à l'idée d'une transaction.

Signé LA VALETTE.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le marquis de La Valette,
à Constantinople.**

Paris, le 7 juin 1861.

Monsieur le marquis, votre message télégraphique du 31 mai, et la réponse que j'y ai faite après avoir pris les ordres de l'Empereur, me dispensent de revenir sur les questions qui font l'objet des délibérations de la conférence ouverte à Constantinople. J'ai eu l'honneur de vous le mander, nous avons cru devoir tenir compte de l'effet que ne pouvaient manquer de produire en Syrie un désaccord éclatant entre les puissances et les retards prolongés du rétablissement de tout ordre régulier qui en eussent été la conséquence, et nous avons jugé que

les intérêts les plus pressants des populations chrétiennes du Liban nous commandaient de nous rallier à un arrangement qui, sans satisfaire à tous leurs vœux, leur offre cependant des garanties sérieuses. Nous persistons à croire que la combinaison dont nous avons indiqué les trois bases essentielles répondait au véritable objet que les puissances devaient avoir en vue; et nous sommes, en outre, convaincus qu'en se refusant à confier l'administration de la Montagne à un chef indigène, la Porte est tombée elle-même dans une erreur qu'elle ne tardera pas à reconnaître. L'expérience lui démontrera que notre avis nous était uniquement suggéré par cette sollicitude désintéressée dont nous lui avons donné des témoignages réitérés.

Signé THOUVENEL.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

L'ambassadeur de France à M. le ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 8 juin 1861.

Dans la conférence d'hier, après avoir constaté la disposition unanime de mes collègues en faveur de la transaction, j'ai dû l'accepter.

Voici les principes de l'arrangement :

« L'entente relative au Liban prend pour la première fois la forme d'un document écrit, signé par la Porte et les cinq représentants.

« Les réserves connues de vous sont insérées au protocole. Gouverneur unique et chrétien, avec rang de muchir, résidant à Deir-el-Kamar, replacé sous son autorité directe.

« Indépendance absolue vis-à-vis du pacha de Saïda, dont il devient l'égal.

« Zahlé maintenu dans le centre commun après discussion très-longue, en sens contraires.

« Troupes turques placées sous les ordres du gouverneur de la Montagne, qui seul peut les y appeler.

« Toutes garanties obtenues pour l'emploi des revenus de la Montagne.

RÈGLEMENT RELATIF A L'ORGANISATION DU LIBAN.

Art. 1^{er}. Le Liban¹ sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime Porte et relevant d'elle directement.

Ce fonctionnaire, amovible, sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité

1. Publié dans les *Archives* (année 1861), t. III, p. 313.

publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts et nommera, sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de la Sublime Porte, les agents administratifs; il instituera les juges, convoquera et présidera le medjlis administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux sauf les réserves prévues par l'article 9.

Chacun des éléments constitutifs de la population de la Montagne sera représenté, auprès du gouverneur, par un vékil nommé par les chefs et notables de chaque communauté.

Art. 2. Il y aura pour toute la Montagne un medjlis administratif central composé de douze membres savoir : deux maronites, deux druses, deux grecs orthodoxes, deux grecs catholiques, deux métualis, deux musulmans, chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion des revenus et des dépenses, et donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur.

Art. 3. La Montagne sera divisée en six arrondissements administratifs, savoir :

1^o Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec-orthodoxe, moins la ville de El-Colulmon, située sur la côte et à peu près exclusivement habitée par des musulmans ;

2^o La partie septentrionale du Liban, sauf le Koura, jusqu'au Nahr-El-Kelb.

3^o Zahlé et son territoire ;

4^o Le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Kata et de Solima ;

5^o Le territoire situé au sud de la route de Damas jusqu'au Djezzín ;

6^o Le Djezzín et le Teffah.

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant soit par le chiffre de sa population, soit par l'importance de ses propriétés.

Art. 4. Il y aura dans chaque arrondissement un medjlis administratif local composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière dans l'arrondissement.

Ce medjlis local, présidé et convoqué annuellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort toutes les affaires de contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'intérêt local.

Art. 5. Les arrondissements administratifs seront subdivisés en

cantons dont le territoire, à peu près réglé sur celui des anciens *Aklims*, ne renfermera, autant que possible, que des groupes homogènes de population, et ces cantons, en communes qui se composeront chacune d'au moins cinq cents habitants.

A la tête de chaque canton, il y aura un agent nommé par le gouverneur sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque commune, un cheikh choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population aura un cheikh particulier dont l'autorité ne s'exercera que sur ses coreligionnaires.

Art. 6. Égalité de tous devant la loi ; abolition de tous les privilèges féodaux et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatadjis.

Art. 7. Il y aura dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite, dans chaque arrondissement un medjlis judiciaire de première instance composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, et, au siège du gouvernement, un medjlis judiciaire supérieur composé de douze membres, dont deux appartenant à chacune des six communautés désignées en l'article 2 et auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès.

La présidence des medjlis judiciaires sera exercée trimestriellement et à tour de rôle par chacun de leurs membres.

Art. 8. Les juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de cinq cents piastres.

Les affaires au-dessus de cinq cents piastres seront de la compétence des medjlis judiciaires de première instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront immédiatement portées devant le medjlis de première instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du medjlis. Néanmoins, quand toutes les parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le juge appartenant à un rite différent. Mais dans ce cas même les juges recusés devront assister au jugement.

Art. 9. En matière criminelle il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par les juges de paix ; les délits par les medjlis de première instance ; et les crimes par le medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'Empire.

Art. 10. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal.

Art. 11. Tous les membres des medjlis judiciaires et administratifs, sans exception, ainsi que les juges de paix, seront choisis et désignés, après une entente avec les notables, par les chefs de leurs communautés respectives et institués par le gouverneur.

Le personnel des medjlis administratifs sera renouvelé par moitié tous les ans, et les membres sortants pourront être réélus.

Art. 12. Tous les juges seront rétribués. Si, après une enquête, il est prouvé que l'un d'entre eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué et sera, en outre, passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Art. 13. Les audiences de tous les medjlis judiciaires seront publiques, et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué *ad hoc*. Ce greffier, sera, en outre, chargé de tenir un registre de tous les contrats portant aliénation de biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Art. 14. Les habitants du Liban qui auraient commis un crime ou délit dans un autre Sandjak seront justiciables des autorités de ce Sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban seront justiciables des tribunaux de la Montagne.

En conséquence, les individus indigènes ou non indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit sur le Liban et qui se seraient évadés dans un autre Sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par celle du Sandjak où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban.

De même, les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements qui auront commis un crime ou délit dans un Sandjak quelconque et autre que le Liban, et qui s'y seront réfugiés, seront, sans retard, arrêtés par l'autorité de la Montagne, sur la demande de celle du Sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière autorité.

Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi des coupables devant les tribunaux compétents, seront, comme ceux qui chercheraient à dérober ces coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois.

Enfin, les rapports de l'administration du Liban avec l'administration respective des autres Sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres Sandjaks de l'Empire.

Art. 15. En temps ordinaire, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le gouverneur, au moyen d'un corps de police mixte, recruté par la voie des engagements volontaires et composé à raison de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie et l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou quelque signe extérieur de leurs fonctions, et dans l'exécution d'un ordre quelconque de l'autorité, on emploiera, autant que possible, des agents appartenant à la nation ou au rite de l'individu que cette mesure concernera.

Jusqu'à ce que la police locale ait été reconnue par le gouverneur en état de faire face à tous les devoirs qui lui seront imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Saïda à Tripoli seront occupées par des troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du gouverneur de la Montagne.

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du medjlis administratif central, le gouverneur pourra requérir, auprès des autorités militaires de la Syrie, l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouverneur de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie ou de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban, et il agira sous la responsabilité de ce dernier. Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Art. 16. La Sublime Porte se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du gouverneur du Liban, les trois mille cinq cents bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de sept mille bourses, lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique ; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration dépassaient le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédants de dépense.

Mais il est entendu que pour les travaux publics ou autres dépenses extraordinaires, la Sublime Porte ne serait responsable qu'autant qu'elle les aurait préalablement approuvés.

Art. 17. Il sera procédé, le plus tôt possible, au recensement de la population par commune et par rite et à la levée du cadastre de toutes les terres cultivées.

Arrêté et convenu à Péra, le 9 juin 1861.

Signé : AALI.

LA VALETTE.

GOLTZ.

Henry BULWER.

PROKESCH-OSTEN.

LABANOW.

PROTOCOLE.

Adopté par la Porte et les représentants des cinq grandes puissances, à la suite de l'entente à laquelle a donné lieu de leur part l'examen du projet de règlement élaboré par une Commission internationale pour la réorganisation du Liban. Ce projet de règlement, daté du 1^{er} mai 1861, ayant été, après modifications introduites d'un commun accord, converti en règlement définitif, sera promulgué, sous forme de firman, par S. M. I. le Sultan, et communiqué officiellement aux représentants des cinq grandes puissances.

L'article premier a donné lieu à la déclaration suivante, faite par S. A. Aali-Pacha, et acceptée par les cinq représentants :

« Le gouverneur chrétien chargé de l'administration du Liban sera choisi par la Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de *mouchir*, et il résidera habituellement à Deir-el-Kamar, qui se trouve replacé sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Porte, avant d'aviser, provoquera une nouvelle entente avec les représentants des grandes puissances.

Il a été entendu également que *le pouvoir conféré par la Porte à ce fonctionnaire, de nommer, sous sa responsabilité, les agents administratifs*, lui serait conféré, une fois pour toutes, au moment où il serait lui-même investi de l'autorité, et non pas à propos de chaque nomination.

« Relativement à l'article 10, qui a trait aux procès entre les sujets ou protégés d'une puissance étrangère d'une part, et les habitants de la Montagne d'autre part, il a été convenu qu'une Commission mixte,

siégeant à Beyrouth, serait chargée de vérifier et de reviser les titres de protection.

Afin de maintenir la sécurité et la liberté de la grande route de Beyrouth à Damas en tout temps, la Sublime Porte établira un blockhaus sur le point de la susdite route qui lui paraîtra le plus convenable.

Le gouvernement du Liban pourra procéder au désarmement de la Montagne lorsqu'il jugera les circonstances et le moment favorables.

Péra, le neuf juin mil huit cent soixante et un.

Signé : AALI.

H.-L. BULWER.

LA VALETTE.

PROKESCH-OSTEN.

GOLTZ.

LABANOW.

Circulaire adressée aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 1^{er} juillet 1861.

Monsieur...., l'acte constitutif de l'administration du Liban a été signé à Constantinople, le 9 du mois dernier, en même temps qu'un protocole destiné à compléter cet arrangement. Pour m'en rendre un compte exact, je devais nécessairement attendre d'en connaître le texte même dans tous ses détails. Ayant aujourd'hui sous les yeux ces documents, je suis en mesure de vous faire connaître comment le gouvernement de l'Empereur les apprécie.

En coopérant de tous nos efforts à la pacification du Liban, nous avons été guidés uniquement par une pensée d'humanité : nous n'avons eu d'autre objet que de contribuer, autant qu'il dépendait de nous, à prévenir le retour des événements qui, l'an dernier, ont si profondément ému l'Europe. Convaincus que ces événements n'étaient pas seulement l'effet des haines de race ou de religion et qu'il fallait les attribuer aussi à la constitution du pouvoir, tel qu'il a été organisé en 1845, nous avons jugé qu'il importait de revenir à un système plus en harmonie avec les mœurs et les traditions du pays. Nous avons donc combattu toute division administrative en plusieurs caïmacamies, et nous avons été assez heureux pour faire partager aux puissances notre opinion sur ce point, bien que les commissaires, à l'exception de celui de l'Empereur, eussent adopté d'abord un projet tendant à aggraver, par de nouvelles subdivisions, le régime qui a, selon nous, amené les massacres en 1860. Les cabinets, accueillant nos observations, ont pensé avec nous qu'il convenait d'instituer dans la Montagne un pouvoir unique et de le confier à un gouverneur chrétien.

Nous eussions désiré qu'il fût, en outre, indigène. A la faveur de ce principe, le Liban jouissait, antérieurement à l'année 1840, d'une

prospérité relative, et il trouvait, dans l'indigénat des chefs appelés à le gouverner, un gage sérieux de l'indépendance de son administration. Nous eussions donc, sous ce rapport, également attaché de l'intérêt à renouer les traditions. Il ne nous était pas permis de prétendre que tout arrangement dût demeurer subordonné à cette condition. Mais les commissaires ne s'étaient pas bornés à la repousser. Tout en admettant, dans un nouveau projet, l'unité d'un pouvoir chrétien, ils y avaient introduit une disposition qui interdisait expressément à la Porte la faculté de confier ce pouvoir à un habitant de la Montagne. Le gouvernement de l'Empereur ne pouvait à aucun prix, adhérer à une semblable conclusion et consentir à ce que l'on engageât en ce sens l'avenir.

Une proposition du ministre de Prusse à Constantinople a ouvert la voie à une transaction, que, dans un esprit de concorde, nous avons décidé d'examiner, du moment où il nous a été démontré que d'autres cabinets, également disposés à l'accueillir, refuseraient d'accéder au principe de l'indigénat.

On a pensé que, dans l'état d'agitation où se trouve le Liban et en présence des profonds ressentiments qui divisent les populations, on ne pouvait confier le pouvoir à un indigène sans s'exposer à encourager des animosités et des haines qu'il était essentiel de maîtriser. Cette objection avait assurément une grande valeur, et, ne voulant pas plus que les autres puissances assumer la responsabilité des abus d'autorité auxquels aurait pu se livrer aujourd'hui un gouverneur chrétien choisi dans la Montagne, nous étions disposés à en tenir compte. Mais c'était là une situation purement transitoire à laquelle il ne nous semblait pas équitable de sacrifier d'une manière irrévocable un privilège dont le Liban était en possession depuis de longues années et qui est incontestablement, dans les temps ordinaires, un gage d'ordre et de bonne administration. Il y avait donc lieu, selon nous, de combiner les choses de façon à réserver la question elle-même en rejetant d'abord la clause qui excluait les indigènes, et en fixant à une courte période le pouvoir confié à un étranger. Il était en même temps indispensable de s'assurer que le choix du Sultan tomberait sur un fonctionnaire professant la religion de la majorité et dont les sentiments connus fussent propres à inspirer toute confiance. Édifiés entièrement sur les intentions de la Porte en ce point, et ayant tout lieu d'en être satisfaits, sachant d'autre part que le gouverneur du Liban serait choisi pour une durée de trois ans, et que sa position serait, d'ailleurs, entourée de toutes les garanties désirables, nous avons décidé d'adhérer à cette combinaison, en évitant, autant que possible, de retarder la réorganisation de la Montagne par des discussions que le départ de nos troupes nous pressait d'abréger. Les délibérations ouvertes à Constantinople

ont donc pu suivre leur cours, et le gouvernement de l'Empereur a approuvé les arrangements qui sont intervenus.

Le gouverneur de la Montagne ne relevant désormais à aucun titre ni du pacha de Beyrouth ni de celui de Damas, le Liban cesse d'être exposé aux empiétements et aux excitations de fonctionnaires qui croyaient avoir pour mission de contribuer de tous leurs efforts à hâter l'anéantissement des privilèges de ce pays. La Montagne se gouvernera elle-même sous un administrateur chrétien, au moyen d'institutions municipales qui assurent aux habitants des différentes races et des différents rites chrétiens les mêmes garanties d'impartialité et une égale participation à la gestion de leurs affaires communes. L'ordre sera maintenu par une force armée exclusivement recrutée au sein du pays. Dans ces conditions, nous pouvons attendre que l'expérience prononce entre notre opinion et celle qui aurait voulu éloigner à jamais les indigènes de l'exercice de l'autorité supérieure. Il arrivera, en effet, de deux choses l'une : ou l'administration d'un gouverneur étranger donnera la paix et la prospérité au Liban, et, dans ce cas, n'ayant nous-mêmes point d'autre but, nous ne regretterons nullement d'avoir acquiescé à cette transaction ; ou bien il sera démontré qu'aucune combinaison ne saurait être utilement substituée au principe d'une administration exclusivement indigène, et nous nous trouverons autorisés à revendiquer, pour les habitants du Liban, le privilège d'offrir eux-mêmes un candidat au choix de la Porte.

Signé : THOUVENEL.

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX PRINCIPAUTÉS, PUBLIÉS DANS LES ARCHIVES (ANNÉE 1861).

- Discours du prince Alexandre-Jean à l'ouverture de la chambre des députés à Bucharest, le 11 décembre 1860..... tome I, page 251
- Allocution du prince Alexandre-Jean aux ministres, au sujet de la neutralité du territoire, 23 décembre 1860..... tome I, page 252
- Note du prince Alexandre-Jean à M. Negri, agent des Principautés à Constantinople, au sujet des défiances dont il est l'objet de la part de la Turquie, 6 janvier 1861..... tome II, page 92
- Mémoire adressé par le prince Alexandre-Jean à M. Negri, transmis le 1^{er} mai 1861 aux ministres de la Porte à l'étranger, au sujet de la nécessité de l'union des Principautés..... tome IV, page 261
- Note de la Sublime Porte relative à l'union des Principautés, communiquée le 2 octobre 1861 aux représentants des puissances belligérantes, et rappelant les garanties exigées par la Turquie en retour de son consentement à l'union réelle durant la vie du prince Couza..... tome IV, page 285
- Message du prince Alexandre-Jean au sujet de l'union des Principautés, 14 décembre 1861..... tome I (1862), page 95

Pièces relatives à l'union des Principautés, proclamations, adresses, etc., 22 décembre 1861..... tome I (1862), page 97

Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur à Berlin, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg.

Paris, le 1^{er} mai 1861.

M., lorsque le prince Couza s'est rendu à Constantinople, au mois d'octobre dernier, il a appelé l'attention de la Porte sur l'état des choses dans les Principautés. Il a surtout insisté sur les entraves résultant pour lui de la nécessité de traiter avec deux assemblées et d'avoir deux ministères distincts. Obligé de se partager entre les devoirs qui dérivent pour le chef unique des deux Principautés de la coexistence de ces deux gouvernements, il a allégué la difficulté qu'il éprouvait à les faire marcher de concert et à réaliser l'objet que les puissances se sont proposé en instituant la Commission centrale de Fokoschani. La Porte n'a point fait connaître immédiatement ses intentions; mais M. le marquis de La Valette m'apprend, par une dépêche en date du 16 avril, qu'elle est décidée à déférer aux vœux de l'hospodar. Elle va, en conséquence, proposer aux cabinets signataires et garants de la convention du 19 août 1858 de se concerter pour amender cet acte. Sans engager l'avenir, elle consent à ce que, pour la vie du prince Couza, il n'y ait qu'une seule assemblée et un seul ministère pour les deux Principautés et la Commission centrale, n'ayant plus dès lors de raison d'être, serait supprimée. Enfin, le prince Couza ayant également entretenu la Porte de l'imperfection de la loi électorale, il sera autorisé, suivant les prévisions mêmes consignées dans les protocoles de la conférence, à saisir les puissances des modifications qu'il convient d'apporter à cette loi. La Porte doit charger ses agents diplomatiques auprès des cinq cours de les instruire de ses dispositions. Je n'ai point encore reçu la communication qui m'est annoncée. Dès à présent, toutefois, nous ne pouvons qu'approuver la détermination du gouvernement ottoman, et nous espérons que l'opinion des autres cabinets se rencontrera avec la nôtre.

Signé THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte à S. Exc. l'ambassadeur de S. M. le Sultan, à Paris¹.

1^{er} mai 1861.

Monsieur l'ambassadeur, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint

1. Publié dans les *Archives* (année 1861), t. IV, p. 283.

copie d'un mémoire remis, il y a quelque temps, à la Sublime Porte de la part du prince Couza, hospodar de Moldo-Valachie.

Ce document contient un exposé très-détaillé des difficultés que l'administration des Principautés rencontre par le fait de la position que leur constitution actuelle leur a créée, et cherche à démontrer l'urgence d'y introduire des modifications d'une nature à consolider l'ordre et à développer la prospérité dans ce pays.

L'organisation qu'il s'agit de réformer est l'œuvre d'une entente commune; la modification en doit être, par conséquent, l'objet d'un nouvel accord entre les puissances signataires de la convention de Paris, du 19 août 1858.

La Sublime Porte, comme puissance suzeraine, est en devoir d'appeler l'attention des grandes puissances garantes sur cette affaire, et de leur exprimer en même temps le point de vue sous lequel elle l'envisage.

Les réformes que le prince Couza désire voir adopter touchant les trois points principaux de la constitution des Principautés-Unies sont : la loi électorale, l'union des deux ministères et des deux assemblées.

Tout le monde sait quel a été dans l'origine le sentiment du gouvernement impérial à l'égard de l'union des deux provinces. Nous avons toujours combattu ce principe, parce que nous le croyions hérissé de difficultés, et nous n'avons pas manqué de prévoir et de prédire ce qui arrive aujourd'hui, dès le moment où la double élection de l'hospodar actuel a eu lieu. Nous pensons maintenant avec le prince Couza, qu'une fois cette double élection reconnue et admise, le mécanisme de l'administration tel qu'il a été établi par ladite convention ne peut plus fonctionner d'une manière satisfaisante, et qu'il faudra chercher à l'adapter aux circonstances présentes.

Quant à la nature des réformes à adopter, nous croyons que la réunion des assemblées et des ministères et, en conséquence, l'abolition du comité central de Fokschani seraient les premiers points à régler. Toutefois la position de l'hospodar étant exceptionnelle et viagère, cette dérogation au principe fondamental devrait également avoir le même caractère, c'est-à-dire, l'acte par lequel on les consacrerait devrait clairement et explicitement stipuler la conservation du principe dont il s'agit et déclarer ces changements concédés pour la durée de l'union des deux hospodarats dans la personne du prince Couza. C'est la condition *sine qua non* de notre adhésion.

Pour ce qui est de la modification des lois électorales, ce point nous semble exiger beaucoup de prudence et de réflexion. L'éducation constitutionnelle de ces contrées n'est pas encore accomplie. Si, avec l'élément conservateur dont les assemblées se trouvent composées, on ne parvient pas à y faire régner ce calme et ce désintéressement

sans lesquels les institutions de ce genre ne peuvent amener que l'agitation et l'anarchie, si cet élément, qui est considéré partout ailleurs comme celui d'ordre et de conservation, met en Moldo-Valachie tant d'entraves à la marche des affaires et à l'amélioration de l'état social des populations, quel serait le cas quand on ouvrirait les portes des assemblées à un parti dont les principes politiques ne tendent à rien moins qu'à bouleverser tout ce qui existe et à y substituer la révolution ? Nous en avons eu l'exemple dans les divans *ad hoc* ; nous rappelons bien qu'ils se sont occupés de tout autre chose que de l'objet pour lequel ils avaient été convoqués. D'un autre côté, les inconvénients signalés dans le mémoire en question nous paraissent mériter la plus sérieuse attention, et nous serions d'avis de déférer au prince le soin de confectionner et de présenter l'approbation de la Sublime Porte et des puissances garantes des modifications qui seraient jugées strictement nécessaires, tout en lui recommandant de tâcher d'éviter les écueils que nous venons de signaler.

Il est bien entendu que si, d'une part, la Sublime Porte se montre aussi disposée à faire tout pour mettre le gouvernement local et intérieur des Principautés en état de répondre aux besoins des intérêts de leurs habitants, elle se croit, de l'autre, fondée en droit d'attendre, de la part de ce gouvernement, dans toutes les questions extérieures, une conduite conforme à la politique générale de l'Empire, dont la Moldavie et la Valachie font parties intégrantes, ainsi qu'un respect religieux pour la position que les traités existants lui ont assignée.

Il nous semble également urgent de déterminer d'une manière claire et nette les moyens destinés à ramener ledit gouvernement dans les voies de ses devoirs, si jamais il venait à les méconnaître.

D'ordre de Sa Majesté Impériale, je vous invite à communiquer cette dépêche à M. le ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, et à lui dire que nous sommes prêts à nous entendre sur les bases susindiquées avec MM. les représentants des hauts gouvernements garants, aussitôt qu'ils y auront été autorisés par leurs cours respectives.

Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin.

Paris, le 13 mai 1861.

M. l'ambassadeur de Turquie m'a remis la communication de la Porte au sujet des Principautés-Unies, et j'ai l'honneur de vous la transmettre ci-jointe. Elle confirme ce que je vous ai mandé des intentions du gouvernement ottoman, ainsi que des considérations

qui le dirigeant. Il a pesé les observations qui lui ont été présentées par le prince Couza pendant son séjour à Constantinople, et il en a reconnu la justesse. Désirant pourvoir aux difficultés qui paralysent la marche de l'administration dans les Principautés, il consent à ce que, durant la vie du prince appelé par une double élection à les gouverner, les deux assemblées soient réunies, et à ce qu'il n'y ait pour la Moldavie et la Valachie qu'un seul ministère : dispositions qui impliquent la suppression de la Commission de Fokschani. La Porte admet en même temps l'opportunité d'une révision de la loi électorale.

Je vous ai fait part, M....., des raisons qui nous paraissent devoir déterminer toutes les puissances à s'associer à la pensée du gouvernement ottoman. Une conduite toute différente, lorsque les Principautés connaissent déjà les propositions de la Porte, aurait des inconvénients de plus d'un genre, et pourrait notamment compromettre la tranquillité du pays. Bien que la première impression du cabinet de Vienne n'ait pas été favorable, nous espérons qu'il prendra l'état des choses en sérieuse considération, et que les puissances seront unanimes pour donner leur assentiment et leur approbation aux propositions du gouvernement ottoman.

Quant à la manière de procéder pour constater l'entente des cabinets, nous estimons, M....., que la plus simple sera celle qui répondra le mieux à toutes les convenances. Convoquer les plénipotentiaires en conférence, ce serait peut-être donner à cette affaire plus d'importance et de solennité qu'elle n'en comporte. D'ailleurs, dans le protocole du 6 septembre 1859, qui a régularisé la double élection du prince Couza, les puissances, considérant ce fait comme en dehors des prévisions de la Convention du 19 août 1858, ont semblé vouloir laisser une plus grande part à l'initiative de la Porte dans les questions qui pouvaient s'y rattacher. Des communications individuelles adressées à Constantinople, en réponse à celle du gouvernement ottoman, seraient donc, à notre avis, la forme la plus convenable pour manifester l'accord des cabinets, et, après avoir reçu leur adhésion, il lui appartiendrait d'arrêter les termes du firman destiné à consacrer les concessions que le Sultan accorde spontanément aux Principautés en communiquant toutefois cet acte aux représentants, avant d'y donner suite.

En procédant ainsi, l'on obtiendrait en outre l'avantage d'écarter la difficulté signalée par le cabinet de Vienne, et qui résulte de la position du gouvernement du roi Victor-Emmanuel, reconnu par une seule des grandes puissances comme roi d'Italie. La marche que j'indique nous paraît donc à tous égards de nature à réunir l'adhésion des cabinets.

Pour ce qui est de la loi électorale, les propositions que le prince Couza sera autorisé à faire pourraient de même être soumises à la Porte par l'hospodar, et les représentants des puissances s'entendraient avec elle sur la résolution qu'il conviendra d'adopter.

Je vous invite, M..., à entretenir M... de notre manière de voir, et je vous serai obligé de me faire savoir s'il la partage.

Signé THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Flahault,
ambassadeur de France à Londres.**

Paris, le 29 août 1861,

Monsieur le comte, M. l'ambassadeur d'Angleterre est venu avant-hier me donner lecture de la dépêche dans laquelle lord Russell expose son opinion relativement à la marche à suivre pour régler la question des principautés du Danube. Comme il l'avait dit à M. de Châteaurenard, le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique est d'avis que les cabinets fassent connaître à la Porte leur adhésion à l'union législative et administrative des Principautés pendant la vie du prince Couza, et que les représentants des puissances à Constantinople soient autorisés à s'entendre dans des réunions avec les ministres du Sultan pour la révision de la loi électorale. J'ai fait observer à lord Cowley que j'étais d'autant plus disposé à me rallier complètement aux idées émises par lord Russell qu'elles sont entièrement conformes à celles que je n'ai cessé d'exprimer depuis le 13 mai, époque à laquelle j'ai apprécié pour la première fois avec vous la communication de la Porte. Je me suis donc félicité de cet accord ; mais, afin de bien préciser les points de détail à résoudre, j'ai eu avec l'ambassadeur d'Angleterre une longue conversation, et il s'est chargé de demander au comte Russell si le programme suivant, que nous avons rédigé ensemble, répondait bien à la pensée du gouvernement anglais.

« 1° Les cabinets adhéreront aux propositions émanées de la Porte au mois de mai, c'est-à-dire à l'union administrative et législative des Principautés, limitée à la vie du prince Couza.

« 2° Cette adhésion sera donnée au moyen de notes que les représentants des Puissances en Turquie adresseront au ministre des affaires étrangères du Sultan.

« 3° La Porte remettra aux représentants, qui l'examineront avec elle, un projet de firman destiné à faire connaître officiellement aux Principautés les modifications dont il s'agit. »

Ces divers points convenus, nous sommes passés à la loi électorale. J'ai dit à lord Cowley que je partageais pleinement la manière de voir

de lord Russell, quant au caractère conservateur des modifications qu'il peut y avoir lieu d'apporter à cette loi, et que les instructions dont notre chargé d'affaires à Constantinople est, dès à présent, muni sont, à cet égard, conçues dans des termes qui ne laissent rien à désirer. En recherchant de quelle façon les représentants des puissances et les ministres ottomans auraient à procéder pour établir leur entente et en formuler le résultat, nous nous sommes reportés, lord Cowley et moi, au protocole du 10 juillet 1858.

« La conférence, y est-il dit, ne s'étant pas trouvée en possession de données statistiques suffisantes pour arrêter, en toute connaissance de cause, les bases de la loi électorale, exprime le vœu que cette loi puisse être révisée pendant la seconde législature, si l'expérience en démontrait la nécessité. Le résultat de cette révision serait sanctionné et promulgué par la cour suzeraine, après entente avec les cours garantes. »

Il a semblé à M. l'ambassadeur d'Angleterre, comme à moi, que cette disposition offrait le moyen le plus naturel de vider la question aujourd'hui controversée entre les cabinets, et que la Porte et les puissances ne seraient appelées à se substituer au droit réservé aux pouvoirs indigènes dans les Principautés que le jour où l'impossibilité d'un accord entre eux, bien clairement démontrée, menacerait de mettre en péril la tranquillité du pays. Nous avons jugé que la révision d'une loi également applicable en Moldavie et en Valachie, sous le régime que le gouvernement ottoman est disposé à leur concéder, ne saurait s'accomplir utilement qu'au sein des assemblées réunies des deux Principautés, et nous avons encore rédigé ensemble la proposition suivante :

« Un projet relatif à la révision de la loi électorale sera présenté aux assemblées réunies dans leur prochaine session, conformément à la décision insérée dans le protocole du 10 juillet 1858 ; le résultat de cette révision sera communiqué à la Sublime Porte pour être sanctionné et promulgué après entente avec les cours garantes. »

Lord Cowley sortait de chez moi lorsque M. l'ambassadeur de Russie s'y est présenté, et les affaires des Principautés ont été également l'objet de l'entretien que j'ai eu avec lui. M. le comte Kisseleff m'a communiqué une dépêche de M. le prince Gortschakoff, dont voici les conclusions :

« 1^o Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne tient pas à l'idée de prolonger pour trois ans l'état de choses actuel dans les Principautés ;

« 2^o Il adhère à la voie des réponses séparées à adresser à la Porte, mais il désire un échange d'idées préalables entre les représentants des grandes puissances, sans conférences formelles, et sous telle forme officieuse qui sera choisie ;

« 3^e Il pense que le concours des assemblées est désirable pour opérer la révision de la loi électorale, et que cette révision doit précéder toute discussion sur les autres propositions de la Porte. »

Afin de donner une base à la discussion, je lui ai présenté le programme que je venais d'arrêter confidentiellement avec lord Cowley, sous la réserve de l'agrément des cabinets. J'ai relevé de nouveau les inconvénients, et, à mon sens, le peu d'utilité d'un examen préalable des propositions de la Porte par les représentants accrédités à Constantinople. La question de savoir s'il convient ou non d'y adhérer est de la compétence des cabinets. Éclairées comme elles le sont sur la situation actuelle des Principautés, les puissances sont, assurément, en mesure de décider si l'union administrative et législative de la Moldavie et de la Valachie, pendant la vie du prince Couza, est à leurs yeux un remède ou un danger. L'expérience a maintes fois prouvé que l'entente à Constantinople n'est qu'une conséquence de l'accord des cabinets eux-mêmes. « En un mot, ai-je ajouté, la question essentielle est de savoir ce qu'en principe l'on consent à admettre, et ce que l'on juge ne pas devoir accepter, et, ce point résolu, toutes les autres difficultés se simplifient. Les cabinets sont saisis depuis quatre mois de la communication d'Aali-Pacha; elle a été l'objet d'une correspondance entre eux; ils en ont envisagé les divers aspects au point de vue de leurs relations réciproques, comme à celui des intérêts des Principautés. Ils se trouvent donc en état d'assumer directement la responsabilité d'un avis favorable ou contraire. Si une ou plusieurs des cours garantes conviennent que le *statu quo* pur et simple doit être maintenu, le projet que l'on avait de le modifier tombe de lui-même, et il ne reste plus qu'à attendre les événements. Si, tout en n'appréciant pas au même degré l'efficacité du remède, elles jugent cependant que l'expérience peut être faite, rien ne s'oppose à ce que l'on s'entende sur le moyen pratique d'y pourvoir. C'est là, ai-je dit à M. le comte Kisseleff, ce que j'ai essayé de faire avec lord Cowley; c'est ce que je désire aussi sincèrement essayer avec vous, et, au lieu de laisser à la Porte le soin de préparer à elle seule le projet de firman, nous nous préterions très-volontiers, en ce qui nous concerne, une fois l'adhésion des cabinets donnée en principe aux propositions du gouvernement ottoman, à ce que les représentants des puissances se réunissent avec les ministres turcs pour discuter, dans des pourparlers dont il ne serait pas tenu de protocole, toutes les questions de détail et d'application dérivant de ces propositions. Il serait alors procédé à la rédaction et à l'examen du firman destiné à notifier aux Principautés les modifications apportées à leur organisation. »

J'ai ensuite abordé avec M. l'ambassadeur de Russie la question de savoir si la promulgation de l'union législative et administrative des

Principautés devait précéder ou suivre la révision de la loi électorale. J'ai dit que dans l'état des choses, à Bucharest et à Jassy, je regarderais comme dangereux, avant qu'il n'eût été statué sur les propositions de la Porte, de réunir extraordinairement deux assemblées où les passions seraient excitées, où l'entente ne s'établirait vraisemblablement ni entre l'hospodar et chaque divan, ni entre les divans eux-mêmes, et où des résolutions regrettables naîtraient nécessairement du conflit des opinions et de la confusion des esprits. La marche logique me semblait donc être de donner d'abord à l'autorité administrative et aux pouvoirs législatifs la force de concentration qui leur manque, et de s'en référer ensuite aux termes du paragraphe du protocole du 10 juillet 1858 que j'ai rappelé plus haut. Mon opinion sur le désordre que la discussion préalable de la loi électorale par l'assemblée moldave et par l'assemblée valaque pourrait entraîner est trop arrêtée et trop consciencieuse pour que je ne l'exprime pas en toute franchise. J'ai ajouté néanmoins que ma responsabilité se trouvant ainsi dégagée, je me rallierais à l'avis des autres puissances signataires du traité de Paris, si elles se décidaient à donner la préférence à l'ordre de priorité que propose M. le prince Gortschakoff.

Il est enfin une dernière question que je n'ai examinée ni avec lord Cowley ni avec M. le comte Kisseleff, et sur laquelle mon attention s'est portée en relisant la communication émanée du gouvernement ottoman au mois de mai. Aali-Pacha y appelle l'attention des puissances garantes sur la nécessité de déterminer d'une manière *claire et nette* les moyens propres à ramener le gouvernement des Principautés dans la voie de ses devoirs, si jamais il venait à les méconnaître. De même que pour la révision de la loi électorale, il me semble bon de s'en tenir, autant que possible, aux décisions déjà prises en commun en 1858, pour ce qui est de l'éventualité de désordres dans les Principautés ou d'une atteinte aux droits de la puissance suzeraine, je crois que le plus sage est de s'en rapporter aux résolutions consignées dans le protocole du 6 septembre 1859, qui règlent minutieusement la procédure à suivre en pareil cas, et qu'il n'y aurait lieu, selon moi, de modifier que si les événements venaient à en démontrer l'insuffisance.

Signé : THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Flahault,
à Londres.**

Paris, 19 septembre 1861.

Monsieur le comte, lord Cowley m'a donné lecture de la réponse du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique à nos proposi-

tions concernant la marche à suivre dans l'affaire des principautés. Sur tous les points du projet d'entente que j'avais rédigé avec M. l'ambassadeur d'Angleterre, lord Russell déclare adhérer entièrement à notre manière de voir. Il lui paraît, comme à nous, qu'il y a lieu de faire connaître notre assentiment à la communication de la Porte, au moyen de notes qui seront adressées par les représentants des puissances au ministre des affaires étrangères du Sultan. Lord Russell admet, en outre, la nécessité d'effectuer l'union administrative et législative, en différant la révision de la loi électorale jusqu'au moment où les deux assemblées seront naturellement et légalement réunies en une seule. Quant aux mesures relatives à la répression de désordres éventuels dans les principautés, sans s'exprimer d'une manière aussi explicite, il incline à partager de même l'opinion que j'ai exprimée sur la valeur des garanties stipulées dans cette vue par le congrès et la conférence de Paris. Telle est la substance de la dépêche que lord Cowley a bien voulu me lire et le sens des instructions expédiées à sir Henry Bulwer.

Le chargé d'affaires de France à Vienne me mande que le gouvernement autrichien accepte sans restriction les trois premiers points de notre programme. Si, sur le quatrième point, relatif à l'ordre dans lequel il convient de procéder à la révision de la loi électorale, M. le comte de Rechberg a cru devoir suspendre son jugement, cette réserve s'explique par l'assentiment qu'il avait accordé dans le principe à la combinaison de la Russie, et il a laissé entendre à M. le comte de Mosbourg qu'il ne ferait pas de difficulté de se rallier, à cet égard également, à nos propositions, si le cabinet de Saint-Petersbourg y adhérerait de son côté. Or, M. le duc de Montebello m'apprend, d'autre part, et ces informations me sont confirmées par une communication de M. le comte Kisseleff, que le gouvernement russe renonce à demander la priorité pour la révision de la loi électorale.

Reste l'éventualité de conjonctures en désaccord avec les réserves que la Porte formule en limitant à la vie de l'hospodar actuel l'union qu'elle concède. Nous sommes disposés, en ce qui nous concerne, à rechercher comment il serait possible de satisfaire aux préoccupations de la Porte en tenant compte de toutes les conventions et de tous les intérêts. S'il s'agit uniquement des difficultés qui surviendraient durant la vie du prince Couza, les mesures prévues par le protocole du 6 septembre 1859 nous paraissent suffire à ces nécessités. La procédure à suivre y est minutieusement réglée, et je ne vois pas ce qu'il serait utile d'y ajouter pour mieux déterminer soit les cas dans lesquels il y aurait lieu de faire intervenir l'action combinée des puissances et de la Turquie, soit la forme dans laquelle elle devrait s'exercer. Les cabinets n'ont donc à s'occuper que des efforts que les Principautés pour-

raient faire, après le prince Couza, pour tirer des concessions de la Porte les conséquences contre lesquelles elle parle de se prémunir. Il pourrait être convenu toutefois, dès à présent, que, sans rien modifier aux dispositions du protocole du 6 septembre, les puissances auraient à s'entendre avec la Porte, à la mort du prince régnant, pour se rendre compte de la situation et apprécier les résultats de l'expérience. S'ils étaient reconnus favorables, s'il était constaté que l'union temporaire a contribué au raffermissement de l'ordre, et qu'il est de l'intérêt du gouvernement ottoman comme de celui des Principautés de maintenir cet état de choses, en lui donnant un caractère définitif, les cabinets aviseraient de concert avec la Turquie, et il ne serait pas impossible que cette puissance fût, comme aujourd'hui, la première à suggérer la solution la plus prévoyante et la plus équitable. Cette manière de procéder, qui ne compromet aucun intérêt, puisque le protocole du 6 septembre pourvoit à toutes les complications qui éclateraient durant l'administration du prince Couza, offre l'avantage de permettre aux puissances de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les questions qui se poseraient après lui.

Si cette combinaison était agréée par les cabinets, ils se trouveraient d'accord sur tous les points essentiels, et seraient définitivement en mesure de donner aux propositions du gouvernement ottoman la suite qu'elles comportent.

Signé : THOUVENEL.

**Note officielle adressée aux représentants des puissances
garantes, à Constantinople.**

Je soussigné, ministre *ad interim* des affaires étrangères de la Sublime Porte, ai l'honneur de communiquer, d'ordre de S. M. I. le Sultan, à M....., copie du firman impérial contenant les nouvelles dispositions adoptées d'un commun accord avec les grandes puissances garantes, et pour la vie durant du prince Couza, sur l'organisation administrative et législative des Principautés unies de Moldavie et de Valachie.

La Sublime Porte se flatte que les Moldo-Valaques sauront apprécier l'importance de la modification qui vient de leur être accordée, qu'ils s'efforceront de ne pas en dépasser les limites légitimes, et qu'ils ne chercheront pas à y attribuer un caractère autre que celui qui est spécifié dans le susdit firman impérial.

Il demeure également entendu qu'à la première vacance dans la dignité hospodarale, la Sublime Porte enverra, dans les Principautés, un commissaire qui, conjointement avec les délégués désignés par les hautes puissances garantes, aura à veiller à l'exécution des stipula-

tions de la convention du 19 août 1858, qui, bien entendu, doit alors rentrer en vigueur dans toutes ses parties.

En cas d'une infraction aux stipulations dont il s'agit, la Commission ci-dessus désignée sera chargée d'employer les moyens prescrits par le protocole signé à Paris le 6 septembre 1859.

Le soussigné saisit, etc.

Signé : MEHEMMED-DJEMIL.

Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés unies de Moldavie et de Valachie¹.

Dans un mémoire dernièrement soumis à notre Sublime Porte, le prince Couza, hospodar des Principautés unies de Moldavie et de Valachie, expliquait les grandes difficultés que son administration rencontrait dans le régime de deux assemblées générales et de deux ministères séparés, et les entraves qui en résulteraient pour le progrès de ces deux pays par suite de la réunion de l'hospodarat en sa personne.

Le développement et le progrès de la prospérité de ces pays et de leurs habitants étant l'objet de notre plus grande sollicitude, ledit mémoire a été examiné par notre conseil des ministres avec toute l'attention qu'il méritait.

En effet, le système de l'administration de chacune de ces principautés par un hospodar séparé formant la base de l'organisation actuelle de la Moldavie et de la Valachie, la réunion exceptionnelle des deux hospodarats dans la personne du prince Couza a été naturellement considérée comme devant nécessiter certaines modifications d'une nature également exceptionnelle.

Mais, comme la réunion des deux hospodarats dans une même personne a été reconnue d'une manière exceptionnelle, il devient dès lors évident que les modifications à apporter à la convention conclue à Paris, le 19 août 1858, doivent être conformes à la nature exceptionnelle et temporaire de cette reconnaissance. En conséquence, notre gouvernement, ainsi que les grandes puissances garantes, nos augustes alliées et signataires de ladite convention, après s'être concertés à ce sujet, sont tombés d'accord sur la nécessité d'appliquer les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Tant que les deux hospodarats resteront réunis dans sa personne, le prince Couza gouvernera les Principautés avec le concours d'un seul ministère qui réunira les fonctions exercées jusqu'à présent par les ministères de Moldavie et de Valachie.

1. Publié dans les *Archives* (année 1862), t. I, p. 109.

Art. 2. Les assemblées électives de Moldavie et de Valachie seront réunies dans une seule. Les dispositions renfermées dans les articles 16 et 25 de la convention du 19 août 1858 restent applicables à cette assemblée, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent règlement. La présidence de l'assemblée appartiendra alternativement au métropolitain de la Moldavie et à celui de la Valachie.

Art. 3. La Commission centrale de Fokschani ayant été créée dans le but d'assurer l'unité nécessaire dans l'action des deux ministères et des deux assemblées des Principautés, ses attributions seront naturellement suspendues pendant toute la durée de l'union de ces ministères et de ces assemblées.

Si toutefois le gouvernement des Principautés, d'accord avec l'assemblée élective, trouve qu'une haute assemblée sous le nom de sénat ou sous toute autre dénomination pourrait avantageusement être ajoutée à la constitution pour suppléer à la Commission centrale ainsi suspendue, la Sublime Porte prendra en considération toute proposition dans ce genre qui pourrait être soumise à son appréciation.

Art. 4. Les changements qui pourraient être effectués dans la division administrative des Principautés laisseront intacte la frontière qui les a séparées jusqu'ici.

Art. 5. Il y aura dans chaque Principauté un conseil provincial régulièrement convoqué, conseil qui doit être consulté sur toutes les lois et règlements d'un intérêt spécial à cette Principauté. Ces conseils seront en outre chargés du contrôle de l'administration des fonds provinciaux. Leur composition et les autres attributions dont ils doivent être investis seront déterminées d'un commun accord entre l'hospodar et l'assemblée élective.

Art. 6. A la première vacance de l'hospodarat, les dispositions ainsi modifiées temporairement de ladite convention du 19 août reprendront de droit leur force suspendue.

L'administration sera dévolue au conseil des ministres, qui l'exercera dans les limites prescrites dans l'article 11 de la convention du 19 août.

Si l'assemblée élective est réunie, ses fonctions seront immédiatement suspendues.

Le conseil des ministres procédera, sans délai, à reconstituer, par de nouvelles élections faites conformément à la loi électorale qui sera alors en vigueur, l'assemblée élective de Moldavie et celle de Valachie. Les élections devront être terminées dans le délai de quatre semaines, et les deux assemblées seront réunies chacune séparément à Jassy et à Bucharest, dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront leur réunion, elles devront avoir procédé à l'élection d'un hospodar pour la principauté qu'elles représentent. La présence de trois quarts

du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. Il est entendu que toutes les dispositions de la convention du 19 août, excepté celles qui sont temporairement modifiées restent en pleine vigueur. Le protocole signé dans les conférences de Paris, le 6 septembre 1859, reste également en pleine vigueur pour les cas qui y sont prévus.

Ainsi qu'il a été clairement établi dans le préambule, les changements introduits par ce firman dans la convention du 19 août, d'accord avec les grandes puissances garantes, ne sont en vigueur que pendant la réunion des deux hospodarats dans la personne du prince Couza. En cas de vacance dans l'hospodarat, on procédera conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

En foi de quoi, ce firman, revêtu de Notre Hatt impérial, a été émané. Que le Très-Haut daigne, dans sa bonté infinie, rendre cette décision féconde en heureux résultats pour la prospérité des habitants desdites Principautés.

**L'ambassadeur de France à Constantinople à M. le ministre
des affaires étrangères.**

Péra, 11 décembre 1861.

Monsieur le Ministre, ainsi que j'ai eu l'honneur de l'annoncer à Votre Excellence, le firman relatif à la nouvelle organisation des Principautés Danubiennes ayant été communiqué par la Porte aux représentants des puissances, chacun d'eux a envoyé son adhésion au contenu de cette pièce. Cinq d'entre eux, les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, les ministres d'Italie, de Prusse et de Russie y ont joint une réponse exprimant des réserves à la note qui accompagnait le firman. L'internonce seul ne s'est pas associé à ces réserves et a accusé réception de la note et du firman dans une même pièce.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence copie de mes deux notes.

Signé : MOUSTIER.

**L'ambassadeur de France à M. le ministre des affaires étrangères
de la Sublime Porte.**

Péra, le 11 décembre 1861.

Le soussigné a reçu la copie du projet de firman que S. A. Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, lui a fait

l'honneur de lui adresser et qui renferme les dispositions adoptées par la Sublime Porte, de concert avec les représentants des puissances garantes du traité de Paris de 1856 et de la Convention du 19 août 1858, relativement à l'organisation administrative et législative des Principautés unies de Moldavie et de Valachie. Le soussigné est autorisé à donner son assentiment au nom du gouvernement de S. M. l'Empereur des Français aux modifications apportées par ce firman, pour la durée du règne du prince Couza, dans l'organisation desdites provinces.

Le soussigné, etc.

Signé : MOUSTIER.

**L'ambassadeur de France à M. le ministre des affaires étrangères
de la Sublime Porte.**

Le soussigné a reçu la note qui accompagne la communication du firman promulguant les dispositions arrêtées par la Sublime Porte de concert avec les représentants des puissances signataires du traité de Paris de 1856 et de la convention du 19 août 1858, relativement à l'organisation administrative et législative des Principautés unies de Moldavie et de Valachie. Le soussigné a cru remarquer que dans la note aussi bien que dans le firman, S. A. Aali-Pacha semblait se référer purement et simplement au protocole du 6 septembre 1859 comme applicable indistinctement à toute situation qui pourrait se produire après le règne du prince Couza aussi bien que pendant la durée de son administration.

Le soussigné, ayant pris bonne note des explications données par S. A. Aali-Pacha, est persuadé que telle n'est pas sa pensée.

Tout en constatant que les changements contenus dans le firman ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte, le soussigné a la conviction, partagée par son gouvernement, que si les changements qui viennent d'être décrétés amenaient les heureux résultats que la Sublime Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations, désire leur assurer, le gouvernement de S. M. le Sultan s'empresserait d'examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que le soussigné n'hésite pas à déclarer que le gouvernement de l'Empereur prêterait, le cas échéant, à la Sublime Porte, dans la mesure des traités, l'appui nécessaire pour se livrer avec sécurité à cet examen.

Il est entendu, du reste, que dans le cas où une infraction aux conventions et traités intervenus entre les Puissances serait signalée par la Sublime Porte auxdites Puissances, le gouvernement de l'Empereur

ne manquerait pas de participer avec les autres cours à la constatation de cette infraction et à la nomination de leurs délégués respectifs. Le gouvernement de l'Empereur se concerterait également sur les mesures qui, d'un commun accord, pourraient être jugées opportunes suivant les formes indiquées par le protocole du 6 septembre 1859, mais pour les cas seulement qui y sont expressément prévus.

Le soussigné, etc.

Signé : MOUSTIER.

Circulaire aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 10 décembre 1861.

Monsieur, au mois de mai dernier, la Porte avait saisi les puissances signataires de la convention du 19 août 1858, relatives aux Principautés du Danube, d'une proposition tendant à accorder à ces provinces une complète union administrative et législative durant la vie de l'hospodar actuel. Cette proposition avait pour objet de mettre les institutions créées pour deux principautés distinctes, quoique rattachées par certains liens, en harmonie avec le choix fait par elles d'un seul et même chef de gouvernement.

La concession offerte par la Porte était conforme aux vœux des populations dont le prince Couza s'était rendu l'organe pendant un voyage accompli à Constantinople, au mois d'octobre 1860, et elle répondait trop bien à l'opinion soutenue par le gouvernement de Sa Majesté dans les conférences de Paris pour n'avoir pas notre entier assentiment. Nous n'avons donc pas hésité à l'approuver, en faisant, en outre, tout ce qui pouvait dépendre de nous pour y rallier l'adhésion des autres puissances. Désirant voir adopter le mode de délibération le plus propre à prévenir la manifestation des divergences que le principe de l'union de la Moldavie et de la Valachie avait rencontrées antérieurement, nous avons suggéré que, sans recourir à une convocation de la conférence à Paris, les cabinets se missent d'accord avec la Porte, par l'entremise de leurs représentants à Constantinople. L'entente vient d'être définitivement établie, et le firman qui, en conséquence de cette entente, consacre l'union administrative et législative des Principautés pour la vie du prince Couza, est aujourd'hui un acte officiel.

Cette concession est faite à titre temporaire. Il a toutefois été entendu qu'à la mort de l'hospodar, avant de porter un jugement sur la décision à prendre, les Puissances examineraient, de concert avec la Porte, l'état des Principautés et le résultat de l'expérience. Cette réserve leur permettra de se prononcer en parfaite connaissance de cause

sur la question de savoir s'il y a lieu de rentrer dans les termes de l'organisation instituée par la convention du 19 août 1858, ou de maintenir, en lui donnant un caractère définitif, celle sur laquelle les cabinets viennent de tomber d'accord. Nous nous félicitons d'une combinaison propre à écarter les difficultés qui, depuis quelque temps, paralysaient le gouvernement des Principautés, et nous aimons d'ailleurs à reconnaître la part d'initiative prise par la Porte dans un arrangement qui offre l'avantage de satisfaire aux nécessités présentes, en laissant l'avenir ouvert à toutes les améliorations.

Signé : THOUVENEL.

ÉTATS-UNIS.

Nous publierons dans un prochain numéro la série des documents communiqués au congrès par le président des États-Unis, et nous donnerons en même temps la liste des documents relatifs à la crise américaine qui ont été publiés par les *Archives*. Nous nous bornerons à indiquer aujourd'hui ceux qui concernent le gouvernement français et que les *Archives* ont déjà reproduits.

Déclaration de neutralité de la France dans la guerre des États-Unis d'Amérique et les États confédérés, 19 juin 1861..... tome III (1861), page 133

Note circulaire de M. Seward, secrétaire d'État, aux représentants des États-Unis en Europe, au sujet de la déclaration du 18 avril 1856 du congrès de Paris sur le droit maritime, et déclarant l'accepter dans les circonstances actuelles, 24 avril 1861..... tome IV (1861), page 115

Protocoles du congrès de Paris, 3 mars, 14 et 16 avril 1856, tome I (1862), page 143

Déclaration du congrès de Paris sur le droit maritime, 16 avril 1856.....

..... tome I (1862), page 146

Note de M. Marcy, secrétaire d'État des États-Unis, au comte de Sartiges, ministre de France à Washington, en réponse à la communication du 16 avril 1856, 28 juillet 1856..... tome I (1862), page 146

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier, ministre de France, à Washington.

Paris, le 11 mai 1861.

Monsieur, vous savez déjà par la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire, le 25 avril dernier, quelle a été l'impression produite sur le gouvernement de l'Empereur par les événements qui s'accomplissent aux États-Unis. Il était impossible qu'il ne vît pas avec le plus profond regret l'imminence d'une rupture de cette grande Union américaine pour laquelle la France a constamment professé les plus sincères sympathies. Il appelait, en conséquence, de tous ses vœux, un apaisement des passions, si violemment soulevées dans les deux parties de l'Union, ou, tout au moins, un compromis quelconque qui la préservât des périls et des calamités d'une lutte intestine. Ses dé-

sirs étaient trop vifs à cet égard pour qu'il ne conservât pas jusqu'au dernier moment l'espoir que la crise actuelle passerait, comme ont passé d'autres crises de même nature, sans briser le lien qui, en réunissant en faisceau tant d'éléments divers de force et de richesse, a fait des États-Unis une des plus puissantes et des plus prospères nations du globe. C'est dans ce sentiment, ainsi que je vous ai invité à le déclarer, que nous avons résolu de nous maintenir, autant qu'il dépendrait de nous, en dehors du différend si sérieux qui éclatait entre le nord et le sud de l'Union, en nous bornant seulement à faire entendre, dans le cas où l'occasion nous en serait fournie, des paroles de paix et de conciliation conformes à la cordialité et à la loyauté de nos rapports antérieurs avec le cabinet de Washington. J'ai dû, toutefois, réserver le droit, pour le gouvernement de l'Empereur, de tenir compte aussi des intérêts qu'il aurait à protéger du jour où la nature des faits accomplis lui en imposerait l'obligation. Or, il n'est malheureusement plus possible de se dissimuler que l'état des choses aux États-Unis s'est profondément aggravé depuis la dépêche que je viens de rappeler. Tandis qu'on multipliait les efforts pour arriver à une conciliation patriotique, des actes d'hostilité, qu'il ne nous appartient pas de juger, sont soudainement venus leur enlever, quant à présent, toute chance de succès, et l'on ne saurait plus contester qu'aujourd'hui les deux parties de l'Union ne soient en état de guerre ouverte.

Le gouvernement de l'Empereur n'entend se prononcer ni sur la justice des griefs allégués par les États du Sud pour se séparer de l'Union, ni sur les raisons et les arguments qu'on peut puiser dans la *constitution* des États-Unis ou dans l'interprétation des faits qui ont présidé à leur origine pour soutenir que chaque État a conservé en certain cas, ou a, au contraire, complètement perdu le droit de se séparer de la confédération; ce sont là des questions de droit intérieur à l'examen et à la solution desquelles il doit rester absolument étranger. Il n'entend pas davantage préjuger l'issue définitive de la lutte dès à présent entamée entre le cabinet de Washington et les États séparatistes, et il n'a pas varié dans sa résolution de garder la plus stricte impartialité au milieu des conflits qui vont se produire; mais, en présence d'une situation dont le développement, désormais inévitable, doit entraîner pour les intérêts étrangers engagés aux États-Unis tous les dangers qui sont la conséquence ordinaire d'un état de guerre, il y a évidemment obligation impérieuse pour le gouvernement français d'examiner quel est le caractère qu'il doit, sous ce rapport, reconnaître aux partis en lutte. Il est certain que, fondée ou non à agir ainsi, une portion notable de l'Union américaine s'est constituée en confédération séparée, et que cette confédération, maîtresse

de vastes et riches contrées, usant de toutes les ressources et de tous les moyens d'administration dont elles étaient individuellement en possession, a placé à sa tête une autorité incontestée là où elle s'exerce, et qui, par l'espèce de régularité avec laquelle elle fonctionne, revêt aux yeux des puissances étrangères toutes les apparences d'un gouvernement de fait. Dès lors, il faut bien reconnaître que dans de telles conditions, et quels que soient ses regrets d'un semblable état de choses, le gouvernement de l'Empereur ne peut considérer les deux parties contendantes autrement que comme deux belligérants employant l'un contre l'autre les forces dont ils disposent, conformément aux principes du droit des gens. Déjà des deux côtés on a décrété les mesures de coercition qu'on s'est jugé en droit de prendre en qualité de belligérant.

Tandis que M. le président Lincoln publiait une proclamation qui annonçait l'intention de soumettre les ports du Sud à un blocus rigoureux, le gouvernement fonctionnant à Montgomery manifestait la résolution de délivrer des lettres de marque à des croiseurs destinés à agir contre le commerce des États du Nord. Le cabinet de Washington comprendra que, dès ce moment, le gouvernement de l'Empereur ait à se préoccuper de sa qualité de neutre et du soin de sauvegarder, comme il aurait à le faire dans une guerre ordinaire, les intérêts de ses nationaux. En me reportant à la communication adressée le 28 juillet 1856 par le secrétaire d'État de l'Union au comte de Sartiges, en réponse à une proposition d'adhésion à la déclaration du congrès de Paris sur le droit maritime, je ne puis mettre en doute que nous ne trouvions M. le président Lincoln disposé à nous accorder aujourd'hui les garanties qu'on peut regarder comme acquises désormais, tacitement ou expressément, à tous les neutres en temps de guerre, je veux parler de la liberté de la marchandise ennemie sous pavillon neutre et de celle de la marchandise neutre sous pavillon ennemi, sous la seule exception de la contrebande de guerre. M. Mason, en exposant, en effet, dans le document que je viens de citer, les raisons qui ne permettaient pas aux États-Unis d'adhérer au principe de l'abolition de la course, s'il n'était décidé en même temps que la propriété privée sur mer serait exempte de saisie, ajoutait qu'en tous cas son gouvernement donnait son assentiment aux trois autres propositions énoncées dans la déclaration du congrès de Paris. Il n'en pouvait être autrement, puisque le cabinet de Washington se trouvait avoir déjà demandé lui-même, par une initiative honorable, que deux de ces propositions notamment, c'est-à-dire celles énoncées plus haut, constituassent à l'avenir une règle permanente du droit international. La résolution prise par les puissances représentées au congrès de Paris d'établir une solidarité absolue entre les

quatre propositions qu'elles avaient proclamées et les incertitudes qu'éprouva plus tard le cabinet de Washington lui-même au sujet des modifications qu'il tenait à faire subir au principe de l'abolition de la course avant de l'adopter, empêchèrent de constater plus solennellement que les États-Unis étaient d'accord avec toutes les puissances qui ont adhéré à la déclaration du 16 avril, garantissant une entière immunité à la marchandise ennemie sous pavillon neutre et à la marchandise neutre sous pavillon ennemi.

Il ne semble pas pourtant que l'admission de ce double principe par le cabinet de Washington puisse faire discussion aujourd'hui; la libéralité de sa doctrine sur ces deux points et ses efforts à diverses époques pour les faire prévaloir nous inspirent donc la confiance que M. le président Lincoln accueillera la proposition que je vous invite à lui adresser, afin d'obtenir l'assurance formelle que si les hostilités déjà commencées doivent, comme il n'y a malheureusement plus à en douter, embrasser tout le territoire de l'Union, le cabinet de Washington accordera aux neutres les garanties résultant de la seconde et de la troisième des propositions du congrès de Paris, c'est-à-dire que ses croiseurs respecteront la marchandise ennemie sous pavillon neutre et la marchandise neutre sous pavillon ennemi. Je n'ai pas besoin de vous dire, monsieur, que le gouvernement de l'Empereur, tout en comptant sur l'accueil favorable qui sera fait à votre démarche, en apprendra le succès avec une véritable satisfaction, à raison des intérêts considérables qu'a justement alarmés la nouvelle des dernières complications survenues aux États-Unis. Il devra être également entendu que si le cabinet de Washington juge à propos de délivrer des lettres de marque, ses corsaires devront se comporter de la même manière que les croiseurs appartenant à la marine militaire de l'Union, obéir aux mêmes règles, et que le gouvernement de l'Empereur, en cas d'avaries ou de dommages causés à ses nationaux par les corsaires américains, se trouverait fondé à en rendre responsable le gouvernement duquel ils tiendraient leurs lettres de marque. Je ne suppose pas, au reste, qu'il y ait le moindre doute dans l'esprit de M. le président Lincoln sur cette conséquence toute naturelle de l'emploi qu'il ferait de corsaires, concurremment avec ses navires de guerre. Le cabinet de Washington ne s'étonnera pas que nous soyons dans le cas de réclamer des deux parties belligérantes les garanties que vous êtes chargé de lui demander, et que nous provoquions, par conséquent, le gouvernement installé à Montgomery à s'expliquer aussi à ce sujet.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche à M. Seward et lui en laisser une copie.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier, à Washington.

Paris, 16 mai 1861.

Monsieur, j'ai vu M. Sandford, que M. Seward, en attendant l'arrivée de M. Dayton, a accrédité auprès de moi par une lettre particulière. Je lui ai exprimé les vifs regrets que nous éprouvions en voyant les États-Unis livrés désormais à tous les périls et à toutes les chances d'une lutte déplorable, et je lui ai notamment parlé des sentiments personnels de l'Empereur à ce sujet, et de la satisfaction avec laquelle Sa Majesté emploierait ses bons offices, s'ils venaient à être jugés utiles, dans le sens d'une conciliation entre les deux partis aujourd'hui en présence. L'Empereur, en effet, a tenu de tout temps en trop haute estime les grandes qualités du peuple américain, et a toujours eu trop à cœur de resserrer les liens qui l'unissent à la France, pour envisager avec indifférence les calamités qui le menacent à l'heure actuelle. Sa Majesté désire que les États-Unis ne perdent point, par un fractionnement politique, leur caractère de grande puissance, et n'abdiquent pas, au préjudice des intérêts généraux de la civilisation et de l'humanité, le rôle que leur assignait déjà leur rapide et brillant développement. Elle n'entrevoit pas, d'ailleurs, sans inquiétude la perturbation extrême qu'un conflit entre les deux parties de l'Union jettera forcément dans les relations commerciales si importantes et si étendues que toutes les nations entretiennent avec la Confédération.

S'il venait donc à se produire telles circonstances où l'intervention toute amicale de l'Empereur parût propre à amener un rapprochement entre les États du Sud et ceux du Nord, Sa Majesté se prêterait, avec le plus cordial empressement, à contribuer, dans la mesure de son influence, au raffermissement et au maintien de l'Union.

Je ne doute pas que M. Sandford ne rende un compte exact à son gouvernement de ce que j'ai été conduit à lui dire à ce sujet dans mes conversations avec lui. Mais je vous autorise, en tous cas, à dire, de votre côté, les mêmes choses à M. Seward. Il ne s'agit pas, bien entendu, de saisir le cabinet de Washington d'une proposition de médiation. Ce n'est ni une ouverture ni même une insinuation que nous lui faisons. Nous tenons uniquement à ce qu'il n'ignore pas les sentiments de Sa Majesté. C'est dans cette pensée que vous aurez à vous en entretenir, quand vous en aurez l'occasion, avec le secrétaire d'État de l'Union et même avec M. le président Lincoln.

Signé : THOUVENEL.

Paris, le 10 juin 1861.

Le ministre des affaires étrangères a soumis à l'Empereur la déclaration suivante, que Sa Majesté a revêtue de son approbation :¹.

DÉCLARATION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, prenant en considération l'état de paix qui existe entre la France et les États-Unis d'Amérique, a résolu de maintenir une stricte neutralité dans la lutte engagée entre le gouvernement de l'Union et les États qui prétendent former une confédération particulière.

En conséquence, Sa Majesté, vu l'article 14 de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, l'article 3 de la loi du 10 avril 1825, les articles 84 et 85 du Code pénal, 65 et suivants du décret du 24 mars 1852, 313 et suivants du Code pénal maritime, et l'article 21 du Code Napoléon,

DÉCLARE :

1° Il ne sera permis à aucun navire de guerre ou corsaire de l'un ou de l'autre des belligérants d'entrer et de séjourner avec des prises dans nos ports ou rades pendant plus de 24 heures, hors le cas de relâche forcée ;

2° Aucune vente d'objets provenant de prises ne pourra avoir lieu dans nosdits ports ou rades ;

3° Il est interdit à tout Français de prendre commission de l'une des deux parties pour armer des vaisseaux en guerre, ou d'accepter des lettres de marque pour faire la course maritime, ou de concourir d'une manière quelconque à l'équipement ou à l'armement d'un navire de guerre ou corsaire de l'une des deux parties ;

4° Il est également interdit à tout Français, résidant en France ou à l'étranger, de s'enrôler ou de prendre du service soit dans l'armée de terre, soit à bord des bâtiments de guerre ou des corsaires de l'un ou de l'autre des belligérants ;

5° Les Français résidant en France ou à l'étranger devront également s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois de l'Empire ou du droit des gens, pourrait être considéré comme un acte hostile à l'une des deux parties, et contraires à la neutralité que nous avons résolu d'observer.

Les contrevenants aux défenses et recommandations contenues dans la présente déclaration seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1825 et aux articles 84 et 85 du Code pénal, sans préjudice de l'application qu'il pourrait y avoir lieu de faire auxdits contrevenants des dispositions de l'article 21 du Code

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 133.

Napoléon et des articles 65 et suivants du décret du 24 mars 1852 sur la marine marchande, 313 et suivants du Code pénal pour l'armée de mer.

Sa Majesté déclare, en outre, que tout Français qui ne se sera pas conformé aux présentes prescriptions ne pourra prétendre à aucune protection de son gouvernement contre les actes ou mesures, quels qu'ils soient, que les belligérants pourraient exercer ou décréter.

NAPOLÉON.

Le Ministre des Affaires étrangères,

E. THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier.

Paris, le 18 juin 1861.

Monsieur, vous lirez au *Moniteur* du 11 juin la *déclaration* que le gouvernement de l'Empereur a cru devoir publier, dans les circonstances actuelles, en vue de préciser les conséquences les plus importantes de la neutralité qu'il désire garder au milieu des événements dont les États-Unis sont le théâtre. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que cette déclaration se borne à reproduire les prescriptions de notre législation, qu'elle n'y introduit aucune règle ni aucun principe nouveaux; vous ne négligerez pas, toutefois, de bien l'établir si, dans l'ignorance où l'on serait autour de vous de l'existence antérieure des dispositions rappelées par la *déclaration* de Sa Majesté, on venait à supposer que quelques-unes d'entre elles constituent des prescriptions toutes récentes, et applicables seulement à la situation présente. Le gouvernement de l'Empereur a tenu purement et simplement à ce que, d'une part, les belligérants fussent éclairés, dès le principe, sur le traitement résultant pour tout navire de guerre et corsaire étranger dans les ports de l'Empire, des dispositions de la loi française, et, d'autre part, à ce que ses nationaux ne fussent pas entraînés, par un oubli momentané des obligations qui leur sont imposées en tout temps, à prendre parti dans une lutte à laquelle ils doivent demeurer étrangers.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier.

Paris, le 20 juin 1861.

Monsieur, M. Rost, qui a été, comme vous le savez, envoyé en Europe par le congrès de Montgomery en qualité de délégué des États sécedés, est arrivé ici après s'être arrêté en Angleterre. Lord J. Rus-

sell l'ayant reçu à Londres à titre privé, je n'ai pas cru devoir lui refuser un rendez-vous semblable. Je me suis borné à lui exprimer mes vifs regrets des événements qui ont éclaté en Amérique, et à lui déclarer que si nous entendions observer la plus stricte neutralité au milieu de la lutte qui s'engageait, nous n'en formions pas moins les vœux les plus sincères pour que les deux partis s'épargnassent une période de calamités dont le monde entier aurait également à souffrir les conséquences, en venant à temps à un arrangement qui laissât subsister dans son intégrité l'œuvre des fondateurs de la république des États-Unis.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier¹.

Paris, le 3 décembre 1861.

Monsieur, l'arrestation de MM. Mason et Slidell à bord du paquebot anglais *le Trent*, par un croiseur américain, a produit en France, sinon la même émotion qu'en Angleterre, au moins un étonnement et une sensation extrêmes. L'opinion publique s'est aussitôt préoccupée de la légitimité et des conséquences d'un acte semblable, et l'impression qu'elle en a ressentie n'a pas été un instant douteuse. Le fait lui a paru tellement en désaccord avec les règles ordinaires du droit international qu'elle s'est plu à en faire exclusivement peser la responsabilité sur le commandant du *San Jacinto*. Il ne nous est pas donné encore de savoir si cette supposition est fondée, et le gouvernement de l'Empereur a dû dès lors examiner aussi la question que soulevait l'enlèvement de deux passagers du *Trent*. Le désir de prévenir un conflit imminent peut-être entre deux puissances pour lesquelles il est animé de sentiments également amicaux, et le devoir de maintenir, à l'effet de mettre les droits de son propre pavillon à l'abri de toute atteinte, certains principes essentiels à la sécurité des neutres, l'ont, après mûre réflexion, convaincu qu'il ne pouvait en cette circonstance rester complètement silencieux.

Si, à notre grand regret, le cabinet de Washington était disposé à approuver la conduite du commandant du *San Jacinto*, ce serait ou en considérant MM. Mason et Slidell comme des ennemis, ou en ne voyant en eux que des rebelles. Dans l'un comme dans l'autre cas, il y aurait un oubli extrêmement fâcheux de principes sur lesquels nous avions toujours trouvé les États-Unis d'accord avec nous.

A quel titre, en effet, le croiseur américain aurait-il, dans le premier cas, arrêté MM. Mason et Slidell? Les États-Unis ont admis avec

1. Publié dans les *Archives*, année 1862, tome I, page 87.

nous, dans les traités conclus entre les deux pays, que la liberté du pavillon s'étendait aux personnes trouvées à bord, fussent-elles ennemies de l'une des deux parties, à moins qu'il ne s'agît de gens de guerre actuellement au service de l'ennemi. MM. Mason et Slidell étaient donc, en vertu de ce principe, que nous n'avons jamais rencontré de difficulté à faire insérer dans nos traités d'amitié et de commerce, parfaitement libres sous le pavillon neutre de l'Angleterre. On ne prétendra pas, sans doute, qu'ils pouvaient être considérés comme contrebande de guerre. Ce qui constitue la contrebande de guerre n'est pas encore, il est vrai, précisément fixé, les limites n'en sont pas absolument les mêmes pour tout le monde; mais en ce qui se rapporte aux personnes, les stipulations spéciales qu'on rencontre dans les traités concernant les gens de guerre définissent nettement le caractère de celles qui peuvent seules être saisies par les belligérants. Or, il n'est pas besoin de démontrer que MM. Mason et Slidell ne sauraient être assimilés aux personnes de cette catégorie.

Il ne resterait dès lors à invoquer, pour expliquer leur capture, que ce prétexte qu'ils étaient les porteurs de dépêches officielles de l'ennemi. Or c'est ici le moment de rappeler une circonstance qui domine toute cette affaire, et qui rend injustifiable la conduite du croiseur américain. *Le Trent* n'avait pas pour destination un point appartenant à l'un des belligérants. Il portait en pays neutre sa cargaison et ses passagers, et c'était de plus dans un port neutre qu'il les avait pris. S'il était admissible que, dans de telles conditions, le pavillon neutre ne couvrit pas complètement les personnes et les marchandises qu'il transporte, son immunité ne serait plus qu'un vain mot : à chaque instant le commerce et la navigation des puissances tierces auraient à souffrir de leurs rapports innocents ou même indirects avec l'un ou l'autre des belligérants. Ces derniers ne se trouveraient plus seulement en droit d'exiger des neutres une entière impartialité, de leur interdire toute immixtion aux actes d'hostilité; ils apporteraient à la liberté de commerce et de navigation des restrictions dont le droit international moderne s'est refusé à admettre la légitimité. On en reviendrait, en un mot, à des pratiques vexatoires contre lesquelles, à d'autres époques, aucune puissance n'a plus vivement protesté que les États-Unis.

Si le cabinet de Washington ne voulait voir dans les deux personnes arrêtées que des rebelles qu'il est en droit de saisir, la question, pour se placer sur un autre terrain, n'en saurait être résolue davantage dans un sens favorable à la conduite du commandant du *San Jacinto*. Il y aurait, en pareil cas, méconnaissance du principe qui fait d'un navire une portion du territoire de la nation dont il porte le pavillon, et violation de l'immunité qui s'oppose à ce qu'un sou-

verain étranger y exerce, par conséquent, sa juridiction. Il n'est pas nécessaire, sans doute, de rappeler l'énergie avec laquelle, en toute occasion, le gouvernement des États-Unis a défendu cette immunité et le droit d'asile qui en est la conséquence.

Ne voulant pas entrer dans une discussion plus approfondie des questions soulevées par la capture de MM. Mason et Slidell, j'en ai dit assez, je crois, pour établir que le cabinet de Washington ne saurait, sans porter atteinte à des principes dont les puissances neutres sont également intéressées à assurer le respect, ni sans se mettre en contradiction avec sa propre conduite jusqu'à ce jour, donner son approbation aux procédés du commandant du *San Jacinto*. En cet état de choses, il n'a évidemment pas, selon nous, à hésiter sur la détermination à prendre. Lord Lyons est chargé de présenter les demandes de satisfaction que le gouvernement anglais est dans la nécessité de formuler, et qui consistent dans la relaxation immédiate des personnes enlevées à bord du *Trent*, et dans l'envoi d'explications qui ôtent à ce fait tout caractère offensant pour le pavillon britannique. Le gouvernement fédéral s'inspirera d'un sentiment juste et élevé en déférant à ces demandes. On chercherait vainement dans quel but, dans quel intérêt, il risquerait de provoquer, par une attitude différente, une rupture avec la Grande-Bretagne. Pour nous, qui verrions dans ce fait une complication, déplorable à tous égards, des difficultés avec lesquelles le cabinet de Washington a déjà à lutter, et un précédent de nature à inquiéter sérieusement toutes les puissances restées en dehors du conflit actuel, nous croyons donner un témoignage de loyale amitié au cabinet de Washington en ne lui laissant pas ignorer, en cette circonstance, notre manière de voir. Je vous invite donc, monsieur, à saisir la première occasion de vous en ouvrir franchement avec M. Seward et, s'il vous en fait la demande, de lui remettre une copie de cette dépêche.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Flahault.

Paris, le 4 décembre 1861.

L'incident que fait naître le procédé du commandant du bâtiment des États-Unis le *San Jacinto*, à l'égard du paquebot anglais le *Trent*, ne pouvait nous trouver indifférents : nous avons vu avec regret les embarras qu'il suscite au gouvernement de Sa Majesté Britannique, et les complications qu'il ajoute à celles qui résultent déjà du conflit américain. Nous ne pouvions d'ailleurs concevoir aucun doute ni éprouver aucune hésitation dans nos appréciations sur la question de droit. Pour l'envisager comme le cabinet de Londres, nous n'avions

qu'à nous inspirer de nos propres traditions. Guidés en outre par le désir de contribuer, autant qu'il dépend de nous, à faciliter l'aplanissement de cette difficulté, nous avons jugé utile de faire connaître, sans retard, au cabinet de Washington le jugement que nous portons sur la conduite du commandant du *San Jacinto*, et de présenter au secrétaire d'État de l'Union les considérations qui nous paraissent justifier les légitimes susceptibilités du cabinet anglais. J'adresse à cet effet, à M. Mercier, la dépêche dont vous trouverez la copie ci-jointe, et je vous autorise à en donner lecture à lord Russell.

Signé : THOUVENEL.

Le comte de Flahault à M. le ministre des affaires étrangères.

Londres, le 6 décembre 1861.

Monsieur le ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous le n° 156 de la direction politique, relative à l'affaire du *Trent*, et la dépêche au ministre de l'Empereur à Washington qu'elle renfermait. Lord Russell, que j'ai vu aujourd'hui pour lui en donner lecture, a été vivement frappé de l'argumentation de Votre Excellence; il pense qu'on ne saurait défendre les droits des neutres d'une façon plus habile et plus précise. Le premier secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique m'a particulièrement chargé de vous dire combien il était sensible, ainsi que tout le gouvernement de la reine, à la démarche que Votre Excellence a bien voulu faire et à l'appui qui leur a été donné en cette circonstance par le gouvernement de l'Empereur.

Signé : FLAHAULT.

M. Mercier à M. le ministre des affaires étrangères.

Washington, le 27 décembre 1861.

Monsieur le ministre, j'ai reçu hier la dépêche n° 32 que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 3 de ce mois, au sujet de la question du *Trent*.

J'ai voulu porter sans le moindre retard cette importante communication à la connaissance du cabinet de Washington. N'ayant pas rencontré M. Seward, j'ai remis la dépêche de Votre Excellence entre les mains de M. Seward fils, en le priant de la faire parvenir à son père, séance tenante, s'il n'y voyait pas d'inconvénient.

Dans l'après-midi, j'ai eu l'occasion de rencontrer M. Seward. Il me remercia de l'empressement que j'avais mis à l'éclairer sur les vues

de mon gouvernement, et me dit que rien n'était encore décidé, mais qu'aussitôt qu'une décision aurait été prise, il me ferait une réponse qui ne pourrait être qu'amicale. Je reçois à l'instant cette réponse, et Votre Excellence verra qu'elle est très-amicale en effet.

Lord Lyons est en même temps averti que les prisonniers vont lui être restitués.

M. le ministre d'Angleterre attribue en grande partie le succès de ses démarches à la dépêche de Votre Excellence.

Signé MERCIER.

M. Seward à M. Mercier.

Département d'État, Washington, 27 décembre 1861.

Monsieur, j'ai soumis au président la copie que vous m'avez laissée d'une dépêche qui vous a été adressée, le 3 décembre, au sujet des actes récents du capitaine Wilkes, qui a arrêté certaines personnes à bord du steamer anglais *Trent*.

Avant de recevoir cette note, le président avait pris une décision sur la manière de régler cette affaire qui a fait naître tant d'inquiétude en Europe. Cette conclusion de l'affaire me dispense, je crois, de la discuter en réponse aux observations de M. Thouvenel.

Je crois toutefois pouvoir dire que M. Thouvenel n'a pas été dans l'erreur lorsqu'il a supposé que le gouvernement des États-Unis n'avait pas agi dans un esprit d'oubli des droits ou des susceptibilités de la nation anglaise, et qu'il a eu également raison de supposer que les États-Unis maintiendraient efficacement, par leur manière d'agir en cette occasion, leur réputation d'avocats des principes libéraux des États neutres en temps de guerre maritime.

Quand le gouvernement français connaîtra les vues exprimées par le gouvernement américain et par celui de la Grande-Bretagne, et qu'il les comparera avec les vues exprimées par M. Thouvenel au nom de la France, il verra que si ces trois puissances sont également animées du désir d'établir des principes favorables aux droits des neutres, il n'y a cependant pas une entente aussi complète entre elles qu'il serait à désirer sur l'application de ces principes.

Le gouvernement des États-Unis sera heureux si les circonstances qui ont donné lieu à cette correspondance peuvent assurer une entente définitive sur toute la question.

Vous donnerez à M. Thouvenel l'assurance que notre gouvernement apprécie la franchise de ses explications et les termes d'amitié et de bienveillance envers les États-Unis, dans lesquels elles sont exprimées. C'est un plaisir sincère pour les États-Unis que cet échange

d'assurances amicales qui ont leur origine dans les souvenirs les plus sacrés de l'histoire des deux pays.

Je profite, etc.

Signé W. H. SEWARD.

Le ministre des affaires étrangères à M. Mercier.

Paris, le 9 janvier 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire jusqu'au n° 76.

Vous aurez vu, en recevant ma dépêche du 3 décembre, que le langage que vous veniez de tenir à M. Seward était conforme aux vues du gouvernement de l'Empereur. Vous aurez pressenti, par conséquent, l'approbation que je me plais à donner à la mesure que vous avez observée en répondant aux questions du secrétaire d'État.

Votre dernier rapport venait à peine de me parvenir, lorsque nous avons eu la nouvelle que le cabinet de Washington s'était déterminé à rendre au gouvernement anglais les personnes arrêtées à bord du *Trent*. J'ai hâte de recevoir les dépêches par lesquelles vous m'en aurez directement informé, mais je ne veux pas attendre des renseignements plus circonstanciés sur cette résolution pour en féliciter le gouvernement fédéral. Nous sommes heureux de voir se dénouer de cette façon un incident qui autrement eût amené infailliblement une collision redoutable entre deux puissances amies de la France. L'opinion exprimée par le gouvernement de l'Empereur sur la question de principe soulevée par cette affaire a rencontré, auprès des autres gouvernements de l'Europe, un assentiment dont nous ne pouvons que nous applaudir. L'Autriche et la Prusse notamment se sont tout à fait associées à notre manière de voir, et leurs représentants à Washington ont dû ne pas le laisser ignorer au cabinet américain. Nous ne saurions douter que la Russie n'ait également partagé une appréciation conforme aux principes qu'elle a toujours soutenus.

Signé THOUVENEL.

Le comte de Flahault au ministre des affaires étrangères.

Londres, le 11 janvier 1862.

Monsieur le ministre, la nouvelle de la restitution de MM. Slidell et Mason, arrivée avant-hier, a été, comme vous le savez, accueillie en Angleterre avec une satisfaction d'autant plus vive que la veille encore la rupture des relations avec l'Amérique du Nord, dont la guerre eût été la conséquence inévitable, y paraissait la solution la

plus probable. Au milieu de l'expression de ce sentiment, ni le gouvernement ni la nation britannique ne méconnaissent l'influence favorable au maintien de la paix qu'ont exercée sur le cabinet fédéral l'attitude du gouvernement de l'empereur et celle de son représentant à Washington. Le *Times* d'hier se faisait l'écho de l'opinion publique, à cet égard, dans un article des plus remarquables. Les principaux membres du cabinet, lord Russell et lord Palmerston entre autres, se sont empressés de reconnaître que l'opinion si nettement exprimée dans la dépêche de Votre Excellence à M. Mercier, en date du 3 décembre dernier, a puissamment contribué à amener le gouvernement de l'Union à rendre les prisonniers saisis à bord du *Trent*, et lord Lyons n'a pas manqué de rendre pleine justice dans ses rapports tant officiels que particuliers à la loyauté et à l'efficacité des bons offices de son collègue de France. Je suis même chargé aujourd'hui par le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, que je viens de voir, de transmettre à Votre Excellence l'expression de ces sentiments au nom du gouvernement de la reine.

Signé FLAHAULT.

MEXIQUE¹.

**M. Dubois de Saligny, ministre de l'Empereur à Mexico,
au ministre des affaires étrangères.**

Mexico, le 15 mars 1861.

Monsieur le ministre, la formation du nouveau cabinet, à la tête duquel est placé M. Zarco, avait commencé à rassurer les esprits, lorsque tout à coup plusieurs tentatives d'assassinat, renouvelées à peu de jours d'intervalle dans les rues de la capitale, sont venues jeter la consternation et l'épouvante dans la population. Pas de jour où, à la tombée de la nuit, sur tous les points de la capitale, dans les faubourgs les plus déserts comme au milieu des quartiers les plus peuplés, plusieurs personnes ne fussent attaquées par les assassins. Mais ce qui fut tout d'abord remarqué, c'est que ces attaques nocturnes, accomplies plus d'une fois à sept heures du soir, dans la rue la plus commerçante et la plus fréquentée, s'adressaient exclusivement à des étrangers. Le poignard des assassins était dirigé principalement contre les Français et les Allemands.

1. Les *Archives* publieront prochainement la série complète des négociations de l'Espagne avec la France et l'Angleterre, relativement à une intervention commune au Mexique, d'après les documents communiqués aux cortès par le gouvernement espagnol.

Ces faits avaient pris un caractère si grave, que les représentants étrangers ne purent se dispenser de faire d'abord des remontrances amicales au gouvernement, et ensuite de le presser, en termes plus sévères, d'aviser aux mesures nécessaires pour protéger la vie des paisibles habitants de Mexico.

Le gouvernement, éveillé sur les dangers de la situation et sortant de sa léthargie, a pris des mesures pour organiser une police sérieuse. Mais, par une fâcheuse coïncidence, au moment où l'on commençait à se rassurer dans la capitale, les routes de la république, celle de Vera-Cruz surtout, se sont trouvées de nouveau livrées aux exploits des brigands, par suite de rivalités et de dissentiments survenus entre les chefs des différents corps des volontaires préposés à leur garde. C'est principalement sur la partie de la route de Vera-Cruz qui sépare Mexico de Puebla que les vols et les crimes se sont multipliés dans ces derniers temps d'une manière effrayante. Depuis plus d'un mois, pas une seule des diligences employées au service entre ces deux villes n'a réussi à faire ce trajet, trente-deux lieues tout au plus, sans être arrêtée plusieurs fois par les malfaiteurs. Quelques-unes l'ont été jusqu'à six et même sept fois.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 28 mars 1861.

Monsieur le ministre, Votre Excellence sait que j'avais déclaré à M. Zarco que j'étais prêt à présenter mes lettres de créance à M. Juarez, aussitôt que nous nous serions mis d'accord sur les différentes affaires que j'avais mission de régler avec le Mexique. Je puis vous annoncer aujourd'hui la conclusion de mes négociations avec M. Zarco. Le 11 de ce mois, M. le ministre des relations extérieures et moi avons parafé et approuvé le projet que j'avais présenté, après être convenus qu'il serait converti en instrument officiel dès que j'aurais présenté mes lettres de créance.

J'espère, monsieur le ministre, que vous approuverez cette convention, après l'avoir examinée dans ses détails. Il a été convenu entre M. Zarco et moi, qu'il n'était pas besoin d'attendre la réunion du congrès pour nous occuper sans retard de la formation de la commission qu'elle institue et faire procéder au commencement de la liquidation.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 28 avril 1861.

Monsieur le ministre, la situation ne s'est pas modifiée; elle ne s'est pas surtout améliorée depuis ma dernière dépêche. Les partis restent toujours en présence. Les uns demandent une dictature, les autres veulent que le congrès s'érige en convention nationale et s'empare de tous les pouvoirs. Tout le monde s'accorde à reconnaître et à proclamer l'impuissance de cette constitution de 1857 qui devait sauver le pays.

Dans l'état d'anarchie, on pourrait dire de décomposition sociale, où se trouve ce malheureux pays, il est bien difficile de prévoir la tournure que prendront les événements. Une seule chose me paraît démontrée, c'est l'impossibilité de rester dans le *statu quo*.

Tout indique que nous touchons à une nouvelle révolution. Dans cette situation, il me paraît absolument nécessaire que nous ayons sur les côtes du Mexique une force matérielle suffisante pour pourvoir, quoi qu'il arrive, à la protection de nos intérêts.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, 12 juin 1861.

Monsieur le ministre, c'est hier qu'expirait le délai fixé par le gouvernement pour le paiement des sommes restant dues sur la conduite d'argent de Laguna-Seca, dont les fonds appartenant au commerce étranger avaient été, il y a quelques mois, saisis par le général Degollado, ainsi que pour la restitution des 40 000 piastres de la convention Penaud, saisies au mont-de-piété. Ce matin je me suis rendu auprès de M. Guzman pour le prier de me faire savoir à quelle heure je pourrais faire recevoir ces fonds. Le ministre des relations extérieures m'a répondu, relativement à l'affaire de Laguna-Seca, que son gouvernement, malgré son désir de remplir ses engagements, se trouvait dans l'impossibilité absolue, par suite du dénûment du trésor public, de satisfaire à ma demande. En ce qui touche les 40 000 piastres de la convention Penaud, il m'a déclaré également qu'il était au regret de n'être pas en mesure de tenir sa promesse, mais qu'il me donnait sa parole que ces fonds seraient à ma disposition le 15 juin, et qu'il me priait d'attendre jusque-là.

Abordant alors avec M. Guzman la question de la convention signée entre M. Zarco et moi pour le règlement de nos réclamations, je lui

ai fait observer qu'aux termes de l'article 8 de cette convention, elle devait être soumise au congrès dans le mois qui suivrait la réunion de cette assemblée. Le congrès s'étant constitué le 9 mai, le délai fixé était expiré depuis le 9 juin, et je désirais savoir où en était l'affaire. M. Guzman m'a répondu qu'il avait soumis la convention au congrès depuis plusieurs jours, et qu'il comptait pouvoir m'annoncer très-prochainement un résultat définitif et satisfaisant.

J'ai profité de l'occasion pour entretenir M. Guzman du bruit répandu depuis quelques jours, que le gouvernement aurait donné ordre de suspendre le paiement des conventions étrangères. M. le ministre des relations extérieures m'a répliqué, avec une grande netteté cette fois, que ces bruits étaient complètement faux. Le gouvernement avait, au contraire, donné les ordres les plus précis pour que le paiement de la *convention française* ne fût suspendu sous aucun prétexte, bien qu'il fût très-disposé à entrer en arrangement avec les créanciers de la convention de 1853, attendu que si ceux-ci voulaient accepter soit des inscriptions hypothécaires, soit des traites (*pagares*) pour ce qu'il leur reste dû, cela faciliterait singulièrement la ratification de la nouvelle convention par le congrès.

En rendant compte à Votre Excellence de mon entretien avec M. Guzman, il me reste à ajouter que j'ai peu de confiance dans la nouvelle administration, que la position de ce gouvernement me paraît d'ailleurs si précaire, que je crois plus que jamais à la nécessité de prendre sans retard nos précautions et de nous mettre en mesure d'appuyer, au besoin par la force, la justice de nos réclamations. Le gouvernement, ne pouvant pas contester les principes, tâche évidemment de gagner du temps à l'aide de mille ruses, et d'éluder, sous toutes sortes de prétextes, l'exécution de ses engagements.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, 29 juin 1861.

Monsieur le Ministre, les réquisitions, les emprunts forcés, les confiscations, les exactions de toutes sortes, sont à l'ordre du jour. Trois des personnes comprises, pour chacune 48 000 piastres, dans l'emprunt forcé décrété au commencement du mois, ont été mises hier en prison et menacées du dernier supplice, si elles ne versaient, *avant midi*, 50 000 piastres chacune. Les étrangers, comme Votre Excellence peut le penser, ne sont respectés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés; et le gouvernement ne tient aucun compte des remontrances qui lui sont adressées par leurs représentants. Avant-hier,

un résident étranger étant allé se plaindre à M. Zaragoza de je ne sais quelle réquisition forcée à laquelle on l'avait soumis, le ministre de la guerre lui a répondu qu'il avait sans doute raison, mais que le gouvernement, dans la position où il était réduit, était résolu à mettre la main sur tout ce qui se trouverait à sa convenance, sans se soucier des réclamations des ministres étrangers ni de leurs escadres.

Je ne puis, faute de temps, accompagner d'aucune réflexion les faits que je viens de porter à votre connaissance. Les réflexions sont, d'ailleurs, inutiles pour vous faire comprendre toute la gravité de ma position. Le gouvernement de l'Empereur reconnaîtra, sans doute, l'urgente nécessité de me munir des instructions et des moyens nécessaires pour faire respecter, quoi qu'il arrive, les intérêts et l'honneur de la France.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 5 juillet 1861.

Monsieur le ministre, en ce qui touche les fonds volés à la convention française, après avoir épuisé tous les moyens dilatoires, le département des relations extérieures et le président lui-même, au mépris des engagements d'honneur contractés vis-à-vis de moi, et en présence de tout le corps diplomatique, par M. Guzman et par M. Juarez, ont nettement refusé de me remettre cet argent, en s'appuyant sur l'article 8 de la convention Penaud, lequel condamne formellement cette prétention. Je suis plus que jamais convaincu que la force seule pourra contraindre ce gouvernement à remplir ses engagements envers nous.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 27 juillet 1861.

Monsieur le ministre, j'ai à vous annoncer de très-graves nouvelles, qui causeront certainement à Votre Excellence autant de surprise que d'indignation, bien que dans mes précédentes dépêches je me sois efforcé de vous démontrer qu'on pouvait s'attendre à tout de la part de ce gouvernement.

Le 17 de ce mois, le congrès votait en séance secrète et le président approuvait une loi dont le premier article prononce la suspension, pendant deux ans, du paiement des conventions étrangères.

Cette loi contient d'autres dispositions iniques et qui attaquent directement nos intérêts, celle entre autres qui augmente de 100 pour 100,

à partir du 17 juillet, les droits de *contra-registro* (droits de douane intérieure).

Je ne veux pas entrer dans l'examen détaillé de cet acte du 17 juillet. Ainsi que je l'ai déclaré à M. Zamacona, il est des choses qui ne se discutent pas. Évidemment, on s'est uniquement proposé de mettre la main sur quatre à cinq cent mille piastres prélevées à l'heure qu'il est sur les produits de douanes pour être appliquées au paiement des conventions étrangères.

Le 23 au matin, j'ai eu la visite de M. Zarco, qui, après avoir énergiquement blâmé et la mesure en elle-même, et la façon dont on avait procédé, s'engagea à en obtenir le rappel dans la journée même et à me faire restituer les fonds de la convention Penaud, cette restitution, étant, me dit-il, une affaire d'honneur pour son gouvernement. M. Zarco m'avait promis de revenir chez moi le soir même; mais je ne l'ai pas revu depuis, et non-seulement la loi du 17 juillet n'a pas été rapportée, mais le gouvernement, loin de me restituer les fonds de la convention Penaud, s'est emparé d'autres sommes déposées au mont-de-piété pour notre compte. A l'heure qu'il est, le chiffre total de ce qui nous aura été volé par l'administration s'élève à 86 365 piastres.

Sir Charles Wyke et moi, nous avons envisagé la situation sous le même point de vue, et nous avons agi dans un complet accord en rompant nos relations avec le gouvernement mexicain. Cette détermination a produit une profonde sensation. La population française est unanime dans son indignation contre ce gouvernement et dans son désir de lui voir infliger un châtimement prompt et exemplaire.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 4 août 1861.

Monsieur le ministre, je dois dire un mot des manœuvres mises en jeu par certaines gens pour effrayer les Français résidant dans cette capitale. Plusieurs d'entre eux sont venus m'apporter des billets anonymes jetés la nuit dans leurs maisons et contenant des menaces de mort et d'incendie. Nos nationaux ne se laissent nullement intimider par ces menées qu'on s'accorde à attribuer aux agents subalternes de l'administration.

Le ministre des affaires étrangères à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 5 septembre 1861.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de

in'écrire, jusqu'au n° 35. Elles m'ont instruit de la grave détermination que vous avez prise, d'interrompre vos relations diplomatiques avec le gouvernement mexicain, comme le faisait de son côté votre collègue britannique. Le gouvernement de l'Empereur n'a pu, après avoir pris connaissances de vos rapports, hésiter dans le jugement qu'il avait à porter sur les derniers actes du gouvernement mexicain et sur la résolution à laquelle ils vous ont amené. Il donne une entière approbation à votre conduite et proteste de la manière la plus énergique contre celle du gouvernement de M. Juarez. Nous avons, vous le savez, accueilli avec une véritable satisfaction, à votre arrivée à Mexico, l'espoir que les hommes que vous y trouviez en possession récente du pouvoir s'efforceraient d'en profiter pour régler définitivement avec vous toutes les questions pendantes, et nous nous étions plu à considérer la convention que vous aviez passée avec M. Zarco comme une preuve tout au moins du désir de tenir compte de nos justes réclamations. Bien que vos informations ultérieures fussent de nature à affaiblir notre confiance dans les sentiments d'équité que nous avions cru pouvoir prêter au gouvernement mexicain, il nous répugnait, jusqu'à ce moment, d'admettre qu'il pût manquer à des engagements formels et écarter avec aussi peu de scrupule un arrangement qui était la reconnaissance, en principe, de nos légitimes réclamations. Vos derniers rapports dissipent toutes les illusions que nous aimions à conserver à cet égard. Nous savons maintenant quelles sont les dispositions réelles qui animent malheureusement le gouvernement mexicain. Je ne veux pas discuter les mesures déplorables qui vous ont contraint à cesser tout rapport avec lui. Vous avez suffisamment constaté déjà qu'elles constituaient une violation flagrante, d'engagements solennels. Il importe cependant qu'il n'ignore pas, à ce sujet, l'impression du gouvernement de l'Empereur, et qu'il soit édifié sur ce que nous exigeons de lui s'il comprend l'intérêt qu'il a à s'arrêter dans la voie pleine de périls où il s'est engagé. Vous aurez donc à lui déclarer que la suspension du paiement des conventions étrangères, de quelque prétexte qu'on la couvre, est de notre part l'objet de la plus vive réprobation, et que nous demandons le retrait immédiat de la loi du 17 juillet dernier. Vous ajouterez que nous réclamons l'établissement, dans les ports de Vera-Cruz et de Tampico, de commissaires que nous désignerons, et qui auront pour mission d'assurer la remise, entre les mains des puissances qui y ont droit, des fonds qui doivent être prélevés à leur profit, en exécution des conventions étrangères, sur le produit des douanes maritimes du Mexique. Si le gouvernement mexicain se refuse à accepter ces conditions, vous devrez, monsieur, quitter sans délai Mexico avec tout le personnel de la légation de Sa Majesté.

Le gouvernement anglais, que les rapports de votre collègue avaient depuis quelque temps, comme vous le pensiez, amené à croire qu'il n'était plus possible d'attendre du simple bon vouloir du gouvernement mexicain un changement de conduite, venait de préparer ses dépêches pour sir Charles Wyke, lorsque le dernier courrier lui a apporté en même temps qu'à nous, la nouvelle de la rupture des deux légations avec le cabinet mexicain. Le fait n'a pu que confirmer le gouvernement de Sa Majesté Britannique dans l'intention d'adresser à sir Charles Wyke les instructions projetées, et il les lui expédie par la voie des États-Unis.

M. de La Fuente a naturellement reçu, par ce courrier, des dépêches qui lui prescrivaient de m'entretenir aussitôt que possible des graves incidents survenus au Mexique. J'ai déjà eu, vous le savez, occasion de tenir un langage extrêmement sévère à cet agent. Je lui ai déclaré en le recevant, cette fois, que je ne pouvais entrer dans aucune espèce d'explications sur la conduite de son gouvernement. Je lui ai dit que le cabinet de Londres partageait toutes nos impressions; que votre détermination et celle de sir Charles Wyke étaient complètement approuvées par les deux gouvernements, qui vous adressaient les instructions que comportent les circonstances, et qui étaient décidés à vous faire soutenir, au besoin, par les forces navales des deux pays.

Signé : THOUVENEL.

Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Flahault.

Paris, le 9 septembre 1861.

Monsieur le comte, les représentants de la France et de la Grande-Bretagne au Mexique viennent de se trouver dans l'obligation d'y interrompre leurs relations diplomatiques. Le gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Britannique ont pleinement approuvé la conduite de leurs agents, en présence de la résolution officielle du gouvernement mexicain de manquer à tous ses engagements envers les réclamants français et anglais, afin de s'attribuer ce qui leur revenait pour augmenter ses ressources. J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie des instructions que j'ai adressées, en conséquence, à M. Dubois de Saligny, et dont vous pourrez donner communication à lord Russell; elles indiquent au ministre de l'Empereur les conditions auxquelles il devra subordonner la reprise de ses rapports avec le gouvernement mexicain, et lui enjoignent, si ces conditions ne sont point acceptées, de quitter sans délai Mexico avec tout le personnel de la légation de Sa Majesté.

Signé : THOUVENEL.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 28 septembre 1861.

Monsieur le ministre, le régime des emprunts forcés, à l'égard non-seulement des indigènes, mais des étrangers, est plus que jamais en vigueur dans un grand nombre d'États. Des mesures de ce genre, frappant le capital d'une contribution qui varie de 1 à 4, 5 et 30 pour 100, ont été adoptées dans les États de Guanajuato, de Puebla et de Durango. L'énumération ci-jointe d'attentats commis dans ces derniers temps contre des Français fera au reste comprendre à Votre Excellence quelle est l'impuissance du ministre de l'Empereur à protéger ses nationaux.

DUBOIS DE SALIGNY.

Attentats commis contre des sujets français en 1861.

Louis Gaudry, marchand tailleur à Mexico; blessé d'un coup de poignard devant la porte même de sa maison, rue San Francisco, le 20 janvier.

François Barateigt, cordonnier à Mexico; assailli, à sept heures du soir, dans la rue de la Providence, par six individus, reçut un coup de poignard, puis fut volé de son argent et d'une partie de ses vêtements, à Mexico, le 21 janvier.

Louis Majerus, marchand établi à Tacuba, près Mexico. A la fin de janvier, il fut appelé à Puebla par ses affaires; dès le lendemain de son arrivée il fut assassiné dans la rue, et la police, qui le ramassa baigné dans son sang, refusa de le faire porter à son logement, sous le prétexte que la loi l'exigeait ainsi; on le traîna d'abord en prison, puis à l'hôpital, où il fut également retenu de force à la disposition des autorités judiciaires. Lorsqu'il put sortir, en février, la chambre de l'auberge où il avait laissé ses bagages était complètement dévalisée, la porte en ayant été fracturée à l'extérieur; l'hôtelier accusa la police de ce méfait, et réciproquement.

Augustin Coffe et *Alexandre Bordenave*, l'un tailleur et l'autre commerçant à Minatitlan; maltraités et emprisonnés à Minatitlan (isthme de Tehuantepec), d'où le consul français de Vera-Cruz a été les enlever le 22 avril.

Pierre Maurel, hôtelier à Rio-Frio et au Palmar; enlevé de son domicile et pillé deux fois consécutives en janvier et avril.

Pierre Lament, commis négociant à Puebla; assassiné au Pinar, entre Puebla et Perote, le 11 mars.

Louis-Mathieu Bonhomme, propriétaire rural dans la rue de Durango ; assassiné et tué sur place à Velmonte, près de Durango, le 3 avril.

Alexis Maurice, conducteur de chariots ; enlevé plusieurs fois en avril et juillet, toujours maltraité et mis à rançon.

Mme *Eugénie Maison*, commerçante, se rendant en France ; assassinée près de Cordova, le 12 mars, en même temps que le capitaine Aldham, décédée le 21 avril après quarante jours de souffrances.

Lucien Eix, régisseur d'habitation ; enlevé le 18 avril de l'hacienda de Pantitlan (territoire d'Iturbide), mis à rançon après deux jours de tortures.

Pierre Lacoste ; assassiné à Rosas, à dix-huit lieues de Mexico, et tué sur place le 9 mai.

Auguste-Firmin Davesne, maître meunier ; assassiné le 18 mai dans le moulin du Battant, à trois lieues de Mexico. Les assassins, qui furent reconnus même par les chiens du moulin et appartiennent à trois bourgades voisines, y jouissent tranquillement du fruit de leurs forfaits. La mort de Davesne a dû leur rapporter 5 à 6000 piastres.

Benjamin Jaffré, contre-maître du moulin du Battant ; blessé grièvement par les assassins de Davesne, qui l'ont laissé sans connaissance jusqu'au 19 mai.

Le jeune *Acho*, enlevé de l'hacienda de son père dans l'État de Puebla ; mis à rançon après quelques jours de torture morale : fin de mai.

Louis Guerrier fils, teinturier à Mexico, enlevé à une demi-lieue de Mexico ; relâché sans rançon après un jour de détention : 26-27 juin.

Joseph-Louis Thinesse, tailleur, se rendant de Mexico à Acapulco, dépouillé et battu par les soldats du gouvernement, à un quart de lieue de Cuernavaca, sur la grande route, le 24 juillet.

Benoît Deffis, de Temascaltepec, négociant ; enlevé, emprisonné, maltraité et torturé de toutes façons : 28-31 juillet.

Jean-Baptiste Delaporte, forgeron, assassiné le 2 août à Otumbella, à huit lieues de Mexico, route de Pachuca. Les assassins sont tous connus, et rien ne serait plus facile que de les arrêter ; décédé le 4 août.

Pierre Duhart, de Temascaltepec, premier commis de la maison française Echenique ; enlevé le 28 juillet, relâché après trois jours de souffrances.

Henri Hawville, mineur-entrepreneur, de Temascaltepec, a eu sa maison pillée de fond en comble ; 28 juillet.

Jacques Bernard, commis négociant, de Mexico ; attaqué, frappé et blessé par quatre soldats, dans la rue Zuleta, le 31 juillet.

Paul Dairo, marchand colporteur ; assassiné sur la grande route de Mexico, à deux lieues de Cuernavaca, et tué sur place le 2 août.

Auguste Daussat, brasseur à Mexico; attaqué et blessé dans la rue San-Francisco, le 11 août.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 16 octobre 1861.

Monsieur le Ministre, pendant que le pouvoir exécutif et le congrès se livrent à une lutte aussi acharnée que stérile, l'état du pays continue, ce qui eût semblé impossible, à empirer de jour en jour. Les bandes de prononcés se multiplient dans toutes les directions, non-seulement dans l'État de Mexico, mais notamment dans ceux de Queretaro, de Puebla et de Zacatecas. Les habitants paisibles, pillés un jour par un parti, le lendemain par l'autre, pressurés par les autorités elles-mêmes, sont obligés, pour mettre leur existence en sûreté, d'abandonner leurs propriétés et de chercher un refuge dans les grands centres de population; à chaque instant, je recois de tous les côtés des plaintes de nos nationaux demandant réparation de nouveaux attentats et réclamant une protection que je suis impuissant à leur assurer.

Le ministre de la guerre se prépare à envoyer contre Marquez toutes les troupes disponibles formant la garnison de la capitale. Mais ces troupes, qui n'ont pas été payées depuis plusieurs mois, n'inspirant qu'une médiocre confiance, il fallait avant tout leur donner au moins une partie de leur arriéré desolde; et comme le trésor est complètement vide, on a eu recours à l'expédient habituel, les réquisitions forcées, les embarquements, etc., etc. Depuis quarante-huit heures, les agents de l'autorité, sans tenir compte des représentations des étrangers, mettent la main sur tout ce qu'ils trouvent. C'est surtout contre nos nationaux qu'ils procèdent avec une brutalité et une insolence devant lesquelles je ne puis, en attendant l'heure du châtiment, que recommander aux sujets de l'Empereur la patience et la résignation.

Signé: DUBOIS DE SALIGNY.

Le ministre des affaires étrangères à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 30 octobre 1861.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire jusqu'au n° 42. Je ne pouvais être surpris des renseignements nouveaux qu'elles m'ont apportés sur l'état croissant de désordre et d'anarchie dans lequel l'impuissance des hommes placés en ce moment à la tête du gouvernement mexicain ont décidément plongé le pays tout entier. Les dernières mesures auxquelles ils ont eu recours pour se procurer des ressources révèlent évidemment le même

caractère d'abus de pouvoir que toutes celles qui les avaient précédées, et je n'ai qu'à approuver la forme sous laquelle vous avez engagé nos nationaux à protester contre des exigences aussi arbitraires. Mais ce que j'ai appris surtout avec le plus pénible sentiment, ce sont les attaques dirigées contre la personne même de nos nationaux, et auxquelles plusieurs d'entre eux ont malheureusement succombé. Si le gouvernement de l'Empereur n'était déjà décidé à obtenir par tous les moyens le redressement de ses autres griefs contre le Mexique, de tels faits eussent suffi pour l'amener aux résolutions qui sont dès à présent arrêtées en principe. Dans d'autres circonstances, nous eussions réclamé aussi une enquête complète, et, le cas échéant, des réparations convenables, au sujet de la tentative criminelle dont la personne même du représentant de Sa Majesté a été l'objet. En l'état des choses, après nous être félicités qu'elle n'ait heureusement pas eu de suites funestes pour vous, nous ne pouvons qu'ajouter ce fait à tous ceux qui nous imposent la nécessité de recourir contre le Mexique à l'emploi des voies de rigueur.

L'Empereur a décidé qu'une division navale, placée sous le commandement du contre-amiral Jurien de la Gravière, aurait mission de se rendre dans le golfe du Mexique pour y obtenir les satisfactions qui, après un dernier examen de la situation, paraissent exigées par le soin de notre dignité et par les violences de toute nature auxquelles nos nationaux ont été en butte. Le gouvernement de l'Empereur n'agira pas seul. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique et celui de Sa Majesté Catholique se proposent de joindre leurs forces à celles que nous destinons à cette expédition. Les trois cabinets négocient en ce moment l'arrangement qui déterminera les conditions de leur commune intervention.

Signé : THOUVENEL.

Décret impérial portant promulgation de la convention conclue le 31 octobre 1861 entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne, relativement à l'expédition du Mexique¹.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une convention ayant été conclue entre la France, l'Es-

1. Publié dans les *Archives*, année 1861, tome IV, p. 323.

pagne et le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour assurer, au moyen d'une action combinée en commun, la protection efficace des personnes et des propriétés de leurs nationaux respectifs au Mexique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées le 15 du présent mois de novembre 1861, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine d'Espagne et Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande se trouvant placées, par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la république du Mexique, dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la république du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention, dans le but de combiner leur action commune, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, S. Ex. le comte de Flahaut de la Billarderie, sénateur, général de division, grand'croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son ambassadeur extraordinaire auprès de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Sa Majesté la reine d'Espagne, S. Exc. don Xavier de Isturiz y Montero, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'or, grand'croix de l'ordre royal de Charles III, grand'croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la grande-Bretagne et d'Irlande ;

Sa majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Jean comte Russell, vicomte Amberley de Amberley et Artsalla, pair du royaume-uni, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, sont tombés d'accord pour arrêter les articles suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine d'Espagne et Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engagent à arrêter, aussitôt après la signature de la présente convention, les dispositions nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées dont l'effectif sera déterminé par un échange ultérieur de communications entre leurs gouvernements, mais dont l'ensemble devra être suffisant pour pou-

voir saisir et occuper les différentes forteresses et positions militaires du littoral mexicain.

Les commandants des forces alliées seront, en outre, autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées, sur les lieux, les plus propres à réaliser le but spécifié dans le préambule de la présente convention, et notamment à assurer la sécurité des résidents étrangers.

Toutes les mesures dont il s'agit dans cet article seront prises au nom et pour le compte des hautes parties contractantes, sans acception de la nationalité particulière des forces employées à les exécuter.

Art. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes, dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la présente convention, aucune acquisition de territoire ni aucun avantage particulier, et à n'exercer, dans les affaires intérieures du Mexique, aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.

Art. 3. Une commission composée de trois commissaires, un nommé par chacune des puissances contractantes, sera établie avec plein pouvoir de statuer sur toutes les questions que pourraient soulever l'emploi et la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées au Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des parties contractantes.

Art. 4. Les hautes parties contractantes désirant, en outre, que les mesures qu'elles ont l'intention d'adopter n'aient pas un caractère exclusif, et sachant que le gouvernement des États-Unis a, de son côté, des réclamations à faire valoir, comme elles, contre la république mexicaine, conviennent qu'aussitôt après la signature de la présente convention il en sera communiqué une copie au gouvernement des États-Unis; que ce gouvernement sera invité à y accéder¹,

1. Dépêche adressée par M. Seward aux ministres de France, d'Angleterre et d'Espagne, déclinant l'offre faite aux États-Unis d'intervenir de concert avec ces trois puissances au Mexique.

« Washington, 4 décembre 1861.

« Le soussigné, secrétaire d'État des États-Unis, a l'honneur d'accuser réception d'une Note du 30 novembre que lui ont adressée MM. Gabriel G. Tassara, ministre plénipotentiaire de S. M. la reine d'Espagne; Henri Mercier, ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, et lord Lyons, ministre plénipotentiaire des royaumes-unis de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

« Les ministres susnommés ont joint à ce document le texte d'une convention conclue, le 31 octobre, entre les souverains susmentionnés, et ayant pour objet de donner satisfaction à leurs griefs contre le Mexique par le moyen d'une action commune.

« Dans le préambule, les hautes parties contractantes disaient que la conduite arbitraire et oppressive des autorités mexicaines les oblige de réclamer une meilleure protection de la propriété et des personnes de leurs sujets, ainsi que l'accomplisse-

et qu'en prévision de cette accession, leurs ministres respectifs à Washington seront immédiatement munis de leurs pleins pouvoirs à l'effet de conclure et de signer collectivement ou séparément, avec le plénipotentiaire désigné par le président des États-Unis, une convention

ment des obligations de la république mexicaine stipulées par la voie de traités, et qu'elles ont trouvé bon de conclure une convention, afin de régler leur action commune pour atteindre ce but.

« Par l'article 1^{er}, les hautes parties contractantes s'obligent à faire, immédiatement après la signature de la convention, les préparatifs nécessaires pour l'envoi combiné de troupes de terre et de mer sur les côtes du Mexique, dont l'effectif sera fixé au moyen d'un échange ultérieur de communications entre les gouvernements respectifs, mais dont les forces devront suffire pour prendre et pour tenir occupées les différentes fortifications et positions militaires des côtes du Mexique. Les commandants des troupes alliées seront autorisés à faire toute opération de nature à réaliser le but indiqué de la meilleure manière, et surtout d'assurer une protection suffisante aux étrangers fixés au Mexique. Ces mesures seront prises au nom et pour le compte des hautes parties contractantes, sans distinction de la nationalité des troupes qui seront chargées de l'exécution.

« Par l'article 2, les hautes parties contractantes s'obligent à ne rechercher, par l'exécution des mesures coercitives prévues par la présente convention, aucun agrandissement de territoire, et à renoncer à toute influence qui porterait atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir la forme de son gouvernement et de se constituer librement.

« Par l'article 3, les hautes parties contractantes agréent la nomination d'une commission composée de trois membres appartenant chacun à une des trois puissances, commission munie de pleins pouvoirs pour régler les questions concernant l'occupation des différents points et le partage des sommes à recevoir du Mexique, en sauvegardant les droits des parties contractantes.

« Par l'article 4, les hautes parties contractantes stipulent que, immédiatement après la signature de la présente convention, une copie en sera remise au gouvernement des États-Unis, avec invitation d'accéder à ces conventions, et que leurs ministres respectifs à Washington seront autorisés à conclure et à signer l'acte réglant cette accession, soit en commun, soit chacun pour ce qui concerne son gouvernement, avec un fondé de pouvoirs que nommera le président des États-Unis. En même temps elles expriment le désir que les mesures qu'elles se proposent de prendre n'aient aucun caractère exclusif, et elles reconnaissent que le gouvernement des États-Unis a les mêmes droits pour agir contre la république mexicaine. Mais comme les parties contractantes s'exposeraient à manquer le but qu'elles se sont proposé si elles ajournaient l'exécution des articles 1 et 2 de la convention, elles ont décidé, par rapport à l'accession désirée des États-Unis, de ne pas remettre le commencement des opérations combinées au delà de l'époque où les troupes alliées se trouveront réunies devant Vera Cruz.

« Dans leur note adressée au soussigné, les plénipotentiaires invitent les États-Unis à accéder à la convention. Le soussigné ayant porté l'objet de cette Note à la connaissance du président, s'empresse de communiquer ses vues à ce sujet.

« I. Le soussigné a déjà eu l'honneur de dire à chacun de MM. les envoyés que le président ne peut et ne veut mettre en question le droit de décider pour eux, ni examiner si les griefs dont ils avaient à demander raison nécessitaient une guerre contre le Mexique.

« II. Les États-Unis ont un haut intérêt, — et ils sont heureux de penser que cet intérêt leur est commun avec les hautes parties contractantes et les autres États civilisés, — à ce que les souverains qui ont conclu la convention ne cherchent à obtenir ni un agrandissement de territoire ni un autre avantage qui ne seraient pas acquis aux États-Unis ou à tout autre État civilisé, et qu'ils ne veulent exercer aucune influence au détriment du droit qu'a le peuple mexicain de choisir et d'établir librement la forme de son gouvernement.

« Le soussigné réitère à cette occasion l'expression de sa satisfaction, puisée dans la

identique, sauf suppression du présent article, à celles qu'elles signent à la date de ce jour. Mais comme les hautes parties contractantes s'exposeraient, en apportant quelque retard à la mise à exé-

déclaration des hautes parties contractantes qu'elles reconnaissent cet intérêt, et il est autorisé à leur exprimer la satisfaction du président des États-Unis.

« Il est vrai que les États-Unis ont de leur côté des griefs contre le Mexique, comme le supposent les hautes parties contractantes. Après mûre réflexion, le président est d'avis cependant qu'en ce moment il n'y aurait pas moyen de demander satisfaction de ces griefs par un acte d'accession à la convention. Parmi les raisons qui ont inspiré cette décision, et que le soussigné est autorisé à communiquer, il mentionnera :

« 1° Que les États-Unis préfèrent, autant que cela est possible, maintenir cette politique traditionnelle recommandée par le père de leur pays et confirmée par une heureuse expérience, qui leur défend de faire des alliances avec des nations étrangères.

« 2° Le Mexique étant un voisin des États-Unis sur ce continent, et possédant, quant à quelques-unes de ses plus importantes institutions, un système de gouvernement analogue au nôtre, les États-Unis professent des sentiments d'amitié envers cette république, et prennent un vif intérêt à sa sûreté, à son bien-être et à sa prospérité. Animés de ces intentions, les États-Unis ne sont pas disposés à avoir recours à des mesures coercitives pour satisfaire à leurs griefs, dans un moment où le gouvernement mexicain est profondément ébranlé par suite de dissensions intérieures, et où il est menacé d'une guerre à l'extérieur. Ces mêmes sentiments empêchent les États-Unis, avec plus de raison encore, de participer à une alliance en vue d'une guerre contre le Mexique.

« III. Le soussigné est autorisé en outre à prouver à MM. les envoyés, pour qu'ils en réfèrent aux souverains d'Espagne, de France et de Grande-Bretagne, que les États-Unis ont sérieusement à cœur la sûreté et la prospérité de la république mexicaine; qu'ils ont donné plein pouvoir à leur ministre accrédité auprès de ce gouvernement pour la conclusion d'un traité avec cette république destiné à lui porter aide, et qui la mettra, nous l'espérons, en état de satisfaire aux justes réclamations des susdits souverains et de détourner ainsi la guerre qu'ils veulent entreprendre contre le Mexique.

« IV. Il est inutile de dire aux souverains que cette proposition faite au Mexique n'est nullement inspirée par une inimitié contre LL. MM., mais par une connaissance ouvertement avouée de la situation et par l'espoir que le Mexique trouvera dans ce traité les moyens et la volonté de négocier avec les puissances, afin d'arrêter les hostilités qui sont l'objet de la convention dont s'occupe cette Note.

« V. Le gouvernement des États-Unis ne sait pas encore ce que son ministre au Mexique a fait dans le sens de ses instructions, et il attend des nouvelles à ce sujet avec un vif intérêt.

« VI. Dans le cas où ces négociations justifieraient une proposition à faire aux puissances contractantes par rapport au Mexique, le soussigné s'empressera de la porter à leur connaissance. Mais il est à observer que le Mexique devra accéder à un pareil traité et qu'il doit paraître acceptable au président des États-Unis.

« VII. En même temps, il est porté à la connaissance des hautes parties contractantes que le président reconnaît pour un devoir de laisser dans le golfe du Mexique une flottille suffisante pour sauvegarder les intérêts des citoyens américains pendant la durée du conflit qui peut survenir entre les hautes parties contractantes et la république du Mexique, et que le ministre américain résidant au Mexique est autorisé à entrer en relations avec les parties belligérantes, afin de prévenir toute atteinte involontaire aux justes prétentions des États-Unis.

« VIII. En exposant aux hautes parties contractantes toutes les vues et tous les sentiments de son gouvernement concernant cet important objet, dans un esprit pacifique et amical, non-seulement vis-à-vis du Mexique, mais aussi vis-à-vis des hautes parties contractantes, le soussigné espère que celles-ci ne verront rien dans ces précautions qui puisse leur inspirer des inquiétudes.

« Le soussigné a l'honneur d'assurer MM. les ministres d'Espagne, de France et de Grande-Bretagne de sa haute considération.

« WILLIAM H. SEWARD. »

cution des articles 1 et 2 de la présente convention, à manquer le but qu'elles désirent atteindre, elles sont tombées d'accord de ne pas différer, en vue d'obtenir l'accession du gouvernement des États-Unis, le commencement des opérations susmentionnées au delà de l'époque à laquelle leurs forces combinées pourront être réunies dans les parages de Vera-Cruz.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de quinze jours.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, en triple original, le trente et unième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante et un.

(L. S.) Signé FLAHAUT.

(L. S.) Signé XAVIER DE ISTURIZ.

(L. S.) Signé RUSSELL.

Art. 6. Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Compiègne, le 20 novembre 1861.

NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État.

La garde des sceaux, ministre de la justice,

DELANGLE.

Par l'Empereur :

Le ministre des affaires étrangères

THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le contre-amiral
Jurien de la Gravière.**

Paris, le 11 novembre 1861.

Monsieur l'amiral, l'Empereur vous ayant appelé au commandement des forces militaires qui devront être employées à obtenir du Mexique le redressement de tous nos griefs, j'ai à vous faire connaître de quelle manière vous aurez à agir pour remplir ses intentions.

L'expédition que vous êtes chargé de diriger a pour but de contraindre le Mexique à exécuter des obligations déjà solennellement contractées et à nous donner des garanties de protections plus efficaces pour les personnes et les propriétés de nos nationaux. Les circonstances qui nous ont amené à recourir aux mesures de coercition pour atteindre ce double objet imposaient, au même moment, à la Grande-Bretagne et à l'Espagne la nécessité de chercher aussi dans l'emploi des voies de rigueur les satisfactions qu'exigeaient des griefs semblables aux nôtres. Il était naturel que, dans cette situation, les trois gouvernements songeassent à combiner leur action contre le

Mexique, et l'entente qui s'est facilement établie entre eux à ce sujet a abouti à la conclusion d'une convention signée à Londres le 31 octobre, et dont j'ai l'honneur de vous communiquer le texte ci-joint, afin que vous puissiez vous inspirer dans votre conduite de l'esprit de ses diverses dispositions. Les trois gouvernements s'engagent, comme vous le verrez, à poursuivre en commun et aux mêmes fins les opérations qu'il y aura lieu d'effectuer. Vous aurez donc à les concerter avec les commandants en chef des forces que la Grande-Bretagne et l'Espagne destinent à y prendre part. C'est de la coopération de ces diverses forces réunies que les trois puissances attendent le résultat qu'elles ont cru indispensable de poursuivre en commun. Elles ont en outre réservé, sans différer pour cela d'agir immédiatement, le concours éventuel des États-Unis, à qui il va être donné connaissance de la convention de Londres, avec invitation d'y accéder. Il appartient à M. le ministre de la marine de vous munir des instructions militaires que son département est seul compétent pour vous adresser ; je me bornerai à vous dire que l'intention des puissances alliées est, ainsi que l'indique la convention du 31 octobre, que les forces combinées procèdent à l'occupation immédiate des ports situés sur le golfe du Mexique, après avoir simplement sommé les autorités locales de leur en faire la remise. Les ports devront rester entre leurs mains jusqu'à solution complète des difficultés à résoudre, et la perception des droits de douane s'y fera au nom des trois puissances, sous la surveillance de délégués installés à cet effet. Cette mesure aura pour résultat de nous garantir le paiement des sommes et des indemnités diverses qui sont dès à présent ou qui pourraient être mises ultérieurement à la charge du Mexique à titre d'indemnité de guerre ; la question des réclamations que chacun des gouvernements alliés aura à formuler exigeant d'ailleurs un examen tout spécial, il sera, aux termes de la convention, institué une commission à laquelle sera tout particulièrement dévolue la tâche de statuer à cet égard, comme aussi celle d'aviser au mode de règlement qui sauvegardera le mieux les intérêts respectifs. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant désigné comme membre de cette commission le ministre de la reine à Mexico, sir Charles Wyke, le gouvernement de l'Empereur fait également choix, pour y siéger en son nom, de son représentant au Mexique, M. Dubois de Saligny. Le caractère dont ces deux agents sont revêtus, non moins que la connaissance pratique qu'ils possèdent des affaires du Mexique, les appelle naturellement à prendre part aux négociations qui devront précéder le rétablissement des rapports réguliers. Ils devront notamment s'entendre, ainsi que le commissaire désigné par l'Espagne, avec les commandants en chef des forces alliées pour formuler, après la prise de

possession des ports du littoral, l'ensemble des conditions auxquelles le gouvernement mexicain sera requis de donner son assentiment. Afin de vous mettre à même de suivre toutes les négociations et de signer tous les actes et conventions à intervenir, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, les pleins pouvoirs en vertu desquels Sa Majesté vous a nommé son plénipotentiaire au même titre que M. Dubois de Saligny. Il demeure, d'ailleurs, bien entendu qu'une entière indépendance vous est assurée pour tout ce qui concerne les opérations militaires, les mouvements des troupes, l'opportunité et les moyens d'occuper tels ou tels points du territoire mexicain ; toutes ces questions sont spécialement dévolues à votre appréciation comme à votre initiative et réservées à votre seule décision.

Les forces combinées des trois puissances arrivées sur les côtes orientales du Mexique, vous aurez, comme je l'ai dit, à réclamer la remise entre vos mains des ports de ce littoral. A la suite de cette démarche, deux alternatives peuvent se produire : ou l'on résistera à votre sommation, et alors il ne vous restera qu'à concerter sans délai avec les commandants alliés la prise de vive force de ces ports, ou bien les autorités locales renonceront à vous opposer une résistance matérielle, mais le gouvernement mexicain se refusera à entrer en rapport avec vous. Les dernières nouvelles qui me sont parvenues du Mexique, et qui annoncent comme probable le désarmement des ports de la Vera-Cruz, semblent faire prévoir que tel pourrait être en effet le parti adopté par le président Juarez. Renouvelant une tactique déjà employée par l'un de ses prédécesseurs dans la guerre avec les États-Unis, il se retirerait au besoin dans l'intérieur du pays. Les puissances alliées ne sauraient se laisser tenir en échec par un pareil expédient ; elles ne pourraient pas non plus continuer à occuper indéfiniment des points de la côte, si cette occupation ne devait pas leur fournir un moyen d'action direct et immédiat sur le gouvernement mexicain. L'intérêt de notre dignité et des considérations puisées dans les circonstances climatériques du littoral se réunissent pour exiger un résultat prompt et décisif. C'est principalement en vue de cette éventualité qu'il est mis à votre disposition un corps de débarquement qui, joint aux autres contingents militaires, fournira aux alliés les moyens d'étendre le cercle de leur action. Le gouvernement de l'Empereur admet que, soit pour atteindre le gouvernement mexicain, soit pour rendre plus efficace la coercition exercée sur lui par la prise de possession de ses ports, vous puissiez vous trouver dans la nécessité de combiner une marche dans l'intérieur du pays, qui conduirait, s'il le fallait, les forces alliées jusqu'à Mexico même. J'ai à peine besoin d'ajouter qu'une autre raison pourrait vous y déterminer : ce serait la nécessité de pourvoir à la sûreté de nos na-

tionaux, dans le cas où elle se trouverait menacée sur un point quelconque du territoire mexicain que l'on pourrait raisonnablement atteindre.

Les puissances alliées ne se proposent, je vous l'ai dit, aucun autre but que celui qui est indiqué dans la convention; elles s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, et notamment d'exercer aucune pression sur les volontés des populations, quant au choix de leur gouvernement. Il est cependant certaines hypothèses qui s'imposent à notre prévoyance et que nous avons dû examiner. Il pourrait arriver que la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique déterminât la partie saine de la population, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans le pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation. Les puissances alliées ont un intérêt commun et trop manifeste à voir le Mexique sortir de l'état de dissolution sociale où il est plongé, qui paralyse tout développement de sa prospérité, annule pour lui-même et pour le reste du monde toutes les richesses dont la Providence a doté un sol privilégié, et les oblige elles-mêmes à recourir périodiquement à des expéditions dispendieuses pour rappeler à des pouvoirs éphémères et insensés les devoirs des gouvernements. Cet intérêt doit les engager à ne pas décourager des tentatives de la nature de celles que je viens de vous indiquer, et vous ne devriez pas leur refuser vos encouragements et votre appui moral, si, par la position des hommes qui en prendraient l'initiative et par la sympathie qu'elles rencontreraient dans la masse de la population, elles présentaient des chances de succès, par l'établissement d'un ordre de choses de nature à assurer aux intérêts des résidents étrangers la protection et les garanties qui leur ont manqué jusqu'à présent. Le gouvernement de l'Empereur s'en remet à votre prudence et à votre discernement pour apprécier, de concert avec le commissaire de Sa Majesté, dont les connaissances acquises par son séjour au Mexique vous seront précieuses, les événements qui pourront se développer sous vos yeux et pour déterminer la mesure dans laquelle vous pourrez être appelé à y prendre part.

Signé: THOUVENEL.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le contre-amiral
Jurien de la Gravière.**

Paris, le 11 novembre 1861.

Monsieur l'amiral, il m'a paru indispensable de vous édifier aussi complètement que possible sur les circonstances qui ont amené le

gouvernement de l'Empereur à adopter vis-à-vis du Mexique les graves résolutions que vous connaissez. J'ai, en conséquence, l'honneur de vous adresser dans ce but la note ci-jointe contenant l'exposé de nos griefs contre ce pays.

Signé: THOUVENEL.

NOTE SUR LES GRIEFS DE LA FRANCE.

Novembre 1861.

Depuis quelques années, la situation de nos nationaux au Mexique s'est cruellement ressentie non-seulement de l'état de désordre du pays, mais encore de l'instabilité des gouvernements, et d'une continuité de dissensions intestines qui a amené, à diverses reprises, la coexistence de plusieurs autorités de fait. Le respect que la France professe pour l'indépendance des autres pays lui faisait cependant une loi de ne chercher à remédier au mal que par la voie des réclamations diplomatiques, tant qu'elle pouvait espérer que celles-ci ne seraient pas complètement inefficaces, et tant qu'il lui était possible de ne voir dans les préjudices causés à ses nationaux que les conséquences momentanées et inévitables, aussi bien pour eux que pour les citoyens du Mexique, de l'état politique de cette république. C'est ainsi qu'en 1853 était intervenue une première convention qui devait assurer le règlement des réclamations existant à cette époque. Les mêmes faits qui en avaient nécessité la conclusion ne tardaient cependant pas à se reproduire, et ouvraient, dans les années suivantes, une série de nouvelles réclamations, pour lesquelles nos agents au Mexique se trouvaient hors d'état d'obtenir satisfaction, en présence de l'impuissance du gouvernement central à ressaisir le pouvoir qui lui échappait sur une grande partie du territoire pour passer aux mains de ceux qui le combattaient. Devant l'inutilité trop constatée des efforts de nos agents pour obtenir réparation des dommages de toute nature causés à leurs résidents, il parut indispensable d'envoyer, en 1858, l'amiral Penaud à la Vera-Cruz, avec mission de demander le paiement, en premier lieu, de l'arriéré de la convention de 1853, et ensuite, d'indemnités, dont le chiffre était considérable, pour les Français qui avaient, postérieurement à cette convention, souffert sur différents points du Mexique d'actes de violence et de pillage provenant du fait de chefs ou d'autorités relevant du gouvernement établi à la Vera-Cruz. Le commandant en chef de nos forces navales crut devoir agir avec une extrême modération. Il s'abstint de l'emploi de toute mesure coercitive, et se contenta de négocier, au commencement de 1858, un arrangement destiné à régler à nouveau, au moins en partie, la question de nos réclamations. Mais à peine l'amiral Penaud avait-il quitté

la Vera-Cruz que toutes les difficultés qu'il avait dû supposer aplanies reparaissaient aussitôt.

La coexistence à Mexico et à la Vera-Cruz de deux gouvernements qui se contestaient mutuellement leur légitimité, et dont l'impuissance à asseoir une administration définitive était aussi grande, avait, en effet, pour résultat non-seulement de léser à chaque instant les intérêts de nos nationaux, et souvent même de créer entre eux un antagonisme fâcheux, mais encore de nous mettre, la plupart du temps, absolument hors d'état de les protéger.

Les embarras d'une telle situation ne se faisaient pas sentir pour nous seuls : les autres puissances européennes qui ont de nombreux intérêts engagés au Mexique, la Grande-Bretagne et l'Espagne notamment, en souffraient comme nous. Les préoccupations de même nature que cet état de choses devait, par conséquent, inspirer aux trois gouvernements les avaient amenés, chacun de leur côté, à penser que la reconstitution au Mexique d'un pouvoir unique et suprême, dont l'action pourrait s'exercer sur toute l'étendue du territoire, était l'unique moyen de rendre à ce pays et à tous ses habitants, nationaux ou étrangers, l'ordre et la paix que troublait si profondément une lutte sanglante dont on ne prévoyait pas le terme. Il ne pouvait entrer, d'ailleurs, ni dans les vues du gouvernement français, ni dans celles du gouvernement britannique, de chercher à atteindre ce but en prêtant exclusivement à l'un des deux partis un appui matériel qui lui permit d'accabler l'autre. Les deux gouvernements furent, dès lors, d'accord pour penser que la seule marche qu'ils eussent à suivre, afin d'arracher le Mexique à l'anarchie qui le dévorait, consistait à interposer leur médiation amicale entre les deux partis, de manière à les amener à s'entendre librement sur les conditions d'une réorganisation forte et durable du Gouvernement mexicain. Les tentatives qui, en conséquence, furent faites en ce sens à diverses reprises, en 1859 et 1860, furent malheureusement tout à fait infructueuses. Les ouvertures des agents étrangers furent repoussées, et leurs propositions d'accommodement déclinées, bien qu'on se fût attaché à leur enlever tout ce qui eût pu leur donner l'apparence d'une immixtion dans les affaires intérieures du pays. Nous étions bien évidemment en droit, à partir de ce moment, d'assurer directement, et de la manière que nous jugerions la plus efficace, la protection de nos nationaux et de leurs intérêts, si l'on persistait à se faire de l'état politique du pays à la fois un prétexte pour les soumettre à toute espèce d'avaries et d'extorsions, et un argument pour en déclinier la responsabilité et la réparation. Nous songions pourtant à réitérer encore une fois nos précédents efforts de conciliation, lorsqu'à la fin de l'année dernière la situation fut complètement modifiée par les événe-

ments qui amenèrent la chute du général Miramon et l'installation à Mexico même du gouvernement que M. Juarez dirigeait à la Vera-Cruz.

Les obstacles que l'état de choses antérieur apportait au règlement de nos réclamations semblaient écartés par le triomphe définitif de l'un des deux partis en lutte. Nous étions en présence d'un gouvernement investi seul, désormais, de l'autorité souveraine au Mexique. Le moment était donc venu de demander qu'on donnât enfin satisfaction à nos trop justes plaintes. L'espoir qu'elles seraient écoutées parut, un instant, devoir se réaliser. Les hommes aux mains desquels la direction des affaires se trouvait entièrement remise semblaient se montrer animés de dispositions conciliantes, et notre représentant à Mexico, qui n'avait pas hésité à reconnaître officiellement le nouveau gouvernement, concluait avec lui une convention qui paraissait témoigner d'un désir sincère de résoudre avec équité toutes les difficultés pendantes. Nous nous félicitions donc d'un début qui était de nature à promettre un retour de sécurité pour nos nationaux et un meilleur avenir à nos relations avec le Mexique, lorsque le gouvernement de M. Juarez, rentrant subitement dans les plus déplorables errements de l'administration mexicaine, a contraint la légation de France et celle d'Angleterre à rompre tous rapports diplomatiques avec lui.

Il a proposé et fait voter par le congrès, le 17 juillet dernier, une loi dont le premier article prononce la suppression, pendant deux ans, des conventions étrangères, c'est-à-dire le délie d'obligations solennelles, annule des engagements qui s'exécutaient, et met à néant toutes les garanties de réparation que nous avons eu tant de peine à obtenir. Le gouvernement mexicain a cherché à expliquer cette injustifiable conduite par quelques raisons sans valeur ; la vérité est qu'il a voulu mettre la main sur les fonds qui étaient déjà prélevés, à ce moment, sur les revenus des douanes pour être appliqués au payement des conventions étrangères. Une violation aussi flagrante d'engagements indiscutables constatait trop manifestement son intention de ne plus avoir égard à aucune notion de droit et de justice, dès qu'il y verrait un obstacle à ses convoitises, pour que les représentants de la France et de l'Angleterre eussent à hésiter sur la résolution qu'ils avaient à prendre : ils ont donc rompu leurs relations. Leur attitude ne pouvait qu'être approuvée à Paris et à Londres ; on le leur a, par conséquent, fait savoir, en leur prescrivant de quitter Mexico s'ils n'obtenaient le retrait immédiat de la loi du 17 juillet dernier et l'établissement dans les ports de la Vera-Cruz et de Tampico de commissaires désignés par les puissances intéressées pour assurer la remise entre leurs mains des fonds à prélever sur les douanes, en exécution

des conventions étrangères, ainsi que celle des autres sommes dont la restitution leur serait déjà due, ces commissaires devant avoir, en outre, le pouvoir de réduire les droits actuellement perçus à la Vera-Cruz et à Tampico. Comme les dispositions du gouvernement mexicain ne permettaient pas, d'ailleurs, de s'attendre, et c'est ce que confirment les informations les plus récentes, à ce qu'il déferât à ces demandes, nous avons dû accepter la nécessité d'agir directement et énergiquement en vue d'assurer à nos nationaux la justice et la protection qui leur faisaient défaut, et l'Empereur a décidé qu'une expédition serait préparée dans ce but contre le Mexique.

Il ressort suffisamment de ce qui précède que nous n'en sommes venus à cette extrémité qu'après avoir épuisé tous les moyens qui pouvaient s'offrir à nous de sauvegarder pacifiquement les intérêts dont la défense nous est confiée. Depuis longtemps, le gouvernement de l'Empereur eût été justifié d'employer la force pour obtenir la justice qu'on lui refusait, s'il n'avait eu à cœur de pousser la modération jusqu'à son extrême limite. Il a dû résister, pour cela, à des sollicitations pressantes et réitérées, qui, en en appelant à sa protection, tendaient toutes à le convaincre que les mesures de rigueur étaient indispensables pour faire comprendre au Mexique qu'il était tenu de respecter la personne et les biens des résidents étrangers. On serait fondé à croire, en effet, que les différents partis qui s'y sont jugés également dispensés, à leur égard, de tous ménagements, de toute justice, et en droit de faire peser plus particulièrement sur eux les maux de toute nature résultant du bouleversement politique du pays : vols, pillages, exactions de toute espèce, dénis de justice, il n'est pas un de ces actes dont nos nationaux n'aient eu à se plaindre. L'instabilité de l'administration leur a interdit tout recours sérieux contre ces abus, qu'il y a surtout lieu d'imputer aux chefs qui appartiennent au parti actuellement au pouvoir. L'opinion unanime de nos agents est qu'on est persuadé, au Mexique, de l'impuissance des nations étrangères à réprimer de tels méfaits, et des paroles échappées aux hommes qui sont à la tête même du gouvernement ne laissent pas de doute qu'ils sont encouragés à les commettre par la confiance qu'ils resteront impunis. Le commerce étranger, qui paye déjà la presque totalité des droits d'importation et d'exportation, qui a à supporter des droits de circulation, de patente, etc., etc., qui est accablé de contributions de guerre, soumis à des impôts qui ne sont que des emprunts forcés déguisés, fournit, en somme, au gouvernement mexicain les neuf dixièmes de ses ressources. Il semble condamné ainsi à entretenir exclusivement à ses frais la guerre civile, dont il a plus que qui que ce soit à souffrir, puisqu'elle amène l'entière stagnation des affaires, en enlevant toute sécurité à ses opérations, en l'exposant,

comme cela lui est arrivé trop souvent, à voir les *conduites* considérables d'argent qu'il a l'habitude de diriger de l'intérieur sur les ports d'embarquement saisies tantôt par un parti, tantôt par l'autre. Il faut, avant tout, que le gouvernement mexicain ait de l'argent pour remplir le Trésor public, qu'une dilapidation effrénée épuise incessamment; il ne recule donc devant aucune extorsion, devant aucun moyen, si violent et immoral qu'il soit, pour se procurer, à chaque instant, des ressources nouvelles.

Il serait impossible de faire ici la longue énumération des violences, des sévices et des dommages infligés à nos nationaux, et l'on ne saurait apprécier le montant exact des indemnités à réclamer sous une forme ou sous une autre; mais le chiffre n'en saurait être dans son ensemble, pour ces dernières années, au-dessous de dix millions, sauf défalcation des payemens déjà commencés et qui sont aujourd'hui complètement interrompus. Les violences personnelles n'ont malheureusement pas été plus épargnées, en outre, à nos nationaux que les mesures injustes et vexatoires qui les affectaient si gravement dans leurs intérêts matériels. Nombre d'entre eux se plaignent d'avoir été arbitrairement emprisonnés ou d'avoir dû chercher leur salut dans la fuite, après le pillage et l'incendie de leurs propriétés. Nos agents eux-mêmes n'ont pas été respectés. Notre vice-consul à Zacatecas a été incarcéré pour s'être refusé à payer une taxe illégale; notre vice-consul à Tépéc a eu à subir, pour un refus pareil, de si cruels traitements qu'il en est mort. Nous avons, il est vrai, obtenu une indemnité pour sa famille; mais l'un des auteurs de ces indignes violences, le colonel Rojas, qui devait être destitué de ses grades et emplois, vient d'être, après un semblant de punition, réintégré dans l'armée avec un grade supérieur, et, investi d'un commandement important, il a fait sa rentrée, à la tête de ses troupes, à Tépéc même, dont une partie de la population s'est enfuie à son approche, redoutant avec raison de nouvelles atrocités de sa part. Il y a trois ans, plusieurs Français étaient déjà assassinés dans les rues de Mexico. Dans ces derniers temps, les attaques contre eux se sont multipliées de la manière la plus inquiétante. Les tristes informations qui nous sont parvenues à ce sujet nous ont appris que, sur différents points, plusieurs de nos nationaux avaient été enlevés, maltraités, rançonnés, sans que les autorités mexicaines se fussent aucunement préoccupées de leur prêter protection ou de poursuivre les coupables. Huit Français ont déjà péri de la sorte ou succombé aux suites de leurs blessures. Il n'est pas jusqu'à la personne de notre représentant à Mexico qui n'ait failli être victime d'un de ces attentats dont les étrangers sont si fréquemment l'objet. Le gouvernement de l'Empereur a donc évidemment fait preuve d'une assez grande longanimité, pour être

autorisé aujourd'hui à demander compte au Mexique, autrement que par la voie inefficace des négociations, de griefs dont ses derniers actes ont comblé la mesure.

La Grande-Bretagne et l'Espagne, qui ont aussi à demander au Mexique le redressement de leurs propres griefs, non moins nombreux, non moins graves que les nôtres, vont s'associer aux mesures de coercition que la conduite des autorités mexicaines a rendues nécessaires, et les forces combinées des trois puissances poursuivront de concert les opérations propres à atteindre le but qu'elles se proposent.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 15 novembre 1861.

Monsieur le ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 5 septembre.

Après avoir fait part à M. de Zamacona du jugement porté par le gouvernement de Sa Majesté Impériale sur les actes de M. Juarez, ainsi que des instructions que je venais de recevoir par le dernier paquebot, je lui déclarai que je lui laisserais trois jours de réflexion, et qu'alors, si son gouvernement ne s'exécutait pas de bonne grâce, je lui notifierais officiellement par écrit les conditions exigées par la France, lesquelles, du reste, avaient été arrêtées d'un commun accord entre les cabinets de Paris et de Londres. M. de Zamacona m'ayant fait observer que le délai fixé par moi était bien court, et m'ayant prié de lui accorder cinq jours au lieu de trois, j'y consentis, sous la promesse formelle de me faire savoir avant l'expiration de ce terme les intentions de son gouvernement. Le 9 au soir, n'ayant plus entendu parler de M. Zamacona, je lui passai une note officielle.

En me voyant décidé à exécuter fidèlement et résolument les ordres du gouvernement de l'Empereur, l'administration s'empressa de présenter au congrès un prétendu projet de réforme libérale du tarif : quelques mots suffirent pour mettre Votre Excellence à même de juger du mécanisme de ce nouveau tarif, que M. Zamacona fait valoir comme une immense concession, et de la bonne foi du gouvernement mexicain. Aux termes de ce projet, les droits de douane perçus dans les ports de la république étaient réduits en moyenne de 35 à 40 pour 100. Cette réduction s'élevait jusqu'à 50 pour 100 sur beaucoup de produits de l'industrie étrangère, mais les nôtres n'y avaient point part, et l'on augmentait de 70 à 75 pour 100 les droits de *contra-registro* et de douane intérieure. En un mot, les produits des douanes maritimes, sur lesquels nous devons percevoir de quoi nous payer, se trouvaient réduits de plus de 40 pour 100, tandis que les revenus lais-

sés à la disposition du gouvernement étaient accrus au contraire de 70 à 75 pour 100 ; de telle sorte qu'au lieu d'un dégrèvement, notre industrie et notre commerce étaient frappés en réalité d'une surtaxe considérable.

J'ai donc dû me retrancher inflexiblement dans les termes de la note que j'avais passée.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

M. Dubois de Saligny au ministre des affaires étrangères.

Mexico, le 28 novembre 1861.

Monsieur le ministre, il est question d'une nouvelle contribution extraordinaire de 2 et demi pour 100 sur le capital, et afin de suppléer au manque de troupes régulières, le gouvernement a décrété l'appel de toutes les gardes nationales. Il va sans dire qu'il entend appliquer ces deux mesures aux étrangers.

Je fais mes dispositions pour me rendre à Vera-Cruz avec tout le personnel de la légation. Je ne partirai cependant pas sans avoir protesté encore contre ces exigences et sans avoir pourvu avec mes collègues à l'armement des étrangers, en vue de leur propre sécurité.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

TROISIÈME PARTIE.

CHINE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ACTES, ÉDITS, ETC., ETC., RELATIFS
A LA QUESTION CHINOISE,

NÉGOCIATIONS DE 1858 JUSQU'AUX TRAITÉS DE TIEN-TSIN,
DE JUIN 1858.

(Suite ¹.)

Le comte Elgin au premier ministre de l'Empereur de la Chine.

Shang-haï, 1^{er} avril 1858.

Le soussigné a reçu de Ho, gouverneur général des deux Kiang, et de Chaou, gouverneur de Kiang-su, une communication ayant pour objet de transmettre la réponse de Son Excellence le premier ministre de l'Empereur de la Chine à la lettre que le soussigné lui a donnée le 10 février, et cette réponse contient, entre autres : « Que les règlements du Céleste-Empire tracent à chaque fonctionnaire ses limites d'attributions, et que les serviteurs du gouvernement chinois, devant se conformer religieusement au principe qui leur interdit tous rapports avec les étrangers, il ne serait pas convenable que je répondisse en personne (au ministre anglais). Veuillez lui faire part de tout ce que je viens de vous dire, et par ce moyen sa lettre ne restera pas sans réponse.

Or, le traité entre la Grande-Bretagne et la Chine statue : « Qu'il est convenu que le premier fonctionnaire de Sa Majesté Britannique en Chine correspondra avec les grands fonctionnaires chinois dans la capitale et dans les provinces avec le terme de *communication*. »

1. Voy. *Archives*, tome IV, page 287.

En refusant de correspondre directement avec le soussigné, le premier ministre a mis cette clause du traité à néant. Le soussigné a donc renvoyé au gouverneur général des deux Kiang et au gouverneur de Kiang-su leur communication, qu'il ne peut recevoir sans compromettre la dignité de son souverain, et il se rendra immédiatement dans le nord afin de se placer en communication plus immédiate avec les hauts fonctionnaires du gouvernement impérial de la capitale.

Le comte Elgin à l'amiral Seymour.

Shanghai, 8 avril 1858.

Le gouvernement de l'empereur de la Chine ayant refusé d'envoyer ici un plénipotentiaire autorisé pour s'y rencontrer avec moi, il est devenu nécessaire, afin de suivre la politique expliquée dans ma lettre à Votre Excellence le 2 mars dernier, de me rendre immédiatement dans le nord, afin de produire sur le gouvernement une pression sur quelque point rapproché de la capitale.

Comme je sais que Votre Excellence désire m'appuyer dans cette occasion par une force imposante, j'ai trouvé convenable d'adresser en votre absence, aux plus anciens officiers de Schang-haï et de Hong-kong, des lettres dont je vous envoie copie. Je suis extrêmement pressé de voir arriver les canonnières tirant peu d'eau que vous m'annonciez dans votre lettre du 2 mars, parce que je suis convaincu que rien ne fera autant d'impression sur le gouvernement impérial que l'apparition de vaisseaux de guerre au delà de la barre de la rivière du Peïho. Ces vaisseaux nous seront d'ailleurs indispensables, s'il nous faut remonter la rivière jusqu'à Tien-tsin.

Lord Elgin au premier ministre de l'Empereur.

A bord du *Furieux*, Golfe de Pechele, 24 avril 1858.

Dans une lettre datée du 1^{er} avril et écrite à Schang-haï, le soussigné avait l'honneur d'aviser le premier ministre que, par son refus de correspondre directement avec lui, le premier ministre avait mis à néant les clauses du traité entre la Grande-Bretagne et la Chine, et qu'en conséquence le soussigné avait décidé de partir immédiatement pour le nord, afin de se mettre en relations plus directes avec les grands fonctionnaires du gouvernement impérial résidant dans la capitale.

En conséquence de l'avis ci-dessus rappelé, le soussigné annonce maintenant son arrivée à l'embouchure de la rivière de Tien-tsin, et il est prêt à recevoir à Takoo, soit à son bord, soit à terre, tout

ministre régulièrement autorisé par l'empereur de la Chine à traiter avec lui et à décider, par voie de négociations, toutes les questions touchant aux relations de la Grande-Bretagne avec la Chine, détaillées dans une lettre du soussigné au premier ministre, en date du 11 février. Si un ministre ainsi accrédité ne se présente pas à Takoo dans un délai de six jours à partir de la date de cette communication, le soussigné tiendra son ouverture pacifique pour rejetée, et se tiendra désormais pour libre d'adopter toutes les mesures qu'il croira propres à faire reconnaître les justes prétentions de son gouvernement envers celui de la Chine.

Une lettre conçue à peu près dans les mêmes termes, fut envoyée par le baron Gros. Le 24 avril le comte Poutratine adressa au premier ministre une lettre conçue en termes analogues à celles de lord Elgin et du baron Gros, moins les termes comminatoires qui les terminent.

A la suite des communications du 25 avril, les négociateurs chinois entrèrent en rapport avec les ministres européens.

Les commissaires impériaux Tsung et Wu au comte d'Elgin.

26 avril 1858.

Tsung, directeur général des dépôts de sel, et Wu, sous-secrétaire du cabinet, commissaires impériaux.

La demande de Votre Excellence d'être reçu à Pékin a été envoyée sur-le-champ au gouverneur général du Chih-li, vu qu'il n'est pas dans leur compétence de l'adresser eux-mêmes au trône, et le gouverneur général la soumettra au trône pour vous. Nous, Tsung, directeur général des dépôts de sel, et Wu, sous-secrétaire du cabinet, avons eu l'honneur d'être désignés par Sa Majesté en personne en qualité de hauts commissaires impériaux, avec les instructions de nous rendre au port de Tien-tsin pour examiner les affaires et prendre une décision. Conformément à cet ordre, nous vous informons de notre arrivée à Tien-tsin.

Le 24 avril, Tsien, commissaire des finances, a reçu des mains des interprètes de Votre Excellence une dépêche au nom de chacune de vos nations.

Elles ont été envoyées au gouverneur général de Chih-li afin que leur contenu soit soumis à l'Empereur. Dès que nous aurons reçu le décret impérial prescrivant la marche qu'il est dans son bon plaisir de suivre, nous vous adresserons une autre communication et fixerons un jour pour votre réception.

NOTE DE L'INTERPRÈTE ANGLAIS. — Ce document est mal rédigé ; je ne crois d'ailleurs pas que plusieurs des irrégularités remarquées dans quelques-unes des communications qui nous ont été faites dans le cours de la correspondance, soient la preuve d'une intention offensante.

Le commissaire Tau au comte d'Elgin, 30 avril.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence pendant ma tournée d'inspection militaire, et, ainsi que cela était mon devoir, j'ai soumis au trône votre lettre adressée à Yu, premier ministre. J'ai eu l'honneur de recevoir un décret de Sa Majesté me donnant l'ordre de me rendre, comme commissaire impérial au port de Takoo et là, de me réunir à Tsung et Wu, qui sont déjà désignés en qualité de commissaires, pour m'y rencontrer avec Votre Excellence et entrer en négociation. Après mûre délibération, j'ai décidé que la meilleure marche à suivre, relativement à la discussion et à la décision des questions contenues dans les lettres des différents gouvernements, était de fixer à chacun des représentants son jour particulier. Je prie donc Votre Excellence de choisir le jour où nous nous rencontrerons et j'espère recevoir de vous la nouvelle que je puis me tenir prêt à vous recevoir.

P. S. Il est de mon devoir d'ajouter que c'est l'ignorance de mes copistes des formes de correspondance en usage dans votre nation, qui a été l'occasion de certaines erreurs de ma précédente lettre. Elles ont été corrigées dans celle-ci.

NOTE. Cette erreur consistait en ce que dans l'intitulé de la lettre le nom de la reine était placé après celui de l'empereur de Chine. Lord Elgin refusa en conséquence de recevoir cette communication, et la renvoya à Tau, qui la corrigea dans la suivante.

Lord Elgin au commissaire Tau.

30 avril 1858.

Le soussigné a eu l'honneur de prendre connaissance de la lettre du commissaire Tau, l'informant qu'il a reçu de Sa Majesté l'Empereur l'ordre de se rencontrer avec lui à Takoo et d'ouvrir les négociations.

Dans une lettre, adressée le 11 février dernier au premier ministre Yu, à laquelle il n'a pas reçu de réponse, le soussigné a expressément déclaré qu'il était autorisé par sa souveraine à débattre et à décider plusieurs questions dont il exposait la teneur générale.

Le commissaire impérial est maintenant requis d'informer le soussigné d'une manière positive, par lettre, ce soir, si Sa Majesté l'empereur de Chine lui a conféré les pouvoirs correspondants et le rendant compétent à débattre d'une manière indépendante les questions soulevées et à mener les négociations à une conclusion.

Dès qu'il aura reçu une réponse affirmative, le soussigné fixera la journée de demain pour une entrevue avec le commissaire impérial. Si ce dernier n'envoie pas de réponse ou si dans sa réponse il déclare

n'avoir pas les pouvoirs requis, le soussigné tiendra son ouverture pacifique pour la nomination d'un ministre ainsi accrédité comme rejetée par le gouvernement chinois.

Le soussigné joint à la présente communication une copie de la lettre adressée par lui le 11 février au premier ministre. L'officier chargé de transmettre le présent message a l'ordre d'attendre une réponse pendant deux heures.

Le commissaire Tau à lord Elgin.

30 avril 1858.

Le décret de Sa Majesté que j'ai eu l'honneur de recevoir m'envoie spécialement à Takoo, où de concert, avec Tsung et Wu, je dois recevoir les envoyés des différents gouvernements étrangers pour rendre compte au trône, et lui demander les instructions quant aux mesures qui devront être prises.

A la réception de la lettre de Votre Excellence, il est de mon devoir de désigner immédiatement le 1^{er} mai comme étant le jour où nous nous réunirons à vous pour apprendre de vous personnellement quelles sont les différentes affaires en discussion.

Lord Elgin au commissaire Tau.

1^{er} mai 1858.

Le soussigné a eu l'honneur de prendre connaissance de la lettre du commissaire impérial en date d'hier.

Comme cette lettre ne contient pas une réponse satisfaisante à la question posée par le soussigné dans sa lettre du 30 avril, il ne se rencontrera pas avec le commissaire au jour fixé par lui. Le commissaire impérial entendra enfin parler davantage du soussigné.

NOTE. L'attaque des forts, fixée pour le 1^{er} mai, dut être renvoyée de quelques jours. En conséquence, les négociations durent être reprises afin de masquer l'inaction de la flotte.

Lord Elgin au commissaire Tau.

6 mai 1858.

Le soussigné a déjà fait savoir au commissaire impérial que sa lettre du 30 avril n'était pas satisfaisante du tout. Des pleins pouvoirs ayant été conférés au soussigné par Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, il ne peut consentir à traiter avec un représentant de l'empereur.

reur de Chine, qui est seulement autorisé à entrer en négociation pour rendre compte au trône et demander des instructions sur la marche à suivre. En consultant les archives, le soussigné trouve que lors de la nomination par le dernier empereur, de Kiyng et Ilipoo, en qualité de commissaires pour le règlement des questions pendantes avec sir H. Pottinger, de véritables pleins pouvoirs, dont une copie suit, ont été conférés à ces commissaires par un décret confidentiel du 27 juillet 1842.

Le soussigné annonce maintenant au commissaire impérial qu'il lui accorde un délai de six jours pour obtenir des pouvoirs semblables. Il espère que ce dernier témoignage du désir d'éviter les malheurs que la continuation d'une politique évasive ne pourrait manquer d'attirer tôt ou tard sur la Chine, sera dûment apprécié par le gouvernement impérial.

Extrait des pleins pouvoirs ci-dessus mentionnés.

A la suite des vives instances faites par les barbares pour obtenir la concession de trois points, nous avons, il y a quelque temps déjà, donné pour instructions à Kiyng et Ilipoo de s'entendre ensemble sur la marche à suivre pour obtenir une solution satisfaisante de ces affaires. A en juger par la réponse des barbares, ils semblent douter de la compétence de Kiyng et Ilipoo, d'agir par eux-mêmes. Ces derniers devront donc les exhorter affectueusement à mettre leurs doutes de côté. Si les barbares sont sincères dans leur désir d'arriver à une cessation des hostilités et d'obtenir notre consentement à cela, il n'est pas besoin de leur part de se livrer à des craintes ou à des soupçons extraordinaires. Les ministres ci-dessus nommés et spécialement choisis ne manqueront pas d'un côté de tenir soigneusement compte de la dignité de l'État et de l'autre de témoigner de la condescendance pour les sentiments des barbares. En tout cas, que la marche suivie soit prise d'accord avec les circonstances, qu'ils la modifient conformément à ces dernières; nous ne pouvons, à cette distance, leur imposer des restrictions; qu'ils se dirigent d'après eux-mêmes (*exert themselves*). Respectez ceci, nous vous écrivons en conformité de la volonté de Sa Majesté l'empereur de Chine.

Les commissaires Tau, Tsung et Wu, à lord Elgin.

10 mai 1858.

Nous avons reçu la lettre de Votre Excellence, nous annonçant que Kiyng et Ilipoo, commissaires désignés pour le règlement de difficultés dans une précédente occasion, avaient reçu un décret impérial

leur ordonnant d'agir suivant les circonstances, et que vous nous accordiez six jours pour obtenir des pouvoirs semblables.

Il n'y a pas en Chine de titre semblable à celui de *tsinen-kinen* (plénipotentiaire). Lorsque les commissaires ont négocié le traité de paix de 1842, les affaires traitées par eux, suivant les circonstances, étaient de temps en temps soumises au trône. Ils n'avaient pas l'autorité absolue d'agir comme bon leur semblait.

Dans le cas présent, le commissaire Tau a été désigné par l'Empereur par le décret suivant :

« Tsung, Lung et son collègue étant des hauts dignitaires désignés par nous sont, à proprement parler, compétents pour conduire les discussions à un résultat. Tau étant, par le poste qu'il remplit, un dignitaire de grande respectabilité, nous lui ordonnons de s'associer à ses collègues pour les délibérations.

» Respectez ceci. »

La volonté du Sacré-Un ordonna ainsi la marche de cette affaire avec une joie transcendante, et l'autorité, ainsi conférée, correspond à celle des précédents commissaires Kiyong et Ilipoo pour le règlement clair et impartial des questions à débattre, et assurément les deux pays en ont tiré avantage. Il a été prouvé, par l'exemple des négociations de 1854, qu'au moyen de pareils pouvoirs un règlement définitif d'une question n'est pas impraticable. Lorsque le commissaire Tsung se rencontra alors avec le ministre britannique et le secrétaire de la légation française, le 3 novembre 1854, au moment du départ des ministres anglais et américains du Peiho, M. Kleckowski, secrétaire de la légation française, se présenta aux commissaires impériaux, avec des réclamations au sujet du traitement infligé aux missionnaires. Comme il ne voulait conférer qu'avec le commissaire en chef, ce qui lui fut refusé, il ne put entrer en pourparler, et repartit sans avoir rien fait. Au sujet de la remise de droits arriérés et d'autres points, il fit son rapport au trône qui donna son assentiment aux propositions faites.

Le commissaire Tau a envoyé un nouveau mémoire au trône après avoir reçu la lettre de Votre Excellence; il a reçu en réponse un décret impérial, lui ordonnant de se conformer aux directions qu'il avait reçues de Sa Majesté, et il s'empresse d'en informer Votre Excellence. Je vous prie de n'avoir pas de doute et de ne rien retarder. Espérons que vous désignerez immédiatement un jour pour la conférence.

Le comte Poutiatine, à lord Elgin.

A bord de *l'America*, rivière de Peïho. 17 mai 1858.

Milord,

Le gouverneur général Tau vient de m'envoyer un mandarin pour me dire que l'Empereur refuse de recevoir les envoyés étrangers à Pékin. C'est avec chagrin que j'annonce cette nouvelle à Votre Seigneurie; la cour de Pékin ne me paraît pas comprendre la périlleuse position dans laquelle elle s'est placée.

Compte rendu par l'amiral Seymour de la conférence tenue à bord de *l'Audacieuse*, le 18 mai 1859.

Présents : le comte d'Elgin, le baron Gros, l'amiral Rigault de Genouilly, l'amiral Seymour.

Il a été proposé par les ambassadeurs :

« De prendre les forts, et, d'accord avec le langage tenu à Tau, le grand commissaire chinois, de se rapprocher de la capitale pour traiter, et de remonter pacifiquement la rivière, dans le but d'avoir une entrevue avec un plénipotentiaire.

« On fit observer que les ministres de Russie et des États-Unis se joindraient au mouvement après la capture des forts.

« Je déclarai que j'étais tout prêt à agir contre les forts et à faire remonter ensuite la rivière aux canonnières pour soutenir le mouvement projeté.

« Lord Elgin doit me fournir des ordres officiels qui me requièrent d'agir. »

Lord Elgin au commissaire Tau.

(Extrait.)

A bord du *Furieux*, 20 mai 1858.

Le soussigné a eu l'honneur d'adresser, le 6 courant, une lettre au commissaire impérial Tau, par laquelle il l'informait qu'étant revêtu de pleins pouvoirs par la Reine, il ne pouvait consentir à entrer en rapport avec un représentant de Sa Majesté ne tenant pas de son souverain des pouvoirs semblables; de plus, le soussigné a communiqué au commissaire une copie du décret du 27 juillet 1842, contenant les pouvoirs conférés à Kiyng et Hipoa afin de traiter avec sir Henri Pottinger, le soussigné accordait au commissaire impérial un délai de six jours afin d'obtenir des pouvoirs semblables.

Le 11 courant, le soussigné a reçu une réponse des commissaires Tau, Tsung et Wu à la lettre ci-dessus mentionnée. Sans s'appesantir

sur le contraste qui existe entre le ton de cette réponse et celui des lettres adressées à sir Henri Pottinger, il suffit au soussigné d'observer qu'il doit inférer de cette réponse que la demande raisonnable adressée par lui pour faire accorder les pouvoirs suffisants aux commissaires impériaux, a été rejetée par Sa Majesté.

Le soussigné s'est abstenu, pendant quelques jours, des mesures que ce refus lui permettait de prendre ensuite d'une communication amicale qu'il a reçue du plénipotentiaire de Russie, qui lui faisait espérer qu'il serait jusqu'à un certain point remédié à ce défaut de pouvoir, par des instructions assez étendues pour permettre d'entrer en négociation sur les différents sujets exposés dans la lettre au premier ministre en date du 11 février. Le soussigné a été déçu dans cette espérance, une dernière communication du comte Poutiatine l'a renforcé dans la conviction de l'inutilité de toute tentative ultérieure d'ouvrir des négociations à l'embouchure du Peiho.

En exécution de l'intention annoncée dans la lettre du 1^{er} avril adressée au premier ministre et restée sans réponse ainsi que la première, le soussigné a résolu d'entrer en rapport plus immédiat avec les grands fonctionnaires du gouvernement impérial dans la capitale et de s'avancer vers Tien-tsin. Comme mesure préliminaire, les forts, à l'embouchure du Peiho, devront être remis entre les mains des commandants en chef des troupes alliées.

Leurs Excellences feront savoir le temps accordé aux troupes impériales pour évacuer ces ouvrages. Les forts une fois en la possession des alliés, le soussigné remontera la rivière, convaincu que le gouvernement impérial admettra, sans plus de retard, la nécessité de nommer un représentant dûment qualifié pour traiter avec lui.

Les ministres de Russie et des États-Unis furent mis au courant des mesures prises par les envoyés des puissances alliées.

Le 19 mai, les ministres de Russie et des États-Unis, donnèrent leur approbation à ces mesures, en y ajoutant l'assurance qu'après la prise des forts, ils suivraient les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Tien-tsin et continueraient leur appui moral aux demandes faites à la cour de Pékin. — Le 20 mai, eurent lieu l'attaque et la prise des forts de Takou qui commandent l'entrée du Peiho.

Les commissaires Tau, Tsung et Wu, au comte d'Elgin.

(Extrait.

23 mai 1858.

Les hostilités dans lesquelles la Chine se trouve engagée dans ce port avec la nation de Votre Excellence n'ont assurément rien de prémédité. Les Chinois rejetèrent la responsabilité des hostilités sur le commandant des forts qui s'était suicidé après l'attaque.

Nous avons appris, par les subrécargues des jonques de transport pour les grains, que le but de votre nation est toujours le commerce ; le nôtre étant le bien-être de la population, nous nous rendrons personnellement à la capitale et nous supplierons Sa Majesté de nous donner, sans retard, des instructions sur les arrangements à prendre. Il n'est pas convenable que les vaisseaux anglais remontent la rivière en même temps.

Communication des mêmes.

(Extrait.)

29 mai 1858.

Nous venons de recevoir le décret impérial suivant :

Nous ordonnons à Kweiliang, premier secrétaire d'État, et à Hwashana, président du ministère pour le règlement des affaires civiles, de se rendre par la route de poste au port de Tien-tsin pour examiner et régler les affaires. Respectez ceci. A la suite de la prise des forts du Pakoo, Tau fut dégradé comme coupable de lâcheté et de désertion, et exilé aux confins de la Sibérie.

Après la prise des forts, les ambassadeurs se rendirent à Tien-tsin, et, le 31 mai, lord Elgin avisa le premier ministre de son arrivée par la lettre suivante :

Le soussigné a l'honneur d'aviser le premier secrétaire d'État, Yu-Ching, de son arrivée à Tien-tsin ; il espère que le gouvernement impérial reconnaîtra enfin la convenance d'envoyer promptement un plénipotentiaire dûment qualifié, pour débattre et terminer les questions diverses sur le règlement desquelles il a longuement appelé l'attention du gouvernement impérial. La lettre du soussigné est une preuve de son désir sincère d'arriver à une solution pacifique des difficultés existantes. Si elle était traitée avec dédain, ainsi que l'ont été d'autres témoignages semblables des mêmes sentiments, le gouvernement impérial serait seul responsable des conséquences du sujet des ouvertures faites.

Cartes de visite des commissaires impériaux.

Kweiliang, premier secrétaire d'État, dit de l'Orient, capitaine général de la bannière blanche unie des porte-bannières Manchu, et surintendant général de l'administration de la justice criminelle, muni des pleins pouvoirs de l'empereur de Chine, présente ses compliments.

Hwashana, l'un des expositeurs des classiques de Sa Majesté Impériale, président Manchu du ministère pour le règlement des affaires civiles, capitaine général de la bannière à bords bleus, des porte-ban-

nières chinois et visiteur des bureaux d'interprétation, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, présente ses compliments.

En même temps que ces cartes, les commissaires envoyèrent une communication fixant le 4 juin pour la première entrevue, qui fut accepté par lord Elgin « bien que la lettre des commissaires ne spécifiât absolument rien relativement aux propositions communiquées au premier ministre dans la lettre du 11 février. »

Les pleins pouvoirs des commissaires produits dans la lettre du 4 juin, étaient comme suit :

Tau-Tieng-hi-hang ayant manqué dans le règlement des affaires concernant les demandes sérieuses présentées par les différentes nations, nous avons spécialement chargé Kweiliang et Hwashana de se rendre à Tien-tsin, et d'examiner les moyens par lesquels ces affaires pourraient être amenées à un arrangement satisfaisant. Comme, à en juger par les communications écrites des différentes nations, celles-ci sont dans le doute sur la question de savoir si Kweiliang et son collègue sont compétents pour agir d'une manière indépendante ou non, nous ordonnons à Kweiliang et Hwashana avec une sérieuse affection de rectifier leurs idées. Si les affaires en question sont raisonnables, si le désir de mettre fin aux hostilités est sincère, assurément il n'y aura aucune convention nuisible à la Chine : ceci ne peut donner lieu à aucun doute ni à aucun soupçon. Kweiliang et son collègue ont été spécialement choisis par nous ; ils ne manqueront pas d'un côté de prendre soin de la dignité de l'État, et de l'autre à porter en silence leur attention sur les sentiments de la population. Comme il est nécessaire, dans certains cas, de se diriger suivant les circonstances, Kweiliang et son collègue dirigeront leur marche en conséquence, bien que cela soit contraire à ce qui est juste et convenable.

Qu'ils soient zélés. Qu'on leur communique ce qui précède. Respectez ceci.

Ces pleins pouvoirs ne furent acceptés par lord Elgin, que lorsque les commissaires eurent pris l'engagement de faire venir de Pékin le sceau de leur charge, appelé le Kwang-Tang, qui est considéré en Chine comme la preuve de la validité des pouvoirs conférés. La même difficulté s'était présentée en 1842, dans les négociations entre sir H. Pottinger et Ilipoo. Cette dernière formalité enfin concédée, rien ne s'opposait plus aux conférences. Elles commencèrent par des entrevues entre M. Lay, interprète de lord Elgin et les secrétaires chinois, qui contiennent toute la partie importante des négociations.

**Conférence entre M. Lay et les secrétaires chinois
Twau, Pieu et Kwah et Mei.**

(Extrait.)

Le 6 juin 1858.

Après une lecture rapide de la lettre du 11 février, le secrétaire

Pieu pria M. Lay de lui expliquer trois passages de cette lettre, mais ces points ne faisaient pas partie de ceux sur lesquels les négociations avaient été engagées. Elles avaient été simplement notées en passant, et d'ailleurs ils ne paraissaient pas faire partie des points « sur lesquels les commissaires ne voyaient pas parfaitement clair. » C'était là le motif avancé par les commissaires auprès de lord Elgin pour se mettre en rapport avec M. Lay.

Lorsqu'on en vint aux mots : « Si Pékin avait été accessible aux ministres étrangers, » M. Lay informa les secrétaires que c'était là un point qui devait être concédé, et il exposa très au long, d'après la lettre de lord Elgin, la nature et l'objet de cette concession. En parlant de l'état peu satisfaisant de nos relations avec la Chine durant les dix dernières années et des causes qui avaient amené la rupture actuelle, il se fonda particulièrement sur la politique suivie à Canton par Yeh et sur les circonstances dans lesquelles avait été prise cette ville, gouvernée maintenant par les Anglais et les Français. Là-dessus Pieu dit que le rapport de Pihkwei différait essentiellement de ce qu'il apprenait dans ce moment. M. Lay en vint alors à dire que dans notre conviction il n'était qu'un seul moyen de prévenir le retour continu des mésintelligences, à savoir la nomination d'un ministre résidant à Pékin d'une manière permanente.

Les secrétaires observèrent qu'ils savaient parfaitement bien que les autorités chinoises, dans le sud, avaient été dans le tort, et que des mesures seraient prises par le gouvernement impérial pour mettre fin à la possibilité du retour de semblables causes de plainte contre les autorités provinciales, et que de nouveaux règlements seraient faits pour établir les rapports entre les autorités chinoise et britannique. M. Lay demanda alors à quoi servaient les règlements lorsqu'un dignitaire du rang de Yu, premier ministre, pouvait délibérément et impunément rompre un des principaux articles du traité de Nankin. Yu n'a accusé réception d'aucune des lettres réitérées qui lui avaient été adressées par lord Elgin. Après une pareille conduite de la part du premier ministre, le gouvernement chinois pouvait-il s'étonner de la défiance qui accueillait ses déclarations ? Le principal interlocuteur, Pieu, dit qu'il craignait beaucoup que l'Empereur ne consentît jamais à la résidence d'un ministre étranger dans la capitale ; il avait la certitude que rien ne pourrait induire Sa Majesté à accorder ce privilège, et que si nous insistions néanmoins, il n'y avait rien à faire, sinon à courir les chances de la guerre avec nous. M. Lay répondit qu'un steamer venait d'être envoyé, il y a deux jours, dans le sud pour chercher des troupes, et que si les Chinois voulaient la guerre, eh bien ! ils l'auraient.

Pieu supplia M. Lay d'user de toute son influence pour amener lord

Elgin à abandonner cette proposition. M. Lay déclara que pour toute autre chose, il oserait s'adresser à Sa Seigneurie, mais que là-dessus sa bouche resterait fermée.

Pieu s'informa quelles étaient nos autres demandes, M. Lay lui en fit l'énumération suivante :

2) Ministre résidant. 2) Indemnité de guerre et des pertes subies à Canton.

3) Ouverture du Yang-Tzé-Kiang.

4) Permission aux sujets britanniques de voyager dans l'Empire munis de passeports.

5) Tolérance du christianisme.

6) Nomination d'une commission pour recueillir des données et fixer un nouveau tarif.

7) Coopération du gouvernement chinois dans la répression de la piraterie.

8) Emploi de la langue anglaise dans tous les documents officiels, adressés aux autorités chinoises.

Il ajouta qu'il était inutile d'entrer en matière sur les autres points tant que le premier ne serait pas réglé.

Pieu fit l'observation que, concéder aux sujets britanniques l'autorisation de voyager partout comme bon leur semblerait, ce serait livrer le monopole du commerce aux étrangers aux dépens des négociants indigènes, qui seraient ainsi ruinés.

M. Lay en revint au premier point et dit que la Chine avait été conduite par son système d'exclusion à se considérer comme la nation centrale, à ignorer l'existence de nations puissantes et prospères et à ne voir, dans tout ce qui n'était pas chinois, que des barbares placés en dehors de la civilisation. C'était là une erreur que la Chine devait maintenant désapprendre et elle devait même, contre son gré, se conformer aux usages des nations occidentales, étant manifestement et matériellement trop faible pour refuser d'entrer en rapport avec elles. M. Lay croyait d'ailleurs que, eu égard au présent état de la Chine, une amélioration des rapports avec les puissances étrangères serait un bénéfice réel pour toutes les classes de la population ; que les puissances étrangères n'avaient pas l'intention de s'approprier aucune partie du territoire et que les quatre puissances étaient prêtes, sans aucun doute, à prendre l'engagement formel de s'abstenir de tout projet de ce genre. Si la Chine était bien inspirée, elle se ferait de la Grande-Bretagne une amie, et dans ce cas, elle n'aurait rien à craindre d'autres puissances. La Grande-Bretagne est la plus influente des nations intéressées dans les affaires du Céleste Empire.

M. Lay demanda aux secrétaires s'ils avaient entendu parler de la

guerre avec la Russie? « Oui, répondirent-ils, » vous n'avez pas permis à la Russie de s'emparer de la Petite-Turquie.

M. Lay fit remarquer qu'ils pouvaient voir par là qu'une nation ne pouvait pas toujours se livrer selon son bon plaisir à des actes d'agression, et que si une nation avançait des demandes déraisonnables, d'autres nations pouvaient intervenir pour les restreindre. Pieu répéta que l'Empereur préférerait courir les risques d'une guerre, que de consentir à la nomination de ministres étrangers à sa cour.

M. Lay répondit qu'ils feraient mal d'essayer de la guerre, qu'ils pouvaient être sûrs que l'Empereur finirait par consentir et qu'il valait mieux le faire de bonne grâce maintenant que de courir la chance d'avoir sa capitale occupée par des troupes étrangères. Tant que les commissaires persisteraient dans leur présente manière de voir, évidemment la discussion ne mènerait à rien.

M. Lay exprima en conséquence le désir d'avoir un entretien de quelques minutes avec Kweiliang lui-même au sujet de la résidence d'un ministre à Pékin. Pieu dit qu'il verrait Son Excellence et s'informerait si cette entrevue lui était agréable.

La discussion avait duré trois heures, dans la forme d'une conversation décousue durant lesquelles les Chinois montrèrent beaucoup d'urbanité et de bonne humeur. Pieu fut absent près d'une heure. A son retour, il me dit qu'il avait communiqué au commissaire la conversation qui avait eu lieu, et que Son Excellence désirait savoir si, dans le cas où un ministre britannique serait admis à la cour, il serait nécessaire de recevoir aussi les ministres des trois autres puissances. M. Lay répondit qu'il pensait que cela serait nécessaire, en effet, et il s'exprima en faveur de l'admission de plusieurs ministres étrangers comparativement à celle d'un seul ministre. Pieu pria M. Lay de réfléchir à ce point, et de voir si la chose ne pourrait être arrangée de façon à ce que nous pussions tenir les autres puissances en échec. Il suggéra aussi qu'il serait bien que, sauf dans les grandes circonstances, le ministre anglais et sa suite qui habiteraient Pékin s'habillassent en Chinois. De cette façon le peuple n'y verrait plus rien d'alarmant. M. Lay eut beaucoup de peine à ne pas éclater de rire, mais il promit à Pieu de réfléchir à la chose.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

III

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DOCUMENTS

RELATIFS AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

COMMUNIQUÉS

AU CONGRÈS DE WASHINGTON PAR LE PRÉSIDENT

à l'ouverture

DE LA SESSION, DÉCEMBRE 1861.

Les *Archives diplomatiques* commencent aujourd'hui la publication des documents communiqués au congrès des États-Unis à l'ouverture de la session de décembre 1861, par le président. Nous croyons utile, pour l'intelligence des pièces qui suivent, de rappeler ici les divers documents relatifs à la crise américaine, qui ont été précédemment publiés dans les *Archives diplomatiques*.

Constitution fédérale des États-Unis d'Amérique, avec les adhésions des divers États, les amendements et additions, 17 septembre 1787.... *Archives* 1861, tome I, page 185

Compromis du Missouri, extrait de l'acte du Congrès, du 6 mars 1820, élevant le territoire du Missouri à la condition d'État..... *Archives* 1861, tome I, page 348

Lettre de M. Buchanan, secrétaire d'État, à sir Pakenham, ministre de la Grande-Bretagne, lui donnant communication des instructions envoyées le 24 décembre 1846

- par M. Mason, secrétaire d'État pour la marine, aux commandants des forces navales des États-Unis dans l'océan Pacifique, au sujet des principes des États-Unis en matière de blocus effectif, 29 décembre 1846. *Archives* 1861, tome III, page 440
- Bill de Nebraska et Kansas, 30 mai 1854. *Archives* 1861, tome I, page 348
- Message du président Pierce, extrait relatif au droit maritime, 4 décembre 1854. *Archives* 1862, tome I, page 141
- Protocoles du congrès de Paris, relatifs au droit maritime, 8 mars, 14 avril, 16 avril 1856. *Archives* 1862, tome I, page 145
- Déclaration du congrès de Paris sur le droit maritime, du 16 avril 1856. *Archives*, 1862, tome I, page 146
- Note de M. Marcy, secrétaire d'État des États-Unis, au comte de Sartiges, ministre de France à Washington, en réponse à la communication de la déclaration du congrès de Paris, du 16 août 1856. *Archives* 1862, tome I, page 148
- Message du président Pierce, extrait relatif aux négociations touchant le droit maritime, 2 décembre 1856. *Archives* 1862, tome I, page 158
- Message du gouverneur de la Caroline du Sud, au sujet de la séparation de cet État de l'Union fédérale. *Archives* 1861, tome I, page 96
- Message de M. Buchanan, président des États-Unis, 3 décembre 1860. *Archives* 1861, tome I, page 217
- Déclaration d'indépendance de la Caroline du Sud, exposant les griefs des États séparatistes, accompagnée d'un résumé des principes consacrés par l'arrêt de la Cour suprême, dans l'affaire Dred-Scott, 20 décembre 1860. *Archives* 1861, tome II, page 67
- Proclamation de séparation, par le gouverneur de la Caroline du Sud, Francis W. Pickens, 24 décembre 1860. *Archives* 1861, tome I, page 250
- Réponse du président Buchanan, aux commissaires de la Caroline du Sud, refusant d'abandonner le fort Sumter aux autorités de Charleston, 30 décembre 1860. *Archives* 1861, tome II, page 73
- Message du président Buchanan au congrès, 8 janvier 1861. *Archives* 1861, tome I, page 349
- Message du président Buchanan, relatif aux propositions médiatrices de la Virginie, 25 janvier 1861. *Archives* 1861, tome I, page 353
- Discours d'inauguration de M. Jefferson Davis, président provisoire des États confédérés au Congrès, le 15 février 1861. *Archives* 1861, tome IV, page 193
- Constitution des États confédérés d'Amérique, en vigueur pour une année, comprenant, à la date de son élaboration, la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane, 20 février 1861. *Archives* 1861, tome II, page 77
- Discours prononcé par le président Lincoln à la cérémonie de l'installation à Washington, 4 mars 1861. *Archives* 1861, tome II, page 202
- Discours adressé par le président Lincoln aux députés de la Virginie, 13 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 364
- Proclamation du président Lincoln, appelant 75 000 hommes sous les armes, et convoquant le Congrès pour le 4 juillet, 15 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 363
- Proclamation du gouverneur de la Virginie, ordonnant aux milices de l'État de se tenir prêtes à marcher pour repousser les troupes des États-Unis, par suite de la proclamation du 15 avril du président Lincoln, 17 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 360
- Proclamation de M. Jefferson Davis, président des États confédérés, autorisant les demandes de commission ou lettres de marque, 17 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 359
- Dépêche de M. Faulkner, ministre des États-Unis à Paris, à M. W. Seward, rendant compte d'une conversation avec M. Thouvenel, au sujet des suites de la rupture de l'Union, et d'une reconnaissance éventuelle des États confédérés par la France, 17 avril 1861. *Archives* 1861, tome III, page 127
- Déclaration du président Lincoln, du blocus des ports des États confédérés, 17 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 365
- Proclamation du gouverneur de la Géorgie, interdisant le paiement des dettes au gouvernement de Washington, aux États et aux particuliers du Nord, et invitant à en déposer le montant dans les caisses de l'État de Géorgie, 23 avril 1861. *Archives* 1861, tome III, page 120

- Texte des lettres de marque délivrées par le président Jefferson Davis, 23 avril 1861. *Archives* 1861, tome III, page 122
- Note circulaire de M. Seward aux représentants des États-Unis en Europe, au sujet de la déclaration du 16 avril 1856 du congrès de Paris, sur le droit maritime, et déclarant l'accepter dans les circonstances actuelles, 24 août 1861. *Archives* 1861, tome IV, page 115
- Déclaration par le président Lincoln, du blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Nord, 27 avril 1861. *Archives* 1861, tome II, page 366
- Lettre de M. Seward à lord Lyons, en lui communiquant la proclamation du blocus du président des États-Unis, 26 avril 1861. *Archives* 1861, tome III, page 437
- Message du président Jefferson Davis au congrès de Montgomery, 29 avril 1861. *Archives* 1861, tome IV, page 197
- Formule d'une notification spéciale de blocus, 30 avril 1861. *Archives* 1861, tome III, page 442
- Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences avec M. Seward, au sujet de l'établissement du blocus, 2 mai 1861. *Archives* 1861, tome III, page 438
- Lettre de M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne, le rassurant au sujet des règles qui seront suivies dans le blocus, 2 mai 1861. *Archives* 1861, tome III, page 443
- Dépêche de lord Lyons à lord John Russell, rendant compte de ses conférences avec M. Seward, et du refus de ce dernier de donner communication des instructions relatives au blocus, 4 mai 1861. *Archives* 1861, tome III, page 442
- Instructions envoyées par M. Seward à M. William Dayton, en remplacement de M. Faulkner, et l'avisant que le gouvernement de Washington s'opposera par la force à la dissolution de l'Union, 4 mai 1861. *Archives* 1861, tome III, page 129
- Ordonnance du congrès des États confédérés, établissant l'état de guerre entre lesdits États et les États-Unis, et autorisant le président à délivrer des lettres de marque, 6 mai 1861. *Archives* 1861, tome IV, page 214
- Note de lord Lyons au contre-amiral Milnes, indiquant les règles qui seront suivies pour le blocus, 11 mai 1861. *Archives* 1861, tome III, page 443
- Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, au sujet des garanties considérées comme acquises à tous les neutres en temps de guerre, et disant que le gouvernement français ne peut considérer les deux parties contendantes que comme deux partis belligérants agissant conformément aux principes du droit des gens, 11 mai 1861. *Archives* 1862, tome I, page 266
- Dépêche de de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui dire que dans le cas où des circonstances se produiraient où l'intervention de l'Empereur parût propre à amener un rapprochement entre les parties, Sa Majesté se prêterait avec empressement à contribuer au raffermissement et au maintien de l'Union, 16 mai 1861. *Archives* 1862, tome I, page 270
- Instruction adressée par lord John Russell aux lords de l'amirauté, complétant la déclaration de neutralité du 13 mai, dans le conflit des États-Unis, et interdisant aux deux partis d'amener leurs prises dans les ports britanniques, 1^{er} juin 1861. *Archives* 1861, tome III, page 136
- Déclaration de neutralité de la France dans la guerre entre les États-Unis et les États confédérés, 10 juin 1861. *Archives* 1861, tome III, page 271
- Note de M. de Schleinitz au ministre de Prusse à Washington, le chargeant de s'enquérir auprès du gouvernement des États-Unis des principes du droit maritime qui seront suivis à l'égard des neutres, durant le conflit avec les États du Sud, suivie d'une ordonnance de M. von der Heydt, ministre du commerce, en faveur de la neutralité des sujets prussiens, dans les affaires des États-Unis, 13 juin 1861. *Archives* 1861, tome III, page 306
- Décret de neutralité de l'Espagne dans le conflit des États-Unis, 17 juin 1861. *Archives* 1861, tome III, page 293
- Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui expliquer la portée de la déclaration de neutralité de la France, 15 juin 1861. *Archives* 1862, tome I, page 272
- Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, lui rendant compte d'une entrevue qu'il a eue, à titre privé, avec M. Rost, délégué des États fédérés, 20 juin 1861. *Archives* 1862, tome I, page 272

- Message du président Lincoln au congrès, 4 juillet 1861..... *Archives* 1861, tome III, page 356
- Message du président des États confédérés au congrès de Richmond, 20 juillet 1861.
..... *Archives* 1861, tome IV, page 219
- Bill de confiscation des propriétés employées dans un but insurrectionnel, Washington, 6 août 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 378
- Résolution du congrès des États confédérés, concernant certains points du droit maritime, et définissant la position des États confédérés d'Amérique à ce sujet, 13 août 1861..... *Archives* 1862, tome II, page 65
- Proclamation du président Lincoln, interdisant les relations commerciales entre les États-Unis et les États rebelles, 6 août 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 118
- Circulaire du ministre du commerce de Prusse aux chambres du commerce, pour leur donner communication des articles du traité du 11 juillet 1799 entre les États-Unis et la Prusse, concernant les navires des deux nations, en cas de guerre de l'une d'entre elles, Berlin, 16 août 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 428
- Dépêche de lord Lyons au comte Russell, pour lui transmettre copie d'un avis déclarant que nul ne pourra quitter les États-Unis ou y entrer sans passeport. 19 août 18..... *Archives* 1861, tome IV, page 125
- Proclamation du général Fremont pour étendre la loi martiale dans tout l'État du Missouri, 31 août 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 125
- Réponse de M. Seward, secrétaire d'État à M. Stoeckl, ministre de Russie à Washington, à la suite de la communication de la dépêche du 10 juillet, du prince Gortschakoff, 7 septembre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 147
- Lettre du président Lincoln au général Fremont, relative à sa proclamation du 31 août pour l'émancipation des esclaves, 11 septembre 1861. *Archives* 1861, tome IV, page 230
- Lettre de M. Hammond adressée au nom du comte Russell à M. Heyman au sujet du trafic maritime avec la Nouvelle-Orléans durant le blocus, Londres, 19 septembre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 396
- Circulaire de M. Seward interprétant les bills du 13 juillet et du 6 août 1861, 21 septembre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 379
- Lettre de M. Heyman, négociant de Liverpool, au comte Russell, le priant d'examiner de nouveau ses communications au sujet du trafic avec la Nouvelle-Orléans durant le blocus, 26 septembre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 396
- Lettre de M. Welles, secrétaire au département de la marine, sur l'émission de lettres de marque sous certaines restrictions. Washington, 1^{er} octobre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 360
- Circulaire de M. Seward aux gouverneurs des États de l'Union relativement aux fortifications des côtes, 14 octobre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 361
- Lettre de lord Lyons à M. Seward à propos de l'arrestation de deux sujets anglais. contrairement à la Constitution des États-Unis.... *Archives* 1861, tome IV, page 452
- Instructions données par M. Caméron, secrétaire de la guerre, au général Sherman commandant militaire de l'expédition contre les côtes du sud, 14 octobre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 352
- Réponse de M. Seward à la lettre de lord Lyons en date du 14, 14 octobre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 453
- Dépêche de lord Lyons aux consuls anglais dans les ports des États confédérés leur donnant communication d'une note de M. Seward, interdisant aux bâtiments dans les ports bloqués de prendre une cargaison à bord après le commencement du blocus. 16 octobre 1861..... *Archives* 1861, tome IV, page 400
- Message du président Jefferson Davis, 16 novembre 1861..... *Archives* 1862, t. I, p. 61
- Message du président Lincoln, 3 décembre 1861.... *Archives* 1862, tome I, page 69
- Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, ministre de France à Washington sur l'affaire du *Trent*, 3 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 87
- Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte Flahaut, lui envoyant copie de la dépêche du 3 décembre à M. Mercier, avec autorisation d'en donner lecture à lord Russell, 4 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 275
- Dépêche de M. le comte Flahaut à M. Thouvenel, lui disant que lord John Russell s'est montré très-sensible à l'appui donné, à l'occasion de l'affaire du *Trent*, au gouver-

- nement de la reine par le gouvernement de l'Empereur, 6 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 276
- Dépêche de M. de Bernstorff au ministre de Prusse à Washington, au sujet de l'affaire du *Trent*, 25 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 99
- Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en lui envoyant la réponse de M. Seward à la dépêche du 3 décembre, 27 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 276
- Note de M. Seward à M. Mercier, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 3 décembre, 27 décembre 1861..... *Archives* 1862, tome I, page 277
- Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, exprimant la satisfaction du gouvernement français de voir se dénouer d'une façon amicale un incident qui eût amené une collision redoutable entre deux puissances amies de la France, 9 janvier 1862..... *Archives* 1862, tome I, page 275
- Dépêche de M. le comte de Flahaut à M. Thouvenel, lui annonçant que la nouvelle de la restitution de MM. Slidell et Mason a été accueillie avec une grande satisfaction en Angleterre, et que le comte Russell et lord Palmerston reconnaissent que l'opinion exprimée dans la dépêche du 3 décembre a puissamment contribué à amener une solution aussi heureuse..... *Archives* 1862, tome I, page 276

CORRESPONDANCE.

M. Black, secrétaire d'État, à tous les ministres des États-Unis à l'étranger.

Département d'État. Washington, le 26 février 1861.

Monsieur, vous êtes naturellement informé que l'élection de novembre dernier a abouti au choix de M. Abraham Lincoln ; qu'il était le candidat du parti républicain ou abolitionniste ; que la discussion qui a précédé l'élection s'est renfermée presque entièrement dans ce qui, directement ou indirectement, avait rapport à l'esclavage ; que chacun des États du Nord a donné son vote électoral, à l'exception de trois dans New-Jersey, à M. Lincoln, tandis que dans le Sud le sentiment populaire lui a été presque universellement contraire. Quelques-uns des États du Sud, aussitôt après l'élection, se sont mis en mesure de se séparer de l'Union, et leur exemple fut bientôt suivi par d'autres. Des conventions ont été formées dans la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, Alabama, Mississipi, la Louisiane et le Texas. Dans tous ces États, sauf le Texas, ces conventions ont rendu des ordonnances pour déclarer qu'elles se séparaient du gouvernement fédéral. Un congrès, composé des représentants des six premiers États nommés ci-dessus, s'est assemblé pendant quelque temps à Montgomery (Alabama). Ce congrès a proposé une constitution provisoire pour ce que l'on appelle *les États confédérés d'Amérique*.

Il n'est pas improbable que des personnes prétendant représenter ces États qui ont ainsi tenté de secouer leurs obligations fédérales cherchent à faire reconnaître leur indépendance par l'empereur de Russie. Dans le cas où de pareilles tentatives seraient faites, le pré-

sident attend de vous que vous usiez des moyens qui vous paraissent les plus propres et les plus nécessaires pour empêcher la réussite de ces tentatives.

Les raisons mises en avant, dans le message du président à l'ouverture de la session actuelle du congrès, à l'appui de son opinion que les États n'ont aucun pouvoir constitutionnel pour se séparer de l'Union, ces raisons, dis-je, sont restées jusqu'ici sans réponse, et paraissent irréfutables. Les motifs par lesquels ils ont tenté de justifier l'acte révolutionnaire de rompre les liens qui les unissent aux autres États sont considérés comme complètement insuffisants. Le gouvernement n'a point abandonné sa juridiction constitutionnelle sur le territoire de ces États et ne veut pas le faire.

Il doit être évident que c'est le droit de ce gouvernement de demander aux puissances étrangères de ne prendre aucune mesure qui puisse tendre à encourager le mouvement des États séparatistes ou bien augmenter le danger de désaffection parmi les États qui restent encore fidèles. Le président a la conviction que le gouvernement de l'empereur ne fera, dans ces affaires, rien qui soit incompatible avec l'amitié que ce gouvernement a toujours éprouvée jusqu'ici de sa part, ainsi que de ses prédécesseurs. Si l'indépendance des États confédérés devait être reconnue par les grandes puissances de l'Europe, cette reconnaissance aurait pour effet de mettre le trouble dans les rapports amicaux, diplomatiques et commerciaux qui existent en ce moment entre ces puissances et les États-Unis. Ces conséquences, la cour de l'empereur ne manquera pas de le voir, sont contraires aux intérêts de la Russie aussi bien qu'à ceux de ce pays.

Votre connaissance toute particulière de nos institutions politiques vous mettra à même d'expliquer suffisamment les causes de nos troubles intérieurs, et les motifs de l'espoir que nous nourrissons de voir l'harmonie la plus complète se rétablir promptement.

Je suis, etc.

J. S. BLACK.

*A John Appleton, esq., envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire des États-Unis à Saint-Petersbourg.*

La même circulaire *mutatis mutandis* a été adressée également à M. W. Preston, à Madrid; à M. E. G. Fair, à Bruxelles; à M. Theo. S. Fay, à Berne; à M. Jos. A. Wright, à Berlin; à M. J. G. Jones, à Vienne; à M. J. Williams, à Constantinople; à M. G. M. Dallas, à Londres; à M. Ch. J. Faulkner, à Paris; à M. H. C. Murphy, à la Haye.

**Circulaire de M. Seward , secrétaire d'État , à tous les ministres
des États-Unis.**

Département d'État. Washington, 9 mars 1861.

Monsieur, mon prédécesseur, dans sa dépêche n° 10, en date du 28 février, vous a donné pour instruction d'user de tous les moyens convenables et nécessaires pour empêcher d'aboutir les tentatives qui pourraient être faites par des personnes prétendant représenter les États de cette Union, au nom desquels un gouvernement provisoire a été établi, à l'effet d'obtenir la reconnaissance de leur indépendance par le gouvernement de l'Espagne.

Je suis maintenant chargé par le président des États-Unis de vous informer qu'ayant pris l'administration du gouvernement en vertu d'une élection indiscutable et des règles constitutionnelles, il vous renouvelle l'ordre dont je viens de parler, et compte sur l'emploi de votre plus grande autorité et fidélité pour contrecarrer et empêcher les desseins de ceux qui invoqueraient l'intervention étrangère pour embarrasser ou renverser la République.

Quand vous aurez réfléchi à la nouveauté de ces projets, à leur caractère antipatriotique et révolutionnaire, et à la longue suite de maux qui doivent être la conséquence directe ou indirecte de leur succès, même partiel ou temporaire, le président a l'assurance que vous apprécierez comme il mérite de l'être et que vous approuverez de tout cœur l'avertissement qui fait l'objet de la présente communication.

Je vous envoie ci-incluse une copie de l'adresse prononcée par le président en prêtant le serment constitutionnel de prise de possession ; elle explique clairement les erreurs des partisans aveugles qui cherchent à démembrer l'Union, les raisons qui désavouent la conduite de ces partisans, et aussi la politique générale que le gouvernement veut suivre, dans le but de conserver la paix et l'ordre intérieur, ainsi que le maintien et la conservation de l'Union fédérale.

Vous ne perdrez pas de temps à mettre cette adresse sous les yeux du ministre des affaires étrangères d'Espagne, et vous l'assurerez que le président des États-Unis nourrit la confiance la plus entière dans le rétablissement de l'harmonie et de l'unité du gouvernement par une conduite ferme, en même temps que juste et libérale, avec le concours franc et loyal du peuple américain.

Vous insisterez en toute vérité auprès du gouvernement espagnol sur cette considération que les troubles actuels ne proviennent que des passions populaires, excitées par des circonstances récentes d'un caractère passager, et que, tandis qu'aucune personne d'un esprit

sain n'a essayé de prouver que le démembrement de l'Union pourrait amener d'une façon permanente la sûreté et le bien-être de son propre État ou même de sa section, et encore moins de tous les États et de toutes les sections de notre pays, le peuple lui-même conserve et nourrit la confiance la plus profonde dans notre constitution, avec une affection et une vénération comme aucune autre forme de gouvernement n'en reçut jamais de ceux sur lesquels elle a été établie.

Nous avons la ferme assurance que c'est la conviction générale de tous, non-seulement ici, mais dans les autres pays, que cette Union fédérale offre le meilleur système qui puisse être adopté pour garantir la sécurité, la paix, la prospérité, le bien-être et le bonheur de tous les États dont elle se compose. La position de ces États, leurs rapports sociaux et politiques, l'influence que leur donne leur agriculture, leur commerce, leurs manufactures, leurs mines, semblent assurer l'intérêt permanent de toutes les autres puissances à la conservation et à la stabilité de notre présent système politique. Tout avantage que pourrait retirer une nation étrangère des rapports formés avec une portion mécontente des États de cette Union, même s'il n'était pas entièrement illusoire, serait éphémère et serait contre-balancé par les malheurs qui proviendraient de la rupture de l'Union, dont la politique bien avérée doit être pour l'avenir, comme elle l'a été jusqu'ici, de conserver la paix, la liberté du commerce et l'amitié la plus cordiale avec les autres nations, ainsi que d'aider à l'établissement d'un gouvernement régulier pour tout le continent américain.

Nous ne croyons pas non plus exagérer notre importance nationale en disant que tout désastre politique qui pourrait nous accabler en introduisant la discorde et l'anarchie parmi les États qui ont formé pendant si longtemps une grande et prospère nation politique, sous une forme de gouvernement qui a conquis le respect et la confiance de l'humanité, que tout désastre de ce genre, dis-je, ne pourrait tendre par son influence qu'à troubler et à ébranler les systèmes de gouvernement qui existent dans les autres États du globe, et qu'à arrêter en même temps les progrès d'amélioration et de civilisation qui distinguent l'ère dans laquelle nous vivons.

Les États-Unis ont reçu trop d'assurances et de preuves d'amitié et de bon vouloir de la part de Sa Majesté Catholique pour douter un seul instant que ces considérations, ainsi que celles que pourra vous suggérer votre complète expérience du jeu de notre système fédéral, exerceront une juste influence sur elle, et empêcheront le gouvernement de Sa Majesté de céder aux sollicitations d'intervenir d'une façon non amicale dans les affaires intérieures de notre pays. Le président regrette que les événements qui ont lieu puissent causer quelque inconvénient au peuple et aux sujets de l'Espagne, mais il est décidé

à rendre ces inconvénients aussi légers et passagers que possible, et, autant qu'il dépendra de lui, tout étranger qui pourra en éprouver le moindre dommage sera largement indemnisé. Le président compte que vous enverrez promptement à ce département toute information que vous pourrez recevoir à l'égard des tentatives qui sont l'objet de cette communication.

Je suis, etc.

William H. SEWARD.

A W. Preston, esq., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Madrid.

La même dépêche, *mutatis mutandis*, a été adressée aux ministres des États-Unis à Bruxelles, Berne, Berlin, Vienne, Constantinople, Londres, Paris, Saint-Petersbourg, la Haye.

M. Seward aux ministres des États-Unis à Londres, Paris, Saint-Petersbourg, Berlin, Bruxelles, Turin et Copenhague, en date du 24 avril 1861.

Dans cette note-circulaire, publiée déjà dans les *Archives diplomatiques* (voir année 1861, t. IV, p. 115), M. Seward s'occupe de la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856, relative au droit maritime, et déclare que le gouvernement des États-Unis l'accepte dans les circonstances actuelles.

Projet de convention relative aux droits des belligérants et des neutres en temps de guerre, entre les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande étant également animés du désir de définir avec plus de précision les droits des belligérants et des neutres en temps de guerre, ont, dans ce but, donné leurs pleins pouvoirs, à savoir le président des États-Unis à Charles E. Adams, accrédité comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa dite Majesté, et S. M. la reine de Grande-Bretagne et d'Irlande à

 et lesdits plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Article I^{er}

1^o La course est et demeure abolie.

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.

3° La marchandise neutre sous pavillon ennemi n'est pas sujette à la saisie, à l'exception de la contrebande de guerre.

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour prévenir l'accès de la côte par l'ennemi.

Article II.

La présente convention sera ratifiée par le président des États-Unis, avec l'avis et le consentement du sénat, et par Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications seront échangées à Washington dans les six mois qui suivront la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le. dans l'année de Notre-Seigneur 1861.

FRANCE.

M. Seward à M. Dayton,

Département d'État. Washington, 22 avril 1861.

Monsieur,

Vous entrez dans une mission très-importante dans un moment où nos affaires intérieures ont atteint une crise qui réveille doublement la sollicitude. Durant une période de quatre-vingts ans la loi et l'ordre ont subsisté; la paix intérieure et la tranquillité n'ont point été troublées. Il y a cinq mois qu'une sédition s'est manifestée dans plusieurs des États du Sud, et elle a agi dès lors avec hardiesse, avec habileté et énergie. Un gouvernement insurrectionnel comprenant sept membres de cette union a été proclamé sous le nom d'États confédérés d'Amérique. Cette prétendue autorité s'est trouvée, surtout par surprise, en possession de chantiers maritimes, de forts et d'arsenaux, et d'une grande quantité d'armes, d'artillerie et de matériel de guerre. Ici on a aisément compris que cette surprise était inévitable, bien qu'à l'étranger elle puisse donner lieu à des malentendus. Le 12 avril dernier, les forces de ces États ont commencé une attaque contre le fort Sumter, et l'ont menée à fin, malgré l'héroïque résistance d'une faible garnison qui, grâce à la mauvaise administration précédente, ne pouvait recevoir ni munitions ni renforts. Grâce aux arrangements

particuliers de notre système politique, la dernière administration et les départements du gouvernement fédéral, y compris les départements de l'armée et de la marine contenaient des agents, des fauteurs et des partisans de l'insurrection. Les autorités fédérales restèrent inactives, et, d'un autre côté, une grande partie du peuple, surprise par la soudaineté de la scission, égarée par les liens de parenté politique avec les hommes engagés dans le mouvement, se livrait à la crainte qu'une résistance inutile ne vint aggraver et précipiter le mouvement. Le projet de démembrer l'Union est sans doute appuyé par des ambitions politiques et commerciales, mais malgré la grande extension qui lui a été donnée, il se base avant tout sur un mécontentement local causé par le résultat de la dernière élection du Président des États-Unis. Ce mécontentement a puisé une force momentanée en se posant comme faisant une opposition légitime à un parti vainqueur, et d'un autre côté le parti vaincu ne peut se résoudre à accepter immédiatement une solution administrative et politique qui a mis à sa place un parti dont la présence aux affaires implique la véritable existence du gouvernement et de l'Union. Ces embarras ont du reste passé si rapidement qu'il suffit de dire que la plus grande partie du peuple est restée jusqu'ici fidèle et loyale. Le président a mis à profit l'échec de la prise du fort de Sumter pour appeler la milice des États à renforcer l'armée fédérale et pour convoquer le Congrès, afin d'obtenir dans ces circonstances ses secours et ses conseils. De leur côté, les insurgés ont pris les mêmes mesures et invité à venir à eux des corsaires de tous pays pour commettre des dépredations aux dépens du commerce des États-Unis.

Le premier devoir que vous aurez à accomplir à Paris sera d'avoir soin que le gouvernement de S. M. l'empereur des Français ne soit pas trompé au sujet de notre position, et que des erreurs de sa part ne nous portent pas préjudice. Le président aurait vu avec grande satisfaction que les mouvements auxquels j'ai fait allusion n'eussent pas mis son gouvernement dans la nécessité de s'en entretenir avec des puissances étrangères. Mais dans notre âge de développement social, aucun malheur n'est isolé et toute tentative de révolution dans un pays devient un sujet de discussion dans tous les autres. Dans le cas actuel, les agitateurs ont probablement et naturellement porté leur cause devant les États étrangers, en leur mandant de reconnaître l'indépendance qu'ils ont proclamée et qu'ils se sont engagés à établir par leurs armes. La prudence exige que nous nous opposions à cet appel. Le président croit que vous pouvez le faire d'une manière qui sera à la fois d'accord avec la haute considération dont ce gouvernement use envers Sa Majesté Impériale, ainsi qu'avec la dignité et l'honneur du peuple américain. L'empereur des Français a donné des

preuves fréquentes qu'il voit partout dans le peuple la source légitime de toute autorité, et que le but de celle-ci consiste dans le salut, la liberté et le bien-être général. L'Empereur connaît notre constitution et, par conséquent, il n'est pas besoin de lui démontrer que notre système constitutionnel est strictement basé sur ce principe. Vous ne manquerez pas de lui montrer aussi que cette constitution est parfaitement adaptée aux conditions physiques, au tempéramment, à l'esprit et aux habitudes du peuple américain. Dans ses traits essentiels, le système actuel est celui qui a été fondé à l'origine et qui a toujours existé dès lors avec le consentement populaire constamment renouvelé dans cette partie de l'Amérique. Le peuple de ce pays a toujours joui des droits personnels garantis par les grands statuts de la liberté anglaise, à savoir la représentation accompagnant le vote de l'impôt, le jugement par le jury, la liberté de conscience, l'égalité devant la loi et le suffrage populaire. L'élément de la fédération ou de l'Union fut développé de bonne heure, alors que les colonies étaient encore sous la domination anglaise ; il le fut encore durant la guerre de la révolution et il fut perfectionné ensuite par l'établissement de la constitution des États-Unis. En fait, cette constitution a été volontairement acceptée par tous les États et tous les citoyens des États-Unis. La mise en œuvre du système a été couronnée d'un succès complet, et il n'est pas un mille carré de terre que nous ayons perdu après l'avoir occupé à un moment quelconque. Nous avons étendu notre domination de la rivière de Sainte-Marie au Rio-Grande, sur le golfe du Mexique, et du Mississipi à l'océan Pacifique. Notre population s'est élevée de quatre millions à trente et un millions, et le nombre de nos États de treize à trente-quatre. D'une position insignifiante, nous sommes arrivés au rang de seconde puissance du globe. Sauf deux cas de conflit locaux sans importance, nous n'avons eu que deux guerres étrangères dont la durée réunie a été de moins de cinq ans. Jusqu'ici aucune vie humaine n'a été retranchée pour cause de déloyauté envers le gouvernement ; jamais la loi martiale n'a été établie, si ce n'est temporairement, en cas d'invasion ; aucun autre peuple n'a été affranchi à ce point de tout accident et calamité politiques.

Au milieu même de l'excitation causée par la guerre civile, il n'est pas un Américain qui se sépare des principes de la Constitution ; la grande charte américaine a conquis l'approbation du monde civilisé. Plusieurs nations l'ont prise comme modèle et presque toutes les autres ont conformé jusqu'à un certain point leurs institutions à nos principes constitutionnels. L'empire français et le nouveau royaume d'Italie spécialement ont la même large base que la République fédérale, le suffrage universel. Certes, nous ne pouvons pas nous tromper en soutenant qu'un système de gouvernement sorti du libre

consentement du peuple, fréquemment soumis à nouveau à son examen, et constamment préféré à tout autre durant une période de deux cents ans, accepté ou approuvé par toutes les autres nations et qui, au plus chaud de l'insurrection, a l'adhésion de ceux mêmes qui veulent le renverser ; nous ne pouvons pas nous tromper, dis-je, en soutenant que ce système de gouvernement est non-seulement adapté à la condition et au caractère du peuple américain, mais qu'il est indispensable et indissolublement lié à son existence nationale. Si l'on vous répondait que tout ce qui précède a pu être vrai jusqu'ici, mais se trouve réfuté par l'existence de l'insurrection, vous pouvez répondre avec vérité que pour repousser cet argument nous devons attendre d'avoir vu la fin de l'insurrection ; en fait, cette insurrection ne prouve rien, sinon que quatre-vingts années de paix dépassent la mesure de ce que peut supporter la nature humaine, même dans les circonstances les plus favorables à la modération. La révolution que l'on tente de faire n'a pas plus de raison que d'objet ; elle n'en a point de l'aveu général, à moins qu'il n'en surgisse au sujet de l'esclavage. La pratique de l'esclavage a donné lieu à de si longs et de si aigres débats politiques, en même temps qu'elle a toujours été et qu'elle est encore une affaire domestique, que j'y touche avec un double regret, dans une communication relative à la conduite d'un représentant de ce gouvernement à l'étranger. Je m'abstiens de toute observation quant à la moralité ou l'immoralité, aux avantages ou aux pertes économiques ainsi qu'au caractère social de l'esclavage, et par ordre du président, je me renferme strictement dans ce point, qu'une tentative de révolution à propos de l'esclavage n'a ni but ni motif. L'esclavage de personnes d'origine africaine existait en fait dans toutes les colonies européennes qui constituent aujourd'hui en qualité d'États les États-Unis d'Amérique. Les fondateurs de notre gouvernement acceptèrent ce fait, ainsi que les idées sur l'esclavage qui avaient alors cours dans tout le monde civilisé ; ils espéraient et désiraient que l'esclavage pût une fois prendre fin, et dans ce but le Congrès autorisa la prohibition du commerce d'esclaves étrangers à dater de 1808. Mais on ne pouvait s'attendre à ce que l'usage de l'esclavage africain pût soudainement prendre fin au préjudice de la paix et de l'économie du pays ; en conséquence, le contrôle de l'esclavage, tel qu'il existait alors, fut placé en dehors des attributions des autorités fédérales ; on s'en remit à ce sujet exclusivement aux arrangements et aux dispositions des États particuliers, et on leur donna force, par des mesures relatives au retour des esclaves fugitifs et par une loi faisant entrer les esclaves pour les trois cinquièmes dans la fixation proportionnelle du nombre de la représentation et du chiffre de l'impôt. Les législateurs d'alors portèrent leur attention sur la vaste région encore inoccupée qui s'étend

entre les frontières ouest des États de l'Atlantique et la rivière du Mississipi. La partie sud-ouest de cette région renfermait quelques esclaves et la partie nord-ouest n'en avait point. Les législateurs remirent l'affaire de l'esclavage au libre arbitre des nouveaux États qui se formeraient dans la partie sud-ouest, et prohibèrent à jamais l'esclavage dans la partie nord-ouest. Des causes économiques, morales et politiques modifièrent plus tard en sens inverse les manières de voir de ces deux sections de l'Union. Depuis longtemps l'esclavage était prohibé par les États du nord, tandis qu'au contraire l'augmentation de la production du coton avait fortifié l'institution de l'esclavage dans les États du sud. Les accroissements de territoire par achats de l'Espagne, de la France et du Mexique introduisirent dans l'Union des pays dans lesquels l'esclavage avait ou légèrement pris pied ou pas du tout. Ce nouveau domaine dut, après son occupation, être constitué en nouveaux États qui devaient être ou des États libres ou des États à esclaves. Les États primitifs opinèrent suivant leur régime respectif; les États libres cherchèrent à imprimer à la législation et aux actes du gouvernement fédéral une direction de nature à augmenter le nombre des États libres; les États à esclaves firent les mêmes efforts pour multiplier les États à esclaves. L'intérêt devint d'autant plus intense que les différents États avaient une représentation égale dans le sénat des États-Unis. Ce désaccord se révéla bientôt dans les élections populaires et plus ouvertement que jamais dans la dernière agitation électorale qui a amené aux affaires la présente administration. Il est à remarquer que depuis l'agitation de cette question jusqu'à la dernière élection, les décisions populaires ont été favorables à ceux qui poussaient à l'extension de l'esclavage, et cependant le parti opposé y a toujours acquiescé. Dans ces circonstances, l'exécutif, la législature nationale et les autorités judiciaires ont été placés, dans un but pratique, entre les mains du parti dominant. Les lois, l'administration et l'exécutif se sont conformés à sa propre politique. Le parti opposé a réussi dans la dernière élection à faire nommer comme président et vice-président les citoyens de son choix, mais rien de plus; le congrès et les autorités judiciaires restèrent dans la même voie que précédemment. Le nouveau président ne pouvait entrer en fonctions que le 4 mars 1861, et après comme avant, les lois et leur exécution devaient rester sans changement. Le président ne pouvait, sans le consentement des membres du congrès qui lui étaient opposés, ni changer ni nommer un ministre, ni un fonctionnaire de l'ordre exécutif (*ministerial*), ni sortir un dollar du trésor, même pour se défendre et se soutenir. Ce fut dans ces circonstances et le jour même où l'élection fut terminée et son résultat connu que, quatre mois avant l'entrée en fonctions de l'administration nouvelle, le parti désap-

pointé en appela de l'urne électorale aux armes, et qu'il inaugura la révolution.

Je n'ai pas besoin de développer plus longuement la proposition que la révolution est sans cause et qu'elle n'a pas même un prétexte.

Il est tout aussi évident que la révolution est sans but. Des causes morales et physiques ont déterminé d'une manière inflexible le caractère de chacun des territoires au sujet desquels le débat est élevé; après l'élection, les deux partis sont convenus de reconnaître les lois fédérales nécessaires à l'organisation du territoire; la condition des territoires restera sous tous les rapports la même, que la révolution triomphe ou échoue. La condition de l'esclavage dans les différents États restera la même que la révolution réussisse ou échoue. Il n'y a pas même un prétexte à la plainte qu'on élève que les États mal disposés doivent être conquis par les États-Unis, si la révolution tombe; les droits des États, la condition de tous les êtres humains qui les habitent seront régis exactement par les mêmes lois et par les mêmes formes administratives que la révolution triomphe ou qu'elle échoue. Dans le premier cas, les États (rebelles) contracteraient un lien fédéral avec la nouvelle confédération; dans le second cas, ils resteraient comme aujourd'hui membres des États-Unis, mais dans l'un et l'autre cas, leur constitution, leurs lois, leurs coutumes, leurs habitudes et leurs institutions resteraient les mêmes.

Il est à peine nécessaire d'ajouter à cet exposé de faits incontes-
tables que soit le nouveau président, soit les citoyens dont les suffrages l'ont porté à l'administration des affaires ont toujours répudié les desseins qu'on leur a attribués, n'importe la nature et la source de l'imputation, de vouloir troubler le système d'esclavage tel qu'il existe en vertu de la Constitution et des lois. Je ne serais pas complet si j'omettais de dire que tout effort de sa part dans ce sens serait inconstitutionnel et que tous ses actes pourraient être empêchés par l'autorité judiciaire, même après avoir obtenu l'assentiment du Congrès. Cette révolution sans cause juste et sans objet légitime travaille néanmoins au démembrement de l'union fédérale, et si elle réussit, elle finira par le renversement du gouvernement des États-Unis. S'il est vrai, ainsi que l'assentiment de l'humanité nous autorise à le soutenir, que l'établissement de ce gouvernement a été l'événement politique le plus heureux qui ait eu lieu dans tout le cours de l'histoire, sa chute ne semblerait pas être seulement une calamité nationale qu'un gouvernement patriotique doit s'efforcer de prévenir, mais un malheur pour toute la race humaine qui doit nous assurer au moins des ménagements (*forbearance of all others nations*) de la part de toutes les autres nations.

On ne saurait soutenir que la désunion lui permettrait de conserver

son véritable caractère et d'atteindre son but lors même qu'il serait divisé en deux parties à peu près égales et semblables. Son intégrité comme gouvernement fédéral, comprenant tous les Américains indépendants des États contigus et homogènes, les protégeant contre tous les dangers extérieurs et les commotions intérieures, leur assurant à tous comme un bien commun la grandeur, la dignité, l'influence et le bonheur, est une condition indispensable de sa constitution. Un démembrement serait moins contraire au caractère et au but de l'Union si l'on pouvait attendre que les deux confédérations qui devraient lui succéder fonctionneraient séparément dans leurs limites respectives, mais ce serait impossible. Les différents États sont retenus dans l'Union, les uns avec les autres, par une obligation expresse de cohérence qui ne peut être dissoute que par leur consentement commun; ils sont retenus dans l'Union par l'effet d'une loi morale, jusqu'ici reconnue de tous, qui remplace l'autorité militaire centrale, qui dans d'autres systèmes politiques assurent l'intégrité, la paix et l'harmonie des États. Si la révolution devait avoir le dessus et le démembrement s'ensuivre, l'obligation fédérale serait rompue, sa force morale dissipée, et à sa place prévaudraient les principes qui sont les éléments reconnus de la révolution, à savoir, que dans chacune des deux confédérations, chaque État pourrait opérer sa séparation selon son bon plaisir et que dans chaque confédération et même dans chaque État, la minorité pourrait, lors même que la volonté de la majorité serait connue, en appeler à l'épée des résultats du vote. Il est donc manifeste que le succès de cette révolution amènerait non-seulement le renversement effectif de tout le système du gouvernement, mais qu'il constituerait, pour chaque confédération, un premier pas dans la voie d'anarchie qui règne à un si haut degré dans l'Amérique espagnole. La lutte n'implique rien de moins que l'abandon de l'espérance d'asseoir un système de gouvernement stable sur le principe du consentement populaire exprimant sa volonté par des moyens pacifiques et indépendamment de l'autorité militaire. Si le président adressait cette lettre à ses compatriotes, aux États-Unis et non pas à l'un de leurs représentants à l'extérieur, il m'inviterait à placer sous leurs yeux les conséquences inévitables d'une dissolution de l'Union américaine : la perte de l'ambition, qui est une aspiration nécessaire à un grand peuple; la perte du respect de la part des hommes et le mépris de la postérité; la perte de cet esprit d'entreprise et de cette vigueur qui ont fait de nous une nation prospère; la perte de cette culture soutenue et constante qui a fait de nous un peuple intellectuel; l'absence de sûreté chez nous et au dehors, qui conduit directement au plus grand malheur de tous, à la perte de la liberté. Il suffit de faire ici allusion à ces maux possibles pour que vous puissiez assurer le gouvernement fran-

çais que le président considère la révolution comme une chose qu'il doit et veut empêcher, depuis qu'il est évident que les maux qui résulteraient de son succès seraient aussi incurables qu'intolérables. Il est en vérité très-regrettable qu'il soit nécessaire d'employer la force dans ce but. C'est là un fait contraire au génie et aux habitudes du peuple, et qui répugne aux sentiments du gouvernement de ce pays comme à ceux de l'humanité, mais le président croit que le pays acceptera cette alternative avec moins de regret parce qu'il a été laissé un temps suffisant pour essayer de tous les moyens de conciliation et qu'il a été du moins prouvé que la guerre civile est inévitable. La responsabilité en retombe sur ceux qui l'ont commencée et qui l'ont fait sans cause et sans provocation; le monde verra que le mal qui nous arrive ne provient ni de l'administration ni de la Constitution, mais qu'il a sa source dans la nature humaine. Il ne faudrait cependant pas croire que la répugnance du gouvernement d'employer la force ait démoralisé l'administration ou qu'elle puisse démoraliser le peuple américain. Ils défendront l'Union avec autant de résolution que de vigueur et ils mettront à maintenir cette défense d'autant plus de fermeté et de persévérance qu'ils ne sont point animés par un esprit hostile, mais au contraire par un esprit amical et même fraternel et qu'ils seront aussi satisfaits du bien qui adviendra à ceux qui travaillent au renversement de l'Union qu'à ceux qui se sont engagés à la défendre. J'ai ainsi mis sous vos yeux, par ordre du président, un exposé simple, sans exagération et sans passion de l'origine, de la nature et du but de la lutte dans laquelle les États-Unis sont aujourd'hui entraînés; je l'ai fait seulement pour que vous puissiez en tirer les arguments que vous trouverez nécessaires d'employer pour vous opposer à la demande adressée par les soi-disant États confédérés au gouvernement de l'Empereur pour obtenir la reconnaissance de leur indépendance et de leur souveraineté. Le président n'attend ni ne désire, dans les circonstances présentes, aucune intervention ni aucune faveur de la part du gouvernement français ni d'aucun autre. Quoi qu'il fasse d'ailleurs, le président n'invoquera jamais ni n'admettra aucune intervention ou influence étrangère dans cette querelle ou dans toute autre dans laquelle le gouvernement des États-Unis pourrait être engagé avec une partie quelconque du peuple américain. Il s'est simplement proposé de démontrer que la querelle actuelle ne fournit aucun motif à une grande et amicale puissance comme la France d'accorder avec justice son aide ou sa sympathie aux partis engagés dans l'insurrection, et vous avez par conséquent pour instructions d'insister pour que le gouvernement de l'Empereur garde la neutralité. Tous nos représentants auprès des diverses puissances ont reçu pour instructions d'insister auprès d'elles pour le maintien de la neutra-

lité. Comme le président ne nourrit pas la moindre crainte de voir le gouvernement de Sa Majesté se départir de cette ligne de conduite, ce n'est pas sans répugnance que le président suggère quelques considérations qui concernent la France elle-même et que vous pourrez produire à l'appui de vos instructions. La France est un pays agricole et manufacturier, son industrie dépend en grande partie de la consommation de ses produits et de ses tissus par les États-Unis, et de la réception en échange de coton ou autres marchandises ou de leur équivalent monétaire venant des États-Unis. La faculté des États-Unis, de consommer et de fournir des objets d'échange, dépend de son pouvoir de maintenir et de garder la paix. La guerre sera en tout cas moins ardente et la paix rompue sera rétablie d'autant plus rapidement et complètement que les nations étrangères auront la sagacité pour ne pas dire la magnanimité de pratiquer la neutralité que nous demandons.

Une intervention étrangère nous obligerait de traiter ceux qui l'accorderaient comme les alliés d'un parti insurrectionnel et d'entrer en guerre contre eux. Le cas ne serait pas allégé mais au contraire aggravé si plusieurs États européens se réunissaient pour intervenir. Le président et le peuple des États-Unis, si l'on en venait là et si cette lutte était inévitable, considéreraient l'Union comme digne de tous les efforts et de tous les sacrifices exigés par une lutte avec le monde en armes. Que d'autres puissances européennes puissent se méprendre sur la nature de la querelle, Sa Majesté est de tous les souverains celui qui peut le moins le faire; elle sait que la révolution de 1775 a été une lutte heureuse de la grande idée américaine de gouvernement libre et populaire contre les préjugés et les erreurs qui lui résistaient. Elle sait que ce conflit a réveillé les sympathies de l'humanité et qu'enfin le triomphe de cette idée a été salué par toutes les nations de l'Europe; elle sait à quel prix des nations de l'Europe ont résisté pour un temps aux progrès de cette idée et peut-être Sa Majesté voudra-t-elle bien reconnaître les grands avantages que la France en a particulièrement tirés. Sa Majesté ne manquera pas de reconnaître dans le présent conflit la présence de cette grande idée et elle saura distinguer de quel côté elle se trouve. En un mot, c'est le principe du suffrage universel et l'obéissance à ses décrets, principe qui est la base du gouvernement français, qui sont mis en question par l'insurrection actuelle, et qui doivent être défendus dans ces circonstances critiques et qui seront maintenus plus effectivement que jamais par le gouvernement des États-Unis.

J'omets de traiter les questions soulevées par les lois fiscales des États-Unis qu'on a supposées dernièrement avoir quelque rapport avec le sujet qui nous occupe. Ces lois ont été adoptées avant la pro-

clamation du blocus des ports qui sont entre les mains du parti révolutionnaire. Des considérations d'une nature uniquement mercenaire et éphémère ne peuvent en aucun cas pénétrer dans les conseils de l'empereur des Français.

On vous demandera naturellement quelles sont les espérances du président quant aux progrès de la lutte et quelles sont les perspectives de lui voir un terme. Il va sans dire qu'il est impossible de prévoir avec quelque certitude la marche de la révolution et de fixer l'époque d'événements politiques qui touchent à l'excitation des passions populaires; mais il est deux choses que l'on peut donner comme certaines, d'abord, que l'union de ces États est pour le peuple américain l'objet d'un attachement suprême et impérissable et qu'elle sera défendue et maintenue par lui; en second lieu, que le peuple américain, nonobstant les troubles temporaires qui l'arrachent à son calme, est cependant un peuple sagace et pratique et qu'il lui faudra moins qu'à toute autre nation l'expérience des maux pour revenir à l'exercice habituel de sa raison et de sa réflexion et, par la marche des affaires, à l'arrangement de la querelle, sans une dévastation et une démoralisation ultérieures et sans la dévastation et la démoralisation provenant d'une continuation inutile de la guerre civile.

Le président admet jusqu'à un certain point l'idée européenne de l'équilibre des puissances. Si ce principe a quelque fondement, l'indépendance et la stabilité de ces États-Unis dans leur forme actuelle avec les qualités et le caractère qui leur sont propres sont essentielles à l'équilibre entre les nations de la terre tel qu'il existe maintenant. Il n'est pas facile de voir comment la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Espagne renaissante pourraient éviter les guerres d'ambition qui éclateraient inévitablement, si le continent de l'Amérique du Nord après avoir exclu de son sein pendant trois quarts de siècle les intérêts étrangers, redevenait le théâtre de l'ambition et de la cupidité des nations européennes.

C'est aujourd'hui une gloire pour la France d'avoir contribué à émanciper ce continent du contrôle de l'Europe, et cette émancipation n'a pas moins profité à l'Europe qu'à l'Amérique. Le monarque éclairé de la France est trop ambitieux, dans le sens généreux du mot, pour signaler son règne en essayant de renverser un aussi grand et magnanime arrangement. Il est d'ailleurs trop sage pour ne pas comprendre que le salut et l'avantage des États-Unis sont nécessaires à l'humanité et dès lors garantis par sa sympathie.

W. SEWARD.

Suit une dépêche de M. Faulkner, ministre des États-Unis à Paris, sous la présidence de M. Buchanan, adressée à M. Black, secrétaire

d'État sous la même présidence, en date du 19 mars 1861. M. Faulkner rend compte des préoccupations excitées en Europe par les événements des États-Unis, il exprime l'espoir d'un arrangement pacifique, et dit que les dispositions du gouvernement français sont favorables au maintien de l'Union, qu'il regarderait sa rupture comme un malheur, et qu'il « n'adoptera avec précipitation aucune mesure ayant pour effet d'encourager le mouvement séparatiste tant qu'il restera une espérance raisonnable de voir l'autorité fédérale maintenir son autorité sur les États sécessionnistes. » Cette dépêche ne contenant guère que l'expression des vues personnelles du ministre et ne rendant compte d'aucune entrevue ou conversation officielle n'exige pas une reproduction complète.

Dépêche de M. Faulkner à M. Seward, du 15 avril 1861.

Voir cette note, t. III, p. 127 (1861), des *Archives*. Par erreur, la date indiquée est celle du 17 au lieu du 15 avril.

**Note de M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis
à Paris, du 4 mai 1861.**

Voir cette note, *Archives*, t. III, p. 129 (1861).

M. Dayton à M. Seward.

(Extrait.)

Paris, le 23 mai 1861.

Monsieur,

Arrivé le 11 à Paris, j'ai obtenu le 16 une audience de M. Thouvenel. Dans le cours de la conversation, M. Thouvenel m'a dit qu'il regrettait profondément l'état des choses aux États-Unis et qu'en exprimant ces sentiments, il exprimait les vues et les sentiments de l'Empereur, et que l'Empereur s'était senti disposé à offrir ses bons offices; qu'il en avait été détourné par la crainte que son offre ne fût pas bien reçue, mais que si l'occasion se présentait de le faire, il serait toujours prêt et heureux d'en profiter. Le ministre s'est informé particulièrement de la politique de notre gouvernement en ce qui concerne les droits des neutres et surtout la propriété neutre qui serait trouvée sur les navires du Sud. Il est entré dans de grands détails pour montrer que les précédents historiques sont en faveur d'un traitement des vaisseaux du Sud comme étant ceux d'un belligérant régulier, et qu'on doit leur appliquer la même doctrine que celle qui a toujours été sou-

tenue par les États-Unis. Il a insisté particulièrement sur ce fait, que la Grande-Bretagne, durant notre guerre révolutionnaire, n'avait pas regardé nos corsaires comme des pirates. Quant au blocus effectif, je lui dis que le principe en serait pleinement reconnu et respecté, mais le ministre paraissait très-frappé de l'importance de connaître clairement les intentions de notre gouvernement relativement aux points qui intéressent les États étrangers.

Quant à l'offre des bons offices de l'Empereur, je pus seulement remercier M. Thouvenel pour l'intérêt envers notre pays dont elle était la preuve, mais je ne lui ai donné aucune raison de croire qu'elle serait acceptée. Quant aux doctrines que notre gouvernement penserait à appliquer en ce qui concerne le blocus des ports du Sud et les droits des neutres, je lui dis que je n'avais pas dans ce moment-ci des instructions spéciales à ce sujet, mais que je pouvais seulement en référer à la proclamation du président et aux principes généraux de droit international pouvant rentrer dans la cause. Je l'informai ensuite, qu'immédiatement après ma réception par l'Empereur, j'aviserais mon gouvernement du vif désir du gouvernement français de connaître d'une manière définitive les vues de notre gouvernement sur ces matières. Vous ne manquerez pas d'observer que l'action de la France et de l'Angleterre sur cette question des belligérants est le produit d'une entente et d'un accord survenus entre elles. Durant la conversation, le ministre m'a semblé désireux de me persuader du grand intérêt que la France porte à notre situation et de son désir de voir l'union des États se perpétuer. Il a rappelé que la France avait contribué à la formation des États-Unis et qu'elle ne désirait point être témoin de leur dissolution. La reconnaissance en faveur des confédérés du Sud, des droits de belligérants ne devait pas être considérée du tout comme les reconnaissant en qualité d'États indépendants.

Le 20 courant, je fis une nouvelle visite à M. Thouvenel, pour obtenir de lui, si possible, des renseignements plus précis sur ce que la France entendait par ces mots « droits des neutres et droits des belligérants », et jusqu'à quel point elle étendait ses droits quant à la capture et la condamnation des prises dans les ports français. Il me répondit en substance que le pavillon couvre la marchandise, et que, si un vaisseau du Sud était saisi, chargé de marchandises neutres, cette marchandise ne serait pas reconnue de bonne prise. Il espérait que notre gouvernement reconnaîtrait les principes en faveur desquels il a toujours lutté. Je répondis qu'il en serait certainement ainsi, mais qu'ici la question était de savoir s'il y avait *un pavillon*; que notre gouvernement insistait sur ce point, que les Confédérés étant seulement des rebelles n'avaient point de pavillon, et que je ne pouvais pas exactement comprendre comment un gouvernement étranger

qui ne les avait pas reconnus comme une puissance indépendante, pouvait leur reconnaître un pavillon. M. Thouvenel me dit ensuite que le gouvernement français n'avait pas adressé d'avis à ses ressortissants par une proclamation, comme l'avait fait le gouvernement anglais, parce que c'était inutile ; que la loi française (du 10 avril 1825) déclarait tout citoyen français entrant au service d'une puissance étrangère comme perdant tout droit à être protégé comme citoyen ; que si un sujet français prenait service à bord d'un corsaire des États confédérés, ce Français ferait acte de piraterie. Le ministre me dit de plus qu'aucun corsaire ne serait équipé dans les ports français ; qu'il ne serait pas même permis aux corsaires d'y chercher un abri, sauf en cas de nécessité (de mauvais temps), et qu'alors ils ne pourraient y rester que vingt-quatre heures ; qu'en conséquence, ils ne pourraient pas introduire leurs prises dans les ports français ni faire exécuter les jugements de prise prononcés par les cours du Sud. La conversation du ministre sur ces points fut très-satisfaisante, et il me promit un rapport écrit¹ rappelant les lois françaises relativement à cette question. Il ajouta que le gouvernement français avait adressé certaines questions à notre gouvernement, et qu'il en attendait la réponse. Le désir du gouvernement impérial de conserver avec nous des relations amicales me paraît manifeste, et je ne pense pas qu'elle soit diminuée par la satisfaction évidente qu'une certaine partie du public anglais et de la presse anglaise éprouve au sujet de la situation des affaires en Amérique. L'existence d'une grande puissance commerciale à l'ouest, servant, jusqu'à un certain point, de contre-poids à la puissance de la marine anglaise, est d'un intérêt politique trop évident pour échapper à la sagacité de l'empereur actuel des Français.

M. Dayton termine sa lettre en accusant réception de la dépêche de M. Seward, communiquant l'intention du gouvernement de Washington de supprimer la course, et chargeant son ministre à Paris de négocier un traité dans ce but avec le gouvernement français. M. Dayton exprime son opinion personnelle, qui serait de n'abolir la course que lorsqu'on pourrait obtenir l'exemption de la propriété privée, sur mer comme sur terre. Il commencera néanmoins immédiatement les négociations à ce sujet ; mais, vu le départ de l'Empereur pour la campagne, il ne s'attend pas à une marche rapide de cette affaire.

Le 25 mai, M. Dayton donna communication de ses instructions de négocier l'abolition de la course et l'adoption du blocus effectif. M. Thouvenel fixa immédiatement le 28, comme jour de la première conférence. M. Dayton rend compte de cette entrevue dans la dépêche suivante.

1. Ces paroles de M. Thouvenel sont presque textuellement reproduites dans la déclaration de neutralité du 9 juin. Voy. *Archives*, 1861), t. III, p. 133.

M. Dayton à M. Seward.*(Extrait.)*

Paris, le 30 mai 1861.

Je dis à M. Thouvenel que j'étais autorisé à accepter les propositions adoptées par le congrès de Paris, en 1856, mais avec le désir exprimé par le président, qu'on y ajoutât l'exemption de la saisie et de la confiscation de la propriété privée sur mer. Je n'ai pas dit et il ne m'a pas été demandé si les quatre propositions seraient acceptées sans amendement. M. Thouvenel me dit que rien ne pouvait être fait en dehors de conférences avec les autres puissances, mais que si je voulais lui remettre ma proposition par écrit, il la communiquerait immédiatement aux autres puissances desquelles il recevrait probablement une réponse dans dix ou douze jours. J'ai été conduit à suggérer de nouveau l'adoption de l'amendement qui exempte la propriété privée de la saisie et de la confiscation : 1° à cause du vœu exprimé à ce sujet dans la lettre du président contenant vos instructions ; 2° à cause de la grande importance qu'il y a, selon moi, à s'assurer de l'adoption de ce principe avant l'abandon par les États-Unis du droit de course ; 3° à cause des faits résultant de la correspondance de cette légation, en 1856, et desquels il appert que la France et la Russie étaient favorablement disposées à accepter cet amendement (voir la note de M. Marcy à M. Mason, du 4 octobre 1856, et la lettre confidentielle de M. Mason à M. Dallas, du 6 septembre 1856). Et à cause de la circonstance évidente que cet amendement est conforme à l'intérêt de toutes les autres puissances n'ayant qu'une faible force maritime ; 4° parce que, depuis la date de votre dépêche m'autorisant à accepter les quatre points de la déclaration du congrès de Paris, M. Sandford, notre ministre en Belgique, s'étant rendu à Londres, a appris de M. Adams que le gouvernement anglais doit avoir envoyé des instructions générales sur ce point à lord Lyons ; l'opinion de M. Adams, d'après ce que m'a dit M. Sandford, est qu'il est probable que l'Angleterre afin de s'assurer notre appui dans les autres propositions appuierait l'amendement. A la suite de cette information, M. Adams, qui a reçu des instructions semblables aux miennes, a renvoyé à Washington la discussion de cette affaire. Je ne pouvais donc accepter immédiatement les quatre points, purement et simplement, sans courir le risque de me trouver en contradiction avec ce qui se ferait ailleurs. Je recevrai probablement une réponse de M. Thouvenel avant de recevoir une dépêche de Washington à ce sujet.

Je suis heureux de vous dire, qu'autant que j'ai pu observer, on ne montre pas de disposition ici à favoriser la rébellion de nos États du Sud ou à les reconnaître comme une puissance indépendante. Toute

reconnaissance en leur faveur n'a qu'un but commercial, mais le gouvernement français ne peut, dit-il, considérer la rébellion comme une petite affaire ; elle embrasse une grande étendue de pays et plusieurs États ; on ne peut donc lui appliquer le même raisonnement que s'il s'agissait d'une affaire sans importance et renfermée dans une petite localité. M. Thouvenel dit qu'il n'a reçu aucune demande de reconnaissance de la part de commissaires du Sud, et qu'il ignore même que des commissaires aient été ou soient à Paris.

M. Seward à M. Dayton.

Département d'État. Washington, 30 mai 1861.

M. Sandford, qui a été chargé de nos intérêts à Paris, dans l'intervalle qui s'est écoulé entre le départ de M. Faulkner et votre arrivée, m'a rendu compte d'une conversation très-intéressante qu'il a eue dernièrement avec M. Thouvenel, au sujet de nos affaires intérieures. Dans cette conversation, M. Thouvenel a fait entendre qu'en vue des grands intérêts impliqués dans la querelle qui agite les États-Unis, le gouvernement français s'était vu obligé, d'accord avec celui de la Grande-Bretagne, de prendre des mesures propres à sauvegarder ses intérêts. Il a été décidé que des communications d'une même teneur seraient adressées par les deux gouvernements à celui des États-Unis, et que ces communications seraient envoyées dans la semaine courante. M. Thouvenel a eu la bienveillance d'indiquer d'avance les points sur lesquels portent ces communications. Ces pièces étant attendues par le prochain paquebot, je me réserve de m'expliquer sur les propositions y contenues lorsqu'elles auront été soumises directement et dans tout leur contenu à l'attention du président. Cependant, il est quelques points de cette conversation que je ne peux laisser passer sans les relever. En premier lieu, je désire que M. Thouvenel soit informé que ce gouvernement considérera toutes les communications même non officielles du gouvernement français avec les agents de l'insurrection comme préjudiciables et injurieuses à la dignité et à l'honneur des États-Unis. Ceux-ci protestent contre ces rapports, encore et surtout pour une autre raison que la précédente : les États-Unis désirent maintenir les relations les plus cordiales avec le gouvernement français et par conséquent éviter, si possible, tout sujet de plainte contre lui. Mais évidemment, une réception même non officielle des émissaires de la désunion tendrait jusqu'à un certain point à les encourager dans leurs efforts de continuer une guerre civile destructive de la prospérité de ce pays, et visant au renversement de son gouvernement. J'espère sérieusement que la présente

protestation suffira pour dispenser le gouvernement de la nécessité de revenir sur ce déplaisant sujet.

En second lieu, les États-Unis ne peuvent laisser un instant le gouvernement dans l'illusion qu'ils soient satisfaits de voir les États confédérés reconnus comme une puissance belligérante par des États avec lesquels les États-Unis sont en rapports d'amitié. Aucune action concertée des États étrangers, ayant accordé cette renonnaissance aux insurgés, n'est capable de réconcilier les États-Unis avec cette manière d'agir, quelles que puissent être les conséquences de la résistance.

Des points relatifs à des divergences possibles d'opinions je passe à d'autres d'une nature plus agréable. Dans sa conversation avec M. Sanford, le ton de M. Thouvenel a été franc, généreux et cordial, et ce gouvernement se sent attaché par de nouveaux liens à la France, lorsque son empereur fait des vœux pour l'union perpétuelle des États. Ce gouvernement a été surtout profondément touché de la déclaration de Sa Majesté, qu'elle agirait volontiers comme médiatrice dans la guerre civile qui bouleverse malheureusement notre pays. Ces expressions de bon vouloir sont justement celles que l'on s'attendait à trouver dans la bouche de l'empereur des Français. Ce gouvernement désire que Sa Majesté sache qu'il n'y a pas lieu à avoir la moindre appréhension de voir une dissolution de l'Union ; une issue favorable est considérée comme certaine. Ce qui fait besoin, c'est que la guerre soit aussi courte que possible, et accompagnée aussi peu que possible de calamités pour nous et de dommages pour les nations amies. Une médiation ne pourrait modifier à aucun degré les devoirs politiques et les convictions qui servent de guide au gouvernement ; une intervention étrangère, même sous la forme amicale d'une médiation, produirait des complications nouvelles et préjudiciables. La cordialité de nos sentiments à l'égard de l'Empereur, et notre confiance dans sa sagesse et sa justice sont telles, que sa médiation serait acceptée, si toute intervention de cette nature n'était pas jugée inadmissible. Il nous paraît que le gouvernement français s'exagère la puissance morale et les forces matérielles de l'insurrection ; nous l'excusons volontiers de tomber dans cette erreur, parce que nous savons combien sont inintelligibles pour les nations européennes le fonctionnement du système américain et le caractère réel du peuple américain. Le gouvernement sait d'ailleurs, et il en est péniblement affecté, que les intérêts commerciaux des États européens sont profondément engagés dans le rétablissement de notre paix intérieure, au point d'exciter chez eux le plus ardent désir et une très-vive impatience de la voir rétablie. Mais il prie le gouvernement français de considérer que nos intérêts commerciaux, engagés dans l'issue de la lutte, sont encore plus considérables que les

siens, et que tous les motifs que la France peut avoir pour désirer la paix, agissent encore bien plus puissamment sur nous-mêmes, abstraction faite de mille raisons qui nous sont particulières. Les mesures que nous avons adoptées, et dont l'exécution est vigoureusement poursuivie, termineront bientôt cette malheureuse querelle, et les bienfaits qui s'ensuivront pour nous-mêmes et pour toutes les nations seront plus grands et mieux assurés que ceux atteints jusqu'ici par notre programme national. Rien ne manque à ce succès, sauf que les nations étrangères veuillent bien nous laisser, comme c'est notre droit, arranger nos affaires à notre manière; elles ne pourraient que souffrir de leur intervention. Personne, nous en sommes assurés, ne peut mieux juger que l'empereur des Français combien serait dangereuse et déplorable l'intrusion de l'Europe dans les querelles politiques du peuple américain.

Par dépêche des premiers jours de juin, M. Dayton rend compte d'une entrevue avec M. Thouvenel, le 19 juin, dans laquelle il lui avait donné communication de la dépêche qui précède. M. Thouvenel parut très-satisfait du langage de M. Dayton à l'endroit de la France et de l'Empereur.

A cette occasion, M. Dayton demanda des explications à propos d'un article de *la Patrie*, reproduit par le *Moniteur*, dans lequel la reconnaissance du royaume d'Italie, comme gouvernement de fait, était comparée à la reconnaissance future des États du Sud, dès qu'ils auraient établi un gouvernement stable; M. Thouvenel répondit que *la Patrie* avait cessé, depuis dix jours, d'être un journal semi-officiel; qu'il avait demandé à M. Walewski, ministre d'État, si l'article de *la Patrie* n'avait pas été inséré par erreur au *Moniteur*, et que M. Walewski lui avait répondu que c'était une affaire à laquelle il ne fallait pas donner d'importance.

M. Dayton ajoute : « M. Thouvenel m'a dit qu'il avait reçu M. Rost, un des commissaires du Sud, qui s'était adressé à lui par l'entremise d'une tierce personne, mais qu'il ne l'avait point reçu en qualité de commissaire du Sud. »

M. Dayton à M. Seward.

(Extrait.)

Paris, 6 juin 1861.

La nouvelle donnée par les journaux américains que le département d'État avait autorisé l'acceptation du traité de Paris de 1856, enlève, je le crains, toute chance à l'acceptation d'autres conditions. La marche que le gouvernement anglais a annoncé dernièrement vouloir suivre,

de fermer ses ports aux corsaires, ce qui restreint beaucoup les droits de belligérants des soi-disant États confédérés, rend aujourd'hui l'accession de notre gouvernement au traité de Paris moins importante qu'elle ne l'aurait été autrement. Je conclus des remarques faites par la presse de New-York, que la force et l'efficacité de l'accession de notre gouvernement au traité de Paris n'ont pas été bien saisies. Si je comprends bien la pensée des gouvernements étrangers, notre accession à la déclaration ne ferait que nous lier les mains en ce qui concerne les corsaires; elle n'augmenterait absolument pas nos droits contre une puissance belligérante qui ne serait point partie au traité, et elle n'engagerait pas les gouvernements européens à imposer les lois contre la piraterie, contre une telle puissance belligérante qui ne serait pas partie au traité. Si ces puissances admettent les États confédérés comme une puissance belligérante et les reconnaissent, comme je le crois, dans un but commercial, notre accession au traité de Paris ne changera pas leur marche dans cette affaire. La position des États rebelles, quant à la course, restera la même que précédemment. Telles sont, du moins, les vues que je crois être celles de l'Angleterre et de la France.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, 8 juin 1861.

Dans cette dépêche, M. Seward revient sur l'offre de médiation de la France, et déclare de nouveau qu'elle est incompatible avec l'indépendance des États-Unis. Elle est, du reste, une répétition de la dépêche du 30 mai.

M. Dayton à M. Seward.

(Extrait.)

Paris, le 12 juin 1861.

M. Dayton envoie à M. Seward la déclaration de neutralité de la France.

« La France ayant reconnu les insurgés du Sud comme des belligérants, je ne puis m'attendre à ce que son gouvernement aille plus loin, contre la soi-disant Confédération, qu'il ne le fait dans cette déclaration. Nous serions fondés à nous plaindre de ce que les vaisseaux des États-Unis sont placés dans la même catégorie que ceux des États confédérés. Mais ceci découle nécessairement du fait qu'on a reconnu à ces États les droits de belligérants. Il me paraît que la France a reculé les droits de belligérants jusqu'à l'extrême limite où elle pouvait le faire, comme conséquence de la reconnaissance de ces droits. Elle l'a fait, du reste, sans que ni son gouvernement ni ses hommes d'État

aient manifesté de la sympathie pour les rebelles du Sud, mais au contraire, avec des expressions de bienveillance et de respect pour nous. » M. Dayton exprime des doutes au sujet de la réussite et de l'utilité de l'accession des États-Unis à la déclaration maritime de 1856, à la suite de la reconnaissance des insurgés comme puissance belligérante. Toutes les difficultés proviendront de cette reconnaissance, et il est douteux que dans les circonstances actuelles, les puissances veuillent entrer en négociation au sujet de l'accession des États-Unis au traité en question.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, 17 juin 1861.

Dans toutes les instructions envoyées par le gouvernement des États-Unis à ses représentants à l'étranger depuis le changement récent de l'administration, nous avons exprimé le profond désir que les citoyens déloyaux qui s'efforcent de renverser l'Union ne puissent obtenir aide et assistance des nations étrangères, soit au moyen d'une reconnaissance de leur prétendue souveraineté, soit de toute autre manière plus ou moins efficace. Dans nos instructions, nous avons toujours exprimé la conviction pleine et entière que, sans cette aide et assistance, l'insurrection arriverait rapidement à sa fin, tandis que tout le profit qui résulterait de cette aide et assistance n'aurait d'autre effet que de prolonger les troubles actuels et d'aggraver les maux qu'ils infligent à notre pays, ainsi qu'aux nations étrangères amies. Toutes nos instructions portent le témoignage d'une sollicitude sérieuse pour éviter jusqu'à l'apparence d'une menace ou d'un manque de courtoisie envers les puissances étrangères ; mais en même temps, nous avons énergiquement annoncé, ce qui, nous le voyons aujourd'hui, était bien nécessaire, qu'aucune puissance ne devait s'attendre à rester en de bons termes avec nous si, par quelque motif que ce fût, elle accordait en fait aide ou assistance aux insurgés. Nous n'avons laissé aucun doute qu'une concession quelconque, soit de la souveraineté en faveur des insurgés, même indirecte et non officieuse, telle que leur admission comme puissance belligérante, soit d'autres droits particuliers, serait considérée par nous comme ne s'accordant point avec les égards qui nous sont dus par des nations amies. Nous n'avons nullement laissé ignorer qu'en tout cas nous insisterions pour que les États-Unis fussent, aujourd'hui comme précédemment, considérés et traités par les nations étrangères comme exclusivement investis des droits de souveraineté sur tous les territoires sur lesquels la Constitution a étendu ses droits. D'un autre côté, nous n'avons jamais mis en oubli les circonstances particulières pouvant exciter les appréhensions de la

part des nations commerciales pour la sûreté de leurs sujets et de leurs propriétés, au milieu des conflits qui pourront avoir lieu sur terre et sur mer, entre les forces des États-Unis et celles des insurgés.

Les États-Unis n'ont jamais dénié l'emploi des lettres de marque comme un des moyens de la guerre maritime. Les insurgés ont annoncé d'emblée leur intention de commissionner des corsaires. Nous savons que des nations amies sont désireuses d'obtenir des garanties contre tout dommage qui pourrait être causé à leur commerce par cette forme de déprédation. Nous savons aussi que ces nations désirent savoir si leurs pavillons seront considérés comme protégeant, à l'exception de la contrebande de guerre, les marchandises des citoyens déloyaux qui se trouveraient à bord, et si les marchandises des sujets de ces nations qui se trouveraient à bord des vaisseaux des rebelles seraient à l'abri de la confiscation. Libre des complications qui ont arrêté les administrations précédentes, l'administration actuelle a promptement repris les négociations relatives à la déclaration du congrès de Paris, juste au point où elles avaient été suspendues par le président Buchanan. Nous trouvons cette déclaration juste et humaine en elle-même, jusqu'à la limite qu'elle atteint, et si elle n'a pas été acceptée par les États-Unis, c'a été uniquement parce que d'autres nations avaient refusé d'accepter un principe additionnel proposé par eux, principe plus juste et plus humain qu'aucun de ceux contenus dans la déclaration, à savoir : que la propriété privée qui n'est pas contrebande de guerre soit à l'abri de la confiscation en cas de guerre maritime. Bien que nous soyons toujours disposés et même désireux d'introduire ce principe dans la loi internationale, nous vous avons néanmoins donné comme instruction, ainsi qu'à tous nos représentants à l'étranger, de faire abandon de ce principe, si cela était nécessaire, et de stipuler, sauf l'assentiment réservé du sénat des États-Unis, notre adhésion à la déclaration du congrès de Paris, dans son ensemble et sans modification. Ces instructions furent envoyées le 25 avril, longtemps avant que M. Mercier eût reçu celle qu'il nous a soumise. Nous avons dès lors toujours attendu une réponse des puissances étrangères à cette haute et libérale démonstration de notre part, mais nous n'avons reçu encore aucune réponse décisive à ce sujet.

C'est dans ces circonstances que le 15 juin, le ministre de France et celui de la Grande-Bretagne ont demandé une entrevue et ont été reçus par moi. Chacun d'eux m'a annoncé qu'il était chargé par son gouvernement de me faire lecture d'une dépêche et de m'en laisser copie si je le désirais. Je répondis que, vu les circonstances particulières des temps, je ne pouvais consentir à une lecture ou délivrance officielle de ces papiers sans avoir préalablement pris connaissance de

leur sens et de leur objet. Ces messieurs me confièrent les dépêches avec une entière franchise, afin que j'en prisse une connaissance préliminaire. M'étant ainsi mis au fait de leur contenu, je répondis aux deux ministres que je ne pouvais permettre que communication officielle en fût faite à ce gouvernement. Cette réponse aura sans doute été communiquée par eux à leurs gouvernements respectifs.

Je vais vous donner maintenant mes raisons d'agir ainsi à l'égard de la dépêche de la France, et vous pourrez les communiquer au gouvernement français si vous le jugez utile ou convenable.

Nous avons appris, il y a quelque temps, par notre légation à Saint-Petersbourg, qu'une entente s'était établie entre les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France, qu'ils avaient résolu de suivre une marche identique à l'égard des troubles de ce pays, y compris la reconnaissance possible des insurgés. Cette entente avait été plus tard formellement avouée par M. Thouvenel à M. Sandfort, mon représentant officieux (*informaly*) à Paris, et par lord John Russel à M. Dallas, notre dernier ministre à Londres. Des deux côtés, cet aveu a précédé l'arrivée en Europe des ministres nouvellement nommés et munis des instructions nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions respectives.

Dès la réception de cette communication, je vous ai envoyé, ainsi qu'à M. Adams, immédiatement les instructions suivantes : « Que bien que nous ayons pu nous attendre à une autre marche de la part de ces deux grandes puissances, le fait d'une entente existant entre elles n'impliquait pas d'une manière certaine un esprit hostile, et que, par conséquent, nous ne nous en plaindrions pas ; mais qu'il restait entendu, de la part des gouvernements français et britannique, que nous continuerions à agir après comme jusqu'ici, avec chacune des puissances séparément et que l'action concertée entre elles resterait sans influence sur la marche que nous suivrions. » Cette action combinée a été mise à exécution. Les ministres sont venus ensemble, et le contenu de leurs notes, bien que différant dans la forme, était identique pour le fond. Conformément à notre ancienne décision, qui est sans doute connue du gouvernement français, nous n'avons point tiré motif, dans les circonstances présentes, du concert des deux puissances, pour refuser d'entendre les instructions envoyées à M. Mercier.

Cette pièce ne nie pas d'une manière expresse la souveraineté des États-Unis d'Amérique, mais elle admet, d'une manière inconséquente avec cette souveraineté, que les États-Unis ne sont pas complètement et sous tous les rapports une puissance souveraine, mais que notre nation se compose de deux parties, l'une desquelles est le gouvernement actuel.

La France se propose de reconnaître les deux parties comme belligérantes, et d'avoir sous certains rapports des communications avec chacune d'elles. La note nous avise que nous ne devons pas nous étonner, si la France venait à s'adresser au gouvernement qu'elle prétend être installé à Montgomery, pour obtenir des explications. Cet avis suffisait pour déterminer le gouvernement à ne pas permettre la lecture de cette note.

Les États-Unis, justement jaloux de leur souveraineté, ne la laisseront ni amoindrir ni mettre en discussion par la France ou toute autre nation. Encore moins, peuvent-ils consentir à ce que la France leur annonce, de son chef, une conclusion prise contre cette souveraineté, conclusion adoptée sans aucune conférence préalable avec les États-Unis à ce sujet. Notre gouvernement insiste sur le fait que les États-Unis forment une seule nation, non partagée, spécialement à l'égard des nations étrangères, et que la France, en vertu du droit international et en vertu des traités, est une puissance amie des États-Unis, et nullement une puissance neutre entre deux sections imaginaires de l'Union. En comprenant ainsi le cas, nous ne désirons nullement offenser la France; notre vœu, au contraire, est de conserver la paix et l'amitié avec cette grande puissance, ainsi qu'avec toutes les autres nations. Nous n'avons pas le droit de croire, et nous ne croyons pas en effet, qu'en nous faisant cette communication, la France se soit proposé de porter atteinte à notre considération; car en dehors de cette note, nous avons des témoignages abondants des bons sentiments et des vœux de l'Empereur et de son ardente sollicitude, pour que nous arrivions au but qui est l'objet suprême de nos propres désirs et de nos efforts, à savoir, la conservation intégrale de l'Union américaine. Sans aucun doute, ce procédé provient d'une inadvertance; nous sommes persuadés qu'il n'aurait pas eu lieu, si nous avions été assez heureux pour nous faire entendre, par votre entremise, dans les conseils du gouvernement français. Nous pouvons facilement comprendre ce qui a donné lieu à cette inadvertance; la France a commis l'erreur de prendre une insurrection éphémère et accidentelle, comme il s'en rencontre dans l'histoire de toutes les nations et de la France elle-même, pour une guerre qui aurait divisé notre nation en deux puissances politiques coexistantes et se combattant les armes à la main, après leur séparation. En ce qui concerne les nations étrangères, c'est une erreur de croire qu'il existe une guerre quelconque aux États-Unis, et on ne peut pas admettre deux puissances belligérantes, là où il n'y a pas de guerre. Il n'existe ici, comme de tout temps, qu'une seule puissance politique ayant le droit de faire la guerre et la paix, d'avoir des relations et des alliances avec les nations étrangères, à savoir, le gouvernement des États-Unis. Il n'en existe aucun autre, ni de fait,

ni par reconnaissance des nations étrangères. Il y a, il est vrai, une sédition armée qui cherche à renverser le gouvernement, et celui-ci emploie pour la réprimer ses forces de terre et de mer ; mais ce fait ne constitue pas une guerre entre deux puissances belligérantes, il ne modifie ni le caractère national, ni les droits et la responsabilité du gouvernement, ni ceux des nations étrangères. Il est encore vrai que cette insurrection peut se transformer en une révolution, que celle-ci mette fin à l'état existant précédemment, ou qu'elle le divise en un ou plusieurs États. Si entre ces États ainsi divisés, la querelle continue, alors il existera un état de guerre qui affectera le caractère, le droit et les devoirs de toutes les parties intéressées ; mais ceci n'aura lieu que lorsque la révolution aura été couronnée de succès.

Le gouvernement français, dans la note qui nous a été présentée, prétend qu'il est des faits qui, aux yeux des puissances étrangères, confèrent aux insurgés toutes les apparences d'un gouvernement de fait, et que, dès lors, quels que soient ses regrets, le gouvernement français doit considérer les deux parties contendantes, comme employant les forces dont elles disposent, conformément aux droits de la guerre. Il résulte de cet exposé, qu'en vertu du droit international, toute faction insurgée ayant établi un gouvernement, non-seulement aurait le droit d'être traitée comme un pouvoir belligérant, mais que les nations étrangères auraient à déterminer le moment où ce fait leur paraîtrait accompli. Même en concédant ces deux propositions, nous devons toujours insister sur ce point, que l'existence d'un gouvernement de fait, ayant les droits de belligérant, n'est point établie dans le présent cas. Nous avons déjà entendu l'avis de la plupart des nations étrangères ; il n'en est que deux qui interprètent les apparences (dans le sens de l'existence d'un gouvernement de fait) et la France est l'une des deux.

L'opinion de ces deux puissances doit-elle l'emporter sur celle de toutes les autres ? Sans doute, chaque nation prononce et agit pour son compte, mais on ne peut certainement pas s'attendre à ce que les États-Unis acceptent ces décisions au sujet d'une question vitale pour leur existence nationale. Nous ne voulons pas soulever de subtilités à propos de la question de savoir quand et comment des nations nouvelles sont arrivées à une existence indépendante. Mais nous savons bien que les droits des États embrassent leurs devoirs et leurs destinées, et nous les considérons comme absolus à l'égard des nations étrangères. Ces droits ne dépendent en aucune façon des apparences qu'ils peuvent avoir aux yeux des autres nations, que celles-ci soient neutres, amies, même alliées ou tout à fait étrangères. Les États-Unis maintiendront et défendront leur souveraineté dans toutes les limites de la république, et ils croient toutes les autres nations tenues

de respecter cette souveraineté jusqu'au jour où ils seront renversés par un arrêt de la Providence. Tout système de droit public ou de doctrine nationale qui serait en contradiction avec celui-ci, conduirait dans l'un comme dans l'autre hémisphère à l'anarchie et au chaos.

Nous connaissons l'importance de notre refus d'entendre la communication qui a amené ces explications; nous ne croyons pourtant pas celles-ci de nature à troubler les bonnes relations qui ont si heureusement et si longtemps subsisté entre les États-Unis et la France. Tout en impliquant, de la part de cette dernière, une disposition à accorder aux insurgés les droits de belligérants, la note (du 11 mai) ne spécifie et n'indique même pas un seul de ces droits. D'un autre côté, les droits que, selon elle, la France réclame, comme puissance neutre, de la part des États-Unis comme puissance belligérante, sont inférieurs à ceux qu'en date du 25 avril vous avez reçu l'ordre de garantir et de concéder par traité, en notre qualité de puissance amie.

Nous avons offert à cette date d'adhérer aux quatre points de la déclaration de Paris. A l'exception de l'abolition de la course, nous avons toujours, lorsque nous étions en guerre, concédé les trois autres points aux neutres; à plus forte raison ne les dénierons-nous pas en temps de paix aux nations amies. L'abolition de la course a été proposée par des raisons déjà mentionnées; nous sommes toujours prêts à garantir cette concession, au moyen d'une convention avec la France, dès qu'elle voudra consentir à entrer en accord à ce sujet, soit par votre entremise, soit par celle de son ministre à Washington.

Il n'y a ni réserve, ni difficulté, quant à l'application dans le présent cas. Nous considérons tous les citoyens des États-Unis, loyaux ou déloyaux, comme compris dans le droit international et dans les traités; et nous nous considérons nous-mêmes comme tenus par les mêmes obligations à faire respecter ces droits par tous les citoyens, pour autant que la chose est en notre pouvoir, vis-à-vis de la France et de toutes les autres nations amies, soit que ces citoyens soutiennent le gouvernement, soit qu'ils soient engagés parmi ceux qui veulent le renverser. En tout cas, non-seulement nous ne permettrons ni à des corsaires, ni à nos vaisseaux, de violer les droits ci-dessus mentionnés des nations amies, mais nous emploierons toutes nos forces navales pour empêcher les insurgés de violer ces droits, exactement comme nous les empêchons de violer les lois de notre propre pays. Que réclame donc de nous la France, que nous ne lui accordions pas? Rien. Que refusons-nous à la France, en déclinant la réception de la communication qu'elle nous a fait faire par l'entremise de M. Mercier? Rien, sinon le privilège de nous dire que nous sommes en état de guerre, lorsque nous sommes en état de paix,

et qu'elle est une puissance neutre, lorsque nous préférons voir en elle une puissance amie.

Il est naturellement bien entendu que, dans cette occasion comme en toute autre, nous réservons notre droit de supprimer l'insurrection sur terre et sur mer, et, dans ce but, de fermer ceux de nos ports qui sont tombés ou qui pourraient tomber entre les mains des insurgés. Cette clôture aura lieu soit directement, soit dans la forme plus douce et plus équitable du blocus que nous avons adoptée pour le moment. On ne peut voir là aucun sujet de divergence entre les deux gouvernements.

Les États-Unis espèrent que la France ne jugera pas nécessaire de mettre à exécution, quant à nos affaires intérieures, les intentions qu'elle a voulu nous faire communiquer.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis ne veulent prévoir aucun changement dans les relations qui ont existé presque sans interruption durant trois quarts de siècle, entre les deux nations, et qui ont contribué, non-seulement à la prospérité et à la grandeur de chacun des deux États, mais à l'avancement de la liberté civile et religieuse et des institutions libres dans le monde.

Dans l'occurrence présente, le gouvernement comprend également l'intérêt des nations amies et le sien propre. S'il n'y a pas d'intervention, la tentative de révolution cessera sans avoir infligé des maux sérieux aux nations étrangères. Le seul résultat d'une intervention en vue de modifier notre manière d'agir, ne servirait qu'à prolonger le fâcheux état actuel des choses, et pourrait peut-être amener des résultats calamiteux et irrémédiables pour tous.

La situation actuelle est simple ; elle est de celles qui se présentent dans tous les temps et dans tous les pays. Une faction intérieure mécontente recherche l'intervention étrangère afin de renverser la constitution et les libertés de notre pays. Si cette intervention était accordée, elle serait, en définitive, désastreuse pour la cause qu'elle se proposerait de secourir. Toute nation non corrompue préférera, de propos délibéré, le maintien de son intégrité, même au prix de maux insupportables, à la division par le pouvoir ou l'influence d'un État étranger quelconque.

Il en est ainsi en France ; ce sentiment n'existe pas à un moindre degré chez nous ; il est profondément enraciné dans le cœur du peuple américain, plus profondément que l'amour du commerce ou de la liberté, plus profondément que tout attachement à un intérêt local ou à celui d'une contrée particulière, ou que la vanité de parti ou que l'ambition individuelle, plus profondément que tout autre sentiment ; c'est de lui qu'est sortie la constitution de notre union, c'est-à-dire l'indépendance américaine, l'indépendance de tout con-

trôle étranger, de toute alliance, de toute influence. En outre, il existe ici la conviction qu'en sacrifiant l'unité du peuple de l'Amérique du Nord, on ne peut avoir ni paix, ni sûreté, ni liberté publique, ni prospérité, ni grandeur, ni puissance (*empire*). Ceux qui, dans la frénésie de la passion, basent leurs espérances sur d'autres principes ne savent ce qu'ils font. S'il se trouvait une partie de cette Union pour accepter les liens de la dépendance ou de la fraternité à l'égard d'un peuple étranger, à l'exclusion des sympathies de ses compatriotes, alors, et même avant, l'esprit qui a appelé à l'existence les États de cette république se réveillerait, et les maintiendrait unis jusqu'à ce que la destinée commune qui leur a été ouverte ait été réalisée d'une manière pleine et complète.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 22 juin 1861.

M. Dayton rend compte de sa première entrevue avec M. Thouvenel, au sujet de l'accession des États-Unis à la déclaration maritime du traité de Paris. « M. Thouvenel m'a dit que, sur une proposition écrite, présentée par moi pour entrer en négociations, il s'adresserait aux autres puissances, parties au traité; qu'une note de moi lui fournirait un point de départ pour entrer en communication avec ces puissances. Après réflexions, ou à la suite d'une conférence avec ses collègues au gouvernement, M. Thouvenel vient de m'écrire qu'il sera nécessaire que je m'adresse moi-même à toutes les puissances parties au traité, avant que ma proposition puisse être prise en considération. » M. Dayton déclare ensuite que la position prise par la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, en ce qui concerne les droits des belligérants, l'engage à attendre les instructions ultérieures de Washington, avant de proposer l'accession pure et simple des États-Unis au traité de Paris.

Voir p. 359, la lettre de M. Dayton à M. Adams, qui complète cette dépêche du 22 juin.

M. Seward à M. Dayton.

Le 6 juillet 1861.

J'ai reçu votre dépêche du 22 juin, relative à notre proposition d'accéder au traité de Paris. Cette affaire est devenue très-compiquée par la manière irrégulière et extraordinaire dont le gouvernement français a voulu prendre connaissance de nos troubles domestiques. Je ne sais trop comment entrer dans de nouveaux éclaircissements sur la question, avant de connaître l'effet de la communication de ma dépêche du 17 juin. J'essayerai néanmoins de le faire.

Les instructions du 24 avril vous priaient d'offrir sans délai, au gouvernement français, notre adhésion pure et simple à la déclaration maritime du traité de Paris. Notre raison de le faire immédiatement était que nous supposions chez le gouvernement français une profonde anxiété, quant à la sûreté de son commerce, clairement menacé par les corsaires des insurgés. Comme notre gouvernement avait jusqu'ici repoussé avec persistance d'abandonner le droit de délivrer des lettres de marque, la France pouvait craindre de nous voir, dans notre querelle intérieure, user de cette manière de faire la guerre. Nous pouvions appréhender qu'en présence du danger de voir ce mode de déprédation du commerce, également employé par le gouvernement et par ses ennemis, la France et les autres nations commerciales ne se sentissent par là provoquées à reconnaître le parti insurrectionnel, en violation de notre souveraineté et de nos droits nationaux. Tout au contraire, nous ne désirions pas dépouiller le commerce des nations amies, et nous croyions de notre devoir d'empêcher ces déprédations de la part des insurgés en exécutant nos propres lois, qui font de la course, exercée par des citoyens déloyaux, un acte de piraterie, et la punissent et la poursuivent comme tel. Nous pensâmes qu'il était sage, juste et prudent de donner, sans en être priés, à la France et aux autres nations amies, des garanties pour la sécurité de leur commerce, pour qu'il ne fût pas exposé des deux côtés à des déprédations de ce genre au moment même où nous protestions auprès de ces nations contre la reconnaissance des insurgés. L'accession à la déclaration de Paris était, parmi les formes dans lesquelles ces garanties pouvaient être données, celle contre laquelle, pour des raisons déjà anciennes, la France et les autres nations commerciales pouvaient élever le moins d'objections. Étant un acte du gouvernement fédéral, cette résolution devait être également obligatoire pour les citoyens loyaux et déloyaux. Nos instructions s'écartaient de l'amendement Marcy, qui propose d'exempter de la saisie la propriété privée sur mer; elles vous enjoignaient d'offrir purement et simplement notre accession à la déclaration du Congrès. Nos raisons pour agir ainsi étaient surtout les suivantes : d'abord, qu'un article de cette célèbre déclaration interdit à toutes les parties d'entrer en négociation au sujet des droits des neutres, avec tout pays qui n'est pas partie au traité, si ce n'est pour obtenir son adhésion pure et simple à la déclaration du congrès de Paris. Tenter de faire accepter l'amendement de M. Marcy, c'était vouloir entrer en négociation non-seulement avec la France, mais avec tous les pays qui sont parties au traité ou qui y ont accédé depuis. Bien plus, nous devions obtenir le consentement unanime de ces gouvernements à l'amendement avant de nous engager ou d'engager un autre gouvernement, même bien disposé à

se lier à notre égard, quant aux propositions contenues dans la déclaration. D'un autre côté, chaque nation qui est partie à la déclaration du Congrès est libre de stipuler isolément avec nous l'acceptation de cette déclaration, comme guide de nos relations avec les neutres. Ainsi donc, en écartant la proposition Marcy ou en la plaçant au dernier plan, nous pouvions établir un accord complet sur une question qui, si elle reste ouverte, peut produire des conséquences difficiles à détourner. Il n'est pas absolument nécessaire de dire que ce que nous avons proposé à la France l'a été également et simultanément à toutes les autres nations maritimes. En suivant cette voie, nous espérons enlever tout motif aux puissances étrangères de reconnaître les insurgés comme une puissance belligérante. L'affaire se trouvait donc dans une voie parfaitement claire, jusqu'à ce que certaines déclarations ou expressions du gouvernement français vous ont induit à croire qu'il voulait reconnaître et traiter les insurgés en ce qui concerne la guerre comme un pouvoir national distinct. Étant à Paris, il n'y avait rien de déraisonnable dans votre supposition que le gouvernement des États-Unis pourrait se croire obligé à acquiescer à la marche du gouvernement français. Vous avez pensé que nous ne maintiendrions pas notre proposition d'accéder purement et simplement à la déclaration, depuis l'adoption d'un parti qui nous lierait sans lier les insurgés, et qui laisserait la France libre de nous tenir pour liés, tandis que les insurgés seraient libres des obligations créées par notre adhésion. Vous pensiez que nous devions d'abord proposer notre adhésion, avec l'amendement Marcy, et ne proposer l'accession pure et simple que dans le cas où cette première proposition serait repoussée.

Pendant que vous agissiez dans ces vues, de votre côté de l'Atlantique, nous, du nôtre, aussi confiants dans notre force que dans notre droit, agissions à un point de vue différent, et nous refusions d'acquiescer à une déclaration du gouvernement français, qui soutient que maintenant ce gouvernement n'est plus, comme il l'a toujours été, souverain, en paix comme en guerre, des États et des territoires de l'Union et de tous les citoyens, qu'ils soient loyaux ou déloyaux. C'est là notre caractère légal, et nous traitons en conséquence avec lui, ou nous ne traitons pas du tout, et nous ne consentirons en aucune façon à un amoindrissement de ce caractère légal, tant petit soit-il. Nous ne pouvons même tolérer que ce caractère devienne un sujet de discussion. La bonne foi, l'honneur et la même utilité qui nous a poussés à proposer notre accession pure et simple, exigent que nous maintenions notre proposition; nous la maintenons, d'ailleurs, non pas comme une nation divisée, mais comme une nation non divisée. La proposition faite à la France ne l'est pas comme à une nation

neutre, mais comme à une nation amie, et l'accord à intervenir sera obligatoire pour les États-Unis et pour la France, exactement de la même manière et avec toutes leurs conséquences légales.

Le cas était particulier et se présentait à vous sous un aspect fâcheux. Nous serions contents, si vous vouliez bien tenter l'expérience sans jeter sur le gouvernement la responsabilité d'un retard. Vous pouvez voir maintenant qu'en ajoutant l'amendement Marcy à votre proposition, vous avez rencontré la difficulté que nous avions prévue. Les États qui ont accepté la déclaration de Paris sont les suivants : Bade, Bavière, Belgique, Brême, Brésil, Brunswick, Chili, Confédération argentine, Confédération germanique, Danemark, Deux-Siciles, république de l'Équateur, États-Romains, Grèce, Guatemala, Haïti, Hambourg, Hanovre, les deux Hesses, Lubeck, Mecklenbourg-Strélitz, Mecklenbourg-Schwerin, Nassau, Aldenbourg, Parme, Pays-Bas, Pérou, Portugal, royaume de Saxe, Saxe-Otenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe-Weimar, Suède, Suisse, Toscane, Wurtemberg, Anhalt-Dessau, Modène, Nouvelle-Grenade, Uruguay.

Le moment critique dans nos affaires, c'est-à-dire la conservation ou la destruction de l'Union américaine, sera derrière nous avant que toutes ces nations aient accepté à l'unanimité la proposition que vous avez soumise à M. Thouvenel. Ce n'est pas le moment de faire de la propagande, mais d'agir énergiquement, pour arrêter la pire des calamités nationales. Nous attendons, par conséquent, de vous, que vous renouvellerez la proposition dans la forme originairement prescrite. En le faisant, vous aurez soin de ne pas soulever, sans nécessité, de question sur le caractère des actes du gouvernement, dont la souveraineté est exclusive de tout autre, ni de compromettre en aucune façon et à aucun degré son caractère de souveraineté. Si un empêchement survient, laissez-le venir de l'autre partie en négociation ; il sera temps alors d'arrêter et d'attendre les instructions que pourront exiger les nouvelles circonstances. Encore un mot. Vous avouerez notre préférence pour l'adjonction de l'amendement Marcy à notre proposition, et vous assurerez le gouvernement français que, dès qu'il y aura une espérance quelconque de le voir adopté comme un principe de droit international, nous serons prêts non-seulement de conclure un accord à ce sujet, mais même d'en faire la proposition et de conduire les négociations nécessaires. Cette pièce est à un certain point de vue une simple conversation entre vous et nous. D'un autre côté, nous nous confions à votre discrétion pour donner des explications de nature à vous tirer d'embarras, et d'écarter du gouvernement tout soupçon d'inconsistance ou d'obliquité dans ses rapports avec le gouvernement éclairé et ami de la France.

M. Seward à M. Dayton.

Washington, 30 juillet 1861.

Vous recevrez le récit du revers déplorable essuyé par nos armes à Manassas. Pendant une semaine ou deux, il enorgueillira les amis des insurgés en Europe, de même qu'il a confondu et abattu ici pour deux ou trois jours les amis de l'Union. Ce coup n'a d'ailleurs produit d'autre résultat que de rendre plus ferme et plus profonde la résolution de maintenir l'Union et de permettre une prompte augmentation de nos forces effectives au delà de ce qui aurait été possible sans cet événement. Le cœur du pays est sain, et il est maintenant dans une disposition plus favorable pour écouter les conseils de la réflexion et de la sagesse.

Dans une dépêche du 30 juillet, à M. Seward, M. Dayton rend compte d'une entrevue personnelle avec M. Adams, à la suite de la lettre de lord Russell du 18 juillet (voir page 390). Relativement à l'amendement Marcy, dit M. Dayton, lord Russell avait déclaré immédiatement à M. Adams que c'était là un principe inadmissible, et que le gouvernement britannique ne l'accepterait pas.

Dans une lettre à M. Adams, du 25 juillet, M. Dayton rend compte comme suit des négociations entamées par lui avec le gouvernement français :

« Mes pouvoirs pour négocier avec la France l'accession des États-Unis au traité de Paris de 1856 ont le même caractère général que les vôtres. Conformément à ces pouvoirs et aux instructions que j'avais reçues de Washington, j'ai proposé au gouvernement français l'accession des États-Unis, mais en y ajoutant l'amendement Marcy. J'ai reçu de M. Thouvenel une réponse datée du 20 juin, portant en substance que le gouvernement français refuse de prendre en considération cette proposition, pour autant qu'elle diffère des termes du traité de Paris, à moins qu'elle ne soit adressée à toutes les puissances qui sont parties dans cette convention. »

Cette lettre à M. Adams complète sa note à M. Seward du 22 juin. (p. 355.)

Dans une lettre à M. Seward, du 2 août 1861, M. Dayton, en lui renouvelant ses regrets de l'abandon de l'amendement Marcy dans les négociations, et de l'accession pure et simple au traité de Paris, annonce qu'il a immédiatement commencé les négociations, d'une manière conforme au désir de son gouvernement, et il joint à sa lettre le texte de la lettre suivante, adressée par lui à M. Thouvenel.

M. Dayton à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 2 août 1861,

Monsieur le ministre,

J'ai eu, il y a quelque temps, l'honneur d'informer Votre Excellence que j'étais autorisé, de la part des États-Unis, à traiter avec les personnes autorisées par l'Empereur, au sujet des principes de droit maritime intéressant les deux nations, relatifs aux droits des neutres et des belligérants sur mer, ainsi qu'à d'autres points se rattachant à ces droits. Le 31 mai dernier, j'ai proposé à Votre Excellence l'accession au traité de Paris de 1856, en y ajoutant certains termes.

Le 26 juin, j'ai reçu une réponse de Votre Excellence, portant que les protocoles du congrès de Paris interdisent aux puissances qui ont signé la déclaration du 16 avril toute négociation séparée sur l'application des droits maritimes en temps de guerre qui différeraient de la déclaration admise en commun, et qu'en conséquence, avant d'être prise en considération, je devais comprendre dans ma proposition les autres puissances signataires de la déclaration.

A l'époque où je fis la déclaration ci-dessus rappelée, j'avais quelque raison de croire qu'elle serait acceptée par toutes les puissances contractantes, mais des renseignements ultérieurs, dont je vous ai expliqué la nature, m'ont convaincu que j'étais dans l'erreur.

Le gouvernement des États-Unis aurait préféré incorporer dans le traité l'amendement relatif à la propriété privée, et lorsqu'il y aura quelque espoir de le voir adopter comme un principe de droit international, les États-Unis, non-seulement seront prêts à y consentir, mais à proposer son adoption et à pousser aux négociations.

Dans les circonstances actuelles, il ne serait pas justifiable de renvoyer plus longtemps les négociations au sujet d'une accession des États-Unis au traité de Paris, dans la vaine espérance de l'acceptation de l'amendement par toutes les puissances. J'ai donc l'honneur d'aviser Votre Excellence, de la part du gouvernement des États-Unis, que je suis prêt à entrer en accord avec l'empereur des Français, quant à l'accession des États-Unis à la déclaration concernant la loi maritime du 16 avril 1856, et que j'ai des pouvoirs spéciaux dans ce but, qui m'ont été délivrés par le président des États-Unis, en date du 24 avril dernier, et que je suis heureux de soumettre à Votre Excellence. Une proposition semblable a été faite par M. Adams à Sa Majesté Britannique, et je crois convenable de joindre à ma lettre une copie de la réponse de lord John Russell.

Agréez, etc.

Le 19 août 1861, M. Dayton écrit à M. Seward qu'il craint de voir surgir des difficultés entre les États-Unis d'un côté, la France et la Grande-Bretagne de l'autre, au sujet de la clôture des ports. A moins que ceux-ci ne soient hermétiquement fermés par blocus, et les fédéraux en possession de l'intérieur, l'on aura des excuses pour rompre le blocus. Cette éventualité est indiquée par le ton des journaux et par les conversations particulières des hommes publics en France.

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 22 août 1861.

Mes prévisions exprimées dans ma dépêche du 12 juin se sont pleinement réalisées. Lord John Russell et M. Thouvenel refusent d'entrer en négociation au sujet de l'accession des États-Unis au traité de Paris, s'il n'est pas expressément entendu que cette accession restera sans aucun rapport direct ou indirect avec l'affaire des États du Sud, soit avec nos difficultés intérieures. Afin de rendre la chose certaine, les deux ministres proposent une déclaration écrite, qui serait faite en même temps que la convention serait signée. Je vous en envoie la copie, en même temps que la note de M. Thouvenel.

Mardi, 20 courant, j'ai eu une entrevue avec M. Thouvenel, au sujet de cette affaire, et c'est alors qu'il me donna la première nouvelle de l'intention du gouvernement français d'exiger cette déclaration. Celle-ci a été sans aucun doute formulée en conformité avec celle de lord John Russell reçue par M. Thouvenel le jour précédent. M. Thouvenel dit que la France et la Grande-Bretagne ont déjà annoncé qu'elles ne prendraient aucune part à notre querelle domestique, et qu'une déclaration franche et ouverte, faite avant l'exécution de cette convention, éviterait des difficultés et des erreurs ultérieures. Spécifiant cette allégation, le ministre a ajouté que, d'après les conditions du traité, l'Angleterre et la France seraient tenues de poursuivre et de punir les corsaires du Sud comme des pirates, ce qu'elles avaient déjà déclaré ne pas vouloir faire. Le ministre a dit que nous pouvions traiter les gens du Sud à notre volonté, qu'il se bornerait à exprimer ses regrets dans l'intérêt de l'humanité, si nous les traitions comme des pirates, mais qu'il ne pouvait, quant à lui, suivre cette marche, et que malgré le désir de la France et de l'Angleterre de voir les États-Unis adhérer à la déclaration de Paris, ces puissances préféreraient cependant s'en passer, plutôt que d'être entraînées dans notre querelle intérieure. Le ministre a formellement insisté à plusieurs reprises, que nous ne pourrions rien objecter contre cette déclaration, faite en dehors de la convention et simultanément avec son

exécution, à moins que nous n'eussions l'intention de les rendre parties dans notre querelle; il ajoutait que le seul fait de mon hésitation était une raison de plus pour les deux puissances pour insister sur la déclaration simultanée. Telles furent, en général, les vues exprimées par M. Thouvenel.

En réponse, j'admis immédiatement la convenance de cette déclaration préalable, *si la France et l'Angleterre voulaient ne pas s'en tenir aux termes du traité*. Je dis que je n'avais aucune raison de supposer que les États-Unis eussent l'intention de mêler ces États à nos difficultés domestiques; qu'en fait, notre grand désir avait été de les tenir en dehors, mais que la déclaration qu'elle proposait de joindre à la convention changeait leurs obligations. Mes instructions étaient de négocier ces conventions, et je n'avais aucun pouvoir pour faire ou écouter quoi que ce soit pouvant s'écarter de ces droits ou relever d'une obligation quelconque sortant équitablement de l'interprétation des termes de la convention. M. Thouvenel me dit qu'il ne songeait point à changer les termes de la convention, et que ce n'était pas les changer que d'ajouter d'autres dispositions aux termes du traité. Je répliquai que, vu le but qu'on se proposait, cette adjonction ferait corps avec le traité; qu'elle aurait pour effet de dispenser la France et l'Angleterre, sans réclamation de notre part, de l'accomplissement d'une des obligations admises par le traité. J'annonçai que je conférerais à ce sujet avec M. Adams, et que nous nous verrions probablement obligés d'en référer de nouveau à notre gouvernement. M. Thouvenel me dit que c'était là une question qu'il nous appartenait de décider. Dans le cours de la conversation, je dis à M. Thouvenel que tout acte et toute déclaration ayant en vue une différence, ou faisant une distinction entre le Nord et le Sud, serait actuellement particulièrement sensible à notre gouvernement; que nous traitions avec les États étrangers pour tout le pays, pour le Nord comme pour le Sud, pour tous les citoyens, les loyaux comme les rebelles, et que lorsque nous ne pouvions pas traiter sur ce pied, nous préférions ne pas traiter du tout. M. Thouvenel répondit qu'il ne contestait pas notre droit de traiter pour tout le pays, et que tel n'était point le but de la déclaration proposée; mais qu'ayant jusqu'ici adopté une marche de stricte neutralité, la déclaration en question était de nature à empêcher des malentendus et des querelles à l'avenir.

Après ma conférence avec M. Thouvenel, j'ai immédiatement écrit à M. Adams pour lui suggérer la convenance de demander de nouvelles instructions, ou bien s'il croyait que cette référence entraînerait des délais inutiles de formuler au moment de la mise à exécution de la convention une contre-déclaration écrite, portant en substance « que nous n'avons ni le pouvoir ni l'intention d'admettre que la dé-

claration en dehors de la convention faite par la Grande-Bretagne et la France ait pour effet de les dispenser directement ou indirectement d'une obligation ou d'un devoir quelconque leur incombant en vertu de ladite convention. »

J'ai cru devoir faire ces suggestions à M. Adams, parce que je ne veux point faire d'acte positif dans une affaire d'une aussi haute importance, sans être au clair sur les instructions. J'attendrai sa réponse avant d'avoir de nouvelles communications avec le gouvernement français.

NOTE. — M. Adams répondit à M. Dayton qu'il était d'accord avec lui pour suspendre les négociations.

M. Thouvenel à M. Dayton.

Paris, le 20 août 1861.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la déclaration écrite que je me propose de faire, et dont j'aurai soin de vous remettre copie au moment de la signature de la convention destinée à rendre obligatoires, entre la France et les États-Unis, les principes sur le droit maritime proclamés par le congrès de Paris. Cette déclaration a pour objet, comme vous le verrez, de prévenir tout malentendu sur la nature des engagements que le gouvernement de l'Empereur est disposé à contracter. — Si vous étiez prêt à signer la convention projetée, nous pourrions nous mettre d'accord pour le faire le même jour où lord Russell procéderait, de son côté, à la signature d'un acte identique avec M. Adams.

Projet de déclaration.

En apposant sa signature à la convention conclue, en date de ce jour, entre la France et les États-Unis, le soussigné déclare, en exécution des ordres de l'Empereur, que le gouvernement de Sa Majesté n'entend prendre, par ladite convention, aucun engagement de nature à l'impliquer directement ou indirectement dans le conflit intérieur existant aux États-Unis.

M. Dayton à M. Thouvenel.

Paris, le 26 août 1861.

Réponse à la communication qui précède.

Les impressions que j'ai émises à la hâte lorsque la proposition (d'une déclaration) m'a été verbalement présentée, ont été renforcées

par la réflexion. Je ne m'arrêterai pas à examiner en quoi la déclaration que vous proposez peut affecter les droits ou obligations des États parties au traité. Cette déclaration est conçue en des termes si généraux, qu'il n'est pas possible de prévoir complètement son but ou ses effets. Elle nous fait connaître que les engagements de votre gouvernement ne sont pas de nature à l'impliquer, soit directement, soit indirectement, dans notre conflit intérieur. Il se peut que, sous l'empire de cette déclaration, la conduite du gouvernement français ne dépasse pas en fait les limites de ce qui est agréable au gouvernement des États-Unis. Je ne puis cependant agir conformément à cette supposition. Mes instructions sont de négocier une convention particulière dont le texte, autant que je l'ai compris, a été examiné et approuvé par Votre Excellence. Si la déclaration que vous proposez altère les obligations ou les devoirs qui incomberaient à la France en vertu de la convention, elle est inutile. Si elle change ses obligations ou ses devoirs, alors je ne suis pas autorisé à consentir à une convention assujettie à cette déclaration. Ma sphère d'action est présentement renfermée dans ce dilemme. Mais ce sujet justifie et exige même quelques autres observations. Vous pensez, avez-vous dit, qu'il est plus franc et plus loyal de faire cette déclaration à l'avance, et en ceci je suis entièrement d'accord. Si le traité, dépourvu de cette déclaration, imposait à la France des devoirs qu'elle ne voulût pas remplir, il est convenable évidemment qu'elle déclare à l'avance son intention, non-seulement afin de prévenir un malentendu quant à la nature des engagements contractés, mais aussi afin de mettre les États-Unis en état d'opter en pleine connaissance de cause, s'il leur convient d'accepter ou non un traité assujetti à cette déclaration. Celle-ci, il est vrai, ne fait pas strictement partie du traité; cependant, pour le but qu'elle se propose, son effet serait le même que si elle faisait corps avec lui. Elle empêchera des malentendus quant à la nature des engagements, ou, en d'autres termes, elle empêchera une partie de se plaindre du non-accomplissement par l'autre d'engagements qu'elle supposait exister en vertu du traité, et elle le fera aussi efficacement que si elle était une condition ajoutée au traité lui-même. Mais, pour l'interposition de cette déclaration, j'aurais dû consentir immédiatement à la conclusion du traité; or, dans la position actuelle des choses, je n'ai aucun pouvoir pour en agir ainsi.

Il ne faut pas inférer de ce qui précède que les États-Unis désirent maintenant ou aient à aucune époque désiré le moins du monde d'entraîner la France ou tout autre gouvernement étranger dans ses querelles domestiques. Le désir, bien mieux, le droit d'être laissés à nous-mêmes par les autres nations, a été exprimé de tout temps par notre gouvernement et par ses représentants à l'étranger. Ils n'ont jamais

manqué de repousser de la manière la plus sérieuse toute intervention étrangère dans cette question. Cependant, la déclaration proposée semblerait impliquer que cette intervention est sur le point d'être réclamée par nous de la part des puissances avec lesquelles un traité pourrait être fait. Je ferai respectueusement remarquer que rien, dans la position présente des États-Unis, ni dans les phases précédentes de cette négociation, ne saurait justifier une pareille inférence. Lorsque l'administration actuelle est arrivée au pouvoir à Washington, elle a immédiatement donné des ordres à tous ses représentants à l'étranger d'ouvrir des négociations à ce sujet.

Ces négociations, on peut l'assurer, n'ont pas été entamées à cause d'une insurrection momentanée; elles l'ont été en vue d'arriver, pour autant que le consentement des États-Unis peut y contribuer, à la fixation de grands principes de droit maritime.

L'abandon par les belligérants du droit d'émettre des lettres de marque était une affaire sérieuse pour un pays qui, comme les États-Unis, possède un commerce étendu et une marine limitée. Cet abandon de la part de toutes les nations tend, nous le savons bien, à diminuer les malheurs de la guerre. L'exemption de la propriété maritime des non-combattants, sauf la contrebande de guerre, aurait, à un bien plus haut degré, le même effet; de là la disposition manifestée de la part des États-Unis dans toutes les occasions de réunir ces deux points dans les négociations, et de faire de la concession de l'un l'équivalent de la concession de l'autre. Tel était l'état des choses lors de l'arrivée aux affaires de l'administration actuelle. Sans se laisser arrêter par les mêmes considérations que les administrations précédentes, l'actuelle a repris immédiatement la négociation au point où la précédente l'avait laissée. Sachant que l'exemption de la propriété privée ne serait pas concédée par toutes les puissances, le gouvernement des États-Unis a consenti d'emblée à accepter les quatre points de la déclaration de Paris, sans adjonction et sans restriction. C'est alors, pour la première fois, que nous fûmes informés que le gouvernement de S. M. l'Empereur et celui de la Reine n'exécuteraient la convention qu'à certaines conditions, de l'étendue et de l'exécution desquelles ces gouvernements seraient juges. Je ne puis naturellement prévoir avec certitude les vues du gouvernement des États-Unis dans cette question, mais il me paraît difficile de supposer qu'il consente à une convention adoptant la déclaration du 16 avril, si ce n'est dans les termes d'une entière réciprocité et sans autre condition que celles existant entre les parties originairement contractantes; je ne puis croire que dans ses négociations avec des gouvernements étrangers, celui des États-Unis admette des exceptions et réserves verbales ou écrites, et se rapportant à l'état de choses existant dans son pays. Il

ne se contentera de rien moins que des droits qui leur étaient assurés par le traité avant notre querelle intérieure. Si le gouvernement français croit qu'une acceptation sans condition du traité exige une intervention dans nos affaires, ou l'implique dans la guerre civile de notre pays, alors il est évident que ce n'est ni pour lui ni pour nous un moment convenable pour conclure un accord.

M. Thouvenel à M. Dayton.

Réponse à la dépêche du 26 août.

Paris, le 9 septembre 1861.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 26 du mois d'août, pour m'exposer les raisons qui vous avaient engagé à prendre de nouveau les ordres de votre gouvernement, avant de passer outre à la signature de la convention relative au droit maritime.

Je ne saurais qu'attendre en cet état de choses l'arrivée des instructions que vous avez sollicitées, et je ne veux point, par conséquent, entrer dans la discussion des motifs qui vous ont empêché de signer la convention projetée, et que vous avez bien voulu porter à ma connaissance. Je désire toutefois établir clairement, par quelques explications nouvelles, quel est l'ordre d'idées dans lequel s'est placé le gouvernement de l'Empereur en jugeant, comme celui de Sa Majesté Britannique, opportun d'accompagner le traité proposé d'une déclaration spéciale.

Si les États-Unis avaient adhéré, avant la crise actuelle, à la déclaration du congrès de Paris, comme cette adhésion eût engagé, dès ce moment, toute la confédération, le cabinet de Washington s'en fût, sans nul doute, prévalu pour contester aujourd'hui aux États du Sud le droit d'armer des corsaires. Or, si cette supposition est fondée, on ne saurait s'étonner que le gouvernement de M. Lincoln, conformément aux principes qu'il a exposés sur sa manière d'envisager le conflit existant, voulût considérer la convention projetée comme aussi obligatoire pour les États séparés, dans les circonstances présentes, que si elle avait précédé les hostilités. Mais si cette opinion est très-explicable de la part du cabinet de Washington dans la situation que les événements lui ont faite, elle ne saurait être celle des gouvernements qui se sont proposé de garder la plus stricte neutralité dans une lutte dont il ne leur a plus été possible de méconnaître la gravité. En agréant donc une proposition formulée par le gouvernement fédéral lorsque la guerre avait déjà, malheureusement, éclaté entre les

États du Nord et du Sud de l'Union, il était naturel que le gouvernement de l'Empereur, décidé à ne pas s'écarter de l'attitude réservée qu'il s'est imposée, se préoccupât de l'extension que le cabinet de Washington pourrait être amené, par suite de sa position, à donner à un arrangement par lequel il déclarait que les États-Unis renonçaient à la course. Les hostilités dans lesquelles le gouvernement fédéral est actuellement engagé, lui offrant l'occasion de mettre immédiatement en pratique l'abandon de ce mode de guerre, et son intention officiellement annoncée étant de traiter comme des pirates les corsaires du Sud, il importait évidemment de prémunir le cabinet de Washington contre la conviction où il pouvait être que le traité projeté nous obligeait aussi à considérer désormais comme des pirates les corsaires du Sud. Je n'insisterai pas pour démontrer combien nous nous écarterions de la neutralité que nous avons déclaré vouloir observer vis-à-vis des deux fractions de l'Union si, après avoir annoncé qu'elles constituaient pour nous deux belligérants ordinaires, nous contestions à l'un d'eux un de ses droits primitifs de belligérants parce que l'autre en consentirait volontairement l'abandon dans un traité conclu avec nous. Il n'est pas besoin d'indiquer davantage comment nous romprions forcément notre neutralité dès que nous serions contraints, en vertu de la convention projetée, de traiter comme pirates les corsaires que le Sud persisterait à armer. Le cabinet de Washington pouvant donc, je le répète, être entraîné par le point de vue particulier auquel il est placé, à tirer de l'acte que nous sommes prêts à conclure telles conséquences que nous devrions absolument repousser aujourd'hui, il nous a paru qu'il importait également aux deux gouvernements de prévenir à l'avance toute divergence d'interprétation à l'égard de l'application aux circonstances actuelles des principes qui allaient leur devenir communs. Il eût été à craindre autrement, si ces mêmes explications avaient dû être échangées plus tard, qu'on leur attribuât un caractère tout différent de celui qu'elles ont réellement. Nous regretterions trop sincèrement qu'il se produisît le moindre malentendu dans nos rapports avec les États-Unis pour ne pas tenir à les éclairer dès à présent sur une réserve qui, constatée officiellement vis-à-vis du cabinet de Washington avant la signature de la convention, maintient nettement notre ligne de neutralité sans rien ôter à la valeur de l'accord que nous serons heureux d'établir en cette circonstance avec les États-Unis.

Le 10 septembre, M. Seward répond de son côté à la demande de l'adjonction d'une déclaration dont il avait été informé par la dépêche du 22 août. Dans cette note, qu'il est inutile de reproduire vu qu'elle

ne renferme aucun fait ou argument nouveau, M. Seward repousse la proposition de déclaration formulée par M. Thouvenel de concert avec lord Russell. Les États-Unis sont prêts à accéder purement et simplement à la déclaration du 16 avril 1856, et à conclure un accord avec toute puissance qui acceptera leur adhésion sur la même base que celle qui a été admise pour les autres États ayant accédé à ladite déclaration.

Quant à la France, M. Seward espère que lorsque les embarras actuels seront dissipés, elle ne refusera plus d'entrer en négociation et de contribuer en outre à faire exempter de la confiscation la propriété des citoyens pacifiques.

Copie de cette *dépêche* fut communiquée à M. Thouvenel, qui en accusa réception le 18 octobre comme suit :

M. Thouvenel à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris.

18 octobre 1861.

Monsieur,

Vous avez bien voulu me transmettre, le 14 de ce mois, une copie de la *dépêche* par laquelle M. le secrétaire d'Etat de l'Union expose les motifs qui ne permettent pas au cabinet de Washington d'accepter, en signant une convention d'adhésion avec principes de droit maritime proclamés par le congrès de Paris, la déclaration dont je vous avais remis le projet. J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication en vous renvoyant, selon votre désir, la *dépêche* dont vous m'avez donné connaissance.

GRANDE-BRETAGNE.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 10 avril 1861.

M. Seward explique les causes qui ont amené le conflit américain ; les représentants des États-Unis rencontreront au dehors des agents de discorde cherchant l'appui de l'étranger, et dont le succès en Angleterre rendrait probablement leur réussite facile ailleurs. M. Adams aura donc à déjouer leurs projets.

M. Seward termine en disant : « Le président ne s'arrêtera pas sur l'agréable souvenir que la Grande-Bretagne, il y a à peine un an, a manifesté, par ses attentions marquées envers les États-Unis, son désir d'amener une union cordiale qui serait, pour l'avenir, le gage éternel d'un intérêt et d'une sympathie mutuels. Les États-Unis n'envisagent pas avec indifférence les circonstances d'une descendance

commune, de langage, mœurs, sentiments et religion qui appellent une sympathie plus étroite entre eux et la Grande-Bretagne que l'on ne saurait attendre des rapports avec toute autre nation. Les États-Unis sont une des nations qui ont surgi de la Grande-Bretagne elle-même. D'autres nations surgissent également de ce même pays dans d'autres parties du globe. Ceux qui ont étudié à fond la philosophie de l'histoire moderne pensent que la prospérité des nations qui descendent de la Grande-Bretagne peut, pendant longtemps, faire rejaillir sur ce royaume les gloires de sa propre carrière. Le gouvernement et le peuple de la Grande-Bretagne peuvent se tromper sur leurs intérêts communs, mais ils ne peuvent envisager sans indifférence l'impulsion d'une ambition incessante qui les distingue comme les chefs des nations dans la voie de la civilisation et de l'humanité. »

M. Dallas à M. Seward.

Londres, 22 mars 1861.

M. Dallas annonce qu'il a eu une entrevue avec lord John Russell, qui lui a dit que le cabinet anglais n'avait pas encore adopté une ligne de conduite définitive. Aucun agent des États confédérés n'avait encore fait de démarche auprès du gouvernement anglais, mais lord John Russell avait eu une lettre particulière qui annonçait l'arrivée prochaine de commissaires envoyés par les autorités provisoires de Montgomery pour entamer des négociations au sujet de la reconnaissance des États séparatistes.

M. Dallas à M. Seward.

(Extrait.)

Londres, 9 avril 1861.

Lord J. Russell m'a affirmé très-sérieusement que le gouvernement britannique n'était nullement disposé à tirer avantage des dissentiments intérieurs qui pourraient survenir aux États-Unis, et qu'au contraire il serait heureux si ces dissentiments s'arrangeaient et si l'Union était rendue à sa situation antérieure.

En terminant, je lui dis que, si tel était le cas, ce dont j'étais convaincu, il devait être important que ce pays et la France s'abstinssent, au moins pendant un certain temps, d'actes qui, en encourageant des espérances mal fondées, augmenteraient une brèche qui pouvait encore être comblée.

Sa Seigneurie parut penser que le sujet n'était pas encore assez mûri pour prendre une décision quelconque, et me fit remarquer

qu'elle m'avait dit tout ce qu'à présent il lui était permis de me dire. L'arrivée de mon successeur M. Adams, qui est attendu de semaine en semaine, donnera naturellement l'occasion de discuter à fond et de vider la question.

L'opinion publique en Angleterre tend à favoriser une séparation amiable.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 27 avril 1861.

M. Seward lui rend compte de la dépêche précédente de M. Dallas. Les observations que lui a faites lord John Russell ne sont en aucune façon satisfaisantes.

« Le gouvernement britannique est libre de choisir, s'il veut conserver l'amitié de notre gouvernement en refusant toute aide ou protection à nos ennemis en rébellion flagrante contre nous, ainsi, qu'à notre avis, l'exigent les traités existants entre les deux nations, ou bien si le gouvernement de Sa Majesté veut courir les chances précaires d'une conduite différente.

« Vous ferez connaître sans retard au cabinet de Saint-James que le président considère la réponse donnée par lord J. Russell comme un indice d'une politique que ce gouvernement serait obligé de considérer comme nuisible à ses intérêts et portant atteinte à sa dignité.

M. Dallas à M. Seward.

Londres, 2 mai 1861.

M. Dallas annonce que M. Gregory a fait une motion à la chambre des communes en faveur de la reconnaissance des États du Sud, motion qui a été retardée par les motifs énoncés dans le numéro du 30 avril du *Times*.

Il rend compte d'une entrevue avec lord John Russell, qui lui a dit que les trois représentants du Sud étaient à Londres, qu'il ne les avait pas encore vus, mais qu'il ne s'opposait pas à les recevoir sans caractère officiel; qu'une entente existe entre les Cabinets de Londres et de Paris, qui suivront la même ligne de conduite au sujet de la reconnaissance, quelle que soit la ligne adoptée.

« Lord John Russell, ajoute M. Dallas, me parla du bruit répandu du blocus des ports du Sud, dont l'entrée allait être empêchée. Je lui appris que M. Adams m'avait informé de son intention de s'embarquer sur le *Niagara*, qui devait quitter Boston le 1^{er} mai, et qui arriverait sans doute dans la quinzaine, vers le 12 ou le 15. Sa Seigneurie

jugea à propos de ne pas s'occuper davantage de ce bruit, et d'attendre les renseignements complets apportés par mon successeur. »

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 17 mai 1861.

M. Adams annonce son arrivée à Londres le 13 mai. La maladie du duc de Bedford, frère de lord John Russell l'a empêché d'avoir une entrevue avec ce ministre. Il a présenté ses lettres de créance, et est ainsi devenu le représentant accrédité des États-Unis.

M. Seward à M. Adams.

(Extrait.)

Washington, 21 mai 1861.

Monsieur, notre gouvernement pense que nos rapports avec l'Europe sont arrivés à un état de crise qui nous force de déterminer non-seulement les mesures immédiates à prendre, mais encore la politique à suivre pour l'avenir. Cette politique n'a point pour but de menacer la Grande-Bretagne ni de blesser les susceptibilités de toute autre nation européenne; elle est expliquée dans la présente dépêche.

Cette dépêche ne doit être ni lue ni montrée au secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique; aucune de ses dispositions ne doit être divulguée prématurément, sans nécessité ou sans discrétion. Mais son esprit doit vous servir de guide. Vous ne cacherez rien, lorsque le moment sera venu de tout dire avec dignité, convenance et effet, et en tout temps vous aurez soin de ne rien dire qui ne soit pas convenable ou incompatible avec l'objet qu'elle renferme.

M. Dallas, dans une courte dépêche du 2 mai, nous dit que lord John Russell lui a demandé récemment une entrevue ensuite de l'inquiétude que lui inspirent certaines mesures qu'on prétend avoir été adoptées par le président. Dans cette conversation, le secrétaire d'État a dit à M. Dallas que trois représentants de la confédération du Sud étaient à Londres; que lord Russell ne les avait pas encore vus, mais qu'il n'était pas opposé à les recevoir sans caractère officiel. Il informa de plus M. Dallas qu'une entente existe entre les gouvernements anglais et français, qui les dirigerait dans une même ligne de conduite à l'égard de la reconnaissance. Sa Seigneurie mentionna ensuite le bruit qui avait été répandu que nous avions l'intention de bloquer les ports du Sud et d'en intercepter l'entrée. M. Dallas a répondu qu'il n'était pas au courant de ces bruits, et qu'il n'avait rien à ré-

pondre. Il ajouta que vous étiez attendu dans une quinzaine. Lord John Russell admit alors la convenance d'attendre votre arrivée pour obtenir des renseignements plus complets.

M. Dallas nous a envoyé des journaux rendant compte des explications données au parlement par le ministère.

Quant aux débats parlementaires, vous vous bornerez à demander des explications quand il sera nécessaire, et à me les communiquer.

Le président regrette que M. Dallas n'ait pas protesté contre les rapports non officiels entre le gouvernement anglais et les commissaires des rebelles. Nous devons cependant rendre à M. Dallas la justice de dire que nos instructions n'avaient été transmises qu'à vous et non à lui, et que sa loyauté et sa fidélité, malheureusement trop rares à notre époque, sont justement appréciées.

Tout rapport de quelque genre qu'il soit avec les soi-disant commissaires est sujet à être considéré comme une reconnaissance de l'autorité qui les a nommés. Fussent-ils considérés comme non officiels, de tels rapports n'en seraient pas moins pernicieux pour nous, et ils pourraient être d'autant plus dangereux que nous serions hors d'état de connaître les points décidés. Bien plus, des rapports non officiels sont inutiles et sans raison d'être, si l'on ne s'attend pas à ce qu'ils deviennent des rapports officiels, et n'amènent une reconnaissance directe. Nous nous demandons même, si les rapports non officiels proposés n'ont pas déjà commencé. Vos instructions précédentes paraissent assez explicites, et il est à espérer que vous ne vous êtes pas mépris sur leur contenu. En tout cas, vous vous abstenrez de tout rapport officiel aussi bien que non officiel avec le gouvernement anglais aussi longtemps qu'il entretiendra des rapports officiels ou non avec les ennemis domestiques de ce pays. Lorsque vos rapports auront été interrompus par cette cause, vous en ferez part à ce département, et vous attendrez de nouvelles instructions.

Lord John Russell nous a fait part d'une entente entre les gouvernements anglais et français, qui agiront d'accord à l'égard de nos affaires. Cette communication néanmoins perd de son importance par la raison que nous la tenions déjà d'une autre source. Nous connaissons encore un autre fait qui ne nous a pas été officiellement annoncé, à savoir : que les autres États européens ont été informés par la France et l'Angleterre de l'entente existant entre elles, et que ces deux puissances s'attendaient à ce que ces autres États s'associeraient aux mesures qu'elles adopteraient au sujet de la reconnaissance. Les États-Unis ont été impartiaux et justes dans leur conduite vis-à-vis des autres nations de l'Europe; ils ne se plaindront pas néanmoins du concert des deux grandes puissances, bien qu'ils se crussent en droit d'espérer une conduite plus indépendante, sinon plus ami-

cale, de la part de chacune d'elles. Vous ne mentionnerez ni cette entente, ni aucune autre alliance. Toutes les fois que les gouvernements européens jugeront convenable de communiquer directement avec nous, nous continuerons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, à être fermes et explicites dans nos réponses.

Quant au blocus, vous direz que, d'après nos propres lois, les lois de la nature et les lois des nations, ce gouvernement a un droit indiscutable de supprimer l'insurrection. Une suppression du commerce dans les ports nationaux dont se sont emparés les insurgés, exécutée sous la forme équitable de blocus, est le meilleur moyen d'atteindre ce but. Vous n'insisterez pas sur la nécessité de respecter notre blocus s'il n'est pas maintenu par une force suffisante, mais, laissant de côté cette question comme n'étant pas pour le présent pratique ou du moins urgente, vous ajouterez que le blocus est maintenant établi, qu'il continuera à l'être, et qu'en conséquence nous nous attendons à le voir respecté par la Grande-Bretagne. Vous direz, de plus, que nous avons déjà retiré l'*exequatur* au consul russe qui avait fait des enrôlements pour le service militaire des insurgés, et que nous renverrons et demanderons le rappel de tout agent étranger, consulaire ou diplomatique qui désobéira aux lois fédérales, ou reniera l'autorité fédérale.

Quant à la reconnaissance de la soi-disant confédération du Sud, il n'est pas possible de la définir spécifiquement. C'est naturellement une reconnaissance directe que de publier une acceptation de la souveraineté ou de l'indépendance d'une nouvelle puissance; c'est une reconnaissance directe que de recevoir officiellement ses ambassadeurs, ministres ou commissaires. Une concession des droits de belligérants peut être considérée comme la reconnaissance de ces mêmes belligérants. Aucun acte de ce genre ne passera sans que les États-Unis en demandent compte.

Jusqu'à présent, la reconnaissance a été mise en avant, d'après la prétention que les soi-disant confédérés sont *de facto* une puissance se soutenant par elle-même. Aujourd'hui, après de longs ménagements, dans le but d'apaiser les mécontentements et d'éviter la guerre civile, les forces de terre et de mer des États-Unis ont été mises en mouvement pour réprimer l'insurrection. Le véritable caractère du prétendu nouvel État s'est révélé tout aussitôt. On a vu que c'était un pouvoir existant seulement par des *pronunciamento*. Il n'a jamais gagné une bataille, il n'a jamais conquis de forteresses, si ce n'est celles qui lui ont été livrées par trahison ou dont il s'est emparé par abus de confiance. Il ne tient pas un seul port sur la côte ni une seule grande route partant de sa prétendue capitale par terre. Dans ces circonstances, la Grande-Bretagne est invitée à donner à ce pouvoir un

corps et une indépendance qui le mettent à même de résister à nos mesures de suppression. La reconnaissance par l'Angleterre serait l'intervention anglaise dans le but de créer sur notre territoire un État hostile, en renversant notre République elle-même.

Quant au traitement des corsaires au service des insurgés, vous direz que c'est une question qui nous regarde exclusivement. Nous les traitons comme des pirates. Ce sont nos propres citoyens ou des personnes employées par nos citoyens pour ruiner le commerce de notre pays. Si la Grande-Bretagne juge bon de les reconnaître comme des belligérants légaux et de leur donner abri contre nos poursuites et notre châtement, les lois des nations apporteront un remède convenable et approprié à la circonstance.

Heureusement, cependant, le gouvernement de Sa Majesté Britannique peut éviter toutes ces difficultés. Il nous a invité, en 1856, à adhérer à la déclaration du congrès de Paris auquel la Grande-Bretagne a pris part elle-même, déclaration ayant pour effet d'abolir la course partout, dans tous les cas et pour toujours. Vous êtes déjà autorisé à proposer à la Grande-Bretagne notre adhésion à cette déclaration. Si elle s'y refuse, ce ne peut être évidemment que dans le désir de devenir le soutien de corsaires qui tendent à notre ruine.

Nous comprenons l'importance grave du moment. Nous voyons que comme résultat du débat dans lequel nous sommes engagés, la guerre peut avoir lieu entre les États-Unis et une, deux et même plusieurs puissances européennes. Dans tous les cas, la guerre est aussi contraire aux habitudes qu'opposée aux sentiments du peuple américain. Mais si la guerre devait avoir lieu, on verra complètement qu'elle résulte du fait de la Grande-Bretagne et non de notre fait, que la Grande-Bretagne se sera décidée à fraterniser avec notre ennemi domestique, soit sans attendre nos remontrances et nos avertissements, soit après les avoir entendus. La guerre en vue de défendre la vie d'une nation n'est pas immorale, et en vue de défendre l'indépendance elle fait inévitablement partie de la discipline des nations.

La lutte aura lieu entre les branches européennes et américaines de la race britannique. Tous ceux qui appartiennent à cette race repousseront cette lutte comme ils le doivent, et il est à croire qu'elle sera déplorée par les hommes de toute race et de toute origine.

Une guerre à peu près semblable entre les mêmes parties a eu lieu à la fin du siècle dernier. L'Europe a expié par quarante ans de souffrance l'erreur que la Grande-Bretagne a commise en provoquant le conflit. Si ce pays tombait encore dans la même erreur, les convulsions sociales qui en seraient la conséquence pourraient ne pas durer aussi longtemps, mais elles seraient plus générales. Quelles que fussent les chances des autres nations pendant la lutte, nous croyons que

ce ne seraient pas les États-Unis qui en sortiraient avec des changements de constitution ou avec une dimension de territoires honnêtement acquis. La Grande-Bretagne n'a qu'à attendre encore quelques mois et tous les ennuis qu'elle éprouve à présent cesseront en même temps que nos propres dissensions. Si elle suit une conduite opposée, elle aura à en calculer les dernières aussi bien que les immédiates conséquences, et elle aura à envisager quelle position elle occupera après avoir perdu pour toujours les sympathies et l'affection du seul pays sur les sympathies et l'affection duquel elle ait un droit naturel. En faisant ce calcul, elle fera bien de se rappeler que, dans le conflit qu'elle entamerait, nous ne serons guidés ni par l'orgueil, ni par la passion, ni par la cupidité, ni par l'ambition, mais que nous nous appuierons simplement sur le principe de notre conservation personnelle, notre cause embrassant l'indépendance des nations et les droits de l'humanité.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

Suivent les deux dépêches de M. Adams à M. Seward, des 21 et 31 mai, dans lesquelles il rend compte d'une entrevue avec lord John Russell et de l'impression produite en Angleterre par la proclamation de blocus des ports de la Virginie. (*Voir cette proclamation. Archives*, p. 366, 1861.)

La note du 21 mai est résumée plus loin dans celle de M. Seward du 8 juin (p. 378).

M. Seward à M. Adams.

Washington, 3 juin 1861.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 17 mars.

Votre discours à Liverpool a été aussi prudent qu'habile. Votre promptitude à traverser cette ville pour vous rendre au siège du gouvernement, quoique regrettable sous certains rapports, n'en est pas moins approuvée à cause des circonstances.

Chacune des instructions que vous avez reçues de ce département porte l'évidence du fait que le principal danger appréhendé par le président est celui de l'intervention, de l'aide ou de la sympathie étrangère, surtout venant de la part du gouvernement de la Grande-Bretagne.

La justesse de cette appréhension est prouvée par les faits suivants:

1° La réserve gardée par le secrétaire d'État anglais lorsque M. Dal-

las lui a présenté notre protestation contre la reconnaissance des insurgés, laquelle réserve semblait impliquer, que dans de certaines conditions qui ne nous ont pas été expliquées, cette reconnaissance pourrait avoir lieu.

2° L'engagement contracté par le gouvernement de la Grande-Bretagne avec celui de la France, sans que nous ayons été consultés, dans le but d'adopter une seule et même ligne de conduite par les deux gouvernements à l'égard des insurgés.

3° La nouvelle donnée par lord John Russell à M. Dallas qu'il n'était pas éloigné de recevoir, sans caractère officiel, les soi-disant commissaires des insurgés.

4° La publication de la proclamation de la reine, remarquable d'abord par les circonstances dans lesquelles elle a été faite, savoir : le jour de votre arrivée à Londres, qui avait été prévu au point de vous procurer une audience du secrétaire d'État anglais, mais sans vous accorder l'entrevue promise avant qu'une mesure décisive eut été adoptée, puis enfin pour la teneur de la proclamation elle-même qui a l'air de reconnaître, dans des termes vagues il est vrai, les insurgés comme étant naturellement un pouvoir belligérant.

Cette proclamation, si elle n'est pas modifiée ou expliquée, ne nous laisse d'autre alternative, à l'égard du gouvernement de la Grande-Bretagne, que de consulter le libre exercice de tous les droits de défense personnelle qui nous sont garantis par notre constitution et par les lois de la nation et le droit des gens pour réprimer l'insurrection.

Je vous aurais tout aussitôt donné l'ordre de faire part au gouvernement britannique des vues définitives du président sur ce grave sujet, s'il n'y avait pas de raisons toutes particulières pour retarder cette communication.

Ces raisons sont : 1° Que M. Thouvenel a informé notre représentant à Paris, que les deux gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France préparaient et adresseraient sans retard des communications à notre gouvernement au sujet de l'attitude qu'ils comptaient prendre à l'égard de l'insurrection. Ces communications sont attendues d'un instant à l'autre ; 2° que vous avez déjà demandé et avez obtenu probablement une entrevue avec le secrétaire d'État anglais. Vous aurez été à même ainsi de faire connaître les vues générales de notre gouvernement et d'apprendre d'une manière définitive les projets de la Grande-Bretagne après qu'elle a été informée combien sa conduite a peu satisfait jusqu'ici le gouvernement des États-Unis.

Le président est désireux d'apprécier hautement toutes les preuves de considération à l'égard des États-Unis que le gouvernement anglais se croira en position de donner. Il m'invite donc à vous dire que la manière prompte et cordiale avec laquelle vous avez été reçu, dans

les circonstances particulières, provenant des afflictions domestiques qui sont survenues à Sa Majesté et au secrétaire d'État des affaires étrangères, est très-flatteuse pour notre gouvernement.

Il y a un an, les causes de dissidence qui éloignaient les peuples anglais et américain l'un de l'autre semblaient avoir été levées pour toujours. Il est pénible de songer que cet ancien éloignement reparaisse de nouveau dans des circonstances qui présagent de grands malheurs sociaux, sinon des désastres pour les deux pays.

Vous référant à vos instructions précédentes et nous réservant de vous en donner de nouvelles lorsque nous aurons reçu votre rapport sur l'attitude du gouvernement anglais vis-à-vis de nous, je suis, monsieur, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 7 juin 1861.

M. Adams annonce qu'un changement considérable s'est fait dans l'opinion publique en Angleterre, en faveur du gouvernement des États-Unis.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 8 juin 1861.

M. Seward envoie à M. Adams copie d'une note en date du même jour qu'il a adressée à lord Lyons, ministre de la Grande-Bretagne à Washington.

M. Seward à lord Lyons.

Washington, 8 juin 1861.

Milord,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 5 courant, avec les documents relatifs à une réclamation dans l'affaire de la cargaison de la barque *Winfred*, dont une partie serait représentée comme appartenant à des sujets anglais.

En réponse, je regrette de n'avoir pas en ce moment la liberté d'intervenir dans cette affaire, car j'ai appris que les poursuites devant la cour des prises de New-York sont commencées contre le bâtiment et sa cargaison.

Si néanmoins cette cour obtient la certitude du droit de propriété réclamé sur une partie de la cargaison par des sujets anglais, je ne

doute pas de la restitution, car notre gouvernement reconnaît le droit de propriété d'une nation amie d'être exempt de condamnation à bord des bâtiments d'un insurgé.

J'ai l'honneur d'être, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 8 juin 1861.

J'ai le plaisir de vous accuser réception de votre dépêche du 21 mai, contenant le rapport d'une conversation que vous avez eue avec lord John Russell, le 18 de ce mois.

Notre gouvernement insiste, comme il doit le faire et le fera, en toute circonstance, sur l'intégrité de l'Union comme étant l'élément principal de la vie nationale. Depuis qu'après diverses tentatives de ménagements et de conciliation, il est devenu certain et visible que cet objet suprême et vital ne peut être atteint qu'en acceptant la guerre civile comme condition indispensable, cette condition avec tous ses hasards et ses malheurs déplorables n'a pas été déclinée. Cette acceptation néanmoins est faite avec le désir profond et l'intention arrêtée que la guerre soit aussi courte et aussi peu désastreuse que possible pour tous. L'intervention, l'aide ou la sympathie étrangère en faveur des insurgés, principalement de la part de la Grande-Bretagne, ne pourraient évidemment que prolonger et aggraver la guerre. En conséquence, M. Dallas, d'après les instructions du président, dans une entrevue que lui a accordée le secrétaire d'État des affaires étrangères britannique, lui a remis notre protestation contre une semblable intervention.

Lord John Russell a répondu avec insistance que le gouvernement anglais n'avait pas le moindre désir de profiter des avantages qu'on suppose provenir des fâcheux dissentiments domestiques qui existent aux États-Unis, mais qu'au contraire il serait très-heureux si ces dissentiments s'arrangeaient et si l'Union était intégralement rétablie.

M. Dallas, ainsi qu'il nous l'a rapporté, s'est efforcé de persuader Sa Seigneurie de l'importance qu'il y aurait à ce que la Grande-Bretagne et la France s'abstinsent, au moins pendant longtemps, de faire ce qui, en encourageant les espérances sans fondement des insurgés, augmenterait une brèche qu'il était encore possible de combler; mais Sa Seigneurie parut penser que le sujet n'était pas encore assez mûr pour prendre une décision quelconque et fit remarquer que ce qu'il avait déjà dit à cet égard était pour le moment tout ce qu'il était en son pouvoir de dire.

À la suite de ce rapport, vous avez été chargé d'informer le gou-

vernement de Sa Majesté Britannique que le président regardait la réponse faite aux suggestions de M. Dallas, par Sa Seigneurie, comme indiquant la possibilité d'une politique que notre gouvernement serait obligé de considérer comme préjudiciable à ses droits et une dérogation, à sa dignité. Notre gouvernement a pensé que la réponse du secrétaire d'État était plus incomplète et plus réservée que ne le justifiaient les circonstances. Cette réserve, inexpliquée, nous a mis dans une sorte de nécessité d'en conclure que le gouvernement britannique pourrait avoir en vue une politique d'encouragement à l'égard des insurgés qui augmenterait ici la rupture que nous croyons pouvoir combler si de semblables encouragements n'étaient pas donnés.

Votre dépêche du 21 mai, qui vient d'être reçue, montre comment vous vous êtes acquitté du devoir qui vous était confié. Après avoir porté nos plaintes à Sa Seigneurie, vous lui avez, comme il convenait de le faire, demandé une explication de sa pensée. Nous nous sommes formalisés de la réponse reçue et nous avons demandé avec justice, croyons nous, si c'était bien l'intention des ministres de Sa Majesté d'adopter une politique qui aurait pour effet d'élargir, sinon de rendre irréparable une séparation que nous nous croyons encore en état de prévenir par nous-mêmes. Sa Seigneurie a repoussé une pareille intention. Une discussion amicale s'éleva alors entre le secrétaire d'État et vous au sujet de la forme que Sa Seigneurie pourrait donner convenablement à la réponse à nous faire, et qui serait en même temps satisfaisante pour ce gouvernement-ci. La question fut enfin résolue de la manière la plus noble par la proposition de Sa Seigneurie, que vous avez acceptée, de donner pour instruction à lord Lyons de faire au président une réponse qui put être, à son avis, satisfaisante.

Je m'empresse d'ajouter, par ordre du président, que votre conduite, dans cette affaire, est complètement approuvée; ce gouvernement-ci n'est point disposé à élever des questions, même d'orgueil ou de sentiment national, au niveau d'une controverse diplomatique, parce qu'il désire sérieusement et ardemment maintenir la paix, l'harmonie et une amitié cordiale avec la Grande-Bretagne. La proposition de lord John Russell, en mettant le président à même d'expliquer de la façon la plus favorable possible la réponse qui avait soulevé des objections, écarte toute difficulté sans qu'il y ait besoin de l'intervention de lord Lyons. Vous annoncerez cette conclusion à lord John Russell et vous l'informerez que le règlement de l'affaire, dans un esprit aussi amical, donne à notre gouvernement complète satisfaction.

Votre conversation avec le secrétaire d'État anglais amena la discussion sur la dernière proclamation de la reine (qui nous parut des-

tinée à élever les insurgés au niveau d'un État belligérant), sur le langage des ministres de Sa Majesté dans les deux chambres du parlement, sur le ton de la presse et de l'opinion publique et surtout sur un discours du lord chancelier dans lequel il caractérise les insurgés comme étant un État belligérant, et la guerre qu'ils veulent entreprendre contre les États-Unis comme *justum bellum*.

Les opinions que vous avez exprimées sur ces questions et sur l'évidente tendance à encourager l'insurrection et à prolonger et aggraver la guerre civile, sont très-justes, et ont notre entière approbation. En même temps, c'est le dessein de notre gouvernement, autant que ce sera possible et compatible avec le bien-être et l'honneur national, de n'avoir aucune discussion sérieuse avec la Grande-Bretagne, et s'il devenait en dernier lieu impossible de conserver une position défensive, de garder en même temps le droit de notre côté. Dans cette vue, le gouvernement, comme vous le savez par ma dépêche du 21 mai, a décidé de laisser passer, sans s'en plaindre officiellement, les publications de la presse anglaise, les manifestations d'une opinion ennemie individuelle, et les discours des hommes d'État anglais, même ceux des ministres de Sa Majesté au parlement, aussi longtemps qu'ils ne seront pas acceptés avec autorité par le gouvernement de Sa Majesté. Nous honorons et respectons la liberté des débats et la liberté de la presse. Nous n'appréhendons aucun danger pour nos droits et nos intérêts de la discussion à laquelle ils peuvent être soumis sous quelque forme et dans quelque endroit que ce soit. Avec la certitude que nous avons que ce qui se passe maintenant dans notre pays intéresse les progrès de la civilisation et de l'humanité, et que notre attitude en présence des événements est juste, avec une certitude non moins grande que nos journaux et nos hommes d'État ont un talent et une influence égale à ceux d'Europe, nous n'avons aucune raison de nous plaindre si la Grande-Bretagne nous laisse le soin de défendre l'indépendance des nations et les droits de l'humanité.

Ma dépêche du 3 juin donnait quatre raisons distinctes qui faisaient appréhender à notre gouvernement que celui de Sa Majesté n'adoptât une politique d'intervention en faveur des insurgés, ou destinée à leur prêter appui et sympathie. La première raison était la réserve déployée par le secrétaire des affaires étrangères anglais, dans sa conversation avec M. Dallas, dont il est parlé dans la première partie de cette dépêche. J'ai dit déjà que les explications données et offertes par lord John Russell ont complètement mis cette question en dehors du débat.

La deuxième raison était l'engagement pris par le gouvernement de la Grande-Bretagne avec celui de la France, sans nous avoir consultés,

dans le but d'adopter une même et unique ligne de conduite au sujet de l'intervention dans nos affaires intérieures. Vous avez appris par ma dépêche du 21 mai que cette conduite n'impliquait pas de toute nécessité un sentiment hostile à l'égard des États-Unis, que nous ne nous en plaindriions pas, mais que nous nous contenterions d'entretenir avec chacun de ces États des rapports distincts et séparés, en les prévenant tous deux que le concert établi entre les deux puissances par toutes les propositions que chacune pouvait nous faire, ne modifierait en aucune manière l'action des États-Unis à leur égard.

La troisième raison était l'annonce faite par lord John Russell, qu'il ne s'opposait pas à recevoir d'une façon non officielle les soi-disants commissaires des insurgés. A cet égard vous possédez déjà des instructions auxquelles il n'y a rien à ajouter.

La quatrième raison est la proclamation de la reine, blâmable premièrement, à cause des circonstances dans lesquelles elle a été publiée et secondement, pour l'objet d'un document gouvernemental aussi important.

Ma dépêche du 3 juin, vous a donné nos raisons pour demander une communication directe à cet égard au gouvernement de Sa Majesté. Je réserve mes instructions sur ce quatrième point, comme je l'ai fait dans cette dépêche, attendant pour la discuter à fond la communication directe promise qui présente ce point à notre gouvernement sous la forme adoptée par le gouvernement britannique.

Mon silence au sujet de la défense de cette proclamation présentée par lord Russell dans son entretien avec vous, étant ainsi motivé, il est à peine nécessaire de dire que nous ne voulons pas pour cela concéder les points que Sa Seigneurie a mis en avant, et que vous avez habilement contestés dans les circonstances mentionnées dans notre dépêche. Vos raisons sur ce point sont approuvées par le président.

Le gouvernement anglais ayant confié à lord Lyons la négociation des modifications à la loi internationale proposées à l'égard du droit des neutres en temps de guerre maritime, avant que vos instructions vous eussent mis à même d'en conférer avec le gouvernement anglais, nous ne voyons aucune objection à ce que cette affaire soit discutée ici. Aucune communication relative à cet objet, n'a été encore reçue de lord Lyons. Les dépêches que vous avez déjà reçues vous auront mis à même de donner entière satisfaction au sujet du blocus. Nous réclame le droit de fermer les ports dont les insurgés se sont emparés, afin de supprimer leurs tentatives de révolution, et personne ne pourrait raisonnablement se plaindre si nous avions agi d'une manière aussi décisive et aussi péremptoire. En ayant recours à la forme plus douce et plus indulgente du blocus, nous avons été guidés par le désir d'éviter des rigueurs inutilement onéreuses au commerce étranger

aussi bien qu'à celui de l'intérieur. La proclamation du président était un avis de l'intention d'établir le blocus, et l'on a prévu que des avertissements suffisants fussent donnés aux bâtiments se rendant aux ports bloqués ou devant les quitter avant que leur capture fût permise. Le blocus, du moment où il a lieu, est rendu partout véritable et effectif.

Vos observations à propos du dernier tarif étaient judicieuses. Dans l'état actuel des affaires le tarif est un sujet qui n'occupera probablement pas l'attention du Congrès.

Nous sommes heureux de la nouvelle que vous nous donnez du sentiment amical qui a régné dans vos rapports officiels avec le gouvernement anglais.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 19 juin 1861.

Monsieur,

Le 15 juin, lord Lyons, l'envoyé britannique, et M. Mercier le ministre de France à Washington, ont eu une entrevue avec moi.

Chacun de ces représentants a offert de me lire les instructions qu'il avait reçues de son gouvernement et de m'en laisser copie, si je le désirais. J'ai répondu qu'en l'état actuel de la correspondance entre ces deux gouvernements et celui des États-Unis, je considérais comme un devoir d'avoir connaissance du caractère et du but de ces instructions avant de consentir à ce qu'elles fussent communiquées officiellement à ce département. Les ministres m'ont donc confidentiellement et franchement soumis ces documents pour que j'en fisse l'examen préalable. Après les avoir examinés autant qu'il était nécessaire pour en connaître le contenu, j'ai refusé d'en entendre la lecture et de les recevoir officiellement.

Je vais maintenant vous donner les raisons qui m'ont fait agir ainsi, afin que, si vous le trouvez nécessaire ou utile, vous puissiez en faire part au gouvernement de la Grande-Bretagne.

Lorsque nous avons reçu l'avis officiel qu'une entente avait été établie entre les gouvernements anglais et français, dans le but de suivre une même et unique ligne de conduite à l'égard de l'insurrection qui a lieu dans ce pays, entente comprenant la question de la reconnaissance de l'organisation révolutionnaire, nous vous avons chargé d'informer le gouvernement britannique que nous nous attendions à d'autres procédés de la part de ces deux puissances. Nous ajoutons cependant que pourvu que cette entente entre elles n'impliquât aucun

dessein ou disposition hostile, nous ne nous en plaindrions pas, mais que nous insisterions dans ce cas, comme dans tous les autres, pour traiter séparément avec chacune de ces puissances, et que leur convention d'agir d'accord n'affecterait en aucune façon la ligne de conduite que nous aurions à suivre. Conformément à ce principe, nous n'avons pas fait de l'entente de ces deux puissances une raison pour refuser d'entendre lecture des instructions dont lord Lyons était chargé.

Ce document renferme une décision à laquelle le gouvernement britannique est arrivé, à savoir que ce pays-ci est partagé en deux parties belligérantes, ce gouvernement-ci est une des deux, et la Grande-Bretagne prend l'attitude d'un neutre entre elles.

Notre gouvernement ne pouvait pas, d'une manière compatible avec la juste considération due à la souveraineté des États-Unis, consentir à discuter cette position aussi nouvelle qu'extraordinaire avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique; bien moins encore pouvions nous consentir à ce que ce gouvernement nous informât d'une décision portant atteinte à cette dignité et prise par lui, sans en avoir conféré avec nous. Les États-Unis sont exclusivement souverains des territoires qu'ils ont acquis légalement, qu'ils possèdent depuis longtemps et de la manière dont ces territoires ont toujours été possédés. Ils sont en paix avec le monde entier comme, sauf quelques exceptions sans importance, ils l'ont toujours été. Ils vivent sous les obligations de la loi des nations et des traités avec la Grande-Bretagne aujourd'hui comme auparavant. Ils sont naturellement les amis de la Grande-Bretagne, et ils insistent pour que la Grande-Bretagne reste leur amie comme elle l'a été jusqu'ici. La Grande-Bretagne, en vertu de ces relations officielles, est étrangère aux États isolés de ce pays-ci, qu'ils soient loyaux ou non envers les États-Unis; et la Grande-Bretagne ne peut en toute justice ni déterminer la souveraineté des États-Unis, ni concéder, ni reconnaître aucuns droits ou intérêts ou pouvoir à aucun parti, état ou section en contravention avec la souveraineté non rompue de l'Union fédérale. Ce que l'on voit maintenant dans notre pays, une insurrection armée cherchant à renverser le gouvernement établi a eu lieu dans tous les pays, plus fréquemment même dans la Grande-Bretagne qu'ici. Cela naturellement nécessite l'emploi de la force par le gouvernement pour éteindre l'insurrection, de même que chaque gouvernement emploie la force dans de semblables circonstances. Mais ces incidents ne constituent en aucune façon un état de guerre portant atteinte à la souveraineté du gouvernement, créant des sections belligérantes et donnant droit à des États étrangers d'intervenir ou d'agir à l'état de neutres entre elles; ils ne permettent en aucune façon de secouer les obligations légales

qu'ils ont contractées avec la nation qui est ainsi troublée. Tout autre principe aurait pour effet de faire partout du gouvernement un accident ou une affaire de caprice et de jeter la société tout entière dans un état de guerre perpétuelle.

Nous n'entrons dans aucune discussion de fait et de droit à l'appui de la position que nous avons ainsi prise. Ce sont là simplement les suggestions de la défense personnelle, de la loi primitive de l'action humaine, et tenant plus de la loi de l'individu que de la vie politique.

Le gouvernement sent l'importance de la résolution qu'il prend en refusant de recevoir la communication en question. Il espère et croit cependant qu'elle ne doit pas troubler les bonnes relations qui ont jusqu'ici existé entre les deux pays qui, plus que toute autre nation, ont besoin de vivre ensemble en bonne harmonie et en bonne amitié.

Nous croyons que la Grande-Bretagne a agi par mégarde et sous l'influence de craintes de danger pour son commerce qui sont ou bien exagérées ou qui réclament de sa part la fidélité à ses rapports habituels avec les États-Unis, au lieu d'une tentative irréfléchie de changer ces rapports.

Certainement ce gouvernement-ci a fait les plus grands efforts pour empêcher la Grande-Bretagne de tomber dans l'erreur que les États-Unis pourraient consentir à la moindre diminution de leur souveraineté dans la circonstance présente. C'est, nous nous permettons de le croire, un malheur pour les deux pays que la Grande-Bretagne ne se soit pas contentée d'attendre, avant d'expédier les instructions en question, que vous ayez été reçu par le gouvernement de Sa Majesté et que vous ayez fait les ouvertures entièrement justes, amicales et libérales dont vous étiez chargé.

Quoique le document suppose, sans l'affirmer, que les insurgés de ce pays possèdent des droits de belligérants, il ne spécifie néanmoins et n'indique aucun de ces droits. Il se borne à établir ce que le gouvernement demande ou attend des États-Unis. En fait, il nous demande de concéder à la Grande-Bretagne les principes adoptés dans la déclaration du congrès de Paris de 1856. Il demande en vérité un peu moins, et certainement rien de plus ou de différent. Le gouvernement britannique nous fait cette demande aujourd'hui 15 juin, ignorant que déjà, dès le 25 avril, nous vous avons invité à présenter sans réserve à la Grande-Bretagne notre accession pure et simple à cette déclaration. Pendant tout ce temps, depuis que ces entretiens vous ont été envoyés, nous avons été prêts, comme nous le sommes encore aujourd'hui, à accepter cette déclaration, où et quand la Grande-Bretagne sera prête à recevoir notre adhésion. Les raisons renfermées dans le document nous paraissent donc aussi inutiles et aussi inapplicables qu'inacceptables. Lord Lyons pense que ses in-

structions ne l'autorisent pas à signer cette convention ici avec nous. Vous informerez le gouvernement de la Grande-Bretagne de ce fait et, s'il le préfère, vous arrêterez cette convention à Londres.

Il est bien entendu, toutefois, que ces concessions n'affecteront en rien ni ne diminueront le droit des États-Unis de dompter l'insurrection aussi bien par des opérations de mer que de terre, et à cet effet d'annuler tout commerce des ports qui sont tombés dans les mains des insurgés en fermant ces ports soit directement, soit par les moyens plus doux d'un blocus, que nous avons déjà adoptés.

On peut voir ainsi dans le cas présent qu'il ne peut résulter que des embarras du projet admis par les deux gouvernements d'atteindre un même but par des voies différentes, sans connaître leurs dispositions réciproques à cet égard. Il n'y a rien de plus. Nous proposons, comme une nation en paix, de donner à la Grande-Bretagne, comme amie, ce que, comme neutre, elle nous demande à nous, nation en guerre. Nous nous réjouissons qu'il en soit ainsi. Nous sommes désireux d'éviter toute cause de mésintelligence avec la Grande-Bretagne, de rendre plus étroits, au lieu de les briser, les liens d'amitié qui existent entre nous. Il n'y a rien de bon ni de grand que les deux nations ne puissent espérer d'atteindre ou d'effectuer, si elles restent alliées. Ce serait un jour hasardeux celui où les deux branches de la race britannique se décideraient à essayer quel mal l'une pourrait faire à l'autre.

Nous ne perdons pas de vue que, malgré que nous évitions dans la présente circonstance une mésintelligence avec la Grande-Bretagne, ce pays peut plus tard nous faire du tort et nous causer du préjudice en adhérant aux vues spéculatives des droits et devoirs que les deux gouvernements se sont chargés d'exposer. Mais nous la croyons sincère dans les bons souhaits pour notre bien être qu'elle nous a exprimés constamment, et nous ne nous permettrons pas d'anticiper les occasions de dissentiment qui, maintenant que les deux pays s'entendent complètement, peuvent être détournées et écartées.

Un point reste encore. Le gouvernement anglais, en refusant, par égard pour nos sentiments naturels, de proposer sa médiation par l'arrangement des dissentiments qui divisent malheureusement le peuple américain, a néanmoins exprimé, d'une façon très-convenable, son désir d'intervenir bienveillamment comme médiateur, si nous le désirions. Le président s'attend à ce que vous disiez à cet égard au gouvernement britannique que nous apprécions pleinement cette demande bien généreuse et amicale ; mais nous ne pouvons solliciter et accepter de médiation d'aucune partie, même de la part de la plus amicale. Les conditions de la société de ce pays, le caractère du gouvernement, les exigences du pays empêchent qu'aucune discussion

s'élevant entre nous soit jamais déferée à un arbitrage étranger. Nous sommes un peuple américain et républicain. La constitution de notre gouvernement nous fournit tous les moyens nécessaires pour corriger ou éloigner tous les maux politiques possibles. Adhérant strictement comme nous le faisons à ces directions, nous surmonterons toutes nos difficultés présentes et nous conserverons le gouvernement complet, parfait et en bon état pour le bien des générations futures. Mais l'intégrité d'une nation est perdue, son sort devient douteux si jamais des mains étrangères et des instruments inconnus à la Constitution sont employés pour remplir les fonctions propres du peuple établies par les lois organiques de l'État.

Espérons n'avoir plus l'occasion plus tard de parler pour l'audition de nations amies sur les sujets que je viens de discuter; j'ajoute la simple observation, dans le but de satisfaire le gouvernement britannique, qu'il fera sagement de nous laisser arranger et terminer à notre manière notre controverse domestique.

Les sources de mécontentement dans chaque société sont nombreuses; quelques-unes sont plus profondes que les autres. Jusqu'ici cette controverse malheureuse n'a troublé que celles qui sont le plus rapprochées de la surface. Il y en a d'autres qui sont encore plus profondes, qui peuvent rester, comme nous l'espérons, longtemps sans se ressentir de ces troubles. Si elles devaient être atteintes, personne ne pourrait savoir quand et comment elles pourraient être closes. Ce fut l'intervention étrangère qui ouvrit et qui seule pouvait ouvrir de semblables sources de mécontentement pendant la mémorable révolution française.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 21 juin 1861.

M. Adams annonce qu'il attend une autre dépêche avant de demander une entrevue à lord Russell. L'opinion publique en Angleterre est en faveur du Nord; ce changement peut être attribué aux lettres du correspondant spécial du *Times*. On ne doute plus du pouvoir qu'a le gouvernement des États-Unis de réprimer l'insurrection, et on exprime la crainte que l'union nouvelle ne soit cimentée sur des bases hostiles à la Grande-Bretagne. L'Angleterre veut rester neutre; ce sentiment devient universel; mais, ajoute M. Adams, nos frères de ce pays sont très-disposés à adopter le principe de Voltaire : « Dieu est toujours du côté des gros canons; » et ils pensent que le général Scott et un blocus effectif maintiendront plus sûrement la

paix à l'étranger en même temps qu'ils la rétabliront à l'intérieur. Les soi-disants commissaires des insurgés sont à Paris, et ils disent partout qu'ils seront reconnus par le gouvernement français, ce qui est peu probable.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 28 juin 1861.

M. Adams a eu une entrevue avec lord John Russell, dans laquelle il a été question de l'envoi du *Great-Eastern* chargé de troupes au Canada, simple mesure de précaution, a assuré le secrétaire des affaires étrangères. Quant à la fermeture des ports de la Nouvelle-Grenade, elle aurait lieu à l'aide d'un blocus régulier. M. Adams se félicite de la réception amicale que lui a faite lord John Russell.

(Voir plus loin, p. 391, la dépêche du 21 juillet de M. Seward.)

M. Seward à M. Adams.

Washington, 1^{er} juillet 1861.

Monsieur,

Votre dépêche du 14 juin est arrivée ici¹.

Ma dépêche du 19 dernier a devancé le sujet que vous avez discuté dans le document que j'ai sous les yeux. Il me reste seulement à dire que, tout en préférant l'amendement de M. Marcy exemptant la propriété particulière des non-belligérants de la confiscation pendant une guerre maritime et en vous recommandant de faire des stipulations à cet effet, si vous le pouvez, nous n'en sommes pas moins prêts et disposés à accepter la déclaration du congrès de Paris si l'amendement ne peut être admis. En d'autres termes, nous nous en tenons aux instructions contenues dans ma dépêche précitée.

Nous avons, comme vous le savez, le plus grand désir de rester en bonne intelligence avec le gouvernement britannique. Nous ne nous inquiétons pas de la force navale que ce gouvernement envoie dans le Golfe, ni de la force militaire qu'il dirige vers le Canada. Nous ne pouvons avoir de projets hostiles contre la Grande-Bretagne, aussi longtemps qu'elle ne reconnaitra pas officiellement ou non officiellement les insurgés et qu'elle ne leur donnera ni aide ni sympathie. Nous considérons les mesures de précaution qu'elle prend comme les conséquences d'une conception erronée de nos droits et des propres

1. Le contenu de la dépêche du 21 mai est indiqué et résumé par la réponse qu'y fait M. Seward.

rapports réels qu'elle paraît avoir précipitamment adoptés avant d'avoir entendu la communication dont vous étiez chargé. Ces conséquences peuvent lui être incommodes, mais elles ne sont aucunement une cause d'irritation pour les États-Unis. Dans les circonstances actuelles, plus la Grande-Bretagne mettra de soin à garder ses possessions et son commerce de ce côté, plus nous serons satisfaits. Si elle changeait sa ligne de conduite et si elle nous causait quelque dommage, ce que nous ne croyons pas qu'elle ait l'intention de faire en ce moment, cela ne nous détournerait pas de revendiquer nos droits et notre souveraineté entière contre les armées et les flottes qu'elle pourrait envoyer ici.

Avant la publication de la proclamation de la reine et au moment où l'on faisait un appel aux corsaires et où l'on annonçait qu'une force navale était organisée par les insurgés, notre gouvernement a appris que le bateau à vapeur en fer *Peerless*, à Toronto, avait été vendu aux insurgés dans le but d'en faire un corsaire destiné à ruiner notre commerce et qu'il devait néanmoins descendre, avec des papiers anglais et le drapeau anglais, le Saint-Laurent pour être remis à un commandant pirate en pleine mer. On a dit que le gouverneur général avait refusé d'intervenir. J'ai dit à lord Lyons de prier le gouverneur général du Canada de se rendre compte des faits et d'empêcher le départ du bâtiment; le rapport fut confirmé, mais lord Lyons me répondit qu'il n'avait pas autorité pour agir ainsi. Je lui dis alors que j'enverrais nos forces navales pour s'emparer du bâtiment si elles avaient des raisons fondées de croire que les faits annoncés étaient vrais et de renvoyer les parties intéressées devant notre gouvernement. Je le fis immédiatement et Sa Seigneurie protesta. Plus tard, à ce que nous avons pu comprendre, le gouverneur général intervint et le *Peerless* fut empêché de partir, jusqu'à ce qu'il n'y eût plus de danger qu'il pût être changé en pirate. La chose se termina ainsi. Certes le gouvernement britannique ne pouvait attendre de nous que nous permissions que le Saint-Laurent devînt un port de refuge pour des boucaniers. Si le bâtiment eût été saisi ou retenu, nous aurions immédiatement reconnu cet acte et offert toute satisfaction au gouvernement britannique dans le cas où il y aurait eu erreur sur le caractère de ce bâtiment.

M. Ashmum se rendit au Canada pour surveiller et empêcher de semblables transactions, telles qu'auraient pu l'être la vente et l'équipement du *Peerless* comme pirate. On supposait que sa visite ne soulèverait pas d'objection ou ne donnerait aucune inquiétude au gouvernement britannique. Lord Lyons a envisagé l'affaire à un point de vue différent et s'en est plaint. J'ai aussitôt rappelé M. Ashmum.

Voilà les deux griefs que vous a exposés lord John Russell. J'ai la

confiance que le gouvernement britannique se convaincra que dans les deux cas nous avons seulement pris des précautions pour que la paix entre les deux pays ne fût pas troublée par suite de l'action illégale de personnes avides et mal disposées sur les frontières qui les séparent.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

Par deux dépêches des 12 et 19 juillet, M. Adams annonce à M. Seward ses démarches pour ouvrir les négociations au sujet de l'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856. Les notes qui suivent rendent compte de la marche suivie de part et d'autre.

M. Adams à lord John Russell.

Londres, 11 juillet 1861.

Mylord,

D'après le contenu des dernières dépêches que j'ai reçues du département d'État à Washington, je suis prêt à supposer qu'il y a eu quelque malentendu sur les opinions du gouvernement de Sa Majesté, relativement à une proposition d'entamer nos négociations sur les bases de la déclaration du congrès de Paris de 1856. Dans la première conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Seigneurie, le 18 mai dernier, en réponse à une offre que je vous ai faite moi-même d'après les instructions de mon gouvernement, j'ai certainement compris que Votre Seigneurie m'a dit que ce sujet avait été déjà confié aux soins de lord Lyons à Washington, avec pouvoir d'accepter la proposition du gouvernement des États-Unis qui adopte les trois articles de la déclaration de Paris, en écartant complètement le quatrième. Par cette raison vous avez préféré ne pas entamer cette question de ce côté de l'Océan. Je suis maintenant informé que lord Lyons pense que ses instructions ne l'autorisent pas à traiter avec les autorités de Washington, et je suis invité à instruire le gouvernement de Sa Majesté de ce fait.

Dans ces circonstances, j'ai reçu l'ordre de renouveler encore une fois la proposition ici et de dire que, si cela était agréable à Votre Seigneurie, je suis en état de soumettre à votre examen un projet de convention au moment qu'il vous plaira de me fixer.

Je saisis cette occasion pour renouveler l'assurance de ma considération très-distinguée.

Je suis, etc.

CHARLES-FRANCIS ADAMS.

Lord John Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 13 juillet 1861.

Monsieur, j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre en date du 11 courant. Dans la première conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, le 18 mai, je vous ai informé que des instructions avaient été envoyées à lord Lyons pour proposer au gouvernement des États-Unis d'adopter les deuxième, troisième et quatrième articles de la déclaration de Paris en écartant le premier.

Vous m'avez informé que vous possédiez des instructions sur ce même sujet; mais j'ai compris que vous aviez exprimé une opinion, que je partageai complètement, savoir, qu'il serait mieux de laisser cette question aux mains du secrétaire d'État à Washington.

Lord Lyons a reçu des instructions pour entrer en arrangement avec le gouvernement des États-Unis, mais il n'a pas de pouvoir spécial pour signer une convention.

Les puissances qui ont adhéré à la déclaration de Paris, l'ont fait généralement, sinon invariablement, par des notes avec dépêches, et non par des conventions.

Cependant, comme vous êtes chargé de présenter à l'examen du gouvernement de Sa Majesté un projet de convention, je serai heureux de vous recevoir aujourd'hui à trois heures au Foreign-Office, afin de recevoir de vous ce projet.

Je suis, etc.

J. RUSSELL.

Le projet de convention (p. 329) fut communiqué le jour même à lord Russell, qui donne son avis là-dessus dans la note qui suit :

Lord John Russell à M. Adams.

Foreign-Office, 18 juillet 1861.

Monsieur, après avoir examiné votre proposition de samedi dernier, je trouve deux observations à vous faire :

1° La ligne de conduite suivie jusqu'ici par ceux des États qui n'ont point pris part originairement à la déclaration de Paris, a été d'envoyer une simple notification de leur adhésion à cette déclaration;

2° La déclaration de Paris était une de celles acceptées par plusieurs puissances en vue d'établir un accord général sur la loi maritime; elle n'était point un engagement isolé entre deux puissances seulement.

Le gouvernement de Sa Majesté est disposé à écarter toute objec-

tion sur le premier de ces points et d'accepter la forme que le gouvernement des États-Unis préfère.

Quant au second point, le gouvernement de Sa Majesté est d'avis qu'il devrait être assuré que les États-Unis sont prêts à signer un pareil engagement avec la France et avec les autres puissances maritimes qui ont participé à la déclaration de Paris, et qu'ils n'ont point l'intention de faire une convention unique et séparée avec la Grande-Bretagne seule.

Mais, comme des communications séparées entre le gouvernement des États-Unis et les autres puissances maritimes qui ont participé à la déclaration de Paris ou y ont adhéré depuis, demanderaient beaucoup de temps, le gouvernement de Sa Majesté se croit autorisé à conseiller à la Reine de conclure une convention à cet égard avec le président des États-Unis, aussitôt qu'il aura appris qu'une convention semblable a été arrêtée et est prête à être signée entre le président des États-Unis et l'empereur des Français, de façon à ce que les deux conventions puissent être signées simultanément et le même jour.

J'ai l'honneur, etc.

J. RUSSELL.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 21 juillet 1861.

Monsieur, votre dépêche du 28 juin a été reçue.

Je vous ai déjà, dans une communication préalable, informé que le gouvernement ne s'était pas ému de l'envoi au Canada, par les autorités britanniques, de trois régiments, pas plus que de l'arrivée de bâtiments de guerre anglais dans les eaux américaines. Ces mouvements n'ont pas des proportions très-formidables, et nous acceptons volontiers pour explication qu'ils ont été occasionnés par des motifs de prudence.

Sans doute, il eût mieux valu qu'ils n'eussent pas eu lieu. Mais quel est le gouvernement qui n'agit jamais précipitamment ou capricieusement? La possibilité d'une intervention étrangère qui surviendrait tôt ou tard dans nos troubles domestiques n'est jamais absente de la pensée du gouvernement. Nous ne sommes donc nullement portés à nous exagérer les symptômes d'une éventualité à laquelle nous sommes toujours en quelque sorte préparés.

Un autre sujet qui, d'après votre rapport, a été discuté dans votre dernière entrevue avec lord John Russell, exige des observations plus détaillées. Je veux parler de la portion de votre dépêche qui est ainsi conçue: « Sa Seigneurie a alors dit quelque chose au sujet de difficultés dans la Nouvelle-Grenade où les insurgés ont adopté une loi qui déclare les ports fermés. Les légistes anglais ont dit à Sa Seigneurie que

cela n'était pas légal à l'égard des nations étrangères, et que cela ne pouvait se faire que par un blocus régulier. Lord John Russell ne sait pas ce que nous en pensons, mais il a remarqué qu'on dit qu'un dessein de cette nature sera examiné par le congrès au sujet des ports que nous considérons comme appartenant à des insurgés. »

Quoique j'évite en principe de me référer dans des communications officielles à des explications données par des ministres au parlement, explications souvent inexactement rapportées, et dont le sens peut être dénaturé lorsqu'on en fait l'application à des sujets auxquels on ne songeait pas alors, je trouve néanmoins nécessaire, pour élucider l'affaire, de rapporter en même temps la substance d'un débat qui a eu lieu à la chambre des communes, le 27 juin dernier.

M. Berkly a demandé si le gouvernement reconnaissait une notification faite par M. Martin, ministre plénipotentiaire de la république de la Nouvelle-Grenade, annonçant le blocus des ports.

Lord John Russell a répondu : « La question a une importance considérable. Le gouvernement de la Nouvelle-Grenade n'a pas déclaré un blocus, mais il a annoncé que certains ports de la Nouvelle-Grenade étaient fermés. L'opinion de Sa Majesté, après avoir consulté les conseillers légaux, c'est que le gouvernement d'un pays tranquille a parfaitement le droit de dire quels ports seront ouverts au commerce et quels ports seront fermés ; mais dans le cas d'une insurrection ou d'une guerre civile, le gouvernement d'un pays ne peut fermer les ports qui sont *de facto* aux mains des insurgés, car ce serait une violation de la loi internationale concernant les blocus. L'amiral Milne, d'après les instructions du gouvernement de Sa Majesté, a ordonné aux commandants des bâtiments de Sa Majesté de ne pas reconnaître la clôture des ports. »

Depuis votre conversation avec lord John Russell, et depuis le débat dont j'ai cité l'extrait, le congrès des États-Unis a affirmé par une loi le droit de fermer les ports saisis par les insurgés.

Je vous adresse une copie de cette loi. Lord John Russell ayant assimilé un projet de cette nature à ce qui s'est passé dans la Nouvelle-Grenade, les observations qu'il vous a faites en acquièrent une importance qui n'a pas besoin d'être signalée d'une manière particulière. Si le gouvernement des États-Unis veut fermer par une loi ses ports insurgés, et si la Grande-Bretagne veut, conformément à ses déclarations antérieures, ne tenir aucun compte de cette loi, nul ne peut supposer que les États-Unis acquiesceront à cette manière de voir. Si un conflit sur une pareille question s'élevait entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, il n'est pas aisé d'apercevoir quelle nation maritime pourrait s'en tenir à l'écart. Il faut donc avouer qu'il s'est produit un nouvel incident qui augmente le danger de voir une que-

relle, qui devrait rester purement domestique et personnelle, se transformer en une guerre générale entre les grandes nations maritimes. De là vient la nécessité de tenter d'amener une entente plus complète entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dans le but de régler leurs relations réciproques.

En essayant d'arriver à ce but important, il me sera permis de commencer par affirmer que le président déplore, autant que tout citoyen de tout autre pays ou que tout ami de l'humanité dans le monde entier, les maux d'une guerre étrangère qui viendrait s'ajouter à la triste lutte civile dans laquelle nous sommes engagés pour défendre et maintenir notre autorité nationale contre des citoyens déloyaux.

Je puis ajouter que moi-même, quelque interprétation que l'on ait pu donner à mes paroles, je n'ai eu d'autre sollicitude que celle d'écarter une guerre étrangère; et que c'est là le seul motif des remontrances solennelles, et quelquefois peut-être un peu passionnées, que j'ai faites jusqu'à présent contre toute reconnaissance, sous une forme quelconque, des insurgés par le fait de la Grande-Bretagne. J'écris maintenant animé du même esprit, et j'invoque de la part du gouvernement britannique un calme que je veux conserver moi-même, et que tous les conseillers des gouvernements doivent savoir garder dans ces débats dont dépendent la paix et le bonheur de l'humanité.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont placés à des points de vue incompatibles et irréconciliables au sujet de l'insurrection actuelle.

Les États-Unis insistent sur ce point que la république n'est pas détruite, et que son gouvernement reste seul souverain, à l'égard des nations étrangères, autant pour la paix que pour la guerre; que ce gouvernement a de l'autorité sur tous les États, sur toutes les sections, sur tous les citoyens, aussi bien fidèles que déloyaux, aussi bien patriotes qu'insurgés. En conséquence, le gouvernement des États-Unis prétend que le gouvernement britannique ne doit intervenir en aucune façon et n'avoir aucune communication commerciale ou autre avec les insurgés, contrairement à l'autorité fédérale.

Le gouvernement britannique, sans avoir d'abord écouté et pesé les arguments invoqués par les États-Unis, a annoncé par une proclamation de la Reine qu'il considérait l'insurrection comme une guerre civile divisant le pays en deux parties belligérantes, dont l'une est le gouvernement fédéral, et l'autre est constituée par des citoyens déloyaux; en conséquence, il en a inféré que la Grande-Bretagne avait le droit de rester neutre entre ces parties.

Mon but n'est pas en ce moment de défendre la manière de voir des

États-Unis, ni de démontrer au gouvernement de la Grande-Bretagne que sa manière de voir est insoutenable.

La question concerne les États-Unis au premier chef, et la Grande-Bretagne seulement d'une manière incidente et secondaire. C'est, comme je l'ai déjà dit, une question d'intégrité et de vie et de mort pour la république.

Le point de vue auquel le gouvernement s'est placé lui a donc été indiqué par la loi de sa propre conservation. Aucune nation animée de sentiments loyaux et inspirée par une généreuse ambition ne peut se laisser aller à discuter, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, une politique qui lui est dictée par le sentiment de sa conservation. En nous plaçant à ce point de vue et en dirigeant notre politique en conséquence, nous n'avons fait, croyons-nous, que ce que la Grande-Bretagne elle-même devrait faire, et par conséquent, que ce qu'elle ferait si une insurrection domestique tentait de détacher du Royaume-Uni l'Irlande, l'Écosse ou l'Angleterre ; elle n'entrerait dans aucune discussion, et elle n'admettrait aucune argumentation à ce sujet. Ni les opinions, ni les théories des écrivains, ni les précédents tirés de la pratique des nations étrangères ou de la sienne propre ne modifieraient sa manière d'agir, qui serait d'autant plus vigoureuse si la résistance à l'intérieur cherchait à se renforcer d'alliances étrangères. C'est précisément ce qui arrive aux États-Unis.

Ainsi, par des motifs évidents, je m'abstiens de démontrer au gouvernement britannique l'erreur du point de vue auquel il s'est placé ;

1° L'argument tiré du fait que l'une des parties prétend être absolument dans son droit, et est résolue à ne changer en aucun cas ses convictions, n'est qu'un argument de controverse ;

2° La discussion d'un pareil argument ne serait qu'un moyen indirect de défendre notre point de vue, qui ne saurait varier ;

3° Le raisonnement de la Grande-Bretagne repose sur ce principe qu'il y a un certain degré de probabilité que les insurgés réussiront ; ce principe devra tôt ou tard être abandonné à mesure que cette probabilité diminuera et finira par disparaître, tandis que cette circonstance pourra modifier notre raisonnement. Il faut donc que la Grande-Bretagne fasse ce que nous avons fait, qu'elle examine toute la question, et qu'elle envisage les conséquences de la voie erronée dans laquelle elle est entrée, et qu'elle se demande, à mesure que les conséquences s'en développeront, combien de temps elle pourra persister dans cette voie.

Toutefois, quoique j'écarte toute controverse sur ce point principal, je suis amené, par la conviction sincère que la Grande-Bretagne doit désirer comme nous que la paix du monde ne soit pas troublée, à

examiner l'attitude des deux puissances dans un but de tolérance mutuelle, tant que la conciliation de ces deux systèmes contradictoires ne sera pas devenue impossible.

Le gouvernement anglais admettra, je pense, qu'aussitôt que le raisonnement inattendu, et à notre sens injurieux, que contient la proclamation de la Reine nous a été connu, nous avons pris quelque peine pour éviter toute collision prématurée ou inutile, sans toutefois sacrifier aucune portion de la souveraineté que nous étions résolus à défendre. Nous avons promptement renouvelé la proposition que nous avons faite, heureusement pour les deux parties, avant la publication de la proclamation, d'accorder à la Grande-Bretagne comme à notre alliée, en notre qualité de souveraineté pleine et entière, toutes les garanties pour son commerce qu'elle pourrait réclamer à titre de neutre de notre gouvernement s'il était l'un de ces deux belligérants imaginaires, il nous semblait que ces deux grandes nations, unies par une origine commune, pouvaient renoncer à dogmatiser et pouvaient agir d'une manière pratique en vue de la paix et d'une entente cordiale.

D'autre part, il est de mon devoir de reconnaître, et je le fais franchement, que les ordres donnés par le gouvernement anglais pour que notre blocus fût respecté et pour que tout refuge ou toute faveur fussent refusés aux corsaires insurgés, en même temps que le rejet des demandes des commissaires rebelles, nous ont donné lieu de penser que notre entière souveraineté, quoique théoriquement mise en question par la proclamation de la Reine, serait respectée en pratique.

Lord Lyons, comme vous le savez, m'a proposé de me lire une dépêche qu'il avait reçue de son gouvernement et qui affirmait le point de vue adopté dans la proclamation de la Reine, tout en concluant de là que le commerce britannique, en sa qualité de neutre, avait droit à certaines garanties de sécurité bien moindres à celles que nous lui avions déjà accordées, comme je l'ai dit, en sa qualité d'allié. J'ai refusé, comme vous le savez, d'écouter ces communications; néanmoins j'ai renouvelé, par votre intermédiaire, comme je le pouvais sans contredire à nos principes, l'offre des garanties auparavant offertes.

La question me semblait alors placée de la manière suivante : Les deux nations n'avaient pas réussi à trouver un terrain commun ou un principe d'après lequel elles pussent s'accorder; mais elles étaient parvenues à s'entendre parfaitement sur la nature et l'étendue de leur désaccord et à trouver un moyen pratique pour se montrer tolérantes l'une envers l'autre. C'est en se plaçant à ce point de vue que le président s'est cru autorisé à annoncer au congrès, convoqué le 4 juillet dernier en session extraordinaire, que la souveraineté des États-Unis était en fait respectée par toutes les nations.

Rien n'est survenu qui fût de nature à modifier cette situation, si ce n'est l'attitude de lord J. Russell au sujet de la clôture des ports insurgés, et l'adoption de la loi du congrès qui autorise le président à prendre cette mesure.

Je ne veux pas anticiper sur la décision qui sera prise, ni l'indiquer à l'avance, mais simplement vous suggérer ce que vous pourrez dire pendant que la question sera examinée.

1° Vous empêcherez toute interprétation erronée de cette mesure en expliquant que la loi autorise seulement le président à fermer les ports selon sa volonté, selon que les éventualités actuelles ou futures pourront l'exiger.

2° L'adoption de cette loi n'indique pas nécessairement que, dans la conviction de la législature, ces ports devront être fermés, mais seulement que le congrès est d'avis que si la clôture des ports était ou devenait nécessaire, cela ne devrait pas rester impossible, faute de pouvoirs conférés par la loi.

Quand, le 13 avril dernier, des citoyens déloyaux ont inauguré arrogamment une insurrection armée par le bombardement du fort Sumter, l'obligation constitutionnelle imposée au président de supprimer cette insurrection est devenue impérieuse. Mais il n'y avait pas de précédents, et la loi n'avait pas prévu le cas d'une manière expresse. Le président a mis en activité des forces navales et militaires, a établi un blocus et a fait de grandes dépenses sans autorisation législative. Il a convoqué le congrès pour confirmer ces mesures. Le congrès a pris ces faits en considération; il n'a pas indiqué comment et de quelle manière l'union devait être maintenue, mais il a confirmé ce que le président avait fait, remettant entre ses mains des moyens plus considérables et un plus grand pouvoir.

La loi en question a été adoptée dans cet esprit généreux et patriotique. Le moment où elle sera mise à exécution dépendra de la situation à l'intérieur et à l'étranger et de l'examen soigneux des avantages qu'aurait cette mesure rigoureuse, comparée avec le blocus actuel.

3° Vous pouvez donner au gouvernement britannique l'assurance qu'aucun changement dans notre politique, de nature à faire du tort au commerce étranger, ne se fera dans un but d'agression contre les nations qui respectent en fait la souveraineté des États-Unis, ou sans prendre en considération toutes les circonstances étrangères et domestiques relatives à la question. Le même esprit de tolérance envers les nations étrangères et le désir de restreindre autant que possible les calamités de cette malheureuse lutte et de la terminer par le complet rétablissement de l'autorité du gouvernement, continueront à nous guider.

D'autre part, vous déclarerez que le président maintient pleinement

le principe qu'il a tout d'abord adopté et qu'il a continué à maintenir pendant cette controverse; il est donc d'accord avec le congrès sur le principe de la loi qui l'autorise à fermer les ports saisis par les insurgés, et il maintiendra ce principe et l'appliquera à tous risques et périls, quand la sécurité de la nation paraîtra l'exiger.

Je ne puis abandonner ce sujet sans tenter encore une fois, comme je l'ai fait si souvent, de convaincre le gouvernement anglais que la politique du gouvernement est fondée sur des intérêts de la plus grande importance et sur les sentiments de la plus haute vertu, et que par conséquent elle ne variera pas, quelles que soient les vicissitudes de la fortune pendant la guerre ou l'action des puissances étrangères, tandis que la politique des États étrangers repose seulement sur les intérêts éphémères du commerce et de l'ambition. La politique des États-Unis n'est pas une création du gouvernement, mais une inspiration du peuple, tandis que la politique des États étrangers ne dépend, en général, que des gouvernements qui les dirigent. Si, par suite d'une erreur venant d'un côté ou d'un autre, cette lutte civile devait sortir des limites d'une guerre nationale et entraîner à sa suite les États étrangers, l'énergie de tous les États commerciaux, y compris le nôtre, se trouvera tournée vers la guerre, et une orgie générale des aventuriers de tous les pays devra s'ensuivre aux dépens du commerce du monde. Derrière ces scènes pénibles, il y a au delà de l'horizon, faiblement cachées à nos regards, des scènes de dévastation et de désolation qui ne laisseront plus subsister un seul germe d'où le commerce, qui a fleuri jusqu'à présent entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, pourra jamais reprendre son essor.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 26 juillet 1861.

M. Adams rend compte d'une entrevue qu'il a eue avec M. Dayton qui est venu tout exprès à Londres pour s'entendre avec lui et pour marcher d'accord dans la négociation relative à l'adhésion des États-Unis à la déclaration du congrès de Paris.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 29 juillet 1861.

M. Seward a reçu la dépêche du 12 juillet 1861, et il approuve la proposition faite par M. Adams de faire un appel direct au gouver-

nement britannique pour amener une conclusion entre celui-ci et le gouvernement des États-Unis à l'égard des questions si longtemps discutées.

Il lui parle du revers des troupes fédérales dans la Virginie.

Le 2 août M. Adams envoie copie d'une note qu'il a adressée le 29 à lord John Russell et copie de la réponse du secrétaire d'État, dont il a adressé également une copie à M. Dayton à Paris.

Ces deux pièces suivent.

M. Adams à lord John Russell.

Londres, 29 juillet 1861.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que d'après l'intention dont je lui ai fait part dans ma note du 19 courant, j'ai écrit à M. Dayton à Paris pour lui demander quelle était l'étendue de ses pouvoirs pour négocier sur la même base que je vous ai proposée avec le gouvernement français, auprès duquel il est accrédité : j'ajouterai que depuis l'envoi de ma lettre j'ai eue le plaisir d'avoir une conversation personnelle avec lui, et j'ai également reçu sa réponse à mes demandes.

M. Dayton m'informe qu'il a fait, il y a quelque temps, une proposition au gouvernement français à l'effet d'adhérer à la déclaration du congrès de Paris de 1856, avec une addition à la première clause, la même en substance que celle proposée par son prédécesseur M. Mason, d'après les instructions de M. Marcy, alors secrétaire d'État des États-Unis. Il a reçu une réponse à cette proposition dans laquelle le ministre des affaires étrangères de France refusait de prendre cette proposition en considération, non qu'il y fît objection, mais parce qu'elle était en désaccord avec les termes de l'engagement original exigeant qu'il en fût d'abord référé aux autres puissances qui ont pris part à cette convention. Cette réponse, dans l'opinion de M. Dayton, ne rend pas impossible l'acceptation ultérieure de son addition, et il croit qu'il ne doit pas cesser de soutenir ce qu'il considère comme étant un amendement avantageux au plan original, jusqu'à ce qu'il ait quelques raisons de désespérer du succès. Il m'a alors demandé si j'avais quelque raison de croire qu'en persévérant dans cette voie ce serait sans résultat.

Pour ma part, je partage l'opinion de M. Dayton sur la valeur de cet amendement. Je connais assez l'intérêt que porte mon gouvernement à son adoption pour être certain qu'il ne ratifierait pas à l'avenir une nouvelle négociation de notre part, à moins qu'elle ne fût basée

sur une certitude raisonnable, que l'admission de l'amendement n'est pas possible, du moins pour le moment. Je me suis hasardé à dire à M. Dayton que j'avais cette certitude. Je lui ai, en conséquence, rapporté, ce que j'avais également communiqué à la secrétairerie d'État des États-Unis, à savoir, que dans la dernière conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Seigneurie, une allusion ayant été faite à l'amendement de M. Dayton¹, j'ai dit que l'adoption de cet amendement était sans aucun doute le premier désir de mon gouvernement et que j'étais autorisé à le faire prévaloir s'il avait la moindre chance de succès, mais que je supposais que cette chose avait été déjà définitivement réglée. En réponse, Votre Seigneurie, à ce que je compris, partagea mon opinion et ajouta que je devais considérer cette proposition comme inadmissible. Si je n'ai point fait erreur en rapportant en substance ce qui s'est passé entre nous, M. Dayton me dit que cela lui suffisait et qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement français sur la base que j'ai proposée à Votre Seigneurie. Mais afin d'écarter toute probabilité de malentendu entre lui et moi, j'ai pris la liberté d'appeler l'attention de Votre Seigneurie sur cette affaire avant qu'il ne soit trop tard. Dans le cas où il y aurait quelque erreur essentielle de fait sur le point principal, j'espère que Votre Seigneurie voudra bien m'éclairer.

S'il arrivait au contraire que je fusse exact, je crois qu'il ne serait pas nécessaire d'apporter un nouveau retard à la négociation en en référant au gouvernement des États-Unis. M. Dayton fera les démarches nécessaires pour informer le gouvernement de l'empereur de son intention d'adhérer à la déclaration de Paris purement et simplement, et les négociations pourront marcher simultanément dans les deux pays, aussitôt que les arrangements nécessaires auront pu être complétés des deux côtés.

Malgré que mon gouvernement puisse regretter de n'avoir pu réussir à donner à l'application des principes de la déclaration de Paris toute l'étendue qui lui paraît désirable, il est trop bien convaincu de la grande valeur de la reconnaissance de ces principes par les grandes puissances de l'Europe, pour hésiter plus longtemps à leur donner son adhésion cordiale. Mais mon gouvernement nourrit l'espoir que le temps et les progrès favorables de l'opinion amèneront avant peu l'occasion de développer encore le système mis en avant, à l'aide de la coopération de toutes les nations maritimes du globe et plus spécialement d'une nation aussi éclairée et aussi philanthropique que la Grande-Bretagne.

J'ai l'honneur, etc.

CHARLES-FRANCIS ADAMS.

1. C'est-à-dire l'amendement Marcy, voir p. 359.

Lord John Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 31 juillet 1861.

Monsieur, j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 29 courant dans laquelle vous m'annoncez que M. Dayton a proposé, il y a quelque temps, au gouvernement français d'adhérer à la déclaration du congrès de Paris de 1856, avec une addition à la première clause, la même en substance que celle proposée antérieurement par son prédécesseur M. Mason, d'après les instructions qu'il avait reçues de M. Marcy, alors secrétaire d'État des États-Unis. Après m'avoir rapporté l'accueil fait par le gouvernement français à cette proposition, et la valeur que vous y attachez, M. Dayton et vous, vous ajoutez que dans une conversation que vous avez eue avec moi, vous m'avez dit que l'addition proposée était le premier désir de votre gouvernement et que vous étiez chargé d'insister à cet égard s'il y avait la moindre chance de succès, mais que vous supposiez que la matière avait été déjà définitivement réglée. Vous me faites dire que j'ai reconnu la chose exacte et que je considère la proposition comme étant inadmissible.

Autant que la chose me concerne, votre récit est correct.

Vous continuez en m'informant qu'en cas où votre exposé serait correct, M. Dayton fera les démarches nécessaires pour informer le gouvernement français de son intention d'adhérer purement et simplement à la déclaration de Paris et que les négociations peuvent être entamées simultanément dans les deux pays, aussitôt que les arrangements nécessaires auront été complétés des deux côtés.

Vous vous rappelerez sans doute que dans ma lettre du 18 courant j'ai dit que le gouvernement de Sa Majesté était d'avis qu'il devait avoir la certitude que les États-Unis étaient disposés à prendre un engagement semblable avec la France et les autres puissances maritimes qui ont participé à la déclaration de Paris, et ne se proposent pas d'en faire une convention unique et séparée avec la Grande-Bretagne seule.

Mais comme dans la même lettre j'ai consenti à ne pas insister sur cette assurance, et comme je conclus en fait que les États-Unis sont disposés à signer une semblable convention avec les États qui ont pris part à la déclaration de Paris, je suis prêt à entamer les négociations aussitôt que les arrangements nécessaires auront été complétés à Londres et à Paris, de faire en sorte que les conventions puissent être simultanément signées dans ces deux capitales.

Il est à peine nécessaire de dire que de la part de la Grande-Bre-

tagne cet arrangement n'aura d'effet que pour l'avenir et n'invalidera pas ce qui a été fait antérieurement.

J'ai l'honneur, etc.

J. RUSSELL.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 6 août 1861.

Monsieur, votre dépêche en date du 19 juillet m'est parvenue.

J'approuve complètement la lettre (du 11 juillet) que vous avez adressée à lord John Russell, dont copie se trouvait dans votre dépêche, et j'attends maintenant avec impatience, non cependant sans inquiétude, la nouvelle de la décision du gouvernement britannique relativement à nos propositions que nous avons faites loyalement et de si bonne heure et qui, par des circonstances étrangères à notre volonté, ont mis tant de temps à parvenir au cabinet de la Grande-Bretagne.

Il est à peine nécessaire de dire que la même malle qui portait nos propositions touchant les droits maritimes pour être soumises à l'examen du gouvernement britannique, emportait des propositions littéralement semblables pour le gouvernement français et les autres puissances maritimes de l'Europe.

Toutes ces puissances, nous croyons, attendent la résolution fixée par le gouvernement de la Grande-Bretagne.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 16 août 1861.

M. Adams dit que dans son dernier entretien avec lord John Russell il n'a pas voulu entamer la question du blocus afin de la laisser ouverte pour être traitée par son gouvernement.

Il appelle l'attention de M. Seward sur la réponse faite à la Chambre des communes par lord Palmerston à M. Wyld.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 17 août 1861.

Monsieur,

Votre dépêche du 2 août m'est parvenue. Elle était accompagnée de la correspondance qui a eu lieu entre vous et lord John Russell dans le but, de votre part, d'écarter tous les empêchements possibles à l'ouverture des négociations dont vous avez été depuis si longtemps

chargé, quant à notre accession à la déclaration du congrès de Paris au sujet des droits des neutres en temps de guerre maritime. Vous donnez à entendre aussi que le résultat ultérieur de cette correspondance serait de faciliter indirectement l'ouverture de négociations semblables par M. Dayton avec le gouvernement français.

Votre lettre à lord John Russell est très-sage, nous l'approuvons. La réponse de lord John Russell est satisfaisante à l'exception d'un seul passage sur lequel il est de mon devoir de vous charger de demander une explication au secrétaire d'État des affaires étrangères.

Ce passage est le suivant :

« Il est à peine nécessaire d'ajouter que de la part de la Grande-Bretagne cet engagement n'aura d'effet que pour l'avenir et n'invalidera pas ce qui a été fait antérieurement. »

Un bref exposé de l'objet de la négociation proposée rendra nécessaire une explication très-claire de ce passage. Nous avons précédemment proposé aux autres puissances maritimes certaines améliorations des lois de guerre maritime touchant les droits des neutres. Ces améliorations sont :

1° Que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre.

2° Que la marchandise neutre, à l'exception de la contrebande, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

3° Que les blocus pour être obligatoires doivent être effectifs.

Le congrès de Paris a adopté ces trois principes en y ajoutant un quatrième, savoir : que la course sera abolie. Les puissances qui composaient le Congrès ont invité les États-Unis à se joindre à cette déclaration. Les États-Unis ont répondu qu'ils y adhéreraient à la condition que les autres puissances adopteraient une cinquième proposition, savoir : que les marchandises appartenant à des particuliers non combattants ne seraient pas saisissables en temps de guerre maritime.

Lorsque cette réponse fut donnée par les États-Unis, le gouvernement britannique refusa d'accepter l'amendement proposé ou la cinquième proposition ainsi présentée par les États-Unis, et les négociations furent alors suspendues. Nous avons proposé de reprendre maintenant ces négociations en offrant notre adhésion à la déclaration de Paris, comme nous l'avions déjà fait, avec l'amendement qui déclara insaisissable en temps de guerre maritime la propriété particulière.

Le gouvernement britannique a déclaré de nouveau, comme il l'a fait antérieurement, que cet amendement ou cette cinquième proposition n'est pas admissible. Il en résulte que si les États-Unis peuvent jamais prendre part à la déclaration du congrès de Paris par le consentement nécessaire des parties déjà engagées, ils ne pourront le faire

qu'en acceptant cette déclaration sans amendement aucun, en d'autres termes *purement et simplement*. Dans de telles circonstances, vous avez proposé dans votre lettre à lord John Russell de négocier notre adhésion à la déclaration dans cette forme. C'est à cette phase de l'affaire que lord John Russell par voie de précaution fait intervenir cette remarque que de la part de la Grande-Bretagne l'engagement n'aura d'effet que pour l'avenir et n'invalidera pas ce qui a été fait antérieurement.

Je n'ai à m'occuper de cette observation qu'un instant pour montrer que bien que formulée sous une forme très-simple et d'une façon accidentelle, elle équivaut à une condition préliminaire qui doit être concédée par les États-Unis à la Grande-Bretagne soit en étant insérée dans la convention et modifiant ainsi notre adhésion à la déclaration de Paris, soit en restant réservée ou tacitement reconnue à cet effet d'une manière confidentielle.

Sur ce principe le gouvernement des États-Unis ne pourrait consentir à ouvrir des négociations formelles dont le résultat tout en étant inséré dans une convention serait modifié ou restreint par une réserve tacite. Dans le cas même où une telle manière d'agir nous semblerait être convenable et avoir de l'à-propos, il resterait encore un obstacle insurmontable à la réalisation de cette mesure.

Le président ne peut avoir que l'initiative du traité. Le traité après avoir été négocié ne peut être mis en vigueur qu'après avoir été soumis aux délibérations du Sénat et avoir reçu son approbation expresse. Cette ratification ne sanctionne en tout cas que ce qui est inséré dans le traité même. Je n'ai en aucune manière dans ces remarques voulu exprimer la croyance que lord John Russell désire, espère et projette d'user d'une réserve quelconque de la part des États-Unis ou de la Grande-Bretagne. Le fait de vous avoir donné cet avertissement dont je m'occupe suffirait, s'il était nécessaire, pour écarter toute crainte de ce genre. Il résulte de ces observations que la convention que nous allons signer doit contenir une disposition à l'effet que les engagements qui seront pris de la part de la Grande-Bretagne n'auront d'effet que pour l'avenir et n'invalident en rien ce qui a été fait antérieurement.

Je dois donc maintenant discuter la convenance d'insérer une pareille stipulation dans la convention que vous êtes autorisé à conclure. La stipulation proposée peut être divisée en deux parties : la première que les engagements pris par la Grande-Bretagne ne le sont que pour l'avenir.

Je ne vois pas une bien grande objection à cet amendement, mais pourquoi aurait-il de l'importance ? Un contrat est toujours fait pour l'avenir et seulement pour l'avenir, à moins qu'il ne contienne une

stipulation expresse qui lui donne un effet rétroactif. La stipulation demandée est donc inutile, en même temps que si elle est concédée, elle pourrait peut-être donner lieu à quelque malentendu quant à ses effets. Vous refuserez donc d'accepter une telle condition à moins de recevoir une explication satisfaisante de sa signification et de son importance.

La seconde partie de la condition proposée porte que l'engagement n'invalidera en rien ce qui a été fait antérieurement. Je ne songerais certainement pas à trouver à reprendre à cette condition, si ses effets étaient clairement compris. Il est nécessaire néanmoins d'aller au delà de la lettre de Sa Seigneurie pour deviner ce que signifient ces mots : « toute chose qui a été faite antérieurement. » Si quelque chose ayant rapport au sujet a été déjà fait qui ne doive pas être invalidé, il est clair que cela a dû être fait soit par l'action réunie des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ou par les États-Unis seulement ou bien par la Grande-Bretagne agissant seule. Il n'y a aucune action réunie pour cet objet entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les États-Unis n'ont rien fait par rapport à cet objet, et certes ils n'ont point à craindre que quoi que ce soit puisse être invalidé par la simple forme de convention qu'ils proposent. Je suis donc amené à conclure que les choses qui ont déjà été faites et que la Grande-Bretagne désire ne pas être invalidées par la convention doivent provenir d'elle-même. En même temps nous sommes réduits à faire des conjectures sur ce que peut être cette chose qui doit être ainsi si soigneusement réservée. Il serait aventureux de notre part de prétendre la connaître lorsque sans doute le gouvernement anglais, avec sa franchise accoutumée et en vue du désir qu'une parfaite entente s'établisse dans cette matière, déclarera aussitôt quelle est réellement cette chose qu'elle a faite elle-même et qui ne doit pas être invalidée. Vous demanderez donc respectueusement au très-honorable secrétaire des affaires étrangères une explication sur la partie de sa lettre que je viens d'examiner, comme étant un préliminaire de la marche ultérieure de la négociation.

Vous le ferez de manière à montrer que cette explication n'est pas demandée dans un but de plainte ou d'exagération. Deuxièmement, vous le ferez avec toute la promptitude raisonnable afin d'atteindre sans retards inutiles l'objet important de la négociation, et enfin vous assurerez au gouvernement britannique que malgré que les États-Unis n'aient en ce moment aucune raison de penser que la stipulation proposée est nécessaire ou à propos, cependant, en vue des grands intérêts du commerce et de la civilisation qui sont en jeu, ils ne refuseront rien qui soit réellement juste ou même non essentiel ni préjudiciable à eux-mêmes, tout en supposant naturellement qu'on n'attend

pas d'eux qu'ils compromettent en aucune façon leur propre intégrité nationale, leur sécurité et leur honneur.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 17 août 1861.

M. Seward envoie à M. Adams par un courrier spécial un sac de dépêches adressé à lord John Russell saisi sur un nommé Robert Mure, de Charleston, qui avait été désigné comme étant porteur de dépêches des autorités insurrectionnelles de Richemond et qui a été arrêté à New-York au moment où il s'embarquait pour l'Angleterre muni d'un passe-port de M. Bunch, consul anglais à Charleston, et de lettres de cet agent. M. Adams a ordre de remettre le sac de dépêches à lord John Russell et de lui expliquer les causes de l'arrestation de M. Mure, tout en regrettant la nécessité de prendre cette mesure.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 17 août 1861.

Des lettres compromettantes pour le consul anglais à Charleston ayant été trouvées sur la personne de M. Robert Mure, M. Adams est chargé de demander au gouvernement anglais le rappel de cet agent¹.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 23 août 1861.

M. Adams envoie à M. Seward copie d'une déclaration que lord John Russell se propose de faire en signant la convention d'adhésion à la déclaration de Paris.

Une déclaration semblable a été communiquée par M. Thouvenel à M. Dayton.

La voici :

PROJET DE DÉCLARATION.

En signant la convention de ce jour conclue entre Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les États-Unis, le comte Russell déclare, par ordre de la Reine, que Sa Majesté n'entend prendre, par ladite convention, aucun engagement de nature à l'im-

1. Un blue-book relatif au retrait de l'exequatur à M. Bunch a été communiqué en février au Parlement anglais.

plier directement ou indirectement dans le conflit intérieur existant aux États-Unis.

Le même jour, 23 août, M. Adams remet à lord Russell une note déclarant qu'il suspend les négociations.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 31 août 1861.

M. Adams annonce à M. Seward qu'il a dû à son grand regret rompre les négociations relatives à la convention proposée, ne se croyant pas autorisé à assumer la responsabilité d'accepter la déclaration que le gouvernement anglais veut joindre à cette déclaration.

Si cependant le président en jugeait autrement, il reste encore une ouverture pour recommencer les négociations.

M. Adams a envoyé copie de sa lettre à lord John Russell à M. Dayton, qui envisage la question au même point de vue.

M. Adams pense qu'il y a dans le cabinet anglais quelque influence occulte qui est contraire au succès de la négociation.

Il envoie également à M. Seward copie d'une lettre de lord John Russell à M. Edwards publiée dans les journaux de Londres.

Lord John Russell à M. Edwards.

Foreign-Office, le 14 mai 1861.

Dans cette dépêche publiée précédemment dans les *Archives* (voir année 1861, tome IV, page 233) lord John Russell s'occupe des conséquences éventuelles pour l'Espagne de la réincorporation de Saint-Domingue.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 2 septembre 1861.

M. Seward accuse réception de la dépêche de M. Adams du 18 août.

Il annonce que l'armée fédérale s'augmente de jour en jour jusqu'à ce qu'elle atteigne le chiffre de 500 000 hommes.

La phase la plus importante de la guerre est arrivée. L'ennemi est exalté par la victoire, mais ce succès l'oblige à obtenir des résultats nouveaux et décisifs. La démoralisation de l'armée fédérale a cessé. Presque toute la côte de la Caroline du Nord est bloquée. Rien n'est changé quant à la politique adoptée jusqu'alors relativement au blocus.

Cette dépêche en complète une autre du 27 août sur le même sujet et conçue dans le même sens.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 7 septembre 1861.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 23 août.

..... Vous avez très-judicieusement considéré cette manière d'agir du gouvernement anglais, d'un caractère aussi grave que nouveau, comme rendant inadmissible toute action de votre part en ce qui regarde la convention projetée, jusqu'à ce que vous ayez reçu de nouvelles instructions de votre gouvernement.

Avant que vous n'ayez reçu la présente dépêche, mes instructions du 17 août vous seront parvenues. Ces instructions vous chargent de demander à lord John Russell l'explication d'un passage de la note qu'il vous a écrite et que j'ai sous les yeux, dans laquelle il vous dit : « Je crois inutile d'ajouter que, de la part de la Grande-Bretagne, l'engagement contenu dans la convention projetée n'aura d'effet que pour l'avenir et n'invalidera en rien ce qui a déjà été fait ; » laquelle explication devra en tout cas servir de préliminaire à la part que vous prendrez aux négociations relatives à la transaction en question.

Vous avez donc été ainsi déjà préparé à recevoir la nouvelle que votre résolution d'attendre de nouvelles instructions était approuvée.

Je crois pouvoir supposer que la déclaration proposée par lord John Russell a déjà été considérée par lui comme par vous-même, comme répondant à la demande d'explications préliminaires que vous avez été chargé de faire.

Je puis donc supposer que l'affaire est mise tout entière sous vos yeux, et que la question est prête à être décidée, si ce gouvernement-ci veut consentir à signer le traité projeté avec la Grande-Bretagne, avec la condition d'admettre simultanément la déclaration proposée au nom de Sa Majesté par lord Russell.

Je suis chargé de vous dire que cette déclaration n'est pas admissible.

Ce serait par le fait un article nouveau et distinct incorporé dans la convention projetée. Admettre un semblable nouvel article, ce serait, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, permettre à une puissance étrangère de connaître des dissentiments intérieurs et purement domestiques qui existent dans notre propre pays, et de régler ses rapports en conséquence.

Cette considération importante rend inutile d'examiner de quelle manière et à quel point la convention projetée, que sa conclusion soit soumise ou non à l'explication proposée, pèserait directement ou indirectement sur les dissentiments intérieurs que le gouvernement britannique prétend exister dans les États-Unis.

Je ne m'étends pas davantage sur ce côté de la question. Il suffit de dire que la manière de voir adoptée par le président paraît être en harmonie aussi bien avec les soins dus à la sûreté de la République, qu'avec un juste sentiment de son honneur et de sa dignité.

La déclaration proposée n'est pas admissible, entre autres raisons, parce qu'elle n'est pas mutuelle. Elle propose une règle spéciale par laquelle les obligations de Sa Majesté seront améliorées par rapport aux difficultés intérieures qui existent maintenant aux États-Unis, tandis que les obligations que doivent prendre les États-Unis ne seront pas également améliorées ou du tout affectées par rapport aux différences intérieures qui peuvent exister maintenant ou peuvent survenir et exister plus tard dans la Grande-Bretagne.

Elle est inadmissible, parce que ce serait substantiellement et même radicalement s'écarter de la déclaration du congrès de Paris, cette déclaration ne faisant aucune exception en faveur des parties qui l'ont adoptée, en ce qui a trait à leurs obligations par rapport aux différences intérieures qui peuvent prévaloir dans les territoires ou États de ces mêmes parties.

La déclaration du congrès de Paris est un acte commun contracté par six grandes puissances éclairées dans le but d'alléger les maux de la guerre maritime et d'arriver au premier intérêt de l'humanité qui est la paix. Le gouvernement de la Grande-Bretagne n'attend pas de nous assurément que nous adhérions à cet acte si noble autrement que sur les mêmes bases que toutes les autres puissances qui y ont adhéré. Nous ne pourrions consentir à adhérer à cette déclaration avec une modification dans ses termes, à moins que les autres parties contractantes ne stipulent que cette modification sera adoptée pour être universellement appliquée. Le gouvernement britannique ne peut ignorer qu'il y aurait peu de chance en ce moment de reformer entièrement la déclaration de Paris, et il ne nous a même pas fait savoir s'il accepterait lui-même cette modification s'il était proposé de la rendre générale.

Il résulte de ceci que les États-Unis adhéreront à la déclaration du congrès de Paris dans les mêmes termes que l'ont fait les autres parties contractantes, ou bien qu'ils n'y adhéreront pas du tout.

Vous présenterez ces considérations à lord Russell, non pas comme des arguments à l'effet de décider le gouvernement britannique à se départir de la position qu'il a prise, mais comme des raisons sur les-

quelles les États-Unis se fondent pour refuser de signer la convention proposée qui reconnaîtrait la position exceptionnelle prise par Sa Majesté.

En conséquence, si le gouvernement britannique persiste dans la proposition déclarée ainsi inadmissible, vous informerez lord Russell que les négociations doivent être suspendues quant à présent.

Je m'abstiens, à dessein, de passer en revue la correspondance qui a eu lieu et de constater la responsabilité qui incombera respectivement aux parties pour la rupture de cette négociation, de laquelle j'espérais des résultats salutaires, non-seulement pour les deux pays, mais pour le monde entier, — salutaires non-seulement pour l'époque actuelle, mais aussi pour l'avenir.

Je désire que nous abandonnions ce sujet sans emporter des sentiments de passion, de prévention ou de jalousie, afin qu'il puisse être repris dans des temps plus heureux, et que le but important de la convention proposée puisse être pleinement atteint; je pense même que le moment propice n'est pas éloigné, et j'espère que, lorsqu'il viendra, la Grande-Bretagne acceptera volontiers et sans conditions l'adhésion des États-Unis aux articles bienfaisants de la déclaration du congrès de Paris; bien plus, j'espère qu'abandonnant ses objections actuelles, elle consentira, comme les États-Unis l'ont constamment demandé, à ce que la propriété privée, sauf la contrebande de guerre, des citoyens et sujets de nations en guerre sera exempte de confiscation également dans une lutte engagée sur terre et dans une lutte engagée sur mer, sur cette grande voie ouverte à toutes les nations.

Cette négociation pouvant être considérée comme terminée, surgit la question de savoir quelles sont les vues et la politique des États-Unis à l'égard des droits des neutres pendant la guerre maritime dans le présent cas. Mes précédentes dépêches ne laissent aucun doute sur ce point. Nous considérons la Grande-Bretagne comme une amie; le pavillon de Sa Majesté, suivant nos principes traditionnels, couvre la propriété de l'ennemi, mais non la contrebande de guerre. La propriété des sujets de Sa Majesté, qui n'est pas contrebande de guerre, est exempte de confiscation, qu'elle se trouve sous un pavillon neutre ou ennemi. Aucune déprédation ne sera commise par nos forces navales ou par celles de nos citoyens, autant que nous pourrons l'empêcher, sur les vaisseaux ou la propriété des sujets anglais. Notre blocus étant effectif doit être respecté.

Notre malheureux insuccès dans nos négociations pour améliorer la loi des nations en ce qui regarde la guerre maritime ne nous rend pas ennemis, bien que, si ces négociations eussent abouti, nous fussons devenus peut-être des amis plus assurés.

La guerre civile est une calamité dont certes aucun peuple ou aucune

nation qui ont existé jusqu'ici aient été complètement exempts. C'est un malheur qu'aucune nation ne peut probablement éviter. Peut-être son effet le plus fatal est-il de renverser la bonne intelligence et de briser les rapports existants entre l'État bouleversé et les nations amies, et de les engager tôt ou tard dans une guerre. Le gouvernement des États-Unis désire que les dissentiments intérieurs qui existent dans ce pays ne dépassent pas nos propres frontières. Je ne veux pas douter un seul instant des vœux de la Grande-Bretagne pour nous voir atteindre ce but, et je veux croire qu'elle envisage avec crainte la possibilité d'être elle-même entraînée dans notre malheureux conflit intérieur. Je crois qu'il n'y aurait rien d'irrévérencieux à ce que vous rappeliez à lord Russell que quand, en 1838, la guerre civile éclata au Canada, partie des États britanniques voisine des États-Unis, le congrès des États-Unis passa une loi que le président fit exécuter, à l'effet d'empêcher d'une façon efficace toute intervention de la part des citoyens américains contre la Grande-Bretagne dans ces dissentiments intérieurs, quelque pussent être leurs motifs réels ou prétendus soit d'intérêt, soit de sympathie. Je vous envoie copie de cet acte, et le gouvernement anglais jugera lui-même s'il ne suggère pas de la part de la Grande-Bretagne telles mesures qui pourront conserver la paix entre les deux pays, et par cela même la paix de toutes les nations¹.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

Le 7 septembre 1861.

M. Adams envoie copie de la réponse de lord Russell à sa note du 23 août suspendant les négociations et copie des instructions envoyées à lord Lyons le 18 mai.

Lord Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 28 août 1861.

Après avoir raconté les différentes phases de la négociation relative à l'adhésion des États-Unis à la déclaration maritime du congrès de Paris, lord Russell continue :

Les raisons qui ont guidé le gouvernement britannique peuvent être facilement expliquées. Dans quelques occasions récentes, par exemple lors de l'exécution du traité de 1846 au sujet des frontières, ou à l'occasion du traité appelé traité Clayton-Bulwer, de graves dissentiments se sont élevés sur la signification des termes et sur l'intention de ceux qui les avaient choisis.

1. Une nouvelle dépêche du 14 septembre confirme celle-ci.

Il était très à désirer, en formulant un nouvel arrangement, de ne point donner lieu à une nouvelle discussion.

Or l'attitude différente de la Grande-Bretagne et des États-Unis, par rapport aux dissentiments intérieurs qui existent malheureusement aux États-Unis, faisait pressentir qu'une semblable discussion pourrait surgir de la convention proposée.

Le gouvernement de Sa Majesté, en recevant avis que le président avait fait connaître dans une proclamation son intention de bloquer les ports de neuf des États de l'Union, et que M. Davis, s'exprimant au nom de ces neuf États, avait déclaré son intention d'émettre des lettres de marque, le gouvernement britannique, dis-je, ayant acquis la certitude du dessein des deux parties de prendre les armes, en est arrivé à cette conclusion que la guerre civile existait en Amérique, et alors Sa Majesté a proclamé sa neutralité dans la lutte qui allait avoir lieu.

Le gouvernement des États-Unis, de l'autre côté, parlait seulement de combinaisons illégales et traitait ceux qui s'y trouvaient mêlés de rebelles et de pirates.

Il s'ensuivait logiquement et conséquemment de l'attitude prise par le gouvernement de Sa Majesté, que les États appelés confédérés étant reconnus comme belligérants, pourraient, d'après la loi des nations, armer des corsaires, et que leurs corsaires pourraient être regardés comme les vaisseaux armés d'un belligérant.

Avec une égale logique, et avec autant de raison, il arriverait, par suite de la position prise par les États-Unis, que les corsaires des États du Sud pourraient être traités en pirates, et il pourrait être alors argué par le gouvernement des États-Unis qu'une puissance européenne, en signant une convention avec les États-Unis pour déclarer que la course est et reste abolie, serait tenue de traiter les corsaires des États appelés confédérés comme des pirates.

De là, au lieu d'une entente cordiale, des accusations de mauvaise foi et de violation d'une convention pourraient être suscitées par les États-Unis contre la puissance signataire d'une pareille convention, qui traiterait les corsaires des États appelés confédérés comme ceux d'un État belligérant.

Le soussigné avait d'abord eu l'intention de faire verbalement la déclaration proposée. Mais il a pensé qu'il serait plus clair, plus franc et plus juste pour M. Adams de mettre cette déclaration par écrit, et de lui en faire part avant de signer la convention.

Le soussigné ne répondra pas maintenant aux raisons données par M. Adams pour ne pas signer la convention si elle est accompagnée de la déclaration proposée; le gouvernement de Sa Majesté désire que la question soit équitablement posée par le gouvernement des États-Unis. Le soussigné, comme M. Adams, désire maintenir et perpétuer

les relations les plus amicales entre le royaume de Sa Majesté et les États-Unis. C'est dans cet esprit que le gouvernement britannique refuse de prendre un engagement qui le lie sans expliquer clairement de son côté une convention qui, se bornant seulement à adopter la déclaration de Paris de 1856, pourrait être interprétée comme un engagement d'intervenir dans les dissentiments malheureux qui ont lieu maintenant dans les États-Unis, engagement qui serait contraire aux déclarations publiques de Sa Majesté, et qui annulerait la politique que Sa Majesté a adoptée après mûre réflexion.

Le soussigné, etc.

RUSSELL.

Lord John Russell à lord Lyons.

(Instructions.)

Foreign-Office, le 18 mai 1861.

Milord, le gouvernement de Sa Majesté déplore l'explosion des hostilités dans l'Amérique du Nord, et aidera avec joie au rétablissement de la paix.

Vous êtes invité, en conséquence, dans le cas où il vous serait demandé d'employer vos bons offices soit seul, soit d'accord avec les représentants d'autres puissances, de donner tout votre concours pour amener la réconciliation. Mais comme il est très-probable, surtout d'après une lettre récente de M. Seward, qu'aucun avis étranger n'aura chance d'être accepté, vous vous abstenrez d'en donner s'ils ne vous sont pas demandés. Tel étant le cas, dans la supposition que la lutte ne sera pas terminée de suite par un succès signalé d'un côté ou par le retour de sentiments amicaux entre les deux parties combattantes, le gouvernement de Sa Majesté doit considérer quelle sera la position de la Grande-Bretagne comme puissance neutre vis-à-vis des deux belligérants.

En ce qui concerne la position de la Grande-Bretagne à cet égard vis-à-vis des puissances européennes, cette position a été grandement modifiée par la déclaration de Paris du 16 avril 1856. Cette déclaration a été signée par les ministres de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie.

Les motifs pour faire cette déclaration et pour convenir des articles de loi maritime qu'elle propose d'introduire dans le but d'établir une doctrine conforme et des principes fixes, sont ainsi brièvement énumérés dans la déclaration. (Suit le texte de la déclaration. Voir plus haut, page 146.)

Les puissances qui ont adhéré à la déclaration sont : Bade, la Bavière, la Belgique, Brême, le Brésil, le duché de Brunswick, le Chili,

la confédération Argentine, la confédération Germanique, le Danemark, les Deux-Siciles, la république de l'Équateur, les États romains, la Grèce, Guatemala, Haïti, Hambourg, le Hanovre, les deux Hesses, Lubeck, Mecklenbourg-Strelitz, Mecklenbourg-Schwerin, Nassau, Oldenbourg, Parme, la Hollande, le Pérou, le Portugal, la Saxe, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe-Weimar, la Suède, la Suisse, la Toscane, le Wurtemberg, Anhalt-Dessau, Modène, la Nouvelle-Grenade et Uruguay¹.

M. le secrétaire Marcy, en accusant réception le 28 juillet 1856 de la communication de la déclaration du congrès de Paris, faite au gouvernement des États-Unis par le comte de Sartiges, proposa de faire au premier article de cette déclaration l'addition suivante : « Et que la propriété privée des sujets et citoyens appartenant à un belligérant sera exemptée sur mer de la saisie par les vaisseaux de guerre de l'autre belligérant, sauf ce qui concerne la contrebande de guerre. » Et M. Marcy a annoncé que le gouvernement des États-Unis était disposé à accepter la clause ainsi amendée avec les trois autres principes contenus dans la déclaration.

M. Marcy disait aussi qu'il avait reçu l'ordre du président d'annoncer qu'il accordait son assentiment à la deuxième, troisième et quatrième proposition, indépendamment de la première, si l'amendement proposé au premier article était jugé inacceptable.

Le ministre des États-Unis à Londres a renouvelé, le 24 février 1857, la proposition relative au premier article, et a soumis un projet de convention dans lequel l'article ainsi amendé serait incorporé aux trois autres articles. Mais, avant qu'aucune décision eût été prise à cet égard, un changement eut lieu dans le gouvernement américain par l'élection d'un nouveau président ; M. Dallas annonça alors, le 25 avril 1857, qu'il avait reçu l'ordre de suspendre les négociations ; jusqu'à présent, ces négociations n'ont pas été reprises.

Il en résulte que les États-Unis restant en dehors des dispositions de la déclaration de Paris, l'incertitude de la loi et des devoirs internationaux à cet égard peut donner lieu à des divergences d'opinion entre les neutres et les belligérants, et occasionner ainsi des difficultés sérieuses, sinon des conflits.

C'est dans le but d'écarter à l'avance de semblables difficultés et d'empêcher de semblables conflits que je vous écris aujourd'hui.

Dans ce but, je vais vous faire mes observations sur les quatre articles, en commençant non pas par le premier, mais par le dernier.

1. Voir le rapport du comte Walewski, ministre des affaires étrangères, à l'Empereur Napoléon III, en date du 12 juin 1858. L'Espagne et le Mexique n'adoptèrent que trois points et rejetèrent l'abolition de la course. Les États-Unis mirent à l'abolition de la course la condition de l'amendement Marcy. Voir la dépêche de M. Marcy, p. 148.

Dans une lettre qu'il a adressée à lord Clarendon, le 24 février 1857, M. Dallas, le ministre des États-Unis, en soumettant le projet d'une nouvelle convention, explique les vues de son gouvernement à l'égard des quatre articles.

A propos du dernier article, il dit : « Le quatrième de ces principes, au sujet du blocus, est, on peut le croire, devenu la règle fixe de la loi de la guerre. »

Il ne peut donc y avoir de différence d'opinion à l'égard du quatrième article.

Au sujet du troisième, le principe émis a été depuis longtemps reconnu comme une loi, par la Grande-Bretagne comme par les États-Unis. En effet, cette partie de la loi est déclarée par le chancelier Kent comme étant uniforme dans les deux pays.

A l'occasion du second article, M. Dallas, dans la lettre précitée, dit : « Environ deux ans avant la réunion du congrès de Paris, des négociations avaient été entamées avec les nations maritimes pour l'adoption en substance des seconde et troisième propositions, telles qu'elles sont énumérées dans la déclaration. »

Les États-Unis n'ont donc, en principe, aucune objection à la seconde proposition.

En effet, le gouvernement de Sa Majesté fait remarquer que ce principe est adopté dans les traités signés entre les États-Unis et la Russie, le 22 juillet 1854, et a été sanctionné par les États-Unis dans la première période de l'histoire de leur indépendance, en adhérant à la neutralité armée.

Le cas a été différent pour la Grande-Bretagne, qui a autrefois combattu pour les principes opposés comme étant la règle établie de la loi des nations.

Mais, après un mûr examen, la Grande-Bretagne s'étant décidée, en 1856, à se départir de cette règle, elle entend adhérer au principe qu'elle a alors adopté. Les États-Unis, qui ont toujours souhaité ce changement, ne peuvent sans doute se refuser à adhérer au principe exercé dans le second article de la déclaration de Paris.

Il reste seulement à examiner le premier article, celui qui a rapport à la course, auquel le gouvernement des États-Unis refuse son adhésion. Dans ces circonstances, il est convenable d'examiner ce qui est exigé à cet égard par la loi des nations. Maintenant il ne faut pas oublier que les corsaires portant le pavillon de l'un ou l'autre des belligérants peuvent être montés par des hommes sans foi ni loi qui pourraient, en vue du pillage, commettre les outrages les plus destructifs et les plus sanglants.

Ce n'est plus une question que le commandant et l'équipage du bâtiment ayant une lettre de marque doivent, par la loi des nations,

exercer les hostilités d'après les lois reconnues de la guerre. Le gouvernement de Sa Majesté doit donc tenir tout gouvernement qui émet des lettres de marque pour responsable des pertes qui seraient infligées aux sujets de Sa Majesté, par suite des procédés injustes commis par des bâtiments naviguant avec des lettres de marque.

Dans cette voie, le but de la déclaration de Paris peut être jusqu'à un certain point atteint, sans qu'il soit nécessaire d'adopter de nouveaux principes.

Vous ferez part de ces remarques à M. Seward.

Les propositions du gouvernement de Sa Majesté sont faites dans le but de borner et limiter la destruction de la propriété et l'interruption du commerce, qui doivent être, plus ou moins, la conséquence inévitable des hostilités actuelles. Le gouvernement de Sa Majesté espère que ces propositions seront reçues par les États-Unis d'une façon amicale. S'il en est ainsi, vous vous efforcerez, de concert avec M. Mercier, de conclure un arrangement à cet égard pour lier la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Si, néanmoins, ces propositions étaient rejetées, le gouvernement de Sa Majesté aura à examiner quelles seront les autres démarches à faire pour protéger le commerce, la propriété et les personnes des sujets anglais.

Je suis, etc.

J. RUSSELL.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 10 septembre 1861.

M. Seward envoie à M. Adams une lettre reçue de M. Francis Bernard, de l'île de la Trinité, qui prouve clairement la connivence des autorités de cette île avec les insurgés des États-Unis, en violation des droits et de la dignité du gouvernement américain; il le charge d'en faire part à lord Russell.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 10 septembre 1861.

M. Seward envoie copie d'une lettre interceptée, adressée le 30 juillet, par John P. Baldwin de Richmond, Virginie, à Henri Adderley, à Nassau, au sujet de l'embarquement d'armes et de poudre fait dans cette ville pour les insurgés. Il donne ordre à M. Seward d'en faire part à lord Russell et de l'inviter à envoyer des instructions convenables aux autorités coloniales.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 11 septembre 1861.

Monsieur,

Votre dépêche du 23 août est arrivée.

L'inefficacité des lois anglaises pour empêcher la violation de nos droits est très à regretter. Nous serons nécessairement forcés d'exercer toute notre vigilance pour découvrir le caractère illégal des bâtiments anglais qui approchent de nos côtes, ce qui ne sera nullement agréable au gouvernement dont le pavillon servira à un usage aussi hostile.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, 14 septembre 1861.

M. Adams adresse copie de deux notes qu'il a reçues de lord Russell en réponse à l'envoi de ses notes du 3 septembre, en lui remettant le sac de dépêches de M. Bunch, consul anglais à Charleston, saisi sur M. Robert Mure. Dans la première, lord Russell dit que la suspension du transport des lettres des sujets anglais par la poste entre les États du Nord et du Sud, faite en contravention au traité signé entre les deux gouvernements, a occasionné beaucoup d'inconvénients aux individus, et il envoie copie d'une note de M. Bunch, dans laquelle celui-ci a pensé remédier à cet inconvénient en renfermant des lettres particulières dans son sac de dépêches consulaires, pensant qu'il n'y a aucune irrégularité dans cette manière d'agir.

Dans sa seconde note, lord Russell dit que M. Bunch a agi conformément aux ordres de son gouvernement, qui en accepte la responsabilité. Quant au gouvernement de Sa Majesté, ajoute-t-il, il a déjà reconnu le caractère belligérant des États du Sud, mais il ne les a pas reconnus et n'a pas l'intention de les reconnaître à titre d'État indépendant et séparé¹.

M. Adams ayant transmis à lord Russell la réclamation mentionnée dans la dépêche de M. Seward du 10 septembre, au sujet des autorités anglaises de la Trinité, en reçut la réponse suivante :

1. Voir la dépêche du 17 août de M. Seward. M. Adams en avait donné communication le 3 septembre. — Les *Archives* reviendront sur cette affaire dans le T. II de 1862.

Lord Russell à M. Adams.

Foreign-Office, 4 octobre 1861.

Le soussigné, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, a eu l'honneur de recevoir la plainte que lui a portée M. Adams, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis près cette cour, contre les autorités de l'île de la Trinité, pour violation de la proclamation de neutralité de Sa Majesté, en donnant aide et secours aux insurgés des États-Unis.

D'après les renseignements arrivés au département colonial et à l'amirauté, il paraît qu'un bâtiment portant pavillon sécessionniste est entré dans le port de la Trinité le 30 juillet dernier.

Le capitaine Hillyar, du vaisseau de Sa Majesté *le Cadmus*, ayant envoyé un bâtiment pour s'assurer de sa nationalité, le capitaine commandant exhiba une commission signée par M. Jefferson-Davis, s'intitulant président des États appelés confédérés.

Le Sumter, qui était le bâtiment en question, fut autorisé à rester six jours à la Trinité et à s'approvisionner de charbon et de vivres; l'attorney général de l'île n'a vu dans ces actes aucune illégalité.

Les conseillers légaux de la couronne ont décidé que la conduite du gouverneur avait été conforme à la proclamation de Sa Majesté.

Le gouverneur ne rapporte pas s'il a fait hisser le pavillon britannique sur le mât du gouvernement; s'il l'a fait, c'était probablement afin de montrer le caractère national de l'île, et non point pour reconnaître l'arrivée du *Sumter*.

Il ne paraît donc y avoir aucune raison de croire que la proclamation de neutralité de Sa Majesté ait été violée par le gouverneur de la Trinité ni par l'officier commandant le bâtiment de Sa Majesté *le Cadmus*.

Le soussigné, etc.

RUSSELL.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 22 octobre 1861.

Monsieur,

Je vous accuse réception de votre dépêche en [date du 14 septembre dernier.

Elle contient la réponse de lord Russell à la note que, d'après mes instructions, vous lui avez adressée au sujet de l'arrestation du porteur des dépêches envoyées par Robert Bunch, consul de Sa Majesté à Charleston, et de son remplacement par une autre personne pour transporter le sac des dépêches consulaires en Angleterre.

Le comte Russell dit, dans sa note, que, s'il eût été vrai (comme nous le craignons) que M. Bunch eût enfermé dans son sac officiel, et couvert de son sceau officiel, la correspondance des ennemis de ce gouvernement dans les États-Unis, il se serait rendu coupable d'une grave infraction à son devoir vis-à-vis de son propre gouvernement et de celui des États-Unis. Le comte Russell dit aussi que l'ouverture du sac des dépêches au *foreing-office*, à Londres, n'a révélé aucune cause de soupçon.

Ces déclarations, faites librement et avec candeur, sont complètement satisfaisantes en ce qui concerne le point important qui faisait l'objet de votre note. C'est donc un agréable devoir pour moi de vous inviter à répondre à lord Russell que ce gouvernement-ci regrette l'interruption dans le passage des dépêches consulaires, qui a eu lieu par suite du soupçon mal fondé que l'agent qui les transmettait avait abusé de la confiance des deux gouvernements. J'espère qu'il ne résultera aucun inconvénient sérieux de ce retard.

Lord Russell, après avoir donné les explications qui précèdent, ajoute que le gouvernement de Sa Majesté savait que cette mise en suspicion du transport par la poste de lettres émanées de sujets anglais entre les États du Nord et ceux du Sud était contraire au traité de poste signé entre les deux gouvernements; que le gouvernement de Sa Majesté avait néanmoins évité d'insister à cet égard auprès de celui des États-Unis; mais que cette interruption dans la transmission des lettres occasionnait une grande gêne aux individus. Sa Seigneurie a envoyé alors copie d'une note de M. Bunch au sous-secrétaire d'État, pour expliquer la façon dont il a cherché à remédier à ce mal, en joignant des lettres particulières à ses dépêches officielles. Sa Seigneurie termine en disant qu'elle adressera toute autre communication qu'elle aura à faire à cet égard à lord Lyons.

M. Bunch dit, dans sa note, qu'il joint au sac de dépêches adressées au sous-secrétaire d'État certaines lettres destinées à être transmises par la poste, et qui sont principalement des lettres de domestiques, gouvernantes, etc., sujets anglais, empêchés par la cessation de la poste d'envoyer leurs lettres par une autre voie. Il ajoute qu'il espère qu'il n'y a aucune irrégularité dans cette manière d'agir, puisque le sac de dépêches dans lequel se trouvent ces lettres étant transporté par un particulier à Liverpool, sa transmission n'occasionne aucuns frais de poste. J'ai lu cette note au point de vue des explications de lord Russell, démontrant qu'il n'y avait rien à reprendre dans la correspondance transmise ainsi.

Dans cette circonstance, ce qui donne lieu spécialement à une critique dans la conduite de M. Bunch, c'est d'avoir substitué son sac consulaire et son sceau officiel au sac de la malle et aux serrures de

la malle des États-Unis, et de s'être servi de son propre courrier au lieu de ceux des États-Unis.

La conduite du consul à cet égard ne peut être excusée par aucune raison basée sur des traités ou sur la loi internationale; lord Russell ne dit point non plus qu'il puisse en être autrement. Néanmoins l'acte a été en pratique inoffensif, et il est probable qu'il ne sera pas renouvelé.

Je reconnais le fait de l'interruption de la poste, et j'avoue aussi qu'il est littéralement contraire à l'accomplissement de la stipulation des traités! Je le déplore aussi bien pour cette raison que pour les torts publics et particuliers qu'il occasionne non-seulement à l'intérieur, mais au dehors. Mais le gouvernement anglais doit savoir que cette interruption n'a eu lieu qu'à la suite de l'insurrection qui a soudainement éclaté, qui non-seulement a arrêté les malles, mais cherche encore à annuler le traité en question et, bien plus, à renverser le gouvernement des États-Unis et l'Union elle-même. La suppression de la correspondance entre les individus de cette nation et ceux de ce pays et des pays étrangers est une mesure nécessaire pour arriver à supprimer l'insurrection elle-même et amener le rétablissement complet du gouvernement dans toute l'Union. Je suis certain que nous pouvons compter sur la magnanimité du gouvernement anglais pour ne pas se plaindre de l'infraction à notre traité postal international dans de semblables circonstances et de notre recours à une mesure indispensable.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 23 octobre 1861.

M. Seward revient sur l'affaire des dépêches de M. Bunch; il considère que la conduite de ce consul est une violation de la loi, et qu'en conséquence M. Seward devra informer lord Russell que le gouvernement des États-Unis a retiré l'exequatur à M. Bunch.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 29 octobre 1861.

M. Seward répond à la note de lord Russell au sujet du séjour du *Sumter* à la Trinité; il ne considère pas la solution donnée par lord Russell comme satisfaisante. Si l'on considère le rôle important que joue le commerce en Amérique, les États-Unis ne peuvent

pas consentir à ce que des pirates reçoivent un abri et des approvisionnements dans les ports de nations amies. Le gouvernement des États-Unis avisera aux meilleurs moyens de garantir sa sécurité; mais M. Seward espère que, eu égard à la gravité de la question, les ministres de Sa Majesté jugeront le sujet digne d'un nouvel examen.

M. Seward à lord Lyons.

(*Circulaire au corps diplomatique*).

Washington, 4 octobre 1861.

Milord, je regrette d'avoir à vous informer que la nouvelle est arrivée à ce département que des vaisseaux de guerre étrangers, qui sont entrés dans les ports bloqués, des États en insurrection contre le gouvernement des États-Unis, ont, dans plusieurs occasions, emmené des passagers ou des correspondances particulières. Il est probable que de tels actes n'auraient pas été effectués si les gouvernements des pays étrangers en avaient été informés et qu'en tout cas ils n'auraient pas été approuvés par eux.

Dans le but, cependant, d'éviter tout malentendu pour l'avenir, il doit être distinctement entendu qu'aucun vaisseau de guerre étranger qui pourra entrer dans un port bloqué des États-Unis ou en sortir, ne pourra se charger de personnes, passagers ou correspondances, autres que ceux en rapport entre le gouvernement du pays auquel ces bâtiments appartiennent et leurs agents diplomatiques et consulaires dans ces mêmes ports.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

Lord Lyons à M. Seward.

Washington, le 12 octobre 1861.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 4 courant.

Vous m'apprenez, dans votre note, que l'information est arrivée au département d'État que des vaisseaux de guerre étrangers, qui sont entrés dans des ports depuis leur blocus, ont, dans quelques occasions, transporté des passagers, et, dans d'autres, des correspondances particulières. Vous avez eu la bonté de m'annoncer hier, verbalement, qu'aucun vaisseau de guerre anglais ne se trouvait parmi ceux auxquels votre note se référerait. En effet, j'ai toute raison de croire que, à une seule exception près, aucun vaisseau de guerre anglais n'a eu de communication avec aucun des ports à l'état de blocus. Le bâtiment que j'excepte est le *Steady*; le 18 du mois dernier, j'ai eu l'hon-

neur de vous informer de mon intention de demander au commandant de ce bâtiment de déposer des dépêches officielles à Charleston. *Le Steady* est parti pour cette destination quelques jours après. Il n'emportait aucunes lettres, mais seulement mes dépêches officielles et celles d'autres autorités des gouvernements étrangers aux États-Unis, ni aucun passager, à l'exception de M. Fallaston, consul de Sa Majesté à Savannah, qui fut mis à terre à Charleston, en route pour son poste.

Comme plusieurs de mes collègues m'ont exprimé le désir d'envoyer leurs dépêches officielles aux consuls de leurs gouvernements respectifs par tel des bâtiments de Sa Majesté qui pourrait plus tard transporter mes dépêches aux ports bloqués, je vous serai obligé de vouloir bien m'informer si vous voyez quelque objection à ce que j'envoie dans ces ports par les bâtiments de Sa Majesté, les dépêches adressées par les autorités officielles des nations étrangères aux autres autorités officielles de leurs propres pays.

Je suis, etc.

LYONS.

Lord Lyons à M. Seward.

Washington, 14 octobre 1861.

Cette dépêche se trouve au tome IV, page 453, des *Archives diplomatiques*, 1861. Elle est relative à l'arrestation de deux sujets anglais.

M. Seward à lord Lyons.

Washington, 14 octobre 1861.

Voir aux *Archives diplomatiques*, 1861, tome IV, page 453.

Réponse à la précédente.

M. Seward à lord Lyons.

Washington, 14 octobre 1861.

M. Seward répond à la note de lord Lyons en date du 12 octobre : il lui annonce qu'il n'a aucune objection à ce que la correspondance officielle avec les agents des puissances étrangères et amies dans les ports bloqués soit transmise par des bâtiments de guerre de puissances amies.

M. Seward à lord Lyons.

(Circulaire.)

Washington, 17 octobre 1861.

Milord, le juge de la Cour des États-Unis pour le district méridio-

nal de New-York a récemment décidé, d'après les arguments du Conseil, que la loi du blocus ne permet pas à un bâtiment, dans un port bloqué, de prendre à bord une cargaison après l'établissement du blocus. Dans le but d'écarter tout malentendu à ce sujet à l'avenir, je vous informe que la loi, ainsi interprétée par le juge, devra être strictement exécutée envers tous les bâtiments dans les ports des États insurgés, pendant la durée de leur blocus, par les forces navales des États-Unis.

Lord Lyons à M. Seward.

Washington, 17 octobre 1861.

Lord Lyons, en remerciant M. Seward de l'envoi de sa note en date du 14, lui demande, afin d'écarter tout malentendu, s'il ne s'est pas trompé en comprenant qu'il n'y a aucune objection à ce que non-seulement la correspondance officielle anglaise avec les autorités consulaires anglaises, mais aussi celle des autres puissances amies des États-Unis avec les agents de ces mêmes puissances dans les États du Sud puissent être transportées par des vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

M. Seward à lord Lyons.

Washington, 18 octobre 1861.

M. Seward répond en confirmant sa lettre du 14 octobre à la note de lord Lyons du 17 octobre : Les vaisseaux de guerre anglais pourront se charger de la correspondance des agents consulaires d'autres puissances dans les ports bloqués.

Lord Lyons à M. Seward.

Washington, 23 octobre 1861.

Lord Lyons annonce qu'il a reçu la nouvelle qu'un sac de dépêches adressé par le consul de Sa Majesté à Richmond (Virginie) au consul anglais à New-York, a été saisi sur la personne de M. Crosse, à Baltimore, et envoyé au général Dix. Lord Lyons a chargé M. Bernal, consul de Sa Majesté à Baltimore, de prendre des renseignements à cet égard ; il envoie à M. Seward la réponse de M. Bernal, en lui demandant de lui donner telles informations qu'il jugera convenable à ce sujet.

M. Seward à lord Lyons.

Washington, 24 octobre 1861.

M. Seward répond que le sac de dépêches était caché dans le portemanteau d'un nommé Crosse, espion des insurgés, qui a pu s'échapper; que rien ne prouvait que ce sac fût envoyé par le vice-consul anglais de Richmond au consul anglais de New-York, quoiqu'il portât l'adresse de M. Archibald, nom du consul; qu'en conséquence, le sac a été ouvert; qu'il ne s'y trouvait aucune communication pour M. Archibald ni pour aucun des officiers du gouvernement anglais en Amérique, mais seulement quelques lettres apparemment officielles à des fonctionnaires du gouvernement anglais à Londres; que ces lettres ont été envoyées immédiatement à M. Adams pour être remises à leur destination. Quant au restant du contenu du sac, il a dû être retenu, sans qu'il soit nécessaire d'en spécifier le caractère autrement qu'en disant qu'il n'est pas de nature à être expédié par un consul d'un gouvernement étranger d'un endroit en rébellion ouverte contre le gouvernement établi.

Lord Lyons à M. Seward.

(Extrait.)

Washington, 28 octobre 1861.

Le gouvernement de Sa Majesté a appris avec beaucoup de surprise, par les papiers adressés à M. le consul Archibald, le traitement cruel qu'ont subi les neuf matelots anglais emprisonnés au fort La Fayette de la part des autorités des États-Unis. Le gouvernement de Sa Majesté ne peut comprendre par quelles raisons ces individus, qui n'étaient accusés d'aucun crime, ont été mis aux fers et ont été traités comme des criminels. Malgré la satisfaction qu'a éprouvée le gouvernement de Sa Majesté d'apprendre, par la réponse que vous avez bien voulu me faire ensuite des représentations que je vous ai adressées à ce sujet, que des ordres avaient été donnés pour la mise en liberté de ces hommes, il croit néanmoins que quelque dédommagement leur est dû pour les souffrances qu'ils ont endurées sans cause. Le gouvernement de Sa Majesté m'a ordonné d'appeler l'attention du gouvernement des États-Unis sur cette affaire, et il a l'espoir qu'un dédommagement convenable sera accordé aux victimes.

M. Seward à M. Adams.

Washington, 11 novembre 1861.

La conduite à l'égard des pirates engagés par les insurgés de ce pays reste fixée comme suit dans la pratique : toutes les puissances navales et toutes les puissances commerciales, à l'exception d'une, les excluent de leurs ports, sauf dans le cas de détresse, ou seulement pour toute visite de moins de vingt-quatre heures, et leur refusent des approvisionnements, à l'exception de charbon pour une consommation de vingt-quatre heures.

La Grande-Bretagne, d'après ce qui nous a été donné de comprendre, par la réponse de lord Russell, permet à ces pirates de visiter ses ports et d'y rester aussi longtemps que cela leur fait plaisir, et de recevoir des approvisionnements sans restriction.

Nous croyons difficilement que le gouvernement de la Grande-Bretagne ait établi cette exception avec mûre réflexion. J'ai exprimé, dans une précédente dépêche du 29 octobre, l'espoir que ce sujet serait examiné à nouveau avant qu'il ne fût nécessaire de nous enquérir du remède à adopter pour prévenir les malheurs qui doivent résulter pour notre commerce de la politique ainsi indiquée de la Grande-Bretagne. Je me suis entretenu à cet égard avec lord Lyons, qui en conférera peut-être avec son gouvernement. En attendant, je suis chargé par le Président de vous exhorter à appeler de nouveau l'attention du gouvernement de Sa Majesté sur cette question, dans un esprit de paix et d'amitié, et avec le désir de conserver ce qui reste d'un commerce d'une importance mutuelle aux deux pays.

Je suis, etc.

WILLIAM H. SEWARD.

MEXIQUE.**M. Seward à M. Corwin.**

Département d'État. Washington, le 6 avril 1861.

Monsieur,

La situation actuelle des affaires au Mexique est si peu connue ici, que le Président ne saurait vous donner des instructions spéciales et détaillées.

Nos plus récents renseignements nous disent en substance que le gouvernement provisoire du président Juarez, limité pendant si longtemps aux côtes, a enfin renversé ses adversaires et s'est établi dans

la capitale ; que les armées opposées ont été démoralisées et dispersées, et qu'il n'y a plus de résistance armée dans le pays ; qu'une élection pour choisir un Président avait eu lieu conformément à la Constitution de 1857, et que le Président provisoire actuel avait probablement réuni la majorité des voix, quoique le résultat n'en soit pas encore connu d'une manière certaine. Le plaisir que la nouvelle de ces événements nous a causé est malheureusement diminué par les bruits qui nous sont parvenus que le gouvernement est sans autorité suffisante et ne possède pas assez la confiance publique pour maintenir l'ordre. Des vols auraient lieu fréquemment sur les grandes routes, et on dit même qu'un membre de notre dernière légation au Mexique aurait été assassiné en se rendant de la ville de Mexico à la Vera-Cruz.

Vous vous appliquerez immédiatement, avec énergie et diligence, à vous assurer de la vérité de ce fait, qui, s'il a été exactement rapporté, non-seulement serait considéré comme une grave insulte à la dignité et à l'honneur des États-Unis, mais choquerait profondément les sentiments du peuple américain.

Le Président ne peut admettre qu'il soit possible de donner une explication satisfaisante d'une action si nuisible à l'honneur mexicain. Il attendra néanmoins, quoique avec la plus grande anxiété, votre rapport à ce sujet avant de prendre une résolution. Les archives sont encombrées de plaintes contre le gouvernement mexicain pour violation de traités, spoliations et actes de cruauté envers des citoyens américains. Ces plaintes ont été adressées à ce gouvernement de temps à autre pendant la longue durée de la guerre civile qui a désolé le Mexique, en vue de servir de base aux demandes d'indemnités et de satisfaction, lorsqu'un gouvernement regagnerait dans ce pays assez de solidité pour assumer un caractère responsable.

Mais ce n'était pas l'intention du Président de faire valoir en ce moment ces réclamations. Il attend volontiers pour remplir ce devoir, qui est toujours pénible, l'époque où la nouvelle administration du Mexique aura eu le temps, si c'est possible, de raffermir son autorité et de rétablir l'ordre et l'harmonie dans les éléments troublés de la société. Nous attendons néanmoins de vous à ce que vous rappeliez, d'une manière ferme et généreuse au gouvernement, que celles de ces plaintes qui auront été reconnues fondées lui seront soumises à un moment donné, et que leur prise en considération sera vivement pressée.

Tandis qu'il est maintenant, comme jusqu'ici, du devoir du gouvernement d'employer les raisonnements vis-à-vis du gouvernement de Mexico afin de mettre un terme au règne chronique de désordre dans ce pays, une crise est malheureusement survenue qui rend embarras-

sant l'accomplissement de ce devoir par l'explosion de commotions civiles dans notre propre pays, dont, en raison de sa proximité, le Mexique ressentira probablement le contre-coup. L'esprit de mécontentement semble enfin avoir dépassé toute borne et s'être engagé dans la tentative de renverser l'autorité de ce gouvernement dans quelques-unes des parties du pays qui avoisinent le Mexique. Il est très à craindre que de nouveaux embarras ne surgissent dans les rapports entre les deux pays, si l'autorité, détruite depuis si longtemps au Mexique, trouve le pouvoir des États-Unis suspendu temporairement de ce côté-ci des frontières. Quels que soient les maux qui en résulteront, il est très à craindre qu'ils ne soient aggravés encore par l'intervention des Indiens, qui n'ont pu être réprimés jusqu'ici qu'avec difficulté dans leurs attaques, même lorsque l'autorité fédérale était maintenue.

Les deux gouvernements doivent envisager ce nouvel état de choses si fâcheux dans des dispositions communes de diminuer les malheurs qui peuvent en résulter et d'abrégier sa durée autant que possible.

Le Président n'attend pas que vous fassiez allusion à l'origine et aux causes de nos difficultés domestiques, quoique le gouvernement du Mexique puisse raisonnablement demander quelles sont nos idées sur leur développement et leur terminaison. Le Président ne permettra pas aux représentants des États-Unis de s'engager dans la discussion de ces difficultés en présence des puissances étrangères, encore moins d'invoquer la censure de ces puissances mêmes contre ceux de nos concitoyens qui se sont soulevés. Mais le succès du gouvernement fédéral peut dépendre, en cette affaire, dans une faible mesure, de l'action du gouvernement et du peuple du Mexique. Le président mexicain ne peut manquer de voir que le Mexique, loin de profiter de la destruction ou de la faiblesse de l'autorité fédérale, ne peut qu'en souffrir et être exposé à de terribles dangers. D'autre part, la continuation de l'anarchie au Mexique doit nécessairement être une séduction pour ceux qui conspirent contre l'Union et les encourager à rechercher la puissance et l'agrandissement en faisant des conquêtes au Mexique et dans d'autres territoires de l'Amérique espagnole. Ainsi les gens les moins pénétrants ne peuvent manquer de voir ce qui a été compris depuis longtemps par les hommes doués de quelque perspicacité, savoir que la paix, l'ordre et l'autorité constitutionnelle dans toutes les républiques de ce continent ne sont pas de l'intérêt exclusif d'une seule de ces républiques, mais de l'intérêt commun et inséparable de toutes.

Vous trouverez probablement au Mexique des agents de cette prétendue confédération préparant quelque nouvelle révolution. Vous ne manquerez pas d'assurer au gouvernement du Mexique que le Prési-

dent n'a jamais eu et ne pourra jamais avoir aucune sympathie pour de pareils desseins, quels que soient leurs auteurs et leur nature. Connaissant les opinions du Président et du peuple du Mexique, le Président ne saurait croire que les citoyens insurgés de notre pays qui tentent de démembrer l'Union espèrent amener le Mexique à les aider en reconnaissant l'indépendance qu'ils ont proclamée, parce qu'il est évident qu'une pareille organisation d'un gouvernement distinct dans la partie de l'Union qui touche au Mexique serait plus dangereuse pour ce pays que nuisible aux États-Unis. Il est évident que l'organisation actuelle des États-Unis offre au Mexique les plus grandes garanties d'intégrité, d'union et d'indépendance.

Le Président attend de vous néanmoins que vous ayez l'œil ouvert sur les desseins dont j'ai parlé, quelque improbables qu'ils soient ; il espère que vous emploierez les moyens les plus efficaces qu'il sera possible d'employer pour contrecarrer la reconnaissance de la Confédération projetée, si elle était demandée au gouvernement mexicain.

Le Président espère qu'en manifestant ces sentiments vous rassurerez le gouvernement du Mexique. Il espère que, remplissant votre mission dans un esprit plus élevé que celui d'une alliance purement commerciale, dans un esprit de désintéressement sans ambition et favorable aux intérêts de tout le continent américain, dans un esprit fraternel en donnant à ce mot un sens sincère et non pas seulement diplomatique, vous gagnerez la confiance et la bienveillance du gouvernement du Mexique, et que ce sera l'inauguration d'une nouvelle ère favorable à la prospérité et au bonheur des deux nations, ainsi qu'à ceux des autres États républicains dans le monde entier.

WILLIAM SEWARD.

M. Corwin à M. Seward.

Légation des États-Unis. Mexico, 29 mai 1861.

Monsieur,

Je crois qu'il est très-important que nos consuls dans tous les ports du golfe du Mexique soient à leurs postes avec des instructions spéciales et détaillées au sujet des bâtiments naviguant sous le pavillon des États confédérés ou ayant des papiers de bord émanant des autorités de ces États.

Si les relations existant actuellement, ou pouvant exister plus tard, entre les États-Unis et les États séparés, exigeaient de moi quelque acte d'une nature particulière, je demande au département de me le faire savoir le plus tôt possible.

Le gouvernement du Mexique est bien disposé à notre égard dans

nos difficultés actuelles ; mais pour des motifs évidents, il ne prendra pas volontiers un engagement qui pourrait amener la guerre avec le Sud s'il n'était protégé par une promesse formelle de secours de la part des États-Unis.

THOMAS CORWIN.

M. Corwin à M. Seward.

Légation des États-Unis. Mexico, 29 juin 1861.

Le moment actuel est des plus favorables pour nous assurer les avantages et pour empêcher les maux dont j'ai parlé. Le gouvernement éprouve la plus vive sympathie pour les États-Unis. Depuis mon arrivée, je me suis constamment efforcé de faire comprendre aux Mexicains la véritable cause de nos difficultés et de les mettre à même d'évaluer les dangers qui nous menacent et de voir qu'ils ne peuvent avoir qu'une issue favorable.

Je suis convaincu que ce gouvernement, tout en essayant de conserver des relations pacifiques avec les puissances européennes, considère le gouvernement des États-Unis comme son véritable et seul ami dans toute lutte qui pourrait menacer son existence. Cela est d'autant plus remarquable, que les Mexicains nous attribuent la perte du Texas et la cession du territoire qui a été la conséquence de la guerre que nous leur avons faite.

THOMAS CORWIN.

ESPAGNE.

M. Seward à M. Schurz.

(Extrait.)

Washington, 27 avril 1861.

M. Seward commence par exposer l'état actuel des choses aux États-Unis, puis il en vient aux motifs qui doivent empêcher le gouvernement de la reine d'accorder son appui à l'insurrection : « Le gouvernement fédéral qui existe depuis soixante-dix ans n'a jamais fait de guerre, qu'à la demande et sur le désir des intérêts qui sont maintenant en insurrection ; il n'a jamais étendu sa domination sur un mille carré, soit par découverte, conquête ou achat, excepté si ce n'est sur les instances de ce même parti ; il n'a jamais exigé une contribution irrégulière, levé des impôts illégaux ou inégaux, il n'a créé d'impôt direct qu'en temps de guerre.

Le gouvernement fédéral a partagé les honneurs civils et militaires et distribué les places dans toutes les classes et toutes les parties du

pays, non-seulement d'une manière impartiale, mais en témoignant de la préférence pour les intérêts aujourd'hui insurgés ; il a construit toutes les défenses requises par la partie du pays dont l'intérêt prévalait, et pendant quarante ans le gouvernement fédéral a accommodé cet intérêt avec une législation spéciale et des arrangements avantageux avec les puissances étrangères.

L'administration du gouvernement était si juste et si tolérante, qu'il n'est pas un citoyen d'un seul des États qui puisse se plaindre d'avoir été privé de sa liberté, si ce n'est après avoir été convaincu de crime par le jury, ni de sa propriété sans due compensation, ni de la vie, si ce n'est en combattant comme volontaire dans les luttes de son pays. Je ne poursuivrai pas ce sujet, il me suffit de dire que ce gouvernement, tout en ne soumettant pas ses actes intérieurs au jugement d'une autre nation, ne craint point le jugement de l'opinion publique de l'humanité. Les séparatistes prétendent-ils avoir découvert un nouveau et bienfaisant système de gouvernement se recommandant par lui-même au patronage de Sa Majesté catholique ? Quels sont les principes saillants de leur système ? D'abord, que le gouvernement ne doit pas se servir d'une force militaire permanente dans la direction de ses affaires intérieures, mais qu'il doit être constitué par le suffrage populaire et dépendre de lui. Mais, en même temps, la minorité, battue dans les élections, aura le droit de recourir à l'insurrection non-seulement pour infirmer la décision du peuple, mais aussi pour renverser le gouvernement tandis que celui-ci, de son côté, ne pourra jamais légitimement exiger par la force l'accomplissement des lois. Les différents États ne pourront jamais être maintenus ensemble par la conquête ou par la force, mais seulement par la fédération volontaire qui sera stipulée perpétuelle ; mais chaque partie de l'État, retenant sa souveraineté absolue, sera en droit de se retirer de l'Union fédérale selon son bon plaisir, en guerre comme en paix, laissant les dettes communes non acquittées, les traités communs non accomplis, la défense commune annulée. La partie qui se séparerait, pourrait s'emparer des trésors fédéraux, des moyens de défense, des propriétés fédérales contenues dans ses limites, s'en servir pour son usage, offrant simplement une indemnité équitable. Si Sa Majesté catholique admettait ce nouveau système, le royaume d'Espagne pourrait être plus rapidement dissous par lui que par les guerres étrangères ou la mauvaise administration intérieure. Les deux Castilles, l'Andalousie, l'Aragon, Cuba et les îles Philippines, pourraient être, d'après ce plan, plus facilement séparés que New-York de la Louisiane, la Californie du Massachusetts, la Floride du Michigan.

Peut-être les soi-disant États confédérés peuvent-ils faire appel à

quelque motif de sympathie particulière de la part de l'Espagne et des possessions de l'Amérique espagnole ; dans ce cas, vous n'avez qu'à dire que la modération dont les États-Unis ont usé envers l'Espagne et les colonies espagnoles a été due principalement au fait de l'existence dans l'union des États américains d'origine britannique et que la continuation de cette union est la seule garantie de la pratique ultérieure de la même modération.

Les soi-disant États confédérés promettent-ils un commerce libéral et réciproque avec l'Espagne et ses provinces ? quel commerce peut-il y avoir entre des pays dont les produits sont identiques ? on ne peut pas échanger du sucre contre du sucre, du coton contre du coton, du riz contre du riz. Les États-Unis ont toujours été et seront toujours disposés à établir avec l'Espagne et ses provinces des relations commerciales dans des termes de réciprocité aussi étendus que le gouvernement de ce pays le permettra.

M. Perry à M. Seward.

(Extrait.)

Légation des États-Unis. Madrid, 13 juin 1861.

J'ai eu plusieurs entrevues au sujet de la reconnaissance par l'Espagne du prétendu gouvernement des États confédérés, avec des personnages influents, ainsi qu'avec le sous-secrétaire et le secrétaire d'État ; je leur ai représenté la position des rebelles sous un jour qui leur a paru nouveau.

Hier, dans une longue et très-satisfaisante entrevue avec M. Calderon, j'ai expliqué la connexion de M. Jefferson Davis et d'autres meneurs de la rébellion du Sud, avec la tentative faite en 1854 et 1855 par le même parti dans le but de provoquer une guerre avec l'Espagne, pour la conquête de Cuba. Je lui ai fait voir que l'entreprise de flibustiers contre Cuba a son origine, comme la rébellion actuelle du Sud, dans l'ambition politique de nos propriétaires d'esclaves. Ceux-ci ont désiré de renforcer le pouvoir esclavagiste dans l'Union par l'annexion de nouveaux États à esclaves. Mais ayant manqué leur coup à Cuba, à Nicaragua, dans le Kansas et dernièrement dans l'élection présidentielle, ils en sont venus à tourner leurs armes contre le gouvernement des États-Unis, maintenant sorti de leurs mains. La sécession a remplacé le flibustérisme. J'ai expliqué que malheureusement une classe d'hommes du Sud, appelée par les propriétaires d'esclaves les petits blancs, se laissait complètement guider par eux et était un terrible instrument dans leurs mains. Leur ignorance, leur dépendance de la classe riche et le contact avec les noirs, les ont graduellement réduits, sous le rapport intellectuel et moral, à un abaissement dont il y a peu

d'exemples dans la race anglo-saxonne. Ils sont aussi indifférents au danger qu'au droit, aussi disposés à s'embarquer pour les lacs de l'Amérique centrale que pour les champs de sucre de Cuba, à se jeter dans les solitudes du Kansas qu'à faire une campagne contre le gouvernement de leur pays.

Il y avait là une matière excellente pour former l'armée des rebelles, et sous la direction plus intelligente des propriétaires d'esclaves, cette révolte est devenue sérieuse et coûtera du sang; mais le résultat ne saurait en être douteux.

Le gouvernement dispose de forces et de ressources trop écrasantes pour laisser aux rebelles la chance de prolonger longtemps la querelle. Heureusement qu'entre la classe ambitieuse des propriétaires d'esclaves et les petits blancs qui sont leurs instruments, il existe dans le Sud une classe moyenne, plus nombreuse que les deux autres réunies, fidèle à l'Union et à la Constitution. Ces citoyens loyaux sont tenus maintenant dans un état de contrainte, par la violence et l'intimidation employées par les propriétaires d'esclaves et leurs instruments. Votre Excellence, dis-je à M. Calderon, aura sans doute appris que, depuis le début de l'insurrection jusqu'à présent, les rebelles n'ont pas obtenu la sanction d'un vote populaire, pour aucun de leurs actes principaux; et cependant, celle-ci forme la seule base de droit politique connue en Amérique. Nous n'avons ni roi, ni église, ni aristocratie, en un mot aucune autre garantie politique que la volonté du peuple franchement exprimée. Aucune des soi-disant ordonnances de sécession n'a été ratifiée par le peuple même des États séparés. Ni la soi-disant nouvelle confédération de ces États, ni la formation d'une constitution et d'un gouvernement, ni aucun autre acte important, accomplis au nom du peuple de ces États ne l'ont été avec son concours, ni n'ont reçu sa sanction. Ces actes avaient même dans les États du Sud la majorité contre eux, et ils sont l'œuvre d'un parti qui s'est imposé par la violence. J'ai laissé de côté la question de savoir si un État peut, oui ou non, se séparer des États-Unis en vertu de sa propre volonté, vu qu'en réalité cette volonté n'a pas été manifestée jusqu'à présent. Les prétendus actes de souveraineté exercés par ces États, en fait ne sont point des actes de ces États, mais simplement ceux d'un parti qui se sent lui-même une minorité dans ces États, et il leur manque la sanction qui seule peut leur donner de la consistance.

Le gouvernement confédéré élevé par la faction dominante dans le Sud n'est qu'un simulacre qui convient au but qu'elle se propose d'atteindre, mais ce gouvernement est dépourvu des conditions qui lui donnent le droit d'être pris en considération par les États étrangers. Sans la sanction populaire, il est une prétention et non pas

une réalité. Je mentionnai l'exemple de la cour ou du simulacre de cour établi il y a quelques années par Don Carlos dans les provinces du nord de l'Espagne, et je demandai à M. Calderon si ç'avait été là un gouvernement *de jure* ou *de facto* et cependant Don Carlos et son armée de rebelles et de partisans ont occupé pendant un temps considérable une partie importante du pays. De même, le simulacre établi dans nos États du Sud n'est un gouvernement ni en droit ni en fait; il est tout au plus une forme transitoire de la violence, une phase dans l'anarchie, une chose qui durera autant que la violence qui l'a produite, et qui le maintient. Mais en dehors d'elle, il n'y a en M. Davis ni dans ceux qui suivent son parti, ni dans la classe de laquelle il sort, aucune garantie politique. Jusqu'à présent, leurs démonstrations n'ont pas été réprimées, et le gouvernement n'a fait usage d'aucun déploiement de forces; mais maintenant il a trouvé nécessaire de se servir de ses forces tant sur terre que sur mer, afin de dompter la rébellion et de délivrer les populations loyales du Sud de la contrainte dans laquelle les maintient cette faction rebelle. Bien d'autres choses ont été dites dans cette entrevue qu'il est inutile de répéter, et son résultat, je suis heureux de le dire, peut être regardé comme décisif par le Président. Beaucoup de choses entamées précédemment ont été menées hier à bonne fin. Le ministre d'État a renouvelé et renchéri sur les assurances données à M. Preston, et m'a assuré d'une manière absolue que si des commissaires ou des négociateurs se présentaient de la part des soi-disant États confédérés, le gouvernement ne les verrait ni ne les reconnaîtrait en aucune qualité, et que l'Espagne ne voulait en rien avoir affaire au parti rebelle à l'Union.

Le secrétaire d'État a promis que dans peu de jours il paraîtrait un décret interdisant à tous les Espagnols de prendre service d'aucun côté, et ordonnant à tous les sujets de l'Espagne de garder une neutralité complète dans la contestation qui vient de commencer aux États-Unis. Ce décret prohibera l'entrée des corsaires dans les ports, la péninsule et les colonies; il interdira de fournir des munitions aux rebelles en armes, provisions, charbon, navires ou autres marchandises pouvant venir en aide à la révolte contre les États-Unis. Il ne sera pas permis aux vaisseaux armés d'entrer dans les ports avec leurs prises. Les sujets espagnols ne pourront accepter aucune lettre de marque ni aucun papier de ce genre; ils ne pourront servir à bord d'un corsaire ni équiper des vaisseaux pour prendre part aux hostilités contre les États-Unis. Toute contravention à ces défenses sera sévèrement et rigoureusement punie.

M. Perry à M. Seward.

Madrid, 19 juin 1861.

J'ai l'honneur de vous envoyer le décret royal de neutralité. Le ministre d'État a aujourd'hui attiré mon attention, en m'annonçant que les mêmes mesures se trouvaient en grande partie contenues dans le décret français, sur ce fait, qu'il a évité autant que possible de se servir de l'expression de belligérant ou de toute autre que l'on pourrait considérer comme préjugant la question de droit d'une façon quelconque; il a aussi attiré mon attention sur ce fait, que bien que le décret proclame la neutralité; il interdit cependant expressément de fournir des munitions quelconques aux corsaires, tandis que les vaisseaux de guerre pourront être munis et équipés de tout ce qui leur est nécessaire. Cette mesure est dirigée exclusivement contre le parti qui émet des lettres de marque. Le préambule soulève aussi moins d'objections que d'autres documents de ce genre qui ont vu le jour en Europe.

M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne à Washington.

(Extrait.)

15 juillet 1861.

« Le soussigné, secrétaire d'État, a l'honneur de s'adresser à M. Tassara au sujet de certains navires appartenant à des citoyens des États-Unis, qui sont détenus maintenant ou qui l'ont été dernièrement dans le port de Cienfuegos, dans l'île de Cuba. Ce département a reçu la nouvelle qu'un pirate, appelé *le Sumter*, est entré le 6 juillet dans ce port, avec sept navires capturés par lui, appartenant à des citoyens des États-Unis, ayant à bord les officiers et les matelots de ces navires ainsi que les équipages d'autres vaisseaux qu'il a capturés et brûlés en pleine mer. Le département d'État a été informé en outre, que *le Sumter* était monté au grand complet par des marins, des chauffeurs, des soldats de marine et des officiers; qu'il est armé de cinq à huit gros canons et que ce vaisseau, ainsi monté et armé a été approvisionné de charbon et d'eau et qu'il lui a été permis de repartir le même jour pour une destination inconnue. Le soussigné a appris que les navires capturés étaient retenus dans le port de Cienfuegos et que leurs équipages, ainsi que ceux des navires brûlés, avaient été mis en liberté. Il est du devoir du soussigné de porter ce fait extraordinaire à la connaissance du gouvernement espagnol. Le gouvernement des États-Unis sera charmé de recevoir de celui d'Espagne les explications que celui-ci pourra lui donner. Mais en même temps le soussigné

a reçu l'ordre du président des États-Unis d'informer le gouvernement espagnol, que l'admission du *Sumter* dans le port de Cienfuegos avec ses prises, la permission qui lui a été donnée de s'approvisionner et de repartir, sont des violations des traités existant entre ce gouvernement et celui d'Espagne aussi bien que du droit international. Ce gouvernement s'attend à ce que les prises et leurs cargaisons seront immédiatement relâchées, réservant le point à régler de l'indemnité pour le dommage causé aux États-Unis par ce fait, jusqu'à ce que des explications aient été accordées. Cependant, j'ai l'ordre du président de prier le gouvernement de Sa Majesté Catholique de prendre des mesures effectives pour empêcher, dans les ports espagnols, le renouvellement de faits de ce genre qui ne sont pas moins dommageables pour le commerce des États-Unis que pour celui de l'Espagne et des autres nations commerçantes.»

M. Seward s'en réfère ensuite aux assurances données à M. Perry ainsi qu'au décret royal du 15 juin, pour espérer que des explications satisfaisantes seront données au cabinet de Madrid. En attendant ces explications, le capitaine général de Cuba et M. Tassara refusèrent de relâcher les prises du *Sumter*.

M. Tassara à M. Seward.

Légation d'Espagne. Washington, 9 août.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique, a l'honneur de porter à la connaissance de l'honorable secrétaire d'État des États-Unis que, conformément à une communication officielle du capitaine général de l'île de Cuba en date du 28 juillet, les navires appartenant à des citoyens des États-Unis, introduits dans le port de Cienfuegos par le *Sumter*, ont été relâchés, l'examen de l'affaire prouvant que ces navires ont été capturés dans les eaux appartenant à la juridiction de l'île de Cuba et dans des circonstances illégales.

M. Seward à M. Schurz.

(Extrait.)

Washington, 18 septembre 1861.

Le commerce entre les États-Unis et l'île de Cuba peut donner souvent lieu à des incidents exigeant beaucoup de tact, pour prévenir des conflits entre les autorités consulaires des États-Unis et les lois internationales et l'autorité souveraine de l'Espagne. Je désire établir franchement quelles sont les déviations aux usages commerciaux

suivis entre États souverains, que le gouvernement des États-Unis tolère dans les transactions commerciales qui ont lieu dans les ports de Cuba et autres ports étrangers.

Lorsqu'un navire marchand américain arrive dans un port étranger, ayant appareillé d'un port des États-Unis qui, au moment de son départ, se trouvait au pouvoir des insurgés et que, pour cette raison, il n'a pu obtenir des papiers réguliers des fonctionnaires agissant sous l'autorité des États-Unis et conformément aux lois du congrès, le gouvernement des États-Unis n'insiste pas pour que ce navire soit dénationalisé pour cette raison ; mais, d'un autre côté, il s'attend à ce que ce navire sera traité dans son port d'arrivée, sous tous les rapports, comme un navire américain soumis à l'autorité consulaire des États-Unis, et qu'il ne sera pas traité comme un navire indépendant de la loi et de l'autorité consulaire des États-Unis. Ce désistement, à propos de l'irrégularité des papiers dans ces cas-là, est consenti *ex necessitate*, et pour le temps présent seulement, et ne doit pas servir de précédent. Lorsque le gouvernement retirera cette concession, il en donnera avis aux puissances étrangères.

« Je vous envoie des copies de dépêches que j'ai reçues du vice-consul général des États-Unis à la Havane, datées des 6 et 8 courant ; ces pièces me donnent quelque raison de craindre que les autorités espagnoles de Cuba, par une fausse interprétation de l'édit royal du 17 juin, n'agissent ou ne soient sur le point d'agir comme reconnaissant le pavillon des insurgés, et comme déniaient les droits et privilèges consulaires aux États-Unis, dans les ports espagnols, en ce qui concerne ces navires. Je ne donne ni ne demande d'explication sur ces faits, je désire que M. Calderon-Collantes examine ces papiers et donne, s'il le juge nécessaire, aux autorités des colonies telles directions qu'il jugera nécessaire pour empêcher que le pavillon des insurgés ne soit reconnu dans quelque port espagnol que ce soit, ou qu'il soit manqué de respect au pavillon des États-Unis par les autorités espagnoles des colonies, ou qu'une infraction quelconque ait lieu à leur autorité consulaire dans lesdits ports. »

**Memorandum d'une conversation entre M. Calderon Collantes
et M. Schurz, du 16 octobre 1861.**

M. Calderon donna sur les faits mentionnés dans la dépêche du 18 septembre, qui précède, relatifs aux autorités consulaires, les explications suivantes :

« L'Espagne a suivi à l'égard des navires venant des ports de la soi-disant confédération du Sud les mêmes errements qu'à l'égard

de ceux venant des ports du royaume des Deux-Siciles, après que le roi Victor-Emmanuel eut assumé l'autorité royale dans cet État. On sait bien que l'Espagne n'a pas reconnu le soi-disant royaume d'Italie, et que les agents consulaires du roi François II exercent toujours leurs fonctions dans les ports espagnols. Néanmoins l'Espagne n'oblige pas les patrons des navires venant du royaume de Naples en Espagne de se soumettre à l'autorité des consuls de François II, mais elle leur permet de s'adresser soit à ceux-ci, soit aux consuls du roi Victor-Emmanuel, comme ils le jugent convenable. Mais cette permission accordée aux navires venant des ports napolitains d'avoir affaire aux consuls de Victor-Emmanuel, n'implique aucunement la reconnaissance du royaume d'Italie, car l'Espagne ne reconnaît comme légitime et légale que l'autorité de François II.

« C'est ainsi qu'il a été permis aux navires venant des ports maintenant au pouvoir des soi-disant États confédérés, de s'adresser à leur arrivée dans les ports espagnols aux autorités consulaires des États-Unis, s'ils le jugent convenable ; mais, de même que pour les vaisseaux venant des ports napolitains, l'Espagne ne songe point à les forcer d'en agir ainsi. Cette pratique, d'ailleurs, n'implique aucunement la reconnaissance des soi-disant États confédérés comme nation indépendante.

« Mais relativement aux navires des ports du Sud, la manière d'agir de l'Espagne est encore plus justifiable que dans le cas des navires napolitains. Le gouvernement des États-Unis bloque les ports du Sud, et c'est son affaire de voir à ce qu'aucun navire ne puisse s'échapper des ports gardés. On ne peut attendre de l'Espagne qu'elle supplée aux déficiences de la police maritime des États-Unis, et il n'est pas raisonnable d'attendre d'elle qu'elle renvoie de ses ports des vaisseaux engagés dans leur commerce pacifique ordinaire, et qui n'auraient pu obtenir des papiers réguliers même quand ils auraient désiré en avoir. L'Espagne ne pourrait non plus forcer ces vaisseaux de se soumettre à l'autorité consulaire des États-Unis, car elle agit uniquement et exclusivement en vue de la protection de ses intérêts commerciaux.

« M. Schurz répondit que la seule raison légitime à invoquer en faveur de ce mode d'agir était la nécessité, et il demanda à M. Calderon si c'était là le motif dirigeant du gouvernement espagnol.

« M. Calderon répondit affirmativement. Il n'y avait là qu'un procédé provenant *ex necessitate*, et aussitôt que cette nécessité prendrait fin, le gouvernement espagnol mettrait fin à ce mode d'agir. M. Schurz demanda si le gouvernement espagnol admettrait dans ses ports des navires sans papiers réguliers, délivrés par les autorités des États-Unis après que l'autorité du gouvernement des États-Unis aurait été

rétablie dans les ports du Sud. M. Calderon répondit que non, parce qu'alors la nécessité aurait cessé. Mais il ne pouvait admettre la raison avancée par M. Seward, dans sa dépêche, que l'admission de vaisseaux dépourvus de papiers réguliers n'était dans l'état actuel des choses qu'une concession de la part des États-Unis, pouvant être accordée ou retirée selon son bon plaisir. Le gouvernement espagnol réclame comme un droit de suivre ce mode d'agir aussi longtemps que la nécessité existera ; mais il proteste énergiquement contre toute interprétation de ce fait, comme impliquant une reconnaissance des soi-disant États confédérés. Le gouvernement espagnol, en prenant cette mesure, ne songe point à interrompre les relations amicales existant entre les deux pays, à la conservation desquelles les États-Unis attachent sans doute de l'importance, et qui a toujours été sincèrement dans les vœux de l'Espagne.

« M. Schurz répliqua, quant à ces rapports pacifiques, que les États-Unis désiraient les conserver aussi sincèrement que l'Espagne, non pas par crainte d'un conflit, mais par amour de la paix. Il ajouta que si l'Espagne, dans ce cas, suivait une politique établie et basée sur un précédent, il n'y avait pas lieu de continuer la discussion, surtout dans l'absence de tout renseignement digne de confiance, relativement au fait récent qui avait eu lieu dans les ports de Cuba ; cependant il tenait à dire que, tant que les États-Unis ne mettraient pas en avant des prétentions déraisonnables, tout acte de la part d'un gouvernement étranger, qui pourrait être justement interprété comme une reconnaissance de l'indépendance des États rebelles, conduirait nécessairement et inévitablement à une rupture.

« M. Calderon répéta que telle n'était point l'intention du gouvernement espagnol, lequel n'éprouvait que des sentiments amicaux à l'égard des États-Unis. Il informa M. Schurz qu'il était sur le point d'envoyer une dépêche à ce sujet à M. Tassara, dont celui-ci serait chargé de donner lecture à M. Seward. »

M. Schurz à M. Seward.

Madrid, 20 octobre 1861.

Hier soir j'ai été voir M. Calderon dans le but de lui lire le memorandum de notre conversation du 16 courant. Après l'indication de quelques points qui furent ajoutés immédiatement au rapport, il l'approuva comme correct. Il m'informa qu'il avait, dans l'intervalle, reçu une communication officielle du capitaine général de Cuba, dont il me donnerait lecture dans notre prochaine entrevue. Il désirait me prouver que le gouvernement espagnol avait agi avec netteté et loyauté

dans cette affaire. Je l'informai que *le Times* du 16 octobre contenait la dépêche télégraphique suivante : « Plusieurs navires chargent des munitions à la Havane pour les États confédérés. » Je demandai à M. Calderon s'il avait quelque connaissance de ce fait ; il s'écria immédiatement avec beaucoup de chaleur : « C'est impossible, ce ne peut être vrai ; ce serait une violation du décret (de neutralité) du 17 juin, et elle ne sera jamais tolérée. Le général Serrano ne peut avoir permis ceci. »

Je répondis que j'étais heureux de l'entendre exprimer son opinion aussi énergiquement et en termes aussi peu équivoques, car il serait impossible au gouvernement des États-Unis de voir d'un œil tranquille les ports de Cuba servir d'entrepôts de guerre pour les rebelles.

M. Calderon me répéta l'assurance que cette dépêche télégraphique serait certainement trouvée fausse, et il me réitéra, dans un langage très-ferme, l'assurance des sentiments loyaux et amicaux du gouvernement espagnol à l'égard des États-Unis, et de sa ferme détermination de s'en tenir avec bonne foi aux principes émis dans le décret royal.

M. Seward à M. Schurz.

(Extrait.)

Washington, 5 novembre¹.

Vous avez correctement interprété à M. Calderon-Collantes le sentiment public à l'égard de l'Espagne. Non-seulement nous ne lui cherchons pas querelle, mais nous désirons rester avec elle dans les relations les plus amicales. Comme c'est notre devoir, nous avons l'œil ouvert sur tous les faits qui sembleraient indiquer une disposition de sa part de favoriser ou d'encourager l'insurrection que nous combattons. Nous avons les moyens de maintenir l'intégrité de la république, et notre intention est de la maintenir. Nous désirons que lorsqu'elle aura été complètement rétablie, il n'ait rien été fait pendant ce temps par l'Espagne ou par toute autre nation étrangère qui soit une cause d'éloignement. Nous sommes un État pacifique, et l'Union américaine est une garantie de paix pour le monde entier ; mais comme tout autre État, nous sommes jaloux de nos droits et nous voulons les maintenir. M. Calderon-Collantes pourrait difficilement trouver une meilleure assurance de notre désir d'être en paix avec l'Espagne que le fait, qu'il vous est loisible de lui communiquer, que même les critiques injustes et peu généreuses de la presse espagnole, qui auraient pu si naturellement et si justement attirer vos remon-

1. En réponse à une dépêche de M. Schurz du 5 septembre qui ne se trouve pas parmi les documents communiqués.

trances, n'ont pas excité le moins du monde la susceptibilité du gouvernement.

Le gouvernement des États-Unis n'a maintenant ni n'aura vraisemblablement aucun plan de conquête ou d'agrandissement. Il cherche à étendre son influence dans son hémisphère et sur le globe, non point par l'épée, mais par le commerce et les communications postales. Il a pratiquement garanti Cuba à l'Espagne pour bien des années, et il ne nourrit aucun dessein contre cette possession ou contre toute autre possession d'Espagne; mais il ne saurait voir avec faveur une politique qui ferait de cette île le point d'appui des efforts pour renverser l'Union ou les institutions de liberté humaine et de *self government*, identifiées avec son existence.

Nous désirons conclure un traité commercial avec l'Espagne, et nous adopterons volontiers, dans ce but, le principe libéral de la réciprocité; mais nous ne presserons pas la conclusion de cette affaire, maintenant que les deux parties sont trop profondément engagées pour lui accorder l'attention nécessaire à une entente mutuelle sur un point aussi difficile.

Dans une dépêche à M. Schurz, du 11 novembre, M. Seward déclare qu'en suite des explications qui lui ont été données par M. Tassara, il a modifié son opinion relativement à l'affaire au sujet de laquelle il avait reçu la plainte du vice-consul des États-Unis à Cuba. En conséquence, il ne faut pas insister sur la dépêche du 18 septembre : « A mesure que le gouvernement des États-Unis avancera la restauration de son autorité chez lui, je m'attends à voir diminuer la disposition de lui manquer d'égards à l'étranger. »

RUSSIE.

M. Seward à M. Clay.

Washington, 6 mai 1861.

« Les nations, comme les individus, ont principalement besoin de trois choses : de liberté, de prospérité et d'amis. Les États-Unis se sont assurés les deux premières par leur courage et leur esprit d'entreprise; cependant, malgré l'usage modéré de ces deux avantages, ils ont été lents à trouver des amis. La Russie fait exception : elle a été de bonne heure et est toujours restée notre constante amie. Ces bons rapports entre deux nations si éloignées et si dissemblables ont excité beaucoup de surprise; mais l'explication en est facile à donner. La

Russie, comme les États-Unis, est un État qui se perfectionne et qui s'agrandit (*expanding empire*). Sa marche est du côté de l'est, tandis que nous, nous tendons vers l'ouest. Les deux nations, par conséquent, n'entreront jamais en rivalité ou en conflit. Chacune d'elles introduit la civilisation dans les nouvelles régions où elle pénètre, chacune d'elles rencontre occasionnellement de la résistance chez des États jaloux de leur prospérité ou alarmés de leur agrandissement. La Russie et les États-Unis resteront bons amis jusqu'au jour où, ayant parcouru chacun la moitié du globe dans des directions opposées, ils se rencontreront et se salueront dans les contrées qui ont été le berceau de la civilisation, et où, après de longs siècles, elle est tombée dans la léthargie et la faiblesse. Ce sera pour vous un devoir agréable de confirmer et de fortifier ces relations traditionnelles d'amitié. Assurez Sa Majesté Impériale que le président et le peuple des États-Unis ont suivi avec admiration et sympathie les grands et humains efforts qu'elle a récemment faits pour l'amélioration matérielle et morale de son empire, par l'extension donnée aux télégraphes et aux chemins de fer, et en supprimant les entraves de l'esclavage. Vous rechercherez si le commerce entre les deux nations ne peut pas être accéléré et augmenté. La Russie peut recevoir de nous du coton et du tabac en beaucoup plus grande quantité que maintenant. Elle ne produit pas de coton, et son tabac n'est pas d'aussi bonne qualité que celui que nous exportons, et que la Russie consomme en plus grande quantité que toute autre nation. Nous pouvons recevoir d'elle une plus grande quantité de chanvre, de lin, de suif et d'autres produits en échange. La Russie reçoit libéralement nos inventeurs, nos ingénieurs et nos machinistes; mais des aventuriers abusent trop souvent, par leurs pratiques frauduleuses, de ses généreux encouragements. Vous verrez s'il y a un moyen de corriger ce mal; j'en verrais un dans l'échange réciproque et libre de journaux et de revues scientifiques. Un Russe qui aborde à New-York peut traverser tout le continent ouest sans exhiber de passe-port; pourquoi la Russie n'étendrait-elle pas à nous la même hospitalité? et pourquoi l'Américain qui débarque à Revel ne pourrait-il pas traverser de la même manière le continent vers l'est. A l'étranger, l'Américain n'est pas plus propagandiste que le Russe, et avec la politique poursuivie par le présent règne, la Russie n'a rien à craindre des influences américaines.

« Par un autre document joint à celui-ci, votre attention est spécialement dirigée sur les changements introduits dans le code du droit international maritime par le congrès de Paris, dont la Russie faisait partie. »

Dans la suite de sa dépêche, M. Seward fait l'exposé des causes qui ont amené les troubles actuels des États-Unis. Il place au premier

rang le conflit au sujet de l'extension de l'esclavage qui existait entre les États à esclaves et les États libres. Des concessions de tous genres, politiques, judiciaires, territoriales, ont été faites aux États à esclaves et au parti esclavagiste, qui menaçaient de se séparer de l'Union dès qu'on cesserait de leur faire des concessions qui étaient, au fond, contraires aux idées populaires sur le droit et les devoirs du patriotisme. La dernière élection a fourni à ce parti l'occasion d'en appeler à l'épée du verdict de la population. L'objet de la révolution est de créer un État fondé sur le principe que l'esclavage des noirs est nécessaire, juste, sage, bienfaisant, et qu'il doit être étendu sur la partie centrale du continent américain, ainsi que sur les îles, à tout prix et quels que soient les sacrifices imposés par ce but au bien-être et au bonheur de l'humanité. Rien ne justifie les efforts des rebelles. « Tous les intérêts esclavagistes existants sont protégés maintenant comme précédemment par la constitution fédérale et par celle des États d'une manière suffisante pour empêcher la destruction ou la molestation de l'institution de l'esclavage, là où il existe, au moyen d'une intervention fédérale ou étrangère, sans le consentement des parties intéressées. La politique qui cherche à renforcer et à étendre l'esclavage dans des pays où il n'existe pas est dommageable, vicieuse et éminemment dangereuse pour notre pays et pour l'humanité. » Le peuple de l'Union n'a d'abord pu croire à la tentative sérieuse d'une révolution si peu nécessaire et si peu naturelle ; il s'est laissé un moment séduire par les appels de médiateurs qui prétendaient empêcher la dissension et prévenir la guerre civile. Le gouvernement même a été, pendant un temps, démoralisé par la présence de conspirateurs dans tous les départements du service public, dans le congrès, dans l'armée et dans la marine. Dès qu'il a été évident que la modération du gouvernement ne servait qu'à encourager les conspirateurs, la loyauté du peuple s'est réveillée, et le gouvernement, soutenu par l'enthousiasme populaire, emploie tous les moyens énergiques pour venir à bout de la révolution, et celle-ci sera promptement abattue. La réussite de la révolution aurait pour première conséquence la division de la grande République en deux parties hostiles, et plus tard en une multitude de petits États en proie aux jalousies locales, aux horreurs de la guerre civile, et hostiles les uns aux autres. Le terme de ces troubles serait inévitablement le despotisme militaire. L'équilibre maintenu par les États-Unis contre le système politique européen serait rompu, et les guerres pour la domination dans cette partie de l'Amérique recommenceraient comme au dix-huitième siècle.

M. Appleton à M. Seward.

(Extrait.) Legation des États-Unis, Saint-Petersbourg, 8/20 avril 1861.

J'ai remis au prince Gortschakoff une copie de l'adresse d'inauguration du président Lincoln, et lui ai lu des parties des dépêches qui m'ont semblé les plus importantes, particulièrement celles qui appelaient son attention sur le fait que la légalité du gouvernement actuel est hors de question, et que le président a pleine confiance dans un prompt rétablissement de l'Union. J'exprimai l'espérance que notre gouvernement recevrait, dans cette crise, une nouvelle manifestation des dispositions amicales qui ont constamment marqué les relations entre les États-Unis et la Russie. Le prince Gortschakoff m'a répondu que la question de la reconnaissance des États confédérés n'avait pas encore été soulevée devant l'empereur, et qu'il ne pensait pas qu'elle le fût pour le moment. « Je puis vous assurer, a-t-il dit, que Sa Majesté n'a point oublié les relations amicales qui ont subsisté si longtemps entre les deux pays, et qu'elle désire sincèrement l'harmonie et la prospérité de l'Union. Elle est, a-t-il ajouté, le seul contre-poids commercial sur le globe contre la Grande-Bretagne, et la Russie, par conséquent, ne fera rien pour diminuer sa puissance et sa juste influence. » Seulement il avait la franchise de dire que tant que les choses continueraient à aller comme maintenant, le commerce entre les États confédérés et la Russie ne serait pas interrompu. Comme il n'y a pas de blocus des ports du Sud, les informalités dans les papiers de bord venant de ces ports-là ne seraient pas relevées. Telle était, dit-il, la marche déterminée par l'Angleterre et la France, et suivie aussi, pensait-il, par notre propre gouvernement. Je lui répondis que je n'avais pas d'instructions spéciales sur ce point, et que j'ignorais quel était le mode de vivre admis à ce sujet par les autres nations. Il me semblait d'ailleurs que des vaisseaux américains devaient porter pavillon américain et être munis de papiers de bord américains, et, que s'il en était autrement, si le caractère américain était toujours plus répudié, je ne comprenais pas comment on pourrait les reconnaître pour des navires américains. Le prince Gortschakoff me dit que cette voie présentait certainement quelques difficultés, mais qu'il valait mieux passer là-dessus et recevoir les navires pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire comme appartenant aux États-Unis, mais comme n'étant pas pourvus, à cause des troubles actuels, des preuves usuelles de nationalité. Je dis là-dessus que ces navires nieraient d'appartenir aux États-Unis. Il me répondit que cela ne changeait rien au fait ; ces navires viennent de ports des États-Unis, et la séparation des États confédérés n'est pas reconnue. Cette politique n'impliquait point une reconnaissance

de nationalité et n'était qu'une concession faite pour venir en aide au commerce. Je répondis que mon seul intérêt était d'empêcher cette reconnaissance; que nous demandions à terminer les questions pendantes dans l'Union à notre manière, et que, dans nos efforts pour rétablir l'unité et l'harmonie, nous pensions avoir le droit de compter sur l'aide amicale et la coopération d'autres nations. Le prince Gortschakoff me dit là-dessus qu'aucune nation ne verrait ce rétablissement avec plus de satisfaction que la Russie.

Telle a été en substance notre conversation, et je n'ai pas besoin d'y ajouter de commentaires. Évidemment, la Russie ne décidera pas la question de la reconnaissance jusqu'à ce que cette décision ait été prise par la France, et alors ce sera pour elle une question d'une solution aisée. En même temps, la Russie exprime l'espérance, et je crois vraiment qu'elle l'entretient réellement, que nos difficultés seront amicalement arrangées et l'Union rétablie dans son ancienne puissance et harmonie. Dans la politique commerciale adoptée par la Russie, à l'égard des ports du Sud, elle a évidemment suivi l'exemple de la Grande-Bretagne et de la France. Je dois ajouter que le prince Gortschakoff m'a lu des extraits de plusieurs lettres de M. Stoekl, ministre russe à Washington, qui indiquent que les représentants des trois puissances sont parfaitement d'accord à ce sujet. Dans ces circonstances, après avoir fait à cette politique les objections qui me sont venues à l'esprit, je me suis contenté de l'assurance du prince Gortschakoff, que cette politique n'impliquait en aucune façon une reconnaissance de nationalité.

Conformément aux intentions exprimées par le prince Gortschakoff dans la dépêche qui précède, le gouvernement russe prescrit au commencement de juin les mesures indiquées dans les ordres suivants :

Au commandant en chef du port de Cronstadt.

S. A. I. l'amiral général, prévoyant la possibilité que des vaisseaux appartenant à des États sécessionnistes de l'Union américaine arrivent dans nos ports durant la présente navigation, m'a ordonné d'informer Votre Excellence, pour votre gouverne, que, selon l'opinion du ministre des affaires étrangères, le pavillon des vaisseaux de guerre appartenant à ces États ne doit pas recevoir de salut.

Cette manière de faire ne doit pas être un obstacle pour le commerce, et on doit appliquer aux vaisseaux marchands des États séparés les mêmes règles qu'aux vaisseaux marchands italiens, naviguant sous pavillon italien; c'est-à-dire qu'on devra s'en tenir à leur égard

au traité actuellement en force (traité de commerce entre la Russie et l'Amérique, 6-10 décembre 1832), si les équipages de navires appartenant aux États séparés ne veulent pas reconnaître l'autorité des consuls nommés par le gouvernement de Washington, alors, en cas de contestation, ces vaisseaux devront, par décision de nos autorités locales, recevoir le même traitement que des étrangers dont les gouvernements ne sont pas représentés dans l'empire.

LE MAJOR GÉNÉRAL GREIG,

Directeur de la chancellerie du ministère de la marine.

**Circulaire adressée aux douanes des mers Blanche, Noire,
d'Azoff et de la Baltique.**

Par ordre du ministre des finances, le département du commerce extérieur prescrit :

Dans le cas de l'arrivée dans nos ports de navires marchands appartenant aux États du Sud de l'Union américaine, et ne reconnaissant pas l'autorité du gouvernement des États-Unis d'Amérique, lesdits navires devront être traités et reçus comme jusqu'ici, conformément au traité de 1832, lors même que leurs papiers de bord ne seraient pas en ordre, ce qui peut avoir lieu en conséquence de la condition politique actuelle des États-Unis d'Amérique.

Signé, *lieutenant général* PASHKOFF,

Directeur du département du commerce extérieur.

M. Clay à M. Seward.

Saint-Pétersbourg, 21 juillet 1861.

Le 14 juillet, j'ai été reçu par l'empereur. Après le discours d'usage, je lui dis que j'avais l'ordre de mon gouvernement de lui dire que le président des États-Unis et le peuple américain suivaient avec une admiration et une sympathie profondes les réformes qu'il avait entreprises dans son empire, lesquelles, abstraction faite de toute vue philanthropique, ajouteraient plus, par la création d'une classe moyenne, à la puissance matérielle du pays, que la consolidation et l'extension qui lui avaient été données par Pierre le Grand, et que le succès de son entreprise le placerait dans l'estime des nations occidentales au-dessus de ce grand prince. Cette dernière remarque eut l'air de faire plaisir à l'empereur, parce qu'il vit qu'elle était de notre part une appréciation réelle de sa grande entreprise, et non pas un compliment

insignifiant. Après avoir répondu à la première partie de mon discours, il termina en disant qu'il espérait d'autant plus dans la perpétuité de l'amitié existant entre les deux nations, qu'à tous les anciens liens venait s'en ajouter maintenant un nouveau, nous attachant les uns aux autres, par une commune sympathie pour la cause commune de l'émancipation. L'empereur me demanda si l'Angleterre intervenait dans nos troubles; je lui répondis que nous n'en avions nul souci; que son intervention ne ferait que nous unir davantage; que nous ne combattons le Sud qu'à contre-cœur, vu notre parenté et notre histoire commune, mais que la marche suivie par l'Angleterre avait excité nos susceptibilités, et fait naître des sentiments peu aimables à son égard. L'empereur parut partager ma défiance contre John Bull.

Par dépêche du 3 août, M. Clay rend compte à M. Seward d'une conférence avec le prince Gortschakoff, au sujet de l'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856. Le prince Gortschakoff accueillit dans un esprit amical la demande des États-Unis. Il s'exprima aussi favorablement sur l'amendement Marcy, mais il dit que comme nous ne pourrions l'imposer sans l'accession des grandes puissances, il fallait le soumettre à celles-ci.

M. Seward à M. Clay.

(Extrait.)

Washington, 3 septembre 1861.

J'ai été parfaitement bien informé que nos relations avec la Grande-Bretagne et la France, dans cette crise de nos difficultés domestiques, sont accompagnées de complications et de dangers qui surpassent tout à fait tout ce que nous pouvons rencontrer en ce genre, dans nos relations avec la Russie et les autres puissances du Nord. Nous espérons et nous attendons que nous serons toujours en relations de bonne amitié avec ces puissances, et nous négocierons très-volontiers avec elles, et surtout avec la Russie, sur la base de la déclaration du congrès de Paris, soit en y ajoutant, soit en laissant de côté l'amendement Marcy, bien que nos préférences soient pour son adjonction. Des propositions semblables ont été faites à la Grande-Bretagne et à la France, mais ces gouvernements ne les ont pas encore acceptées. Si le gouvernement impérial préfère attendre des résultats décisifs, vous n'insisterez pas sur ce sujet.

NOTE. — Les négociations relatives à l'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril n'ont pas été poussées plus loin à cette époque.

Dépêche du prince Gortschakoff à M. Stoekl, représentant de la Russie à Washington, conseillant un arrangement pacifique. 10 juillet 1861.

Voir *Archives* (1861), tome IV, page 145.

Réponse de M. Seward à la note du 16 juillet, remerciant l'Empereur de ses sentiments bienveillants. 7 septembre 1861.

Voir *Archives* (1861), tome IV, page 147.

FIN DU PREMIER VOLUME DE LA DEUXIÈME ANNÉE.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA SECONDE ANNÉE.

(1862)

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	447
b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	447

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	463
d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.....	464

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	1861	Pages.
Juillet.... 10. Italie, Turquie. Traité de commerce entre l'Italie et la Turquie, signé à Constantinople, le 10 juillet 1861.....		7
Août.... 12. Espagne, Venezuela. Convention pour renouveler les relations interrompues entre l'Espagne et la république de Venezuela, signée à Santander, le 12 août 1861, et ratifiée à Madrid, le 16 novembre.....		4
Octobre.. 10. Belgique, Turquie. Traité de commerce entre la Belgique et la Turquie, signé à Constantinople, le 10 octobre 1861.....		7
Octobre.. 31. Espagne, France, Grande-Bretagne. Convention relative à l'expédition du Mexique.....		290

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMOIRES, ETC., ETC.

	1854.	
Décembre. 4. États-Unis. Extrait du message du président Pierce, relatif au droit maritime.....		141

	1856.	Pages.
Juillet... 28.	États-Unis. Note de M. Marcy, secrétaire d'État au comte de Sartiges, ministre de France à Washington, en réponse à la communication de la déclaration du 16 avril 1856, précédée de ladite déclaration et des protocoles y relatifs du congrès de Paris.....	148 et 143
Décembre. 2.	États-Unis. Extrait du message du président Pierce sur les négociations concernant le droit maritime.....	158
	1858.	
Avril... 1.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre du comte Elgin au premier ministre à Pékin, refusant de considérer comme une réponse conforme aux traités la communication du gouverneur général des deux Kiangs et du gouverneur du Kian-si et annonçant son départ pour le Nord.....	307
— 8.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin à l'amiral Seymour, lui ordonnant de partir pour le Pei-ho avec les forces maritimes.....	308
— 24.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin au premier ministre, l'avisant de son arrivée à l'embouchure de Pei-ho.....	308
— 26.	Chine, Grande-Bretagne. Lettre des commissaires impériaux Tsung et Wu, à lord Elgin, l'avisant que la demande d'être reçu à Pékin a été transmise au gouverneur général du Chih-li.....	309
— 30.	Chine, Grande-Bretagne. Lettre du commissaire Tau à lord Elgin, l'avisant qu'il est prêt à entrer en négociations avec lui, conjointement avec ses collègues.....	310
— 30.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, lui demandant si ses pouvoirs sont suffisants pour résoudre les questions pendantes.....	310
— 30.	Chine, Grande-Bretagne. Réponse du commissaire Tau, éluant de se prononcer sur l'étendue de ses pouvoirs.....	311
Mai..... 1.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, refusant d'entrer en négociations avec lui.....	311
— 6.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, lui envoyant copie des pleins pouvoirs conférés aux commissaires chinois en 1842.....	311
— 10.	Chine, Grande-Bretagne. Lettre des commissaires Tau, Tsung et Wu à lord Elgin, soutenant que leurs pouvoirs sont suffisants.....	312
— 17.	Russie, Chine. Lettre du comte Poutiatine à lord Elgin, l'avisant du refus de l'empereur de recevoir les envoyés européens à Pékin.....	314
— 18.	Grande-Bretagne, Chine. Compte rendu par l'amiral Seymour de la conférence tenue à bord de <i>l'Audacieuse</i> , entre lord Elgin et le baron Gros, au sujet de l'attaque des forts.....	314
— 20.	Grande-Bretagne, Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, le sommant de livrer les forts.....	314
— 24.	Chine, Grande-Bretagne. Lettre des trois commissaires à lord Elgin, l'avisant qu'ils se rendent à Pékin pour obtenir des instructions ultérieures.....	315
— 29.	Chine, Grande-Bretagne. Communication des commissaires annonçant la nomination de Kiveiliang et Hwashana comme négociateurs.....	316
— 31.	Grande-Bretagne, Chine. Communication de lord Elgin au premier ministre, l'avisant de son arrivée à Tien-Tsin.....	316
Juin..... 4.	Chine, Grande-Bretagne. Cartes de visite des commissaires Kiveiliang et Hawashana, suivies du texte des pouvoirs à eux conférés.....	316

	1858.	Pages.
Juin.....	6. Grande-Bretagne, Chine. Conférence entre M. Lay et les secrétaires des commissaires chinois.....	317
	1859.	
Déc..7,14,21.	République de l'Equateur. Lettres du Président au Ministre de France à Quito, au sujet d'un protectorat français sur la république.....	58
	1861.	
Février...	16. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, lui disant que le retour d'un pouvoir unique et chrétien paraît encore au gouvernement français la combinaison la plus capable de satisfaire aux conditions d'une bonne administration dans le Levant.....	219
—	28. États-Unis. Circulaire de M. Black, secrétaire d'État de M. Buchanan, à tous les ministres des États-Unis à l'étranger, les avisant de la séparation de plusieurs États et les engageant à s'opposer à la reconnaissance des États confédérés par les puissances.	325
Mars... ..	1. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, pour insister sur l'unité, dans la réorganisation de la Montagne, d'un pouvoir unique qui serait la sauvegarde des chrétiens de toutes les communions.....	220
—	9. États-Unis. Circulaire de M. Seward, secrétaire d'État de M. Lincoln, aux ministres des États-Unis à l'étranger, confirmant celle de M. Black.....	327
—	18. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny, ministre de France à Mexico à M. Thouvenel, au sujet des assassinats qui jettent la consternation dans la population de Mexico et de la république.	279
—	22. États-Unis. Dépêche de M. Dallas, ministre des États-Unis à Londres, à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec lord John Russell, de laquelle il résulte qu'aucune démarche n'a été encore faite par les États confédérés auprès du gouvernement britannique.....	369
—	26. France. Dépêche circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, sur l'urgence d'une entente entre les puissances pour l'organisation définitive du Liban.....	220
—	28. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel pour lui annoncer qu'il est convenu avec M. Zarco de faire procéder au commencement de la liquidation.....	280
Avril.....	2. France. Dépêche circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, au sujet de la nouvelle résolution des délégués, qui, à un projet rédigé en vue de l'institution du pouvoir unique, ont substitué un nouveau projet basé sur une division de l'autorité en trois caïmacamies, dont les résultats, dans l'opinion du gouvernement français, seraient désastreux aussi bien pour les Druses que pour les Maronites.....	222
—	4. France. Dépêche de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, pour leur communiquer le projet définitif arrêté par les commissaires des puissances, à Beyrouth, et insistant sur les causes de division entre les populations chrétiennes que produirait la création des trois caïmacamies sans la désagrégation.....	228
—	6. États-Unis. Instructions de M. Seward à M. Corwin, ministre des États-Unis à Mexico.....	424
—	9. États-Unis. Dépêche de M. Dallas, ministre des États-Unis à Londres, à M. Seward, renfermant des assurances vaguement favorables à l'Union, de la part de lord John Russell.....	369

	1861.	Pages.
Avril.....	10. États-Unis. Instructions de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres.....	368
—	15. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, au sujet de l'abandon par la Russie de l'idée de l'établissement d'une calmacie grecque, et lui annonçant que le cabinet de Vienne se prononce pour l'unité du pouvoir sous un chef dans tous les cas chrétien, et, s'il est possible, indigène.....	230
—	22. États-Unis. Instructions de M. Seward à M. Dayton, ministre à Paris.....	330
—	24. États-Unis. Projet de convention relatif aux droits respectifs des neutres et des belligérants, à conclure entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, annexé à la note-circulaire du 24 avril 1861.....	327
—	27. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, exprimant son mécontentement sur les dispositions du gouvernement britannique.....	370
—	27. États-Unis. Instructions de M. Seward à M. Schurz, ministre à Madrid.....	428
—	28. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui disant que la situation ne s'améliore pas, qu'une nouvelle révolution est imminente et qu'il serait urgent d'avoir sur les côtes une force maritime suffisante pour pourvoir à la protection des intérêts de la France.....	281
Mai.....	1. Turquie. Dépêche du ministre des affaires étrangères de Turquie à l'ambassadeur du sultan à Paris, indiquant à quelles conditions la Porte consent à l'union réelle des Principautés, et annonçant que la Porte acceptera les conférences entre les puissances à ce sujet.....	251
—	1. France. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Berlin, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg, pour approuver la détermination du gouvernement ottoman de proposer aux cabinets garants de la convention du 19 août 1858, de consentir à ce que, pour la vie du prince Couza, il n'y ait qu'une assemblée et un seul ministère pour les deux principautés.....	251
—	2. États-Unis. Dépêche de M. Dallas à M. Seward, annonçant l'entente entre Londres et Paris, au sujet des troubles des États-Unis.....	370
—	6. États-Unis. Instructions de M. Seward à M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg.....	439
—	11. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, ministre de France à Washington, au sujet des garanties considérées comme acquises à tous les neutres en temps de guerre, et disant que le gouvernement français ne peut considérer les deux parties contendantes, que comme deux belligérants agissant conformément aux principes du droit des gens.....	266
—	13. France. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, indiquant la marche qui lui paraît de nature à réunir l'adhésion des cabinets à l'union des Principautés.....	253
—	16. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui dire que dans la cas où des circonstances se produiraient, où l'intervention de l'Empereur parût propre à amener un rapprochement entre les parties, Sa Majesté se porterait avec empressement à contribuer au raffermissement et au maintien de l'Union.....	270
—	17. États-Unis. Lettre de M. Adams à M. Seward, annonçant son arrivée à Londres.....	371
—	18. Grande-Bretagne. Instructions envoyées par lord John Russell à lord Lyons, à Washington, pour négocier une entente entre	

1861.

Pages.

	les États-Unis et la Grande-Bretagne, sur divers point du droit maritime.....	412
Mai.....	21. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, contenant des instructions au sujet de la conduite à observer en suite de l'entente entre Londres et Paris.....	371
—	22. France. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette, ambassadeur de France à Constantinople, à M. Thouvenel, pour lui rendre compte d'une réunion préparatoire, tenue au palais de France, au sujet d'un pouvoir unique et chrétien dans le Liban, et dans laquelle l'Angleterre et la Russie se sont prononcées contre l'indigénat, l'internonce pour, et la Prusse s'est abstenue faute d'instructions positives.....	231
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rendant compte de ses premières entrevues avec M. Thouvenel.....	340
—	25. France. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, lui annonçant que la Prusse ne s'oppose pas à l'indigénat, mais subordonne son assentiment à l'opinion définitive de la Porte.....	231
—	26. France. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, lui faisant part de l'invitation faite par la Russie au prince Labanoff de se prononcer pour l'indigénat du chef du Liban.....	231
—	28. France. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour proposer une rédaction nouvelle.....	232
—	28. France. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, pour lui dire de n'abandonner l'indigénat qu'à la dernière extrémité.....	232
—	28. Espagne. Note de M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	202
—	28. Autriche. Note du prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Autriche pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome.....	204
—	29. États-Unis. Dépêche de M. Corwin à M. Seward, demandant que tous les consuls des États-Unis soient à leur poste dans les ports du Mexique, avec des instructions détaillées.....	427
—	30. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, à propos d'une conversation de M. Sanford avec M. Thouvenel, au sujet de l'attitude de la France.....	344
—	30. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rendant compte de l'ouverture des négociations au sujet de l'accession des États-Unis à la déclaration de Paris.....	343
—	31. France. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour lui faire part d'une rédaction nouvelle proposée par la Prusse, qui n'impose ni n'exclut l'indigénat.....	232
Juin.....	1. Russie. Prescriptions de l'amirauté et du ministère du commerce russes, relatives au mode de vivre à adopter à l'égard des navires des États rebelles des États-Unis de l'Amérique du Nord.....	443
—	1. France. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, l'autorisant à se rallier à la rédaction du ministre de Prusse.....	233
—	2. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, exposant les motifs de défiance des États-Unis envers l'Angleterre.....	375
—	4. France. Dépêche de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour lui rendre compte des discussions qui ont eu lieu dans la réunion du 31 mai chez Aali-pacha.....	233
—	6. France. Réponse de M. Thouvenel aux notes des cours de Vienne et de Madrid du 18 mai, développant la pensée différente de la	

	1861.	Pages.
	France vis-à-vis de l'Italie, de celle des deux puissances, et donnant l'assurance que le gouvernement impérial n'adhérera à aucune combinaison en désaccord avec l'indépendance du saint-siège et l'objet de la présence des troupes françaises à Rome.....	206
Juin.....	6. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de l'inopportunité de l'accession des États-Unis à la déclaration maritime du Congrès de Paris.....	346
—	7. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, rappelant un message télégraphique du 31 mai, et lui exprimant la conviction qu'en se refusant à confier l'administration de la Montagne à un chef indigène, la Porte est tombée dans une erreur qu'elle ne tardera pas à reconnaître.....	241
—	7. États-Unis. Lettre de M. Adams à M. Seward, annonçant un changement favorable aux États-Unis dans l'opinion publique anglaise.....	377
—	8. États-Unis. Note de M. Seward à lord Lyons, au sujet de la prise le <i>Winfred</i> , réclamée par lord Lyons comme ayant en partie une cargaison anglaise, le renvoyant au jugement de la cour des prises.....	377
—	8. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, résumant la marche des négociations suivies avec la Grande-Bretagne, et exprimant sa satisfaction de l'amélioration des rapports, en réservant toutefois les explications demandées au sujet de la proclamation de neutralité.....	378
—	8. États-Unis. Lettre d'envoi de M. Seward à M. Adams d'une note remise par lui, le même jour, à lord Lyons, au sujet du <i>Winfred</i>	377
—	8. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, confirmant celle du 30 mai du même.....	347
—	8. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Gramont, ambassadeur de France à Rome, en lui envoyant copie des dépêches de M. Mon et du prince de Metternich, ainsi que de sa réponse.....	201
—	8 et 9. France. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, envoyant les principes de l'arrangement accepté, suivie du règlement relatif à la réorganisation du Liban et protocole de la séance du 9 juin 1861.....	242
—	10. France. Déclaration de neutralité de la France dans la guerre entre les États-Unis et les États confédérés.....	271
—	11. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Gorsse, consul de France à Cagliari, pour l'inviter à saisir toutes les occasions de démentir le bruit de la cession de l'île de Sardaigne à la France.....	189
—	12. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de la déclaration de neutralité de la France.....	347
—	12. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rendant compte d'un entretien avec M. Guzman, ministre des relations extérieures.....	281
—	13. États-Unis. Dépêche de M. Perry, représentant des États-Unis à Madrid, à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec M. Calderon Collantes, et de ses assurances favorables à l'Union.....	430
—	15. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Rayneval, chargé des affaires de France à Turin, lui annonçant que la France reconnaît Victor-Emmanuel comme roi d'Italie, et déterminant la portée de cet acte.....	183
—	17. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, rendant compte de l'accueil fait aux dépêches anglo-françaises spécifiant l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard des États-Unis.....	348

1861.

Pages.

Juin.....	18. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui expliquer la portée de la déclaration de neutralité de la France.....	272
—	18. France. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, pour faire connaître les motifs et la portée de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	185
—	19. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, rendant compte de l'accueil fait aux dépêches anglo-françaises, spécifiant l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard des États-Unis.....	382
—	19. États-Unis. Dépêche de M. Perry, représentant des États-Unis à Madrid, à M. Seward, accompagnant le décret de neutralité de l'Espagne.....	433
—	20. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, lui rendant compte de l'entrevue qu'il a eue, à titre privé, avec M. Rost, délégué des États fédérés.....	272
—	21. Italie. Dépêche du baron Ricasoli au comte Gropello, chargé des affaires d'Italie à Paris, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 15 juin, exprimant l'espoir d'une solution prochaine de la question romaine.....	187
—	21. États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, au sujet des dispositions favorables des Anglais pour les États-Unis.....	386
—	22. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, lui rapportant la réponse de M. Thouvenel aux propositions d'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856, en y joignant l'amendement Marcy, d'après laquelle les États-Unis devraient s'adresser à toutes les puissances parties au traité pour voir leur proposition prise en considération.....	355
—	22. France. Dépêche de M. le duc de Gramont, ambassadeur de France à Rome, annonçant que la nouvelle de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France a été appréciée au Vatican par un grand esprit de modération et de justice, et que le cardinal Antonelli lui a paru médiocrement satisfait de l'incertitude de la rédaction des notes de l'Autriche et de l'Espagne et des propositions vagues qui s'y trouvaient formulées.....	209
—	26. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Rayneval, à Turin, lui envoyant copie d'une dépêche adressée au consul de France à Cagliari, au sujet des bruits relatifs à la cession de l'île de Sardaigne à la France.....	189
—	28. États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, au sujet du départ du <i>Great Eastern</i> et du blocus des ports de la Nouvelle-Grenade.....	387
—	29. États-Unis. Dépêche de M. Corwin à M. Seward, l'assurant des bonnes dispositions du Mexique à l'égard des États-Unis.....	428
—	29. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui dire que les exactions et confiscations sont à l'ordre du jour, que les étrangers ne sont respectés ni dans leurs personnes, ni dans leurs propriétés, et demandant des instructions et des moyens nécessaires pour faire respecter quoi qu'il arrive les intérêts et l'honneur de la France.....	282
Juillet....	1. France. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur, pour leur faire connaître comment le gouvernement de l'Empereur apprécie l'acte constitutif de l'administration du Liban signé à Constantinople le 9 juin.....	248
—	1. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'équipement des corsaires au Canada.....	387
—	4. France. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, annonçant que le gouverne-	

	1861.	Pages.
	ment de l'Empereur a résolu de rendre publique sa détermination de reconnaître le royaume d'Italie, et se félicitant des appréciations dont cette mesure a été l'objet à l'étranger, comme étant favorable à la conservation de la paix.....	190
Juillet. . .	5. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui annonçant que le gouvernement mexicain, au mépris de tous ses engagements, refuse de lui remettre les fonds volés à la convention française.....	283
—	6. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Rome, au sujet de l'attitude prise par quelques prélats placés à la tête du clergé français, et notamment de l'évêque de Poitiers, et lui annonçant que des attaques aussi injustes sont d'une nature trop sérieuse pour qu'il ne soit pas du devoir du gouvernement français d'y mettre un terme.....	210
—	6. États-Unis. Réponse de M. Seward à M. Dayton à sa dépêche du 22 juin, maintenant les instructions du 24 avril quant à l'accession pure et simple.....	355
—	11. États-Unis. Note de M. Adams à lord Russell, offrant d'ouvrir les négociations relativement à l'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856.....	389
—	13. France. Dépêche de M. le marquis de Cadore à M. Thouvenel en réponse à sa dépêche du 6 juillet, et lui rapportant que sur la lecture qu'il en a faite au cardinal Antonelli, Son Éminence, tout en paraissant se refuser à croire que les intentions de l'évêque de Poitiers fussent telles que le supposait le gouvernement français, ne contestait pas le danger qu'il y avait, dans les circonstances actuelles, de prêter des armes à la malveillance et à la calomnie.....	211
—	13. Grande-Bretagne. Note de lord Russell à M. Adams, l'avisant qu'il attend communication de son projet de convention relatif à l'acceptation des quatre points de droit maritime.....	390
—	15. États-Unis. Note de M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne à Washington, au sujet de l'admission du <i>Sumter</i> et de ses prises dans le port de Cienfuegos (de l'île de Cuba).....	433
—	17. Espagne. Circulaire du consul d'Espagne à Faro aux vice-consuls espagnols en Portugal, annonçant que le gouvernement espagnol les autorise à recevoir les Archives et autres effets consulaires des ci-devant consuls napolitains en Portugal.....	113
—	18. Grande-Bretagne. Note de lord Russell à M. Adams, se déclarant prêt à signer la convention proposée le 13, à la condition qu'elle soit signée simultanément par la France.....	390
—	21. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de la fermeture des ports au pouvoir des insurgés, et maintenant le droit des États-Unis à cet égard.....	391
—	21. États-Unis. Dépêche de M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, rendant compte de sa réception par l'Empereur.....	444
—	22. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Rayneval, à Turin, sur l'urgence d'aviser le gouvernement italien aux moyens propres à dégager sa responsabilité des accusations dont il serait l'objet au sujet des mesures de rigueur attribuées aux commandants des troupes italiennes dans les provinces méridionales....	191
—	25. France. Dépêche de M. le comte de Rayneval à M. Thouvenel pour lui annoncer que le baron Ricasoli lui a déclaré que le gouvernement italien punira rigoureusement les excès aussi inutiles que barbares que l'on raconte, dans le cas où ils auraient réellement lieu.....	191

1861.

Pages.

Juillet ...	25.	États-Unis. Lettre de M. Dayton à M. Adams, au sujet des négociations avec la France, complétant sa dépêche du 22 juin à M. Seward.....	359
—	26.	États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec M. Dayton pour marcher d'accord avec lui dans la négociation sur les quatre points de droit maritime.....	397
—	27.	France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui annoncer le vote par le congrès d'une loi prononçant la suspension pendant deux ans du paiement des conventions étrangères et que, de concert avec le ministre de la Grande-Bretagne, il a rompu ses relations avec le gouvernement mexicain.....	283
—	29.	États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, approuvant la proposition de celui-ci de faire un appel direct au gouvernement britannique pour liquider les questions en litige.....	397
—	29.	États-Unis. Note de M. Adams à lord John Russell, le priant de confirmer le refus de la Grande-Bretagne d'accepter l'amendement Marcy.....	398
—	30.	États-Unis. Lettre de M. Seward à M. Dayton, lui annonçant la défaite du Manassas.....	359
—	31.	Grande-Bretagne. Note de lord Russell à M. Adams, en réponse à la note du 29, confirmant le refus d'accéder à l'amendement Marcy et se déclarant disposé à négocier sur les quatre points de droit maritime purement et simplement, avec la réserve que l'arrangement n'aura d'effet que pour l'avenir.....	400
Août....	2.	États-Unis. Note de M. Dayton à M. Thouvenel, offrant l'accession pure et simple des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856..	360
—	3.	États-Unis. Dépêche de M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, rendant compte de l'accueil fait par le prince Gortschakoff à l'offre des États-Unis d'accéder à la déclaration du 16 avril 1856, avec l'adjonction de l'amendement Marcy.....	445
—	4.	France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rapportant les manœuvres mises en jeu pour effrayer les Français résidant à Mexico.....	284
—	6.	États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, approuvant sa correspondance avec lord Russell, du 11 au 18 juillet.....	401
—	8.	Italie. Réponse du vice-consul italien à Tavira, à la lettre en date du 8 juillet du comte Bobone, consul d'Italie à Lisbonne, relative à la remise des Archives napolitaines, contenant la copie d'une Circulaire adressée par le consul espagnol de Faro aux vice-consuls de l'Espagne en Portugal.....	113
—	9.	Espagne. Note de M. Tassara, ministre d'Espagne, à M. Seward, en réponse à sa note du 15 juillet, annonçant que les prises du <i>Sumter</i> ont été relâchées par les autorités espagnoles.....	434
—	13.	Italie. Dépêche du comte Della Minerva, chargé d'affaires d'Italie à Lisbonne, au baron Ricasoli, l'informant des ordres donnés par lui, à la suite de la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal, au consul d'Italie, d'écrire aux vice-consuls pour se faire remettre les Archives des vice-consulats de l'ex-royaume des Deux-Siciles, et avisant de la réponse du vice-consul de Tavira.....	112
—	13.	États confédérés d'Amérique. Résolution concernant certains points de droit maritime.....	68
—	16.	États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, l'avisant qu'il n'a pas traité la question du blocus avec lord Russell, afin de laisser le gouvernement libre d'agir à cet égard comme pour une question ouverte.....	401

	1861.	Pages.
Août.....	17. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le priant de demander des explications au sujet de la réserve contenue dans la note de lord Russell du 31 juillet, et s'opposant d'avance à toute adjonction à la convention.....	401
—	17. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le chargeant de demander le rappel du consul anglais de Charleston.....	405
—	17. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'arrestation d'un émissaire des rebelles chargé de dépêches pour lord John Russell et muni d'un passe-port du consul anglais de Charleston, donnant à M. Adams l'ordre de remettre à lord Russell les dépêches saisies.....	405
—	17. Italie. Note du baron Tecco, chargé d'affaires italien à Madrid, à M. Calderon Collantès, déclarant que la mesure relative aux consulats napolitains constituerait une double violation du droit des gens, qu'elle ne peut être que le résultat d'une intrigue que le Ministre des Affaires Étrangères prendra sans doute les dispositions les plus promptes pour déjouer.....	114
—	19. Italie. Dépêche du baron Tecco, chargé d'affaires d'Italie à Madrid, au baron Ricasoli, rendant compte de la démarche qu'il a faite auprès du président du conseil, qui a déclaré ne pas avoir connaissance du prétendu ordre expédié par son cabinet à Lisbonne, et annonçant qu'il a informé de cette réponse le directeur de la correspondance politique aux Affaires Étrangères à Madrid, en adressant un Office à M. Calderon Collantès.....	113
—	19. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, exprimant la crainte de voir rompre le blocus.....	361
—	20. France. Note de M. Thouvenel à M. Dayton, lui communiquant la déclaration à joindre à la convention d'accession des États-Unis aux quatre points de droit maritime du congrès de Paris.....	363
—	20. États-Unis. Dépêche de M. Appleton, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, relative à la réception à faire aux navires des États rebelles.....	442
—	22. États-Unis. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, l'avisant de la demande de M. Thouvenel de joindre une déclaration dégageant la France de toute immixtion dans les affaires intérieures des États-Unis, à la convention d'accession aux quatre points du 16 avril 1856.....	361
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, lui communiquant le projet de déclaration à joindre à la convention d'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856.....	405
—	26. États-Unis. Réponse de M. Dayton à la note de M. Thouvenel du 20 août, refusant éventuellement d'accepter la déclaration proposée par M. Thouvenel.....	363
—	27. Chine. Documents relatifs au décès de l'Empereur et à l'avènement de son successeur, publiés par la <i>Gazette de Pékin</i> du 27 août.....	45
	1° Décret au sujet des présents qui doivent être offerts au nouvel Empereur.....	45
	2° Décret relatif au deuil de la Cour impériale.....	45
	3° Décret signé par le dernier empereur Ki-Siang peu de jours avant sa mort.....	46
	4° Manifeste du nouvel Empereur.....	49
—	28. Espagne. Réponse de M. Calderon Collantès au baron Tecco, déclarant que l'ordre relatif aux consulats napolitains a été donné par le gouvernement de la Reine, sur la demande du consul napolitain, que lorsque les relations entre gouvernements cessent, et les représentants respectifs se voient forcés d'abandonner leurs résidences, ils placent les sujets de leurs pays sous la protection	

1861.

Pages.

	de puissances amicales ou neutres, en confiant en même temps les Archives des Légations à leur soin, que de pareils faits n'ont jamais donné lieu à aucune plainte, qu'il ne peut modifier un ordre donné avec l'approbation de sa Souveraine sans une autorisation du gouvernement de la Reine, qui partage d'ailleurs les idées exprimées dans la présente Note.....	115
Août....	28. Grande-Bretagne. Note de lord Russell à M. Adams, exposant les motifs qui l'ont engagé à proposer la déclaration de non-rétroactivité.....	410
—	29. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahault, ambassadeur de France à Londres, rappelant une conversation avec lord Cowley, au sujet des Principautés.....	255
—	31. États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, lui annonçant qu'il a suspendu les négociations relatives à l'adhésion des États-Unis aux quatre points de droit maritime, ne se croyant point autorisé à signer le projet de déclaration proposé.....	406
Septembre	1. Italie. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, combattant les considérations par lesquelles le Ministre des Affaires Étrangères d'Espagne justifie, dans sa note du 28 août, la mesure relative aux consulats napolitains.....	118
—	2. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'état de l'armée fédérale qui s'améliore chaque jour.....	406
—	3. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Clay, exprimant sa satisfaction des relations amicales entre la Russie et les États-Unis, et déclarant qu'il entrera volontiers en négociations au sujet de l'accession aux quatre points maritimes, même sans l'amendement Marcy, que, toutefois, il vaut mieux attendre la décision des deux puissances occidentales avant d'insister.....	445
—	6. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, approuvant sa conduite et lui donnant ordre de quitter Mexico avec le personnel de la légation, si le gouvernement mexicain ne lui donne pas certaines satisfactions.....	284
—	7. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, repoussant le projet de déclaration et rompant les négociations.....	407
—	9. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, lui envoyant copie des instructions adressées à M. Dubois de Saligny.....	286
—	9. France. Note de M. Thouvenel à M. Dayton, développant les motifs qui l'ont engagé à proposer l'adjonction de la déclaration du 20 août.....	366
—	10. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'embarquement fait au port anglais de Nassau de munitions pour les insurgés.....	415
—	10. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet des connivences des autorités anglaises de la Trinité avec les rebelles.....	415
—	10. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, repoussant l'adjonction du 20 août proposée par M. Thouvenel.....	367
—	11. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, se plaignant de l'inefficacité des lois anglaises contre la violation des droits des États-Unis par des bâtiments portant pavillon anglais.....	416
—	13. Espagne. Réponse de M. Calderon Collantès à la note de M. Tecco, chargé d'affaires d'Italie, en date du 1 ^{er} septembre, relative aux Archives des Consulats napolitains.....	121
—	14. États-Unis. Dépêche de M. Adams à M. Seward, rendant compte de la réponse faite par lord Russell à la réclamation du 17 août relative au consul anglais de Charleston.....	416
—	17. Italie. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, pour lui annoncer qu'il a transmis à son Gouvernement le refus du Gouver-	

	1861.	Pages.
	nement espagnol de faire droit à sa réclamation, et répondant, en attendant les instructions ultérieures de son Cabinet, à certaines assertions contenues dans la Note du 13 septembre.....	123
Septembre 18.	États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, ministre des États-Unis à Madrid, au sujet du mode de vivre à adopter à l'égard des navires des États-Unis, venant des ports au pouvoir des insurgés, et demandant des explications sur la conduite des autorités coloniales à l'égard du pavillon des confédérés.....	434
—	19. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahault, proposant une combinaison qui offre l'avantage aux puissances de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les questions qui se présenteraient après la mort du prince Couza.....	258
—	24. Autriche. Adresse de la Diète du royaume triple et un de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, votée par la Diète réunie à Agram.....	8
—	25. France. Dépêche de M. Rotrou, agent consulaire de France à Avezzana, à M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, lui rendant compte de la situation de la partie des Abruzzes qui avoisine la frontière romaine.....	194
—	26. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui donnant l'énumération des attentats commis à Mexico contre des sujets français en 1861.....	287
Octobre..	1. France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, au sujet de l'exagération des journaux en ce qui regarde les provinces napolitaines.....	193
—	4. Grande-Bretagne. Réponse de lord Russell à la réclamation de M. Seward, formulée dans sa dépêche du 10 septembre, contre les autorités coloniales de la Trinité.....	417
—	4. États-Unis. Note circulaire de M. Seward à lord Lyons et aux ministres étrangers à Washington, dénonçant comme illégal le transport de dépêches et de passagers, pris dans les ports bloqués par les vaisseaux de guerre étrangers qui y pénètrent, en dehors de la correspondance officielle.....	420
—	6. Italie. Dépêche du baron Ricasoli au baron Tecco, portant que le Gouvernement italien a seul le pouvoir, en même temps qu'il en a le droit et l'obligation, de protéger les anciens sujets de François II, que son Gouvernement ne saurait consentir à des actes qui blessent directement le droit à lui confié par la nation et l'empêchent dans l'accomplissement de ses devoirs, et que si le Gouvernement espagnol persistait dans sa résolution relativement aux Archives napolitaines, le Cabinet italien prendrait telles résolutions qui lui seraient dictées par le juste sentiment de sa dignité.....	127
—	12. France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, pour lui annoncer que la résidence de l'agent consulaire français à Barletta (Pouilles) a été envahi par les brigands, et que le général s'est empressé, sur sa demande, de porter secours à cet agent.....	196
—	12. Grande-Bretagne. Réponse de lord Lyons à M. Seward, à sa note du 4 octobre, repoussant, comme n'atteignant pas les vaisseaux anglais le reproche de transporter autre chose que la correspondance officielle dans les ports bloqués.....	420
—	14. États-Unis. Note de M. Seward à lord Lyons, lui accordant de faire transporter par des vaisseaux anglais la correspondance officielle des autres puissances.....	421
—	16. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, disant que l'état du pays continue à empirer de jour en jour.....	289
—	16. États-Unis. Memorandum d'une conversation entre M. Schurz et	

1861.

Pages.

	M. Calderon Collantès, au sujet des propositions et réclamations de M. Seward contenues dans sa dépêche du 18 septembre.....	435
Octobre..	17. États-Unis. Note de M. Seward à lord Lyons, l'avisant de la décision prise par l'autorité judiciaire d'interdire à tout bâtiment se trouvant dans un port bloqué de prendre une cargaison après l'établissement du blocus.....	421
—	17. Grande-Bretagne. Réponse de lord Lyons à la note de M. Seward du 14 octobre, et lui en demandant confirmation.....	422
—	18. France. Lettre de M. Thouvenel à M. Dayton, accusant réception de la note de M. Seward du 10 septembre.....	368
—	18. États-Unis. Lettre de M. Seward à lord Lyons, confirmant sa note du 14 octobre.....	422
—	20. États-Unis. Dépêche de M. Schurz à M. Seward, contenant de nouvelles assurances de M. Calderon Collantès au sujet de l'observation stricte de la neutralité dans les ports de Cuba.....	437
—	22. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, en réponse à la lettre du 14 septembre, déclarant indispensable l'interruption de la convention postale quant aux États insurgés.....	417
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le priant d'aviser lord Russell que l'exéquatur a été retiré au consul anglais de Charleston.....	419
—	23. Grande-Bretagne. Note de lord Lyons à M. Seward, demandant des explications sur la saisie de dépêches, adressées par le consul anglais de Richmond au consul anglais de New-York.....	422
—	24. États-Unis. Réponse de M. Seward à la réclamation de lord Lyons du 23 octobre.....	423
—	26. France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, au sujet du brigandage à Cerignola et à Ottajano.....	197
—	28. Grande-Bretagne. Note de lord Lyons à M. Seward, réclamant contre les traitements infligés à des matelots anglais prisonniers au fort Lafayette, et demandant une indemnité.....	423
—	29. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, en réponse à la note de lord Russell du 4 octobre, et ne se déclarant pas satisfait de ses explications sur le traitement des corsaires dans les ports anglais.....	419
—	30. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, lui annonçant qu'une division navale française a reçu mission de se rendre dans le golfe du Mexique pour y obtenir satisfaction, et que la Grande-Bretagne et l'Espagne se proposent de joindre leurs forces à cette expédition.....	289
—	30. Italie. Télégramme du baron Tecco au baron Ricasoli, pour lui annoncer que le Gouvernement espagnol consent à la consignation des Archives napolitaines, en ce qui concerne les intérêts des particuliers.....	128
—	31. Confédération suisse. Note du Conseil fédéral au Ministre suisse à Paris, au sujet de l'entrée de gendarmes français dans la vallée des Dappes.....	52
Novembre.	5. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, ministre des États-Unis à Madrid, relative aux dispositions pacifiques des États-Unis envers l'Espagne.....	439
—	6. Italie. Dépêche de M. Ricasoli à M. Tecco, repoussant l'offre partielle du Cabinet de Madrid, relative aux Archives des Consuls napolitains.....	128
—	7. Italie. Protestation adressée par M. E. Targioni, envoyé du roi François II à Bruxelles, à M. Rogier, ministre des Affaires Étrangères de Belgique, à l'occasion de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique.....	90

	1861.	Pages.
Novembre	8. France. Note de M. Thouvenel au Ministre suisse à Paris, en réponse à la note du Conseil fédéral du 31 octobre, relative à l'occupation momentanée de la vallée des Dappes.....	54
—	8. Autriche. Rescrit royal en réponse à la Diète de Croatie et d'Esclavonie. Vienne.....	28
—	9. France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, annonçant que, sauf quelques cas de brigandage sans gravité dans les Pouilles et du côté de Salerne et d'Avellino, la tranquillité continue de régner à Naples et dans les provinces napolitaines.....	197
—	10. Grande-Bretagne. Note de sir James Hudson, ministre de la Grande-Bretagne à Turin, au baron Ricasoli, au sujet de l'extension aux îles Ioniennes des bénéfices de la convention du 29 août 1854 entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, pour la liberté réciproque du cabotage.....	91
—	11. France. Note de M. Thouvenel à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière, lui faisant connaître de quelle manière il devra agir pour obtenir du Mexique le redressement des griefs de la France.....	295
—	11. France. Note de M. Thouvenel à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière, pour lui adresser l'exposé des griefs de la France contre le Mexique.....	298
—	11. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, annonçant qu'il est satisfait des explications de M. Tassara relativement aux faits indiqués dans la dépêche du 18 septembre.....	439
—	11. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, reprenant le sujet de la dépêche du 11 octobre sur le traitement des corsaires dans les ports anglais.....	424
—	12. Italie. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, insistant une dernière fois sur la remise pure et simple des Archives des Consulats napolitains.....	130
—	12. Russie. Ordonnance d'Alexandre II concernant l'institution du conseil des ministres, ainsi que l'ordre et la marche des affaires de son ressort.....	100
—	14. Confédération germanique. Extrait de la séance de la Diète de Francfort contenant la déclaration de l'envoyé de Hanovre en réponse à celle de la Prusse, dans la séance du 14 novembre, relativement à la création d'une flottille pour la protection des côtes de la mer du Nord.....	51
—	15. France. Dépêche de M. Du Bois de Saligny à M. Thouvenel, lui annonçant qu'il a notifié officiellement les conditions exigées par la France, que le Gouvernement mexicain a alors présenté au congrès un prétendu projet de réforme libérale du tarif, qui frappait en réalité l'industrie et le commerce français d'une surtaxe considérable, et qu'alors il a dû se renfermer inflexiblement dans les termes de sa note.....	304
—	Turquie. Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, avec la note officielle d'envoi de Mehemed-Djemil, ministre ad interim des Affaires Étrangères de Turquie aux représentants des Puissances garantes à Constantinople.....	109
—	17. Italie. Lettre du baron Ricasoli au conseil d'État du Tessin, au sujet d'expressions outrageantes pour le Tessin, employées par le conseil de la commune italienne de Castello.....	93
—	18. États confédérés d'Amérique. Message du président Jefferson Davis.....	61
—	22. Saxe-Meiningen. Protestation du duc de Saxe-Meiningen contre la Convention militaire conclue par le duc de Saxe-Cobourg avec le gouvernement prussien.....	105

1861.

Pages.

Novembre	22.	Italie. Réponse du baron Ricasoli à la note en date du 10 novembre de sir James Hudson.....	92
—	23.	Confédération suisse. Note du Conseil fédéral au Ministre suisse à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel du 8 novembre, relative à l'occupation momentanée de la vallée des Dappes....	54
—	24.	Italie. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès pour demander ses passe-ports.....	132
—	25.	Espagne. Réponse de M. Calderon Collantès à la demande de passe-ports du baron Tecco, exprimant le regret du gouvernement espagnol du refus du gouvernement italien d'accepter les dernières propositions de l'Espagne et du départ de son Chargé d'affaires, bien qu'il ait fait tout ce qui était en son pouvoir pour amener une solution des difficultés existantes.....	133
—	26.	France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, au sujet de l'intention du gouvernement italien de communiquer au parlement de Turin les pièces qu'il avait préparées en vue d'un accord avec le saint-siège, et que le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru devoir se charger de transmettre à Rome.....	192
—	28.	France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet d'une nouvelle contribution extraordinaire proposée par le gouvernement mexicain, et lui annonçant qu'il fait ses dispositions pour se rendre à Vera-Cruz avec tout le personnel de la légation.....	305
—	30.	Italie. Note circulaire du baron Ricasoli aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger, pour leur expliquer les causes du rappel du Chargé d'affaires du roi Victor-Emmanuel près la Cour de Madrid.....	133
—	30.	Grand-duché de Bade. Discours prononcé par le Grand-Duc à l'ouverture de la session des Chambres.....	42
Décembre	3.	États-Unis. Message du président Abraham Lincoln.....	69
—	3.	France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, sur l'affaire du <i>Trent</i>	273
—	4.	États-Unis. Note-circulaire de M. Seward aux ministres de France, de Grande-Bretagne et d'Espagne déclinant l'offre d'intervenir au Mexique avec les trois puissances.....	292
—	4.	France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahaut, lui envoyant copie de la dépêche du 3 décembre à M. Mercier, avec autorisation d'en donner lecture à lord Russell.....	275
—	4.	Saxe-Cobourg. Réponse du duc de Saxe-Cobourg à la protestation du duc de Saxe-Meiningen.....	106
—	6.	Espagne. Note-circulaire de M. Collantès aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger, pour expliquer les causes de la rupture avec le gouvernement italien.....	136
—	6.	France. Dépêche de M. le comte de Flahaut à M. Thouvenel, lui disant que lord Russell s'est montré très-sensible à l'appui donné, à l'occasion de l'affaire du <i>Trent</i> , au gouvernement de la reine par le gouvernement de l'Empereur.....	276
—	10.	France. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de la France, leur annonçant que le firman qui consacre l'union des Principautés pour la vie du prince Couza est maintenant un acte officiel, et se félicitant d'une combinaison propre à écarter les difficultés qui paralysaient depuis quelque temps le gouvernement des Principautés.....	265
—	10.	Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, ministre de Russie à Vienne, sur l'intervention autrichienne dans la Suttorina.....	104
—	11.	France. Dépêche de M. le marquis de Moustier, ambassadeur de	

	1861.	Pages.
	France à Constantinople, annonçant que l'internonce seul ne s'est pas associé aux réserves exprimées par les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, les ministres d'Italie, de Prusse et de Russie, en réponse à la note qui accompagnait le firman, en envoyant leur adhésion.....	263
Décembre 11.	France. Note de M. le marquis de Moustier au ministre des affaires étrangères de Turquie, donnant au nom de son gouvernement son assentiment aux modifications apportées par le firman dans l'organisation des Principautés.....	263
— 11.	France. Note de M. le marquis de Moustier au ministre des affaires étrangères de Turquie, pour lui dire qu'en cas d'infraction aux conventions intervenues entre les autres puissances, le gouvernement français participerait avec les autres cours à la constatation de cette infraction et se concerterait sur les mesures jugées opportunes.....	264
— 14.	France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, au sujet de la capture du général Borghès et de son exécution.....	198
— 15.	Principautés-Unies. Message du prince Couza au sujet de l'union des Principautés.....	95
— 15.	Saxe-Meiningen. Deuxième protestation du duc de Saxe-Meiningen contre la Convention militaire de Saxe-Cobourg.....	107
— 17.	Autriche. Déclaration de M. Schmerling dans la séance du 17 décembre 1861, conférant provisoirement au Reichsrath restreint le vote du budget de l'empire.....	38
— 18.	Autriche. Dépêche de M. de Rechberg au Ministre d'Autriche à Washington au sujet de l'affaire du <i>Trent</i>	41
— 22.	Portugal. Discours du roi de Portugal.....	94
— 22.	Principautés-Unies. Pièces relatives à l'union des Principautés.....	97
— 25.	Prusse. Dépêche de M. de Bernstorff au Ministre de Prusse à Washington, au sujet de l'affaire du <i>Trent</i>	99
— 27.	États-Unis. Note de M. Seward à M. Mercier, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 3 décembre.....	277
— 27.	France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en lui envoyant la réponse de M. Seward à la dépêche du 3 décembre.....	276
— 28.	France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui annoncer qu'il est convenu avec M. Zarco, ministre des relations extérieures, de faire procéder au commencement de la liquidation.....	280
	1862	
Janvier,...	9. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, exprimant la satisfaction du gouvernement français devoir se dénouer d'une façon amicale un incident, qui eût amené une collision redoutable entre deux puissances amies de la France.....	278
— 10.	France. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, lui annonçant que la situation politique des provinces napolitaines se dégage manifestement des résistances de la réaction et des essais d'agitation des partis avancés.....	200
— 11.	France. Dépêche de M. le comte de Flahault à M. de Thouvenel, lui annonçant que la nouvelle de la restitution de MM. Slidell et Mason a été accueillie avec une grande satisfaction en Angleterre, et que lord Russell et lord Palmerston reconnaissent que l'opinion exprimée dans la dépêche du 3 décembre a puissamment contribué à amener une solution aussi heureuse.....	273
— 11.	France. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de la Valette, ambassadeur de France à Rome, pour indiquer dans leur ense-	

1862.

Pages.

	ble les idées du gouvernement de l'Empereur sur la situation res- pective du saint-siège et de l'Italie, et entretenant l'espérance de voir le saint-siège, en tenant compte des faits accomplis, se por- ter à l'étude d'une combinaison assurant au pape sa dignité, sa sécurité et son indépendance.....	21
Janvier.. 18.	France. Dépêche de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, rendant compte d'une entrevue dans laquelle il a entretenu le cardinal Antonelli des considérations développées dans sa dépêche du 11 mars, et lui transmettant la réponse du cardinal qu'aucune transaction entre le saint-siège et ceux qui l'ont dépouillé n'est possible. M. le marquis de La Valette joint à sa dépêche un billet du cardinal Antonelli, reçu le lendemain de son entrevue, dans lequel Son Éminence dit qu'il n'y a rien à ajouter ni à retrancher à ses déclarations de la veille.....	213
— 27.	France. Discours prononcé par l'empereur Napoléon III à l'ou- verture de la session législative.....	161
— 28.	France. Exposé de la situation de l'Empire, présenté au Sénat et au Corps législatif.....	164

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

BELGIQUE.

Pages.

1861, Octobre... 10.	Turquie. Traité de commerce entre la Belgique et la Tur- quie, signé à Constantinople.....	7
----------------------	--	---

ESPAGNE.

1861, Août.... 12.	Venezuela. Convention pour renouveler les relations inter- rompues entre l'Espagne et la république de Venezuela, signée à Santander le 12 août 1861, et ratifiée à Madrid le 16 novembre.....	4
Octobre... 31.	France, Grande-Bretagne. Convention relative à l'expé- dition du Mexique.....	290

FRANCE.

1861, — 31.	Espagne, Grande-Bretagne. Convention relative à l'ex- pédition du Mexique.....	290
-------------	--	-----

GRANDE-BRETAGNE.

1861, — 31.	Espagne, France. Convention relative à l'expédition du Mexique.....	290
-------------	---	-----

ITALIE.

- 1861, Juillet.... 10. **Turquie.** Traité de commerce entre l'Italie et la Turquie, signé à Constantinople le 10 juillet 1861 7

TURQUIE.

- | | | Pages. |
|-------------------|---|--------|
| 1861, Juillet.... | 10. Italie. Traité de commerce entre la Turquie et l'Italie signé à Constantinople le 10 juillet 1861. | 7 |
| Octobre... | 10. Belgique. Traité de commerce entre la Belgique et la Turquie, signé à Constantinople le 10 octobre 1861..... | 7 |

VENEZUELA.

- 1861, Août..... 12. **Espagne.** Convention pour renouveler les relations interrompues entre l'Espagne et la république de Venezuela, signée à Santander le 12 août 1861, et ratifiée à Madrid le 16 novembre..... 4

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

- 1861, Mai..... 28. Note du prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Autriche pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome..... 204
- Septembre 24. Adresse de la Diète du royaume triple et un de Dalmatie, Croatie et Esclavonie, votée par la Diète réunie à Agram. 8
- Novembre. 8. Rescrit royal en réponse à la Diète de Croatie et d'Esclavonie. Vienne..... 28
- Décembre. 17. Déclaration de M. de Schmerling dans la séance du 17 décembre 1861, conférant provisoirement au Reichsrath restreint le vote du budget de l'empire..... 38
- 18. Dépêche de M. de Rechberg au ministre d'Autriche à Washington au sujet de l'affaire du *Trent*..... 41

GRAND-DUCHÉ DE BADE.

- 1861, Novembre. 30. Discours prononcé par le Grand-Duc à l'ouverture de la session des chambres..... 42

CHINE.

- 1858, Avril..... 26. **Grande-Bretagne.** Lettres des commissaires impériaux Tsung et Wu, à lord Elgin, l'avisant que la demande d'être reçu à Pékin a été transmise au gouverneur général du Chih-li 309
- 30. **Grande-Bretagne.** Lettre du commissaire Tau à lord Elgin, l'avisant qu'il est prêt à entrer en négociations avec lui, conjointement avec ses collègues 310
- 30. **Grande-Bretagne.** Réponse du commissaire Tau, éludant de se prononcer sur l'étendue de ses pouvoirs..... 311
- Mai . . . 10. **Grande-Bretagne.** Lettre des commissaires Tau, Tsung, Wu à lord Elgin, soutenant que leurs pouvoirs sont suffisants..... 312
- 24. **Grande-Bretagne.** Lettres des trois commissaires à lord Elgin, l'avisant qu'ils se rendent à Pékin pour obtenir des instructions ultérieures..... 315
- 29. **Grande-Bretagne.** Communication des commissaires an-

Pages.

	nonçant la nomination de Kiveiliang et Hwashana comme négociateurs.....	316
1861, Juin... .. 4.	Grande-Bretagne. Cartes de visite des commissaires Kveiliang et Hwashana, suivies du texte des pouvoirs à eux conférés.....	316
Août.... 27.	Documents relatifs au décès de l'Empereur et à l'avènement de son successeur publiés par la <i>Gazette de Pékin</i>	45
	1° Décret au sujet des présents qui doivent être offerts au nouvel empereur.....	45
	2° Décret relatif au deuil de la Cour impériale.....	45
	3° Décret signé par le dernier empereur Ki-Siang peu de jours avant sa mort.....	46
	4° Manifeste du nouvel Empereur.....	49

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1861, Novembre. 14.	Extrait de la séance de la Diète de Francfort contenant la déclaration de l'envoyé de Hanovre en réponse à celle de la Prusse, dans la séance du 14 novembre, relativement à la création d'une flottille pour la protection des côtes de la mer du Nord.....	51
---------------------	--	----

CONFÉDÉRATION SUISSE.

	Correspondance entre le Conseil fédéral et S. Exc. le ministre des affaires étrangères de France au sujet de l'incident de la vallée des Dappes, en 1861.....	52
1861, Octobre.. 31.	1° Note du Conseil fédéral au ministre suisse à Paris.....	52
Novembre. 23.	2° Note du Conseil fédéral au ministre suisse à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel du 8 novembre.....	54

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.

1859, Déc.. 7-14-21.	Lettre du Président au ministre de France à Quito, au sujet d'un protectorat français sur la république.....	58
----------------------	--	----

ESPAGNE.

1861, Mai..... 28.	Note de M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, à M. Thouvenel, offrant à la France le concours de l'Espagne pour le maintien de la souveraineté pontificale à Rome....	202
Juillet.... 17.	Circulaire du consul d'Espagne à Faro aux vice-consuls espagnols en Portugal, annonçant que le gouvernement espagnol les autorise à recevoir les archives et autres effets consulaires des ci-devant consuls napolitains en Portugal.	113
Août.... 28.	Réponse de M. Calderon Collantès au baron Tecco, déclarant que l'ordre relatif aux Consuls napolitains a été donné par le gouvernement de la reine, sur la demande du consul napolitain, que lorsque les relations entre gouvernements cessent, et les représentants respectifs se voient forcés d'abandonner leurs résidences, ils placent les sujets de leurs pays sous la protection de puissances amicales ou neutres, en confiant en même temps les archives des légations à leur soin, que de pareils faits n'ont jamais donné lieu à aucune plainte, qu'il ne peut modifier un ordre donné avec l'approbation de sa souveraine, sans une autorisation du gouvernement de la reine, qui partage d'ailleurs les idées exprimées dans la présente note.....	115
Septembre 13.	Réponse de M. Calderon Collantès à la note de M. Tecco,	

		Pages.
	chargé d'affaires d'Italie, en date du 1 ^{er} septembre, relative aux archives napolitaines.....	121
1861, Novembre 25.	Réponse de M. Calderon Collantès à la demande de passe-ports ' du baron Tecco, exprimant le regret du gouvernement espagnol du refus du gouvernement italien d'accepter les dernières propositions de l'Espagne et du départ de son chargé d'affaires, bien qu'il ait fait tout ce qui était en son pouvoir pour amener une solution des difficultés existantes. Madrid.....	133
Décembre.. 6.	Note circulaire de M. Collantès aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger, pour expliquer les causes de la rupture avec le gouvernement italien.....	136

ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

1861, Août....	13. Résolution concernant certains points de droit maritime....	68
Novembre. 18.	Message du président Jefferson Davis.....	61

ÉTATS-UNIS.

1854, Décembre. 4.	Extrait du message du président Pierce relatif au droit maritime.....	141
1856, Juillet... 28.	Note de M. de Marcy, secrétaire d'État des États-Unis, au comte de Sartiges, ministre de France à Washington, en réponse à la communication de la déclaration du 16 avril, précédée de ladite déclaration et des protocoles y relatifs des congrès de Paris.....	148 et 143
Décembre. 2.	Extrait du message du président Pierce sur les négociations concernant le droit maritime.....	158
1861, Février... 28.	Circulaire de M. Black, secrétaire d'État de M. Buchanan, à tous les ministres des États-Unis à l'étranger, les avisant de la séparation de plusieurs États et les engageant à s'opposer à la reconnaissance des États confédérés par les puissances.....	325
Mars.... 9.	Circulaire de M. Seward, secrétaire d'État de M. Lincoln, aux ministres des États-Unis à l'étranger, confirmant celle de M. Black.....	327
— 22.	Dépêche de M. Dallas, ministre des États-Unis à Londres, à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec lord John Russell, de laquelle il résulte qu'aucune démarche n'a été encore faite par les États confédérés auprès du gouvernement britannique.....	369
Avril.... 6.	Instructions de M. Seward à M. Corwin, ministre des États-Unis à Mexico.....	424
— 9.	Dépêche de M. Dallas, ministre des États-Unis à Londres, à M. Seward, renfermant des assurances vaguement favorables à l'Union, de la part de lord John Russell.....	369
— 10.	Instructions de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres.....	368
— 20.	Dépêche de M. Appleton, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, relative à la réception à faire aux navires des États rebelles.....	442
— 22.	Instructions de M. Seward à M. Dayton, ministre à Paris... 330	
— 24.	Projet de convention relatif aux droits respectifs des neutres et des belligérants, à conclure entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, annexée à la note-circulaire.....	337
— 27.	Dépêche de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, exprimant son mécontentement sur les dispositions du gouvernement britannique.....	370

		Pages.
1861, Avril.	Instructions de M. Seward à M. Schurz, ministre à Madrid.	428
Mai.....	2. Dépêche de M. Dallas à M. Seward, annonçant l'entente entre Londres et Paris, au sujet des troubles des États-Unis	370
	6. Instructions de M. Seward à M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg	439
—	17. Lettre de M. Adams à M. Seward, annonçant son arrivée à Londres.....	371
Mai.. ..	21. Dépêche de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, contenant des instructions au sujet de la conduite à observer en suite de l'entente entre Londres et Paris.....	371
—	23. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rendant compte de ses premières entrevues avec M. Thouvenel.....	340
—	29. Dépêche de M. Corwin à M. Seward, demandant que tous les consuls des États-Unis soient à leur poste dans les ports du Mexique avec des instructions détaillées.....	427
—	30. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rendant compte de l'ouverture des négociations au sujet de l'accession des États-Unis à la déclaration de Paris	343
	30. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, au sujet d'une conversation de M. Sanford avec M. Thouvenel, au sujet de l'attitude de la France.....	344
Juin.....	3. Dépêche de M. Seward à M. Adams, exposant les motifs de défiance des États-Unis envers l'Angleterre.....	375
—	6. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de l'inopportunité de l'accession des États-Unis à la déclaration maritime du congrès de Paris.....	346
—	7. Lettre de M. Adams à M. Seward, annonçant un changement favorable aux États-Unis dans l'opinion publique anglaise	377
—	8. Note de M. Seward à lord Lyons, au sujet de la prise <i>le Winfred</i> , réclamée par lord Lyons comme ayant en partie une cargaison anglaise, le renvoyant au jugement de la cour des prises	377
—	8. Lettre d'envoi de M. Seward à M. Adams d'une note remise par lui, le même jour à lord Lyons, au sujet du <i>Winfred</i> .	377
—	8. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, confirmant celle du 30 mai du même.....	347
—	8. Dépêche de M. Seward à M. Adams, résumant la marche des négociations suivies avec la Grande-Bretagne, et exprimant sa satisfaction de l'amélioration des rapports, en réservant toutefois les explications demandées au sujet de la proclamation de neutralité.....	378
—	12. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de la déclaration de neutralité de la France.....	347
—	13. Dépêche de M. Perry, représentant des États-Unis à Madrid, à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec M. Calderon Collantes, et de ses assurances favorables à l'Union.....	430
—	17. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, rendant compte de l'accueil fait aux dépêches anglo-françaises spécifiant l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard des États-Unis.....	348
—	19. Dépêche de M. Seward à M. Adams, rendant compte de l'accueil fait aux dépêches anglo-françaises, spécifiant l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard des États-Unis.....	382

		Pages.
1861, Juin....	19. Dépêche de M. Perry, représentant des États-Unis à Madrid, à M. Seward, accompagnant le décret de neutralité de l'Espagne.....	433
—	21. Dépêche de M. Adams à M. Seward, au sujet des dispositions favorables des Anglais pour les États-Unis.....	386
—	22. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, lui rapportant la réponse de M. Thouvenel aux propositions d'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856, en y joignant l'amendement Marcy, d'après laquelle les États-Unis devraient s'adresser à toutes les puissances parties au traité pour voir leur proposition prise en considération.....	355
—	28. Dépêche de M. Adams à M. Seward, au sujet du départ du <i>Great-Eastern</i> et du blocus des ports de la Nouvelle-Grenade	387
—	29. Dépêche de M. Corwin à M. Seward, l'assurant des bonnes dispositions du Mexique à l'égard des États-Unis.....	428
Juillet ...	1. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'équipement des corsaires au Canada.....	387
—	6. Réponse de M. Seward à M. Dayton à sa dépêche du 22 juin, maintenant les instructions du 24 avril quant à l'accession pure et simple.....	355
—	11. Note de M. Adams à lord John Russell, offrant d'ouvrir les négociations relativement à l'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856.....	389
—	15. Note de M. Seward à M. Tassara, ministre d'Espagne à Washington, au sujet de l'admission du <i>Sumter</i> et de ses prises dans le port de Cienfuegos (de l'île de Cuba).....	433
—	21. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de la fermeture des ports au pouvoir des insurgés, et maintenant le droit des États-Unis à cet égard.....	391
—	21. Dépêche de M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, rendant compte de sa réception par l'Empereur.....	444
—	25. Lettre de M. Dayton à M. Adams, au sujet des négociations avec la France, complétant sa dépêche du 22 juin à M. Seward.....	359
—	26. Dépêche de M. Adams à M. Seward, rendant compte d'une entrevue avec M. Dayton pour marcher d'accord avec lui dans la négociation sur les quatre points de droit maritime.....	397
—	29. Dépêche de M. Seward à M. Adams, approuvant la proposition de celui-ci de faire un appel direct au gouvernement britannique pour liquider les questions en litige.....	397
—	29. Note de M. Adams à lord John Russell, le priant de confirmer le refus de la Grande-Bretagne d'accepter l'amendement Marcy.....	398
—	30. Lettre de M. Seward à M. Dayton, lui annonçant la défaite de Manassas.....	359
Août....	2. Note de M. Dayton à M. Thouvenel, offrant l'accession pure et simple des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856.	360
—	3. Dépêche de M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Seward, rendant compte de l'accueil fait par le prince Gortschakoff à l'offre des États-Unis d'accéder à la déclaration du 16 avril 1856, avec l'adjonction de l'amendement Marcy.....	445
—	6. Dépêche de M. Seward à M. Adams, approuvant sa correspondance avec lord Russell, du 11 au 18 juillet.....	401
—	10. Dépêche de M. Adams à M. Seward, l'avisant qu'il n'a pas	

Pages.

	traité la question du blocus avec lord Russell, afin de laisser le gouvernement libre d'agir à cet égard comme pour une question ouverte.....	401
1861, Août....	17. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'arrestation d'un émissaire des rebelles chargé de dépêches pour lord John Russell et muni d'un passe-port du consul anglais de Charleston, donnant à M. Adams l'ordre de remettre à lord Russell les dépêches saisies	405
—	17. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le chargeant de demander le rappel du consul anglais de Charleston.....	405
—	17. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le priant de demander des explications au sujet de la réserve contenue dans la note de lord Russell du 31 juillet, et s'opposant d'avance à toute adjonction à la convention.....	401
—	19. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, exprimant la crainte de voir rompre le blocus.....	361
—	22. Dépêche de M. Dayton à M. Seward, l'avisant de la demande de M. Thouvenel de joindre une déclaration dégageant la France de toute immixtion dans les affaires intérieures des États-Unis, à la convention d'accession aux quatre points du 16 avril 1856.....	361
—	23. Dépêche de M. Adams à M. Seward, lui communiquant le projet de déclaration à joindre à la convention d'accession des États-Unis à la déclaration du 16 avril 1856.....	405
—	26. Réponse de M. Dayton à la note de M. Thouvenel du 20 août, refusant éventuellement d'accepter la déclaration proposée par M. Thouvenel.....	363
—	31. Dépêche de M. Adams à M. Seward, lui annonçant qu'il a suspendu les négociations relatives à l'adhésion des États-Unis aux quatre points de droit maritime, ne se croyant point autorisé à signer le projet de déclaration proposé... ..	406
Septembre	2. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'état de l'armée fédérale qui s'améliore chaque jour.....	406
—	3. Dépêche de M. Seward à M. Clay, exprimant sa satisfaction des relations amicales entre la Russie et les États-Unis, et déclarant qu'il entrera volontiers en négociations au sujet de l'accession aux quatre points maritimes, même sans l'amendement Marcy, que, toutefois, il vaut mieux attendre la décision des deux puissances occidentales avant d'insister	445
—	7. Dépêche de M. Seward à M. Adams, repoussant le projet de déclaration et rompant les négociations.....	407
—	10. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet de l'embarquement fait au port anglais de Nassau de munitions pour les insurgés.....	415
—	10. Dépêche de M. Seward à M. Adams, au sujet des connivences des autorités anglaises de la Trinité avec les rebelles....	415
—	10. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, repoussant l'adjonction du 20 août proposée par M. Thouvenel.....	367
—	11. Dépêche de M. Seward à M. Adams, se plaignant de l'inefficacité des lois anglaises contre la violation des droits des États-Unis par des bâtiments portant pavillon anglais....	416
—	14. Dépêche de M. Adams à M. Seward, rendant compte de la réponse faite par lord Russell à la réclamation du 17 août relative au consul anglais de Charleston.....	416
—	18. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, ministre des États-Unis à Madrid, au sujet du mode de vivre à adopter à l'égard des navires des États-Unis, venant des ports au pouvoir des insurgés, et demandant des explications sur la con-	

		Pages.
	duité des autorités coloniales à l'égard du pavillon des confédérés.....	434
1861, Octobre..	4. Note circulaire de M. Seward à lord Lyons et aux ministres étrangers à Washington, dénonçant comme illégal le transport de dépêches et de passagers, pris dans les ports bloqués par les vaisseaux de guerre étrangers qui y pénètrent, en dehors de la correspondance officielle.....	420
—	14. Note de M. Seward à lord Lyons, lui accordant de faire transporter par les vaisseaux anglais la correspondance officielle des autres puissances.....	421
—	16. Memorandum d'une conversation entre M. Schurz et M. Calderon Collantès, au sujet des propositions et réclamations de M. Seward contenues dans sa dépêche du 18 septembre.....	435
—	17. Note de M. Seward à lord Lyons, l'avisant de la décision prise par l'autorité judiciaire d'interdire à tout bâtiment se trouvant dans un port bloqué de prendre une cargaison après l'établissement du blocus.....	421
—	18. Lettre de M. Seward à lord Lyons, confirmant sa note du 14 octobre.....	422
—	20. Dépêche de M. Schurz à M. Seward, contenant de nouvelles assurances de M. Calderon Collantès au sujet de l'observation stricte de la neutralité dans les ports de Cuba.....	437
—	22. Dépêche de M. Seward à M. Adams, en réponse à la lettre du 14 septembre, déclarant indispensable l'interruption de la convention postale quant aux États insurgés.....	417
—	23. Dépêche de M. Seward à M. Adams, le priant d'aviser lord Russell que l'exéquatur a été retiré au consul anglais de Charleston.....	419
—	24. Réponse de M. Seward à la réclamation de lord Lyons du 23 octobre.....	423
—	29. Dépêche de M. Seward à M. Adams, en réponse à la note de lord Russell du 4 octobre, et ne se déclarant pas satisfait de ses explications sur le traitement des corsaires dans les ports anglais.....	419
Novembre.	5. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, ministre des États-Unis à Madrid, relative aux dispositions pacifiques des États-Unis envers l'Espagne.....	439
—	11. Dépêche de M. Seward à M. Schurz, annonçant qu'il est satisfait des explications de M. Tassara relativement aux faits indiqués dans la dépêche du 18 septembre.....	439
—	11. Dépêche de M. Seward à M. Adams, reprenant le sujet de la dépêche du 11 octobre sur le traitement des corsaires dans les ports anglais.....	424
Décembre.	3. Message du président Abraham Lincoln.....	69
—	4. Note circulaire de M. Seward aux ministres de France, de Grande-Bretagne et d'Espagne, déclinant l'offre d'intervenir au Mexique avec les trois puissances.....	292
—	27. Note de M. Seward à M. Mercier, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, du 3 décembre.....	277

FRANCE.

1861, Février...	16. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, lui disant que le retour d'un pouvoir unique et chrétien paraît encore au gouvernement français la combinaison la plus capable de satisfaire aux conditions d'une bonne administration dans le Levant.....	219
Mars...	1. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, pour	

Pages.

		insister sur l'utilité, dans la réorganisation de la Montagne, d'un pouvoir unique qui serait la sauvegarde des chrétiens de toutes les communions.....	220
1861, Mars....	15.	Dépêche de M. Dubois de Saligny, ministre de France à Mexico, à M. Thouvenel, au sujet des assassinats qui jettent la consternation dans la population de Mexico et de la république.....	279
—	26.	Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, sur l'urgence d'une entente entre les puissances pour l'organisation définitive du Liban.....	220
—	28.	Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel pour lui annoncer qu'il est convenu avec M. Zarco de faire procéder au commencement de la liquidation.....	280
Avril.....	2.	Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, au sujet de la nouvelle résolution des délégués, qui, à un projet rédigé en vue de l'institution du pouvoir unique, ont substitué un nouveau projet basé sur une division de l'autorité en trois caïmacamies, dont les résultats, dans l'opinion du gouvernement français, seraient désastreux aussi bien pour les Druses que pour les Maronites.....	222
—	4.	Dépêche de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, pour leur communiquer le projet définitif arrêté par les commissaires des puissances, à Beyrouth, et insistant sur les causes de division entre les populations chrétiennes que produirait la création des trois caïmacamies sans la désagrégation....	228
—	15.	Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Montebello, au sujet de l'abandon par la Russie de l'idée de l'établissement d'une caïmacamie grecque, et lui annonçant que le cabinet de Vienne se prononce pour l'unité du pouvoir sous un chef dans tous les cas chrétien, et, s'il est possible, indigène.....	230
—	28.	Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui disant que la situation ne s'améliore pas, qu'une nouvelle révolution est imminente et qu'il serait urgent d'avoir sur les côtes une force maritime suffisante pour pourvoir à la protection des intérêts de la France.....	281
Mai.....	1.	Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Berlin, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg, pour approuver la détermination du gouvernement ottoman de proposer aux cabinets garants de la convention du 19 août 1858, de consentir à ce que, pour la vie du prince Couza, il n'y ait qu'une assemblée et un seul ministère pour les deux Principautés.....	251
—	11.	Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, ministre de France à Washington, au sujet des garanties considérées comme acquises à tous les neutres en temps de guerre, et disant que le gouvernement français ne peut considérer les deux parties contendantes, que comme deux belligérants agissant conformément aux principes du droit des gens.....	266
—	13.	Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, indiquant la marche qui lui paraît de nature à réunir l'adhésion des cabinets à l'union des Principautés.....	253
—	16.	Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui dire que dans le cas où des circonstances se produiraient, où l'in-	

	Pages.
intervention de l'Empereur parût propre à amener un rapprochement entre les parties, Sa Majesté se porterait avec empressement à contribuer au raffermissement et au maintien de l'Union.....	270
1861, Mai.....22. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette, ambassadeur de France à Constantinople, à M. Thouvenel, pour lui rendre compte d'une réunion préparatoire, tenue au palais de France, au sujet d'un pouvoir unique et chrétien dans le Liban, et dans laquelle l'Angleterre et la Russie se sont prononcées contre l'indigénat, l'internonce pour, et la Prusse s'est abstenue faute d'instructions positives.....	231
— 25. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, lui annonçant que la Prusse ne s'oppose pas à l'indigénat, mais subordonne son assentiment à l'opinion définitive de la Porte.....	231
— 26. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, lui faisant part de l'invitation faite par la Russie au prince Labanoff de se prononcer pour l'indigénat du Liban.....	231
— 28. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour proposer une rédaction nouvelle....	232
— 28. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, pour lui dire de n'abandonner l'indigénat qu'à la dernière extrémité.....	232
— 31. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour lui faire part d'une rédaction nouvelle proposée par la Prusse, qui n'impose ni n'exclut l'indigénat.....	232
Juin..... 1. Dépêche télégraphique de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, l'autorisant à se rallier à la rédaction du ministre de Prusse.....	233
— 4. Dépêche de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, pour lui rendre compte des discussions qui ont eu lieu dans la réunion du 31 mai chez Aali-pacha.....	233
— 6. Réponse de M. Thouvenel aux notes des cours de Vienne et de Madrid du 18 mai, développant la pensée différente de la France, vis-à-vis de l'Italie, de celle des deux puissances, et donnant l'assurance que le gouvernement impérial n'adhérera à aucune combinaison en désaccord avec l'indépendance du saint-siège et l'objet de la présence des troupes françaises à Rome.....	206
— 7. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de La Valette, rappelant un message télégraphique du 31 mai, et lui exprimant la conviction qu'en se refusant à confier l'administration de la Montagne à un chef indigène, la Porte est tombée dans une erreur qu'elle ne tardera pas à reconnaître.....	241
— 8. Dépêche de M. Thouvenel à M. le duc de Gramont, ambassadeur de France à Rome, en lui envoyant copie des dépêches de M. Mon et du prince de Metternich, ainsi que de sa réponse.....	201
— 8 et 9. Dépêche télégraphique de M. le marquis de La Valette à M. Thouvenel, envoyant les principes de l'arrangement accepté, suivie du règlement relatif à la réorganisation du Liban et protocole de la séance du 9 juin 1861.....	242
— 10. Déclaration de neutralité de la France dans la guerre entre les États-Unis et les États confédérés.....	271

Pages.

1861, Juin.....	11. Dépêche de M. Thouvenel à M. Gorsse, consul de France à Cagliari, pour l'inviter à saisir toutes les occasions de démentir le bruit de la cession de l'île de Sardaigne à la France.....	189
—	12. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rendant compte d'un entretien avec M. Guzman, ministre des relations extérieures.....	281
—	15. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Rayneval, chargé des affaires de France à Turin, lui annonçant que la France reconnaît Victor-Emmanuel comme roi d'Italie, et déterminant la portée de cet acte.....	183
—	18. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, pour faire connaître les motifs et la portée de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	185
—	18. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, pour lui expliquer la portée de la déclaration de neutralité de la France.....	272
—	20. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, lui rendant compte de l'entrevue qu'il a eue, à titre privé, avec M. Rost, délégué des États fédérés.....	272
—	22. Dépêche de M. le duc de Gramont, ambassadeur de France à Rome, annonçant que la nouvelle de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France a été appréciée au Vatican par un grand esprit de modération et de justice, et que le cardinal Antonelli lui a paru médiocrement satisfait de l'incertitude de la rédaction des notes de l'Autriche et de l'Espagne et des propositions vagues qui s'y trouvaient formulées.....	209
—	26. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Rayneval, à Turin, lui envoyant copie d'une dépêche adressée au consul de France à Cagliari, au sujet des bruits relatifs à la cession de l'île de Sardaigne à la France.....	189
—	29. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui dire que les exactions et confiscations sont à l'ordre du jour, que les étrangers ne sont respectés ni dans leurs personnes, ni dans leurs propriétés, et demandant des instructions et des moyens nécessaires pour faire respecter quoi qu'il arrive les intérêts et l'honneur de la France... ..	282
Juillet...	1. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur, pour leur faire connaître comment le gouvernement de l'Empereur apprécie l'acte constitutif de l'administration du Liban signé à Constantinople le 9 juin.....	248
—	4. Dépêche-circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, annonçant que le gouvernement de l'Empereur a résolu de rendre publique sa détermination de reconnaître le royaume d'Italie, et se félicitant des appréciations dont cette mesure a été l'objet à l'étranger, comme étant favorable à la conservation de la paix.....	190
—	5. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui annonçant que le gouvernement mexicain, au mépris de tous ses engagements, refuse de lui remettre les fonds volés à la convention française.....	283
—	6. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Rome, au sujet de l'attitude prise par quelques prélats placés à la tête du clergé français, et notamment de l'évêque de Poitiers, et lui annonçant que des attaques aussi injustes sont d'une nature trop sérieuse	

		Pages.
	pour qu'il ne soit pas du devoir du gouvernement français d'y mettre un terme.	210
1861, Juillet.	13. Dépêche de M. le marquis de Cadore à M. Thouvenel en réponse à sa dépêche du 6 juillet, et lui rapportant que sur la lecture qu'il en a faite au cardinal Antonelli, Son Eminence, tout en paraissant se refuser à croire que les intentions de l'évêque de Poitiers fussent telles que le supposait le gouvernement français, ne contestait pas le danger qu'il y avait, dans les circonstances actuelles, de prêter des armes à la malveillance et à la calomnie.	211
—	22. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Rayneval, à Turin, sur l'urgence d'aviser le gouvernement italien aux moyens propres à dégager sa responsabilité des accusations dont il serait l'objet au sujet des mesures de rigueur attribuées aux commandants des troupes italiennes dans les provinces méridionales.	191
—	25. Dépêche de M. le comte de Rayneval à M. Thouvenel pour lui annoncer que le baron Ricasoli lui a déclaré que le gouvernement italien punira rigoureusement les excès aussi inutiles que barbares que l'on raconte, dans le cas où ils auraient réellement lieu.	191
—	27. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui annoncer le vote, par le congrès, d'une loi prononçant la suspension pendant deux ans du paiement des conventions étrangères et que de concert avec le ministre de la Grande-Bretagne il a rompu ses relations avec le gouvernement mexicain.	283
Août.	4. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rapportant les manœuvres mises en jeu pour effrayer les Français résidant à Mexico.	284
—	20. Note de M. Thouvenel à M. Dayton, lui communiquant la déclaration à joindre à la convention d'accession des États-Unis aux quatre points de droit maritime du congrès de Paris.	363
—	29. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahault, ambassadeur de France à Londres, rappelant une conversation avec lord Cowley, au sujet des Principautés.	255
Septembre	6. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, approuvant sa conduite et lui donnant ordre de quitter Mexico avec le personnel de la légation, si le gouvernement mexicain ne lui donne pas certaines satisfactions.	284
—	9. Note de M. Thouvenel à M. Dayton, développant les motifs qui l'ont engagé à proposer l'adjonction de la déclaration du 20 août.	366
—	9. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, lui envoyant copie des instructions adressées à M. Dubois de Saligny.	286
—	19. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahault, proposant une combinaison qui offre l'avantage aux puissances de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les questions qui se présenteraient après la mort du prince Couza.	258
—	25. Dépêche de M. Rotrou, agent consulaire de France à Avezana, à M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, lui rendant compte de la situation de la partie des Abruzzes qui avoisine la frontière romaine.	194
—	26. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui donnant l'énumération des attentats commis à Mexico contre des sujets français en 1861.	287

Pages.

1861, Octobre..	1. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, au sujet de l'exagération des journaux en ce qui regarde les provinces napolitaines.....	193
—	12. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, pour lui annoncer que la résidence de l'agent consulaire français à Barletta (Pouilles) a été envahie par les brigands, et que le général s'est empressé, sur sa demande, de porter secours à cet agent....	196
—	16. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, disant que l'état du pays continue à empirer de jour en jour.....	289
—	18. Lettre de M. Thouvenel à M. Dayton, accusant réception de la note de M. Seward du 10 septembre.....	368
—	26. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, au sujet du brigandage à Cerignola et à Ottajano.....	197
—	30. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, lui annonçant qu'une division navale française a reçu mission de se rendre dans le golfe du Mexique pour y obtenir satisfaction, et que la Grande-Bretagne et l'Espagne se proposent de joindre leurs forces à cette expédition.....	289
Novembre	8. Note de M. Thouvenel au ministre suisse à Paris, en réponse à la note du Conseil fédéral du 31 octobre, relative à l'occupation momentanée de la vallée des Dappes.....	54
—	9. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, annonçant que, sauf quelques cas de brigandage sans gravité dans les Pouilles et du côté de Salerne et d'Avellino, la tranquillité continue de régner à Naples et dans les provinces napolitaines.....	197
—	11. Note de M. Thouvenel à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière, lui faisant connaître de quelle manière il devra agir pour obtenir du Mexique le redressement des griefs de la France.....	295
—	11. Note de M. Thouvenel à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière, pour lui adresser l'exposé des griefs de la France contre le Mexique.....	298
—	15. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, lui annonçant qu'il a notifié officiellement les conditions exigées par la France, que le gouvernement mexicain a alors présenté au congrès un prétendu projet de réforme libérale du tarif, qui frappait en réalité l'industrie et le commerce français d'une surtaxe considérable, et qu'alors il a dû se renfermer inflexiblement dans les termes de sa note.....	304
—	26. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, au sujet de l'intention du gouvernement italien de communiquer au parlement de Turin les pièces qu'il avait préparées en vue d'un accord avec le saint-siège, et que le gouvernement de l'Empereur n'a pas cru devoir se charger de transmettre à Rome.....	192
—	28. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet d'une nouvelle contribution extraordinaire proposée par le gouvernement mexicain, et lui annonçant qu'il fait ses dispositions pour se rendre à Vera-Cruz, avec tout le personnel de la légation.....	305
Décembre	3. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, sur l'affaire du Trent.....	273
—	4. Dépêche de M. Thouvenel à M. le comte de Flahaut, lui envoyant copie de la dépêche du 3 décembre à M. Mercier, avec autorisation d'en donner lecture à lord Russell.....	275

		Pages.
1861, Décembre.	6. Dépêche de M. le comte de Flahaut à M. Thouvenel, lui disant que lord Russell s'est montré très-sensible à l'appui donné, à l'occasion de l'affaire du <i>Trent</i> , au gouvernement de la reine par le gouvernement de l'Empereur.....	276
—	10. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de la France, leur annonçant que le firman qui consacre l'union des Principautés pour la vie du prince Couza est maintenant un acte officiel, et se félicitant d'une combinaison propre à écarter les difficultés qui paralysaient depuis quelque temps le gouvernement des Principautés.....	265
—	11. Dépêche de M. le marquis de Moustier, ambassadeur de France à Constantinople, annonçant que l'internonce seul ne s'est pas associé aux réserves exprimées par les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, les ministres d'Italie, de Prusse et de Russie, en réponse à la note qui accompagnait le firman, en envoyant leur adhésion.....	263
—	11. Note de M. le marquis de Moustier au ministre des affaires étrangères de Turquie, donnant au nom de son gouvernement son assentiment aux modifications apportées par le firman dans l'organisation des Principautés.....	263
—	14. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, au sujet de la capture du général Borgès et de son exécution.....	198
—	Note de M. le marquis de Moustier au ministre des affaires étrangères de Turquie, pour lui dire qu'en cas d'infraction aux conventions intervenues entre les autres puissances, le gouvernement français participerait avec les autres cours à la constatation de cette infraction et se concerterait sur les mesures jugées opportunes.....	264
—	27. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en lui envoyant la réponse de M. Seward à la dépêche du 3 décembre.....	276
—	28. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, pour lui annoncer qu'il est convenu avec M. Zarco, ministre des relations extérieures, de faire procéder au commencement de la liquidation.....	280
1862, Janvier.	9. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, exprimant la satisfaction du gouvernement français de voir se dénouer d'une façon amicale un incident qui eût amené une collision redoutable entre deux puissances amies de la France....	278
—	10. Dépêche de M. Soulange-Bodin, consul général de France à Naples, à M. Thouvenel, lui annonçant que la situation politique des provinces napolitaines se dégage manifestement des résistances de la réaction et des essais d'agitation des partis avancés.....	200
—	11. Dépêche de M. le comte de Flahaut à M. Thouvenel, lui annonçant que la nouvelle de la restitution de MM. Slidell et Mason a été accueillie avec une grande satisfaction en Angleterre, et que lord Russell et lord Palmerston reconnaissent que l'opinion exprimée dans la dépêche du 3 décembre a puissamment contribué à amener une solution aussi heureuse.....	27
—	11. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de la Valette, ambassadeur de France à Rome, pour indiquer dans leur ensemble les idées du gouvernement de l'Empereur sur la situation respective du saint-siège et de l'Italie, et entretenant l'espérance de voir le saint-siège, en tenant compte des faits accomplis, se porter à l'étude d'une combinaison assurant au Pape sa dignité, sa sécurité et son indépendance.	217

1862, Janvier.	18. Dépêche de M. le marquis de la Valette à M. Thouvenel, rendant compte d'une entrevue dans laquelle il a entretenu le cardinal Antonelli des considérations développées dans sa dépêche du 11 mars, et lui transmettant la réponse du cardinal qu'aucune transaction entre le saint-siège et ceux qui l'ont dépouillé n'est possible. M. le marquis de la Valette joint à sa dépêche un billet du cardinal Antonelli, reçu le lendemain de son entrevue, dans lequel Son Éminence dit qu'il n'y a rien à ajouter ni à retrancher à ses déclarations de la veille.....	213
—	27. Discours prononcé par l'empereur Napoléon III à l'ouverture de la session législative.....	161
—	28. Exposé de la situation de l'Empire, présenté au Sénat et au Corps législatif.....	164

GRANDE-BRETAGNE.

1858, Avril.....	1. Chine. Lettre du comte Elgin au premier ministre à Pékin, refusant de considérer comme une réponse conforme aux traités la communication du gouverneur général des deux Kiangs et du gouverneur du Kiang-si, et annonçant son départ pour le Nord.....	307
—	8. Chine. Lettre de lord Elgin à l'amiral Seymour, lui ordonnant de partir pour le Peï-ho avec les forces maritimes.....	308
—	24. Chine. Lettre de lord Elgin au premier ministre, l'avisant de son arrivée à l'embouchure du Peï-ho.....	308
—	30. Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, lui demandant si ses pouvoirs sont suffisants pour résoudre les questions pendantes.....	310
Mai.....	1. Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, refusant d'entrer en négociations avec lui.....	311
—	6. Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, lui envoyant copie des pleins pouvoirs conférés aux commissaires chinois en 1842.....	311
—	18. Chine. Compte rendu par l'amiral Seymour de la conférence tenue à bord de <i>l'Audacieuse</i> , entre lord Elgin et le baron Gros, au sujet de l'attaque des forts.....	314
—	20. Chine. Lettre de lord Elgin au commissaire Tau, le sommant de livrer les forts.....	314
—	31. Chine. Communication de lord Elgin au premier ministre, l'avisant de son arrivée à Tien-Tsin.....	316
Juin.....	6. Chine. Conférence entre M. Lay et les secrétaires des commissaires chinois.....	317
1861, Mai.....	18. Instructions envoyées par lord John Russell à lord Lyons, à Washington, pour négocier une entente entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, sur divers points du droit maritime.....	412
Juillet...	13. Note de lord John Russell à M. Adams, l'avisant qu'il attend communication de son projet de convention relatif à l'acceptation des quatre points de droit maritime.....	390
—	18. Note de lord John Russell à M. Adams, se déclarant prêt à signer la convention proposée le 13, à la condition qu'elle soit signée simultanément par la France.....	390
—	31. Note de lord John Russell à M. Adams, en réponse à la note du 29, confirmant le refus d'accéder à l'amendement Marcy et se déclarant disposé à négocier sur les quatre points de droit maritime purement et simplement, avec la réserve que l'arrangement n'aura d'effet que pour l'avenir..	400

		Pages.
1861, Août.....	28. Note de lord John Russell à M. Adams, exposant les motifs qu'il a engagés à proposer la déclaration de non-rétroactivité.	410
Octobre..	4. Réponse de lord Russell à la réclamation de M. Seward, formulée dans sa dépêche du 10 septembre, contre les autorités coloniales de la Trinité.....	417
—	12. Réponse de lord Lyons à M. Seward, à sa note du 4 octobre, repoussant, comme n'atteignant pas les vaisseaux anglais le reproche de transporter autre chose que la correspondance officielle dans les ports bloqués.....	420
—	17. Réponse de lord Lyons à la note de M. Seward du 14 octobre, et lui en demandant confirmation.....	422
—	23. Note de lord Lyons à M. Seward, demandant des explications sur la saisie des dépêches, adressées par le consul anglais de Richmond au consul anglais de New-York.....	422
—	28. Note de lord Lyons à M. Seward, réclamant contre les traitements infligés à des matelots anglais prisonniers au fort Lafayette, et demandant une indemnité.....	423
Novembre	10. Note de sir James Hudson, ministre de la Grande-Bretagne à Turin, au baron Ricasoli, au sujet de l'extension aux îles Ioniennes des bénéfices de la convention du 29 août 1854 entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne pour la liberté réciproque du cabotage.....	91

ITALIE.

1861, Juin.....	21. Dépêche du baron Ricasoli au comte Gropello, chargé des affaires d'Italie à Paris, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 15 juin, exprimant l'espoir d'une solution prochaine de la question romaine.....	187
Août.....	8. Réponse du vice-consul italien à Tavira à la lettre en date du 8 juillet du comte Bobone, consul d'Italie à Lisbonne, relative à la remise des archives napolitaines, contenant la copie d'une circulaire adressée par le consul espagnol de Faro aux vice-consuls de l'Espagne en Portugal.....	113
—	13. Dépêche du comte Della Minerva, chargé d'affaires d'Italie à Lisbonne, au baron Ricasoli, l'informant des ordres donnés par lui, à la suite de la reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal, au consul d'Italie, d'écrire aux vice-consuls pour se faire remettre les archives des vice-consulats de l'ex-royaume des Deux-Siciles, et avisant de la réponse du vice-consul de Tavira. Lisbonne.....	112
—	17. Note du baron Tecco chargé d'affaires italien à M. Calderon Collantès, déclarant que la mesure relative aux Consulats napolitains constituerait une double violation du droit des gens, qu'elle ne peut être que le résultat d'une intrigue que le Ministre des Affaires Étrangères prendra sans doute les dispositions les plus promptes pour déjouer.....	114
—	19. Dépêche du baron Tecco, chargé d'affaires d'Italie à Madrid, au baron Ricasoli, rendant compte de la démarche qu'il a faite auprès du président du conseil, qui a déclaré ne pas avoir connaissance du prétendu ordre expédié par son cabinet à Lisbonne, et annonçant qu'il a informé de cette réponse le directeur de la correspondance politique aux affaires étrangères à Madrid, en adressant un office à M. Calderon Collantès.....	113
Septembre.	1. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, combattant les considérations par lesquelles le ministre des affaires étrangères d'Espagne justifie dans sa note du 28 août la mesure relative aux Consulats napolitains.....	118

1861, Septembre.	17. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, pour lui annoncer qu'il a transmis à son gouvernement le refus du gouvernement espagnol de faire droit à sa réclamation, et répondant, en attendant les instructions ultérieures de son cabinet, à certaines assertions contenues dans la note du 13 septembre.....	123
Octobre...	6. Dépêche du baron Ricasoli au baron Tecco, portant que le gouvernement italien a seul le pouvoir, en même temps qu'ils en a le droit et l'obligation de protéger les anciens sujets de François II, que son gouvernement ne saurait consentir à des actes qui blessent directement le droit à lui confié par la nation et l'empêchent dans l'accomplissement de ses devoirs, et que si le gouvernement espagnol persistait dans sa résolution relativement aux archives napolitaines, le cabinet italien prendrait telles résolutions qui lui seraient dictées par le juste sentiment de sa dignité.....	127
—	30. Télégramme du baron Tecco au baron Ricasoli, pour lui annoncer que le gouvernement espagnol consent à la consignation des archives napolitaines, en ce qui concerne les intérêts des particuliers.....	128
Novembre.	6. Dépêche du baron Ricasoli à M. Tecco, repoussant l'offre partielle du cabinet de Madrid, relativement aux archives des Consulats napolitains.....	128
—	7. Protestation adressée par M. E. Targioni, envoyé du roi François II à Bruxelles, à M. Rogier, ministre des affaires étrangères de Belgique, à l'occasion de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique.....	90
—	12. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, insistant une dernière fois sur la remise pure et simple des archives des Consulats napolitains.....	130
—	17. Italie. Lettre du baron Ricasoli au conseil d'État du Tessin, au sujet d'expressions outrageantes pour le Tessin, employées par le conseil de la commune italienne de Castello.....	93
—	22. Italie. Réponse du baron Ricasoli à la note en date du 10 novembre de sir James Hudson.....	92
—	24. Note du baron Tecco à M. Calderon Collantès, pour demander ses passe-ports.....	132
—	30. Note circulaire du baron Ricasoli aux agents diplomatiques du royaume d'Italie à l'étranger, pour leur expliquer les causes du rappel du chargé d'affaires du roi Victor-Emmanuel près la cour de Madrid.....	133

PORTUGAL.

1861, Décembre.	22. Discours du roi de Portugal.....	94
-----------------	--------------------------------------	----

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

1861, Décembre.	15. Message du prince Couza au sujet de l'union des Principautés.....	95
—	22. Pièces relatives à l'union des Principautés, proclamations, adresses, etc.....	97

PRUSSE.

1861, Décembre.	25. Dépêche de M. de Bernstorff au ministre de Prusse à Washington, au sujet de l'affaire du <i>Trent</i>	99
-----------------	---	----

RUSSIE.

		Pages.
1858, Mai.....	17. Chine. Lettre du comte Poutiatine à lord Elgin, l'avisant du refus de l'empereur de recevoir les envoyés européens à Pékin.....	314
1861, Décembre.	10. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, ministre de Russie à Vienne, sur l'intervention autrichienne dans Suttorina.....	104
Novembre.	12. Ordonnance d'Alexandre II concernant l'institution du conseil des ministres, ainsi que l'ordre et la marche des affaires de son ressort.....	100
Juin.....	1. Prescriptions de l'amirauté et du ministère du commerce russes, relatives au mode de vivre à adopter à l'égard des navires des États rebelles des États-Unis de l'Amérique du Nord.....	443

SAXE-COBOURG.

1861, Décembre.	4. Réponse du duc de Saxe-Cobourg à la protestation du duc de Saxe-Meiningen.....	106
-----------------	---	-----

SAXE-MEININGEN.

1861, Novembre.	22. Protestation du duc de Saxe-Meiningen contre la convention militaire conclue par le duc de Saxe-Cobourg avec le gouvernement prussien.....	105
Décembre.	15. Deuxième protestation du duc de Saxe-Meiningen.....	107

TURQUIE.

1861, Mai.....	1. Dépêche du ministre des affaires étrangères de Turquie à l'ambassadeur du sultan à Paris, indiquant à quelles conditions la Porte consent à l'union réelle des Principautés, et annonçant que la Porte acceptera les conférences entre les puissances à ce sujet.....	251
Novembre.	Firman sur l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, avec la Note officielle d'envoi de Mehemed-Djemil, ministre ad interim des affaires étrangères de Turquie aux représentants des puissances garantes à Constantinople.....	260